



Pays et Territoires d'Outre-Mer: Profils Environnementaux

RAPPORT FINAL

PARTIE 2 – RAPPORT DÉTAILLÉ

SECTION A – RÉGION DES CARAÏBES

Janvier 2015

EuropeAid/127054/C/SER/multi
Request n° 2013/325768



Consortium



LIMITATION DE RESPONSABILITE

Ce rapport a été préparé avec l'aide financière de la Commission européenne. Les opinions exprimées sont celles des consultants et ne sont en aucun cas l'expression de l'opinion officielle de la Commission européenne ni des gouvernements et territoires impliqués.

Auteurs du Rapport

Jose de Bettencourt

Helena Imminga-Berends

Nom et adresse du contracteur

Safège Consortium

Gulledelle 92

B-1200 Brussels - BELGIUM

Gestionnaire de projet

Camille Vassart pour Prospect C&S

Pensez à l'environnement avant d'imprimer ce document

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ACAP	Accord sur la conservation des albatros et des pétrels
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACP	(États d') Afrique, Caraïbes et Pacifique
AEC	Association des États des Caraïbes
AEPS	Stratégie de protection de l'environnement arctique
AFD	Agence française de développement
AMAP	Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique
AME	Accord multilatéral sur l'environnement
AMOC	Circulation méridienne de retournement de l'Atlantique
AMP	Aire marine protégée
AOSIS	Alliance des petits états insulaires
APE	Accord de partenariat économique
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique
ASP	Aire spécialement protégée
BAS	British Antarctic Survey (centre de recherches britannique sur l'Antarctique)
BDC	Banque de développement des Caraïbes
BEI	Banque européenne d'investissement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières
CAFF	Conservation de la flore et de la faune arctiques
CANARI	Institut caraïbe des ressources naturelles
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CARIFORUM	Forum des Caraïbes
CCAMLR	Convention sur la conservation de la faune et de la flore marine de l'Antarctique
CCAS	Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique
CCC	Cod and Climate Change Programme (Programme sur le changement climatique)
CCCCC	Centre de la communauté des Caraïbes sur les changements climatiques
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CDA	Communauté de développement d'Afrique australe
CDB	Convention sur la diversité biologique
CDD	Commission du développement durable
CEE-ONU	Commission économique pour l'Europe des Nations unies
CEHI	Institut de santé environnementale des Caraïbes
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIEM	Conseil international pour l'exploration de la mer
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CMS	Convention de Bonn sur les espèces migratoires
CNRS	Centre national pour la recherche scientifique
CNUED	Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement
COI	Commission de l'océan Indien
COLTO	Coalition des opérateurs légaux de légine
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COP	Conférence des parties
CORP	Conseil des organisations régionales du Pacifique
CPA	Évaluation de la pauvreté du pays
CPACC	Planification des Caraïbes pour l'adaptation au changement climatique
CPS	Secrétariat de la communauté du Pacifique
CR	Gravement menacé d'extinction (classification UICN)

CRAMRA	Convention sur la réglementation des activités relatives aux ressources minérales de l'Antarctique
CRISP	Récifs coralliens dans le Pacifique Sud
CSME	Marché et économie uniques des Caraïbes
DAO	Décision d'Association Outre-mer
Darwin Plus	Fait suite au programme OTEP et à l'initiative Darwin (composant PTOM) en ce qui concerne le financement compétitif devant aboutir à des résultats stratégiques à long terme pour l'environnement naturel dans les territoires d'outre-mer britanniques
DCNA	Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la nature
DEFRA	Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales du gouvernement britannique
DFID	Département du développement international du gouvernement britannique
DK	Danemark
DOCUP	Document unique de programmation
ECCB	Banque centrale des Caraïbes orientales
EE	Efficacité énergétique
EIE	Étude d'impact sur l'environnement
EN	Menacé d'extinction (classification UICN)
ENSO	El Niño Southern Oscillation (El Niño-oscillation australe)
EPD	Environnement, planification et développement
EPPR	Préparation aux situations d'urgence, prévention et intervention
ER	Énergie renouvelable
ESE	Évaluation stratégique environnementale
FAO	Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation
FBG	Fonds pour une bonne gouvernance
FCO	Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni
FEA	Fonds pour l'Environnement et l'Agriculture
FED	Fonds européen de développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
FPEIR	Forces, pressions, états, impacts, réponses
FR	France
GCRMN	Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens
GES	Gaz à effet de serre
GIWA	Évaluation globale des eaux internationales
GLISPA	Partenariat insulaire mondial
HMS	His Majesty's Ship (le navire de sa Majesté)
I&M	Ministère néerlandais de l'infrastructure et de l'environnement
IAATO	Association internationale des tours opérateurs de l'Antarctique
IAC	Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines
ICCAT	Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique
ICES-CCC	Programme sur le changement climatique du CIEM
ICRI	Initiative internationale pour les récifs coralliens
IFRECOR	Initiative française pour les récifs coralliens
IIED	Institut international pour l'environnement et le développement (Royaume-Uni)
INN	Pêche illicite, non déclarée et non réglementée
INTEGRE	Initiative des territoires du Pacifique pour la gestion régionale de l'environnement
IPCC	Groupe intergouvernemental pour l'étude du changement climatique
IRD	Institut de recherche pour le développement (FR)
JCNB	Commission mixte sur la conservation du narval et du béluga
JNCC	Comité mixte sur la conservation de la nature du gouvernement britannique

LPO	Ligue pour la protection des oiseaux
LSB	Pollutions marines d'origine tellurique (protocole de la convention de Carthagène)
MAB	L'homme et la biosphère (Réserve)
MACC	Adaptation généralisée au changement climatique
MoU	Déclaration commune d'intention
MSC	Marine Stewardship Council (Conseil pour la bonne gestion des mers)
NAMMCO	Commission des mammifères marins de l'Atlantique Nord
NBSAP	Stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité
NL	Pays-Bas
NT	National Trust
NU	Nations unies
NZ	Nouvelle-Zélande
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCTA	Association des pays et territoires d'outre-mer
OECS	Organisation des États de la Caraïbe orientale
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OPANO	Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest
OPASE	Organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est
ORGP	Organisation régionale de gestion des pêches
OT	Ordonnateurs territoriaux
OTCF	Overseas Territories Conservation Forum (association pour la conservation des territoires d'outre-mer britanniques)
OTEP	Overseas Territories Environment Programme (programme pour l'environnement des territoires d'outre-mer) (remplacé par Darwin Plus)
OUA	Organisation de l'unité africaine
PACSU	Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées
PAME	Protection de l'environnement marin arctique
PCCFAF	Pacific Climate Change Finance Assessment Framework (cadre d'évaluation du financement de la lutte contre le changement climatique dans le Pacifique)
PDD	Plan de développement durable
PECCO	Pacific Environment and Climate Change Outlook (perspectives sur le changement climatique et l'environnement dans le Pacifique)
PEID	Petits États insulaires en développement
PEM	Planification de l'espace maritime
PEP	Partenariat pauvreté-environnement
PGA	Plan général d'aménagement
PGEM	Plan de gestion de l'espace maritime
PIB	Produit intérieur brut
PIDP	Programme de développement des îles du Pacifique
PILN	Pacific Invasives Learning Network (réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique)
PIP	Partenariat sur les espèces envahissantes du Pacifique
PIR	Programme indicatif régional
PM	Patrimoine mondial
PME	Petites et moyennes entreprises
PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
POP	Polluant organique persistant
PPCR	Programme pilote pour la résilience climatique
PROE	Programme régional océanien de l'environnement
PTOM	Pays et territoires d'outre-mer

PWSD	Ministère des travaux publics et des services
RNN	Réserve naturelle nationale
RSP	Programme pour les mers régionales ou document de stratégie régionale
RSPB	Société royale pour la protection des oiseaux (UK)
s.o.	sans objet
SAERI	Institut de recherche scientifique sud-atlantique
SAWG	Groupe de travail sur l'Atlantique Sud (du UK OTCF)
SCOR	Comité scientifique de la recherche océanique
SCP	Programme stratégique par pays
SDC	Système de documentation des captures
SIDSnet	Réseau des petits États insulaires en développement
SNGE	Stratégie nationale de gestion de l'environnement
SORP	Partenariat pour la recherche dans l'océan Austral
SPAW	Protocole relatif aux aires et aux espèces spécialement protégées
SPTO	Organisation du tourisme du Pacifique Sud
SSN	Système de surveillance des navires
STEP	Station d'épuration des eaux usées
TAC	Total admissible des captures
TEP	Tonne équivalent pétrole (TEP Vertes est un projet de lutte contre le changement climatique dans le Pacifique)
TOM	Territoires d'outre-mer (acronyme souvent utilisé dans les textes anglais)
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UK	Royaume-Uni
UKAHT	United Kingdom Antarctic Heritage Trust (fonds pour le patrimoine antarctique du Royaume-Uni)
UKOTA	Association des PTOM apparentés au Royaume-Uni
UKOTCF	United Kingdom Overseas Territories Conservation Forum (association pour la conservation des territoires d'outre-mer britanniques)
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
VROM	Ministère néerlandais de l'environnement
VU	Vulnérable (classification UICN)
WIDECAST	Wider Caribbean Sea Turtle Conservation Network (réseau étendu pour la conservation des tortues marines aux Caraïbes)
WRI	World Resources Institute (institut des ressources mondiales)
ZEE	Zone économique exclusive
ZICO	Zone importante pour la conservation des oiseaux
ZTDC	Zone de tourisme durable de la Caraïbe

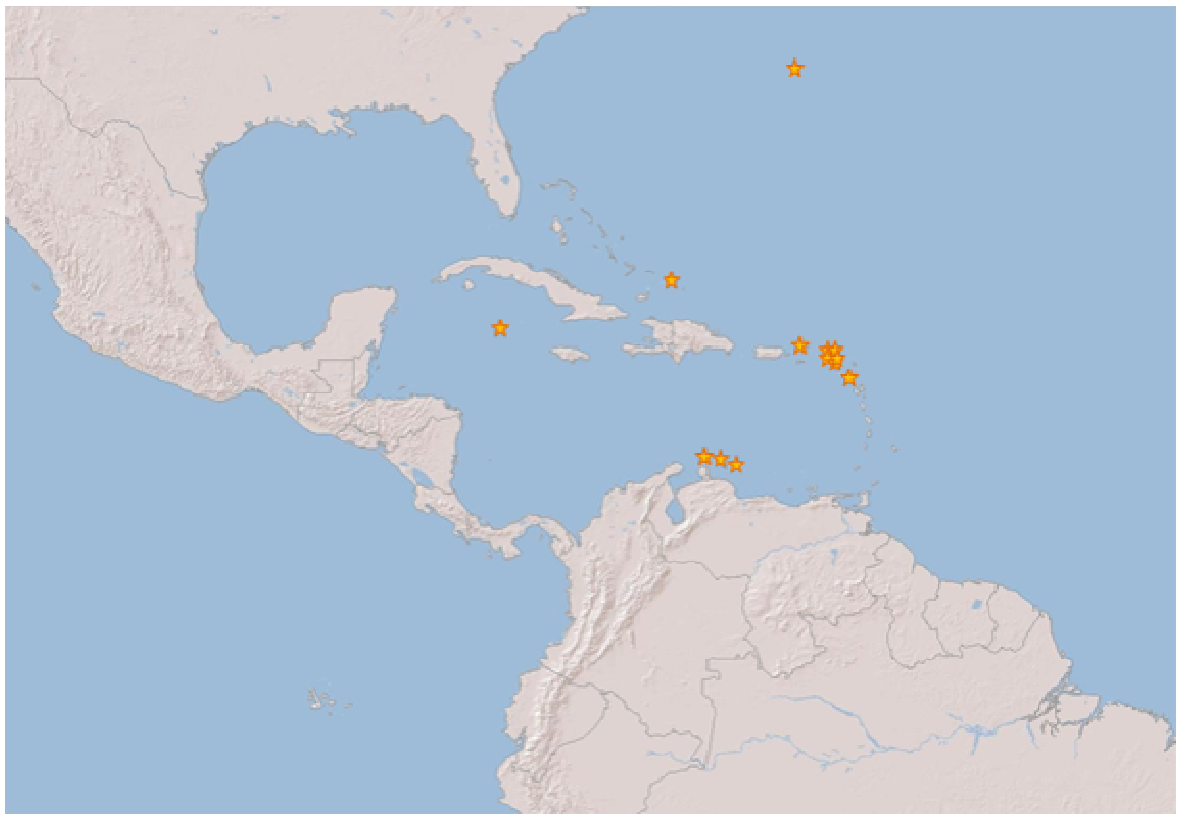
AI	Ile Ascension
ANG	Anguilla
ARU	Aruba
BAT	Territoire antarctique britannique
BIOT	Territoire britannique de l'océan Indien
BLM	Saint-Barthélemy
BM	Bermudes
BON	Bonaire
BVI	Iles Vierges britanniques
CAY	Iles Caïmans
CUW	Curaçao
FLK	Iles Falkland
FP	Polynésie française
GL	Groenland
MSR	Montserrat
NC	Nouvelle-Calédonie
PIT	Iles Pitcairn
SAB	Saba
SGSSI	Géorgie du Sud-et-les îles Sandwich du sud
SH	Sainte-Hélène
SHATdC	Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
SPM	Saint-Pierre-et-Miquelon
StEus	Saint-Eustache
SXM	Sint Maarten
TAAF	Terres australes et antarctiques françaises
TCI	Iles Turques-et-Caïques
TdC	Tristan da Cunha
W&F	Wallis et Futuna

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations et acronymes	3
Table des matières	8
1 Introduction	10
2 Description de la région	10
3 Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale	13
4 Problèmes et menaces.....	17
5 Étude de la gouvernance environnementale	22
5.1 Administration en charge de la gestion de l'environnement.....	22
5.2 Politiques, stratégies, plans, sensibilisation et surveillance	24
5.3 Cadre légal.....	25
6 Coopération	28
6.1 Organisations et programmes régionaux pertinents	28
6.2 Initiatives et projets régionaux pertinents	30
7 Recommandations pour la coopération dans le domaine de l'environnement entre l'Union européenne et les PTOM des Caraïbes	34
8 Références	38
 Annexe A : Anguilla.....	66
Annexe B : Aruba.....	91
Annexe C : Bonaire.....	113
Annexe D : Les îles Vierges britanniques.....	129
Annexe E : Les îles Cayman.....	151
Annexe F : Curaçao.....	174
Annexe G : Montserrat.....	192
Annexe H : Saba.....	213
Annexe I : Saint-Barthélemy.....	228
Annexe J : Saint-Eustache.....	242
Annexe K : Sint Maarten.....	260
Annexe L : Iles Turques-et-Caïques.....	276

PROFIL ENVIRONNEMENTAL RÉGIONAL

CARAÏBES



1 INTRODUCTION

Ce document fait partie d'un rapport en six volumes rédigé à la demande de la Commission européenne. Il présente les profils environnementaux des douze pays et territoires d'outre-mer (PTOM) de la région des Caraïbes. D'autres volumes sont consacrés aux PTOM des régions du Pacifique, de l'Atlantique sud, de l'Atlantique nord et de l'océan Indien. Les profils environnementaux doivent alimenter les discussions sur l'environnement et sur les conséquences potentielles que les tendances environnementales auront sur le développement socio-économique au sein des PTOM. Plus spécifiquement, ils ont été rédigés pour permettre à l'UE de programmer l'aide fournie aux PTOM au titre du FED.

Le présent volume comprend un profil global, traitant de la région des Caraïbes dans son ensemble, puis des profils environnementaux individuels pour chaque territoire (Annexes A à L). Les découvertes régionales sont réunies et consolidées dans la première partie du rapport principal.

2 DESCRIPTION DE LA RÉGION

La région des Caraïbes est ici définie comme comprenant l'archipel des îles qui entourent ou se trouvent dans la mer des Caraïbes ainsi que les îles qui se trouvent directement au Nord de l'archipel, mais pas les États côtiers de l'Amérique centrale et latine.

Jusqu'à récemment, les PTOM associés aux Pays-Bas des Caraïbes étaient Aruba et les Antilles néerlandaises. Le 10 octobre 2010, deux des anciens territoires des Antilles néerlandaises sont devenus des États autonomes à part entière au sein du royaume des Pays-Bas (Curaçao et Sint Maarten), et les trois autres territoires (Bonaire, Saba et Saint-Eustache) sont devenus des communes néerlandaises à statut particulier¹.

La région des Caraïbes comprend :

- cinq territoires britanniques (Anguilla, Montserrat, les Îles Vierges britanniques (BVI), les Îles Caïmans et les Îles Turques-et-Caïques) ;
- trois pays font partie du royaume des Pays-Bas (Aruba, Curaçao et Sint Maarten), et trois territoires (Bonaire, Saba et Saint-Eustache) sont des communes néerlandaises à statut particulier ;
- un territoire français (Saint-Barthélemy) depuis le 1^{er} janvier 2012.

Outre les PTOM, la région des Caraïbes comprend également :

- 16 États indépendants : Cuba, Haïti, République Dominicaine, Jamaïque, Barbade, Bahamas, Belize, Trinidad-et-Tobago, Dominique, Grenade, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname et Antigua-et-Barbuda, et
- un certain nombre d'autres territoires et possessions : les "régions ultrapériphériques" françaises² la Martinique, la Guyane, la Guadeloupe et Saint-Martin. Porto Rico et les Îles Vierges des États-Unis font partie des territoires organisés des États-Unis.

Les PTOM des Caraïbes partagent beaucoup d'éléments en ce qui concerne leur géologie et leur biodiversité. La région de la mer des Caraïbes est active sur le plan tectonique et sismique. Le volcan de la Soufrière à Montserrat est actif depuis 1995 et outre des morts, il a causé des dégâts considérables et de perturbations sociales avec la migration de 2/3 de la population et l'effondrement temporaire de l'économie. Les 12 PTOM sont exposés aux ouragans. Même Aruba qui se trouve pourtant en dehors de la ceinture des ouragans a été frappée par trois ouragans au cours de ces dernières années : Lenny (1999), Ivan (2004) et Felix (2007). Les ouragans risquent de s'intensifier à l'avenir en raison du changement

¹ Plus précisément, ils sont devenus des "Openbaar Lichaam" ou entité publique. On appelle généralement le regroupement de ces trois îles les Pays-Bas caribéens. Le Royaume a donc 4 pays maintenant : Aruba, Curaçao, Sint Maarten et les Pays-Bas.

² Des départements français avec Saint-Martin, une commune de la Guadeloupe.

climatique. Les PTOM des Caraïbes sont tous bordés de mangroves, d'herbiers marins et de récifs coralliens. Ces trois derniers types d'habitats forment un écosystème lié qui est important pour la santé économique³ et physique des îles. Les coraux et les mangroves fournissent une protection efficace contre les vagues déferlantes et les houles de tempête lors d'ouragans et de tempêtes tropicales. L'herbier marin joue un rôle important au niveau de l'implantation et de la sédimentation des fines particules qui proviennent de l'érosion, protégeant ainsi les récifs coralliens qui ne tolèrent pas la turbidité qui les étouffe. Les récifs coralliens, quant à eux, protègent également l'herbier marin des dégâts causés par les tempêtes.

Un facteur important de différenciation entre les îles est la variation de leur élévation, qui est souvent faible. C'est un élément important, car cela rend les îles de faible élévation vulnérables aux risques naturels comme les ouragans qui peuvent créer des houles de tempête hautes de plusieurs mètres et des tsunamis, ainsi qu'aux effets du changement climatique sur le long-terme, comme l'augmentation du niveau de la mer. La plupart des PTOM des Caraïbes sont peu élevés, soit bas soit généralement bas. Montserrat et les Îles Vierges britanniques⁴, Saba et Curaçao sont des exceptions puisqu'il s'agit d'îles volcaniques avec une topographie très accidentée.

Données et statistiques clés

Données et statistiques clés des PTOM dans la région des Caraïbes. Région						
PTOM	Superficie (km ²)	ZEE (km ²)	Population	hab / km ²	PIB / hab (€)	Taux d'analphabétisme
Anguilla	100	92 178	15 754	158	16 345	5 %
BVI	153	80 117	28 280	185	21 273	2 %
Caïmans	262	119 137	55 036	210	38 609	0,3 %
Montserrat	102 (44 habitables)	7 582	4 959	113	9 271	4 %
Turques et Caïques	500	154 068	31 458	63	16 335	2 %
Saint-Barthélemy	25	4 000	9 171	367	29 000	5 % ⁵
Aruba	180	2 200	109 153	606	17 842	3 %
Curaçao	443	68 783	150 563	340	24 500	s.o.
Sint Maarten	34	12 860	39 000	1 147	15 259	4 %
Bonaire	294	3 198	18 250	62	13 808	s.o.
Saba	13	8 033	1 990	153	s.o.	4 %
Saint-Eustache	21	1 107	3 900	186	s.o.	s.o.

La population des îles varie de 2 000 (Saba) à 150 000 (Curaçao), avec une densité de population allant de 60 à Bonaire et aux Îles Turques et Caïques à 1 147 à Sint Maarten ; Aruba a également une forte densité de population. La population des territoires néerlandais (332 000) représente 71 % de la population des 12 territoires, et ces territoires ont une plus forte densité de population en général. De nombreux pays sont devenus des terres d'immigration. Avec la dissolution des Antilles néerlandaises, les habitants des 3 communes à statut particulier ont maintenant les mêmes droits que les citoyens néerlandais. La population des trois îles a légèrement augmenté entre 2010 et 2012.⁶

Les revenus moyens des îles présentent de fortes variations. Dans certains PTOM, les revenus sont

³ Les récifs coralliens sont une attraction et un élément de dynamisme important pour l'industrie du tourisme.

⁴ L'île d'Anegada est l'exception pour les BVI, puisqu'il s'agit d'un atoll très peu élevé.

⁵ <https://www.ethnologue.com/country/BL>

⁶ <http://statline.cbs.nl/StatWeb/publication/?DM=SLNL&PA=80539ned&D1=0-1,9-10&D2=a&D3=a&HDR=T&STB=G1,G2&CHARTTYPE=1&VW=T>

distribués de façon inégale au niveau de la société, et le PIB masque les défis auxquels le territoire doit faire face en matière de développement.

La plupart des économies des Caraïbes, dont les PTOM, sont passées de l'agriculture et la pêche au tourisme. La majorité des îles importent la plupart de leur besoins en denrées alimentaires.

Le classement⁷ des pays qui dépendent le plus du tourisme montre que les îles Vierges britanniques, Aruba, les Îles Turques et Caïques, les Îles Caïmans et Anguilla sont en tête.

Économie					
PTOM	Services financiers	Industrie de la pêche	Tourisme	Hydrocarbures/Minéraux	Autres
Anguilla	●	○*	●		
IVB	●	○	● ⁸		
Caïmans	●	○ touristes et pêcheurs	●		
Montserrat		○ touristes et pêcheurs	○		Aide extérieure (Royaume-Uni)
Turques et Caïques	○	○*	●		Gouvernement suspendu de 2009 à 2012
Saint-Barthélemy			●		Construction
Aruba	○	○ touristes et pêcheurs	●	Raffinerie fermée	Transbordement maritime
Curaçao	●		●	● Raffinerie de pétrole	
Sint Maarten			●	● Terminal pétrolier	
Bonaire	○	○ touristes et pêcheurs	●	● Installation de stockage d'hydrocarbures	Sel
Saba			●	Exploitation pétrolière au stade expérimental	École universitaire de médecine de Saba
Saint-Eustache			●	● Terminal pétrolier	
○ Insignifiant ○ Artisanal / accessoire / surtout pour les touristes ● Activité modérée ● Important ● Très importante * Important pour consommation propre					

Les opérations financières offshores forment la première ou seconde principale activité de certains territoires, surtout Anguilla, BVI, les Îles Caïmans et Curaçao. Il y a une raffinerie de pétrole à Curaçao et des terminaux pétroliers sur 3 autres PTOM associés aux Pays-Bas. Aruba étudie les options de reconversion / rénovation de la raffinerie qui a été fermée. L'exploration pétrolière au banc de Saba ne continuera sans doute pas maintenant que le banc est devenu une réserve maritime protégée par les lois néerlandaises sur l'environnement. Ces activités pétrolières sont la seule industrie lourde des PTOM de la région et créent des pressions pour l'environnement : il y a eu des accidents et des cas avérés de pollution de l'air et de l'eau.

L'industrie de la pêche est importante pour toutes les îles, comme ressource alimentaire, comme activité économique et / ou comme attraction pour le tourisme (plongée et pêche). La plupart de la pêche a lieu au niveau des plateaux marins peu profonds autour des îles.

7 Par exemple : <http://www.wttc.org/research/economic-data-search-tool/> et <http://www.rediff.com/business/slide-show/slide-show-1-25-most-tourism-dependent-countries-in-the-world/20120625.htm#11>

8 Classé comme le pays le plus dépendant du tourisme au monde. <http://listdose.com/top-10-countries-that-are-dependent-on-tourism/> et Travel & Tourism Economic Impact 2014, British Virgin Islands, World Travel and Tourism Council, http://www.wttc.org/site_media/uploads/downloads/british_virgin_islands2014.pdf

Outre le paysage spectaculaire des récifs coralliens, de l'herbier marin et des mangroves, l'isolation créée par l'insularité des territoires contribue à un endémisme significatif⁹. Ci-dessous se trouvent quelques statistiques sur les espèces endémiques trouvées dans les PTOM des Caraïbes. Il n'y a pas de poissons d'eau douce endémiques dans ces territoires, et les chauves-souris sont les seuls mammifères endémiques.

Endémisme et autres valeurs de la vie sauvage dans la région des Caraïbes						
PTOM	Endémisme					Autres aspects essentiels des espèces sauvages (espèces menacées...)
	Oiseaux	Reptiles, amphibiens	Insectes	Plantes	Poissons d'eau douce	
Anguilla		2	> 40			Les marais salants forment un habitat pour de nombreux oiseaux, dont la Sterne de Dougall, la Petite Sterne et le Phaéton à bec rouge, des espèces menacées. Tortues en voie de disparition.
BVI		8		> 40 (endémiques au banc de Porto Rico)		En 2012, 48 espèces menacées ont été identifiées au total. Abrite l'iguane roche d'Anegada en voie d'extinction.
Caïmans	16	18 30 escargots terrestres	> 40	28		Abrite l'Iguane bleu, une espèce rare, et l'Orchidée fantôme, une espèce en voie de disparition.
Montserrat	1	2 (4 sous-espèces)		3		795 plantes répertoriées dont 78 ont une aire de répartition réduite. 10 chauves-souris dont une sous-espèce endémique et deux espèces présentes sur deux îles uniquement. L'Oriole de Montserrat est en voie de disparition.
Turques et Caïques		≥3 lézards 2 serpents	≥ 3 papillons	≥ 8		Autres endémiques : au moins 4 arthropodes troglodytes. On trouve deux espèces menacées d'oiseaux des zones humides sur les îles.
Saint-Barthélemy	1 chauve-souris endémique	1				Parmi les 348 plantes recensées, 13 sont endémiques des Petites Antilles.
Aruba	1 hibou 1 chauve-souris 1 perruche	1 serpent à sonnette 1 serpent 2 lézards			1	Le serpent à sonnette est en voie de disparition, tout comme un certain nombre d'espèces d'arbres. Quatre espèces de tortues de mer menacées se reproduisent sur les plages d'Aruba. Plusieurs espèces d'oiseaux menacées et protégées séjournent régulièrement à Aruba.
Curaçao						68 espèces de corail = plus de 70 % de toutes les espèces des Caraïbes.
Sint Maarten						3 espèces sur la Liste rouge de l'UICN, 10 espèces figurant à l'Annexe I de la CITES et 89 figurant à l'Annexe II.

⁹ L'endémisme fait référence au phénomène où une espèce ne se trouve que dans un seul pays (ou une île ou un groupe d'îles). On dit alors que l'espèce est endémique à ce pays. L'endémisme confère une responsabilité particulière au pays ou territoire concerné, puisqu'il est seul responsable du destin de cette espèce

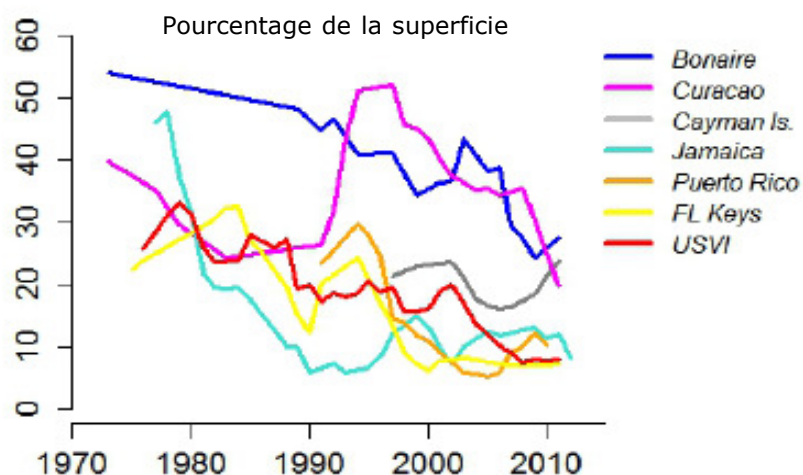
Bonaire		Lézards (7 espèces, 2 endémiques)	> 200 espèces de coléoptères endémiques			6 espèces sur la Liste rouge de l'UICN, 11 espèces figurant à l'Annexe I de la CITES et 94 figurant à l'Annexe II.
Saba		1 lézard (<i>Anolis sabanus</i>)				
Saint-Eustache		1 lézard terrestre	On peut voir des iguanes rares natifs des Caraïbes	1 (liseron Ipomoea sphenophylla)		3 espèces de tortues menacées (luth, verte et imbriquée) font leur nid sur Zeelandia Beach, leur principale plage de nidification dans les Pays-Bas caribéens.

Le tableau ci-dessous indique l'importance relative des différents habitats des PTOM des Caraïbes.

Étendue des différents habitats de la région des Caraïbes					
PTOM	Mangroves	Herbier marin	Zones humides	Buissons secs / forêts	Remarques
Anguilla	○	○	●	○	Les marais salants d'Anguilla sont très importants. Ces zones humides sont l'habitat de nombreuses espèces d'oiseaux. Les zones boisées sont clairsemées et dégradées.
BVI	●	●	●	○	Topographie accidentée et escarpée (sauf Anegada). Forêts tropicales sur les hauts de pente de Tortola et Virgin Gorda. Les étangs salés d'Anegada sont particulièrement importants. Ces milieux humides abritent de nombreuses espèces ; les <i>Western Salt Ponds</i> sont un site Ramsar.
Caïmans	●	●	●	●	Géomorphologie unique avec un grand marais central. Perte importante de forêts en raison du développement et des ouragans.
Montserrat	○	●	○	○	45 % de la forêt a été détruite par des volcans, tout comme le corail. Les mangroves ont aussi été sévèrement touchées par les activités anthropiques.
Turques et Caïques	●	●	●	●	Forêt étendue mais dégradée.
Saint-Barthélemy	○	●	○	○	3 ZICO sur les îles satellites. 50 ha de lagons Les mangroves ont été détruites pour développer le littoral.
Aruba	●	●	●	○	Terrain aride, lagunes côtières peu profondes, les étangs de Bubali et le lac espagnol ont des mangroves. Certains des récifs au sud de l'île sont arides et d'autres abritent des mangroves. 4 ZICO.
Curaçao	●	○	○	○	Des salines, certaines zones humides et des mangroves.
Sint Maarten	○	○	●		Grand marais salant et lacs d'eau douce. Les mangroves et l'herbier marin disparaissent rapidement à cause du développement.
Bonaire	●	●	●	○	5 sites Ramsar, 6 ZICO, lacs hypersalés. Perte de forêts.
Saba	○	○	○		Forêt humide, 1 ZICO.
Saint-Eustache		●	○	○	Forêt humide, 2 ZICO.
● Étendu ○ Quelques-uns ○ Aucun ZICO - Zone importante pour la conservation des oiseaux					

Le tableau ci-dessous indique la présence des récifs coralliens sur le territoire et donne une indication de leur état.

Récifs coralliens		
PTOM	Incidence	Remarques
Anguilla	●	Décrits comme les moins endommagés des Caraïbes orientales ¹⁰
IVB	●	Le <i>Horseshoe Reef</i> d'Anegada est la troisième plus grande barrière de corail du monde
Caïmans	●	Dégâts considérables après le blanchissement de 2005
Montserrat	○	Petits récifs coralliens isolés et frangeants autour de l'île
Turques et Caïques	●	Décrits comme les moins endommagés des Caraïbes
Saint-Barthélemy	○	Récifs frangeants mal développés, dégradés par le ruissellement, haute mortalité après le blanchissement de 2005, infections par la suite
Aruba	●	L'île est entourée de récifs coralliens. Le récif sur le littoral nord est encore en bonne santé
Curaçao	●	Les récifs ont souffert mais s'en remettent. Pollution par des substances nutritives par endroit (eutrophisation).
Sint Maarten	○	Menacés. Un mélange de récifs artificiels faits d'épaves, d'anciens récifs coralliens et de roches incrustées
Bonaire	●	Les mieux préservés de la région. Les récifs coralliens autour de l'île inhabitée de Klein Bonaire sont particulièrement bien préservés. Pollution par des substances nutritives par endroit.
Saba	●	Banc de Saba : de nouveaux coraux poussent
Saint-Eustache	●	Ont souffert du blanchissement et d'asphyxie
● Étendu ● Certains ○ Aucun		



Un rapport sur un atelier du réseau mondial de surveillance des récifs de corail de 2012 décrit l'évolution des récifs coralliens dans certains PTOM et pays.¹¹ On voit clairement que les récifs coralliens s'améliorent aux Îles Caïmans après une dégradation au milieu de la dernière décennie, tandis que Bonaire et Curaçao ont vu beaucoup de dégradations au cours des dernières années. À Bonaire, la tendance semble se renverser.

Toutes les îles sont soumises à la convention de Ramsar et contiennent toutes au moins un site Ramsar d'importance internationale (les sites d'Anguilla et de Montserrat n'ont pas encore été confirmés).

¹⁰ https://www.iucn.org/about/union/secretariat/offices/europe/activities/overseas/overseas_list/overseas_anguilla.cfm

¹¹ http://gcrmn.org/wp-content/uploads/2012/11/Tropical_Americas_Coral_Reef_Resilience_Final_Workshop_ReportC.pdf page 10

Zones protégées					
PTOM	Maritimes	Terrestres	Unesco PM	Ramsar	Remarques
Anguilla	6	1	2		ZP terrestres appartenant au National Trust. Les zones protégées terrestres sont particulièrement complexes à cause de la question de la propriété des terres. Aucun site Ramsar pour l'instant.
BVI	1	19			<i>Protected Areas System Plan</i> (plan sur le réseau de zones protégées, 2007-2017) ¹² géré par différentes organisations gouvernementales. Les zones s'étendent à travers les 60 îles et bancs de sable. Superficie terrestre totale de 153,67 km ² et superficie maritime totale de 82 759 km ² .
Caïmans	10 255 ha, dont 3 816 ha sont des zones où aucune prise n'est permise.	1 941 ha (7,35 %) sont protégés			Les parcs marins sont bien protégés. La loi nationale sur la conservation de 2013 permettant l'établissement de zones protégées a été approuvé. Jusqu'ici, les zones protégées terrestres étaient des refuges pour animaux et des terres appartenant au National Trust.
Montserrat		3 (30 % de la zone protégée des effets des éruptions volcaniques)			Pas de zones protégées maritimes. Zones protégées terrestres : 2 forêts, et 1 refuge pour oiseaux qui a été décimé par l'activité volcanique.
Turques et Caïques	8 maritimes + 4 maritimes et terrestres	12		1	11 parcs nationaux, 11 réserves naturelles. Réseau de zones protégées bien établi
Saint-Barthélemy	1 (1 200 ha)	ZNIEFF (37 ha) et 42 ha de végétation à Pointe à Pitre			ZNIEFF ¹³ situé autour des 5 étangs de l'île. Petites îles inhabitées identifiées comme des zones de conservation du littoral. Arrêtés de protection de biotope pour certaines zones (21 ha)
Aruba		1		1	Parc national Arikok (établi en 2000), couvre 18 % du pays avec 3 400 ha. 1 site Ramsar mais sans protection légale.
Curaçao	(600 ha)	2	1	4	Le parc sous-marin de Curaçao (établi en 1983) ne possède aucune protection légale. Shete Boka 470 ha de littoral plus le parc terrestre de Christoffelpark (établi en 1978) 2 300 ha et le parc Shete Boka (établi en 1974)
Sint Maarten	3 100 ha	Aucun			Parc marin Man of War Shoal (établi en 2010) est le lieu d'habitation ou la halte de migration de baleines, de dauphins, de nombreuses espèces de requin, de tortues de mer et de centaines d'espèces de poisson
Bonaire	1 (2 700 ha)	2		5 dans le parc marin, 2 terrestres	Le parc marin de Bonaire (établi en 1979) couvre 100 % des eaux entourant Bonaire et Klein. Comprend 2 zones où aucune prise n'est permise. Le parc national terrestre de Washington Slagbaai (1969) couvre 19 % du milieu terrestre et l'île de Klein Bonaire (établi en 2000) 600 ha
Saba	2 (2 200 km ²) et 800 ha)	1			Le parc national du banc de Saba (établi en 2010) est le troisième parc national le plus important de la région. Il a été obtenu le statut de secteur maritime particulièrement sensible en 2012. Le parc national marin de Saba (établi en 1987) comprend 800 ha. Terrestre : Parc national et pistes de Saba (établi en 1999) 41 ha

¹² <http://ess-caribbean.com/wp-content/uploads/2011/08/British-Virgin-Islands-Protected-Areas-System-Plan-2007-2017.pdf>

¹³ Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, un système français avec des critères concrets.

Saint-Eustache	1 (2 750 ha)	1			Le parc national marin de Saint-Eustache (établi en 1996) protège une zone allant de la ligne des hautes eaux à une profondeur de 30 m autour de l'île. Les baleines à bosse la traversent régulièrement lors de leur migration. Terrestre : Le parc national de Quill / Boven (établi en 1997) 540 ha
-----------------------	--------------	---	--	--	---

4 PROBLÈMES ET MENACES

De nombreuses îles sont touchées par les mêmes problèmes. Comme indiqué ci-dessus, la plupart de ces îles sont peu élevées et exposées aux cyclones, aux ouragans et aux séismes, ainsi qu'aux volcans pour deux d'entre elles. Les territoires qui sont moins exposés à l'augmentation du niveau de la mer et à l'érosion des plages de par leur topographie sont exposés aux fortes pluies, aux inondations et aux glissements de terrain. De plus, comme nous l'avons vu ci-dessus, les PTOM dépendent du tourisme, et les touristes sont très sensibles à la beauté du paysage, ainsi qu'à l'existence de coraux et de plages. Le coût de l'inaction aux Caraïbes est considéré comme élevé.¹⁴ Ainsi, l'adaptation au changement climatique et la préparation aux catastrophes naturelles sont une préoccupation constante (qui n'est pas mentionnée dans le tableau ci-dessous). Une des initiatives régionales les plus développées, comprenant également les PTOM, est la gestion du changement climatique et des risques de catastrophe (cf. partie 5). Il est souhaitable de poursuivre ces initiatives et même de les renforcer.

Principaux défis et problèmes environnementaux des PTOM dans la région des Caraïbes				
PTOM	Défi / problème	Gravité	Description succincte	Etat en 2007*
Commun	Changement climatique	Grave	La plupart des PTOM des Caraïbes sont de basse altitude et exposés aux cyclones et ouragans. Les territoires les moins exposés à l'élévation du niveau de la mer et à l'érosion des plages sont en revanche exposés à de fortes pluies, des inondations et des glissements de terrain. Il y a des initiatives régionales concernant le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes qui doivent se poursuivre et être renforcées.	
Anguilla	Protection des zones côtières	Grave	Ruissellement et sédimentation dans les zones humides et le littoral à cause du développement insuffisant du littoral, étangs comblés et routes non revêtues. Erosion des plages. Manque de et / ou exemption de plans d'AIZC ¹⁵ dans la législation liée au développement du littoral.	Grave
	Approvisionnement et assainissement de l'eau	Grave	Manque de ressources en eau. Manque de plan national de gestion des eaux / des eaux souterraines. Système d'égouts très réduit. Contamination des eaux souterraines et de l'eau de mer.	Attention requise
	Déchets solides	Grave	Gestion très faible des déchets domestiques et des déchets dangereux (en particulier les déchets électroniques et biodégradables).	Attention requise

¹⁴ 5% du PIB pour toutes les Caraïbes en 2025. "The Caribbean and Climate change, the cost of inaction", 2008.

<http://ase.tufts.edu/gdae/pubs/rp/caribbean-full-eng.pdf>

¹⁵ Aménagement intégré des zones côtières

Principaux défis et problèmes environnementaux des PTOM dans la région des Caraïbes				
PTOM	Défi / problème	Gravité	Description succincte	Etat en 2007*
BVI	Protection des zones côtières	Grave	Le développement de l'infrastructure touristique cause la dégradation des écosystèmes forestiers (protection du bassin hydrologique) qui contribue à l'érosion des plages, à des inondations plus importantes, à l'augmentation de la sédimentation, à la dégradation des récifs coralliens et à la réduction de la qualité de l'eau. Parmi les conséquences économiques et sociales, citons la perte de propriétés, une concentration d'habitations plus dense, la réduction des stocks de poissons et la réduction d'activités maritimes de plaisance.	Grave
	Énergie / changement climatique	Grave	En particulier : territoire peu élevé, vulnérable à l'érosion des plages et à l'augmentation du niveau de la mer, vulnérable aux ouragans plus violents. Pour la mitigation, mettre en place la meilleure combinaison d'énergies renouvelables et mettre la législation à jour.	Grave
	Déversement de pétrole	Attention requise	Le trafic marin, en particulier les pétroliers, les grands paquebots de croisière et les navires de marchandises qui transitent dans les eaux côtières présentent un risque de pollution par hydrocarbure important pouvant être causé par collision, feu, explosion ou échouage. Un risque moindre mais tout aussi sérieux, la pollution est causée par les vaisseaux qui vident leur fond de cale ou déchargent le pétrole d'autre façon illégale.	Attention requise
Caïmans	Espèces invasives	Grave	Les animaux domestiques et sauvages continuent à errer et à se nourrir d'espèces protégées. Propagation rapide des rascasses volantes dans le milieu marin. Les protocoles de biosécurité insuffisants continuent à permettre l'importation d'espèces invasives.	Grave
	Déchets et eaux usées	Grave	Le processus sur la réforme en matière de déchets solides lancé en 2007 a été arrêté, et la situation continue à empirer. La décharge déborde et il n'y a pas de recyclage. Les eaux usées traitées injectées dans les eaux souterraines et le système de fosse septique affectent les coraux en raison de nutriments qui sont diffusés.	Modéré
	Protection des zones côtières	Grave	Baisse de la qualité de l'eau et augmentation de la turbidité à cause de la construction et des modifications dans les terres et le long de la côte, dragage offshore, défrichage des mangroves, des zones humides et des récifs frangeants, sable enlevé des plages. L'augmentation de la pression causée par la pêche supprime des groupes trophiques importants, en particulier les poissons herbivores qui sont fortement touchés par la santé des récifs et la résistance des coraux.	Grave
Montserrat	Biodiversité	Grave	Les principales menaces pesant sur la biodiversité sont le changement climatique, la perte et la fragmentation des habitats dues à l'augmentation des surfaces cultivées et des pratiques culturales, les constructions, les espèces envahissantes et les systèmes de collecte d'eau de pluie.	Grave
	Espèces envahissantes	Modéré	Des ongulés (cochons, chèvres, moutons, bétail) détruisent habitat de l'oriole de Montserrat. <i>Batrachochytrium dendrobatidis</i> (chytride) affecte la grenouille 'mountain chicken'. Présence de plantes envahissantes (<i>Cryptostegia grandiflora</i> , <i>Casuarina equisetifolia</i> , <i>Syzygium cumini</i> , <i>Mimosa</i> sp.). La rascasse volante affecte des espèces de poissons indigènes.	s.o.

Principaux défis et problèmes environnementaux des PTOM dans la région des Caraïbes				
PTOM	Défi / problème	Gravité	Description succincte	Etat en 2007*
	Protection des zones côtières	Grave	Absence d'un plan d'aménagement intégré des zones côtières prévoyant un inventaire et la géolocalisation des atouts côtiers et marins ainsi que le suivi de l'environnement de ces zones. Impacts du changement climatique sur les zones marines et côtières en raison de l'augmentation du niveau de la mer, de la température et de l'acidité des eaux, augmentation des événements climatiques extrêmes. Erosion du trait de côte, destruction des récifs coralliens et des herbiers.	Modéré
	Déchets	Modéré	Il n'y a aucun programme de recyclage. Il faut plus d'éducation et de sensibilisation environnementales. L'élimination de flux de déchets dangereux comme les déchets industriels, le pétrole et les voitures abandonnées et problématique. Nécessité d'une stratégie générale pour répondre à l'augmentation des eaux usées dans le nord de Montserrat.	Modéré
	Ressources (humaines et financières)	Modéré	Ressources humaines et financières réduites, ne permettant pas d'équiper les agences de gestion environnementale en personnel et équipement.	s.o.
TCI	Protection des zones côtières	Grave	Le manque de plan d'aménagement a entraîné un développement désordonné ainsi que la dégradation progressive de l'environnement Il n'y a aucune protection légale pour les reptiles menacés sauf à l'intérieur des zones protégées où toutes les espèces sont protégées. Le manque d'application est un problème important pour la protection et la conservation des espèces.	Grave
	Industrie de la pêche	Grave	En raison de mauvaises pratiques de pêche et des ouragans de 2008, les stocks de conques et de homards ont baissé de 50 %. On observe aussi une réduction des stocks de poissons coralliens et d'autres poissons. Le SEAM ne dispose pas de ressources suffisantes pour patrouiller et faire appliquer la loi dans les zones côtières et réguler l'industrie de la pêche.	s.o.
	Forêts	Grave	Déforestation à cause de la fabrication de charbon illégal de sans-papiers. Le SEAM et d'autres organismes chargés de l'application de la loi n'ont pas les ressources nécessaires pour faire appliquer la loi. Ce problème a augmenté de façon exponentielle à cause de contrôles insuffisants aux frontières.	s.o.
	Eau	Modéré	Besoin de fonds et d'assistance technique pour mettre en place des plans de gestion du bassin versant adéquats.	s.o.
	Déchets	Modéré	Même si les décharges de l'île de Providenciales et de Grand Turk ont été améliorées, les installations ne sont pas étanches et posent ainsi le risque de la contamination toxique des eaux souterraines et littorales	Attention requise
Saint-Barthélemy	Perte de biodiversité	Grave	Érosion du sol à cause de la pluie, asphyxie et mort des récifs coralliens à cause du ruissellement et de la pollution. Moins d'insectes (et de pollinisation) à cause de l'utilisation de pesticides contre les moustiques. Végétation érodée par le surpâturage. Baisse de la population d'oiseaux marins à cause des rongeurs.	s.o.
	Industrie de la pêche	Grave	La pêche a augmenté sur le plateau continental, pression de pêcheurs d'autres îles des Caraïbes dont la Guadeloupe et la Martinique. Besoin urgent de règles acceptées au niveau régional pour l'utilisation durable des ressources halieutiques.	s.o.

Principaux défis et problèmes environnementaux des PTOM dans la région des Caraïbes				
PTOM	Défi / problème	Gravité	Description succincte	Etat en 2007*
Aruba	Protection des zones côtières	Modéré / grave par endroits	Les communautés coralliennes sont menacées par l'intensification des activités touristiques et économiques, les maladies, les espèces invasives et le ruissellement d'eaux de pluie polluées (de la construction, du défrichage, des sols pollués et des déchets économiques et domestiques). Disparition de la végétation de buissons de cactus et moins de tortues.	Attention requise
	Espèces envahissantes	Grave	Perte de faune et flore, marine et terrestre. Déséquilibre écologique. Diminution des prises de pêches.	s.o.
	Dégradation des habitats naturels	Modéré	Disparition de massifs de cactus. Les zones naturelles en bordure du parc national sont soumises au développement économique.	s.o.
	Eau douce	Grave	Sécheresse. Pluie réduite depuis plusieurs années.	s.o.
	Déchets	Grave	Les décharges ont atteint leur pleine capacité.	s.o.
Curaçao	Protection des zones côtières	Grave	Diminution de l'abondance de coraux au cours des 25 dernières années à cause des eaux usées non-traitées et pollution provenant des activités industrielles de la raffinerie de pétrole d'Isla et d'Aqualectra. Affecte également les mangroves et l'herbier marin.	s.o.
	Espèces invasives	Grave	Un vrai problème mais pas encore de politiques : rascasses volantes, agave, margousiers, chèvres se déplaçant en toute liberté	s.o.
	Pollution de l'eau et de l'air	Grave	Cause des problèmes de santé autour de la baie de Schottegat (et la raffinerie) : émissions de dioxyde de soufre et de particules élevées et un "lac bitumineux"	
Sint Maarten	Protection des zones côtières	Grave	Activité de construction, destruction des habitats, augmentation de la densité de population dans des zones à faible revenus, tourisme de masse. Il existe quelques réglementations environnementales adaptées au niveau national (néerlandais) et de l'île, mais leur application est limitée (capacité institutionnelle).	s.o.
	Déchets	Grave	Le manque de traitement des eaux usées dans de nombreuses zones pollue les eaux souterraines et la mer. Gestion des déchets insuffisante : les décharges atteignent les limites de leurs capacités, augmentation du risque de contamination des eaux souterraines.	s.o.
	Dépendance énergétique	Grave	Dépend entièrement des produits pétroliers. La centrale électrique utilise du fioul lourd. Un plan pour une nouvelle centrale électrique utilisant les déchets est en cours.	s.o.
Bonaire	Protection des zones côtières	Grave	Les récifs sont à la limite des valeurs polluées sur 10 sites à cause de la pollution par des eaux usées: nutriments, bactéries et substances organiques. Également à cause du tourisme, du ruissellement et des eaux chaudes. La végétation est menacée par le surpâturage.	s.o.
	Déchets	Grave	Les décharges sont pleines. Une collecte séparée a été lancée et un nouveau plan de gestion des déchets a été adopté, mais Bonaire est trop petite pour traiter ces déchets seule.	s.o.
Saba	Changement climatique	Modéré	Menace de tempêtes plus fréquentes et plus violentes puisque l'île est déjà souvent touchée par les ouragans. L'ouragan Hugo a gravement endommagé la forêt primaire et a causé des glissements de terrain. Ouragan / tempête tropicale Earl 2010.	s.o.

Principaux défis et problèmes environnementaux des PTOM dans la région des Caraïbes				
PTOM	Défi / problème	Gravité	Description succincte	Etat en 2007*
	Protection des zones côtières	Grave	L'eau de surface est contaminée par la pollution domestique dans les ravins et les débris des machines concasseurs se retrouvent dans la mer par endroit, tuant et asphyxiant les récifs. Animaux menacés par la chasse, les animaux se déplaçant en toute liberté nuisent à la végétation et les rongeurs aux oiseaux (œufs).	s.o.
	Eau douce	Grave	Pas assez d'eau (il y a deux usines de dessalement).	s.o.
	Déchets	Grave	Le manque d'élimination adaptée des déchets pollue le sol, le littoral et la mer, tout comme les accidents au niveau du terminal pétrolier. Déchets jetés dans la mer par endroits.	s.o.
Saint-Eustache	Protection des zones côtières	Grave	Erosion, perturbations induites par un développement côtier en expansion et systèmes d'enlèvement des déchets inefficaces. Débris, sable, ciment, pierres et autres rejets issus du développement côtier, les techniques de dégagements de terrain et l'érosion sont lessivés dans la mer, causant des dégâts sérieux ou la mortalité aux coraux. L'ancrage de navires dans le Parc marin endommage les coraux. Pollution due aux bateaux incluant eaux de ballast. L'expansion du terminal à un autre emplacement n'a pas été autorisée récemment.	s.o.
	Espèces invasives	Grave	La liane corail (<i>Antigonon leptopus</i>) a envahi de vastes zones naturelles, étouffant toute autre végétation ¹⁶ . La rascasse volante est apparue en 2011 et est désormais implantée, bien qu'encore en nombre relativement faible. L'escargot géant africain ainsi qu'une nouvelle espèce invasive d'herbe marine (<i>Halophila stipulacea</i>) sont apparus en 2013.	s.o.
	Erosion	Modéré	Chèvres, moutons, vaches, cochons et poulets sont une cause importante de la dégradation de la végétation, qui résulte en une érosion du sol. C'est un problème notable car la terre au niveau de Kultuurvlakte est particulièrement sensible à l'érosion. Les pâtures des ânes sont désormais clôturées.	s.o.

Tous les PTOM des Caraïbes sont actuellement soumis au développement rapide, en particulier celui de l'industrie du tourisme, qui est le pivot de leur économie. A Montserrat, bien que les accès ne soient pas encore à leur niveau existant avant l'activité volcanique, les infrastructures portuaires et aéroportuaires et le parc immobilier ont significativement augmenté dans les cinq dernières années. À des degrés différents, ils doivent tous faire face au dilemme de concilier ce développement rapide avec la préservation de la beauté vierge, des ressources naturelles et de la faune sauvage maritime et terrestre qui jouent un rôle si important dans l'attraction des touristes.

Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessus, le développement et le tourisme pèsent lourdement sur les écosystèmes fragiles de ces îles :

- Davantage de bâtiments souvent dans des zones naturelles importantes ou impliquant des dégâts au niveau des écosystèmes ;
- Augmentation de la quantité d'eaux usées, dont une grande partie est renvoyée dans la mer soit non-traitée soit partiellement traitée, ce qui cause la formation d'algues, désoxygénation de l'eau de mer et le dépérissement et la destruction des récifs coralliens ;
- Augmentation de la quantité de déchets solides, ce qui demande de nouvelles installations de traitement des déchets et, sans doute, augmentation de la quantité de lixiviat contaminé renvoyé dans la mer.

16 <http://www.statiapark.org/downloads/downloads/Corallita%20pilot%20project-results%20recommendations-jan07.pdf>

Tous les petits états insulaires doivent faire face à des problèmes particuliers en ce qui concerne la gestion des déchets : 1- trop petits pour avoir des installations modernes pour le traitement de déchets solides (y compris dangereux) en toute sécurité dans des décharges et incinérateurs performant ; 2- manque de sensibilisation du public sur les déchets, le besoin de prévention et de réduction ; 3- rendre possible le recyclage et le compost ; 4- les ouragans peuvent générer de grandes quantités de déchets et de débris qui peuvent être toxiques, par exemple les bois traités avec des conservateurs.

Plusieurs PTOM des Caraïbes trouvent des solutions et mettent en œuvre des politiques. Cependant des actions et synergies régionales pourraient être mises en place entre les PTOM, ce qui permettrait une certaine échelle et la valorisation des déchets.

Des égouts permettant le traitement eaux usées collectées par des stations de traitement de l'eau sont une infrastructure chère et ne sont pas disponibles partout pour les habitations et hôtels des Caraïbes. Les fosses septiques et stations autonomes de traitement des eaux usées desservent souvent les zones résidentielles, les hôtels et les zones industrielles, mais les systèmes sont souvent mal entretenus et relâchent des eaux usées non traitées dans les eaux souterraines et les eaux de surface. Les hôtels relâchent des eaux usées non traitées dans les eaux littorales de la région (souvent à cause de stations de traitement inopérantes), ce qui contribue à détruire les zones humides littorales, les récifs coralliens et l'herbier marin.

5 ÉTUDE DE LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

5.1 ADMINISTRATION EN CHARGE DE LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Administration de la gestion de l'environnement des PTOM dans la région des Caraïbes		
PTOM	Résumé des capacités administratives des gouvernements	ONG, autres...
Anguilla	Ministère de l'environnement avec 6 membres du personnel technique Ministère de la santé environnementale s'occupe des déchets solides Approvisionnement en eau du Service de l'eau. Il existe un département de gestion des catastrophes. Bureau de l'énergie renouvelable d'Anguilla créé en 2008.	Le National Trust d'Anguilla est un organisme officiel avec une mission de conservation. Même s'il n'est pas gouvernemental, il reçoit quelques fonds du gouvernement et travaille en coopération étroite avec lui. Écoles actives au niveau de la sensibilisation.
BVI	Ministère de la conservation et de la pêche a la responsabilité générale de la protection de l'environnement, de la conservation de la nature et de la pêche. Le <i>National Park Trust</i> désigne les zones protégées. Le département des déchets solides relève du Ministre de la santé et du développement social. Le département de l'eau et des eaux usées relève du Ministère de la communication et des travaux. <i>L'autorité de planification</i> accorde la permission pour tous les développements et est responsable de la planification sociale et économique. <i>Le département de la gestion des catastrophes</i> dépend du Bureau du sous-gouverneur.	Le National Parks Trust est un organisme officiel avec une mission de conservation. Même s'il n'est pas gouvernemental, il reçoit quelques fonds du gouvernement et travaille en coopération étroite avec lui. Il gère les parcs nationaux. Une autre ONG basée aux États-Unis et active aux BVI.
Caïmans	Ministère de l'environnement (environnement et pêche), Ministère de la santé environnementale (déchets), Service de l'eau, organisme central de planification responsable du contrôle du développement. Le Ministère des affaires de l'intérieur et de la communauté s'occupe de la gestion des risques / protection civile.	Le National Trust est un organisme officiel qui achète des terrains pour la conservation. A également une activité d'éducation environnementale et de sensibilisation.

Administration de la gestion de l'environnement des PTOM dans la région des Caraïbes		
PTOM	Résumé des capacités administratives des gouvernements	ONG, autres...
Montserrat	Le Ministère de l'agriculture, des terres, du logement et de l'environnement gère l'environnement et les ressources naturelles. Il a 6 services principaux, dont l'administration, la gestion de l'environnement, l'agriculture et la pêche, les terres et le cadastre, l'aménagement et le logement. Il emploie 87 personnes et a un budget annuel d'environ 1,88 millions d'euros, dont un tiers est pour l'environnement. Le Ministère de la santé environnementale qui relève du Ministère de l'éducation, de la santé et des services communautaires est responsable de la gestion des déchets solides et liquides et promeut des normes de qualités pour les eaux côtières. Il y a une Agence de coordination de la gestion des catastrophes qui est subordonnée au Bureau du gouverneur et est responsable de la gestion des pollutions par les hydrocarbures.	Le National Trust est la principale ONG environnementale dont le mandat est de gérer et de préserver les ressources naturelles. Il participe également à des campagnes d'éducation et de sensibilisation et au maintien de sentiers pédestres.
ITC	Le Ministère de l'environnement et des affaires de l'intérieur comprend, entre autres, le Service de la planification, le Service de l'agriculture et le Service de l'environnement et des affaires maritimes. Le SEAM compte 25 employés et un budget annuel de 1 213 055 de dollars américains. Le Service de la planification compte 14 employés et un budget annuel de 599 215 de dollars américains. Le Service de la gestion des catastrophes et des urgences (SGCA) a été fondé en 2001 en tant que service du Bureau du secrétaire principal.	Le National Trust est un organisme officiel avec une mission de conservation. Ne reçoit aucune enveloppe budgétaire du gouvernement. Gère certaines zones protégées, s'occupe de l'éducation et de la sensibilisation du public.
Saint-Barthélemy	Une Agence territoriale pour l'environnement a été créée en mai 2013 avec un Conseil d'administration (12 membres), un conseil scientifique (3) et un bureau (3).	Deux ONG siègent au Conseil d'administration.
Aruba	Une Direction de la nature et de l'environnement (DNE) a été créée en 2012. Depuis janvier 2014, elle dépend du Ministère des affaires économiques, de la communication, de l'énergie et de l'environnement. Aussi : Bureau des statistiques, Service météorologique et inspecteurs municipaux.	Le National Integrated Strategic Plan (plan national stratégique intégré, NISP) de 2010 implique la société civile. Des ONG s'occupent de la sensibilisation, du nettoyage de déchets. La fondation du parc national Arikok gère le parc national.
Curaçao	À l'intérieur du Ministère de la santé publique, de l'environnement et de la nature se trouve un Service de l'environnement et de la nature avec 7 membres du personnel chargé des politiques, 22 inspecteurs et 8 surveillants de la qualité de l'eau et de l'air.	De nombreuses ONG, dont la Fondation CARMABI qui gère neuf zones protégées et organise des activités et des projets dans ces parcs. L'ONG SMOC a déposé de nombreux recours judiciaires contre la raffinerie pétrolière.
Sint Maarten	Ministère du logement public, de l'aménagement du territoire, de l'environnement et des infrastructures avec des conseillers politiques, y compris pour la nature et l'environnement.	De nombreuses ONG, dont The Nature Foundation St Maarten qui gère le parc marin.
Bonaire, Saba, Saint-Eustache	Bonaire a une Direction de l'espace et du développement. Saba a un Bureau de la planification et un Service des travaux publics. Saint-Eustache a une Direction de l'économie et de l'infrastructure et un de l'inspection et des contrôles. Ces 3 communes à statut particulier des Pays-Bas reçoivent une assistance d'experts du Ministère néerlandais des affaires économiques (dont la nature) et de l'infrastructure (dont l'environnement).	Stinapa (une fondation) gère le parc marin de Bonaire. La fondation Saba Conservation Foundation gère le parc marin du banc de Saba. La fondation STENAPA (St Eustatius National Park Foundation) gère les parcs marins et terrestres de Saint-Eustache (et a 8 employés). Des ONG locales ainsi que WWF, Birdlife et DCNA (Dutch Caribbean Nature Alliance) qui œuvre pour les 6 PTOM associés aux Pays-Bas.

5.2 POLITIQUES, STRATÉGIES, PLANS, SENSIBILISATION ET SURVEILLANCE

PTOM	Développement durable	Environnement	Biodiversité	Changement climatique	Aménagement du territoire	Mer / Pêche	Réduction des risques de catastrophe	Autres	Remarques
Anguilla		✓	✓	+/-			✓	✓	A un plan d'action pour les espèces invasives et des SPANB. Plan de réponse aux rascasses volantes ; politique nationale en matière d'énergie de 2009 ; projet de politique sur le changement climatique. Les considérations environnementales, économiques et sociales ne sont pas assez prises en compte par les programmes, les plans et les politiques nationales de développement.
BVI			(au sein des aires protégées)	✓	+/-	✓	✓		Les documents suivants ont été approuvés par le gouvernement : - <i>VI Comprehensive Disaster Management Strategy et Implementation Plan</i> et <i>VICDM Policy</i> - <i>Protected Areas Systems Plan 2007 – 2017</i> qui adresse la gestion des aires marines et de pêche - <i>Climate Change Policy 2012</i> du ministère des ressources naturelles et du travail traite des mesures d'adaptation et d'atténuation du CC pour le Territoire. Des EIE sont nécessaires et obligatoires selon le projet développé (<i>Physical Planning Act</i>). <i>Road Town Physical Development Plan 2005-2020</i> . <i>National Oil Spill Contingency Plan</i> (2006).
Caïmans		✓	✓	✓	+/-		✓	✓	Pas de SPANB, mais un plan d'action pour les zones protégées. Road Town Physical Development Plan (plan d'aménagement route ville) 2005-2020. National Oil Spill Contingency Plan (plan d'urgence national en cas de déversement d'hydrocarbures, 2006). CI climate change policy (2011).
Montserrat	✓	+/-		+/-	+/-			+/-	Plan de développement durable 2008-2020 ; Stratégie nationale pour la gestion de l'environnement. Politique de participation publique. Plan d'aménagement et de développement pour le nord de Montserrat 2012-2022. Politique d'adaptation au changement climatique (2011). Plans pour 6 espèces.
Iles Turques et Caïques	✓	✓	+/-	✓	+/-		✓	✓	Stratégie nationale pour le développement socio-économique (2008-2017). Plan pour la gestion de la biodiversité et le développement durable. Stratégie d'adaptation au changement climatique et plan d'action en préparation.
Saint-Barthélemy		✓	✓		+/-	✓	+/-		Nouvelle station de traitement des eaux usées en 2012. Subventions pour les chaudières et panneaux solaires.
Aruba	✓	Nouvelle version préliminaire	Nouvelle version préliminaire				+/-		Le plan d'action national 2010-2013 (NISP) a été adopté en 2010 et comprend le développement durable. Engagements sur la réduction de l'utilisation de combustibles fossiles. La DNE élabore une politique sur la nature et l'environnement avec 16 thèmes qui sera débattu publiquement en juin 2014. Le parc national d'Arikok permet

								de réserver 18 % de la superficie de l'île pour la conservation de la nature, mais on ignore s'il existe un plan de gestion du parc.
Curaçao							+/-	Les "vieilles" politiques d'avant le 10/10/10 sont toujours en vigueur. Le programme du gouvernement pour 2013-2016 traite, entre autres, d'un environnement sain. La Vision 2025 traite surtout de meilleurs niveaux de vie et d'éducation.
Sint Maarten		Nouvelle version préliminaire	Nouvelle version préliminaire		✓		+/-	Nouvelle politique sur la nature et nouvelles politiques environnementales élaborées. EIE compris. La "Vision structure" qui a été adoptée comprend les plans d'urbanisme et des mesures pour protéger la nature et l'environnement. Il est prévu d'installer une usine de traitement des déchets avec récupération d'énergie.
Bonaire, Saba, Saint-Eustache								L'ensemble de ces trois îles est connu sous le nom de Pays-Bas caribéens. Elles sont au cœur d'une politique sur la nature 2013-2017. ¹⁷ Ce plan a été créé en étroite collaboration avec les îles.

Définitions :

- Développement durable – l'environnement est compris dans la stratégie ou le plan général de développement territorial ;
- Environnement - plans de gestion des eaux, d'assainissement et de déchets ;
- Biodiversité – zones protégées, espèces, stratégie concernant les espèces invasives... ;
- Changement climatique – politique, stratégie ou programmes d'adaptation / d'atténuation ;
- Aménagement du territoire – prend également en compte la gestion du littoral ;
- Mer / Pêche – plan / stratégie sur les questions maritimes (croissance bleue), et / ou plans directeurs ou programmes de gestion de la pêche ;
- Autres –au moins un élément suivant : forêt, énergie renouvelable et / ou efficacité énergétique ;
- Remarques - plans sur des éléments environnementaux en particulier (zones protégées, déchets...).

5.3 CADRE LÉGAL

Les PTOM ne peuvent pas signer d'AME d'eux-mêmes. Mais les PTOM peuvent assumer la responsabilité d'un AME si le pays souverain associé (dans ce cas le Royaume-Uni, la France ou les Pays-Bas) a signé l'AME et demande, suite à la demande du PTOM, que l'AME soit étendu au territoire du PTOM. Si c'est le cas, et si le PTOM respecte les obligations des traités en question et les met entièrement en œuvre, il peut s'agir d'un moyen efficace de protéger son capital naturel.

La situation concernant certaines des AME les plus pertinentes est la suivante :

PTOM	Partie à l'AME	Remarques
Anguilla	Convention sur le Patrimoine mondial, Convention de Ramsar, Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine	Aruba étudie la possibilité de demander que 10 AME soient étendues
Îles Vierges britanniques	CDB, CITES, Ramsar, CMS, Convention de Londres (rejet en mer de déchets), CNUDM, Stocks chevauchants et stocks de poissons grands migrants, Convention sur le Patrimoine mondial	Plan d'action pour les Caraïbes dans le cadre du Patrimoine mondial (2004-2014) a été signé par les BVI
Îles Caïmans	CBD, Ramsar, CITES, Espèces migratrices, Changement climatique, Londres (Pollution maritime)	La loi nationale sur la conservation a été promulguée, permettant la mise en œuvre de la CDB. Le territoire a demandé l'extension de CCNUCC/Kyoto pour y être compris en septembre 2005

¹⁷ Politique sur la nature - Pays-Bas caribéens 2013-2017: http://www.dcnanature.org/wp-content/uploads/2013/10/EZ_BO_NaturePolicyPlan%20Car.NL_ENG_2.pdf

Montserrat	Patrimoine mondial, Ramsar, CITES, CMS, Convention de Vienne (couche d'ozone) et Protocole de Montréal, Convention de Londres (a également ratifié les amendements et le protocole), conventions sur la pollution maritimes et protocoles pétroliers et non pétroliers, CLD, réglementation de la chasse à la baleine	Deux sites Ramsar proposés
Turques et Caïques	Patrimoine mondial, Ramsar, CITES, CMS, Protocole de Nagoya, Convention de Londres, MARPOL	Etudient leur inclusion possible dans la CDB
Saint-Barthélemy		
Aruba	CITES	Aruba a l'intention d'adhérer au protocole de Carthagène et considère également la Convention sur le changement climatique et le Protocole de Kyoto
Curaçao	CDB, CMS, CITES, Ramsar, Bâle, MARPOL, Convention CICTA	
Sint Maarten	Bâle, CMS, CITES, Ramsar, Rotterdam	
Bonaire	CDB, CMS, CITES, Ramsar	Beaucoup de ces AME n'ont pas encore été pleinement mis en œuvre
Saba	CMS, CITES	
Saint-Eustache	CITES	

*Comprend le Protocole sur les déversements d'hydrocarbures

Même si les PTOM participent tous à des AME, ceux-ci ne sont pas toujours pleinement mis en œuvre. Par exemple, seuls deux des PTOM des Caraïbes (BVI et les Îles Caïmans) ont signé la CDB, et aucun ne l'a pleinement mise en œuvre.

Plusieurs conventions régionales en lien avec la protection des récifs coralliens ont été élaborées par le PNUE et le SPREP. Tous les pays ont ratifié les conventions suivantes :

Nom de la convention ou de l'accord	Objectif principal	Membres
Convention pour la protection et la mise en valeur de l'environnement marin de la Grande Région Caraïbe (Convention de Carthagène)	Fournir le cadre légal pour des actions de coopération régionale et nationale dans les Caraïbes. À la Convention s'ajoute le Protocole sur les déversements d'hydrocarbures, le Protocole SPAW et le Protocole LSB.	Curaçao, Sint Maarten, Bonaire, Saba, Saint-Eustache, BVI, Îles Caïmans, Îles Turques et Caïques
Aires spécialement protégées et la vie sauvage (Protocole SPAW)	Soutenir la mise en œuvre plus large et plus exigeante de la Convention internationale sur la diversité biologique (CDB) au niveau régional.	Aruba, Sint Maarten, Bonaire, Saba et Saint-Eustache, BVI
Protocole sur les déversements d'hydrocarbures	Assurer les moyens pour répondre à des cas de déversement d'hydrocarbures, dont lois pertinentes, plans d'urgence, capacité de répondre à une situation de déversement d'hydrocarbures et désignation d'une autorité nationale dans les pays et territoires de la Grande Région Caraïbe.	Sint Maarten, Saba, BVI
Pollution due à des sources terrestres, Protocole LBS	Mettre en œuvre l'article 7 de la Convention pour la protection et la mise en valeur de l'environnement marin de la Grande Région Caraïbe sur la pollution due à des sources et activités terrestres.	Mis en œuvre à Bonaire mais pas encore ratifié, BVI
Convention interaméricaine (IAC) pour la protection et la conservation des tortues marines	Promouvoir la protection, la conservation et le rétablissement des populations de tortues marines et des habitats dont elles dépendent.	Sint Maarten, Bonaire, Saba

Le tableau suivant indique les composantes environnementales couvertes par la législation locale dans chaque PTOM.

Thème	ANG	BVI	CAY	MON	TCI	ARU	CUW	SXM	BON	SAB	St Eus	BLM
Protection de la nature	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Conservation des espèces	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Sites et habitats						2 parcs	2 parcs terrestres	1 parc marin	2 parcs	1 parc marin	3 parcs	
Contrôle du développement terrestre et marin	✓	+/- incomplet		✓	✓	+/- moratoire pour la construction des hôtels	?	✓	Plans de développement/d'aménagement obligatoires			Pas de plan d'aménagement
Protection des côtes/plages	✓	✓		✓	✓							
ESE et EIE			+/- au sein de la <i>National Conservation Legislation</i>	✓ (nécessité d'un protocole pour le suivi et l'application)	✓	✓	✓	✓	✓			✓
Prévention et réduction intégrée de la pollution					✓	Nuisance limitée	Nouvelle ébauche en cours	?	Plans de développement/d'aménagement obligatoires			?
Air							? oui pour les mesures					Mesures
Eau et eaux usées	✓	✓ pollution (hydrocarbures) par les bateaux	✓	✓	✓ + Pollution maritime	+/-	?					✓
Déchets (hydrocarbures, cliniques, construction et démolition) Décharges		+/- seulement pour les véhicules abandonnés	+/- Version provisoire seulement			✓ pour la pollution mais pas pour les déchets en tant que tels	✓ mais non activement mis en œuvre	✓				✓

Bruit		✓	+/- obsolète			✓						
Substances dangereuses (chimiques)			✓	✓ pesticides		✓	✓ mais non activement mis en œuvre	✓				?
Remédiation				+/- Epaves et bateaux		non		?				?
Utilisation des forêts, chasse						?						
Pêche INN	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓				
Autre législation pour un secteur pertinent avec critères liés à l'environnement				Préparation aux catastrophes	Mise en œuvre limitée des EIE							

6 COOPÉRATION

6.1 ORGANISATIONS ET PROGRAMMES RÉGIONAUX PERTINENTS

Un certain nombre d'organisations régionales sont importantes d'un point de vue technique ou financier pour ces profils environnementaux. Parmi celles-ci figurent :

Nom	PTOM membres	Autres membres	Remarques
Association des États de la Caraïbe (AEC)	Membres associés : Aruba, Curaçao, Sint Maarten NL pour Bonaire, Saba, Saint-Eustache FR pour Saint-Barthélemy	25 autres pays sont des pays d'Amérique du Sud Associés : France pour la Guyane française, Saint-Martin, la Guadeloupe, la Martinique	Créée : 1994. Objectif : renforcer la coopération et l'intégration régionales, créer un espace économique consolidé dans la région, préserver l'intégrité environnementale des Caraïbes, promouvoir le développement durable des grandes Caraïbes. Activités : 1- prévention et mitigation des risques naturels : intégrer les connaissances sur la prévention à l'éducation et à la planification, aussi sur les effets des catastrophes. 2- Tourisme durable : réussir à mettre en place la Zone de Tourisme Durable de la Caraïbe (ZTDC) ce qui implique la certification de pays qui adoptent le tourisme durable. Travaille également sur les indicateurs du tourisme durable.
Forum des États ACP des Caraïbes (CARIFORUM)	Les PTOM sont des observateurs	Quinze pays indépendants de la région des Caraïbes	Créé en 1992 Objectif : réunir les membres de CARICOM et les pays ACP de la région dans l'optique d'améliorer la coordination de l'assistance européenne ainsi que la coopération et l'intégration régionales. En 2011, le Conseil des ministres de la Communauté des Caraïbes a décidé que la nouvelle structure de CARIFORUM devait comprendre à la fois l'Unité de mise en œuvre de l'accord de partenariat économique (APE) ainsi que la fonction traditionnelle de coopération en matière de programmation et de développement, avec son propre personnel attitré.

Nom	PTOM membres	Autres membres	Remarques
Communauté des Caraïbes (CARICOM)	Montserrat Associés : ANG, BVI, CAY, ITC	La plupart des anciennes colonies britanniques des Caraïbes ainsi que, plus récemment, le Suriname et Haïti	Créée en 1973 comme zone de libre échange (comprenant Montserrat). Les autres PTOM britanniques sont devenus des membres associés entre 1991 et 2002. Objectif du Groupe de travail CARICOM sur le changement climatique et le développement : faciliter et coordonner les travaux techniques, fournir des avis sur les orientations des politiques, soutenir les États membres de CARICOM au niveau de la préparation de forums régionaux, hémisphériques ou internationaux importants et de leurs négociations avec des partenaires internationaux du développement.
Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECS)	Membre : Montserrat Membres associés : Anguilla, BVI	Antigua-et-Barbuda, la Dominique, la Grenade, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Créée en 1981, traité révisé signé en 2010. Le Traité met en place l'union économique de l'OECS, ce qui rend possible la création d'un espace financier et économique unique. Objectif : harmonisation et intégration économique, protection des droits de l'homme et des droits juridiques, et promotion des bonnes pratiques de gouvernement. Activités : il y a une Unité de l'environnement et du développement durable (OECS-ESDU) ainsi qu'un projet RRHCC (réduire les risques que le changement climatique fait peser sur la vie humaine et le patrimoine naturel). Dans le cadre de ce projet, l'UE finance un projet de l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique sur l'adaptation au changement climatique et la gestion durable des terres dans les Caraïbes orientales en 2014 de € 10 millions pour la mise en place de mesures spécifiques d'adaptation physique, dont la stabilisation des terres et des terrains, la défense de la mer et les rivières et la restauration des forêts et des écosystèmes.
Centre de la Communauté des Caraïbes sur le changement climatique (CCCCC)	Comme ci-dessus		Créé en 2005. Objectif : coordonner la réponse régionale au changement climatique, travailler sur des solutions et projets efficaces dans la lutte contre l'impact environnemental du changement climatique et du réchauffement planétaire. Activités : avis et directives sur les politiques liées au changement climatique pour les États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) à travers le Secrétariat de CARICOM et pour les PTOM britanniques dans les Caraïbes. Centre de collecte de données et de documents sur le changement climatique au niveau régional.
CDEMA (Organisme caraïbe d'intervention rapide en cas de catastrophe)	ANG, BVI, MSR, ITC	11 autres membres de CARICOM	Créé en 2009, une agence de CARICOM. Objectif : Stratégie globale de prévention des catastrophes et réduction des risques et des pertes associés aux catastrophes, comme les dangers naturels et techniques, ainsi que les risques et les pertes associés au changement climatique. Activités : mobilisation et coordination d'aide en cas de catastrophe ; provision d'une réponse immédiate et coordonnée à travers l'aide d'urgence en cas de catastrophe à tout État touché.
Institut de santé environnementale des Caraïbes (CEHI)	ANG, BVI, MSR, ITC	12 autres membres de CARICOM	Créé en 1979 en tant qu'institut technique de CARICOM. Objectif : Se concentre sur l'impact de l'activité humaine sur l'environnement et ses conséquences sur la santé humaine (et le développement économique et social) Activités : fournit des services techniques et de conseil aux 16 États membres.
Organisation panaméricaine de la santé (OPS)	Tous les PTOM de la région	La FR, le RU et les NL sont des "États participants"	Créée en 1902. Agence internationale de santé publique pour les Amériques, Bureau régional de l'OMS. Soutient les efforts des pays pour le développement d'eau et abordable financièrement pour les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'élimination des déchets solides.
Organisme du tourisme des Caraïbes	CAY Montserrat		Créé en 1989. Objectif : développer le tourisme durable pour apporter des avantages économiques et sociaux aux habitants des Caraïbes. Il est constitué de représentants de gouvernements et du secteur privé qui travaillent dans le milieu du tourisme dans les Caraïbes. L'OTC recueille et diffuse des études et des informations sur le développement de l'industrie dans la région, donne des bourses et organise une conférence annuelle sur le tourisme durable.
Institut Caraïbe des ressources naturelles (CANARI)		Association sans but lucratif	Créé en 1989. Objectif : études indépendantes pour analyser et promouvoir la gestion participative des ressources naturelles dans les îles des Caraïbes. Activités : stimuler la participation des parties prenantes à la gestion des écosystèmes et développer les réponses adaptées au changement climatique à travers la recherche-action participative et l'application et la diffusion des enseignements tirés. CANARI est l'équipe régionale de mise en œuvre du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF) ¹⁸ .

¹⁸ Le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques réunit sept dirigeants internationaux qui s'engagent à permettre aux organisations

Nom	PTOM membres	Autres membres	Remarques
Réseau caribéen pour la conservation des tortues marines (WIDECAST)	Tous les PTOM de la région		Réseau scientifique international composé de coordonnateurs de pays bénévoles (spécialistes des tortues marines et défenseurs de l'environnement dans la communauté), un Conseil international de conseillers scientifiques et des organisations partenaires dans plus de 40 États et territoire des Caraïbes. Réunions annuelles.
Alliance des Caraïbes néerlandaise pour la nature (DCNA)		Groupe d'organisation s environnementales de tous les PTOM associés aux Pays-Bas	Créée en 2005, association sans but lucratif Objectif : protéger l'environnement naturel et promouvoir la gestion durable des ressources naturelles sur les six îles néerlandaises des Caraïbes qui contiennent la biodiversité la plus riche du Royaume des Pays-Bas. Activités : soutient les 6 organisations qui ont été mandatées pour gérer les zones protégées dans les Caraïbes néerlandaises : recherches, base de données, réunions, formations, plans de travail
Banque centrale de la Caraïbe orientale (ECCB)	ANG, MSR	6 autres États de la Caraïbe orientale	Créée en 1983 en tant que Banque centrale des pays de l'OECS qui partagent tous la même devise, le dollar des Caraïbes orientales. Objectif : Maintenir la stabilité du dollar des Caraïbes orientales et l'intégrité du système bancaire pour faciliter la croissance et le développement équilibrés des États membres.
Banque de développement pour les Caraïbes (BDC)	ANG, BVI, CAÏ, MSR, ITC	13 autres anciennes colonies britanniques + le Suriname, RU, Italie, Allemagne	Créée en 1970. Banque de développement pour les Caraïbes. Offre des prêts pour le développement à ses membres
Banque mondiale	Aucun	12 pays des Caraïbes	Le Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques pour les Caraïbes (PPCR) est orienté vers les pays vulnérables et les petits états insulaires en voie de développement. Le PPCR a été lancé en 2008 en tant qu'effort collaboratif entre cinq banques de développement multilatérales pour contribuer à réduire le fossé entre le financement et les études sur les actions contre le changement climatique. Exemple de projet : le <i>Regional Disaster Vulnerability Reduction Project</i> (projet de réduction de la vulnérabilité régionale aux catastrophes) protège la Grenade / Saint-Vincent-et-les-Grenadines des effets des catastrophes naturelles avec une "infrastructure protégée du climat", un projet de 5 ans qui coûte 50 millions de dollars américains et aide plus de 200 000 personnes.

Il faut noter que les organisations ont tendance à être divisées en fonction des spécificités linguistiques / historiques / culturelles.

6.2 INITIATIVES ET PROJETS RÉGIONAUX PERTINENTS

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente (Organisations et programmes régionaux pertinents), les pays et territoires se sont organisés en plusieurs groupes, dont certains (ex. CARICOM) ont mis en place des organes de fonctionnement pour une action directe. La communauté internationale, les donateurs, les banques de développement, les ONG, les fondations travaillent souvent avec ces organismes ou leurs organes de fonctionnement au niveau régional. Il convient de souligner que, tandis que CARIFORUM et l'Organisation sous régionale des États des Caraïbes orientales sont des organisations d'intégration liés par des traités, CARIFORUM et l'AEC sont des modes de coopération régionale.

Le système est assez complexe, et un article récent¹⁹ souligne que "Les politiques et activités de l'Union européenne (UE) aux Caraïbes sont un mélange complexe de programmes qui se recouvrent

non-gouvernementales et du secteur privé d'aider à protéger les écosystèmes critiques. Le Fonds monétaire international (FEM), L'Union européenne, la Banque mondiale, l'Agence française de développement, le gouvernement du Japon, Conservation International (une ONG) et la fondation John D. and Catherine T. MacArthur Foundation participent à ce fonds. Les bénéficiaires des subventions vont de petites coopératives agricoles et d'associations communautaires aux partenaires du secteur privé et organisations internationales dans des pays en voie de développement et en transition qui s'engagent à conserver leur environnement et à influencer les décisions qui affectent les conditions de vie, à travailler en réseau, à promouvoir la synergie et à éviter les chevauchements. (<http://www.cepf.net/>)

¹⁹ Sutton, Paul, The European Union and the Caribbean Region: Situating the Caribbean Overseas Countries and Territories. European Review of Latin American and Caribbean Studies 93, Octobre 2012 | 79-94

partiellement mais sont néanmoins différents et qui sont mis en œuvre par un méli-mélo d'organisations régionales qui ont elles-mêmes des responsabilités et des domaines de compétence qui se recouvrent partiellement."

L'UE est reliée aux PTOM des Caraïbes à travers différentes délégations : la *Délégation de l'Union européenne auprès de la Jamaïque, Belize, les Bahamas, les Îles Turques et Caïques et les Îles Caïmans* s'occupe des deux PTOM mentionnés, la *Délégation auprès de la Barbade et des Caraïbes orientales* s'occupe d'Anguilla, de Montserrat et des Îles Vierges britanniques, et la *Délégation auprès de la Guyane, le Suriname, Trinidad-et-Tobago et les Pays et territoires d'outre-mer néerlandais* s'occupe d'Aruba, de Curaçao, de Sint Maarten, de Bonaire, de Saba et de Saint-Eustache. Saint-Barthélemy vient juste de rejoindre les programmes d'aide au développement.

Les institutions de l'UE (la Commission plus les États membres de l'UE) sont le plus grand donateur pour la région des Caraïbes depuis 1975. L'accent a été mis sur la mise en œuvre de l'accord de Cotonou, à savoir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par les Caraïbes (Article 1) ; l'intégration des pays ACP dans l'économie mondiale à travers la promotion de la coopération économique, la libre circulation de personnes, de marchandises et de capital, la diversification des économies et le développement du commerce (Article 28) ; et la coopération en matière d'intégration économique régionale (Articles 29, 30 et 35). L'accord de Cotonou est mis en œuvre à travers le FED qui est financé par les États membres de l'UE en dehors du processus budgétaire de l'UE. La coopération en matière de développement dans le cadre du FED est guidée par le CARIFORUM depuis 1994.

Outre l'accord de Cotonou, la relation est renforcée²⁰ par l'accord de partenariat économique pour le commerce entre l'UE et le CARIFORUM, et la stratégie commune relative au partenariat UE-Caraïbes. Cette dernière identifie cinq zones clés pour l'UE et le CARIFORUM et la coopération régionale à l'intérieur du CARIFORUM, dont l'intégration régionale, le changement climatique et les catastrophes naturelles, l'action commune dans des forums multilatéraux, ainsi que le crime et la sécurité et la reconstruction d'Haïti. Parmi les accords et forums qui appuient l'UE et les pays des Caraïbes à s'employer à parvenir à des objectifs communs, on trouve : Stratégie commune relative au partenariat UE-Caraïbes (2012) ; accord de partenariat économique pour le commerce entre l'UE et le CARIFORUM (signé en 2008). Des réunions spécialisées sur les drogues et la migration ; et le groupe EU-RIO - les pays des Caraïbes sont soit des membres à part entière soit représentés.

Pour la période 2008-2013, le Fonds européen de développement (FED) a contribué à hauteur d'environ 938 millions € pour la mise en œuvre de programmes indicatifs nationaux et régionaux dans les Caraïbes. De ce montant, environ 72,09 millions € ont été attribués à des PTOM des Caraïbes et 15 M€ pour un projet régional (cf. ci-dessous). En ce qui concerne les PTOM, l'attribution indicative du 10e FED était la suivante : Aruba (€ 8,88 millions), anciennes Antilles néerlandaises (€ 24 millions), Anguilla (€ 11,7 millions), Montserrat (€ 15,66 millions) et les Îles Turques et Caïques (€ 11,85 millions). Les montants du 11e FED ont déjà été décidés, et les PTOM éligibles sont en train de préparer les documents uniques de programmation pour la nouvelle période de programmation. À cause de leur PIB par habitant élevé²¹, certains PTOM ne sont pas éligibles pour des dotations territoriales dans le cadre du Fonds européen de développement (FED). Cependant, ils sont éligibles pour l'aide non programmable. Par exemple, les Îles Caïmans ont reçu une aide d'environ € 7 M dans le cadre du 10e FED pour la reconstruction et la réhabilitation de maisons détruites par l'ouragan Ivan et € 4,5 millions pour un système d'alerte précoce digital qui comblera une lacune du système radar régional.

Indépendamment de leur PIB, les PTOM peuvent obtenir des financements ou de l'assistance technique dans le cadre de programmes européens "horizontaux"²² (comme par ex. recherche, éducation et formation, innovation et compétition et culture et médias). Dans le cadre de la Facilité de coopération technique, l'OCTA est soutenue pendant 3 ans, et plusieurs conférences, études et formations régionales

²⁰ nao.dm/index.php/projects

²¹ La moyenne de PIB par habitant pour l'UE en 2012 était de €25 500.

²² EDF10 – Documents unique de programmation – Stratégies de coopération régionales pour les pays et territoires d'outre-mer

(et internationales) ont lieu. Parmi les sujets, se trouvent la gestion des déchets, la biodiversité et la conservation, des rapports d'incidence sur l'environnement, l'aquaculture, les énergies renouvelables. Cependant, de nombreux PTOM ne profitent pas de ces financements horizontaux pour plusieurs raisons - ils citent souvent les longues procédures et leur manque de ressources humaines.

Tous les PTOM des Caraïbes sont également éligibles pour le programme indicatif régional Caraïbes (PIRC) plus large et d'autres mentionnés ci-dessus via le CARIFORUM. Des financements humanitaires et d'urgence sont également disponibles ainsi qu'une attribution indicative de la Banque européenne d'investissement. Il est ainsi difficile de rendre compte de tous les fonds perçus par les PTOM. Quoi qu'il en soit, les actions au niveau régional comprennent entre autres :

- Contribution européenne à la compagnie d'assurances contre les risques de catastrophe aux Caraïbes ;
- L'initiative régionale de réduction des risques (2009-2011) à laquelle participent les PTOM britanniques et néerlandais des Caraïbes, mise en œuvre par le PNUD dans le cadre d'un accord de contribution avec l'UE²³ ;
- Gestion des zones protégées pour des raisons environnementales dans les Îles Caïmans, les Îles Vierges britanniques et les Îles Turques et Caïques (€ 2,475 millions) ;
- Renforcement des services de laboratoire médical dans les PTOM des Caraïbes (€ 1,138 millions) ;
- Système automatisé pour les données douanières d'Anguilla, de Montserrat et des Îles Turques et Caïques (€ 1,38 millions) ;
- Le programme régional pour les Caraïbes du 10e FED de € 15 M pour renforcer le développement des petites et moyennes entreprises (PME) des PTOM dans la région des Caraïbes mis en œuvre depuis les Îles Vierges britanniques ;
- Les Îles Turques et Caïques ont reçu € 4,3 millions (enveloppe B) suite à l'ouragan Ike.
- À partir de janvier 2014, projet de l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique sur l'adaptation au changement climatique et la gestion durable des terres dans les Caraïbes orientales dans les États membres de l'OECS (dont Anguilla, les Îles Vierges britanniques, Montserrat) pour € 10 millions.

Ces trois cadres à travers lesquels l'UE œuvre avec les Caraïbes et adresse de façon directe ou indirecte les préoccupations des PTOM des Caraïbes ne se sont pas encore concentrés sur la promotion de la coordination et de recherche de synergies entre les pays et territoires des Caraïbes. Cependant, la Décision d'Association Outre-mer de 2013 promeut le renforcement de la dimension régionale des relations PTOM-UE et des études importantes sur les relations PTOM-UE la décrivent comme un moyen pratique de progresser²⁴. L'expérience des dernières décennies indique que, pour que ce processus avance, il faut aussi que des efforts soient fournis par les PTOM des Caraïbes eux-mêmes, ils doivent prendre l'initiative dans leur propre intérêt. En novembre 1993, le Premier ministre des BVI, Lavity Stouff, a organisé la première rencontre des PTOM des Caraïbes associés à l'UE à Tortola pour investiguer les pistes pour une coopération renforcée.

Lors du 7ème forum PTOM-UE qui s'est tenu aux Îles Caïmans en novembre 2008, CARICOM / CARIFORUM et les régions ultrapériphériques françaises des Caraïbes ainsi que les États Membres concernés et la Commission se sont mis d'accord sur leur intention de créer une plateforme de coopération régionale pour les PTOM, les ACP et les régions ultrapériphériques des Caraïbes. Ils ont décidé de lancer un projet-pilote sur la protection civile pour créer une synergie à travers une coopération renforcée²⁵. Malgré des travaux régionaux sur la réduction des risques de catastrophes, la plateforme envisagée n'a pas été établie. De plus, la stratégie commune relative au partenariat UE-Caraïbes (JCEUS) progresse lentement au niveau des États indépendants et des PTOM des Caraïbes,

²³ Ce projet a fourni aux PTOM un réseau d'infrastructure régionale, des programmes, des politiques et des protocoles pour renforcer leur capacité à prédire et à se préparer aux catastrophes naturelles, ce qui permet d'améliorer la résistance et de réduire les risques et les pertes qui en résultent.

²⁴ E2011 Évaluation régionale de la coopération de la Commission de l'Union européenne avec la région des Caraïbes

²⁵ Délégation de l'Union européenne auprès de la Barbade et des Caraïbes orientales (2009) Communiqué de presse : European Commission discuss a platform for regional co-operation in the field of disaster management and civil protection, Bridgetown, 22 mai.

compte tenu de leur statut constitutionnel. Ils ne peuvent pas participer à un niveau si élevé et ne participent que de façon collective à travers l'OCTA. La mise en place d'un mécanisme dédié pour faciliter le dialogue parmi tous les PTOM des Caraïbes et un accord régional spécifique UE-PTOM des Caraïbes peut être envisagé dans le cadre de l'aide au développement, et on peut s'attendre à ce que cela ait un véritable impact.

Il y a également une coopération bilatérale entre le RU, les Pays-Bas et la France et les pays et territoires qui leur sont associés. Cependant, cette coopération a tendance à être limitée au groupe de PTOM liés à leur EM respectif. Certaines initiatives du RU comprennent les initiatives du JNCC comme l'Économie environnementale avec les territoires britanniques d'outre-mer dans les Caraïbes qui a conçu et fourni des outils, des formations et de l'assistance technique. Cela permet aux territoires d'outre-mer des Caraïbes d'utiliser l'évaluation environnementale pour informer et améliorer la prise de décisions. Le *Biodiversity Snapshot* (aperçu de la biodiversité) de 2011 (pour tous les PTOM du RU) est un autre exemple. Il fournit une "place" centrale où on peut trouver une liste exhaustive de liens possibles vers d'autres sources d'information sur les POM et la biodiversité.

D'autres bailleurs importants pour la région incluent le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), ONUSIDA, la Banque mondiale, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque de développement des Caraïbes, le DFID, l'USAID, l'ACDI, la République dominicaine, l'Italie, l'Espagne et le Japon.

7 RECOMMANDATIONS POUR LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES PTOM DES CARAÏBES

Cette partie aborde les recommandations au niveau de la région des Caraïbes. Les recommandations concernant chaque PTOM sont faites à la fin du profil environnemental de ce PTOM. La première partie de ce rapport contient des recommandations au niveau général et interrégional.

Les PTOM ont identifié les problèmes suivants :

Problèmes	Gravité
Problèmes liés aux zones côtières qui causent des pertes de biodiversité et d'autres risques	10 PTOM citent ceci comme leur priorité la plus importante. Les problèmes sont liés à l'absence de plans d'aménagement et de réglementations adaptés. Aussi pollution terrestre d'origines diffuses et par des sources ponctuelles.
Déchets	9 PTOM citent l'absence d'une gestion adaptée des déchets comme une de leurs principales priorités. Les problèmes sont liés à l'absence d'infrastructure, de processus de gestion et d'outils de gouvernance.
Eau et eaux usées	5 PTOM décrivent le manque d'eau et l'absence d'une gestion adaptée comme étant un problème grave. Parmi les problèmes liés aux eaux usées se trouvent la contamination des eaux souterraines, la contamination des eaux côtières et l'impact sur le corail.
Espèces invasives	4 PTOM définissent la question des espèces invasives comme une priorité importante. Le problème existe également pour d'autres PTOM, comme les rascasses volantes dans le milieu marin ou la destruction de plantes, d'oiseaux et de lézards endémiques.
Dépendance énergétique	2 PTOM décrivent la dépendance sur les combustibles fossiles et le besoin d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique comme une priorité importante.
Déversements de pétrole	2 PTOM font référence à cette question, en particulier en cas de circulation dense ou lorsqu'il y a une infrastructure pétrolière importante.
Industrie de la pêche	2 PTOM décrivent la surpêche comme un problème
Forêts	1 PTOM souffre de pressions fortes sur ses forêts

Il est possible d'identifier les meilleures pratiques qui pourraient être étendues ou reproduites dans d'autres PTOM de la région :

Actions	Commentaires
Augmenter les zones protégées (terrestres et maritimes)	Les Îles Vierges britanniques et les Îles Turques et Caïques ont un réseau de zones protégées bien établi. Les PTOM reliés aux Pays-Bas ont tous des zones protégées / parcs et la fondation DCNA les coordonne et les soutient tous.
Eaux usées	Les Îles Turques et Caïques ont mis en place et maintiennent des éco-marinas pour protéger les ressources aquatiques et les eaux où les coraux vivent - ce programme fait collaborer les communautés locales et les entreprises touristiques et instaure une confiance mutuelle.
Collecte et (ré)utilisation des déchets solides	Sint Maarten crée une unité de valorisation énergétique des déchets, il semble que les PTOM et ACP voisins pourraient envoyer leurs déchets vers cette unité. Sur certaines îles, les associations d'opérateurs hôteliers jouent un rôle au niveau de la gestion des déchets, en particulier pour le recyclage et l'élimination contrôlée.
Réduire la dépendance énergétique	Anguilla et Aruba font des efforts pour promouvoir l'énergie renouvelable ainsi que la croissance verte.
Catastrophes naturelles	Toute la région des Caraïbes est mobilisée à ce sujet et reçoit de l'assistance. Plus de coordination serait utile.

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Aménagement intégré des zones côtières	Développer et mettre en place des plans de gestion des zones côtières et harmoniser la législation	Des pressions s'exercent sur les zones côtières de tous les PTOM. Les coraux et les mangroves sont détruits à cause de plusieurs pressions. Les activités génératrices de revenus dans la zone côtière, dont la mer, n'ont pas encore été pleinement étudiées.	5 ans	Gouvernements des PTOM			Etats Membres, UE
	Activités Impliquer et coordonner les différents acteurs (environnement, territoire, pêche, police, défense, ports, tourisme, développement rural, autorités locales) Réaliser une étude des risques économiques et environnementaux potentiels dans les zones côtières en prenant en compte le changement climatique et le cadre légal. Réaliser des études sur les activités génératrices de revenus dans les zones côtières, avec l'objectif de soutenir également les activités en mer. Animer des ateliers pour débattre des options à la fois au niveau national et régional. Élaborer une stratégie régionale pour la conception d'un plan d'aménagement intégré des zones côtières pour chaque territoire en y intégrant les différentes utilisations et besoins en termes de protection et prendre en compte les scénarios prospectifs et le changement climatique. Élaborer la législation nécessaire pour mettre le plan en œuvre - avoir la perspective d'harmoniser la législation. Promouvoir la cogestion, l'écotourisme, les énergies renouvelables, dans la mesure du possible.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Améliorer la gestion des déchets	Développer des systèmes de gestion des déchets dans chaque territoire et dans la région	La gestion des déchets solides est problématique pour de nombreux PTOM. Certains PTOM font des efforts pour améliorer la gestion des déchets. Sint Maarten construit une unité de valorisation énergétique des déchets qui demande une certaine quantité de déchets.	5 ans	Gouvernements des PTOM, gouvernements des pays des Caraïbes, secteur privé			Etats membres, UE, banques
	Activités Evaluer aux flux de déchets et à l'infrastructure et aux processus en place pour identifier les avantages comparatifs des différents PTOM en matière de gestion des flux de déchets. Evaluer les aptitudes des pays ACP voisins et des RUP à gérer les différents flux de déchets en vue d'établir une coopération, lorsque adapté. Etudier les différentes options et stratégies pour la valorisation des déchets, du recyclage des déchets aux méthodes énergétiques, y compris à travers une analyse coûts-efficacité, une évaluation des capacités en ressources humaines, une évaluation stratégique environnementale, etc. Promouvoir des accords régionaux (PTOM, ACP, RUP) sur différents flux de déchets pour obtenir la valorisation des déchets et gérer certains types de déchets dangereux de façon plus efficace Élaborer une stratégie régionale à laquelle les États caribéens voisins participent aussi, dont investissements en matière d'infrastructure avec une perspective régionale et en matière de barges pour le transport de déchets entre les îles. Organiser un dialogue commercial structuré avec les parties prenantes et décideurs de chaque PTOM pour fixer des plans réalistes (prêts à être mis en œuvre) concernant différents flux de déchets pour obtenir la valorisation des déchets et gérer certains types de déchets dangereux de façon plus efficace. Mettre à jour les normes et règlements concernant la gestion des déchets. Mettre en place des accords avec d'autres pays en dehors des Caraïbes pour recevoir des types de déchets qui ne peuvent pas être gérés de façon adaptée dans la région.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Réduire la dépendance sur les combustibles fossiles et les émissions de GES	Mettre en place les conditions pour la pénétration de l'énergie renouvelable et la promotion de l'efficacité énergétique	Les PTOM sont très vulnérables à l'augmentation des prix du pétrole, et la livraison n'est pas garantie dans les zones isolées. À cause du coût de la production et du transport, les tarifs d'électricité peuvent être élevés, ce qui pose un problème au niveau de l'accès de la population moins aisée. Chaque PTOM a mis en place ses propres objectifs puisqu'ils ne sont pas légalement forcés de suivre les objectifs européens pour le développement durable ; en général cela se traduit par l'augmentation de l'efficacité énergétique et de l'utilisation d'énergies renouvelables. Ces initiatives peuvent aussi être considérées comme des mesures de mitigation du changement climatique.	5 ans	Gouvernements des PTOM Régional			Etats Membres, UE BM et les banques régionales de développement Secteur privé
	Activités Organiser le réseautage entre les différentes parties prenantes régionales qui traitent de ce sujet. Étudier les possibilités du transport d'électricité entre les îles à travers des câbles sous-marins. Certaines études ont été menées par le <i>National Renewable Energy Laboratory</i> des États-Unis. Promouvoir le partage des expériences et du savoir-faire et se mettre d'accord sur les possibilités : interconnexion régionale, interconnexions sous régionales plus petites. Accéder aux ressources en énergies renouvelables des différentes îles et mettre en place un bouquet énergétique et des scénarios prospectifs. Déterminer ce qui peut être fait au niveau régional (équipes techniques spécialisées, manufacture d'équipement, équipes de formation) et soutenir son développement. Réviser le cadre institutionnel pour pouvoir traiter l'énergie en son intégralité (électricité, combustibles, etc. et lié au changement climatique et à l'environnement), ceci au niveau territorial et régional. Étudier les solutions d'énergie renouvelable (ER) et d'efficacité énergétique (EE) les plus adaptées en prenant en compte le coût initial et le coût d'exploitation, la faisabilité de l'entretien et des réparations locales – mobiliser le secteur privé et augmenter le savoir-faire local sur les solutions en matière d'ER et d'EE. Mettre en place un cadre réglementaire adapté permettant d'impliquer le secteur privé et mettre en place les mesures de protection adaptées pour la sûreté et la sécurité énergétique. Développer le renforcement des capacités en matière de financement de projets, dont le renforcement de l'expertise en matière de récolte des fonds et la mise en place de réunions de coordination "donateurs" régulières.						

Région des Caraïbes

Archer, A. (1988). Report on Sewage Disposal Problems in the Eastern Caribbean. Regional Sewage Disposal Coastal Conservation Studies. Prepared for the United Nations Economic Commission for Latin American and the Caribbean, Port of Spain.

Bouchon, C., Miller, A., Bouchon-Navarro, Y., Portillo, P. and Louis, M., 2004: Status of Coral Reefs in the French Caribbean Islands and other Islands of the Eastern Antilles. In: C.R. Wilkinson (ed.), Status of Coral Reefs of the World: 2004. Chapter 19.

Bueno, Ramon, C. Herzfeld, E. Stanton, F. Ackerman: "The Caribbean and climate change- The costs of inaction", Tufts University and Stockholm Environment Centre. May 2008. <http://ase.tufts.edu/qdae/pubs/rp/caribbean-full-eng.pdf>

Burke, L. and J. Maidens and contributing authors: M. Spalding, Ph. Kramer, E. Green, S. Greenhalgh, H. Nobles, J. Kool, 2004: Reefs at Risk in the Caribbean. World Resources Institute research report. http://marine.wri.org/pubs_description.cfm?PubID=3944

Caribbean Development Bank (CDB), 2006: Annual Economic Review 2005 (Country profiles for all the territories).

"Caribbean faces threat of biggest tsunami ever recorded", Caribbean 360, February 12, 2014. <http://www.caribbean360.com/index.php/news/1106618.html#ixzz2y0r7UPyT>

CCCCC- Caribbean Community Climate Change Centre: "Climate Change and the Caribbean: A Regional Framework for Achieving Development Resilient to Climate Change (2009-2015)", 2009. http://www.widecast.org/Resources/Docs/CCCCC_2009_Climate_Change_and_the_Caribbean_2009-2015.pdf

DCNA (Dutch Caribbean Nature Alliance): Dutch Caribbean Islands: Management Success Report 2012- <http://www.dcnanature.org/resources/protected-area-management/>

DCNA (Dutch Caribbean Nature Alliance): Fundraising Strategy building fundraising capacity amongst conservation organizations 2013 – 2017. <http://www.dcnanature.org/wp-content/uploads/2013/12/Fundraising-Strategy-2013-2017.pdf>

DCNA: Methods for funding for Nature Conservation: <http://www.dcnanature.org/wp-content/uploads/2013/04/2013-12-fundraising-brief.pdf>

DCNA: Multiyear nature management plan, 2014: <http://www.dcnanature.org/wp-content/uploads/2014/01/Multi-Year-Plan-compact.pdf>

Debrot, A.O., R. H. Witte, M. Scheidat: "The marine mammals of the Dutch Caribbean: a comparison between EEZ sectors, contrasts and concerns", IMARES, Wageningen University Research Center, Den Helder, The Netherlands. 2011. <http://edepot.wur.nl/189433>

Duncombe, M., E. Roussel, « Les mangroves de l'outre-mer français- Écosystèmes associés aux récifs coralliens La pointe Allègre, Guadeloupe. Conservatoire du littoral et Coordination : Marc Duncombe, Catherine Gabrié, IFRECOR. <http://www.icriforum.org/sites/default/files/Mangroves-OM-francais.pdf>

ECLAC- Economic Commission of Latin America and the Caribbean: Comprehensive review of the implementation of the Programme of Action for the sustainable development of Small Island developing States (SIDS POA).

<http://www.eclac.org/publicaciones/xml/9/13229/lcarg749-03-Chapter01.pdf>

Impact Consultancy Services, 2002: Water and Climate change in the Caribbean, paper prepared in collaboration with the Caribbean Environmental Health Institute (CEHI) and the Organization of American States, Unit for Sustainable Development and Environment, funded by Funding Provided by International Secretariat of the Dialogue on Water and Climate, October 2002.

Island Resources Foundation (IRF), 1996: Tourism and Coastal Resources Degradation in the Wider Caribbean, <http://www.irf.org/irtourdg.html#Characteristics%20of%20States>.

Gibbs, Tony, 2003: Report on the Comparison of Building "Codes" and Practices which are in use in the Caribbean (principally Bahamas, CUBIC, Dominican Republic, French Antilles, OECS) focusing on design and construction of healthcare facilities. Prepared for the Pan American Health Organization under the Disaster Prevention, Mitigation and Preparedness Programme of the European Community Humanitarian Office by CEP International Ltd., May 2003.

GCRMN- Global coral reef monitoring network, Tropical reefs resilience workshop 2012. http://gcrmn.org/wp-content/uploads/2012/11/Tropical_Americas_Coral_Reef_Resilience_Final_Workshop_ReportC.pdf

Lander J.F., L.S. Whiteside, P.A. Lockridge, 2002: A brief history of tsunamis in the Caribbean Sea. International Journal of the Tsunami Society, published by the Tsunami Society, Honolulu, 2002.

Linton, D., R. Smith, P. Alcolado, C. Hanson, P. Edwards, R. Estrada, T. Fisher, R. G. Fernandez, F. Geraldles, C. McCoy, D. Vaughan, V. Voegeli, G. Warner and J. Wiener, 2000: Status of Coral Reefs in the Northern Caribbean and Atlantic Node of the GCRMN. Chapter 15 in: C.R. Wilkinson (ed.) 2000: Status of coral reefs of the world 2000. GCRMN Report, Australian Institute of Marine Science, Townsville. pp 277-302.

Mercedes, S., 2002: Caribbean and Intra-Caribbean Tourism - Current Situation and Perspectives. Presentation at 8th Meeting of the Special Committee on Sustainable Tourism of the Association of Caribbean States, Port of Spain, April 4th, 2002.

Ministry of Economic Affairs (EZ) of the Netherlands: "Nature Policy Plan- The Caribbean Netherlands- 2013-2017", The Hague, April 2013. <http://www.dcnanature.org/nature-policy-plan-for-bonaire-saba-and-st-eustatius/>

Smith, A.H., M. Archibald, T. Bailey, C. Bouchon, A. Braithwaite, R. Comacho, S. George, H. Guiste, M. Hastings, Ph. James, C. Jeffrey-Appleton, K. de Meyer, A. Miller, L. Nurse, C. Petrovic and P. Philip, 2000: Status of Coral Reefs in the Eastern Caribbean. The OECS, Trinidad. Chapter 17 in: C.R. Wilkinson (ed.), Status of Coral Reefs of the World: 2000. GCRMN Report, Australian Institute of Marine Science, Townsville.

Tompkins, E. L., S. A. Nicholson-Cole, L-A. Hurlston, E. Boyd, G. Brooks Hodge, J. Clarke, G. Gray, N. Trotz and L. Varlack, 2005: Surviving Climate Change in Small Islands – a guidebook. United Kingdom.

UK Government, 1999: Partnership for Progress and Prosperity - Britain and the Overseas Territories. White Paper of Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs. Cmd 4264, March 1999.

UNDP- The Nature Conservancy, "Financial Sustainability of Protected areas in Latin America and the Caribbean", 2010. http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/environment-energy/ecosystems_and_biodiversity/financial-sustainability-of-protected-areas-in-latin-america-and-the-caribbean.html

University of the West Indies, Climate Studies Group, Mona Department of Physics, "Observed climate change in the Caribbean: current status and past studies. <http://myspot.mona.uwi.edu/physics/sites/myspot.mona.uwi.edu/physics/files/uploads/Stephenson-%20Observed%20Climate%20Change%20in%20the%20Caribbean.pdf>

Wilkinson, C., Souter, D. (2008). Status of Caribbean coral reefs after bleaching and hurricanes in 2005. Global Coral Reef Monitoring Network and Reef and Rainforest Research Centre. With support from IUCN, GCRMN, ICRI, Reefbase, UNEP. http://www.coris.noaa.gov/activities/caribbean_rpt/SCRBH2005_rpt.pdf

World Bank: Economic valuation of coral reefs Working Group. Chair: Maritta Koch - Weser. Presentation: "Economic Values of Coral Reefs: What Are the Issues?" by John A. Dixon. <http://earthmind.net/marine/docs/world-bank-coral-reefs-valuation.pdf>

World Resources Institute (WRI): "Reefs at Risk Revisited" by Burke L, Reyta K, Spalding M, and Perry A. 2011. <http://www.wri.org/publication/reefs-at-risk-revisited>

Wilkinson, C. (2008): Status of the Coral Reefs of the World 2008". GCRMN, Global coral reef monitoring network. Full report: http://www.reefbase.org/resource_center/publication/main.aspx?refid=27173&referrer=GCRMN

Organisation	Website address	Remarks
CANARI - Caribbean Natural Resources Institute	http://www.canari.org/default.asp	
Caribbean Tourism Organisation	http://www.onecaribbean.org/about-cto/	
Caribbean Development Bank (CDB)	http://www.caribank.org/	
CCCCC	Caribbean Community Climate Change Centre http://caribbeanclimate.bz/	
CARICOM -	Secretariat of the Caribbean Community and Common Market http://www.caricom.org/	
CDEMA -	Caribbean Disaster Emergency Management Agency http://www.cdema.org/	
CEHI -	Caribbean Environmental Health Institute http://www.cehi.org.lc/	
CIMH - The Caribbean Institute of Hydrology and Meteorology		
CYEN- The Caribbean Youth Climate Change Mitigation Project	http://www.cyen.org/climatechange/documents/cc_and_the_caribbean.html	
DCNA- Dutch Caribbean Nature Alliance	http://www.dcnanature.org/marine-mammals-in-the-dutch-caribbean/	On Marine mammals in the Dutch Caribbean
Eastern Caribbean Central Bank (ECCB)	http://www.eccb-centralbank.org/Contact/	
EU- GCCA 2011 project 10 th EDF	Global climate change Alliance - Caribbean component of the Intra-ACP Support Programme to the GCCA: http://archive.gcca.eu/pages/79_2-In-the-Caribbean.html	
Green Antilles	http://www.greenantilles.com/	
IADB - Inter-American Development Bank	http://www.iadb.org/en/about-us/about-the-inter-american-development-bank,5995.html	
Island Resources Foundation	http://www.irf.org/	Foundation is dedicated to solving the environmental problems of development in small tropical islands
NOAA	http://www.ospo.noaa.gov/data/cb/TS_vs/vs_ts_multiyr_CuracaoandAruba.png	With data on evolution temperature water and coral reefs
TNC - The Nature Conservancy	http://www.nature.org/	
Organisation of Eastern Caribbean States (OECS)	http://www.oecs.org	

(OECS-ESDU)	Environment and Sustainable Development Unit of the Organisation of Eastern Caribbean States http://www.oecs.org/our-work/units/environment-sustainable-development	
OECS- RRACC project	Reduce risks to human and natural assets from climate change http://www.oecs.org/our-work/projects/rracc	
OECS- EU project	Global Climate Change Alliance Project on Climate Change Adaptation and Sustainable Land Management in the Eastern Caribbean http://www.oecs.org/rracc-news/816-new-project-activated-to-boost-efforts-to-reduce-the-impact-of-climate-change-in-the-oecs	
Pan-American Health Organization	http://www.paho.org/english/sha/prflcay.htm	Description of solid waste and sanitation
UNECLAC -	United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean http://www.cepal.org/portofspain/	
UWI - University of the West Indies	http://www.uwichill.edu.bb/	
Wider Carib. Sea Turtle Conservation Network (WIDECAST)	http://www.widecast.org/Who/Contact.html	
World Bank project 2012	Small Caribbean States Work Together against Big Natural Disasters : http://www.worldbank.org/en/news/feature/2012/10/10/Grenada-Saint-Vincent-project-against-natural-disasters	
World Bank project	Regional Disaster Vulnerability Reduction Project, http://www.worldbank.org/projects/P117871/oecs-disaster-vulnerability-reduction-project?lang=en	
World Resources Institute		On refs in the Caribbean

Anguilla

Anguilla Country Poverty Assessment 2007/09. <http://www.caribank.org/uploads/2012/12/Anguilla-CPA-Main-Report-Final-Submitted.pdf>

Assessment of environmental protection frameworks in the UK Overseas Territories, 2013, The Foundation for International Environmental Law and Development and The Royal Society for the Protection of Birds,
http://www.rspb.org.uk/Images/EnvironmentalGovernanceReviewFeb2013_tcm9-342020.pdf

Foreign and Commonwealth Office (FCO): The Overseas Territories: Security, Success and Sustainability, 2012.
<https://www.gov.uk/government/publications/the-overseas-territories-security-success-and-sustainability>

Gumbs, J, 2013, Anguilla National Report, The 11th Meeting of the Caribbean Fisheries Forum March 2013, Greening the Economy' project in the UK Overseas Territory of Anguilla, Caribbean Natural Resources Institute (CANARI) and Joint Nature Conservation Committee Support Co.

Hodge, K.V.D. (2011). Anguilla (pp 6-10) in UK Overseas Territories and Crown Dependencies: 2011 Biodiversity Snapshot, T. Pelembe and G. Cooper (eds). May 2011, UK Joint Nature conservation Committee

Simpson, M. C., *et al.* (2012). CARIBSAVE Climate Change Risk Atlas (CCCRA) - Anguilla. DFID, AusAID and the CARIBSAVE Partnership, Barbados, West Indies

Single Programme Document of Anguilla – European Union 10^o EDF (March, 2012)

Sustainable Tourism Master Plan (2010-2020), October 2011

The US Captive, 2012, Newton Media Limited

Wege, D. C. and Anadon-Irizarry, V. (2008) Important Bird Areas in the Caribbean: Key Sites for Conservation. BirdLife International

Websites

Anguilla Coastal Resources Assessment Monitoring and Management Project (ACRAMAM),
<http://www.thenrgroup.net/theme/ACRAMAM.htm>

Anguilla Financial Services Commission, <http://www.fsc.org.ai/>

Anguilla Invasive Species Project,
<http://jncc.defra.gov.uk/pdf/Anquilla%20lionfish%20project%20report%20form%202a.pdf>

Anguilla Statistics Department http://www.gov.ai/statistics/NA_Publi_11.htm

Caribbean Regional Fisheries Mechanism, <http://www.caricom-fisheries.com/Members/MemberStates/Anguilla/tabid/65/Default.aspx>

Central Intelligence Agency, World Factbook, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/av.html>

Environmental Vulnerability Index Country Profiles, http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html
FOR- Anguilla project

EU Global Climate Change Alliance (GCCA) Project on Climate Change Adaptation and Sustainable Land Management in the Eastern Caribbean, <http://www.gcca.eu/regional-programmes/gcca-eastern-caribbean>
'Greening the Economy' project, http://jncc.defra.gov.uk/pdf/ot_Anguilla_mainstreamingFINAL.pdf

Lionfish Response Strategy Project for Anguilla, http://jncc.defra.gov.uk/pdf/ot_LionfishWorkshopAnguilla_20130602.pdf

Longline Fisheries Development Project, <http://www.ukotcf.org/pdf/charters/WhitePaper99App.pdf>

Organic Soil Amelioration for Enhancing Anguilla's Agricultural Adaptation to Climate Change,
<http://www.ukotcf.org/infoDB/infoSourcesDetail2.cfm?refID=276>

Private Islands Online, <http://www.privateislandsonline.com/islands/dogislandanguilla>

Relief Web, <http://reliefweb.int/report/anguilla/government-anguilla-receives-us428m-insurance-payout-following-passage-hurricane>

The Government of Anguilla, Constitutional & Electoral Reform Commission Report,
http://www.gov.ai/constitutional_reform.php

The Government of Anguilla, Department of the Environment, <http://www.gov.ai/departments.php?id=3&dept=21>

Terrestrial Habitat Mapping Project, Conservation Gateway,
<https://www.conservationgateway.org/ConservationByGeography/NorthAmerica/UnitedStates/edc/reportsdata/terrestrial/habitatmap/Pages/default.aspx>

UK Overseas Territories Conservation Forum, *Enhancing capacity for fisheries enforcement and management in Anguilla*, <http://www.ukotcf.org/infoDB/infoSourcesDetail2.cfm?refID=299>

World Atlas, <http://www.worldatlas.com/webimage/countrys/namerica/caribb/anquilla/aifacts.htm>

Aruba

Aruba Single Programming Document, 10th European Development Fund: of Aruba. Signed: 27 October 2011.

http://ec.europa.eu/europeaid/where/octs_and_greenland/documents/spd_final_aruba_en.pdf

Aruba Court of Auditors: "De 'nieuwe' Algemene Rekenkamer: de *Uitkomst*- Strategisch beleidsplan". 29 March 2011.

<http://www.overheid.aw/index.asp?nmoduleid=19&wgid=6&sc=0&spagetype=21&nPageID=1134&nCMSPageType=1>

Aruba Environmental legislation: <http://www.dcnanature.org/resources/policy-law-enforcement/>

Aruba Fondo Desaroyo Arubano (FDA- Aruban Development Fund) "Samenwerking 2000- 2009"- Report on Cooperation with the Netherlands 2000-2009.

https://www.eerstekamer.nl/behandeling/20090109/fondo_desaroyo_aruba_fda/document3/f=/viz7d6183tyj.pdf

Aruba Marine Park Foundation: "You too can help protect Aruba's Marine Life and Reefs Join the Jolly Pirates in creating awareness by supporting the Save the Reefs Bracelet Program" Aruba Daily, May 13, 2013. <http://aruba-daily.com/newspaper/you-too-can-help-protect-arubas-marine-life-and-reefs-join-the-jolly-pirates-in-creating-awareness-by-supporting-the-save-the-reefs-bracelet-program-2/>

Aruba National Integrated Strategic Plan (NISP) 2025

<http://www.nosaruba2025.aw/http://www.slideshare.net/e.erasmus/national-integrated-strategic-plan-nisp-aruba>

Aruba National Oil Spill Contingency Planning Workshop 2011, CEP/UNEP,

http://cep.unep.org/racrempeitc/activities/activities-2010_2011/national-oil-spill-contingency-planning-workshop-in-aruba-16-18-november

Aruba Reef Care: "Castro Perez di Aruba Reef Care Foundation: Sistema di "waterside security" por contribui na preservacion di bida marino" in: 24ora, 15 December 2013. <http://24ora.com/local-mainmenu-5/74192-castro-perez-di-aruba-reef-care-foundation-sistema-di-waterside-security-por-contribui-na-preservacion-di-bida-marino>

Bird International: Important Bird Areas in the Caribbean by Adrian del Nevo, with a Chapter on Aruba by Ebrot et al, 1998. <http://www.arubabirds.com/>

BirdLife International, Country profile for Aruba (2014). <http://www.birdlife.org/datazone/country/aruba>.

CEP (Caribbean Environment Programme) country profile Aruba 2011.

<http://cep.unep.org/racrempeitc/National%20OPRC%20Plans/aruba/Aruba%20Nov2011.pdf/view>

CEP (Caribbean Environment Programme) Aruba Activities attended 1996- 2011.

http://cep.unep.org/racrempeitc/National%20OPRC%20Plans/aruba/Aruba_Activities_May2012.pdf/view

Central Bank of Aruba, press release on: An update of the estimation of Aruba's Gross Domestic Product (GDP) for 2011, 2012 and 2013. www.cbaruba.org/cba/readBlob.do?id=2711

CBS (Centraal Bureau voor de Statistiek= Aruba's Central Bureau of Statistics), Statistical Yearbook 2012.

www.cbs.aw

CBS- Environmental data: <http://www.cbs.aw/index.php/statistics/tables-statistics/50-tables/environment-nature-space>

CIA (Central Intelligence Agency) Report on Aruba: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/aa.html>

Cuba, Kevin de: "Climate Change and its impact on the livelihood of the Aruban people", October 2007. http://www.ciel.org/Publications/Climate/CaseStudy_Aruba_Oct07.pdf

DCNA (Dutch Caribbean Nature Alliance): "Report on Aruba". 2014. <http://www.dcnanature.org/islands/aruba/>
DCNA-Annual Report 2012. <http://www.dcnanature.org/resources/>

ECLAC (Economic Commission for Latin America and the Caribbean): Country report on Aruba in: Review of the economics of climate change (RECC) in the Caribbean project: phase 1- Climate Change profiles in select Caribbean countries. 23 June 2010. <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/39188/LCARL.250.pdf>

ECLAC (Economic Commission for Latin America and the Caribbean): Efectos del Cambio Climático en la costa de América Latina y el Caribe: Vulnerabilidad e exposición. April 2012. http://www.eclac.org/publicaciones/xml/0/46750/2011-786-W.460_Vulnerabilidad_y_exposicion_WEB.pdf

"ECLAC Report Examines Vulnerability to Climate Change of LAC Coasts", Article on Phase 2 ECLAC project in: Sidsnet, 21 May 2012. <http://www.sidsnet.org/news/eclac-report-examines-vulnerability-climate-change-lac-coasts>

FIAS (The Investment Climate Advisory Service linked to the World Bank): "ARUBA- Diversification for sustainable growth and reduction of risk- Steps Toward the Design and Implementation of a Strategy". December 2005 with some revisions December 2006. (<http://www.ebooksmagz.com/view/aruba-diversification-for-sustainable-growth-and-reduction-of-risk.html>)

The Gleaner: 'Aruba oil refinery to turn into storage facility' article Sept 4, 2012. <http://jamaica-gleaner.com/gleaner/20120904/business/business5.html>

Green Aruba IV conference and CREF (Caribbean Renewable Energy Forum) 2013. <https://cref2013.pathable.com/#meetings>. In 2014: www.greenaruba.org

Green Aruba III (2012): Aruba is taking a leadership role with the concept of sustainable growth in the deepest sense of the words. <http://www.aruba.com/forum/f7/green-aruba-conferences-60118/>

Henriquez, Raul: Island of the terns: a public secret. In Aruba Forum, 19 Jul, 2008, in: http://www.amigoe.com/artman/publish/artikel_44711.php

International Monetary Fund: IMF Executive Board Concludes 2013 Article IV Consultation with the Kingdom of the Netherlands- Aruba, Press Release No. 13/303, August 9, 2013. <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2013/pr13303.htm>

IUCN – UICN (International Union for the Conservation of Nature): "Changement climatique et biodiversité dans l'outre-mer européen" by Petit, J. and Prudent, G. (editors). Gland and Brussels, UICN, 2010. 192 pp. With a chapter on Aruba. <http://www.cbd.int/islands/doc/idr/Climate%20Change%20and%20Biodiversity%20in%20EU%20overseas%20entities/Reunion%20publication-fr.pdf>

IUCN: "IUCN kritisch over natuurbescherming Caribische eilanden- De natuur op Aruba, Bonaire, Curaçao, Sint Maarten, Sint Eustatius en Saba moet beter worden beschermd.", 2 November 2011. <http://www.iucn.nl/nieuws/nl/?12040/IUCN-kritisch-over-natuurbescherming-Caribische-eilanden>

McGinley, M.: Common coral reef fishes of Aruba, in Encyclopedia of Earth, 7 October 2009, based on REEF Geographic Zone Report of May 27, 2009. <http://www.eoearth.org/view/article/151328/>

Nevo, Adrian del, Important Bird Areas in the Caribbean – chapter on Aruba, <http://www.arubabirds.com/aboutAruba/documents/aruba.pdf>

REEF report on Aruba species in the reefs (1993- 2009).<http://www.reef.org/db/reports/geo/TWA/8501/1993-01-01/2009-05-27/chart/common>

Prins et al: Checklist of the birds of Aruba, Curaçao and Bonaire in: South Caribbean Journal of Netherlands Ornithologists, 97(2) 2009. <http://www.arubabirds.com/>

Proosdi, André van: The Flora of Aruba, Bonaire and Curaçao, in Bionews 5 (May 2013). <http://www.dcnanature.org/flora-of-aruba-bonaire-and-curaçao/>

Sutton, Paul: "The European Union and the Caribbean Region: Situating the Caribbean Overseas Countries and Territories", 2012 http://www.cedla.uva.nl/50_publications/pdf/revista/93RevistaEuropea/93-Sutton-ERLACS-ISSN-0924-0608.pdf

Tweede Kamer: Jaarverslag en slotwet Koninkrijksrelaties 2012- Jaarverslag van Koninkrijksrelaties (iv), 15 May 2013. Report on the relations between the Netherlands and Aruba, Curacao and St Maarten. <https://zoek.officielebekendmakingen.nl/kst-33605-IV-1.html>

Urirama Wind Park Assessments: "Social and Environmental Impact Assessment for Urirama Wind Farm" by Vader Piet Beheer NV, Arnhem, May 8, 2012.<http://savealtovistadotcom.files.wordpress.com/2012/05/sea-report-urirama-rev-1-of-8-may-20121.pdf>

CMER- Commissie voor Milieu Effect Rapportage- Advies van de Commissie m.e.r. inzake Windpark Urirama, Aruba, 8 November 2012 / rapportnummer OS24-B015-53. http://api.commissiemer.nl/docs/mer/diversen/windpark_urirama_definitief.pdf

Vulnerability index for Aruba: <http://www.vulnerabilityindex.net/EVI%20Country%20Profiles/AW.pdf>

Widecast (Wider Caribbean SeaTurtle Conservation Network) on Aruba: <http://www.widecast.org/What/Country/Aruba/aruba.html>

Wild Aruba: Conservation Planning Workshop Final Report 2008. Editors: Barendsen, P., B. Boekhoudt, G. Boekhoudt, L. Carrillo, R. Derix, F. Franken, R.A. Odum, P. Portier, M. Sweerts-de Veer, R. van der Wal, and O. Byers. 2008: Wild Aruba/ IUCN/SSC Conservation Breeding Specialist Group. <http://www.cbsg.org/content/wild-aruba-conservation-planning-workshop-2008>

Wilson, C.M. (Ministry of Transport, Communication and Utilities, Aruba), et al: Status of Coral Reefs in the South Central Caribbean, Proceedings of the 8th International Coral Reef Sym 1:357-362. 1997. http://www.aoml.noaa.gov/general/lib/CREWS/dbjm_22.pdf

Organisation	Website address
Aruba government	www.overheid.aw
Aruba government- Econ. Affairs	http://www.arubaeconomicaffairs.aw
Aruba government- News	http://www.overheid.aw/index.asp?nmoduleid=19&wgid=6&spagetype=21&nPageID=26&nCMSPageType=1
Dutch Ministry of Interior and Kingdom Relations	www.minbzk.nl

Representation of Aruba in the Netherlands	http://www.arubahuis.nl/
Representation of the Netherlands in Aruba (& Curacao and Sint Maarten)	http://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/caribische-deel-van-het-koninkrijk/vertegenwoordiging-van-nederland-in-aruba-curacao-en-sint-maarten
CREF (Caribbean Renewable Energy Forum)	www.caribbeanenergyforum.com
DCNA- Dutch Caribbean Nature Alliance	www.dcna.org
Aruba Bird Conservation	http://www.arubabirds.com/aboutAruba/Arubaislandconservation.htm
Aruba National Park Arikok	http://www.arubanationalpark.org/
Aruba Water and Energy Company (WEB)	http://www.urirama.com/index.php?option=com_content&view=article&id=19&Itemid=27
Sea Around US- Data on fisheries Aruba	http://www.seaaroundus.org/eez/533/11.aspx
Urirama Wind Farm	http://www.urirama.com/index.php?option=com_content&view=article&id=19&Itemid=27
Valero (Aruban Refinery)	http://www.valero.com/ourbusiness/ourlocations/refineries/pages/aruba.aspx

Bonaire

"Bonaire and Endangered Species". 23 Sept. 2012 <http://www.bonairetalk.com/forums/showthread.php?73284-Bonaire-an-endangered-species>

Bonaire Nature Conservation Island Ordinance:

[http://www.stinapa.org/pdfs/Island Ordinance Nature Management Bonaire.pdf](http://www.stinapa.org/pdfs/Island%20Ordinance%20Nature%20Management%20Bonaire.pdf)

Bonaire Masterplan Strategische Ontwikkeling 2010-2025.

<http://www.banboneirubek.com/sites/default/files/Masterplan%20definitief%20zonder%20voorwoord%2015122009.pdf>

Bonaire Spatial Plan (ROP- Ruimtelijk Ontwikkelingsplan 2010: <http://www.bonairegov.nl/nl/omgeving/ruimtelijke-ontwikkeling/ruimtelijk-ontwikkelingsplan-bonaire-rob>

[http://www.bonairegov.an/sites/default/files/uploads/Ruimtelijk Ontwikkelingsplan Bonaire vastgesteld.pdf](http://www.bonairegov.an/sites/default/files/uploads/Ruimtelijk%20Ontwikkelingsplan%20Bonaire%20vastgesteld.pdf)

Dixon, J. A., L. Fallon Scura, T. van 't Hof, 1993: Ecology and microeconomics as joint products: The Bonaire marine park in the Caribbean, World Bank.

Dohmen, Joep: Onderzoek naar fraude EU-subsidies Antillen, NRC, 11 September 2013.

<http://www.nrc.nl/nieuws/2013/09/11/onderzoek-naar-fraude-eu-subsidies-antillen/>

Dutch Caribbean Nature Alliance (DCNA) - Management Plan for Bonaire's Marine Park- <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/08/BonaireNationalMarinePark2006ManagementPlan.pdf>

European Development Fund (EDF): "Netherlands Antilles (including Bonaire) Single Programming Document, 10th EDF. http://ec.europa.eu/europeaid/where/octs_and_greenland/documents/signed-spd-06-2012.pdf

Geelhoed, SCV, Debrot, AO, Ligon, JG, Madden, H, Williams, SR, Verdaat, JP, Wulf, K. (2013): "Important Bird Areas in the Caribbean Netherlands", Imares . <http://www.dcbd.nl/document/important-bird-areas-caribbean-netherlands>

Grimsditch, Gabriel D.; Arnold, Suzanne; Bey, Henry de; Brown, Jeanne B.; Engel, Sabine; Leon, Ramon de; Vermeij, Mark. "Coral reef resilience assessment of the Bonaire National Marine Park, Netherlands Antilles : surveys from 31 May to 7 June, 2009". 2011. IUCN (International Union for the Conservation of Nature)/ STINAPA/ Global Marine Programme; UNEP; Nature Conservancy, US; Caribbean Research and Management of Biodiversity (CARMABI):

<https://portals.iucn.org/library/node/9832>

IUCN- International Union for the Conservation of Nature. Benzaken, D & Renard, Y. : «Perspectives d'action pour la biodiversité dans l'outre-mer européen- Bilan de la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique». Dec. 2010. http://www.iucn.org/fr/france_uicn/publications/?uPubsID=4400

J. Petit & G. Prudent (2008) : "Changement climatique et biodiversité dans l'Outre-mer européen". Chapter 2.4. on the Netherlands Antilles (including Bonaire).
<http://www.cbd.int/islands/doc/idr/Climate%20Change%20and%20Biodiversity%20in%20EU%20overseas%20entities/Reunion%20publication-fr.pdf>

IVM (Institute of Environmental Studies): "What's Bonaire's Nature Worth? The Economics of Ecosystems and Biodiversity on Bonaire", Amsterdam, 2001. http://www.ivm.vu.nl/en/Images/2001_TEEB_Bonaire%20total_tcm53-310328.pdf

All other sectoral documents: <http://www.ivm.vu.nl/en/projects/projects/economics/bonaire/index.asp>

Results on Youtube: <http://www.youtube.com/watch?v=zEiPFO8kWKc>

Kooistra, Simon & Mudde Leon: "Breda helpt Bonaire met milieubeleid", VNG Magazine, 25/06/2010, <http://www.vngmagazine.nl/archief/142/breda-helpt-bonaire-met-milieubeleid>

National Marine Park:

Background information: <http://www.bmp.org/pdfs/BNMP-managementplan-part1.pdf>

The management environment: <http://www.bmp.org/pdfs/BNMP-managementplan-part2.pdf>

Management: <http://www.bmp.org/management.html>

History: <http://www.bmp.org/history.html>

Rules and Regulations: <http://www.bmp.org/rulesandregulations.html>

CAMPAM report: http://campam.gcfi.org/CaribbeanMPA/pdfexport/pdf_generator.php?mpaId=127

Selibon (waste management company) plan, Febr 2013. <http://www.bonaire.nu/2013/02/28/seliboon-presenteert-plan-van-aanpak-afvalbeheer/>

Stolte, Wilbert: Report on the 3 special municipalities (Bonaire, Saba and St Eustatius), Kralendijk, January 2014. Netherlands. http://www.eerstekamer.nl/overig/20140110/derde_voortgangsrapportage/document

"Tropical Americas Coral Reef Resilience Workshop Report, April 29 – May 5, 2012. ICRI, UNEP/ IUCN/ GCRMN: http://gcrmn.org/wp-content/uploads/2012/11/Tropical_Americas_Coral_Reef_Resilience_Final_Workshop_ReportC.pdf

Washington Slagbaai National Park:

<http://www.washingtonparkbonaire.org/>

History: <http://www.washingtonparkbonaire.org/history.html>

Management: <http://www.washingtonparkbonaire.org/management.html>

Rules and Tips: <http://www.washingtonparkbonaire.org/rulesandtips.html>

Flora: <http://www.washingtonparkbonaire.org/flora.html>

Fauna: <http://www.washingtonparkbonaire.org/fauna.html>

Tourism: <http://www.tourismbonaire.com/nl/over-bonaire/nature/washington-park>

Wells, Jeff (Boeral Songbird Initiative) & A. Debrot (Carmabi Foundation): "Important Bird Areas - Report on Bonaire" <http://www.washingtonparkbonaire.org/pdfs/ImportantBirdAreasBonaire.pdf>

Wieggers, Mark W., "Impact of Increased Nutrient Input on Coral Reefs on Bonaire and Curacao", University of Utrecht, October 2007. <http://www.nacri.org/greylit/wieggers2007impactnutrientscoralreef.pdf>

<http://www.slideshare.net/Wiegers/impact-of-increased-nutrient-input-on-coral-reefs-on-bonaire-and-curaçao>

Laws and policy documents applying to Bonaire and the other 2 special municipalities (Saba and Sint Eustatius):

Nature Policy for the Caribbean Netherlands 2013-2017- <http://www.government.nl/documents-and-publications/publications/2014/02/03/nature-policy-plan-the-caribbean-netherlands.html>

Algemene Rekenkamer (Netherlands Court of Auditors): "Rijksoverheid en Caribisch Nederland: naleving van afspraken 2012". Report on the 3 special municipalities (Bonaire, Saba, St Eustatius) 2012.
[http://www.rekenkamer.nl/Publicaties/Onderzoeksrapporten/Introducties/2012/11/Rijksoverheid en Caribisch Nederland and naleving van afspraken](http://www.rekenkamer.nl/Publicaties/Onderzoeksrapporten/Introducties/2012/11/Rijksoverheid_en_Caribisch_Nederland_and_naleving_van_afspraken)

Caribisch Nederland in beeld- Een fotoverslag van de eerste drie jaar samenwerking tussen VROM, Verkeer en Waterstaat en Rijkswaterstaat met Bonaire, St.Eustatius en Saba. (Publication about the infrastructural works in the 3 Dutch special municipalities).
http://www.rijksdienstcn.com/rijksdienstcn.com/up1/ZyahqpxIW_Fotoboek_Caribisch_Nederland_OPTIMIZED.pdf

Environmental Legislation (Wet grondslagen natuurbeheer- en bescherming BES- per 13-12-2011):
http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

Wet maritiem beheer BES (Marine law)
<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-maritiem-beheer-BES.pdf>

Wet grondslagen natuurbeheer- en bescherming BES (Nature protection)
http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

Wet grondslagen ruimtelijke ontwikkelings- planning BES (Spatial Planning) <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-grondslagen-ruimtelijke-ontwikkelingsplanning-BES.pdf>

Wet volkshuisvesting, ruimtelijke ordening en milieubeheer BES (Environment, Housing and Spatial Planning):
<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-VROM-BES.pdf>

Wet Visserijwet BES (Fisheries), <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Visserijwet-BES.pdf>

Organisation	Website address
Bonaire government	http://www.bonairegov.an/
Idem, Nature and Environment pages	http://www.bonairegov.an/nl/omgeving/natuur-en-milieu
The Netherlands and the Caribbean parts of the Kingdom	http://www.government.nl/issues/caribbean-parts-of-the-kingdom/bonaire-st-eustatius-and-saba
Dutch Ministry of Interior Affairs and Kingdom Relations	www.minbzk.nl
The Netherlands and development of Dutch Caribbean	https://www.rijksdienstcn.com/en/news/bonaire-st-eustatius-saba-and-dutch-government-embrace-development-plans
National Office for the Caribbean Netherlands (RCN- Rijksdienst Caribisch Nederland)	http://www.government.nl/issues/caribbean-parts-of-the-kingdom/national-office-for-the-caribbean-netherlands
Office of the Kingdom Representative (on Saba, Bonaire and St Eustatius)	http://www.rijksdienstcn.com/en/office-of-the-kingdom-representative
NACRI- Netherlands Antilles Coral Reef Initiative	http://www.nacri.org/nacri.html
STINAPA (Stichting Nationale Parken) The National Parks Foundation	http://www.stinapa.org
Carmabi Foundation- Caribbean Research & Management of Biodiversity	http://www.carmabi.org/
DCNA- Dutch Caribbean Nature Alliance	www.dcna.org
DCBD (Dutch Caribbean Biodiversity Data Base)	www.dcbd.nl
CaMPAM- Caribbean Marine Protected Areas Managers and Network Forum	http://www.cep.unep.org/about-cep/spaw/strengthening-and-management-of-protected-areas-in-the-wider-caribbean-region/campam-network-and-forum-1
GCFI- Gulf an Caribbean Fisheries Institute	http://www.gcfi.org/index.php

Info sites	http://www.infobonaire.com/ http://www.bonaireexclusief.nl/ http://www.bonairenet.com/infonl.htm http://www.beautiful-bonaire.nl/index.html http://www.bonaire.nl/
Tourism corporation	http://www.tourismbonaire.com/en/
Nature areas on Tourism site	http://www.tourismbonaire.com/nl/over-bonaire/nature
Bonaire Birds	http://www.bonairebirds.com/contactUs/WhoWeAre.htm

The British Virgin Islands

Anegada Biodiversity Action Plan (2006), <http://www.seaturtle.org/mtrg/projects/anegada/Anegada%20BAP.pdf>

British Virgin Islands Protected Areas System Plan 2007-2017, <http://ess-caribbean.com/wp-content/uploads/2011/08/British-Virgin-Islands-Protected-Areas-System-Plan-2007-2017.pdf>

Department of Disaster Management November 2008, British Virgin Islands (UK) Comprehensive Disaster Management Policy, <http://bviddm.com/document-center/VI%20CDM%20Policy%20Final.pdf>

Eakin, C.M., *et al.*, Caribbean Corals in Crisis: Record Thermal Stress, Bleaching, and Mortality in 2005, November 15, 2010 DOI: 10.1371/journal.pone.0013969

Environmental Profile of Anegada, 2013, Island Resources Foundation
National Environmental Action Plan (NEAP), Conservation & Fisheries Department, Ministry of Natural Resources & Labour, British Virgin Islands, http://www.bvidef.org/main/%20media/NEAP_Draft.pdf

Petit, J. and Prudent, G. (eds). *Climate Change and Biodiversity in the European Union Overseas Entities*. Gland, Switzerland and Brussels, Belgium: IUCN. Reprint, Gland, Switzerland and Brussels, Belgium: IUCN, 2010. 192 pp

Road Town Physical Development Plan 2005-2020, <http://www.tcp.gov.vg/prodfiles/Rationale.pdf>
Sanders S. 2006. Important bird areas in the United Kingdom Overseas Territories. Priority sites for Conservation. Sandy, UK: RSPB

The British Virgin Islands Millennium Development Goals (MDGs): A Plan of Action for Localising and Achieving the MDGs, February 2008,
http://www.eclac.cl/portofspain/noticias/paginas/6/37516/British_Virgin_Islands_MDG_Plan_of_Action_2008.pdf

British Virgin Islands Climate Change Trust Fund Act,
http://issuu.com/bvibeacon/docs/virgin_islands_climate_change_trust

British Virgin Islands Health in the Americas (2012) - Pan American Health Organisation,
http://www.paho.org/saludenlasamericas/index.php?gid=119&option=com_docman&task=doc_view

Websites

British Virgin Islands Environmental CD Atlas and Teaching Resource, Uk Overseas Territories Conservation Forum,
<http://www.ukotcf.org/infoDB/infoSourcesDetail2.cfm?module=projects&refID=169>

Caribbean Challenge Initiative, <http://www.cbd.int/cooperation/cci/>
Caribbean lionfish project, <http://jncc.defra.gov.uk/page-5396-theme=textonly>
Caribbean Waterbird Census, <http://ebird.org/content/caribbean/news/join-the-2014-caribbean-waterbird-census-for-a-chance-to-win-new-binoculars/>

Central Intelligence Agency, World Factbook, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/vq.html>

Development Planning Unit, Government of the British Virgin Islands, <http://www.dpu.gov.vg/>

Darwin Initiative Project, http://en.wikipedia.org/wiki/Darwin_Initiative

Environmental Vulnerability Index Country Profiles, http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html

Index Mundi, British Virgin Islands Demographics Profile 2013,
http://www.indexmundi.com/british_virgin_islands/demographics_profile.html

National Parks Trust of the British Virgin Islands, <http://www.bvinationalparkstrust.org/>

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), Investment for green growth,
<http://www.oecd.org/environment/green.htm>

Rediff Business, 25 most tourism-dependent countries in the world, <http://www.rediff.com/business/slide-show/slide-show-1-25-most-tourism-dependent-countries-in-the-world/20120625.htm#2>

UNdata, British Virgin Islands, <http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=British+Virgin+Islands>

Cayman Islands

ForCayman Investment Alliance, Enterprise City, Health City Cayman

Reef Monitoring Network, and Reef and Rainforest Research Centre, Townsville, 152 p

The Cayman Islands National Assessment of Living Conditions in 2006/2007, Caribbean Development Bank (2008)

THE NATIONAL CONSERVATION LAW, 2013 (Law 24 of 2013), Supplement No. 1 published with Extraordinary Gazette No. 9 dated 5th February, 2014, http://www.gazettes.gov.ky/sites/default/files/extraordinary-gazettes-supplements/Es052014_web.pdf

Varnham, K, 2006, Non-native species in UK Overseas Territories: a review - JNCC Report 372

Wilkinson, C., Souter, D. (2008). Status of Caribbean coral reefs after bleaching and hurricanes in 2005, Global Coral

Websites

Caribbean Coastal Marine Productivity Centre (CARICOMP), <http://www.unesco.org/csi/act/caricomp/summary14.htm>

Cayman Islands Environmental Project for the Tourism Sector (CEPTS),
<http://www.caymanislands.ky/foi/programmesproductdevelopment.aspx>

Darwin Correspondence Project, <http://www.darwinproject.ac.uk/>

Darwin Initiative Project, http://en.wikipedia.org/wiki/Darwin_Initiative

Earthquake Trak, <http://earthquaketrack.com/>

Economics and Statistics Office, Government of the Caiman Islands, http://www.eso.ky/indicators_page.html#4

Environmental Vulnerability Index Country Profiles, http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html

Global Invasive Species Database,

<http://www.issg.org/database/species/search.asp?st=sss&sn=&rn=Cayman%20Islands&ri=19159&hci=-1&ei=-1&lang=EN>

Hurricanecity, <http://www.hurricanecity.com/>

Hurricanecity, Cayman Islands history with tropical systems, <http://www.hurricanecity.com/city/caymanislands.htm>

New Resident, <http://www.caymannewresident.com/cayman-islands-facts-figures>

OECD, Better Policies for Better Lives, <http://www.oecd.org/environment/green.htm>

US AID-funded Environmental Audits for Sustainable Tourism (EAST) project in Jamaica, <http://www.gwp.org/en/ToolBox/CASE-STUDIES/Americas--Caribbean/Jamaica-Implementing-environmental-management-systems-for-sustainable-tourism-153/>

Curaçao

Beumer L., Verster, N. and Velde, I. van de (2012): "A Sustainable Future for Curaçao- Strategic Options for the ISLA and the ISLA". Report by ECORYS for the Oil Refinery. <http://www.stichtingsmoc.nl/uploads/EcoRYS2012Sustainable-future-for-Curaçao.pdf>

Birdlife International Report on Curaçao: by Adolphe Debrot (Carmabi Foundation) and Jeff Wells (Boreal Songbird Initiative). <http://www.birdlife.org/datazone/userfiles/file/IBAs/CaribCntryPDFs/curacao.pdf>

British Broadcasting Corporation Caribbean on Curaçao's debt: "Curaçao's deal", http://www.bbc.co.uk/caribbean/news/story/2010/10/printable/101008_curacao101010.shtml

Bruckner, A. W and Bruckner, R. J. "The recent decline of *Montastraea annularis* (complex) coral populations in western Curaçao- A cause for concern?" Revista de Biología Tropical, 2006, vol.54, suppl.3, pp. 45-58. http://www.scielo.sa.cr/scielo.php?script=sci_abstract&pid=S0034-77442006000600010&lng=en&nrm=iso&tlng=en

Burke, L., Reynter K., Spalding M. and Perry A. (2011): "Reefs at Risk Revisited" With data on Curaçao reefs. WRI (World Resource Institute): <http://www.wri.org/publication/reefs-at-risk-revisited>

Carmabi publications (Caribbean Research and Management of Biodiversity Foundation) on Curaçao: Annual report 2011. <http://www.carmabi.org/images/stories/file/carmabi%20annual%20report%202011%20def.pdf> Annual Report 2012 on Coral Reefs:

<http://www.dcbd.nl/?q=document/current-state-cua%C3%A7aos-coral-reefs>

"Curaçao Marine Park". <http://www.carmabi.org/nature-management/Curaçao-marine-park>

"Nature in danger in Curaçao", <http://www.carmabi-educatie.org/images/stories/file/infoblad%20natuur%20in%20gevaar%20voor%20internet.pdf>

"Curaçao Geology". <http://www.carmabi-educatie.org/images/stories/file/de%20geologie%20van%20curacao.pdf>

Curaçao Terrestrial Eco Systems: <http://www.researchstationcarmabi.org/ecosystems/terrestrial-ecosystems>

Central Bank of Curaçao (and Sint Maarten):

Annual Report 2011, December 2013. <http://www.centralbank.an/verslag-van-de-president-2011>

Annual Report 2012 (also for St Maarten). <http://www.centralbank.an/uploads/files/Annual%20Report%202012.pdf>

Curaçao's legislation, plans and services:

<http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/web/639C72C235B593E50425797C00470A57?opendocument&language=nederlands>

Curaçao Plan 2013-17: "Hoop en Vertrouwen/ Speransa i Konfiansa".

[http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/resources/6F1BDFBC2506F11304257C8C0055E030/\\$FILE/REGEEERPROGRAMMA_DEF.pdf](http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/resources/6F1BDFBC2506F11304257C8C0055E030/$FILE/REGEEERPROGRAMMA_DEF.pdf) Summary in English:

[http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/resources/A380A9A1AC44287904257C8C00566641/\\$FILE/RESUMEN%20ENG%2020.pdf](http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/resources/A380A9A1AC44287904257C8C00566641/$FILE/RESUMEN%20ENG%2020.pdf)

"Strategies for Sustainable Long Term Economic Development in Curaçao", 4th Draft report, 10 April 2013. By TAC. http://www.stichtingsmoc.nl/uploads/2013.04.10_Curacao-Report-ook-Isla.pdf

Commission Tsunami Risk Management, Eilandelijk Rampenstaf Curaçao (2010): "Beoordeling Tsunami Gevaar voor het Eilandgebied Curaçao- Deel II: Risicoanalyse". Meteorologische Dienst van de Nederlandse Antillen & Aruba; Aqualectra United Telecommunication Services. http://www.meteo.an/include/Pub/documents/RA_final.pdf

Curaçao Air monitoring service (Luchtmetingen Curaçao): <http://www.luchtmetingencuracao.org/>

Curaçao Ministry of General Affairs: Strategies for Sustainable Long Term Economic Development in Curaçao, April 2013, by TAC. http://www.stichtingsmoc.nl/uploads/2013.04.10_Curacao-Report-ook-Isla.pdf

Curaçao Tourism Office (CTB) / Reefcare: "Economic Value of Diving on Curaçao 2001". http://www.reefcare.org/index.asp?page=http://www.reefcare.org/page.asp?pag_id=410

Curaçao Statistical Office CBS (Centraal Bureau voor de Statistiek): "CBS publiceert cijfers volkstelling". <http://gracao.com/index.php/ouder/1074-cbs-publiceert-cijfers-volkstelling>

ECLAC documents on Curacao (Economic Commission for Latin America and the Caribbean)
2012: Efectos del Cambio Climatico en la costa de America Latina y el Caribe: Vulnerabilidad e exposition. http://www.eclac.org/publicaciones/xml/0/46750/2011-786-W.460_Vulnerabilidad_y_exposicion_WEB.pdf

2012: "ECLAC Report Examines Vulnerability to Climate Change of LAC Coasts", Article on Phase 2 ECLAC project. Sidsnet, 21 May 2012. <http://www.sidsnet.org/news/eclac-report-examines-vulnerability-climate-change-lac-coasts>

2010: Review of the economics of climate change (RECC) in the Caribbean Project: Phase I. Climate change profiles in select Caribbean countries, Report 23 June 2010. <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/39188/LCARL.250.pdf>

2004: Chapter 7 on Curaçao in "Review of the Implementation of the Programme of Action for the Sustainable Development of Small Island Developing States (SIDS POA) in the Caribbean Subregion 1994-2003/2004". <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/9/13229/lcarq749-10-Chapter07.pdf>

"Curaçao Associated member of ECLAC", Curaçao Chronicle, 3 Sept 2012. <http://curacaochronicle.com/politics/curacao-associated-member-of-eclac/>

Economy Watch: Curaçao Economic Statistics and Indicators. <http://www.economywatch.com/economic-statistics/country/Curacao/>

European Development Fund (EDF): "Netherlands Antilles (including Curaçao) Single Programming Document, 10th EDF. http://ec.europa.eu/europeaid/where/octs_and_greenland/documents/signed-spd-06-2012.pdf

European Overseas Territories Regional Risk Reduction Initiative (R3i), For English and Dutch overseas countries and territories in the Caribbean. http://www.bb.undp.org/content/barbados/en/home/operations/projects/crisis_prevention_and_recovery/R3i/

Gomez, Michelle da Costa: "Rain brings life: rain and people on Curaçao", Caribbean Footprint Magazine, January 3, 2012 <http://www.caribbeanfootprint.com/2012/01/03/rain-brings-life-rain-and-people-on-Curacao/>

Grainger, Sarah: "Caribbean island Curaçao faces oil refinery dilemma", BBC News, 14 March 2012. <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-17290626>

Hoetjes, Paul: "Curaçao Joins EEZ Management". Posted in: Biodiversity Monitoring News, Curaçao News, 17th Apr

2013. <http://www.dcnanature.org/curacao-joins-management-of-eez/>

IUCN documents (International Union for the Conservation of Nature):

Benzaken, D & Renard, Y. (2010): «Perspectives d'action pour la biodiversité dans l'outre-mer européen- Bilan de la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique.

http://www.iucn.org/fr/france_uicn/publications/?uPubsID=4400

J. Petit & G. Prudent (2008): "Changement climatique et biodiversité dans l'Outre-mer européen". Chapter 2.4. on the Netherlands Antilles (including Curacao).

<http://www.cbd.int/islands/doc/idr/Climate%20Change%20and%20Biodiversity%20in%20EU%20overseas%20entities/Reunion%20publication-fr.pdf>

IUCN (2012), UNEP, GCRMN, Smithsonian, "Tropical reefs resilience workshop 2012- Report" http://gcrmn.org/wp-content/uploads/2012/11/Tropical_Americas_Coral_Reef_Resilience_Final_Workshop_ReportC.pdf or

http://www.icriforum.org/sites/default/files/ICRIGM27-OR-GCRMN_presentation.pdf

Horstman, E.M. (2012) "Ontwikkeling van de Rif-mangroven in Otrobanda; Het creëren van een gezond, educatief en recreatief stadspark", Stichting ABC Advies, rapport nr. 159, Willemstad, Curaçao.

<http://www.abcadvis.org/rapporten/ABC%20Rapport%20159.pdf>

ICRI Forum: "Tropical reefs resilience workshop 2012- Report", <http://www.icriforum.org/icri-documents/report-tropical-americas-coral-reef-resilience-workshop> <http://www.dcbd.nl/document/tropical-americas-coral-reef-resilience-workshop-report>

Invasive Species Compendium Report on Curaçao:

<http://www.cabi.org/isc/?compid=5&dsid=108401&loadmodule=datasheet&page=481&site=144>

IMF International Monetary Fund (2012): "Kingdom of the Netherlands—Curaçao and Sint Maarten: 2011 Article IV Consultation—Staff Report; Informational Annex; and Public Information Notice on the Executive Board Discussion", Country Report No. 11/342, December 2011. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr11342.pdf> and <https://www.imf.org/external/np/ms/2011/091911.htm>

Jhagru, Aruna: "Brand oorzaak uitstoot zwaveldioxide", NIEUWS 360, 4 Febr. 2014.

<http://www.nieuws360.com/lokaal/brand-oorzaak-uitstoot-zwaveldioxide/>

Jhagru, Aruna: "Plasterk levert verslag werkbezoek Curaçao en Bonaire in bij Tweede Kamer", Nieuws 360, 8 October 2013. <http://www.nieuws360.com/laatste-nieuws/plasterk-levert-verslag-werkbezoek-Curaçao-bonaire-tweede-kamer/>

Leidel-Schenk, Leoni: "Wettelijke procedures windmolenpark genegeerd", in Versgeperst, 20-07-2012.

<http://www.versgeperst.com/nieuws/164543/wettelijke-procedures-windmolenpark-genegeerd.html>

Pors, I. and I. A. Nagelkerken (CARMABI): "Curaçao", for UNESCO/ CSI paper (Coastal Region and Small Islands) Paper 3 <http://www.unesco.org/csi/pub/papers/pors.htm>

Radio Nederland Omroep: 'Oplossing voor olieramp gevaarlijker dan gedacht. 3 Sept 2012.

<http://archieff.rnw.nl/caribiana/article/oplossing-voor-olieramp-gevaarlijker-dan-gedacht>

RAMSAR (Convention on Wetlands) : "Netherlands names four new Caribbean Ramsar Sites (on Curaçao)". February 2013. http://www.ramsar.org/cda/en/ramsar-news-archives-2013-Curaçao-4/main/ramsar/1-26-45-590%5E26081_4000_0

Reefbase: Economic Analysis of diving in Curaçao [http://www.reefcare.org/index.asp?page=
http://www.reefcare.org/page.asp?pag_id=410](http://www.reefcare.org/index.asp?page=http://www.reefcare.org/page.asp?pag_id=410)

SMOC (Stichting Schoon Milieu op Curaçao): "Plasterk geeft niet thuis", 4 March 2014.
<http://www.stichtingsmoc.nl/2014/03/plasterk-geeft-niet-thuis-2/>

"Tsunami detection station on Curaçao"; Amigoe: 16 January 2011, [http://testing.amigoe.com/english/72686-
tsunami-detection-station-on-Curaçao-](http://testing.amigoe.com/english/72686-tsunami-detection-station-on-Curaçao-)

TNO (2007) Netherlands Geological Survey: "Samenwerkingsverband tussen Milieudienst Curaçao en TNO ter vergroting van expertise Milieuonderzoek", TNO report 2007-U-R0801/B.
[http://www.luchtmetingenCuraçao.org/pool/5/documents/2007-U-R0801B%20ter%20Meer%20-
%20Milieudienst%20Curaçao%20v6.pdf](http://www.luchtmetingenCuraçao.org/pool/5/documents/2007-U-R0801B%20ter%20Meer%20-%20Milieudienst%20Curaçao%20v6.pdf)

UNDP capacity building programme for Curaçao (Dec 2011- Nov 2014):
[http://www.undp.org.tt/NA/Signed%20Capacity%20Development%20for%20Nation%20Building%20of%20Curacao%
20project%20document.pdf](http://www.undp.org.tt/NA/Signed%20Capacity%20Development%20for%20Nation%20Building%20of%20Curacao%20project%20document.pdf)

UNEP/ NOAA: Water temperature Curaçao and Aruba, 2001-2-14. For coral reefs bleaching episodes.
http://www.ospo.noaa.gov/data/cb/TS_vs/vs_ts_multiyr_CuracaoandAruba.png
<http://www.unep.org/ecosystemmanagement/>

"Uitbreiding windpark Tera Kòrá". Knipselkrant Curaçao, 6 Sept 2013: <http://www.kkcuracao.com/?p=36015>

Vermeij, Mark (2012): "The current state of Curaçao's Coral Reefs". CARMABI Foundation/ Univ of Amsterdam.
<http://www.dcbd.nl/?q=document/current-state-cua%C3%A7aos-coral-reefs> ,
[http://www.researchstationcarmabi.org/images/stories/file/Mark%20PDFs/Vermeij%20MJA%20\(2012\)%20Curaçao%20
0State%20of%20the%20reef%202012%20Carmabi%20\(c\)2012.pdf](http://www.researchstationcarmabi.org/images/stories/file/Mark%20PDFs/Vermeij%20MJA%20(2012)%20Curaçao%20State%20of%20the%20reef%202012%20Carmabi%20(c)2012.pdf)

Wieggers, M.W. (2007) : "Impact of Increased Nutrient Input on Coral Reefs on Bonaire and Curaçao", Department of Environment Netherlands Antilles and University of Utrecht, <http://www.nacri.org/nutmon.html>;
<http://www.nacri.org/greylit/wieggers2007impactnutrientscoralreef.pdf>, [http://www.slideshare.net/Wieggers/impact-
of-increased-nutrient-input-on-coral-reefs-on-bonaire-and-curacao](http://www.slideshare.net/Wieggers/impact-of-increased-nutrient-input-on-coral-reefs-on-bonaire-and-curacao)

Wilkinson, C. (ed.). Status of Coral Reefs of the World, 2008. GCRMN (Global Coral Reef Monitoring Network) and Reef and Rainforest Research Center, Townsville, Australia. Chapter 19 on 'Status of Coral Reef Resources of the Lesser Antilles' by Bouchon et al. http://www.reefbase.org/resource_center/publication/statusreport.aspx?refid=27173
Full report http://www.reefbase.org/resource_center/publication/main.aspx?refid=27173&referrer=GCRMN

Organisation	Website address
Government site	http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/web/home?opendocument http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/web/home?opendocument&language=nederlands
Tourist Board	http://www.curacao.com/welkom/nl
Curaçao's Port Authority	http://www.curports.com/
Curaçao Water and Power Company	http://www.aqualectra.com/en/
Curaçao's Representation in The Hague	http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/web/BBE1E7F51AAEA0B10425796600F67F6?opendocument&language=nederlands
Association of Marine Laboratories of the Caribbean	http://www.amlc-carib.org/
CIA on Curaçao	https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/cc.html
BBC Curaçao Profile	http://www.bbc.com/news/world-latin-america-20413910 11 October 2013

Organisation	Website address
Reefcare - Foundation Reef Care Curaçao	http://www.reefcare.org/index.asp?page=http://www.reefcare.org/page.asp?pag_id=410 Reef Base: http://www.reefbase.org/main.aspx ,
Reefbase	http://www.reefbase.org/about.aspx
SMOC (Stichting Schoon Milieu op Curaçao)	http://www.stichtingsmoc.nl/
CARMABI (Caribbean Research and Management of Biodiversity)	http://www.carmabi.org/
ICRI I	http://www.icriforum.org/
NACRI- Netherlands Antilles Coral Reef Initiative	http://www.nacri.org/
DCNA- Dutch Caribbean Nature Alliance	http://www.dcna.nl/
GCRMN- Global coral reef monitoring network	http://www.gcrmn.org/
DCBD (Dutch Caribbean Biodiversity Data Base)	www.dcbd.nl

Montserrat

Census 2011, Monserrat at a Glance (PDF).

Government of Montserrat and the Caribbean Development Bank, Final Report, Country Poverty Assessment, Volume 2. Supplementary Material, July 2012

Montserrat Climate Change Adaptation Policy: "Transforming to a Climate Resilient and Low Carbon Economy", <http://dms.caribbeanclimate.bz/php/gateway/eldis.php?id=4168>

Montserrat Sustainable Development Plan (SDP) 2008-2020, <http://www.mnialive.com/externaldocs/mni-sustainable-plan.pdf>

Tourism Development Plan (2012-2020), <http://www.visitmontserrat.com/downloads/Draft%20Final%20Report%2019%20July%202nd%20Edition.pdf>

Websites

Darwin Initiative Project, http://en.wikipedia.org/wiki/Darwin_Initiative

Darwin Initiative Mountain Chicken Project, <http://www.mountainchicken.org/resources/reports/>

Environmental Vulnerability Index Country Profiles, http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html

European Commission, Maritime Affairs, Blue Growth, http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/blue_growth/
Montserrat Environmental Education Project, <http://www.ukotcf.org/infoDB/infoSourcesDetail2.cfm?module=projects&refID=208>

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), Investment for green growth, <http://www.oecd.org/environment/green.htm>

Species Action Plan for the Montserrat Galliwasp, http://www.durrell.org/library/Document/Galiwasp_SAP.pdf

Travel2the Caribbean, <http://www.travel2thecaribbean.com/montserratislandvacation.html#sthash.1f9kDZVK.dpuf>

Saba

Bird Life International Report on Saba: <http://www.birdlife.org/datazone/sitefactsheet.php?id=19913>

"Company tries again to seek oil near Saba Bank", Saba- News, 21 March 2014. <http://www.saba-news.com/company-tries-look-oil-near-saba-bank/>

Debrot et al, 2013, "Predation threats to the Red-billed Tropicbird breeding colonies of Saba: Focus on cats". DCNA: <http://www.dcnanature.org/invasive-predator-research-on-saba/>

Depondt, F.: "Saba Bank gains PSSA status (Particularly Sensitive Sea Area)", Saba News, 9 July 2013. <http://www.dcnanature.org/saba-banks-pssa-status-fully-implemented/>

DCNA Dutch Caribbean Nature Alliance on Sint Maarten: <http://www.dcnanature.org/islands/st-maarten/>
Esteban, N., Kooistra, D., Ocean Care Sint Maarten (2005): "Report on observations of coral bleaching St Eustatius Marine Park, Saba Marine Park, Sint Maarten Marine Park". <http://www.nacri.org/BleachingreportSSSislandsNov05.pdf>

European Development Fund (EDF): "Netherlands Antilles (including Saba) Single Programming Document, 10th EDF. http://ec.europa.eu/europeaid/where/octs_and_greenland/documents/signed-spd-06-2012.pdf

Geelhoed, SCV, Debrot, AO, Ligon, JG, Madden, H, Williams, SR, Verdaat, JP, Wulf, K. (2013): "Important Bird Areas in the Caribbean Netherlands", Imares. <http://www.dcbd.nl/document/important-bird-areas-caribbean-netherlands>

Hoetjes, P., A. L. Kong, R. Juman, A. Miller, M. Miller, K. De Meyer and A. Smith (2002): "Status of Coral Reefs in the Eastern Caribbean: The OECS, Trinidad and Tobago, Barbados, and the Netherlands Antilles" Chapter 17 in: C.R.

Wilkinson (ed.) 2002: Status of coral reefs of the world. GCRMN Report, Australian Institute of Marine Science, Townsville. pp 325-342

IUCN- International Union for the Conservation of Nature
Benzaken, D & Renard, Y. (2000): «Perspectives d'action pour la biodiversité dans l'outre-mer européen- Bilan de la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique». (2000) Dec. 2010.
http://www.iucn.org/fr/france_uicn/publications/?uPubsID=4400

J. Petit & G. Prudent (2008): "Changement climatique et biodiversité dans l'Outre-mer européen". Chapter 2.4. on the Netherlands Antilles (including Saba).
<http://www.cbd.int/islands/doc/idr/Climate%20Change%20and%20Biodiversity%20in%20EU%20overseas%20entities/Reunion%20publication-fr.pdf>

Lundvall, Shelley: "Saba Bank-Special Marine Area Management Plan 2008", based on a DCNA template and financed by the Foundation for Development of the Netherlands Antilles (SONA).
<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/08/SabaBank2008ManagementPlan.pdf>

Meesters, E., Slijkerman, D. Graaf, M. de & Debrot, D. (2010) "EEZ and Saba Bank Marine Park Management Plan". IMARES (Institute for Marine Resources & Ecosystem Studies), Wageningen University Research.
<http://www.sabapark.org/downloads/EEZ%20Management%20Plan.pdf>

"New Spiders for Saba", DCNA News (Dutch Caribbean Nature Alliance), 3 Dec 2013, <http://www.dcnanature.org/new-spiders-for-saba/>

Rojer, Anna, "Biological Inventory of Saba", Carmabi Foundation, November 1997.
<http://www.dcbd.nl/sites/www.dcbd.nl/files/documents/Rojer%201997%20Biological%20Inventory%20Saba.PDF>

SABA CONSERVATION FOUNDATION documents: <http://www.sabapark.org/index.php>
On Saba Marine Park: http://www.sabapark.org/marine_park/
On zoning: http://www.sabapark.org/marine_park/zoning_system/

On Lionfish: "Saba National Marine Park Lionfish Response Plan", July 2010.

<http://www.sabapark.org/downloads/SCF%20Lionfish%20Response%20Plan%202010.pdf>

"Tourism Strategic Plan for Saba 2011 –2014" by CHL Consulting (Ireland), 14. April 2011.

<http://sabatourism.com/pdf/Tplan2011.pdf>

"Verwilderde katten bedreigen zeevogels op Saba" Wageningen University Research/ Imares, March 2014. (Cats on Saba a threat for sea birds) <http://www.wageningenur.nl/nl/Expertises-Dienstverlening/Onderzoeksinstituten/imares/Nieuws-Agenda/Show/Verwilderde-katten-bedreigen-zeevogels-op-Saba.htm>

Vogel bescherming Nederland: Report on Saba (birds).

http://www.vogelbescherming.nl/vogels_beschermen/internationaal/dutch_caribbean/saba

Laws and policy documents applying to Bonaire, Saba and Sint Eustatius:

Nature Policy for the Caribbean Netherlands 2013-2017- <http://www.government.nl/documents-and-publications/publications/2014/02/03/nature-policy-plan-the-caribbean-netherlands.html>

Algemene Rekenkamer (Netherlands Court of Auditors): "Rijksoverheid en Caribisch Nederland: naleving van afspraken 2012". Report on the 3 special municipalities (Bonaire, Saba, St Eustatius) 2012.

http://www.rekenkamer.nl/Publicaties/Onderzoeksrapporten/Introducties/2012/11/Rijksoverheid_en_Caribisch_Nederland_naleving_van_afspraken

Caribisch Nederland in beeld- Een fotoverslag van de eerste drie jaar samenwerking tussen VROM, Verkeer en Waterstaat en Rijkswaterstaat met Bonaire, St.Eustatius en Saba. (Publication about the infrastructural works in the 3 Dutch special municipalities).

http://www.rijksdienstcn.com/rijksdienstcn.com/up1/ZyahqpxIW_Fotoboek_Caribisch_Nederland_OPTIMIZED.pdf

Environmental Legislation (Wet grondslagen natuurbeheer- en bescherming BES- per 13-12-2011):

http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

Wet maritiem beheer BES (Marine law)

<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-maritiem-beheer-BES.pdf>

Wet grondslagen natuurbeheer- en bescherming BES (Nature protection)

http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

Wet grondslagen ruimtelijke ontwikkelings- planning BES (Spatial Planning) <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-grondslagen-ruimtelijke-ontwikkelingsplanning-BES.pdf>

Wet volkshuisvesting, ruimtelijke ordening en milieubeheer BES (Environment, Housing and Spatial Planning):

<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-VROM-BES.pdf>

Wet Visserij BES (Fisheries), <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Visserijwet-BES.pdf>

Organisation	Website address
Saba Government	https://www.sabagov.com/temp/
Saba Tourist Bureau	http://www.sabatourism.com/
Office of the Kingdom Representative (for Saba, Bonaire and St Eustatius)	http://www.rijksdienstcn.com/en/office-of-the-kingdom-representative
Government of the Netherlands- Caribbean parts of the Kingdom	http://www.government.nl/issues/caribbean-parts-of-the-kingdom/bonaire-st-eustatius-and-saba
Dutch Ministry of Interior Affairs and	www.minbzk.nl

Organisation	Website address
Kingdom Relations	
National Office for the Caribbean Netherlands (RCN- Rijkdienst Caribisch Nederland)	http://www.government.nl/issues/caribbean-parts-of-the-kingdom/national-office-for-the-caribbean-netherlands
The Netherlands and development of Dutch Caribbean	https://www.rijksdienstcn.com/en/news/bonaire-st-eustatius-saba-and-dutch-government-embrace-development-plans
DCNA Dutch Caribbean Nature Alliance	www.dcna.nl
Saba conservation foundation	http://www.sabapark.org/index.php
DCBD (Dutch Caribbean Biodiversity Data Base)	www.dcbd.nl
Carmabi Foundation- Caribbean Research & Management of Biodiversity	http://www.carmabi.org/

Saint Barthelemy

Association Saint Barth environnement et développement durable: <http://saintbarthenvironnement.over-blog.com/>

Association St-Barth Essentiel: <http://stbarthessentiel.fr/> Rapport d'activité 2009-2012: <http://stbarthessentiel.fr/wp-content/uploads/2012/07/StBarthEssentiel-Mission-Report-2009-2012.pdf>

Birdlife: « Profil Saint Barthelemy » by A. Levesque, A. Mathurin, F. le Quellec.
[http://www.birdlife.org/datazone/userfiles/file/IBAs/CaribCntryPDFs/St_Barth%C3%A9lemy_\(to_France\).pdf](http://www.birdlife.org/datazone/userfiles/file/IBAs/CaribCntryPDFs/St_Barth%C3%A9lemy_(to_France).pdf)

DEAL (Department of Environment, Land Planning and Housing: Guidelines and Strategic Missions to address the issues at stake in the archipelago of Guadeloupe. <http://www.quadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/DEAL-ENG.pdf>

IEDOM: Rapport annuel 2012 Saint Barth. http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ra_2012_saint-barthelemy.pdf

Spalding, M. "Mangroves in Saint Barth", in World Atlas of mangroves".
<http://books.google.nl/books?id=Mm6O0ab7uaMC&pg=PT292&lpg=PT292&dq=mangroves+st+bart>

Websites:

Collectivité: <http://www.comstbarth.fr/>

Préfecture: www.saint-barth-saint-martin.pref.gouv.fr

<http://www.senat.fr/ue/pac/E5608.html>

Ministère de l'Outre-Mer: <http://www.outre-mer.gouv.fr/?presentation-saint-barthelemy.html>; <http://www.outre-mer.gouv.fr/?philippe-chopin.html>

St Barth Online: <http://www.st-barths.com/en/saint-barthelemy-guide/wildlife-st-barts.html>

Other publications:

Lettre mensuelle de la Réserve Naturelle, 2009-2014

La faune terrestre et aquatique de Saint-Barthélemy, 2013

Bilan 2011-2012 de la Réserve Naturelle, Comité Consultatif du 08 février 2013

Cartographie des biocénoses marines, TBM 2013

Evolution des communautés récifales de Saint-Barthélemy, Université Antilles Guyane 2012

La Réserve fête ses 15 ans, 2011

Plan de gestion de la Réserve Naturelle 2010-2014

Cartographie du patrimoine naturel et culturel de Saint-Barthélemy, 2010

La Réserve Naturelle, un atout pour Saint-Barthélemy, Le Courrier du Parlement 2010 (N° sur St-Barth)

Sint Eustatius

Bervoets, Tadzio: "Report on the Economic Valuation of St Eustatius" Stenapa - Coral Reef Resources. March 2010.

<http://www.statiapark.org/downloads/downloads/2010%20Statia%20National%20Marine%20Park%20Economic%20V>

aluation.pdf

Bird Life International report on Sint Eustatius:

http://www.birdlife.org/datazone/userfiles/country_summary_pdfs/bonaire.pdf

Bouchon, C. et al: "Status of Coral Reef Resources of the Lesser Antilles: The French West Indies, The Netherlands Antilles, Anguilla, Antigua, Grenada, Trinidad and Tobago". In: Wilkinson, C. (ed.). Status of Coral Reefs of the World: 2008. Global Coral Reef Monitoring Network and Reef and Rainforest Research Center, Townsville, Australia. pp. 265-280

http://www.reefbase.org/resource_center/publication/statusreport.aspx?refid=27173

Crowfoot, Betsy: "New Worries About Oil Terminal Risks on St. Eustatius Island", 2 January 2012,

<http://www.ecology.com/2012/01/02/oil-terminal-risks-st-eustatius/>

Crowfoot, Betsy: "Tarnish on the Golden Rock: Will the Tiny Caribbean Isle of St. Eustatius Surrender to Oil Multinationals?"

6 Dec 2011. <http://www.ecology.com/2011/12/06/st-eustatius-statia-nustar-oil/>

Crowfoot, Betsy: How "Green" is the Golden Rock?, 19 Dec 2011. <http://www.ecology.com/2011/12/19/green-golden-rock/>

Debrot, A.O. and Erik Boman: "The Lesser Antillean Iguana on St Eustatius: 2012- Status update and review of limiting factors" IMARES Report number C166/12. <http://www.dcbd.nl/document/lesser-antillean-iguana-st-eustatius-2012-population-status-update-and-cause-concern>

Debrot, A., Madden, H., Becking, L. Rojer, A. & Miller, J. "Butterflies of the Windwards", BioNews 9 – October 2013

<http://www.dcnanature.org/butterflies-of-the-windwards/>

DCNA- Dutch Caribbean Nature Alliance- <http://www.dcnanature.org/>

On St Eustatius:

<http://www.dcnanature.org/islands/st-eustatius/>

Management Plan for St Eustatius Marine Park. <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/08/StEustatiusMarinePark2007ManagementPlan.pdf>

On the Lesser Antillean Iguana. <http://www.dcnanature.org/lesser-antillean-iguana/>

On New Plant Species, 23 Jan 2014. <http://www.dcnanature.org/new-plant-species-on-st-eustatius/>

Duijnmeijer, David: "Verhagen: Saba en Sint Eustatius zijn het beste af met eigen energiebedrijven", Energiea, 6 Dec 2011, <http://www.energiea.nl/preview/1504-Verhagen-Saba-en-Sint-Eustatius-zijn-het-beste-af-met-eigen-energiebedrijven.html>

Esteban, N., D. Kooistra, 2005: Ocean Care Sint Maarten: Report on observations of coral bleaching St Eustatius Marine Park, Saba Marine Park, Sint Maarten Marine Park.

European Development Fund (EDF): "Netherlands Antilles (including St Eustatius) Single Programming Document, 10th EDF. http://ec.europa.eu/europeaid/where/octs_and_greenland/documents/signed-spd-06-2012.pdf

GEBE: Power Company for St Eustatius, Saba and Sint Maarten <http://www.nvgebe.com/>

"GEBE fully owned by St. Maarten, Lake lauds all who made it possible", *Dutch Caribbean Legal Portal*, 16 Dec 2013.

<http://www.dutchcaribbeanlegalportal.com/news/business-financial/3685-gebe-fully-owned-by-st-maarten-lake-lauds-all-who-made-it-possible>

Geelhoed, SCV, Debrot, AO, Ligon, JG, Madden, H, Williams, SR, Verdaat, JP, Wulf, K. (2013): "Important Bird Areas in the Caribbean Netherlands", Imares. <http://www.dcbd.nl/document/important-bird-areas-caribbean-netherlands>

Hoetjes et al, 2002, chapter 17 (Status of Coral Reefs in the Eastern Caribbean: The OECS, Trinidad and Tobago, Barbados, and the Netherlands Antilles in Wilkinson (ed.): Status of coral reefs of the world: 2002. GCRMN Report. IUCN- International Union for the Conservation of Nature

On Netherlands Antilles (incl. Sint Eustatius):

http://iucn.org/about/union/secretariat/offices/europe/activities/overseas/overseas_list/overseas_natilles.cfm

Benzaken, D & Renard, Y. (2000): «Perspectives d'action pour la biodiversité dans l'outre-mer européen- Bilan de la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique». (2000) Dec. 2010.

http://www.iucn.org/fr/france_uicn/publications/?uPubsID=4400

J. Petit & G. Prudent (2008): "Changement climatique et biodiversité dans l'Outre-mer européen". Chapter 2.4. on the Netherlands Antilles (including Sint Eustatius).

<http://www.cbd.int/islands/doc/idr/Climate%20Change%20and%20Biodiversity%20in%20EU%20overseas%20entities/Reunion%20publication-fr.pdf>

Madden, H. & Ellis, A. (2013): "Assessment of the Breeding Success of Red-billed Tropicbirds on St. Eustatius",

Stenapa (St. Eustatius National Parks),

<http://www.statiapark.org/downloads/downloads/Assessment%20of%20the%20Breeding%20Success%20of%20Red-billed%20Tropicbirds%20on%20St.%20Eustatius%20-%20final%20report%20HM%20AE.pdf>

Roger, Anna (1997): "Biological Inventory of Sint Eustatius", Carmabi Foundation. <http://www.bio-diversity-nevis.org/Documents/Biodiversity%20of%20Statia.pdf>

"Samen verder bouwen", Eénmeting Belevingsonderzoek Caribisch Nederland, Curconsult, Oct. 2012.

<http://www.rijksoverheid.nl/documenten-en-publicaties/rapporten/2012/10/31/samen-verder-bouwen.html>

STENAPA documents (St Eustatius National Parks Foundation): <http://www.statiapark.org/>

All reports: <http://www.statiapark.org/downloads/index.html>

Annual Report 2012:

<http://www.statiapark.org/downloads/downloads/2012%20St%20Eustatius%20National%20Parks%20Annual%20Report.pdf>

On Statia National Marine Park: <http://www.statiapark.org/parks/marine/index.html>

On Quill Boven National Park: <http://www.statiapark.org/parks/quill/index.html>

On Miriam C. Schmidt Botanical Garden: <http://www.statiapark.org/parks/garden/index.html>

On the Quill/Boven National Park and Miriam Schmidt Botanical Garden Management Plan 2009

On sea turtles: <http://www.statiapark.org/projects/seaturtle.html>

On roaming livestock: <http://www.statiapark.org/projects/livestock.html>

On reefs project: <http://www.statiapark.org/projects/reefprojects.html>

On fish population survey: <http://www.statiapark.org/projects/fishpopulation.html>

On Lionfish Response Plan 2009: <http://www.nacri.org/downloads/STENAPALionfishResponsePlan2009.pdf>

On Corallita (Mexican creeper) invasive species. <http://www.statiapark.org/projects/corallita.html>

<http://www.statiapark.org/downloads/downloads/Corallita%20pilot%20project-results%20recommendations-jan07.pdf>

On the Sea Turtle Conservation Program - Annual Report 2012-

<http://www.statiapark.org/downloads/downloads/2012%20Sea%20Turtle%20Conservation%20Program.pdf>

Krings, A.; Axelrod, F.S. (2013) *Gonolobus aloiensis* (Apocynaceae, Asclepiadoideae), a New Species from St.

Eustatius. Systematic Botany 38(4): 1132–1137. <http://www.natuurbericht.nl/mobi/mobielbericht.php?id=12138> and <http://www.natuurbericht.nl/?id=12138>

Vogelbescherming Nederland: Report on Sint Eustatius (Birds)

http://www.vogelbescherming.nl/vogels_beschermen/internationaal/dutch_caribbean/sint_eustatius

Laws and policy documents applying to Bonaire, Saba and Sint Eustatius:

Nature Policy for the Caribbean Netherlands 2013-2017- <http://www.government.nl/documents-and-publications/publications/2014/02/03/nature-policy-plan-the-caribbean-netherlands.html>

Algemene Rekenkamer (Netherlands Court of Auditors): "Rijksoverheid en Caribisch Nederland: naleving van afspraken 2012". Report on the 3 special municipalities (Bonaire, Saba, St Eustatius) 2012.
[http://www.rekenkamer.nl/Publicaties/Onderzoeksrapporten/Introducties/2012/11/Rijksoverheid en Caribisch Nederland and naleving van afspraken](http://www.rekenkamer.nl/Publicaties/Onderzoeksrapporten/Introducties/2012/11/Rijksoverheid_en_Caribisch_Nederland_and_naleving_van_afspraken)

Caribisch Nederland in beeld- Een fotoverslag van de eerste drie jaar samenwerking tussen VROM, Verkeer en Waterstaat en Rijkswaterstaat met Bonaire, St.Eustatius en Saba. (Publication about the infrastructural works in the 3 Dutch special municipalities).
http://www.rijksdienstcn.com/rijksdienstcn.com/up1/ZyahqpxIW_Fotoboek_Caribisch_Nederland_OPTIMIZED.pdf

Environmental Legislation (Wet grondslagen natuurbeheer- en bescherming BES- per 13-12-2011):
http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

Wet maritiem beheer BES (Marine law)
<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-maritiem-beheer-BES.pdf>

Wet grondslagen natuurbeheer- en bescherming BES (Nature protection)
http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

Wet grondslagen ruimtelijke ontwikkelings- planning BES (Spatial Planning) <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-grondslagen-ruimtelijke-ontwikkelingsplanning-BES.pdf>

Wet volkshuisvesting, ruimtelijke ordening en milieubeheer BES (Environment, Housing and Spatial Planning):
<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-VROM-BES.pdf>

Wet Visserij BES (Fisheries), <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Visserijwet-BES.pdf>

Organisation	Website address
Government of Sint Eustatius	http://www.statiagovernment.com/
Office of the Kingdom Representative on Sint Eustatius	http://www.rijksdienstcn.com/en/office-of-the-kingdom-representative
St Eustatius Tourist Office	http://www.statiatourism.com/ http://www.statiatourism.com/ecotourism.html
Office of the Kingdom Representative (for Saba, Bonaire and St Eustatius)	http://www.rijksdienstcn.com/en/office-of-the-kingdom-representative
Government of the Netherlands- Caribbean parts of the Kingdom	http://www.government.nl/issues/caribbean-parts-of-the-kingdom/bonaire-st-eustatius-and-saba
Dutch Ministry of Interior Affairs and Kingdom Relations	www.minbzk.nl
National Office for the Caribbean Netherlands (RCN- Rijksdienst Caribisch Nederland)	http://www.government.nl/issues/caribbean-parts-of-the-kingdom/national-office-for-the-caribbean-netherlands
The Netherlands and development of Dutch Caribbean	https://www.rijksdienstcn.com/en/news/bonaire-st-eustatius-saba-and-dutch-government-embrace-development-plans
DCNA Dutch Caribbean Nature Alliance	www.dcna.nl
STENAPA (St Eustatius National Parks Foundation):	http://www.statiapark.org/
DCNA Dutch Caribbean Nature Alliance	www.dcna.nl
DCBD (Dutch Caribbean Biodiversity Data Base)	www.dcbd.nl
Carmabi Foundation- Caribbean Research & Management of Biodiversity	http://www.carmabi.org/

Sint Maarten

Birdlife International- Profile of Sint Maarten. <http://www.birdlife.org/datazone/country/sint-maarten/marine>

Chavich, Cinda: "Preserving paradise- A nature foundation in St. Maarten is one of several groups struggling to safeguard the island's environment and heritage in the face of a tourism tsunami". The Globe and Mail, 27 November 2004, page T4. <http://www.artificialreefs.org/Articles/The%20Globe%20and%20Mail%20Preserving%20paradise.htm>

CIA World Fact Book on Sint Maarten: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sk.html>

"Country still in Denque Fever Epidemic Phase; Community requested to continue to actively take measures to mitigate mosquito population" St Martin News Network, 21 OCT 2013. <http://www.smn-news.com/st-maarten-st-martin-news/13575-minister-de-weever-country-still-in-denque-fever-epidemic-phase-community-requested-to-continue-to-actively-take-measures-to-mitigate-mosquito-population.html>

"Critical Questions Asked About Waste Management Facility---Island Council Concerned about Negative Impact to Community", S Maarten news network, 26 April 2010. <http://www.smn-news.com/st-maarten-st-martin-news/5198-critical-questions-asked-about-waste-management-facility-island-council-concerned-about-negative-impact-to-community.html>

DCNA documents (Dutch Caribbean Nature Alliance) on Sint Maarten:

<http://www.dcnanature.org/islands/st-maarten/>

On eco systems: <http://www.dcnanature.org/ecosystems-tag-archive/?ecosystems=St.%20Maarten>

On Man of War Shoal National Marine Park: <http://www.dcnanature.org/man-of-war-shoal-national-marine-park/>

On the Emilio Wilson Estate Foundation (EWEF): <http://www.dcnanature.org/emilio-wilson-estate-purchase-pending/>

On the Database DCBD: <http://www.dcnanature.org/tool-for-conservationists/>

Esteban, N; Kooistra, D. (2005) "Report on observations of coral bleaching St Eustatius Marine Park, Saba Marine Park, St Maarten Marine Park". Ocean Care St. Maarten, <http://www.nacri.org/BleachingreportSSSislandsNov05.pdf>

European Development Fund (EDF): "Netherlands Antilles (including Sint Maarten) Single Programming Document, 10th EDF. http://ec.europa.eu/europeaid/where/octs_and_greenland/documents/signed-spd-06-2012.pdf

Government of Sint Maarten documents: www.sintmaartengov.org

Ministry of Public Housing, Spatial Development, Environment and Infrastructure (VROMI):

<http://www.sintmaartengov.org/government/VROMI/Pages/default.aspx>

VROMI Action Plan 2012 – 2014:

<http://www.sintmaartengov.org/Policy%20and%20Reports/VROMI%20Ministry%20Plan%202012%20-%202014.pdf>

VROMI Annual report 2011:

<http://www.sintmaartengov.org/Policy%20and%20Reports/Jaarrapport%20VROMI%202011.pdf>

Parliament Annual Report 2012-2013: <http://www.sxmparliament.org/documents/parliament-annual-reports.html?task=document.viewdoc&id=63>

The Governor of Sint Maarten Annual Overview 2010-2011. <http://www.kabgsxm.com/Annual%20Overview%202010-2011.pdf>

Central Bank of Sint Maarten (and Curaçao), Report 2011, Dec 2103. <http://www.centralbank.an/verslag-van-de-president-2011>

St Maarten Nature legislation: <http://www.naturefoundationsxm.org/downloads/index.htm>

Cooperation with the city of Amsterdam (2013-2017)

http://www.google.nl/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&frm=1&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0CCwQFiAA&url=http%3A%2F%2Fwww.amsterdam.nl%2Fpublish%2Fpages%2F568695%2Fsamenwerkingsovereenkomst_2013_sxm.pdf&ei=sL0cU_7RCovnygOWwoH4Cw&usq=AFOjCNFGMnFP3QF9iVePOEIGfBEHsPFpDA

IUCN documents (International Union for the Conservation of Nature):

Benzaken, D & Renard, Y. (2010): «Perspectives d'action pour la biodiversité dans l'outre-mer européen- Bilan de la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique».

http://www.iucn.org/fr/france_uicn/publications/?uPubsID=4400

J. Petit & G. Prudent (2008): "Changement climatique et biodiversité dans l'Outre-mer européen". Chapter 2.4. on the Netherlands Antilles (including St Maarten).

<http://www.cbd.int/islands/doc/idr/Climate%20Change%20and%20Biodiversity%20in%20EU%20overseas%20entities/Reunion%20publication-fr.pdf>

IMF International Monetary Fund (2012): "Kingdom of the Netherlands—Curaçao and Sint Maarten: 2011 Article IV Consultation—Staff Report; Informational Annex; and Public Information Notice on the Executive Board Discussion", Country Report No. 11/342, December 2011. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr11342.pdf> and <https://www.imf.org/external/np/ms/2011/091911.htm>

"Lionfish population under control near-shore but increasing in deep water" in Today, 7 May 2012:

<http://www.todaysxm.com/2012/07/05/lionfish-population-under-control-near-shore-but-increasing-in-deep-water/>

Nature Foundation St Maarten documents: <http://www.naturefoundationsxm.org/>

On sharks: <http://www.dcnanature.org/shark-research-st-maarten/>

On seas grasses by Andy Caballero (2000). <http://www.thescubashop.net/OldWebsite/seagrass.htm>

On lionfish by Tineke van Bussel (6 May 2012): <http://www.todaysxm.com/2012/07/05/lionfish-population-under-control-near-shore-but-increasing-in-deep-water/> <http://www.todaysxm.com/2012/06/05/ocean-explorers-wins-lionfish-hunt/>

On the Lionfish Response Plan 2010:

http://www.icriforum.org/sites/default/files/Lionfish_Response_Plan%20final%20SXM.pdf

On coral reefs in St Maarten: http://www.naturefoundationsxm.org/education/coral_reefs/threats_to_coral_reefs.htm

On Proposed Land Parks Management Plan 2009:

<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/08/StMaartenTerrestrialParks2009ManagementPlan.pdf>

On St. Maarten Marine Park Management Plan 2007, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/08/StMaartenMarinePark2007ManagementPlan.pdf>

"St. Maarten Nature Foundation Carries Out Water Quality Tests in Emilio Wilson Park - Shows Concerning Levels of Pollution". St Martin News Network, 11 Jan. 2013. <http://www.smn-news.com/st-maarten-st-martin-news/11006-st-maarten-nature-foundation-carries-out-water-quality-tests-in-emilio-wilson-park-shows-concerning-levels-of-pollution.html>

"New solid waste management facility on the cards for Sint Maarten". May 13, 2010, Green Antilles,

<http://www.greenantilles.com/2010/05/13/new-solid-waste-management-facility-on-the-cards-for-st-maarten/>

"Philipsburg residents save Sea turtles - Light pollution must be reduced". St Martin News Network, 11 OCT. 2013.

<http://www.smn-news.com/st-maarten-st-martin-news/13486-philipsburg-residents-save-sea-turtles-light-pollution-must-be-reduced.html>

"Princess Juliana Int'l Airport believes in the 'greening and re-greening' of St. Maarten", in Truly Caribbean, 17 Dec

2012. <http://www.trulycaribbean.net/blog/2012/05/13/princess-juliana-intl-airport-believes-in-the-greening-and-re-greening-of-st-maarten/>

"Plasterk: Financiën Sint Maarten moeten snel op orde", Caribisch Netwerk, 30 Aug 2013.
<http://caribischnetwerk.ntr.nl/2013/08/30/plasterk-financien-sint-maarten-moeten-snel-op-orde/>

"St Maarten's reefs valued at \$ 57.7 million", 7 Dec. 2010. http://www.stmaartendiving.com/sxm_diving_reviews

"St. Maarten's Sustainable Energy Assessment – A Study of Electric Supply Options by KEMA".
The Daily Herald, 19 May 2012. <http://news.caribseek.com/index.php/caribbean-islands-news/sint-maarten-news/the-daily-herald-news/item/13389-green-energy-report-ready-for-discussion>

Sluis, M.: « Het vriendelijke eiland is gestrest geraakt", NRC 5 Sept 2006.
<http://vorige.nrc.nl/nieuwsthema/antillen/article1720356.ece>

Sutton, Paul (2012): "The European Union and the Caribbean Region: Situating the Caribbean Overseas Countries and Territories", European Review of Latin American and Caribbean Studies 93, October 2012 | p. 79-94.
http://www.cedla.uva.nl/50_publications/pdf/revista/93RevistaEuropea/93-Sutton-ERLACS-ISSN-0924-0608.pdf

Wilkinson, C. (ed.). Status of Coral Reefs of the World, 2008. GCRMN (Global Coral Reef Monitoring Network) and Reef and Rainforest Research Center, Townsville, Australia. Chapter 19 on 'Status of Coral Reef Resources of the Lesser Antilles' by Bouchon et al. http://www.reefbase.org/resource_center/publication/statusreport.aspx?refid=27173
Full report http://www.reefbase.org/resource_center/publication/main.aspx?refid=27173&referrer=GCRMN

Organisation	Website address
Government site	http://www.sintmaartengov.org/Pages/default.aspx
The Governor of St Maarten	http://www.kabgsxm.com/?language=EN
Cabinet of the Minister Plenipotentiary in The Hague also known as the St. Maarten House	http://www.kgmsxm.com/
Netherlands Representation on St Maarten	http://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/caribische-deel-van-het-koninkrijk/vertegenwoordiging-van-nederland-in-aruba-curacao-en-sint-maarten
Emilio Wilson Park, Estate and Foundation	http://ewef.sxmconservationfoundations.org/managementPlan.php
St Martin News Network	http://www.smn-news.com/st-maarten-st-martin-news.html
Reefbase	http://www.reefbase.org/global_database/default.aspx?section=s1
Reef Keeper International on St Maarten	http://reefguardian.org/CRM/DownloadSite/STMAARTEN/StMaarten.html
Ocean Care	https://www.oceancare.org/en/
Environmental Protection in the Caribbean (EPIC)	http://www.epicislands.org/
NOAA	http://www.coral.noaa.gov/reef_maps/volume1/stmartin_stbarthelemy.jpg
Info site	http://www.st-maarten.com/

Turks and Caicos Islands

Climate Change Green Paper (February 2011):
http://www.caribbeanelections.com/eDocs/strategy/tc_strategy/tc_Climate_Change_Green_Paper.pdf

Clerveaux, W., J. Garland- Campbell, M. Fulford-Gardiner, R. wild, & D. Jones, The Turks And Caicos Conservation Fund: Towards Sustainable Financing of Sustainable Financing of Marine Protected Areas Marine Protected Areas, www.onecaribbean.org/content/files/Wesleystc10.pdf

Country Poverty Assessment for the Turks and Caicos Islands, 2012, Press Briefing,

http://www.gov.tc/pressoffice/sites/default/files/TCI%20CPA_DFR%20Press%20briefing%20v1.pdf

National Socio-Economic Development Framework (2008-2017) Implementation Plan,
http://www.depstc.org/ndp/ndp_downloads/NDP_draft_reports/NSEDF%20Implementation%20Plan1.pdf

Preliminary 2012 TCI Census Data Published, Government Press Office, Grand Turk, Turks and Caicos Islands,
<http://www.eneews.tc/sites/default/files/files/Document1a2.pdf>

Preliminary findings of the 2012 TCI Government Population and Housing Census

Turks and Caicos Development Strategy 2013-2017,
http://www.tcinewsnow.com/documents/development_strategy2013-2017.pdf

Turks and Caicos Islands Pine Recovery Project, http://fl.biology.usgs.gov/pineland/2008conf/Hamilton-Scale_insect-pine_recovery_project.pdf

Turks and Caicos Islands Tourism Statistics 2013,
<http://www.turksandcaicostourism.com/content/root/File/Turks%20and%20Caicos%20Islands%20Tourism%20Statistics%202013.pdf>

Websites

Caicos Ramsar Site: http://www.ukotcf.org/pubs/tci_ramsar.htm

Caribbean Regional Fisheries Mechanism, <http://www.crfm.net/>

EEZ Waters Of Turks & Caicos Isl. (UK), The Pew Charitable Trusts, Sea Around Us Project, Fisheries Ecosystems & Biodiversity, <http://www.seaaroundus.org/eez/796.aspx>

Environmental Vulnerability Index Country Profiles, http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html

European Commission, Maritime Affairs, Blue Growth, http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/blue_growth/

European Union, EEAS (European External Action Service), REGIONAL - Management of Protected Areas to Support Sustainable Economies, http://eeas.europa.eu/delegations/jamaica/projects/list_of_projects/20229_en.htm

Joint Nature Conservation Committee, <http://jncc.defra.gov.uk/>

Millennium Seed Bank Project, http://en.wikipedia.org/wiki/Millennium_Seed_Bank_Project

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), Investment for green growth,
<http://www.oecd.org/environment/green.htm>

Plan for Biodiversity Management and Sustainable Development around the Turks and & Caicos Ramsar Site,
http://www.ukotcf.org/pubs/tci_ramsar.htm

The School for Field Studies (SFS), After 6,000 km Suzie Comes Home, http://www.fieldstudies.net/news/After-644000-km-Suzie-Comes-Home_1642

Turks & Caicos Islands, Financial Services Commission, <http://www.tcifsc.tc/>

Turks & Caicos National Trust, <http://www.tcinationaltrust.com/>

Turks & Caicos Reef Fund, <http://www.tcreef.org/>

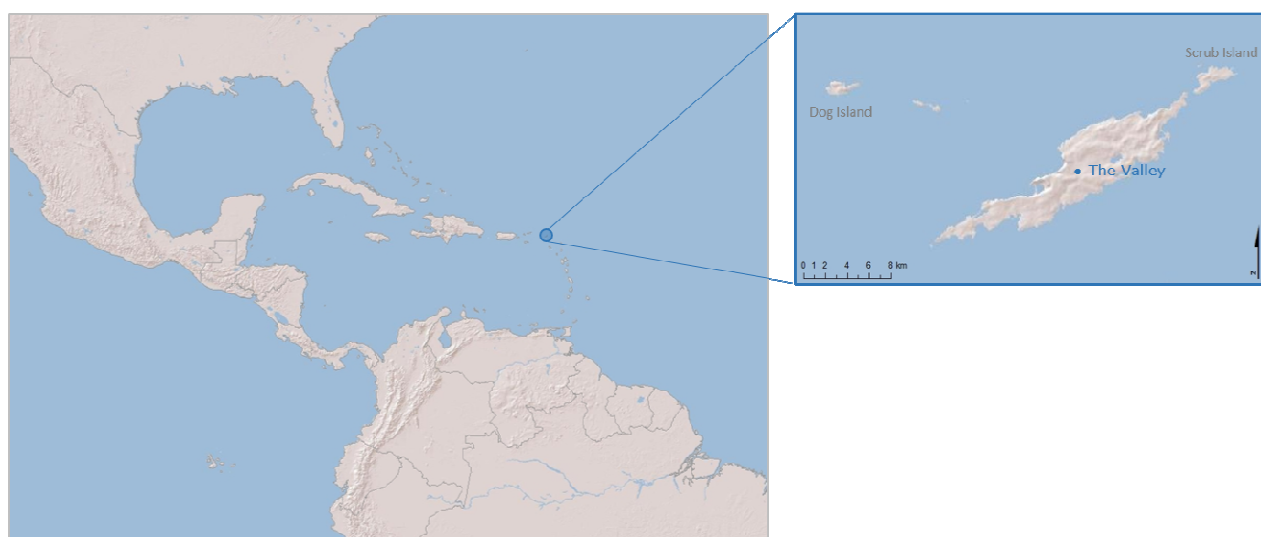
UK Overseas Territories Conservation Forum, www.ukotcf.org

ANNEXE A :

ANGUILLA

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

ANGUILLA



Résumé	68
Informations générales	68
Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale.....	70
Etat de l'environnement	72
Gouvernance environnementale	77
Coopération internationale.....	85
Conclusions et recommandations.....	86

À Anguilla, l'industrie du tourisme – qui est l'activité économique dominante de ce territoire – connaît actuellement une croissance rapide. L'envolée de l'activité d'investissement et un intérêt accru des investisseurs sont source d'inquiétude quant à la durabilité de l'île. Anguilla ne s'est que très récemment engagée dans l'élaboration d'outils robustes destinés à assurer la protection de sa beauté naturelle et de la richesse et de la vie de ses habitats marins et terrestres. Ce sont là des facteurs cruciaux de la pérennité de l'attractivité d'Anguilla en tant que destination touristique. Les principales – et immédiates – inquiétudes en matière d'environnement ont trait à des questions concernant l'eau, les eaux usées et les déchets solides, la gestion de la zone côtière et les espèces invasives.

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom du pays	Anguilla
Région	Caraïbes
Superficie	100 km ²
Zone économique exclusive	92 178 km ²
Population	15 754 (estimation juillet 2013) ; 12,7 migrant(s)/1 000 habitants (estimation 2013) ¹
PIB/ habitant	20 048 \$ (estimation 2011) ²
Taux d'alphabétisation	95% de la population âgée de 12 ans et plus sait lire et écrire
Taux de chômage	8% (2002)
% en dessous du seuil de pauvreté ³	5,8% – et 17,7% sous le seuil de vulnérabilité

Anguilla est l'île située à l'extrémité nord de l'archipel des Îles Sous-le-Vent (*Leeward Islands*), dans les Caraïbes orientales, et se compose d'une île principale et de 22 petites îles et îlots. Parmi les plus grands de ces îlots et petites îles, on nommera Anguillita, Dog Island, Prickly Pear Cays, les îles de Scrub et Little Scrub, Seal Island, l'île de Sombrero et Sandy Island. Il s'agit essentiellement de formations rocheuses où dominant le calcaire, les coraux et le grès, qui présentent généralement un sol pauvre et peu profond⁴.

L'île principale, longue de 26 km et large de 5 km en son point le plus large, s'étend à 8 km à peine au nord de l'île de Saint-Martin. Elle est baignée d'eaux transparentes et possède certaines des plus belles plages des Caraïbes. Elle présente un relief général plat. Sa capitale – et centre administratif – est The Valley (Population : 2 053⁵).

Le récif corallien d'Anguilla est considéré être l'un des récifs coralliens les moins endommagés des Caraïbes orientales⁶. Le littoral se compose de plages de sable corallien, d'affleurements rocheux de faible élévation et de falaises calcaires, entourés de récifs coralliens et, au nord, d'une barrière de corail étendue. Certaines plages s'adosent à de grandes dunes et s'accompagnent, dans certains cas, d'étangs salés en retrait. Plusieurs petites îles et îlots inhabités, en majorité aux abords de l'île principale – et notamment Dog Island, l'île de Scrub, l'île de Sombrero et les Prickly Pear Cays – font partie de son territoire.

1 L'information fournie par le service officiel de la statistique d'Anguilla est caduque.. Cette donnée à été actualisée à partir du World Factbook : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/av.html>

2 Service de la statistique d'Anguilla : http://www.gov.ai/statistics/NA_Publi_11.htm

3 Anguilla Country Poverty Assessment 2007/09

4 Wege, D. C. and Anadon-Irizarry, V. (2008) Important Bird Areas in the Caribbean: Key Sites for Conservation. BirdLife International.

5 <http://www.worldatlas.com/webimage/countrys/namerica/caribb/anguilla/aifacts.htm>

6 The Overseas Territories: Security, Success and Durabilité, FCO, 2012

L'on y est ici en présence d'un climat tropical, tempéré par les vents alizés du nord-est. La saison humide dure d'octobre à novembre, ce qui coïncide avec la fin de la saison des ouragans dans l'océan atlantique Nord qui, elle, dure de juin à novembre. Le taux de précipitation moyen annuel est de 970 mm, dans une fourchette comprise entre 460 et > 2 050 mm, avec des pluies, qui tombent dans leur quasi-totalité en quelques semaines, et inondent ainsi les zones basses.

Anguilla est extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles – tempêtes, ouragans, inondations, houles de tempête, tsunamis, et séismes – et court un réel danger devant les effets destructeurs du changement climatique à l'échelle de la planète et de l'augmentation du niveau des mers. Les ouragans de catégorie 4 surviennent tous les 18 ans, les séismes de magnitude > 6, tous les 13 ans. Les tempêtes tropicales et les ouragans sont monnaie courante dans la région. Parmi les principaux ouragans, on citera Donna, en 1960; en 1995, Luis (et les effets de Marilyn, survenu une dizaine de jours plus tard, qui a manqué Anguilla de peu); Lenny, en 1999, qui a provoqué des inondations et des phénomènes d'érosion et de sédimentation importants, et contraint la plupart des hôtels à fermer; Omar (2008); et, plus récemment, Earl (2010), qui a causé des dommages considérables à la suite desquels le gouvernement a reçu 4,28 M US\$ d'indemnités d'assurance⁷. Les maisons de l'île sont de manière générale des constructions solides (qui résistent aux ouragans), raccordées à l'eau potable, à l'électricité et à un bon système d'assainissement.

Le taux de croissance moyen de la population de l'île est de 2,11% (estimation 2013), en partie du fait de l'immigration nette. Plusieurs milliers d'Anguillans vivent et travaillent dans d'autres îles des Caraïbes, au Royaume-Uni et aux États-Unis. L'île a assisté au développement rapide de son économie au cours de ces dix dernières années, économie qui dépend au premier chef du tourisme de luxe, des services bancaires off-shore, de la pêche à la langouste et de l'argent envoyé au pays par les Anguillans émigrés.

Dotée de sols généralement pauvres, Anguilla ne se prête pas naturellement à l'agriculture (bien que plusieurs « poches » de terre riche soient exploitées). La contribution annuelle des activités de pêche au PIB de l'île représente 1 à 2,5%, et la valeur ajoutée repose en grande partie sur le tourisme local. Quelque 300 à 400 pêcheurs sur moins de 200 navires pêchent la langouste blanche, les poissons de récif (la dorade et le mérou notamment) et la conque, ainsi qu'une petite quantité de grands pélagiques. Depuis le milieu des années 1980, les langoustes et les poissons se font plus rares, et les pêcheurs doivent s'aventurer plus loin pour maintenir ou augmenter leurs prises⁸. En 2010, le total des prises était d'environ 461 tonnes, soit une valeur de 15 M EC\$⁹. D'autres rapports avancent un chiffre de 643 tonnes – poisson, langouste et écrevisse – pour 2011 (le poisson représentant 459 tonnes). Ceci constitue une importante source de protéines pour de nombreux Anguillans et un produit d'exportation vers les îles voisines¹⁰. Le Royaume-Uni a apporté son soutien au *Longline Fisheries Development Project*, projet destiné à améliorer l'industrie de la pêche d'Anguilla tout en allégeant la pression sur les réserves côtières.

En 2010, l'île a accueilli plus de 118 000 touristes, soit 56% du PIB, 41% des emplois directs et plus de 60% de l'emploi total (lorsque les emplois qui dépendent indirectement du tourisme – tels que les emplois dans les secteurs du détail, de la construction etc. – sont également pris en compte) et 56% des recettes publiques lorsque l'impact direct et indirect est pris en compte¹¹. Anguilla est couramment appelée « La tranquillité dans un écrin bleu » (*Tranquillity Wrapped in Blue*) en raison de ses eaux turquoise, qui baignent certaines des plus belles plages au monde, d'habitants gracieux et accueillants et d'une communauté paisible et sans criminalité.

Le secteur des services financiers internationaux se développe avec constance depuis dix ans, et Anguilla

7 <http://reliefweb.int/report/anguilla/government-anguilla-receives-us428m-insurance-payout-following-passage-hurricane>

8 Simpson, M. C., Clarke, J. F., Scott, D. J., New, M., Karmalkar, A., Day, O. J., Taylor, M., Gossling, S., Wilson, M., Chadee, D., Stager, H., Waithe, R., Stewart, A., Georges, J., Hutchinson, N., Fields, N., Sim, R., Rutty, M., Matthews, L., and Charles, S. (2012). CARIBSAVE Climate Change Risk Atlas (CCCRA) - Anguilla. DFID, AusAID and The CARIBSAVE Partnership, Barbados, West Indies.

9 Gumbs, J. 2013, Anguilla National Report, The 11th Meeting of the Caribbean Fisheries Forum

10 Caribbean Regional Fisheries Mechanism: <http://www.caricom-fisheries.com/Members/MemberStates/Anguilla/tabid/65/Default.aspx>

11 Sustainable Tourism Master Plan (2010-2020), October 2011

est aujourd'hui une destination clé des captives d'assurance – « Anguilla a assis sa position au sein du groupe des cinq grands domiciles de captives internationales, grâce à une démarche réglementaire réactive et adaptée aux besoins et attentes de chaque captive »¹². L'organe de réglementation de l'île est la *Financial Services Commission (FSC)*¹³, autorité indépendante et financièrement autonome créée par la loi en 2004, qui supervise l'activité de prestation internationale de services financiers d'Anguilla. Juridiction véritablement à fiscalité zéro, Anguilla s'est récemment dotée d'une législation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes (loi du 11 décembre 2013 – *Anti-money laundering and terrorist-financing Act*).

Anguilla est une économie très ouverte et importe pratiquement tout (énergie, agro-alimentaire, produits de consommation et biens intermédiaires). En 2006, les importations comptaient pour environ 111% du PIB, contre des exportations représentant moins de 8% du PIB. La balance commerciale visible dépassait d'environ 3,0% le montant du PIB cette même année. Ces dernières années, Anguilla s'est attachée à développer sa production agricole, et s'est engagée dans un processus visant à adopter le concept d'énergie renouvelable.

La crise financière mondiale a frappé Anguilla de plein fouet en raison de sa dépendance à un secteur du tourisme qui repose en très grande partie sur la croissance des revenus dans les pays industrialisés. Selon les projections de la Banque centrale des Caraïbes orientales (*East Caribbean Central Bank – ECCB*), l'économie anguillane devrait connaître une croissance de 0,93% en 2013, après des contractions importantes en 2012 – 6,8% – et en 2009 – 29%. À moyen terme, les perspectives économiques du pays continueront de dépendre en large part du secteur du tourisme, et, partant, de la reprise de la croissance des pays industrialisés, d'une part, et de conditions météorologiques favorables d'autre part.

Anguilla ayant transposé le cadre de durabilité fiscale et de développement (*Framework for Fiscal Sustainability and Development*) (FFSD) dans sa législation nationale (loi de responsabilité fiscale de 2013 (*Fiscal Responsibility Act 2013*)), elle est aujourd'hui éligible à recevoir du gouvernement britannique des subventions de financement en capital: des discussions sont en cours quant à l'octroi d'une subvention de 3 millions £.

2 BIOGÉOGRAPHIE, ENDÉMISME ET IMPORTANCE POUR LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

Anguilla jouit d'une grande diversité biologique : les habitats de l'île principale et des îlots environnants vont du récif corallien à la falaise du littoral, en passant par des zones de forêt sempervirente dégradées, clairsemées de pâturages et d'arbustes, des mangroves de superficie modeste et des étangs d'eau douce saumâtre.

La version de travail de l'état des lieux des ressources marines d'Anguilla en 2010 (*Status of Anguilla's Marine Resources 2010*) reconnaît la diversité et la fragilité des écosystèmes côtiers et marins d'Anguilla. Les récifs coralliens proches de la côte, les herbiers marins, les forêts de mangrove, les plages et les dunes de sable abritent un système interconnecté mais hautement vulnérable dont dépend Anguilla. Ces écosystèmes et habitats assurent une protection critique au niveau du littoral en cas de tempête et de lames de fond¹⁴, fournissent du sable pour les plages, des ressources vivrières, des matériaux de construction, et seraient susceptibles de posséder des propriétés thérapeutiques précieuses. Ces écosystèmes sont menacés, leur santé et leur intégrité déclinant depuis plus de vingt ans¹⁵.

12 US Captive, 2012, Newton Media Limited

13 <http://www.fsc.org.ai/>

14 Les tempêtes d'hiver en Atlantique Nord donnent lieu à une houle océanique, ou vagues de fond, qui affectent tout particulièrement la côte nord de l'île principale d'Anguilla et des îlots qui l'entourent.

15 Un rapport de 1990 du Bellairs Research Institute in Barbados indique que l'environnement marin d'Anguilla présente une « variété d'habitats marins divers et attractifs, en relativement bon état, et apparemment peu impacté par les activités humaines. », alors que le *Status of Anguilla's Marine Resources 2010* rend compte des dégradations actuelles.

Les zones humides sont l'habitat d'un certain nombre d'oiseaux – dont certaines espèces menacées telles que la sterne de Dougall, la petite sterne et le phaéton à bec rouge –, et agissent en tant que régulateur d'inondation pendant les ouragans et les fortes pluies. Ces habitats ne comptent pas moins de 139 espèces d'oiseaux et 21 espèces de reptiles, tel le petit iguane antillais. Les plages constituent des zones de nidification importantes pour les tortues en voie de disparition que sont la tortue imbriquée (CR), la tortue verte (EN) et la tortue luth (EN). Les chauves-souris sont les seuls mammifères terrestres originaires d'Anguilla.

Quant aux reptiles, l'on trouve à Anguilla et dans les îlots environnants douze espèces de lézards, une espèce de serpent et une espèce de tortues terrestres. Les reptiles endémiques sont: le lézard noir ou lézard de terre *Ameiva corvina* (endémique de Sombrero) et le petit lézard de terre de Little Scrub *Ameiva corax* (endémique de l'île de Little Scrub).

La végétation de ce territoire aride se caractérise par des maigres arbustes et taillis de chêne, avec quelques arbres. Plus de 550 espèces végétales ont été relevées dans l'île (dont 321 espèces indigènes), le *Rondeletia anguillensis* étant classé comme une espèce endémique. La carte de la couverture terrestre en végétation actuelle est en cours de révision et de reclassification sous forme d'ébauche de carte des habitats destinée à présenter les différents types de végétation selon leur productivité, leur hauteur et divers autres corrélats écologiques, et qui, outre fournir une description plus détaillée, servira d'outil illustré de gestion de l'environnement.

Anguilla est importante pour les oiseaux marins à l'échelle de la région, et pour les sauvagines et les oiseaux de rivage migrants. À ce jour, pas moins de 139 espèces d'oiseaux ont été relevées sur Anguilla (38 nicheurs, 101 visiteurs réguliers). Au moins 15 espèces d'oiseaux marins nichent actuellement sur Anguilla, principalement dans les petites îles inhabitées.

Espèces clé d'oiseaux dans les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux à Anguilla

Key bird species	Criteria	National population	Anguilla IBAs						
			AI001	AI002	AI003	AI004	AI005	AI006	AI007
Red-billed Tropicbird <i>Phaethon aethereus</i>	■	129		45	36	■	■	■	■
Magnificent Frigatebird <i>Fregata magnificens</i>	■	930		930					
Brown Pelican <i>Pelecanus occidentalis</i>	■	87			87				
Masked Booby <i>Sula dactylatra</i>	■	210	84	126					
Brown Booby <i>Sula leucogaster</i>	■	6,669	1,158	3,801	1,710				
Laughing Gull <i>Larus atricilla</i>	■	9,870		1,095	7,617				600
Royal Tern <i>Sterna maxima</i>	■	381							345
Roseate Tern <i>Sterna dougallii</i>	■	630							210
Least Tern <i>Sterna antillarum</i>	■	978			87	165	343	45	60
Bridled Tern <i>Sterna anaethetus</i>	■	1,390	810	138	270				
Sooty Tern <i>Sterna fuscata</i>	■	340,000		339,000					
Brown Noddy <i>Anous stolidus</i>	■	1,815	930	573					
Green-throated Carib <i>Eulampis holosericeus</i>	■	75				✓	✓	✓	
Caribbean Elaenia <i>Elaenia martinica</i>	■						✓	✓	✓
Pearly-eyed Thrasher <i>Margarops fuscatus</i>	■								✓
Lesser Antillean Bullfinch <i>Loxigilla noctis</i>	■					✓			

All population figures = numbers of individuals.
Restricted-range birds ■. Congregatory birds ■.

Source: Wege, D. C. and Anadon-Irizarry, V. (2008) Important Bird Areas in the Caribbean: Key Sites for Conservation. BirdLife International.

Anguilla compte sept zones marines protégées (*Marine Protected Areas*–MPA): Dog Island, Junks Hole, Little Bay, Prickly Pear Cays, Sandy Island, Shoal Bay/Island Harbour, et la réserve marine naturelle de l'île de Sombrero (*Sombrero Island Nature Reserve Marine Park*). Elles ont été créées par l'ordonnance de 1982 portant mesures de création et de gestion des parcs marins (*Marine Parks Ordinance 1982*); leur gestion, qui a dû attendre 1993 et l'entrée en vigueur des dispositions d'application, incombe au

Ministère des pêcheries et des ressources marines (*Department of Fisheries and Marine Resources*).

Après en avoir été le propriétaire jusqu'à la fin des années 1990, le gouvernement a transféré le contrôle administratif de deux sites (la zone de conservation des étangs de l'est (*East End Pond Conservation Area*) et le site du patrimoine de Big Spring (*Big Spring Heritage Site*)) à la fondation pour la protection de la nature d'Anguilla, l'*Anguilla National Trust* (ANT), faisant de ces deux sites, de fait, à une époque où la législation en la matière était non existante les premières zones terrestres protégées du territoire.

Summary of the 2008 IUCN red listed species for Anguilla

Critically endangered	Endangered	Vulnerable	Near Threatened	Extinct (Extinct in the wild)	Lower risk/ conservation dependent	Data Deficient
3	8	20	12	0	1	16

Source: 2011 Biodiversity Snapshot – Anguilla, JNCC

3 ETAT DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le développement rapide de l'île et une industrie du tourisme en plein essor soumettent l'environnement anguillan à de multiples contraintes. Aujourd'hui encore plus qu'hier, la richesse des habitats et de la biodiversité d'Anguilla est gravement menacée. Une flambée d'opérations d'aménagement liées au logement et aux activités du tourisme, exerce une pression sévère sur un environnement d'ores et déjà bien malmené.

Comme il l'a été cité dans le contexte du projet d'amélioration des capacités d'application et de gestion des activités de pêche à Anguilla – *Enhancing capacity for the fisheries enforcement and management in Anguilla*¹⁶ – « un rapport approfondi sur le statut des ressources marines d'Anguilla indiquait que les habitats benthiques dans les récifs en eau peu profonde étaient généralement en piteux état, présentant une couverture de corail dur généralement peu épaisse et des zones dominées par des niveaux élevés de macro-algues. En 1990, le pourcentage moyen de la couverture de corail dur était de 13,95 (moyenne de 9 sites). En 2010 cependant, le pourcentage de couverture de corail dur s'était considérablement réduit, et avoisinait 4,1 (moyenne de 10 sites) ».

Selon les agents techniques chargés des questions d'environnement à Anguilla, les principales menaces sont : i) l'absence d'un consensus national sur l'enlèvement de la couverture végétale, y compris des mangroves qui servent de bouclier de défense au niveau du littoral: il est courant de procéder au déboisement des parcelles foncières sans aucune consigne/directive pertinente; ii) le comblement des étangs à des fins de construction de routes et autres équipements/ projets d'aménagement ; iii) aucune gestion de l'utilisation des herbicides/pesticides dans l'environnement terrestre, qui constituent potentiellement une source diffuse de pollution de l'environnement marin.

Traditionnellement, les ressources en eau de l'île proviennent des eaux souterraines capturées par les roches poreuses. Anguilla et trois autres îles ont des lagunes côtières saumâtres, et plusieurs étangs dans l'intérieur des terres sont alimentés par des sources provenant de la nappe phréatique. Mais le manque d'eau douce est une réalité à Anguilla. Pour remédier à cette situation, une usine de dessalement a été construite et mise en service en 2010. Toutefois, il semblerait que cette usine, créée à l'origine pour approvisionner les foyers et les entreprises en eau potable, s'est peu à peu tournée vers la

16 <http://www.ukotcf.org/infoDB/infoSourcesDetail2.cfm?refID=299>

fourniture d'eau douce à des fins d'assainissement et de production agro-alimentaire et a été mise hors service. Certaines sociétés ont alors importé leur propre équipement de traitement de l'eau et se sont lancées dans la vente d'eau au public. D'autres, comme les hôtels, traitent les volumes d'eau dont ils ont besoin. L'île a par ailleurs décidé d'encourager le puisage.

L'enlèvement – gratuit – des déchets solides domestiques intervient deux fois par semaine. Le Ministère pour la protection de la santé publique (*Department of Health Protection*) se charge de l'enlèvement des déchets des institutions publiques, sur la voie publique et les plages. Le volume total des déchets solides est passé de 10 452,85 tonnes métriques en 2006 à 13 442,36 tonnes métriques en 2010. Le volume des déchets domestiques quant à lui est passé de 3 429,98 tonnes métriques en 2006 à 6 031,24 tonnes métriques en 2010. Le volume de déchets industriels a lui aussi augmenté, passant de 523,74 tonnes métriques en 2006 à 1 059 en 2010. L'ensemble des déchets sont traités quotidiennement sur un site dédié d'une superficie de 10 acres [40 469 km²] où les déchets sont déchargés dans des tranchées pré-excavées avant d'être enfouis au moyen des matériaux d'excavation. Les gravats et autres déchets générés par les chantiers de construction, les appareils ménagers hors d'usage et les véhicules automobiles abandonnés ne font l'objet d'aucunes mesures particulières. Les hôtels et autres établissements à vocation commerciale sont tenus par la loi de prendre leurs propres dispositions en matière d'enlèvement des déchets.

Selon une évaluation récente¹⁷, aucun document ne fait état d'une démarche nationale intégrée qui aurait pour but de guider la mise en œuvre d'une harmonisation environnementale. Il ne semble pas non plus que les divers instruments législatifs présentent un quelconque lien formel entre eux, ce qui permettrait le partage de l'information et la coordination des activités de gestion environnementale. Anguilla dispose d'une législation solide en matière de protection des sites et espèces; toutefois, les dispositions législatives et réglementaires en place en matière d'aménagement et développement du territoire restent timides.

Si l'on considère par ailleurs sa petite taille, une faible élévation au-dessus du niveau de la mer et sa dépendance au tourisme – et, partant, à la qualité de ses plages, de ses récifs coralliens, de son poisson et de sa faune et de sa flore –, Anguilla est extrêmement vulnérable aux effets du changement climatique, aux ouragans et aux séismes. Les ouragans ont eu pour conséquence de provoquer, sur 6 ½ miles [10,47 km] de son littoral septentrional, une grave instabilité de la pente et l'érosion des plages, et la perte de 20% d'herbiers marins. Elle se trouve en outre dans une zone sismique active: les séismes qui y sévissent sont généralement de force 4 à 5 sur l'échelle de Richter, et les tsunamis ne sont pas à exclure (voir la section des données régionales).

3.2 PRINCIPAUX DÉFIS

En 2005, l'indice de vulnérabilité environnementale¹⁸ classait Anguilla dans la catégorie *Vulnérable*, et ce malgré d'importantes lacunes des données puisque seuls 52% des critères étaient couverts. Les difficultés les plus pressantes identifiées étaient: le pourcentage des terres situées à moins de 50m au-dessus du niveau de la mer; le nombre d'espèces connues qui migrent hors du territoire à un moment ou à un autre au cours de leur vie (espèces terrestres et aquatiques confondues)/par zone; le nombre d'espèces menacées et vulnérables aux 1 000 km² (définitions UICN); le nombre d'espèces à s'être éteintes depuis 1900 aux 1 000 km² (définitions UICN); la moyenne annuelle d'émissions de SO₂ et le nombre de traités environnementaux en vigueur dans le pays.

Les principaux défis auxquels Anguilla est confrontée en matière d'environnement, également identifiés

17 March 2013, Greening the Economy Project – projet d'étude vers la responsabilisation écologique des planificateurs et aménageurs et la promotion d'une économie verte dans les territoires d'outremer britanniques d'Anguilla – Institut caraïbe des ressources naturelles (CANARI) et société d'appui au Comité mixte sur la conservation de la nature du gouvernement britannique au (Joint Nature Conservation Committee – JNCC).

18 http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html

dans les Profils environnementaux de 2006 et 2007, ainsi que leur gravité, sont repris dans le tableau ci-dessous. Depuis, un certain nombre de problèmes ont été traités avec succès, ce qui a modifié leur degré de gravité.

Problèmes	Situation en 2006-07	Situation actuelle
Changement climatique	Grave	Modéré
Dégradation des habitats résultant de l'aménagement du territoire	Grave	Grave: on assiste à un dépérissement significatif des récifs coralliens et des herbiers marins. Recherche de mesures/ dispositifs qui pourraient être mis en œuvre pour résoudre ce problème.
Érosion des plages	Modéré	Grave: l'extraction illicite du sable se poursuit, d'où la nécessité d'une modification de la réglementation pour garantir une meilleure application de la loi.

L'on notera également que la quantité et la qualité de l'eau, les eaux usées et les déchets solides étaient soulignés comme constituant des pressions significatives.

De nouveaux problèmes émergent. Ainsi:

Problèmes	Situation actuelle
Problèmes liés aux zones côtières	L'on assiste ces dernières années à Anguilla à des éboulements. Ceci est dû principalement à la construction de programmes immobiliers dans des zones où la géologie ne s'y prête pas. En conséquence d'une érosion côtière considérable dans certains secteurs de l'île, certaines terres côtières ont subi une érosion. L'île ne disposant d'aucun plan d'occupation des sols, son aménagement se déroule dans une certaine mesure de manière aléatoire. À titre d'exemple, les terrains sont dégagés avant l'obtention du ou des permis, sans aucun égard pour certaines espèces végétales et animales terrestres importantes qui s'en trouvent affectées. Une législation caduque continue de nuire à une gestion foncière et des schémas d'aménagement adéquats sur l'île.
Gestion de l'eau et des déchets	Anguilla connaît des problèmes de pénurie d'eau, rendus plus criants encore par la fermeture de l'usine de dessalement. À l'heure actuelle, l'usine est en cours de mise hors service et l'approvisionnement public en eau repose uniquement sur les aquifères souterrains. L'évacuation des eaux usées se fait par des fosses septiques, et il n'existe aucune réglementation des unités monobloc de traitement/assainissement non collectif utilisées par les hôtels. L'augmentation de la population de l'île s'accompagne d'une augmentation du volume des déchets, ce qui ne manque pas de nourrir les inquiétudes quant à la capacité d'accueil de l'unique site d'enfouissement des déchets de l'île. Toutefois, malgré l'absence de régimes de recyclage d'envergure, on assiste à des efforts destinés à améliorer les stratégies de gestion actuellement en place.
Espèces invasives	Marines: la rascasse volante, aperçue pour la première fois à Anguilla fin 2010. Les études réalisées, complétées par les connaissances des pêcheurs locaux sur cette espèce invasive, ont conclu qu'elle était en augmentation. La rascasse volante représente une menace majeure pour le secteur de la pêche anguillan, qui contribue pour une large part au PIB de l'île et à l'habitat que forment les récifs coralliens. Terrestres : on observe une augmentation sensible de l'iguane vert dans l'habitat de l'espèce native d'Anguilla qu'est l'iguane des Petites Antilles. L'iguane des Petites Antilles est endémique des Îles Sous-le-Vent. Il a disparu de nombreuses îles de son aire d'origine, Anguilla étant l'aire située le plus au nord où il vit encore.
Sécurité énergétique	Le coût de l'énergie s'envole, essentiellement en raison du recours exclusif aux énergies fossiles, ou plus précisément, au pétrole. Comme l'on s'attend à ce que le coût mondial de cette ressource non renouvelable continue d'augmenter, les coûts de production de l'électricité en quantité suffisante pour répondre à la demande énergétique croissante de l'île sont amenés, eux aussi, à augmenter. Le rapport <i>Castalia Report</i> , en 2012, a formulé des recommandations détaillées et une feuille de route pour le développement et la mise en œuvre d'énergies renouvelables à Anguilla.

Défi 1 - Changement climatique – Grave

Anguilla est particulièrement vulnérable à l'érosion et aux risques à long terme liés à l'élévation du niveau des mers et au changement climatique au regard de sa situation, de sa petite taille, de sa faible altitude et de sa géographie. De plus, les activités anthropogéniques contribuent à l'érosion du littoral et à la destruction des récifs coralliens, qui agissent comme une barrière naturelle de protection des îles contre les dégâts causés par la mer lors des tempêtes.

Une politique en matière de changement climatique a été élaborée et des efforts déployés dans le sens d'une sensibilisation au changement climatique et d'une base de ressources naturelles résiliente à Anguilla.

Défi 2 - Problèmes liés aux zones côtières – Grave

Le taux de croissance élevé de l'industrie du tourisme, allié à l'absence d'une législation forte en matière d'aménagement du territoire, voit les habitats caractéristiques d'Anguilla toujours plus menacés. Ainsi, pour exemple :

- les zones humides sont draguées pour faire place à des marinas;
- les arbustes et les savanes herbacées sont constamment déboisés et les étangs salés comblés et récupérés. Éliminer la végétation dans les dunes déstabilise leur fonction protectrice naturelle, et le dégagement de sites dans l'intérieur des terres a pour conséquence d'augmenter la quantité de particules de terre et de poussière rejetées dans la mer, étouffant les systèmes des récifs coralliens;
- l'extraction du sable entraîne le dragage des baies;
- les récifs coralliens sont menacés à de nombreux titres, principalement par les programmes de construction qui envahissent le littoral, par la pêche abusive, la surpêche, les dommages causés par les ancres et l'endommagement du calcaire à faible profondeur par les randonneurs aquatiques/ les apnéistes;
- les herbiers marins étouffent sous la prolifération excessive d'algues;
- la pollution de la côte, particulièrement le déversement des eaux usées, le suintement et la décharge sauvage de déchets.

Les données du programme de surveillance marine d'Anguilla (*Anguilla Marine Monitoring Programme – AMMP*) mis en place par le Ministère des pêcheries et des ressources marines (*Department of Fisheries and Marine Resources – DFMR*) révèlent un déclin de 70% de la couverture de corail dur en à peine 20 ans. Dans certaines zones, telles que Forest Bay et Sandy Hill Bay, le déclin de la couverture de corail est de 90% et 74% respectivement. Une chose n'a pas changé depuis 1990: le littoral méridional est en pire état que le littoral septentrional de l'île. Les récifs de Dog Island sont aujourd'hui encore presque intacts, et les visiteurs n'y sont pas encouragés. Malgré cela, le propriétaire de Dog Island se dit prêt à recevoir des offres de promotion immobilière en coentreprise, et le schéma directeur de l'île inclut 95 parcelles constructibles (d'1,5 à 3,5 acres [6 070 m² à 14 164 m²] chacune) à des fins résidentielles et un hôtel.¹⁹

Si les récifs sont endommagés, (i) ils offriront des plages moins riches en sable, et (ii) à terme, ils ne protégeront plus les plages des vagues déferlantes.

Les nombreuses et somptueuses plages intactes d'Anguilla sont indispensables au bien-être économique et social de l'île. Elles représentent une importante ressource de loisirs pour les touristes et les habitants du cru, elles sont source de granulats fins pour le bâtiment, et font partie intégrante de l'environnement, à titre esthétique autant que culturel. Les plages sont mises en péril à de nombreux égards. Ainsi :

- des ouvrages de défense contre la mer mal planifiés peuvent provoquer, voire exacerber, la perte de plages, y compris des plages avoisinantes;

¹⁹ <http://www.privateislandsonline.com/islands/dogislandanguilla>

- les constructions érigées trop près des plages interfèrent avec les mouvements naturels du sable, peuvent porter atteinte aux fragiles écosystèmes des plages, accélérer l'érosion et aggraver l'impact des catastrophes naturelles;
- l'extraction du sable des plages et des dunes est l'une des causes principales d'érosion. Les sites d'extraction intensive, tels que Sile Bay et Meads Bay, se sont avérées particulièrement vulnérables aux vagues de l'ouragan Luis. L'extraction de sable est aujourd'hui interdite dans l'ensemble des plages et des dunes, exception faite de Windward Point.

D'un autre côté, l'absence d'instruments nécessaires à la protection des habitats et de la faune et de la flore est criante. Ainsi :

- la loi de 2008 relative au contrôle de l'aménagement du territoire (*Land Development Control Act 2008*) et la réglementation qui en découle ne sont pas suffisantes pour répondre aux impératifs de planification²⁰. Il n'existe aujourd'hui aucun plan d'aménagement complet et exhaustif;
- aucune procédure d'étude d'impact environnemental (EIE) n'a été adoptée, aucune évaluation stratégique environnementale n'a été réalisée²¹.

Le projet de loi de 2001 relatif à l'aménagement du territoire (*Physical Planning Bill 2001*), qui entendait traiter certains de ces problèmes, n'a jamais été adopté. Les financements qui lui avaient été alloués ont servi à actualiser la loi d'aménagement du territoire (*Physical Planning Act*).

Aucun système efficace en matière de parcs nationaux et de zones protégées n'a été mis en place.

Défi 3- Eau et assainissement (y compris les déchets solides) – Grave

Les deux principaux aquifères qui permettent l'approvisionnement public en eau sont situés à The Valley, et représentent 70% des ressources d'eau souterraine de l'île. Étant donné qu'ils sont insuffisants pour répondre entièrement aux besoins anguillans, ils sont complétés par de l'eau de pluie recueillie dans des citernes (28% de la consommation) et des stations de dessalement (privées, de petite échelle, et une grande construite par le gouvernement). Cependant, l'usine de dessalement principale est en cours de mise hors service. Outre le dessalement, le projet 2006–2010 financé par le gouvernement britannique et l'Union européenne prévoyait le remplacement des tuyaux en acier galvanisé par des conduites en chlorure de polyvinyle (PVC) et l'amélioration du système de distribution. La plupart des foyers ont accès à l'eau courante, soit chez eux, soit à proximité. Le secteur marchand (restaurants, bars, magasins et quelques hôtels) est le plus gros consommateur d'eau publique. Le système de distribution était de piètre qualité, mais le gouvernement anguillan s'est vu octroyer des financements pour un projet de mise en valeur de l'eau qui comprend des nouvelles installations de stockage et de distribution et la mise à niveau du système de captage.

Les inquiétudes sont également vives concernant la contamination des eaux souterraines. Anguilla ne dispose pas d'un système d'égouts. Les eaux usées domestiques sont en grande partie (80%) traitées et collectées sur place au moyen de fosses septiques, de puits perdus, de latrines à fosse. La plupart des hôtels, des établissements à vocation commerciale et des institutions gouvernementales utilisent des unités monobloc de traitement/d'assainissement non collectif.

Les environnements côtier et marin présentent des signes de dégradation due à la pollution causée par le déversement des eaux usées provenant des hôtels et des restaurants et le déversement par les yachts et les navires de visiteurs de leurs eaux usées et huile de vidange. On ne connaît pas l'étendue de ce phénomène car l'eau le long de la côte n'est pas contrôlée. Le Secrétariat pour la protection de la santé

20 March 2013, Greening the Economy' project in the UK Overseas Territory of Anguilla, Caribbean Natural Resources Institute (CANARI) and Joint Nature Conservation Committee Support Co.

21 An évaluation of environmental protection frameworks in the UK Overseas Territories, 2013, The Foundation for International Environmental Law and Development and The Royal Society for the Protection of Birds (http://www.rspb.org.uk/Images/EnvironmentalGovernanceReviewFeb2013_tcm9-342020.pdf)

publique (*Department of Health Protection*) ne possède ni l'expertise ni les moyens de contrôler la qualité des eaux souterraines ou des effluents provenant des unités monobloc de traitement/d'assainissement non collectif. Les eaux souterraines risquent d'être contaminées par le déversement direct d'effluents (fosses septiques mal conçues) ainsi que par les produits chimiques et les pesticides dans les zones proches des aquifères. Intrusion d'eau salée; et élimination non contrôlée des déchets solides.

Les volumes de déchets produits ne cessent d'augmenter et le site d'enfouissement sera bientôt comblé. Sont également sources d'inquiétude la mise au rebut des véhicules abandonnés, le traitement des huiles de vidange, les décharges sauvages, l'absence d'une liste consolidée des déchets dangereux interdits à/pour Anguilla, l'absence de régimes de recyclage d'envergure, l'absence de position documentée quant à une politique de recyclage ou de réduction des importations génératrices de déchets, et l'absence de toute référence à cette question dans le projet de loi de 2005 relatif à la protection de l'environnement (*Environmental Protection Act 2005*). Le rapport final produit dans le cadre du projet '*Greening the Economy*', financé by JNCC, propose un certain nombre de mesures. Ainsi: explorer la faisabilité économique des options de recyclage; explorer la faisabilité économique d'exportations de déchets valorisés; formuler et mettre en œuvre un programme de sensibilisation à la gestion des déchets; renforcer l'application de la loi sur la réduction des détritiques (*Litter Act*) grâce à une formation spécifique dispensée aux officiers de police; et allouer des moyens au Ministère de la protection de la santé publique (*Department of Health Protection*) pour lancer le programme d'agents bénévoles.

4 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

4.1 CONSTITUTION

Anguilla est l'un des territoires d'outre-mer du Royaume-Uni. La constitution anguillane de 1982, modifiée, prévoit la mise en place d'un gouverneur doté de pouvoirs exécutifs. Ce gouverneur a les compétences particulières de défense, affaires extérieures, sécurité intérieure (y compris la police) et la fonction publique. Dans les autres domaines, il suit les conseils du conseil exécutif, qui se compose du premier ministre et de trois ministres élus, de l'avocat général et du gouverneur adjoint. À l'issue des élections législatives, le leader du parti de la majorité de la coalition majoritaire est habituellement nommé aux fonctions de Premier ministre par le gouverneur. L'organe législatif est la *House of Assembly* (maison de l'Assemblée), qui comprend 11 sièges: 7 membres élus au suffrage universel, 2 membres d'office et 2 membres nommés, pour un mandat de cinq ans. Les dernières élections ont eu lieu en février 2010.

2006 a assisté à un processus de réforme constitutionnelle et électorale²², et le concept de « libre association » avec le Royaume-Uni a retenu une attention non négligeable. En essence, il a été recommandé de mettre en place un mécanisme à mi-chemin de l'indépendance, qui verrait Anguilla entièrement autonome quant à l'ensemble des questions ayant trait à sa politique intérieure, le Royaume-Uni restant compétent en matière de défense et de relations extérieures.

4.2 LES INSTITUTIONS ACTUELLES

À Anguilla, la gouvernance environnementale revient à plusieurs entités (voir tableau ci-dessous). La Stratégie nationale de gestion de l'environnement (*National Environment Management Strategy – NEMS*) et le plan d'action pour 2005–2009 indiquent que les fonctions et les responsabilités de ces différentes entités doivent être clarifiées, de sorte à optimiser l'efficacité et la prise de responsabilité quant à la

²² http://www.gov.ai/constitutional_reform.php

gestion de l'environnement et ressources naturelles, à réduire les doublons et à optimiser la rentabilité. Elle souligne également la nécessité pour les agences gouvernementales de travailler les unes avec les autres, ainsi qu'avec les agences non gouvernementales. À cette fin, des activités spécifiques ont été définies dans la NEMS.

Le Ministère de l'environnement (*Department of Environment* – DoE) a été approuvé en 2005 et officiellement mis en place en 2006 sous la tutelle du ministère des affaires intérieures, des ressources naturelles, des terres et de l'aménagement du territoire²³. Le DoE dispose de six personnels techniques et d'un personnel de secrétariat. Il lui appartient de fournir un cadre assurant l'intégration de la gestion de l'environnement et de la préservation de la biodiversité, de travailler à améliorer et à maintenir la qualité de vie et une utilisation durable des ressources naturelles.

Le ministère des affaires intérieures, des ressources naturelles, des terres et de l'aménagement du territoire est également le ministère de tutelle des services suivants :

- Ministère des pêcheries et des ressources marines (*Department of Fisheries and Marine Resources* – DFMR), créé en 1991, chargé de la gestion des pêcheries (y compris du recueil des données, de l'évaluation, du suivi, du contrôle et de la surveillance des stocks de poisson (*Monitoring Control Surveillance* – MSC)); de la gestion des ressources, de l'identification et l'analyse des habitats et espèces menacés. A l'heure actuelle, le DFMR assure également la gestion des parcs marins, bien que cette dernière compétence ne fasse l'objet d'aucune disposition. Il dispose de neuf personnels, dont sept sortent de l'enseignement secondaire;
- Le Ministère pour l'aménagement du territoire (*Department Physical Planning* – DPP) créé en 1991 sous la forme d'unité fonctionnelle au sein du Ministère des sols et de l'arpentage (*Lands and Survey Department*), chargée de la délivrance des permis d'aménagement, y compris pour les opérations de construction et de reconstruction, les interventions techniques et de génie civil, les opérations d'extraction (extraction de sable comprise), le lotissement/ la division de parcelles foncières, la construction de routes, le comblement de ravins ou de marécages, et tout autre type de travaux préparatoires allant dans le sens d'une modification ou altération de la nature ou du caractère existant d'un bien foncier aménagé sera à interpréter en conséquence (définis par l'ordonnance de 1966 (modifiée par les ordonnances de 1980, 1988 et 1989) relative au contrôle de l'aménagement et de l'occupation des sols (*Land Development (Control) Ordinance*);

Le Ministère pour la protection de la santé publique (*Department of Health Protection*) est chargé de la gestion des déchets, l'hygiène alimentaire, le contrôle des vecteurs, la gestion des déchets liquides, le contrôle de l'eau potable, l'assainissement environnemental, le nettoyage des plages et des bas-côtés, du développement de meilleures pratiques d'hygiène, de la santé et sécurité au travail, et de la fourniture de services d'assainissement à coût réduit. S'agissant du tourisme spécifiquement, ce ministère exploite le laboratoire du gouvernement, il est chargé de contrôler la qualité de l'eau potable et celle de l'eau utilisée à des fins de loisirs, d'approuver les licences d'exploitation des installations touristiques (traitement des eaux usées, nourriture, etc.), et d'assurer la gestion des déchets solides.

Créée en 2008, l'agence de l'eau anguillane – *Water Cooperation of Anguilla* – est chargée de la mise en œuvre de la loi de 2008 qui porte son nom (*Water Corporation of Anguilla Act (2008)*), et notamment de la fourniture de services et de l'approvisionnement en eau. Elle fournit toute l'eau publique et en teste elle-même la qualité.

Le Ministère pour la gestion des catastrophes (*Department of Disaster Management* – DDM) est chargé de la prévention des catastrophes et interventions liées. Son équipe se compose d'un seul personnel à temps plein, le coordinateur national des catastrophes (*National Disaster Coordinator* – NDC), qui dispose d'un budget d'exploitation annuel d'environ 3 000 € hors contributions CDERA. Ses activités visent principalement la sensibilisation aux ouragans, le développement des capacités et l'exercice annuel de

23 <http://www.gov.ai/departments.php?id=3&dept=21>

terrain destiné aux services publics et de l'énergie et autres secrétariats et ministères. Une politique intégrée de gestion des catastrophes (*Comprehensive Disaster Management Policy*), récemment approuvée (2013), fournit un cadre dans lequel travaillent le DDM et le Comité national de gestion des catastrophes (*National Disaster Management Committee*) vers l'intégration de la gestion intégrée des catastrophes aux initiatives visant l'adaptation au changement climatique.

Le Ministère de l'agriculture (*Department of Agriculture – DoA*) est chargé, entre autres choses, de promouvoir « une utilisation des ressources naturelles qui relève d'un mode de gestion durable, dans une perspective de substitution des importations » (Stratégie du DoA, 2008), d'inspecter les matières végétales et animales, de délivrer les certificats phytosanitaires et de procéder aux contrôles à l'importation des plantes.

Le bureau de la fondation pour la protection de la nature d'Anguilla, l'*Anguilla National Trust* (ANT), a été ouvert en 1995, par l'ordonnance de 1988 relative à la fondation (*Anguilla National Trust Ordinance 1988*), modifiée en 2009. Il est chargé de la protection des ressources naturelles du territoire et de préserver le patrimoine historique et culturel anguillan. Il bénéficie d'une subvention annuelle du gouvernement, et travaille en collaboration avec les agences gouvernementales pertinentes. Le personnel de l'ANT est composé, aux côtés des personnels projets, d'un directeur général, d'un chargé de mission Zones protégées, et d'un directeur administratif. Plus récemment, en décembre 2013, l'ANT a publié un rapport sur le mécanisme de gouvernance océanique et côtière de l'État d'Anguilla (*Report on the State of Anguilla's Ocean and Coastal Governance Mechanism*). L'ANT étant une entité indépendante, ses avis et opinions ne correspondent pas toujours à ceux du gouvernement.

4.3 POLITIQUES, STRATÉGIES, PLANS, PROGRAMMES

Le gouvernement d'Anguilla a signé deux accords avec le gouvernement du Royaume-Uni, qui fournissent des orientations stratégiques générales en matière d'intégration des questions environnementales dans les politiques. Il s'agit de la Charte pour l'environnement anguillan (*Anguilla Environment Charter*), signée en septembre 2001, et du Programme stratégique national (*Strategic Country Programme – SCP*), révisé en mars 2003. Dans cette charte, Anguilla s'engage, entre autres choses, à veiller à ce que les considérations environnementales soient intégrées aux processus de planification économique et sociale; à réaliser des études d'impact environnemental (EIE), en consultation avec les parties prenantes, avant d'approuver des grands projets; à s'assurer que la législation et les politiques publiques prennent en compte le principe de pollueur-payeur et à mettre en place des mécanismes efficaces de suivi et d'application. Dans le cadre du SCP, Anguilla s'engage pour la protection et l'utilisation durable des habitats côtiers et terrestres et des ressources terrestres et marines sur terre et en mer, et à respecter les obligations qui sont les siennes au titre des traités et accords environnementaux applicables, à l'échelle régionale comme internationale.

En outre, la signature, en avril 2001, de la déclaration de Saint-Georges sur les principes pour la durabilité environnementale au sein de l'organisation des États des Caraïbes orientales (*St. George's Declaration of Principles for Environmental Sustainability in the Organisation of Eastern Caribbean States*), a donné lieu à l'élaboration de la Stratégie nationale de gestion environnementale (NEMS) et le plan d'action approuvés en 2005.

Le tableau ci-dessous reprend les principales politiques publiques adoptées à ce jour:

Politiques	Commentaires / détail
Politique de biodiversité de 2001, relative à la préservation des habitats des plantes et animaux indigènes (<i>Native Plant and Animal Habitat Conservation (Biodiversity) Policy (2001)</i>)	Cette politique établit la nécessité de la protection des habitats et espèces clés, sélectionnés selon des critères pertinents, la nécessité de l'association du public aux processus de planification et de gestion, la nécessité de passer des accords avec les propriétaires fonciers, d'acquiescer des terres, d'éviter les espèces invasives, et de promouvoir l'accès à l'information sur la biodiversité.

Politiques	Commentaires / détail
Stratégie nationale de gestion environnementale (NEMS) et plan d'action (2005-2009) (<i>The National Environmental Management Strategy (NEMS) and Action Plan (2005-2009)</i>)	Initialement adoptée en 2001, la NEMS a été révisée et adoptée en 2005. Elle définit les stratégies clés et domaines prioritaires, et prescrit les activités à mettre en œuvre par les différentes agences, avec un budget indicatif et des indicateurs sur une période de quatre ans. Une troisième version est actuellement (2014) en phase de finalisation.
Stratégie et plan d'action nationaux (NBSAP) pour la biodiversité, la protection du secteur de la pêche, marin et côtier d'Anguilla (<i>The National Biodiversity Strategy and Action Plan (NBSAP) for Biodiversity Conservation in the Fisheries, Marine, and Coastal Sector of Anguilla</i>)	Adoptés en 2012, ces stratégie et plan d'action prévoyaient un mécanisme supplémentaire visant à garantir qu'Anguilla s'acquitte de ses obligations au titre de la Charte environnementale, de la Stratégie nationale de gestion environnementale et du Plan d'action.
Plan d'intervention de 2009 pour la rascasse volante (<i>Lionfish Response Plan (2009)</i>)	Élaboré par Ministère de la pêche et des ressources marines, il s'agit d'un plan à long terme destiné à répondre et traiter l'impact social, économique et écologique de l'invasion de la rascasse volante dans les eaux anguillanes. Il comprend: l'élaboration et la mise en œuvre de politiques concernant les espèces; le recueil et la gestion d'informations sur la présence de la rascasse volante dans les eaux anguillanes; le contrôle des populations de rascasse volante grâce à une démarche de gestion proactive; la définition et la mise en œuvre de matériels et initiatives d'information et d'éducation, à l'intention notamment de ceux qui exercent une activité de pêche commerciale, des exploitants de services de plongée, et du public de manière générale.
Politique nationale énergétique de 2009 (<i>National Energy Policy 2009</i>)	Cette politique a vocation à positionner Anguilla comme centre d'excellence en matière d'autonomie et d'indépendance énergétique durable, dans la communauté des très petits états insulaires. Elle promeut l'efficacité énergétique, encourage l'utilisation des énergies renouvelables, et facilite la transition vers, et l'adoption, des technologies d'énergies renouvelables. Ceci par le biais de la modification des cadre et normes réglementaires, de l'intégration des énergies renouvelables dans la planification de l'aménagement du territoire, de la promotion de la connaissance et de la participation des parties prenantes, de la création d'installations de recherche et développement, et en permettant l'accès concurrentiel au marché mondial émergent des crédits carbone de l'ensemble des parties prenantes à Anguilla.
Politique de 2012 relative au changement climatique (<i>Climate Change Policy (2012)</i>)	
Politique de 2013 vers une gestion intégrée des catastrophes (<i>Comprehensive Disaster Management Policy 2013</i>)	Cette politique vise à incorporer une gestion intégrée des catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans tous les aspects du développement et de la vie quotidienne, et à créer une culture de sécurité et de durabilité. Elle repose sur la mise en œuvre de mesures structurelles et non structurelles destinées à maîtriser l'impact négatif des dangers, à prévenir la dégradation sociale, économique et environnementale, à développer la résilience et à réduire les risques; sur l'élaboration de politiques publiques et d'instruments législatifs, et sur le développement des capacités institutionnelles vers une gestion des connaissances véritablement efficace; sur la définition de directives qui imposent l'incorporation d'initiatives de réduction des risques et de résilience à tous les niveaux de la société; sur l'inclusion d'options de formation pour les communautés et les organisations non gouvernementales; sur la fourniture de formation et de sensibilisation à la démarche CDM et aux système et outils CDM.

De plus, l'ébauche de la stratégie relative aux espèces invasives formule des recommandations spécifiques quant aux ports d'entrée, aux espèces invasives nouvelles, à la gestion des espèces invasives établies, à l'engagement/la mobilisation des communautés et à l'évaluation de l'environnement marin.

L'intégration des considérations sociales, économiques et environnementales dans les politiques, plans et programmes d'aménagement du territoire national est insuffisante, voire inexistante: à ce titre, elle a été désignée comme une priorité dans la NEMS. Le ministère de l'environnement vient tout juste de recevoir une garantie de financement au titre de l'initiative Darwin Plus, financement destiné à réaliser une évaluation des écosystèmes à l'échelle du territoire national (*National Ecosystem Assessment*). Cette évaluation entend permettre de déterminer la valeur de l'environnement naturel d'Anguilla (services des écosystèmes) pour le bien-être de la société anguillane et l'économie du pays, et servir de base à la définition d'un cadre pour le plan de développement national d'Anguilla.

4.4 LÉGISLATION

S'agissant de la protection, de la gestion de l'environnement et de la préservation de la biodiversité, le gouvernement britannique a signé ou adhéré aux accords multilatéraux sur l'environnement (AME) suivants, qui ont été par la suite étendus à Anguilla:

AME	Remarques
Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (Convention du patrimoine mondial)	Cette convention a été adoptée en 1972. Il n'existe actuellement aucun site de patrimoine mondial sur Anguilla – la Fountain Cavern a été supprimée de la liste préliminaire du Royaume-Uni.
Convention de Ramsar	À ce jour, aucun site Ramsar n'a été sélectionné.
Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine	Cette convention a été signée en 1946. La chasse à la baleine n'est plus exercée depuis plusieurs décennies.
Convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES)	La CITES a récemment été élargie.

La principale législation locale pertinente en matière de protection et de gestion de l'environnement à Anguilla est reprise dans le tableau ci-dessous:

Législation	Commentaires / détail
Loi de 2013, révisée, sur la gestion intégrée des catastrophes (<i>Revised Comprehensive Disaster Management Act (2013)</i>)	Cette loi prévoit l'organisation efficace des préparation, gestion, réduction, réponse et relèvement des états d'urgence et catastrophes, naturels et provoqués par l'homme, à Anguilla, et contient un certain nombre de dispositions relatives aux questions liées.
Loi de 2012 relative au contrôle des plages (<i>Beach Control Act (amended 2012)</i>) Ordonnance de protection des plages (<i>Beach Protection Order</i>)	L'estran et le fond marin sont déclarés appartenir à la Couronne. Leur utilisation est interdite, exception faite des cas où des licences ont été accordées par le ministre. L'acquisition forcée des terres adjacentes à des fins d'utilité publique peut être décidée par le gouverneur en conseil. Cette loi prévoit la déclaration des plages et estrans protégés, et l'interdiction de l'extraction du sable et de l'enlèvement de granulats dans ces zones. L'ordonnance de protection des plages (<i>Beach Protection Order</i>) identifie 18 plages protégées au sens de cette loi.
Loi de 2010 portant mesures de contrôle de l'aménagement du territoire (<i>Land Development Control Act (2010)</i>)	Cette loi prescrit la création et les fonctions du comité chargé du contrôle de l'aménagement du territoire (<i>Land Development Control Committee</i>) et la réglementation qui en découle spécifient les procédures d'octroi des permis d'aménagement et les pouvoirs de son directeur. Cette loi prévoit en outre la déclaration de zones spéciales d'aménagement (<i>Special Development Areas</i>).

Loi de 2009 relative à la préservation de la biodiversité et à la conservation du patrimoine (<i>Biodiversity and Heritage Conservation Act (2009)</i>)	Cette loi a pour objet: de soutenir et promouvoir la préservation des espèces de faune et de flore, de leurs habitats et des écosystèmes dont elles font partie, à Anguilla, dans les Caraïbes et dans le monde; d'empêcher les espèces de faune et de flore d'être extirpées ou de s'éteindre, et d'assurer le relèvement des espèces de faune et de flore extirpées, menacées ou en voie de disparition en conséquence de l'activité humaine; d'empêcher les espèces vulnérables d'être menacées ou de disparaître; de soutenir et de promouvoir la préservation des sites de patrimoine et des bâtiments classés à Anguilla; et de protéger les objets de patrimoine à Anguilla et d'empêcher l'exportation d'objets ou de types d'objets de patrimoine.
Loi de 2009 sur le commerce des espèces menacées d'extinction (<i>Trade in Endangered Species Act (2009)</i>)	Cette loi a vocation à encourager la protection et la préservation des espèces de faune et de flore sauvages menacées ou en voie de disparition en réglementant l'exportation et l'importation des spécimens de ces espèces et, partant, permettre à Anguilla de s'acquitter des obligations qui sont les siennes au titre de la Convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore menacées d'extinction.
Loi de 2008 relative à l'Agence de l'eau d'Anguilla (<i>Water Corporation of Anguilla Act (2008)</i>)	Ce texte définit les droits et les responsabilités de l'agence de l'eau et énonce les règles de fourniture des services d'approvisionnement en eau.
Loi de 2000 relative aux parcs marins, et règlement de 2007, modifié (<i>Marine Parks Act (2000) and amended regulations (2007)</i>)	Cette loi prescrit les procédures de désignation des parcs marins, la procédure de nomination et les pouvoirs de l'agent de contrôle, et les acquisitions foncières à des fins de création de parcs marins. La réglementation qui en découle définit les infractions, les interdictions, les mesures d'application, et l'octroi des permis. Sept parcs marins ont été désignés dans le règlement, modifié, de 2007. Ainsi: Junks Hole; Dog Island; Prickly Pear Cays et Seal Island Reefs; Sandy Island; Little Bay; Shoal Bay et Island Harbour Reefs; l'île de Sombrero.
Loi de 2001 relative à l'aménagement du territoire (<i>Physical Planning Act (2001)</i>)	Cette loi n'a pas encore été adoptée formellement, pas plus que la réglementation secondaire, qui a vocation à déterminer le contenu et le format des déclarations d'impact environnemental. Elle prévoit la création d'un conseil de l'aménagement territorial et prescrit la réalisation d'une EIE pour certains types d'opérations spécifiés, ou lorsque le conseil le juge utile, et définit des infractions de destruction des terres et de l'environnement.
Loi de 2000 relative à la protection des plages (<i>Beach Protection Act (2000)</i>)	Ce texte prévoit la déclaration des plages et estrans protégés, et l'interdiction de l'extraction du sable et de l'enlèvement de granulats dans ces zones. L'ordonnance de protection des plages (<i>Beach Protection Order</i>) identifie 18 plages protégées au sens de cette loi.
Loi de 2000 relative à l'Anguilla National Trust (<i>Anguilla National Trust Act (2000)</i>)	Cette loi prévoit la création et le fonctionnement de l'ANT, y compris les pouvoirs de son conseil. Le règlement relatif à l'ANT (<i>Anguilla National Trust Regulations</i>) apporte des directives complémentaires quant aux procédures opérationnelles et à ses missions.
Loi de 1988 portant création de l'Anguilla National Trust (<i>Anguilla National Trust Act (1988)</i>), révisée et actualisée en 2009	Loi portant création de l'Anguilla National Trust.
Loi relative à la protection des plantes (<i>Plant Protection Act</i>)	Cette loi porte interdiction de l'importation de plantes, la saisie, l'inspection, l'enregistrement et la mise en quarantaine des pépinières, définit les procédures d'éradication des animaux nuisibles et des maladies, et les mesures de compensation liées. Les arbres fruitiers et autre plantes sont identifiés dans le règlement relatif au contrôle des animaux nuisibles.

Loi de 1962 relative à la protection des animaux (<i>Protection of Animals Act (1962)</i>), modifiée pour la dernière fois en 1997	Ce texte définit les règles de protection des animaux.
Ordonnance de 1988 relative à la protection des activités de pêche (<i>Fisheries Protection Ordinance (1988)</i>)	Cette ordonnance a vocation à réglementer la prise et la mise à mort de certaines espèces marines et prescrit les saisons durant lesquelles la pêche est fermée.
Règlement de 1995, modifié, relatif à la protection des activités de pêche (<i>Fisheries Protection (Amendment) Regulations 1995</i>)	Ce règlement porte mesures de licence, d'enregistrement, de préservation, de gestion et de développement des pêcheries, et mesures d'application du règlement. Il donne effet à un moratoire sur la récolte des tortues de mer et de leurs œufs.
Ordonnance de 1913 relative à la protection des oiseaux sauvages (<i>The Wild Birds Protection Ordinance (1913)</i>)	Cette ordonnance vise à protéger une liste d'espèces d'oiseaux sauvages et leurs œufs. Elle doit être abrogée et remplacée par une législation appropriée. Elle spécifie une saison de protection des oiseaux, définit les infractions et les procédures de rapport, et précise la saison de fermeture de la chasse à la tourterelle tigrine et au pigeon biset sauvage.

De manière générale, le cadre législatif et juridique existant se compose de diverses lois et règlements élaborés en l'absence de toute démarche intégrée de la gestion environnementale. Une meilleure intégration aux obligations imposées par les AME serait également souhaitable. En outre, un certain nombre de textes clés en matière environnementale n'ont pas encore été adoptés: partant, leur application n'est pas à l'ordre du jour. Pour exemple, les opérations illicites d'extraction de sable, dont les responsables et personnes impliquées ne peuvent être poursuivis.

En 2012, le gouvernement anguillan s'est vu accorder par la Banque de développement des Caraïbes un financement (245 812 US\$) pour finaliser le projet de loi relatif à la protection de l'environnement²⁴ et le projet de loi relatif à l'aménagement du territoire. Ceci est considéré comme une démarche de bonne pratique du fait qu'il s'agit de deux documents corrélés, à savoir que l'un ne peut être réputé avoir une quelconque efficacité sans l'autre, et vice versa. Selon le Ministère de l'environnement, ces textes seront modernisés pour prendre en compte les réalités contemporaines, et permettre ainsi une gestion de l'environnement plus efficace.

4.5 CONTROLE

Le Ministère de l'environnement surveille les écosystèmes marins, les écosystèmes terrestres, les écosystèmes des zones humides, ainsi que les espèces et leurs habitats. Le contrôle de la qualité de l'eau incombe au Ministère pour la protection de la santé publique. C'est au DFMR que revient le contrôle des activités de pêche et le recueil des données relatives aux prises et autres données pertinentes pour le secteur de la pêche.

Il existe un certain nombre d'études scientifiques robustes, réalisées au cours des années, sur les ressources naturelles d'Anguilla. La plupart des études disponibles sont conservées par différents organes et services gouvernementaux ou incluses dans des études régionales hébergées sur les sites Internet d'agences externes: à ce titre, il est difficile d'y avoir accès et de les utiliser.

Un projet de cartographie des habitats terrestres vient d'être lancé dans le but d'actualiser la base de données du SIG national sur les types de végétation existants, et également de mettre en lumière les zones potentiellement inondables. Les cartes des risques d'inondation produites par le Ministère pour la gestion des catastrophes (DDM) viennent compléter ce système. Nouvelle cartographie des habitats des

²⁴ La loi de 2008 relative à la protection de l'environnement n'en est jamais restée qu'à l'état de projet de loi.

écosystèmes marins.

Dans le cadre du projet d'étude de l'avenir des récifs coralliens anguillans, FOR-Anguilla, mené par l'Université de Newcastle (R-U), une évaluation sociale et éco-systémique des récifs coralliens d'Anguilla a été réalisée. Une base de données du statut des récifs coralliens d'Anguilla est en cours d'actualisation.

4.6 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Un accès à l'information est assuré par l'ANT, qui veille à ce que l'information soit disponible sur chacune des ressources naturelles pertinentes. D'autres organisations locales, telles que l'*Anguilla Beautification Club* et les clubs de l'environnement en milieu scolaire jouent également un rôle dans la promotion de la prise de conscience et de la connaissance de l'environnement.

L'un des objectifs définis par la politique relative au changement climatique est l'éducation des parties prenantes clés, soit préserver et assurer un approvisionnement durable en eau douce tout en répondant aux menaces et risques que présente le changement climatique à la résilience des ressources aquatiques et des ressources marines côtières.

Exemples d'initiatives récentes pour la prise de conscience et la connaissance de l'environnement:

- Réalisation d'un DVD de 5 minutes, intitulé « La biodiversité dans notre entreprise », et d'une affiche
- Le Ministère de l'environnement à l'émission de radio *The Zone* (hebdomadaire) et émissions de radio *In Touch Radio* (mensuelles) sur l'environnement par différents services de ressources naturelles
- Semaine Portes Ouvertes pour l'Environnement (*Open House Week for Environment*) organisée par le Ministère de l'environnement en 2010, 2011 et 2012
- Camp environnemental pour les enfants organisé par le Ministère de l'environnement
- Présentations publiques du Ministère de l'environnement sur les services que rendent les écosystèmes à l'échelle du territoire
- Nouvelle conception du site Internet du Ministère de l'environnement
- Programme annuel d'été pour les enfants de l'Anguilla National Trust
- Émission hebdomadaire de l'Anguilla National Trust sur les questions d'environnement
- Programme pédagogique sur l'environnement pour les jeunes, lancé par l'ANT en 2011
- Initiatives L'environnement en classe, en collaboration avec le Ministère de l'éducation
- Création d'une publication intitulée « *Geography of Anguilla* » [la géographie d'Anguilla] et « *Cartographic Illustrations of Anguilla* » [illustrations cartographiques d'Anguilla]
- Initiatives de sensibilisation du public au changement climatique
- Fête de la Nature 2011 – programme de deux semaines
- Semaine de sensibilisation aux pesticides et aux produits chimiques toxiques, en 2010, 2011 et 2012

Le processus décisionnel et l'implication de l'ensemble des parties prenantes sont limités par le manque de prise de responsabilité politique, et l'absence, à l'heure actuelle, de procédures obligatoires en matière d'EIE. Selon le Ministère de l'environnement, Anguilla ne dispose toujours pas de processus décisionnel formalisé en matière d'aménagement territorial, et l'on assiste comme avant à des mauvaises opérations de développement, et ce même lorsque les informations appropriées ont été fournies. La mise en place, le renforcement et la promotion de structures et de procédures d'association de la société civile à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des processus décisionnels et des programmes est l'une des priorités identifiées dans la NEMS.

4.7 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

L'accès aux ressources matérielles et humaines est inscrit dans la procédure d'approbation du budget annuel, qui lui-même est géré par un Secrétariat des finances qui répond, ce qui se comprend, à des impératifs financiers dictés par son conseil exécutif. Les demandes non planifiées pour des financements d'urgence peuvent être adressées au conseil exécutif par le ministre de l'environnement. En l'absence de démarche convenue, documentée et intégrée de l'aménagement du territoire national, chaque Secrétariat élabore sa stratégie de son côté avant de la soumettre au Secrétariat des finances. Il n'existe aucune politique ou procédure systématique visant à garantir que les considérations environnementales sont prises en compte dans la prise des décisions financières ou de gestion générale.

5 COOPÉRATION INTERNATIONALE

Anguilla est membre à part entière de la Banque centrale des Caraïbes orientales (*Eastern Caribbean Central Bank – ECCB*) et de ses initiatives, telles que la Bourse des valeurs mobilières des Caraïbes orientales (*Eastern Caribbean Securities Exchange – ECSE*). Elle participe à la Banque de développement des Caraïbes (CDB), et est membre de l'Organisme caraïbe d'intervention rapide en cas de catastrophe (*Caribbean Disaster and Emergency Response Agency – CDERA*).

Anguilla relève de la compétence de la Cour suprême des Caraïbes orientales. Elle est membre associé des organisations suivantes: la Communauté des Caraïbes (CARICOM), et à ce titre n'est pas assujettie au tarif extérieur commun; l'Association des États des Caraïbes (*Association of Caribbean States – ACS*); la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (*Economic Commission for Latin America and the Caribbean – ECLAC*); et l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (*Organisation of Eastern Caribbean States – OECS*).

L'OECS et le gouvernement d'Anguilla ont lancé le 11 mars 2014 le nouveau projet de l'Union européenne au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC), qui vise l'adaptation au changement climatique et une gestion foncière durable dans les Caraïbes orientales. Ce projet, qui bénéficie d'un financement de 10,6 millions d'euros, concerne les neuf États membres de l'OECS et a pour objet d'améliorer la résilience de la base de ressources naturelles de la région à l'impact du changement climatique par: des politiques, capacités, connaissances et pratiques pour une gestion foncière efficace et durable; et la mise en œuvre de mesures d'adaptation physiques spécifiques, notamment de mesures de stabilisation du sol et des terres, de mesures et ouvrages de défense contre les rivières et la mer, de la restauration des forêts et des écosystèmes.

Le total des aides octroyées à Anguilla au titre des 4^e au 9^e FED s'élevait à environ 20 millions d'euros. Ces aides étaient principalement destinées à des projets d'infrastructure – eau, routes, installations portuaires, expansion de l'aéroport, production d'électricité – ainsi qu'au tourisme. De plus, Anguilla a bénéficié d'un certain nombre d'activités réalisées par des organisations régionales grâce aux financements régionaux du FED. Au titre du 10^e FED (2008–2013), 11,7 millions d'euros ont été accordés pour la mise en œuvre de la stratégie économique à moyen terme (*Medium Term Economic Strategy – MTES*) 2010-2014 du gouvernement d'Anguilla, qui repose sur les piliers suivants: la restauration de la stabilité macroéconomique; stimuler une croissance économique durable et diversifiée; assurer et faciliter le développement social et la protection sociale; réduire la vulnérabilité environnementale²⁵. Au titre du 11^e FED, 14 millions d'euros environ sont attendus (2014-2020).

Le Royaume-Uni est également un partenaire de coopération très actif. Le Ministère de l'environnement a mené à bien un éventail très large de projets, dont la liste est reprise en annexe.

²⁵ Document unique de programmation – Anguilla – 10^e FED (mars 2012).

L'autre bailleur significatif d'Anguilla est la Banque de développement des Caraïbes (CDB), qui a financé, par le passé, des projets d'aménagement du port, de construction et aménagement de routes et de développement du réseau d'électricité. Comme indiqué précédemment, la CDB finance l'étude de réforme de la législation sur l'aménagement du territoire et de la législation sur l'environnement d'Anguilla à hauteur de 245 812 US\$ (2012).

Parmi les autres bailleurs, on citera le PNUD, l'agence canadienne de développement international (ACDI), l'Unité Environnement et Développement durable de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECS-ESDU), la société royale britannique de protection des oiseaux (*Royal Society for the Protection of Birds* – RSPB), le Réseau étendu pour la conservation des tortues marines aux Caraïbes (*Wider Sea Turtle Conservation Network* – WIDECAST) et l'Institut caraïbe des ressources naturelles (*Caribbean Natural Resources Institute* – CANARI).

6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Anguilla abrite une beauté naturelle et une richesse de vies et d'habitats marins et terrestres qui attirent de très nombreux touristes. Ce territoire est soumis à des pressions environnementales graves, telles que le changement climatique, l'approvisionnement en eau et la gestion des déchets, la perte d'habitats et de biodiversité, et les espèces invasives. Ces pressions proviennent en partie du développement résultant de la croissance rapide de l'industrie du tourisme, de la carence en infrastructures de services publics (eau, électricité, etc.), d'une gestion tout sauf rigoureuse de la zone côtière, d'une intégration insuffisante de l'environnement dans la planification et l'aménagement territoriaux, de l'absence de procédures d'EIE et d'un système de gestion efficace du réseau des zones protégées. Toutefois, Anguilla est actuellement engagée dans la toute première étape de l'élaboration d'instruments robustes destinés à garantir la protection de son environnement. Il s'agit là d'un facteur crucial pour maintenir l'attractivité d'Anguilla en tant que destination touristique, et les moyens de subsistance de la population. De septembre 2012 à mars 2013, Anguilla a mis en œuvre l'étude *Greening the Economy* pour identifier les actions nécessaires, à court, moyen et long termes, à la promotion et au développement d'une appréhension commune partagée de ce qui doit être fait pour intégrer les questions environnementales aux processus de planification et d'aménagement, et à la promotion d'une croissance économique verte. Il est recommandé qu'une liste des priorités soit produite ainsi qu'une feuille de route pour faciliter la mobilisation des financements.

De même, la toute récente politique d'Anguilla relative au changement climatique formule de nombreuses recommandations qui devraient être mises en œuvre après avoir procédé à leur priorisation et à l'élaboration d'un plan d'action.

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Améliorer la santé publique et le contrôle de la pollution	Améliorer la gestion de l'eau, des eaux usées et des déchets solides	Anguilla connaît des problèmes de pénurie d'eau, rendus plus criants encore par la fermeture de l'usine de dessalement. À l'heure actuelle, l'usine est en cours de mise hors service et l'approvisionnement public en eau repose uniquement sur les aquifères souterrains. L'évacuation des eaux usées se fait par des fosses septiques, et il n'existe aucune réglementation des unités monobloc de traitement/assainissement non collectif utilisées par les hôtels. L'augmentation de la population de l'île s'accompagne d'une augmentation du volume des déchets, ce qui ne manque pas de nourrir les inquiétudes quant à la capacité d'accueil de l'unique site d'enfouissement des déchets de l'île. Toutefois, malgré l'absence de régimes de recyclage d'envergure, on assiste à des efforts destinés à améliorer les stratégies de gestion actuellement en place.	5 ans	Gouvernement d'Anguilla, secteur privé			UE, R-U, Banques régionales de développement, investissements privés
	Activités Évaluer les besoins et les possibilités d'augmenter la mobilisation de l'eau. Élaborer des plans de sécurité de l'eau, des plans de gestion des bassins versants, des plans de gestion des ressources aquatiques – en tenant compte des différents usages. Travailler au recouvrement des coûts, et à la promotion d'une utilisation durable, en gardant à l'esprit l'accès à l'eau des personnes vulnérables/fragilisées. Organiser un dialogue professionnel structuré avec les parties prenantes et les décideurs afin d'arrêter des plans réalistes (prêts à être mis en œuvre) en matière de distribution de l'eau et de traitement des eaux usées, de différenciation des flux de déchets afin d'assurer la valorisation des déchets, et vers une efficacité améliorée de la gestion de certains déchets dangereux. Développer un réseau national de surveillance de la quantité et de la qualité des eaux souterraines de l'île. Améliorer les efforts destinés à résoudre le problème des fuites dans le réseau d'adduction public de l'eau. Recueillir l'expérience de différents petits états insulaires en matière de solutions de montée en puissance de la gestion des eaux usées lorsque la majorité des foyers utilisent des fosses septiques. Accroître la capacité de traitement des eaux usées. Étant donné que l'amélioration/ la mise à niveau d'un système de traitement des eaux usées inadéquat implique des financements considérables, veiller à faire réaliser toutes les études nécessaires et à établir une feuille de route vers l'amélioration. Évaluer les flux de déchets et les infrastructures et processus en place, pour identifier le modèle de gestion requis pour chaque flux différent. Ceci devrait être effectué en gardant également à l'esprit le contexte régional, et notamment l'usine de valorisation énergétique des déchets prévue à St. Maarten. Étudier les différentes options et stratégies de valorisation des déchets, dont le recyclage et l'exportation de certains déchets à valeur ajoutée. Travailler au recouvrement des coûts de la gestion des déchets – ex. : imposer une taxe à l'importation sur les produits qui génèrent des déchets, et affecter ces revenus fiscaux au recyclage ou au renvoi des déchets dans leur lieu de provenance. Mettre à jour les normes et la réglementation relative à l'eau, aux eaux usées et à la gestion des déchets. Étendre aux déchets certains accords multilatéraux sur l'environnement pour renforcer la protection. Passer des accords avec d'autres pays prêts à recevoir des déchets qui ne peuvent être adéquatement gérés/traités.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Gestion intégrée de la zone côtière	Développer et mettre en œuvre le plan de gestion du littoral	Le littoral est soumis à de nombreuses pressions résultant de la destruction du calcaire, des herbiers marins et des mangroves. Le potentiel des activités génératrices de revenus sur le littoral, y compris dans la mer, n'a pas été complètement exploré.	5 ans	Gouvernement d'Anguilla			UE, R-U
	Activités Impliquer et coordonner les différents acteurs (environnement, foncier, pêche, police, défense, ports, tourisme, développement rural, collectivités locales). Élaborer une étude sur le potentiel économique du littoral et les risques environnementaux, y compris le changement climatique. Élaborer des études sur les activités génératrices de revenus sur le littoral, dans le but également de soutenir les activités en mer. Organiser des ateliers pour considérer les différentes options, à l'échelle nationale autant que régionale. Élaborer un plan de gestion intégrée du littoral, qui incorpore les différents usages et les besoins en mesures de protection et prene en compte les scénarios prospectifs et le changement climatique. Traiter la question de l'extraction du sable, en faisant respecter la loi, trouver des alternatives de sable « licite » : placer certaines zones sous licence, produire si possible du sable mécaniquement, étudier le potentiel d'exploration en mer, au besoin, importer du sable. Légiférer pour assurer la mise en œuvre du plan. Promouvoir les modes de gestion conjoints, l'écotourisme et les énergies renouvelables dans toute la mesure possible. Se coordonner à l'échelle régionale pour assurer une harmonisation et des collaborations.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Espèces invasives	Lutter contre l'invasion de la rascasse volante et l'iguane vert	Marines : la rascasse volante, aperçue pour la première fois à Anguilla fin 2010. Les études réalisées, complétées par les connaissances des pêcheurs locaux sur cette espèce invasive, ont conclu qu'elle était en augmentation. La rascasse volante représente une menace majeure pour le secteur de la pêche anguillan, qui contribue pour une large part au PIB de l'île et à l'habitat que forment les récifs coralliens. Terrestres : on observe une augmentation sensible de l'iguane vert dans l'habitat de l'espèce native d'Anguilla qu'est l'iguane des Petites Antilles. L'iguane des Petites Antilles est endémique des Îles Sous-le-Vent. Il a disparu de nombreuses îles de son aire d'origine. Anguilla est l'aire située le plus au nord où cette espèce existe encore.	Long terme				
	Activités Générer plus de données sur les espèces et les écosystèmes terrestres et marins dignes d'être protégés. Capitaliser sur l'expérience des pays et territoires d'outre-mer et autres pays affectés. Mobiliser des fonds pour soutenir la mise en œuvre du plan d'intervention relatif à la rascasse volante (<i>Lion Fish Response Plan</i>). Élaborer et mettre en œuvre un plan d'intervention pour l'iguane vert. Renforcer les mesures de biosécurité. Adopter un règlement pour le contrôle des eaux de ballast des navires dans les Caraïbes, et promouvoir l'adoption d'un règlement à l'échelle mondiale. Lancer, aux échelles européenne et mondiale, des campagnes de sensibilisation pour la mobilisation de fonds et attirer les touristes comme moyens de garantir des financements à long terme. Veiller à l'interface entre la législation nationale et les obligations environnementales internationales (AME) étendues aux territoires d'outre-mer.						

Liste des projets environnementaux menés à Anguilla

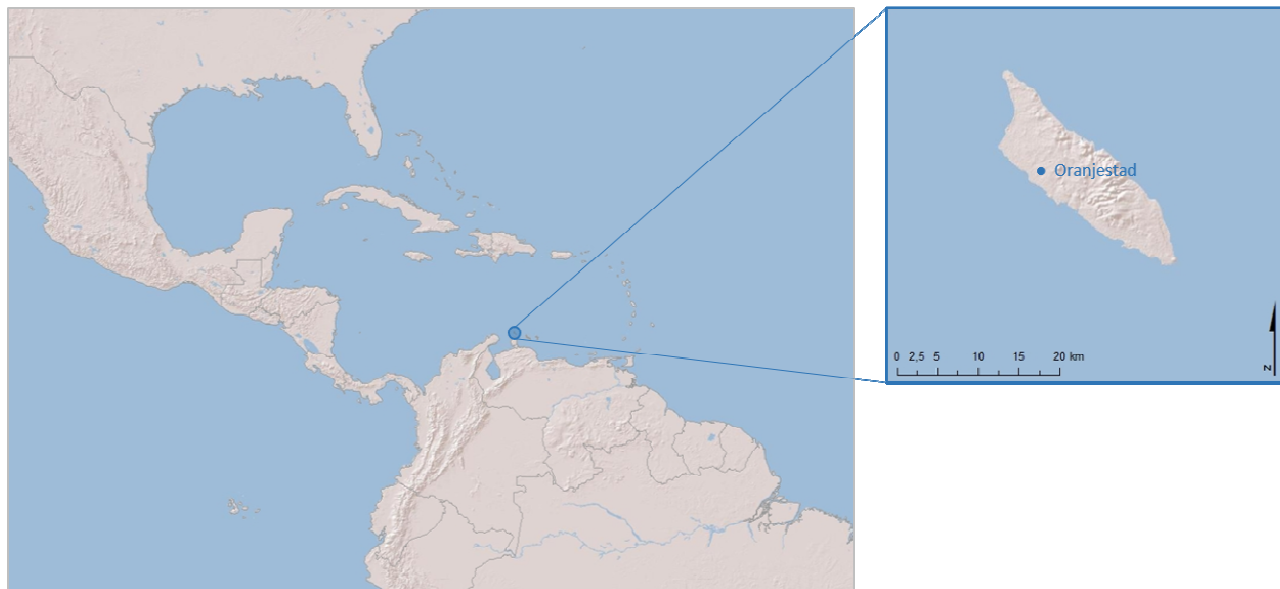
Description	Budget	Source de financement
2004-6 : Assistance technique à l'élaboration et la rédaction d'une législation environnementale/de préservation de l'environnement qui permettra une extension abordable et appropriée des accords multilatéraux sur l'environnement à Anguilla	82 000 £	??
2006 : étude exploratoire pour la stratégie et le plan d'action sur la biodiversité à Anguilla, et atelier	5 000 £	OTEP
2004-7 : projet d'évaluation, de contrôle et de gestion des ressources côtières d'Anguilla (<i>Anguilla Coastal Resources Assessment Monitoring and Management Project</i> – ACRAMAM)	183 000 £	OTEP
2007-8 : Stratégie nationale et plan d'action pour la diversité biologique à Anguilla	81 000 £	??
2008-10 : politique nationale énergétique d'Anguilla	200 000 US\$??
2009 : projet relatif aux espèces invasives d'Anguilla	20 000,00 £	JNCC
2010 : évaluation écologique de l'île de Little Scrub	3 000 £	OTEP, avec JNCC
2010 : optimiser la mise en œuvre de la CITES à Anguilla.	44 200 £	OTEP
2010: amélioration du sol biologique pour optimiser l'adaptation agricole d'Anguilla au changement climatique	27,000 £	OTEP
2011-2012 : cartographie des habitats terrestres d'Anguilla	30 000 £	JNCC
2011-2012 : évaluation de l'écosystème des zones humides	3 000 ?	JNCC ?
2012-2013 : cartographie des habitats marins d'Anguilla	30 000 ?	DEFRA
2013-2014 : stratégie d'intervention relative à la rascasse volante à Anguilla	15 000 £	JNCC
2012-2013 : étude nationale des écosystèmes anguillans, base d'une économie verte	22 200 £	DCF ?
2013-2014 : économie environnementale	25 000 £	FCO/JNCC

ANNEXE B :

ARUBA

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

ARUBA



Résumé	93
Informations générales	93
Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale.....	95
Etat de l'environnement	97
Gouvernance environnementale	100
Coopération.....	107
Conclusions et recommandations.....	109

RÉSUMÉ

Aruba est un État autonome au sein du Royaume des Pays-Bas et jouit d'une économie prospère, qui repose sur le tourisme, les services financiers off-shore, le raffinage de pétrole et le transport maritime. La raffinerie de pétrole est un employeur majeur depuis presque 100 ans, mais également une source de pollution. Les opérations de raffinage ont été suspendues et les activités futures se limiteront au stockage et au transbordement de pétrole.

Quelque 352 espèces florales répertoriées vivent dans un paysage semi-désert, dont neuf sont endémiques. Le serpent à sonnette de l'île d'Aruba est menacé d'extinction.¹

De nombreuses lois de protection de la nature et de l'environnement sont en place, et une stratégie nationale intégrée a été lancée en 2010 dans le cadre d'une démarche participative.

Toutefois, il est nécessaire d'adopter un décret d'application des plans d'aménagement des espaces de sorte que les « zones de nature » puissent également être protégées si besoin est. Il existe une loi de lutte contre la pollution, mais aucune concernant les déchets, et la gestion des volumes croissants de déchets pourrait être encore améliorée. Une ébauche de note de politique générale relative à la nature et à l'environnement, qui comprend un chapitre sur les déchets solides, sera discutée avec les parties prenantes en juin 2014.

L'île travaille actuellement à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouveaux plans destinés à encourager/ faciliter le recours aux énergies renouvelables (éoliennes), mais une évaluation appropriée des risques liés au changement climatique fait défaut.

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Située dans la région des Caraïbes, à l'ouest de Curaçao (qui est lui aussi un État autonome du Royaume des Pays-Bas) et de Bonaire (entité publique, ou commune néerlandaise à statut particulier), Aruba est la plus petite, la plus aride, la plus ventée et la plus riche de ces trois îles.

Les relations avec les Pays-Bas relèvent d'une charte passée entre le Royaume et Aruba. Aruba a obtenu un *statut à part*² en 1986, à sa demande. Elle dispose d'un parlement élu, qui nomme le cabinet des ministres et le premier ministre. Le roi des Pays-Bas nomme un gouverneur général, qui le représente. Le gouvernement néerlandais est responsable des questions de défense, des affaires étrangères et de la cour suprême.

Nom du pays	Aruba
Région	Caraïbes
Superficie	180 km ²
Espace maritime	EEZ : 2 200 km ² / Eaux territoriales : 2 800 km ²
Population	109 153 (2013 estimation) densité : 566 habitants /km ²
PIB/habitant	17 862 € (2011 estimation)
Taux d'alphabétisation	97 % de la population âgée de 15 ans ou plus
Taux de chômage	10,6% (Ministère EACI, 2010)

La densité de population à Aruba est de 566 habitants au km² (2013). Les chiffres de l'émigration aux Pays-Bas indiquent que 14 000 Arubans et 65 000 citoyens néerlandais nés à Aruba vivent sur le territoire néerlandais. L'île de son côté accueille des immigrants venus des pays voisins d'Amérique latine et

¹ <http://www.dcnanature.org/flora-of-aruba-bonaire-and-curaçao/>

² soit le statut d'entité nationale distincte au sein du Royaume des Pays-Bas.

des Caraïbes, dont bon nombre travaille dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, dans les services commerciaux et dans le secteur de la construction. En 2012, le taux de migration net était de + 1 108.³

Les deux langues officielles sont le néerlandais et le papiamentu (dialecte). Les îliens parlent souvent quatre langues, voire plus, et sont pour la plupart de confession romaine catholique.

Géographie physique

La campagne arubane est doucement vallonnée, et l'île penche légèrement dans le sens de la longueur au niveau de la côte septentrionale. Aruba présente un paysage géologique varié: blocs rocheux diorites quartziques façonnés par le temps, roches basaltiques issues de volcans d'origine sous-marine, et terrasses calcaires, grottes et cavernes le long de la côte.

Le plus haut point de l'île est la colline de Yamanota, dans la partie méridionale de l'île (189 m au-dessus du niveau de la mer), un tout petit plus haute que la colline d'Arikok toute proche qui s'élève, elle, à 184 m. Le « sommet » le plus haut, appelé le Hooiberg (à peine 166,5 m), est situé au centre de l'île.

Les températures annuelles moyennes variant entre 27°C aux mois de décembre et janvier, et approchent des 30°C en moyenne durant les mois de juin, juillet et août. La température de l'eau quant à elle est d'environ 28°C toute l'année. Le climat est sec, et la terre généralement aride. La vitesse du vent moyenne à 10 m d'altitude est d'environ 7-8 m/s, avec très peu de changements au cours de l'année, mais l'on observe généralement une vitesse du vent moindre durant les mois d'octobre, novembre et décembre (aux alentours de 5 m/s), et plus importante aux environs des mois de juin et juillet.

La côte occidentale d'Aruba est constituée d'immenses plages de sable blanc. Les littoraux méridional et occidental sont protégés de courants océaniques féroces. Une mer calme et la constance du vent y attirent les véliplanchistes. Les côtes septentrionale et orientale, qui sont, elles, exposées, sont battues sans relâche par les vagues et sont largement restées intactes, difficilement accessibles à l'homme. Les eaux qui baignent Aruba sont peu profondes et très claires, avec une seule lagune côtière et des herbiers marins très abondants. Le corail est présent sur la quasi-totalité du littoral. À une courte distance du littoral sud-est s'étendent des petits îlots couverts d'une végétation de mangroves. La plupart de ces îlots sont largement intacts, et certains d'entre eux sont devenus d'importants lieux de reproduction, de l'espèce menacée qu'est la sterne. D'autres sont utilisés pour le tourisme.

Bien qu'elle se trouve hors de la ceinture des ouragans, Aruba a été touchée par trois ouragans au cours de ces dernières années : Lenny (1999), Ivan (2004) et Felix (2007). Les deux premiers ont vu la mise en place d'un plan (2006-09) destiné à améliorer l'évacuation des eaux de pluie. Les fortes pluies, même en-dehors de la saison des ouragans, provoquent des inondations dans les zones de faible élévation de l'île en raison de sols desséchés par le soleil, quasi-imperméables à l'eau de pluie. La construction non réglementée de structures et bâtiments dans le lit naturel des rivières asséchées transforment les routes des versants en cours d'eau artificiels. Felix est passé très près d'Aruba, à une distance de 85 km au nord de ses côtes, mais les dommages à la population ont été limités en dépit de vents très forts, essentiellement dû fait que la plupart des maisons sont bâties en pierres.

De manière générale, les précipitations sur Aruba sont peu importantes; toutefois, les variations annuelles peuvent être considérables d'une année à l'autre ou au cours d'une même année (le niveau moyen du total des précipitations pour une année est d'environ 409 mm). La pluie tombe en averses durant la petite saison des pluies, aux alentours de janvier-février, et durant la principale saison des pluies, en octobre-novembre, mais ces averses ne durent jamais longtemps et peuvent survenir toute l'année. L'on compte en moyenne 60 jours de pluie par an.

Aruba dispose de sources d'eau douce en nombre limité. Il reste aujourd'hui encore une série de puits construits pour le pompage des eaux souterraines, mais ils ne sont pas ou peu entretenus. L'on trouve une source d'eau souterraine naturelle dans le parc d'Arikok; l'eau de pluie, principalement utilisée dans

3 CBS, Statistical Yearbook 2012

l'agriculture, est collectée dans des bassins artificiels (*tankis*) qui servent également à récupérer le trop-plein au niveau des zones les plus basses durant les fortes pluies.

Économie

Par comparaison avec de nombreux autres pays des Caraïbes, Aruba dispose d'un revenu élevé, même si elle a dû faire face à deux grands chocs économiques ces quatre dernières années: la crise financière internationale (qui a frappé de plein fouet le secteur du tourisme aruban en 2009) et la fermeture de la raffinerie de pétrole Valero pendant 27 mois durant la période 2009-12, reflétant une rentabilité médiocre.⁴ Bien que le tourisme, pilier de l'économie arubane, ait rebondi rapidement, la fermeture de Valero a laissé derrière elle des écarts plus difficiles à combler en matière d'investissements et d'exportations non liés au tourisme : les projections indiquent que le PIB réel ne devrait pas revenir à son niveau pré-crise avant 2018.⁵

Plus de 80% de l'économie dépend du tourisme, directement ou indirectement, faisant d'Aruba le deuxième pays le plus dépendant du tourisme au monde. L'île a accueilli 903 934 visiteurs en 2012, plus 582 313 passagers de navires de croisière en escale.⁶ Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration emploie 9 526 personnes, soit 20% de la main d'œuvre îlienne.

L'importance économique du secteur pétrolier a décliné. La raffinerie de pétrole de l'île a fermé en 1985, ré-ouvert en 1991 avec une capacité de 275 000 barils par jour, puis suspendu ses activités de raffinage en 2012. Le commerce de gros et de détail emploie 16,2% de la main d'œuvre, l'immobilier, le secteur locatif et les activités commerciales 9,1%, et le secteur de la construction 8,3%.⁷ Les autres secteurs importants sont le transbordement maritime et les services financiers off-shore.

En raison de son aridité et d'un sol pauvre, l'île n'a jamais connu les plantations typiques (coloniales). Seuls 10% de ses terres sont cultivables.

2 BIOGÉOGRAPHIE, ENDÉMISME ET IMPORTANCE POUR LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

Les vents dominants du nord-est (*Passat*), chargés de sel, la sécheresse et la chaleur, et l'érosion des sols causée par les fortes pluies, constituent un climat éprouvant pour les plantes et les animaux. Le long de la côte orientale, la terre est aride et la végétation se fait rare. Les arbres divi-divi (*Caesalpinia coriaria*) sont courbés au sol par les vents incessants, mais à l'abri du vent, le long du lit des rivières asséchées et dans l'intérieur, la nature se révèle, parfois même en abondance.

Le parc national d'Arikok, situé au centre de l'île, couvre la plus grande partie des collines de l'intérieur et abrite de nombreuses espèces exotiques et variées de cactus, ainsi que pas moins de 50 espèces différentes d'arbres, dont certaines sont menacées d'extinction dans les autres parties de l'île.⁸ Dans ce paysage semi-désert, 352 espèces florales répertoriées vivent encore, dont 9 sont endémiques.⁹ La présence d'espèces végétales invasives représente une menace pour les communautés végétales locales.

En dépit de sa petite taille, Aruba compte plus de 200 espèces d'oiseaux différentes, dont 70 se reproduisent dans l'île. La majorité sont des espèces migratrices, donnant lieu à des observations des plus intéressantes chaque mois de l'année.^{10,11} Un certain nombre d'espèces d'oiseaux se sont éteintes,

4 Cf. un paragraphe entier à ce sujet dans le rapport du FMI d'août 2013 : <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2013/pr13303.htm>

5 Rapport du FMI sur Aruba, août 2013. <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2013/pr13303.htm>

6 2012, CBS- Centraal Bureau voor de Statistiek- Bureau des statistiques.

7 CBS, SVB 2012

8 Profils des îles, DCNA (Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la nature), www.dcnanl.nl

9 André van Proosdi dans Bionews - mai 2013 : The Flora of Aruba, Bonaire and Curaçao: <http://www.dcnanature.org/flora-of-aruba-bonaire-and-curaçao/>

10 BirdLife International (2013) Profil de pays : Aruba (pour les Pays-Bas). À consulter sur : <http://www.birdlife.org/datazone/country/aruba>.

11 Prins et al: Checklist of the birds of Aruba, Curaçao and Bonaire in: South Caribbean Journal of Netherlands Ornithologists, 97(2) 2009.

et d'autres sont actuellement menacées d'extinction. Une petite sous-espèce endémique de la chouette des terriers jouit du statut officiel d'oiseau national d'Aruba, tout comme la conure cuivrée, sous-espèce endémique¹² qui rencontre des difficultés croissantes à s'adapter à l'urbanisation du paysage, et dont nombreux de ses représentants font office d'animal domestique.

Aruba compte plusieurs refuges ou sanctuaires d'oiseaux internationalement reconnus, dont une importante colonie de reproduction d'espèces de sterne, et la lagune espagnole et le Bubali Plas, qui ne sont, eux, pas protégés par la loi.

Les eaux côtières, le récif corallien, les mangroves et les herbiers marins abritent diverses espèces marines vertébrées et invertébrées qui jouent un rôle dominant dans l'écosystème. Plus de 165 espèces de poissons ont été identifiées dans le cadre d'études menées sur les poissons d'Aruba¹³, et environ 14 espèces de mammifères ont été identifiées comme étant des espèces plus ou moins courantes dans les eaux arubanes. Parmi elles, le rorqual de Bryde, la baleine à bec antillaise, la baleine à bec de Cuvier et plusieurs dauphins.¹⁴

Quatre espèces de tortues de mer menacées d'extinction se reproduisent sur les plages arubanes.^{15,16} En outre, 17 espèces de reptiles terrestres vivent dans l'île, dont l'iguane vert et plusieurs espèces de geckos et de lézards et quelque 4 types de serpents :

- le petit serpent à œil de chat d'Aruba, qui se nourrit d'insectes et de lézards ;
- le serpent à sonnette de l'île d'Aruba, espèce endémique mais hautement menacée ;
- le boa constrictor, espèce particulièrement invasive ;
- le petit serpent aveugle, espèce introduite.

Le serpent à sonnette aruban, espèce endémique rare et menacée (cascabel), vit dans le parc national d'Arikok qui lui sert de zone/ de bouclier de protection indispensable à sa survie.¹⁷

L'on trouve par ailleurs à Aruba trois espèces d'amphibiens : la grenouille colombienne à quatre yeux, qui est devenue plus ou moins endémique avec le temps, le crapaud buffle, invasif, et la grenouille de Johnstone introduite plus récemment sur l'île.

Le parc national d'Arikok a été créé en 2000¹⁸. Consacrés à la protection de la nature, ses 34 km² (18% de l'île) couvrent la colline de Jamanota et de vastes étendues de buissons de cactus.

L'île compte quatre Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) qui couvrent 610 ha (9% du territoire îlien) et veillent sur plus de 30 000 oiseaux de mer et un certain nombre d'autres populations d'oiseaux significatives. La ZICO des zones humides de Bubali (AW001), la ZICO des îles coralliennes d'Oranjestad (AW003), et la ZICO des îles coralliennes de la baie San Nicolas (AW004) appartiennent à l'État sans bénéficier toutefois de mesures de protection formalisées. La ZICO de la saline naturelle de Tierra del Sol (AW002) est située au cœur d'un parcours de golf privé et n'est pas protégée par la législation locale. Il existe en outre un certain nombre d'autres « zones protégées », telles que Het Spaans Lagoen (la lagune espagnole). Ce dernier site est qualifié de zone humide (classification de Ramsar), mais n'est pas encore reçu le statut de site protégé par la loi.

<http://www.arubabirds.com/>

12 Source <http://www.nciucn.nl>. Voir également www.sidsnet.org/eco-tourism/arikok.html

13 McGinley, M. (2009). Common coral reef fishes of Aruba: <http://www.eoearth.org/view/article/151328/> basé sur le rapport REEF Geographic Zone Report, 27 mai 2009

14 Bird International: Important Bird Areas in the Caribbean, par Adrian del Nevo, y inclus un chapitre sur Aruba par Ebrot et al, 1998. <http://www.arubabirds.com/>

15 Widecast Reports, 1992, 2007. <http://www.widecast.org/What/Country/Aruba/aruba.html>

16 UICN : Petit & Prudent : Changement climatique et biodiversité dans l'outre-mer européen. Chapitre sur Aruba. 2010.

17 www.sidsnet.org/eco-tourism/arikok.html

18 <http://www.arubanationalpark.org/>

2012 a vu la création de la Direction de la nature et de l'environnement (DNE), avec pour triple mission d'élaborer des politiques, de conduire des recherches et de faire appliquer la législation relative à la nature et à l'environnement. Les organisations bénévoles jouent un rôle clé dans la préservation des espèces et des zones de nature (marines ou terrestres).

Il se peut que la qualité de l'air se soit améliorée depuis la suspension des activités de la raffinerie de pétrole, qui émettait du dioxyde de soufre, des oxydes d'azote et des particules (ainsi que du dioxyde de carbone) et dont il est prévu qu'elle soit convertie en installation de stockage. La pollution de l'air actuelle provient principalement de l'installation de dessalement, de procédures inadéquates de désinstallation des systèmes de climatisation (qui contiennent des substances qui appauvrissent la couche d'ozone) et de la circulation automobile quotidienne. Le nombre de voitures augmente constamment (531 véhicules de transport de passagers pour 1 000 habitants en 2012, contre 439 véhicules de transport de passagers en 2000).¹⁹

L'eau potable à Aruba est produite par dessalement de l'eau de mer depuis 1930. Dans un souci d'efficacité énergétique, des usines de dessalement par osmose inverse ont été installées, ces usines utilisant 75% d'énergie en moins comparées aux usines de dessalement thermique traditionnelles. Le fournisseur d'eau et d'électricité à Aruba est une société privée – *Water en Energiebedrijf Aruba (W.E.B.) N.V.* (société WEB) – qui a été la première à mettre en service une usine de ce type en 2008, puis une deuxième en juillet 2012, et projette d'en ouvrir d'autres.²⁰

Pour répondre aux besoins d'une population qui augmente et du tourisme, Aruba s'est dotée d'équipements en nombre suffisant pour traiter l'intégralité des eaux usées de son territoire. L'expansion de l'usine de Bubali et la mise en service de deux nouvelles installations de dernière génération traitent aujourd'hui avec succès 100% des eaux usées d'Aruba, dont la collecte est centralisée ou qui sont transportées par camion.²¹ L'achèvement de la mise en place de ce système est intervenu en septembre 2008. Ces projets sont financés par le Fonds de développement aruban, au titre d'un plan d'investissements pluriannuel qui a vocation à mettre en œuvre le Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (dit « protocole LBS » - *Land-Based Sources [pollution]*) (Convention de Carthagène).

Le traitement des déchets à Parkietenbos (jusqu'en 2004, décharge à ciel ouvert où les déchets étaient brûlés) s'accompagne d'une pollution olfactive moindre depuis que cette décharge a été convertie en site d'enfouissement. Ce site a cependant atteint sa capacité maximale, et d'autres modes de gestion des déchets sont à l'étude. Une ébauche de note de politique générale relative à la nature et à l'environnement, qui comprend un chapitre sur les déchets solides, sera discutée avec les parties prenantes en juin 2014.

En 2010, 89% de la production d'électricité (880 million kWh) provenait des combustibles fossiles et 10% de combustibles renouvelables.²²

3.1 MENACES/DEFIS/VULNERABILITE

La richesse naturelle d'Aruba attire les touristes, mais est menacée à un certain nombre d'égards : dégradation de l'environnement naturel, difficultés à réduire sa dépendance aux combustibles fossiles importés et à promouvoir les énergies renouvelables et s'adapter au changement climatique.

¹⁹ For comparison: 483 in 2011 and 487 in 2008

²⁰ <http://www.webaruba.com/en/component/content/article/46-slide-show/133-swro-iii.html>

²¹ <http://www.cstindustries.com/cdn/pdf/SUCCESS-STORY-Nation-of-Aruba.pdf>

²² CIA : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/aa.html>

L'indice de vulnérabilité environnementale²³ pour Aruba en 2005 classait Aruba dans la catégorie *Vulnérable*. Les plus grands risques identifiés pour Aruba étaient:

- des terres basses (pourcentage des terres situées à moins de 50 m au-dessus du niveau de la mer);
- les espèces migratrices (nombre d'espèces connues qui migrent hors du territoire à un moment ou à un autre au cours de leur vie (espèces terrestres et aquatiques confondues)) par zone ;
- le nombre d'espèces menacées d'extinction et vulnérables aux 1 000 km² (définitions UICN) ;
- la qualité de l'air (moyenne annuelle d'émissions de SO₂ des 5 dernières années).

Défi 1 - Changement climatique – Grave

L'on s'attend à ce que le changement climatique ait une série d'effets néfastes dans de nombreux pays, et il est probable que ces effets soient particulièrement importants dans les petites îles tropicales. Le tableau ci-dessous rend compte de cette analyse générale, appliquée aux circonstances particulières d'Aruba.

Impact	Gravité	Commentaires
Inondation des terrains côtiers	●	Aruba présente de manière générale une faible élévation au-dessus du niveau de la mer, et des zones côtières peuplées : à ce titre, elle est vulnérable à l'élévation du niveau de la mer. Les plages et les hôtels sont particulièrement vulnérables, et les marges salifères du côté sud-ouest de l'île. La perte potentielle en plages est une menace sérieuse pour les tortues (aire de nidification) et l'industrie du tourisme.
Tensions dans les activités de pêche	○	L'industrie de la pêche est peu importante à Aruba.
Récifs coralliens menacés (blanchissement, réduction du pH)	○	Les récifs coralliens de la côte septentrionale, encore en bon état, pourraient subir des phénomènes de blanchissement, dus à l'augmentation de la température de l'eau, et être détruits par des tempêtes de plus forte intensité. Ceci pourrait également s'appliquer aux autres récifs coralliens qui entourent l'île.
Salinisation des eaux souterraines	○	L'utilisation des eaux souterraines est marginale. En raison de l'infiltration de l'eau de mer, elles sont saumâtres, et toute autre forme de pollution constituera un stress supplémentaire pour la flore de l'intérieur du pays. Une partie des eaux souterraines est utilisée pour l'agriculture.
Agriculture	○	Une lumière du soleil plus intense a entraîné l'utilisation accrue d'ombrières pour protéger les cultures ²⁴ .
Industrie du tourisme	●	L'industrie du tourisme représente 80% du PIB. L'attrait touristique des récifs et de la pêche est important. Toutes les stations se trouvent à 50 mètres du bord de la côte, et certains équipements touristiques (restaurants et galeries commerciales) sont situés à 300 m du bord de la côte et construits sur les marges salifères.
Finances	●	Le gouvernement entend diminuer la dépendance aux combustibles fossiles (et promouvoir les énergies renouvelables), mais les crédits internationaux sont plus faciles à obtenir pour le développement de l'industrie des combustibles fossiles que pour des investissements dans les énergies renouvelables.
Fréquence et intensité accrues des tempêtes	○	Tempêtes aux effets destructeurs plus accentués, inondation des zones urbaines. Les fortes pluies, même celles qui s'abattent en-dehors de la saison des ouragans, provoquent des inondations à répétition dans les zones de faible élévation.
○ Nulle ○ Légère ● Modérée ● Extrême		

²³ <http://www.vulnerabilityindex.net/>

²⁴ ECLAC - Study Climate change and Caribbean pays 2010, <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/39188/LCARL.250.pdf>

Défi 2 : Préservation de la nature / de la biodiversité – Modéré à grave

Les lois de protection de l'environnement sont nombreuses, mais leur application traîne. Le Ministère des affaires économiques (DEACI) annonce sur son site, sous "Environnement", qu'Aruba travaille à l'actualisation de sa législation sur l'environnement.

La végétation typique de buissons de cactus, de champs de cactus colonnaires et de cactus et forêt mêlés, autrefois abondante, est aujourd'hui menacée par le dégagement de terrains destinés à accueillir des nouvelles constructions et programmes immobiliers. De même, seules quelques poches de végétation de mangroves sont encore intactes le long de la côte sud-ouest.

Les communautés coralliennes d'Aruba sont menacées par les interférences humaines (intensification des activités touristiques et économiques), les maladies émergentes qui affectent les coraux, certaines espèces très invasives, ainsi que le ruissellement d'eaux de pluie limoneuses et polluées (par les travaux de construction, le dégagement des terrains, sols pollués et déchets des ménages et de l'activité économique), combiné aux effets de l'augmentation de la température de l'eau de la mer et l'acidification des eaux marines.

Les tortues marines qui nidifient sur les plages arubanes bénéficient d'une protection complète (y inclus la protection des nids), mais les perturbations directes et indirectes causées par les activités touristiques et économiques le long du littoral ne sont pas particulièrement contrôlées.

Dégâts : les coraux	Gravité	Impacts
Tourisme	●	Dégâts résultant directement du tourisme, dont bris mécaniques causés par les plongeurs sous-marins et les randonneurs aquatiques et apnéistes, les ancres des navires, les hameçons de pêche.
Développement et activités de la zone côtière	●	Le développement accru de la zone côtière a eu pour conséquence de polluer les eaux du rivage par le déversement d'eaux usées (non traitées), de nutriments et de produits chimiques, entraînant la prolifération des algues et la mort des récifs coralliens.
Pollution	○	Les eaux usées non traitées ont eu pour effet une perte en abondance des coraux dans l'île au cours des 25 dernières années.
Causes diverses, surpêche	○	Les manifestations de blanchissement et de maladies peuvent être causées par différents facteurs, de la différence de la température de l'eau aux produits solaires utilisés par les baigneurs.
Dégâts : herbiers marins	Gravité	Commentaires
Dégradation des récifs coralliens	○	La dégradation des récifs coralliens, qui protègent les herbiers marins qui poussent sur leur pente proche de la côte, peut avoir un impact négatif sur les herbiers. La dégradation des herbiers en retour peut affecter les récifs coralliens du fait que leur capacité à capturer les sédiments qui proviennent de la terre diminue, donnant lieu à des eaux turbides qui, à long terme, feront mourir les coraux.
Activités anthropogènes	○	Arrachage physique, envasement et turbidité.
Dégâts : mangroves et habitats terrestres	Gravité	Commentaires
Construction et développement	○	Le dégagement et l'assèchement des zones de mangroves continuent, pour laisser place à des opérations de construction et d'aménagement qui relèvent d'une législation inadéquate en matière d'aménagement et de préservation de la nature. Les habitats terrestres sont eux aussi mis à mal (pertes et fragmentation) en conséquence de l'expansion des zones résidentielles / commerciales et de l'infrastructure.

Dégâts : biodiversité	Gravité	Commentaires
Espèces non indigènes	●	<p>Les rascasses volantes sont une espèce invasive qui ne vient pas des Caraïbes. Elles se reproduisent rapidement du fait qu'elles n'ont pas d'ennemis naturels, hormis les grands mérous qui sont pratiquement arrivés à extinction en raison de la surpêche. Elles mangent les jeunes poissons de petite taille, réduisant ainsi le recrutement de nouveaux poissons de récif comme le vivaneau, le mérou, le grognement et le poisson perroquet.</p> <p>Les boas constrictors représentent une menace sérieuse pour la faune et la flore indigène, tout particulièrement pour les oiseaux. Au nombre de 8 000 environ, ils disputent aux serpents à sonnettes locaux nourriture et habitat.</p> <p>Quant à la flore non indigène, son impact n'est pas encore connu.</p>
<input type="radio"/> Nulle <input type="radio"/> Légère <input checked="" type="radio"/> Modérée <input type="radio"/> Extrême		

Depuis 2006, un système de contrôle de la qualité de l'air et de l'eau a été mis en place, mais le contrôle de l'air a été temporairement suspendu.²⁵

4 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

4.1 CONSTITUTION

En tant qu'État autonome au sein du Royaume des Pays-Bas, Aruba a eu l'obligation, et l'occasion, d'élaborer et de mettre en œuvre de nombreuses politiques et plans concernant la nature et l'environnement.

Le gouvernement d'Aruba s'est engagé dans un processus de délégation de la stratégie de protection de l'environnement, qui relève principalement de sa compétence, à d'autres acteurs (y inclus aux pollueurs). Introduite dans le projet de loi relatif à la protection intégrée de l'environnement, elle joue un rôle majeur dans l'élaboration de la politique relative à la nature et à l'environnement. Cette stratégie nationale intégrée (NISP) pour Aruba adopte un mode profondément interactif de collaboration et d'implication/ d'engagement de la société civile.²⁶

4.2 LES INSTITUTIONS ACTUELLES

Aruba s'est dotée récemment de ministères clés pour la gouvernance environnementale.

La Direction de la nature et de l'environnement (DNE), créée en 2012, a pour triple mission d'élaborer des politiques, de conduire des recherches et de faire appliquer la législation relative à la nature et à l'environnement. Depuis janvier 2014, elle fait partie du Ministère des affaires économiques, de la communication, de l'énergie et de l'environnement. Sa création a remédié à une faiblesse précédemment relevée (dans le profil de 2006), avec la mise en place d'une entité chargée de l'élaboration des politiques et la coordination et l'exécution des tâches de gestion concernant l'environnement.

Le service météorologique d'Aruba s'est vu conférer un statut autonome en 2010. Avant cela, ce service faisait partie des services météorologiques de Curaçao /des Antilles néerlandaises.

Mis en place en 2012, le Bureau des inspecteurs de ville a pour mission de veiller à l'application et au respect du règlement, relativement simple, qui découle de l'Ordonnance de police générale.

²⁵ Info du service de l'environnement d'Aruba.

²⁶ Voir site Internet participatif : <http://www.nosaruba2025.aw/>

Depuis le mois de janvier 2013, le Bureau central de la statistique d'Aruba a ouvert une unité Statistique environnementale.²⁷

Ces nouveaux ministères sont dotés petit à petit de personnels qualifiés et de budgets supplémentaires, mais le besoin se fait encore sentir de personnels supplémentaires possédant des qualifications environnementales, tout comme le besoin en moyens financiers.

Il est important de noter que la récente stratégie nationale intégrée (NISP) pour Aruba adopte un mode hautement interactif de collaboration et d'implication/d'engagement de la société civile, et a créé douze commissions, dont notamment : gestion énergétique, environnement, tourisme durable, offre alimentaire durable²⁸.

La Conférence Verte est une manifestation annuelle organisée par le gouvernement, au cours de laquelle des sociétés privées participent à du partage de connaissances, de la recherche et du marketing. Cette conférence repose sur la question de l'approvisionnement en énergie durable, qui est le moteur du dynamisme de l'économie, du développement et de l'environnement.

Le parc national d'Arikok est administré par la fondation *Fundacion Parke Nacional Arikok*. Il est financé par le gouvernement et génère quelques revenus, grâce aux frais d'entrée notamment. Le WWF a apporté son aide à la préparation du règlement du parc national d'Arikok.

4.3 POLITIQUES, STRATÉGIES, PLANS, PROGRAMMES

La nouvelle stratégie nationale intégrée (NISP) d'Aruba (qui prévoit un plan d'action 2010-2013) de février 2010²⁹, tend vers un processus de planification stratégique et intégré, où la coordination entre les parties prenantes concernées est encouragée, en tenant compte des directives relatives au développement durable.

La Direction de la nature et de l'environnement (DNE) travaille actuellement à une nouvelle politique relative à la nature et à l'environnement, qui s'articule autour de 16 thèmes différents. Elle entend présenter et débattre de cette version de travail en juin 2014 dans le cadre d'une réunion multipartite réunissant autres ministères et organisations commerciales et environnementales.

L'énergie

L'un des objectifs principaux de la politique de développement d'Aruba est d'optimiser l'utilisation des sources locales d'énergie renouvelable et de réduire l'utilisation des combustibles fossiles nuisibles à l'environnement.³⁰ L'ambition annoncée dans la NISP est d'avoir réduit les combustibles importés de 50% en 2025 (par rapport à 2009). Cette ambition a été récemment revue à la hausse, l'objectif étant désormais que l'île ne soit plus dépendante des combustibles fossiles au plus tard en 2020.

Dans le cadre de la feuille de route vers 2020³¹, la société WEB³² a introduit des dispositifs d'énergie renouvelable. Le parc éolien « Vader Piet » (30 MW) satisfait 18% de la demande actuelle en électricité de l'île (2010). Son ambition est de monter en puissance sur les 30MW d'énergie éolienne actuelle, et de mettre en place une installation supplémentaire sur un autre site (Urirama). Le gouvernement a demandé une EES pour ce nouveau parc éolien³³, qui consistera en 10 turbines d'environ 3 MW, érigées en une seule ligne le long de la côte nord. Ce parc générera en moyenne 170 GWh par an, soit environ 18% de l'électricité générée par WEB en 2010. Les travaux devraient commencer en 2015.

Par ailleurs, Aruba a été l'hôte conjoint du Forum Énergies renouvelables dans les Caraïbes 2013 (2013

27 www.cbs.aw

28 http://www.nosaruba2025.aw/index.php?option=com_content&view=article&id=11&Itemid=61&lang=en

29 <http://www.slideshare.net/e.erasmus/national-integrated-strategic-plan-nisp-aruba>

30 <http://www.slideshare.net/e.erasmus/national-integrated-strategic-plan-nisp-aruba>

31 <http://www.webaruba.com/en/news/awalectra-newsletter-july-2013/182-pelicula-cortico-web-semper-riba-dje.html>

32 <http://www.webaruba.com/>

33 <http://savealtovistadotcom.files.wordpress.com/2012/05/sea-report-urirama-rev-1-of-8-may-20121.pdf>

Caribbean Renewable Energy Forum – CREF 2013)³⁴, le plus grand rassemblement de la région de parties prenantes régionales et internationales dans le domaine de l'énergie. La 4^e édition de la conférence *Green Aruba (Green Aruba IV Conference)* a eu lieu également en 2013³⁵, et le ministre des finances, de la communication, des services publics et de l'énergie a officiellement annoncé à cette occasion qu'un nouveau projet solaire et de biogaz serait réalisé en 2014.

L'eau

Lors de la *Green Aruba IV Conference*³⁶, la société WEB a présenté une nouvelle démarche en matière d'eau durable, qui poursuivrait deux objectifs : une réduction de 64% de l'utilisation et de la perte d'eau potable de « bonne » qualité, d'une part, et d'autre part la production d'eau à des fins d'irrigation, également à partir d'installations de traitement de l'eau. Ce dernier objectif est encore très controversé dans le monde, en raison de ce qu'une eau produite par une usine de traitement des eaux usées et utilisée à des fins d'irrigation pourrait être la source de graves problèmes de santé si elle n'était pas soumise à des traitement et contrôle rigoureux, et des coûts élevés dus à la production d'eau potable de bonne qualité de cette manière.

La nature

Le parc national d'Arikok concentre ses efforts de préservation notamment sur le contrôle des boas constrictors invasifs, à l'intérieur comme à l'extérieur du parc.³⁷ Il a également lancé un programme de surveillance des chauves-souris et de cartographie des grottes, en lien avec un programme initié par leurs collègues de STINAPA³⁸ Bonaire. Les chauves-souris jouent un rôle clé dans le processus de pollinisation, tout particulièrement pour les cactus. Un projet de reboisement a été engagé, première étape d'une procédure destinée à contrer les effets d'un surpâturage du bétail qui représente une menace sérieuse pour la nature dans les six territoires néerlandais des Caraïbes. Le parc a entamé une étude sur l'évolution de la végétation dans les zones où le pâturage a été interdit aux animaux. La deuxième étape consistera à créer trois pépinières.

Le parc projette par ailleurs de mettre en œuvre un programme de surveillance des oiseaux locaux. L'île compte quatre Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), à savoir : la ZICO des zones humides de Bubali (AW001), la ZICO des îles coralliennes d'Oranjestad (AW003), et la ZICO des îles coralliennes de la baie San Nicolas (AW004), qui ne font pas l'objet de mesures de protection formalisées, et l'IBA de la saline naturelle de Tierra del Sol (AW002), située au cœur d'un parcours de golf privé, qui n'est pas protégée.

Un plan de zonage à l'échelle de l'île est actuellement en cours d'élaboration, et dont l'objet est d'identifier les zones d'importance et celles qui demandent à être protégées et préservées. Ce plan inclut le Linear Park, parc de loisirs et touristique qui commence à l'aéroport, s'étend en direction d'Oranjestad, englobe les stations composées de constructions de petite taille/ basses et les stations composées de constructions à plusieurs étages, jusqu'à atteindre la plage d'Arashi et le phare de Californie.

Les déchets

Le premier plan de mise en œuvre de la politique arubane de gestion des déchets solides (1996³⁹) établissait un cadre dans lequel est venu s'inscrire, en 2003, un Agenda 21.⁴⁰ La gestion des déchets à Aruba est aujourd'hui déclinée en une liste d'actions contenue dans le Plan national de développement 2003-2007.

34 www.caribbeanenergyforum.com

35 www.greenaruba.org

36 Qui s'est tenue le 9 octobre 2013, <http://www.greenaruba.org>

37 Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la nature (DCNA), Rapport annuel 2012)

38 Stichting Nationale Parken – Fondation des parcs nationaux de Bonaire

39 Ondernemend afvalverwerken

40 "Aruba: op weg naar een duurzame ontwikkeling; middels een op agenda 21 gebaseerd milieubeleid" (2003)

La stratégie nationale intégrée pour 2010-2013 comprend un chapitre sur les déchets, qui prévoit les actions suivantes :

- Mise en œuvre de la ligne de conduite des « 5 R » ([mettre au] rebus, réutiliser, réduire, recycler et restaurer) ;
- Introduire des bacs à recyclage pour les boîtes de conserve et les canettes, les verres, le papier et le plastique ; et
- convertir les déchets en énergie, tant est que cela soit possible dans le cadre de la politique environnementale.

La société Ecotech⁴¹ - installations de recyclage -, la société de gestion des déchets, Serlimar et d'autres parties prenantes ont exprimé leur intérêt à participer à l'élaboration de nouvelles politiques. Ecotech exploite à l'heure actuelle une installation de recyclage, que viendra bientôt compléter une installation de valorisation énergétique des déchets qui sera mis en service en 2015. Serlimar a amélioré la collecte des déchets en ajoutant à une collecte des déchets domestiques d'ores et déjà novatrice des services supplémentaires, dont, notamment, l'enlèvement des encombrants au moyens de bacs de 20 pieds [6,10 m] et le service de collecte des déchets en sacs bleus.

L'ébauche de note de politique générale relative à la nature et à l'environnement, qui comprend un chapitre sur les déchets solides, sera discutée avec les parties prenantes en juin 2014.

Système de protection de l'environnement en interne

Certaines sociétés ont la certification ISO 14000. Sept hôtels ont la certification « Green Globe », d'autres ont mis en place en interne leur propre système de gestion de l'environnement.

4.4 CADRE LÉGISLATIF ET APPLICATION DES LOIS

Le Royaume des Pays-Bas est un état signataire et partie à divers accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Le ministère des affaires étrangères néerlandais, en qualité de représentant du Royaume, les signe. Chaque pays ou territoire peut décider s'il souhaite rejoindre et mettre en place ces accords. Aruba a toute compétence quant à la gestion de ses affaires internes et à l'environnement.

Aruba a rejoint les AME suivants :

AME	Remarques
Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes (convention de Carthagène)	Aruba entend étendre cette convention, ainsi que ses trois protocoles (protocoles relatif à la lutte contre la pollution par les hydrocarbures ; protocole relatif à la vie sauvage (SPAW) ; protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres) étendus à Aruba en 2007. Les obligations qui lui incombent au titre de ces trois protocoles sont notamment : préparer un plan national de lutte contre la pollution par les hydrocarbures - et nommer un coordinateur dédié à la pollution par les hydrocarbures -, légiférer en matière de zones de protection particulières, et mettre un terme au déversement des eaux usées non traitées dans la mer. Les coûts sont estimés à environ 50 millions €. Le fonds de développement spécial pour Aruba (FDA) prévoyait des lignes de crédit spécifiques pour la mise en œuvre de ces activités.

Aruba aimerait en outre rejoindre le protocole de Kyôto de la CCNUCC, mais avant d'en arriver là, elle doit se doter d'un certain nombre d'instruments complémentaires.

⁴¹ Ecotech exploite à l'heure actuelle une installation de recyclage, que viendra bientôt compléter un équipement de valorisation énergétique des déchets qui sera mis en service en 2015.

Par ailleurs, Aruba dispose des lois nationales suivantes⁴² :

1. Ordonnance de 1995 relative à la préservation de la nature (*Nature Conservation Ordinance of 1995*)⁴³

Cette ordonnance propose un cadre de protection de la flore et de la faune locales ainsi que de la flore et de la faune protégées dans le monde entier. Elle prévoit la désignation et création de réserves naturelles.

Fondement de la mise en œuvre à Aruba du protocole SPAW de la Convention de Carthagène et de la Convention CITES, elle s'accompagne d'un certain nombre de décrets d'application, dont notamment le décret applicable au parc national d'Arikok. Ainsi :

- décret national portant mesures d'interdiction de la pêche au harpon⁴⁴
- décret national applicable au parc national d'Arikok⁴⁵
- décret national portant mesures d'application du registre CITES⁴⁶
- décret national portant mesures d'application des règles générales en matière de supervision⁴⁷
- décret national portant mesures de dispense de protection de la flore et faune non indigènes⁴⁸

Un nouveau décret est en cours de rédaction, qui aura vocation à identifier les spécimens de la flore et de la faune qui demandent une protection particulière. Ces spécimens ne pourront être éliminés qu'au titre d'une mesure d'exception délivrée par le ministre.

2. Ordonnance relative aux espaces marins d'Aruba (*Marine Environnement Ordinance of Aruba*)⁴⁹ et décrets d'application :

- décret national portant application des mesures générales de l'article 5 visant les tortues⁵⁰
- décret national portant mesures d'application des mesures générales de l'article 5 visant les coquillages⁵¹
- décret national portant mesures d'interdiction de la pêche aux poissons coralliens⁵²
- décret national portant mesures d'application des mesures générales de l'article 13, 3^e alinéa, visant la protection des coraux⁵³

Autres ordonnances :

- Ordonnance nationale relative aux eaux et aux plages publiques⁵⁴, qui régleme la propreté des plages et l'enlèvement des déchets.
- Ordonnance nationale relative à prévention de la pollution par les navires⁵⁵
- Ordonnance nationale relative au Fonds d'indemnisation des personnes blessées par des pétroliers⁵⁶
- Ordonnance nationale relative à la responsabilité des pétroliers⁵⁷
- Ordonnance nationale relative au pétrole dans les espaces marins d'Aruba⁵⁸

42 Qui sont toutes consultables en ligne sur : <http://www.dcnanature.org/ressourcess/policy-law-enforcement/> Pour une bonne description – en anglais – de ces lois, nous vous invitons à vous reporter à l'EES publiée à :

<http://savealtovistadotcom.files.wordpress.com/2012/05/sea-report-urirama-rev-1-of-8-may-20121.pdf> Chapter 5: Laws and regulations

43 Natuurbeschermingsverordening (AB 1995 no.2)

<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/0603AB95.002.pdf>

44 LB verboden onderwaterjachtmiddelen (AB 2001 no. 115):

<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/0603ab01.115.pdf>

45 <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/0603AB00.059.pdf> LB natuurreserveaat Parke Nacional Arikok) (AB2000 no. 59)

46 Législation secondaire relative à l'adoption du registre CITES (AB 1995 no. 69 : <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/0603AB95.069.pdf>

47 LB algemene bepalingen toezichtuitoefening (AB 1998 no. 70)

<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/0603AB95.069.pdf>

48 LB ontheffing beschermde niet-inheemse flora en fauna (AB 1996 no.1)

<http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/0603AB96.001.pdf>

49 Marien Milieuverordening (AB 1980 no. 18)

50 LB ham t.u.v. art.5 m.b.t. schildpadden (AB 1987 no. 51) <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/0603AB87.051.pdf>

51 LB ham t.u.v. art. 5 m.b.t. calco (AB 1987 no. 52) <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/0603AB87.052.pdf>

52 LB verbod jacht op koraalvissen (AB 1992 no. 70) <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/0603AB92.070.pdf>

53 LB ham t.u.v. art. 13, derde lid (bescherming koralen) (AB 1988 no.52)

54 Lv openbare wateren en stranden (AB 1987 no. 123)

55 Lv Voorkoming van Verontreiniging door Schepen (AB 1993 no.72)

56 Lv schadefondsolietskopen (AB 2005 no. 16)

57 Lv aansprakelijkheid olietankschepen (AB 2005 no. 17)

58 Petroleumverordening zeegebied Aruba (AB 1987 no. 89)

3. Ordonnance relative aux nuisances (*Nuisance Ordinance*)⁵⁹. Son champ d'action se limite aux nuisances (puanteur, poussière, fumée, bruit, etc.). En l'absence d'une législation plus sophistiquée, ce système de permis est à l'heure actuelle le principal outil d'interdiction et de réduction des pressions auxquelles est soumis l'environnement.

Le décret national d'application relatif aux nuisances⁶⁰ énonce les activités industrielles et commerciales qui font l'objet de la délivrance d'un permis (élémentaire) environnemental. Les parcs éoliens ne font pas partie de cette énonciation.

Nous relèverons que cette ordonnance ne s'intéresse pas aux déchets.

4. Ordonnance relative aux pouvoirs de police (*Police Ordinance*)⁶¹ Les constructions sur ou en bordure de la voie publique sont interdites sauf à faire l'objet d'un permis délivré par le ministre des travaux publics.

5. Législation en matière d'aménagement du territoire ou de zonage :

La nouvelle stratégie nationale intégrée (NISP) pour Aruba (qui prévoit un plan d'action pour 2010-2013) de février 2010, exige la mise en œuvre du plan d'aménagement territorial (*Ruimtelijk Ontwikkelingsplan* – ROP) arrêté en mai 2009. Mais le ROP ne contient aucune disposition contraignante quant à l'occupation des sols. Il reste à mettre en œuvre un plan dit « ROPV » (soit un ROP assorti de conditions, ou *Voorwaarden*)⁶², qui, bien qu'en cours d'élaboration et de rédaction n'a pas encore été approuvé/ratifié par le parlement. Par conséquent, même si une zone est qualifiée de « zone de nature » (*natuurgebied*), elle ne relève d'aucune disposition contraignante – à moins qu'il ne s'agisse d'une « réserve naturelle », statut dont seul jouit le parc national d'Arikok.

Le moratoire sur les investissements visant la construction de complexes hôteliers sur la côte occidentale est particulièrement intéressant : les travaux d'agrandissement d'un hôtel, dès lors qu'ils sont destinés à augmenter sa capacité d'accueil, sont autorisés uniquement à certaines conditions. Ainsi :

- s'il s'agit de chambres/ suites de luxe, et qu'elles seront entièrement réalisées par une main d'œuvre locale ;
- la contribution à l'économie arubane doit être optimisée : 25% au moins des matériaux de construction doivent être achetés localement et seules des entreprises de travaux locales pourront être engagées ;
- l'hôtel doit être exploité par des personnels locaux recrutés parmi la main d'œuvre locale

Aruba est très attachée à respecter son engagement à mettre en œuvre la Convention de Carthagène : le protocole de lutte contre la pollution par les hydrocarbures a d'ores et déjà été mis en œuvre, et un plan national d'intervention d'urgence en cas de pollution par les hydrocarbures est en place depuis 1997 (demande à être actualisé); le protocole SPAW a été partiellement mis en œuvre; nécessité de créer des zones marines protégées ; le protocole LBS a été mis en œuvre (voir paragraphe sur l'eau (et les eaux usées) et le paragraphe sur les déchets) et doit être maintenant ratifié. Un projet de loi destiné à faire inscrire la Lagune espagnole comme site Ramsar est en cours de préparation.

4.5 SUIVI ET APPLICATION DES LOIS

Les six inspecteurs du Bureau des inspecteurs de ville (Bureau of City Inspectors – BCI) veillent à l'application de la Loi générale de police. Les cinq inspecteurs de la Direction de la nature et de l'environnement (DNE) quant à eux sont chargés du respect de la législation plus complexe sur l'environnement.

⁵⁹ Hinderverordening (AB 1988 GT 27) <http://dcnannature.org/wp-content/uploads/2012/09/0602GT88.027.pdf>

⁶⁰ Hinderbesluit (AB 1995 GT 20)

⁶¹ Algemene Politieverordening, AB 1995 GT8, wijzigingen 1997 no. 18, AB 1997 no. 34; AB 2005 no. 5; AB 2011 no.23.

⁶² <http://www.dip.aw/ROP%20planbeschrijving.pdf>

Sous la direction du procureur général, la police, les inspecteurs de la DNE et du BCI travaillent en étroite collaboration à la répression de la pratique de décharge sauvage. Un groupe d'intervention composé de représentants de ces quatre entités veille à la mise en place du plan d'action : « Sushi na su lugar! » (Les déchets, à leur place!).

Un réseau de surveillance et de contrôle de la qualité de l'air et de l'eau a été créé grâce à des financements du Fonds de développement aruban (*Aruban Development Fund* – ADF). Les opérations de surveillance de l'eau ont commencé en 2007, et consistent à procéder au recueil de données sur l'eau de mer, sur l'eau utilisée à des fins d'irrigation (eau de pluie) et sur les effluents de l'usine de traitement des eaux usées. La surveillance de la qualité de l'air est actuellement suspendue pour des raisons techniques.

Le contrôle de l'eau de mer a pour objet de maintenir une eau de très bonne qualité qui invite à la baignade. L'eau de pluie collectée dans huit bassins répartis dans l'île est également contrôlée, et enfin, les effluents de l'usine de traitement des eaux usées sont contrôlés. Le Ministère de l'assainissement prélève les échantillons, le Laboratoire national procède aux analyses, et la Direction de la nature et de l'environnement interprète les résultats. Les échantillons sont analysés pour déterminer la présence éventuelle de coliformes thermotolérants (anciens coliformes fécaux), d'*E. coli* et d'*Enterococcus faecalis*.

Le service météorologique dispose d'un système d'alerte précoce en cas de catastrophes.

4.6 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Les entreprises privées et publiques, ainsi qu'un certain nombre d'ONG et de fondations, sont actives dans le domaine de l'environnement.

Dans le secteur du tourisme :

- Le complexe hôtelier Bucuti & Tara Beach Resorts soutient les efforts de la communauté en matière d'écologie ;
- sept hôtels à Aruba jouissent de la certification Green Globe. Le concept de « tourisme respectueux de l'environnement » gagnant en popularité, son corrélat, la « gestion verte », est aujourd'hui un outil marketing puissant. L'un des hôtels de luxe de l'île utilise l'énergie solaire à la fois pour produire l'électricité dont il a besoin et également pour chauffer l'eau.⁶³

La fondation *Aruba Birdlife Conservation*, créée en 2010, a exprimé de vives inquiétudes quant aux retards pris par Aruba dans la ratification et la mise en œuvre des traités internationaux sur l'environnement. Elle indique que l'attention portée à la nature à l'échelle locale est insuffisante, et que la législation de protection de la nature adoptée sur l'île n'est pas appliquée. Elle entend concentrer ses efforts sur veiller à ce que cette législation soit appliquée pour empêcher que la nature arubane subisse d'autres dégâts structurels.

En 2010, un groupe de bénévoles a créé la Fondation du parc marin d'Aruba.⁶⁴ Cette fondation a vocation à protéger l'environnement marin de l'île par le biais de la création d'un parc marin destiné à garantir l'utilisation durable des ressources marines de l'île. Elle concentre ses efforts sur le programme national de contrôle de la rascasse volante⁶⁵ et la mise en œuvre d'un nouveau programme de mouillage public, en collaboration avec les exploitants locaux d'équipements de sports aquatiques et Serlimar, la société de gestion des déchets d'Aruba. La Fondation du parc marin d'Aruba ne gère aucune zone protégée par la loi.

Le nom de « Projet (bénévole) de protection des récifs d'Aruba » est un nettoyage annuel (lancé en 1994) des plages et des sites de plongée sous-marine et en apnée les plus populaires de l'île. Ce projet

63 Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) – Étude de 2010, Le changement climatique et les pays des Caraïbes, <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/39188/LCARL250.pdf>

64 Rapport annuel 2012 - Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la nature (DCNA), www.dcnanature.org

65 <http://aruba-daily.com/newspaper/you-too-can-help-protect-arubas-marine-life-and-reefs-join-the-jolly-pirates-in-creating-awareness-by-supporting-the-save-the-reefs-bracelet-program-2/>

aide en outre à sensibiliser et promouvoir auprès du public la propreté de l'environnement marin à Aruba.⁶⁶ Avec plus de 800 participants chaque année, habitants de l'île et visiteurs du monde entier confondus, il s'agit de la plus grande manifestation bénévole en matière d'environnement à Aruba, que finance l'Autorité de tourisme d'Aruba.

Turtugaruba est une NGO locale qui travaille à la sensibilisation du public et aide à protéger les nids des tortues de mer. Elle contrôle chaque année les nids des quatre espèces de tortues de mer qui accostent sur plages d'Aruba.

Stimaruba est une NGO active dans la préservation de la nature, qui s'acquitte de missions d'information et organise d'autres activités pédagogiques portant sur la nature arubane à l'intention de la communauté locale.

DCNA, l'Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la nature, est une fondation reconnue qui se charge d'informer les six PTOM liés aux Pays-Bas sur les questions liées à la nature et à l'environnement.⁶⁷

4.7 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

Afin d'être en mesure de financer sur ses propres revenus les investissements consentis en matière de nature et d'environnemental et les coûts d'exploitation des activités qui en découlent, la gestion des déchets solides sera prochainement taxée, aux points de collecte et de traitement. L'île ne dispose pas actuellement de système de dépôt-remboursement.

5 COOPÉRATION

5.1 COOPÉRATION INTERNATIONALE

Aruba est membre de l'Alliance des petits états insulaires (AOSIS), et participe activement au programme régional des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) des Caraïbes.

Organisations au sein desquelles est représentée Aruba : la Communauté des Caraïbes, CARICOM⁶⁸ (à titre d'observateur), la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CECALC)⁶⁹ (à titre d'associé), UNESCO (à titre d'associé), WTO (à titre d'associé) et l'Organisation du Tourisme des Caraïbes (CTO).

5.2 COOPÉRATION AVEC LES PAYS-BAS

Aruba a passé un accord de coopération (en mai 2000) avec les Pays-Bas, qui repose sur un Fonds spécial de développement (*Fondo Desaroyo Arubano, FDA*). Deux programmes pluriannuels ont été financés (jusqu'en 2009) au titre de ce fonds.

Le premier programme (2001-2005) s'est attaché à mettre en œuvre le Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (dit « protocole LBS » – *Land-Based Sources [pollution]*) de la Convention de Carthagène⁷⁰ : à ce titre, il comprend les eaux usées, la surveillance et le contrôle de la

66 <http://24ora.com/local-mainmenu-5/74192-castro-perez-di-aruba-reef-care-foundation-sistema-di-waterside-security-por-contribui-na-preservacion-di-bida-marino>

67 www.dcn.nl or www.dcnanature.org

68 <http://www.caricom.org/>

69 <http://www.cepal.org/default.asp?idioma=IN>

70 Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (ou protocole LBS).

<http://www.cep.unep.org/cartagena-convention/lbs-protocol/the-lbs-protocol-overview.pdf>

qualité de l'air et de l'eau, les la gestion des déchets solides, l'amélioration des plages et une campagne de sensibilisation à ces questions.

Le montant des financements alloués pour 2006-2009 au titre du FDA s'élevait à 200 millions € (contributions à parts égales des gouvernements néerlandais et aruban). Priorités : la bonne gouvernance, le développement économique durable, l'éducation et le secteur social.⁷¹

Jusqu'en 2009, les programmes se concentraient sur⁷² : la réhabilitation/ restauration du centre-ville d'Oranjestad, y inclus le bâtiment des services administratifs d'Aruba ; la revitalisation de San Nicolas (2^e ville d'Aruba) et la rénovation et la réparation des écoles.

Certains projets prévus par le programme de 2006-09 ont été réalisés ultérieurement (en 2011), y compris ceux consacrés à la bonne gouvernance, au développement économique durable, à l'éducation, au secteur social et à la santé publique.

5.3 COOPÉRATION AVEC L'UE⁷³

La Décision d'Association Outre-Mer du conseil européen soutient les projets de coopération et de développement.

Deux projets ont été financés au titre du 9^e FED : le parc national (construction de routes à l'intérieur du parc, d'un centre d'accueil des visiteurs et de bureaux) et le musée national d'archéologie (9,8 millions €).

Le document unique de programmation soumis au titre du 10^e FED (signé en 2011) prévoit un budget de 8,8 millions €. ⁷⁴ Il se concentre sur les questions d'éducation et sur les raisons pour lesquelles des investissements supplémentaires étaient nécessaires en matière de renouvellement urbain, de mise en valeur des quartiers et de modernisation des routes.

S'agissant de l'environnement, les besoins suivants y sont énoncés :

- Expansion et actualisation et la législation sur l'environnemental ;
- Bien que le principe du pollueur-payeur ait été adopté, les mesures de prévention de la pollution devraient être améliorées ;
- Promotion des investissements pour l'efficacité et la conservation énergétiques, 10 éoliennes ont été érigées, d'autres sont planifiées ;
- Un système de contrôle de la qualité de l'air et de l'eau a été mis en place (financé par les Pays-Bas) ;
- Efficacité de la gestion des déchets, utilisation de produits respectueux de l'environnement.

S'agissant de la coopération régionale, Aruba travaille en collaboration avec l'ensemble des autres pays et territoires d'outre-mer de la région, les pays ACP voisins et les territoires des pays de l'UE les plus éloignés par le biais de différents programmes régionaux UE/ pays et territoires d'outre-mer, tels que : « Renforcer l'intégration des pays et territoires d'outre-mer britanniques et néerlandais au plan régional d'intervention VIH/SIDA par l'intermédiaire de « PANCAP »⁷⁵, « Initiative régionale pour la réduction des risques (R31) » (gestion des catastrophes)⁷⁶ et « Renforcer le développement des petites et moyennes entreprises des pays et territoires d'outre-mer britanniques et néerlandais de la région caraïbe ».⁷⁷

⁷¹ http://www.vertegenwoordiging-aruba.nl/algemene_onderdelen/persberichten/overeenstemming

⁷² http://www.arubaeconomicaaffairs.aw/index.php?option=com_content&task=view&id=75&Itemid=60

⁷³ See also: Paul Sutton: The European Union and the Caribbean Region: Situating the Caribbean Overseas Countries and Territories, 2012
http://www.cedla.uva.nl/50_publications/pdf/revista/93RevistaEuropea/93-Sutton-ERLACS-ISSN-0924-0608.pdf

⁷⁴ http://ec.europa.eu/europeaid/where/octs_and_greenland/documents/spd_final_aruba_en.pdf

⁷⁵ <http://www.pancap.org/en/>

⁷⁶ http://www.bb.undp.org/content/barbados/en/home/operations/projects/crisis_prevention_and_recovery/R3i/

⁷⁷ http://www.arubaeconomicaaffairs.aw/index.php?option=com_content&task=view&id=61&Itemid=80

6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Aruba a engagé bon nombre d'initiatives nouvelles destinées à promouvoir le développement durable depuis 2006 (date du dernier profil environnemental). Elle s'est dotée d'une Direction de la nature et de l'environnement et a élaboré et mis en œuvre une stratégie visionnaire qui se concentre, entre autres choses, sur les combustibles renouvelables, et s'appuie sur une démarche participative innovante.

De nombreux Arubans souhaiteraient que les transports en commun soient améliorés de manière significative afin qu'un nombre plus importants d'habitants et de visiteurs soient enclins à les emprunter⁷⁸.

Des progrès ont été faits quant à la législation sur le zonage, mais les textes et instruments concernant les nuisances ne prévoient pas de plan concret de gestion des déchets.

Les deux tableaux ci-dessous reprennent les problèmes environnementaux identifiés et les réponses proposées. Les pages suivantes proposent des plans d'action.

Problèmes environnementaux	Situation actuelle	Réponses proposées
Pressions exercées sur les habitats et la biodiversité d'Aruba	Seul le parc national d'Arikok est protégé. Le parc marin ne l'est pas. Les différentes espèces de flore et de faune ne sont pas protégées, ni même partiellement protégées. Lois locales sur la nature non appliquées.	Projet de loi destinée à protéger les espèces menacées d'extinction. Projet de loi destinée à protéger la Lagune espagnole en tant que sanctuaire d'oiseaux (Site Ramsar) Zones vertes à intégrer en phase conception des politiques et projets d'aménagement
Espèces invasives	Le boa constrictor et la rascasse volante sont des espèces qui menacent la faune et la flore locales	Intensifier les actions pour attraper ces espèces invasives, arrêter une stratégie nationale et déployer une équipe chargée de sa mise en œuvre.
Changement climatique / Élévation du niveau des mers	Quelques mesures de lutte contre les inondations ont été prises.	Linear Park : exécution de la feuille de route vers 2020 à titre de mesure d'adaptation dans le but de ne plus dépendre des combustibles fossiles.
Catastrophes naturelles et environnementales	Système d'alerte précoce en place, scripts de scénarios de réponse aux tsunamis	Formation, et développement/ étoffement des plans de préparation et gestion des catastrophes.
Gestion des déchets	Site d'enfouissement	Valorisation énergétique des déchets et des ressources. Travaux de nettoyage des anciennes zones de décharge de déchets.

Problèmes de gouvernance	Principaux écarts	Réponses proposées
Institutionnels	Direction de la nature et de l'environnement nouvellement créée	Pourvoir les postes vacants
Politiques publiques	Besoin d'une politique relative à la nature et à l'environnement	Document en préparation à discuter dans le cadre d'une réunion multipartite
Législation	Pas de loi sur une protection intégrée de l'environnement	Un projet de loi relatif à la gestion environnementale est évalué
Finances	Fonds d'investissement limités et fonds d'exploitation limités	Rechercher d'autres financements pour d'autres projets concernant la nature et l'environnement
Intégration régionale et internationale	Partage des connaissances et des meilleures pratiques	Développer le réseau professionnel et les points d'accès/ les équipements permettant d'avoir accès à l'Internet

⁷⁸ Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) – Étude de 2010, Le changement climatique et les pays des Caraïbes, <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/39188/LCARL.250.pdf>

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques hypothèses et	Sources d'€ possibles
Améliorer la gestion des déchets	Élaborer une législation sur les déchets	La législation existante en matière de pollution ignore la question des déchets. La gestion d'un volume de déchets croissant peut être encore améliorée.		DNE Serlimar ONG Hôtels, etc.			
	Activités Se pencher sur la question des flux et du traitement des déchets (air, sol et eau) domestiques et commerciaux/ industriels. L'ébauche de note de politique relative à la nature et à l'environnement (qui comprend un chapitre les déchets solides) sera discutée avec les parties prenantes en juin 2014. Considérer la valorisation énergétique des déchets et une coopération avec d'autres pays et territoires d'outre-mer de la région. Légiférer. Financer les nouvelles installations à venir. La législation sur le zonage doit être étoffée/ développée.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques hypothèses et	Sources d'€ possibles
Améliorer la connaissance sur la nature et l'environnement (recommandé par la CEALC)	Améliorer la surveillance et le contrôle, réaliser des études de référence, renforcer le partage des connaissances avec les pays membres de CARICOM	D'après la CEALC ¹ , les personnes chargées de l'élaboration des politiques ne disposent pas d'informations suffisantes quant aux impacts/ aux coûts et aux bénéfices des politiques nationales et sectorielles					
	Activités Organiser une consultation à l'échelle régionale pour mettre en place un cadre qui vise à définir les priorités nationales et régionales en matière de recueil des données et de production du savoir et des connaissances. Recueillir des données sur le niveau de la mer, la température à la surface de l'eau, la bathymétrie et les marées. Réaliser des études de référence sur les écosystèmes, les espèces/ les habitats terrestres et marins, et leur distribution. Étudier la fragmentation des habitats (des écosystèmes) relativement à la préservation des couloirs naturels pour la flore et la faune, afin de prévenir les pertes en biodiversité. Par exemple, la perte en arbres fruitiers matures, en arbres porteurs de graines matures et en cactus colonnaires relativement aux espèces fondamentales que sont la chauve-souris et le perroquet, mais également le rôle des systèmes des jardins domestiques relativement aux écosystèmes de la flore et de la faune. Étude des écosystèmes biologiques et physico-chimiques dans les cours d'eau (eaux souterraines, eaux de ruissellement, eau restée au fond du lit des rivières asséchées, eau des bassins) et leurs liens avec les écosystèmes marins environnants. Partager les expériences arubanes avec d'autres pays membres de CARICOM quant aux efforts déployés pour répondre au changement climatique.						

¹ Examen des données économiques du changement climatique (RECC) dans le projet caraïbes : <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/39188/LCARL.250.pdf> On Aruba: page 9-19

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Protéger l'environnement et la biodiversité	Définir et mettre en œuvre un réseau de zones protégées	Les récifs coralliens de la côte septentrionale sont encore en bon état. Dans d'autres zones (peuplées) de l'île, ils subissent l'impact de la pollution					
	Activités Discuter de l'ébauche de note de politique générale relative à la nature et à l'environnement et de l'ébauche de programme de recherche et de contrôle de la nature et de l'environnement avec les parties prenantes. Étudier la qualité des différents types de sol comme outil de référence, afin d'être en mesure de distinguer entre les zones propres et les polluées et de mettre en place un plan d'intervention pour nettoyer les zones polluées. WildAruba recommande (2008) ² : De créer un parc marin (mise en œuvre de zones marines protégées au préalable/ en « avant-postes »). De recueillir des informations sur les espèces/les habitats et leur distribution (à utiliser lors de la préparation des nouveaux plans) (voir plan d'action précédent). De travailler à la sensibilisation du public à l'environnement (voir plan d'action prochain).						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Renforcer la sensibilisation à l'environnement	Améliorer le comportement de la population envers l'environnement et en matière d'utilisation des ressources	La conscience/ les connaissances environnementales de la population d'Aruba en matière d'environnement sont limitées					
	Activités Mettre en place un comité d'éducation permanent composé de représentants des parties prenantes clés impliquées dans les questions d'histoire et de patrimoine naturels. Organiser une campagne nationale de sensibilisation qui garantisse la propreté de l'île à long terme. Lancer une campagne d'information sur les conséquences (environnementales et socioéconomiques) d'une baisse de la fréquentation touristique si l'environnement est dégradé. Promouvoir des programmes d'extension de la culture biologique et d'information sur l'utilisation des pesticides et herbicides.						

² <http://www.wildaruba.org/Documents/Press%20release%201-09%20English.pdf>

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Création d'un fonds	Mettre en place un système de microcrédits pour encourager/ faciliter les petites initiatives environnementales locales	De nombreuses idées et initiatives, mais financements insuffisants					
	Activités						
	Explorer d'autres sources possibles de financement de ce fonds : subventions, dons du secteur privé/ d'entreprises et de collectivités territoriales, amendes, impôts, etc. Déterminer si les petites entités locales qui développent des initiatives ont besoin d'être aidées à préparer leur proposition/ dossier de demande de financement. Préparer les règles et les formulaires pour l'allocation des financements du fonds à l'issue d'une procédure de mise en concurrence. Préparer le cadre légal du fonds.						

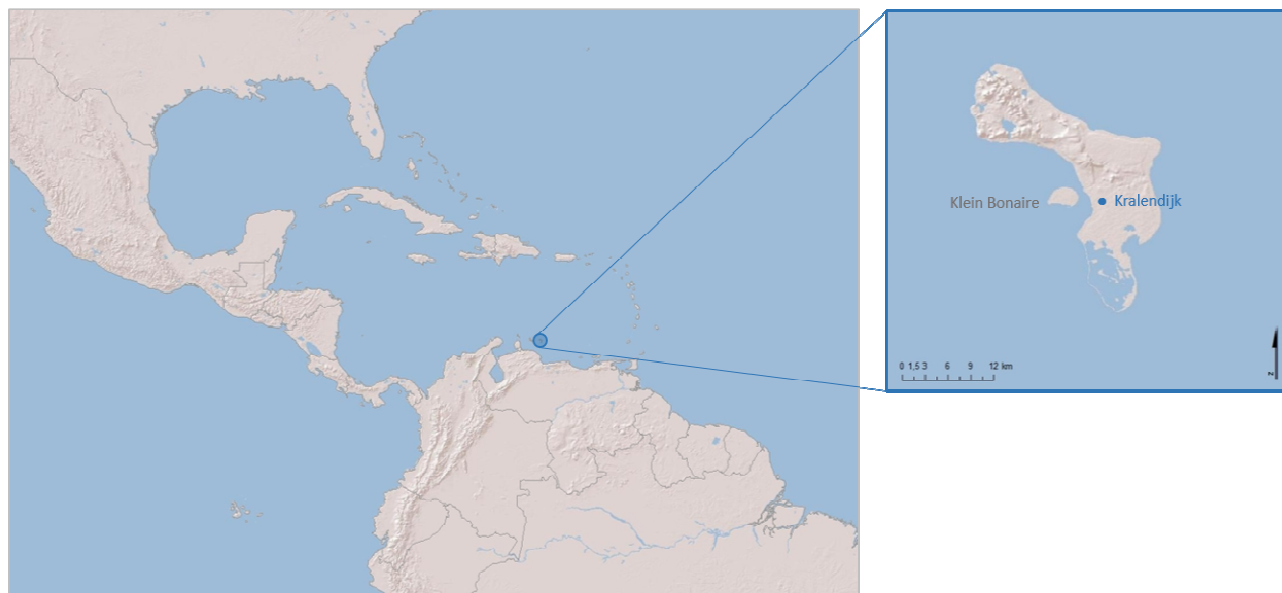
Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Réduire la dépendance aux combustibles fossiles							
	Activités						
	Poursuivre et optimiser le programme visant la réduction de la dépendance aux combustibles/ carburants importés. Poursuivre et optimiser le programme visant le développement des énergies renouvelables. Mettre en place un programme d'information et de conseil concernant l'efficacité énergétique – ex. : lire les étiquettes. De nombreux Arubans souhaiteraient que les transports en commun soient améliorés de manière significative afin qu'un nombre plus importants d'iliens et de visiteurs soient enclins à les emprunter ³ .						

3 Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) – Étude de 2010, Le changement climatique et les pays des Caraïbes, <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/39188/LCARL.250.pdf>

ANNEXE C : BONNAIRE

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

BONAIRE



Résumé	115
Informations générales	115
Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale.....	116
Etat de l'environnement	117
Gouvernance environnementale	121
Coopération.....	126
Conclusions et recommandations.....	126

RÉSUMÉ

Le 10 octobre 2010, les Antilles néerlandaises ont été dissoutes, et le statut de Bonaire, de Saint-Eustache et de Saba¹, a changé. Ces trois territoires des anciennes Antilles néerlandaises sont devenus des entités publiques², ou communes à statut particulier. Curaçao et Sint Maarten, qui faisaient autrefois également partie des Antilles néerlandaises, sont aujourd'hui des États autonomes au sein du Royaume des Pays-Bas, comme l'était déjà Aruba.

L'économie dépend largement du tourisme (80% du PIB): l'île accueille 70 000 visiteurs chaque année. Une étude économique a porté la valeur annuelle de la nature de Bonaire à 105 millions US\$.³

En dépit de sa petite taille, Bonaire a fait de la protection de la nature l'une de ses grandes priorités: ainsi, plus de 20% de la superficie totale de Bonaire et 100% des eaux qui baignent l'île et Klein Bonaire sont constitués de parcs protégés, depuis 1977 et 1979 respectivement.

Les récifs coralliens de Bonaire sont en bonne santé, même si, à certains endroits, c'est tout juste le cas en raison de la pollution causée par les nutriments. La dégradation de la qualité de l'eau en conséquence des activités terrestres s'avère donc être une menace urgente pour les récifs de Bonaire.⁴

L'environnement marin naturel est soumis à diverses pressions, pollution de l'eau (l'usine de collecte et traitement des eaux usées n'est pas encore tout à fait opérationnelle⁵), sédimentation et constructions le long de la côte.

Avec un territoire dont la plus grande partie se trouve 2 mètres sous le niveau de la mer, Bonaire est vulnérable au changement climatique.

Le surpâturage des chèvres et des ânes et de mauvaises pratiques de gestion forestière ont gravement porté atteinte à la végétation terrestre et, indirectement, aux écosystèmes marins, en conséquence des effets d'érosion et de sédimentation.

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom du pays	Bonaire
Région	Caraïbes
Superficie	294 km ² (Klein Bonaire (6km ²) comprise)
Zone économique exclusive	3 198 km ²
Population	18 250 (2013) ⁶ Densité : 62 habitants/km ²
PIB/habitant	Total PIB : 4 04 milliards \$. PIB per capita : 19 000 \$ (estimation 2009) ⁷ = 13 808 €
Taux d'alphabétisation	s.o.
Taux de chômage	5,8% ⁸
% en dessous du seuil de pauvreté⁹	s.o.

1 Le regroupement de ces trois îles est désormais appelé « Pays-Bas caribéens », ou îles BES.

2 Openbaar Lichaam.

3 TEEB study: http://www.ivm.vu.nl/en/Images/2001_TEEB_Bonaire%20total_tcm53-310328.pdf

4 http://www.dcbd.nl/sites/www.dcbd.nl/files/documents/IUCN%25202011%2520Bonaire_coral_reef_resilience_report.pdf

5 Co-financement FED / Pays-Bas

6 Bureau central de la statistique néerlandais (CBS)

7 WorldAtlas.com

8 Bureau central de la statistique néerlandais (CBS)

9 Anguilla Country Poverty Assessment 2007/09

La partie méridionale de l'île de Bonaire est relativement plate, tandis que les parties médiane et septentrionale sont montagneuses. Il s'agit d'une île aride, formation volcanique vieille de 120 millions d'années dont la « corolle » corallienne s'est développée avec le temps. Elle s'étend à 80 km au large des côtes du Venezuela. Bonaire et Klein Bonaire sont entourées d'une frange continue de récifs coralliens¹⁰, qui, très peu profonde au niveau du littoral, descend jusqu'à environ 10 m avant de plonger dans les profondeurs de l'océan à plus de 70 m.¹¹ Cette proximité avec le littoral séduit tout particulièrement les plongeurs sous-marins et les randonneurs aquatiques. Le relief de l'île se compose également de mangroves, de zones humides, de salines et de forêts sèches.



Le point le plus haut de Bonaire – Brandaris, dans le parc national de Washington Slagbaai – n'est qu'à 238 m. Le reste de l'île présente une élévation très faible.

Les séismes y sont possibles¹², les ouragans relativement sporadiques.

L'économie dépend largement du tourisme (80% du PIB) : 70 000 visiteurs atterrissent chaque année sur l'île, et environ 200 000 débarquent de navires de croisière. Une étude néerlandaise estime la valeur annuelle de la nature de Bonaire à 105 millions US\$ par an.¹³ Chaque année, quelque 60 000 touristes partent à la découverte de l'environnement marin de l'île – dont 38 000 en plongée sous-marine –, et environ 80 navires de croisière y accostent, leurs passagers débarquant pour prendre part à des excursions et visiter le parc marin.¹⁴

Deux entreprises industrielles, Cargill et Bopec, contribuent également aux revenus de l'île.¹⁵ Cargill, l'une des plus grandes sociétés du monde en participation privée, loue la partie méridionale au gouvernement, où elle exploite un marais salant solaire : des étangs géants artificiels fermés sont remplis d'eau de mer qui, pendant une période de plusieurs mois, s'évapore au contact du soleil et de la chaleur, ne laissant que le sel au fond des étangs. Bopec (Bonaire Petroleum Corporation) est un terminal de stockage de carburant qui appartient à la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA. Exploitée principalement comme installation de stockage de pétrole raffiné et non raffiné de différents grades du Venezuela et des raffineries de Curaçao et d'Aruba, Bopec dispose également d'unités de mélange et d'assemblage pour ses carburants stockés. Bopec est équipée de deux jetées de chargement et d'un accès protégé en eau profonde : la première jetée peut accueillir des pétroliers jaugeant jusqu'à 500 000 tpl, avec une restriction de tirant de 95ft [28,95 m], la seconde jetée quant à elle des pétroliers jaugeant jusqu'à 80 000 tpl avec une restriction de tirant de 48ft [14,63 m].¹⁶

Le gouvernement et le secteur du tourisme sont des employeurs importants.

2 BIOGÉOGRAPHIE, ENDÉMISME ET IMPORTANCE POUR LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

Bonaire possède 5 sites de Ramsar internationalement reconnus : Lac Bay, Klein Bonaire, Slagbaai, Gotomeer et Pekelmeer. Ces sites sont des hauts lieux de l'activité biologique : ils demandent une attention particulière et une gestion intégrée de leurs habitats terrestres, intertidaux et marins.

¹⁰ Les récifs qui se forment près de la terre, le long du littoral.

¹¹ Contexte du parc marin national de Bonaire (Bonaire national marine park – BNMP) : <http://www.bmp.org/pdfs/BNMP-managementplan-part1.pdf> et étude sur les nutriments : <http://www.nacri.org/greylit/wiegers2007impactnutrientscoralreef.pdf>

¹² <http://earthquaketrack.com>

¹³ <http://www.ivm.vu.nl/en/projects/Projects/economics/Bonaire/index.asp>

¹⁴ Description du parc marin : <http://www.bmp.org/pdfs/BNMP-managementplan-part1.pdf>

¹⁵ Cargill produit 400 000 tonnes de sel industriel par an.

¹⁶ <http://wikimapia.org/1496625/BOPEC-Terminal>

Plus de 340 espèces de poissons vivent dans les récifs coralliens de Bonaire, qui abritent également des barracudas, des raies manta (géantes), des tortues de mer et des requins.

Plus de 170 espèces d'oiseaux ont été répertoriées sur l'île. Les lacs hyper-salins de la côte méridionale sont des aires de nidification et de nourrissage pour l'espèce menacée qu'est le flamant des Caraïbes et pour les oiseaux migrateurs du rivage.¹⁷ La grande baie semi-fermée (Lac Bay) est l'un des habitats des flamants, petites frégates, hérons et pélicans.

Les plus grands champs d'herbiers marins se trouvent dans Lac Bay. Les herbiers marins de cette zone sont un lieu privilégié pour le frai, les tortues vertes et l'espèce menacée qu'est le strombe géant. La baie est protégée de l'océan par les récifs coralliens frangeants exposés, qui la protègent des vagues. Les vagues déferlent sur le récif, envahissent la baie dans un mouvement qui va dans le sens des aiguilles d'une montre, l'eau ressortant par un canal d'eau profonde à l'extrémité nord de la baie contiguë à Lac Bay, créant un courant de retour.¹⁸ Lac Bay présente la plus grande forêt de mangroves de Bonaire, d'une superficie d'environ 2,5 km².

Bonaire abrite plus de deux cents espèces et sous-espèces endémiques de scarabées, d'araignées (dont le scorpion), de serpents, d'escargots, de chauves-souris (8 espèces), de lézards (7 espèces, dont 2 sont endémiques), de crustacées (crabes) et d'escargots de mers. Les mammifères (essentiellement des chèvres et des ânes) et les seuls amphibiens (grenouilles) ont été introduits par l'homme et sont considérés représenter une menace pour l'environnement terrestre.

Espèces menacées : Bonaire est l'habitat, le site de nidification ou l'escale migratoire de 6 espèces de la liste rouge de l'UICN, de 11 espèces de l'annexe I et de 94 espèces de l'annexe II de la Convention CITES, y compris de nombreux poissons, crustacés et de l'ensemble des coraux des eaux qui la baignent.¹⁹

3 ETAT DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 VUE D'ENSEMBLE

Il est largement reconnu que les récifs coralliens de Bonaire sont bien préservés. Toutefois, certains problèmes ne peuvent être ignorés, liés aux eaux usées, des pratiques d'enfouissement des déchets peu saines et à la perte d'habitats et d'espèces.

L'eau est dessalée et distribuée par pipeline et transport routier. Exploitée par Ionics Aquadesign, l'usine de dessalement de Bonaire approvisionne la quasi-totalité de l'île en eau douce.

Jusqu'en 2004, l'usine de dessalement partageait son site avec la seule centrale électrique de l'île, qui fonctionnait au moyen de grands générateurs diesel. À la suite d'un incendie qui a vu la destruction de plusieurs générateurs, cette centrale a été remplacée par une centrale hybride à combustible fossile parfaitement aux normes, construite à proximité du terminal Bopec, et un parc éolien sur la partie de la côte septentrionale de l'île exposée au vent.

Un financement du Fonds européen de développement (FED) a permis la construction d'une usine de collecte et de traitement des eaux usées (20 millions €). Le gouvernement néerlandais a quant à lui contribué à ce projet à hauteur de 10 millions €, affectés au raccordement des particuliers et des entreprises au tout-à-l'égout.

Les déchets sont collectés par une société privée, Selibon N.V. L'île génère de 17 000 à 20 000 tonnes de

17 Description du parc marin : <http://www.bmp.org/pdfs/BNMP-managementplan-part1.pdf>

18 Étude du parc national : <http://www.bmp.org/pdfs/BNMP-managementplan-part1.pdf>

19 Partie 1. Parc national marin de Bonaire (BNMP) : Contexte : <http://www.redlist.org> or <http://www.cites.org/>

déchets solides par an, un chiffre relativement élevé (*per capita*), en partie dû à la taille de l'activité touristique. Une nouvelle politique vient d'être adoptée (voir plus loin).

3.2 PRINCIPAUX DÉFIS

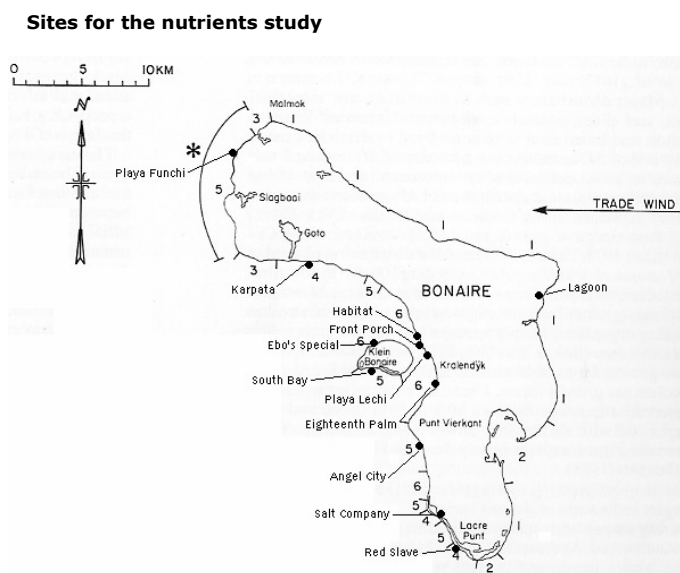
The L'indice de vulnérabilité environnementale²⁰ pour les (anciennes) Antilles néerlandaises (soit Bonaire comprise) classait l'île dans la catégorie Hautement vulnérable. Les difficultés les plus pressantes identifiées pour Bonaire étaient : le pourcentage des terres situées à moins de 50 m au-dessus du niveau de la mer et le nombre d'espèces menacées et vulnérable aux 1000 km² (définitions UICN).

Défi 1 - Perte en habitats et espèces naturels – Grave

L'île dispose d'un réseau de zones marines protégées bien structuré et d'endroits où les touristes peuvent faire de la plongée sous-marine ou de la plongée en apnée en échange d'une contrepartie, acquittée à STINAPA²¹, la fondation qui gère le parc marin.

Toutefois, l'un des problèmes est la pollution causée par les eaux usées (nutriments, bactéries et matières organiques). Une étude récente sur les nutriments dans les eaux de Bonaire²² comprenait un échantillonnage de l'eau, l'analyse de la couverture de corail par transects vidéo, une analyse de la chlorophylle, une analyse des isotopes d'azote des algues et le comptage des stocks de poisson (voir les sites de prélèvement d'échantillons sur la carte ci-dessous). Les résultats préliminaires ont raison d'inquiéter : les récifs de Bonaire ont atteint des valeurs seuil de pollution sur 10 sites.²³

À Bonaire, il est probable que l'entreprise de sel Cargill soit une source de nutriments (pollution). Cette entreprise est prête, en collaboration avec le gouvernement de l'île, à procéder à des recherches plus poussées sur cette question.



20 http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html

21 Parc marin de Bonaire (BNMP) et fondation Stinapa : <http://www.bmp.org>

22 Octobre 2007 : Impact of Increased Nutrient Input on Coral Reefs on Bonaire and Curacao by Mark W. Wieggers, BSc, University of Utrecht et Secrétariat de l'environnement des (anciennes) Antilles néerlandaises.

23 Valeurs seuil établies par Brian E. Lapointe aslo.org/lo/toc/vol_42/issue_5_part_2/1119.pdf

Dégâts subis par les coraux (pressions)	Gravité	Impacts
Tourisme	●	Dégâts résultant directement du tourisme, dont bris mécaniques causés par les plongeurs sous-marins et les randonneurs aquatiques et apnéistes, les ancres des navires, les hameçons de pêche. Dégâts induits du fait de l'augmentation de la turbidité de l'eau, due à la pollution causée par les eaux usées.
Érosion et sédimentation	○	Le surpâturage des chèvres et des ânes et de mauvaises pratiques de gestion des eaux de surface entraînent la mort et la sédimentation des récifs.
Aménagement/ promotion immobilière et activités sur la zone côtière	●	Les gravats, sable, ciment, pierres et autres rebuts issus des opérations d'aménagement et de promotion immobilière et de l'érosion, qui sont rejetés dans la mer, peuvent causer des dégâts sérieux, voire la mort, des coraux en les étouffant et empêchant la lumière du soleil de passer.
Plages artificielles	●	La création de plages artificielles a un effet nuisible sur les coraux. Le récif frangeant de Bonaire est largement dépourvu de plages de sable naturelles. Les plages de sable artificielles se délitent lors des tempêtes et, dans des conditions météorologiques normales, provoquent la suffocation des récifs. ²⁴
Pollution	○	Les eaux usées non traitées contiennent des nutriments, des matières organiques et des bactéries qui ont pour conséquence, entre autres impacts négatifs, la prolifération des algues, qui nuit au corail. La production industrielle de sel est une source de nutriments. Autre source de pollution : le ruissellement des eaux de surface, par temps de pluie, qui contiennent diverses matières polluantes.
Diverses causes	●	Le blanchiment et les maladies peuvent donner lieu à une série de facteurs, de la fluctuation de la température de l'eau à une qualité de l'eau médiocre, en passant les produits solaires utilisés par les baigneurs et les vacanciers.
Pêche/ extraction	●	La surpêche des poissons de récif, de la conque et de la langouste mettent en péril les récifs coralliens.
Dégâts subis par les herbiers marins	●	Dans les eaux peu profondes autour de Lac Bay, les herbiers marins ont été abîmés et sont continuellement érodés par le piétinement des baigneurs, des randonneurs aquatiques et apnéistes, des véliplanchistes et autres usagers ²⁵ . Dans les cas extrêmes, les herbiers marins sont arrachés ou endommagés sans espoir de les voir jamais repousser. La présence d'herbiers marins invasifs a été constatée ces dernières années.
	○	La dégradation des récifs coralliens, qui protègent les herbiers marins qui poussent sur leur pente proche de la côte, peut avoir un impact négatif sur les herbiers.
Dégâts subis par d'autres espèces	●	Les dégâts subis par les herbiers marins et les mangroves entraînent la destruction des lieux de frai. La survie des espèces menacées dans le monde entier, telles les tortues, dépend également du bien-être des herbiers marins.
○ Nulle ○ Légère ● Modérée ● Elevée		

Le fait que les chèvres et les ânes pâturent en toute liberté sur Bonaire a un impact négatif majeur sur la couverture végétale terrestre, diminue le potentiel de récupération et a provoqué la dominance des espèces de mauvaises herbes (et ce également dans les parcs nationaux). En outre, l'île a été par le passé le théâtre d'opérations de déboisement à grande échelle, et elle subit aujourd'hui la mise en œuvre de piètres pratiques de protection de la qualité de la forêt actuelle (arbres et buissons).

Défi 2 - Changement climatique - Grave

Bonaire est particulièrement vulnérable à la menace du réchauffement climatique du fait de la faible élévation au-dessus du niveau de la mer de la plus grande partie de son territoire. L'île est entourée très largement d'une frange de récifs coralliens qui sont une composante cruciale de son fragile écosystème, lieu de frai et bouclier de défense naturel contre les tempêtes et les dégâts résultant. Les récifs coralliens sont en outre primordiaux en tant qu'attraction touristique et, partant, source de moyens de subsistance pour les îliens. Ils sont soumis à une forte pression, exercée par les changements de température de l'eau et les tempêtes.

²⁴ Étude des récifs coralliens, UICN 2011 : <https://portals.iucn.org/library/node/9832>

²⁵ Description du parc marin : <http://www.bmp.org/pdfs/BNMP-managementplan-part1.pdf>

Impact	Gravité	Commentaires
Inondations	●	Une grande partie du territoire de l'île présente une élévation très faible au-dessus du niveau de la mer : à ce titre, elle est particulièrement vulnérable à l'élévation du niveau des mers. La perte potentielle en plages représente une grave menace pour l'activité touristique.
Tensions dans les activités de pêche	○	Tandis que la pêche commerciale n'est pas très importante pour l'île, la pêche artisanale, elle, l'est. La pêche sportive n'a qu'une importance à la marge pour l'activité touristique.
Récifs coralliens menaces (blanchiment, réduction du pH)	●	Une île entourée d'une frange de récifs coralliens, des récifs plus profonds actuellement encore en bon état, mais déjà soumis à de nombreuses menaces (température de l'eau et qualité).
Fréquence accrue des ouragans	○	La fréquence de survenue des ouragans est faible, mais l'on s'attend à voir cette fréquence augmenter.
Salinisation des eaux souterraines	○	Dans l'île, les eaux souterraines ne sont plus utilisées comme eau potable, en partie du fait de leur pollution par les eaux usées.
Industrie du tourisme	●	L'industrie du tourisme représente 80% du PIB. L'attrait touristique des récifs et des plages est important.
○ Nulle ○ Légère ● Modérée ● Elevée		

Défi 3 - Gestion des déchets solides – Grave

L'ensemble des déchets est aujourd'hui collecté et transporté jusqu'à des sites d'enfouissement à ciel ouvert. Considérant l'augmentation rapide de la population de Bonaire, et celle de l'activité touristique, l'adoption d'un plan de gestion des déchets devenait urgente. Selibon (société de traitement des déchets) et le gouvernement de Bonaire, avec l'aide de la municipalité néerlandaise de Breda et le ministère néerlandais de l'infrastructure et de l'environnement (I&M), ont préparé un plan de gestion des déchets pour 2013-2020²⁶, qui a été approuvé et bénéficiera d'un soutien financier du ministère I&M. Il estime que d'ici à 5 ans, une grande partie de tous les déchets seront déjà gérés par collecte sélective, et différentes potentialités de recyclage ou de vente à des fins de valorisation énergétique seront étudiées. La volatilité du marché et le coût élevé du transport constituent un obstacle à l'expansion du recyclage dans l'île.

Depuis 1953, Bonaire dispose d'un site d'enfouissement des déchets arrivé à saturation (au bout de soixante ans). Les études réalisées préconisent une maîtrise du volume des déchets, également pour des raisons de santé.²⁷ Mais Bonaire est trop petite pour traiter ses déchets elle-même. Les sociétés implantées hors de l'île et qui seraient en mesure d'absorber les déchets provenant de Bonaire, facturent leurs services au kilo de déchets, qui doivent être livrés pré-triés. Selibon demande aux particuliers et aux entreprises de réduire leur quantité de déchets et de les apporter au site d'enfouissement²⁸. Les vieux pneus (de voiture) abandonnés en pleine nature posent un problème particulier : en effet, l'eau de pluie qui se loge dans les flancs attire les moustiques, qui s'y reproduisent, et sont l'une des causes principales de la propagation de la dengue. Selibon met en place des récipients fermés où placer ce type de déchets contenant de l'eau stagnante.²⁹

²⁶ Het Afvalbeheer- en uitvoeringsplan Bonaire 2013 – 2022

²⁷ <http://ilovebonaire.com/bonaire/en/services/other/selibon-nv>

²⁸ Plasa Medio Ambiente.

²⁹ Selibon= serviso di di limpiesa Boneiru: <http://www.bonaire.nu/2013/09/19/selibon-plaatst-puinbakken/>

4.1 CONSTITUTION

Bonaire est l'une des trois communes à statut particulier des Pays-Bas caribéens (ou BES, pour Bonaire, Saint-Eustache et Saba). Depuis le 10 octobre 2010, Bonaire n'a adopté aucune nouvelle loi de protection de la nature, ayant hérité l'ancienne ordonnance de 2008, qu'elle n'a pas modifiée.³⁰ Toutefois, une nouvelle loi de protection et de gestion de la nature pour les BES a été adoptée en 2011 à La Haye, qui stipule qu'il appartient à chaque île d'élaborer et de mettre en œuvre son propre plan de protection et de gestion de la nature (ainsi qu'un plan pour l'environnement) tous les 5 ans.³¹

La loi de protection et de gestion de la nature des BES délègue la compétence première quant à la nature des îles des Pays-Bas caribéens aux îles elles-mêmes. La nature est une ressource locale de l'île et, à ce titre, devrait être gérée par l'île qui en bénéficie directement. Toutefois, c'est au gouvernement néerlandais qu'il incombe de veiller à ce que les îles gèrent adéquatement leur nature, et à ce qu'elles puissent être assistées dans cette tâche si tel n'est pas le cas. Les îles sont en outre responsables des zones naturelles spéciales ou des espèces qui font l'objet d'inquiétudes à l'échelle mondiale, et sont désignées dans ce sens par le ministre dans la loi de protection et de gestion de la nature des BES.

Hors du territoire des îles, soit l'océan au-delà des eaux territoriales insulaires, la gestion de la nature revient au gouvernement néerlandais, qui tient sa compétence de gestion des eaux territoriales de la loi relative à la gestion des espaces maritimes.³²

Selon l'ordonnance relative à la nature des îles, le gouvernement de l'île a compétence directe pour la gestion et la conservation du parc marin, des autres zones terrestres et des eaux territoriales de Bonaire. La gestion du parc marin et du parc terrestre est déléguée sous mandat à des organisations non-gouvernementales chargées de la gestion de la nature ou à des organisations intervenant dans les parcs.

S'agissant des questions environnementales, (eau, déchets, etc.), une nouvelle politique est en cours de préparation à Bonaire. Par ailleurs, le conseil de l'île a adopté un plan d'aménagement spécial en 2010.

4.2 INSTITUTIONS ACTUELLES

L'entité publique de Bonaire³³ dispose d'un conseil d'île, chargé des décisions quant à la plupart des questions de nature et d'environnement : ainsi, il peut décider de créer un nouveau parc naturel. La direction Espace et Développement (*Ruimte en Ontwikkeling Bonaire* – DROB) traite de toutes les questions concernant la nature et l'environnement. L'île dispose également d'une direction Application de la loi et Contrôle (*Handhaving en toezicht*). La gestion du parc marin est déléguée sous mandat par le gouvernement local à l'organisation non gouvernementale locale, à but non lucratif, STINAPA Bonaire³⁴, qui s'acquitte de sa mission conjointement avec les parties prenantes, défenseurs de l'environnement et aux groupes d'intérêts locaux représentés dans son conseil d'administration. La gestion quotidienne est assurée sous la supervision d'un directeur du parc marin, d'un garde en chef et de gardes employés par STINAPA Bonaire.

30 En anglais : http://www.stinapa.org/pdfs/Island_Ordinance_Nature_Management_Bonaire.pdf
En néerlandais : Eilandsverordening du 1er septembre 2008,

<http://decentrale.regelgeving.overheid.nl/cvdr/XHTMLoutput/Actueel/Bonaire/7367.html> and
http://www.bonairegov.nl/sites/default/files/uploads/pdf/1044_Infolblad_Evnb.pdf

31 Wet Grondslagen Natuurbeheer en -bescherming BES, http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

32 Wet Maritiem Beheer BES, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-maritiem-beheer-BES.pdf>,

33 Openbaar Lichaam Bonaire= OLB

34 <https://portals.iucn.org/library/node/9832>

Le ministère néerlandais de l'infrastructure et de l'environnement (I&M) est également investi d'une mission de contrôle. C'est à Selibon, la société de traitement des déchets, qu'il incombe de veiller à la bonne gestion des déchets.

4.3 POLITIQUES, STRATÉGIES, PLANS, PROGRAMMES

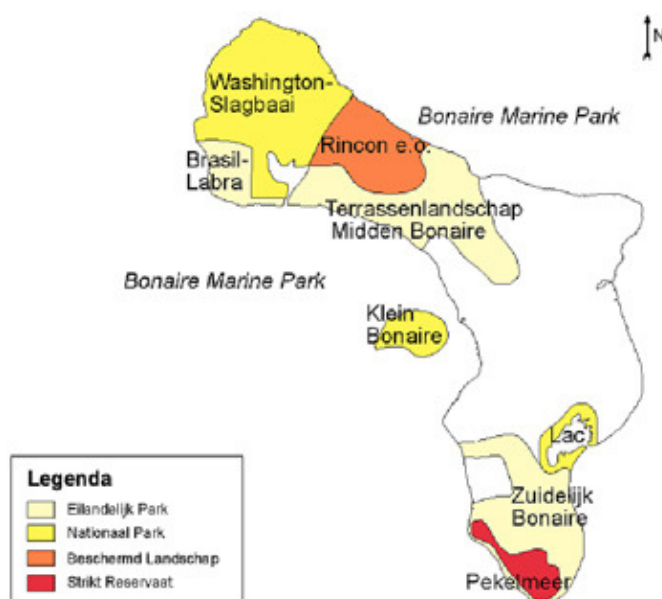
Dans cette section, nous nous proposons de décrire les différents types de politiques et plans : protection et gestion de la nature, environnement (principalement infrastructures pour les déchets, les eaux usées, l'énergie, etc.), aménagement de l'espace et du territoire, schémas directeurs intégrés pluriannuels pour le développement durable.

Conformément aux lois adoptées pour les îles BES (depuis le 10 octobre 2010) et les plans pluriannuels pour les BES, Bonaire est tenue d'élaborer et de mettre en œuvre tous les 5 ans des plans dans les domaines ci-dessus.

La nature

Il existe d'ores et déjà une politique relative à la nature pour les îles BES pour 2013-2017³⁵. Cette politique n'a pas encore été « traduite » ni mise en œuvre à Bonaire. Toutefois, pour ce qui est des mesures concrètes, nous évoquerons le parc marin de Bonaire et d'autres zones protégées telles que les 5 sites de Ramsar (Lac Bay, Klein Bonaire, Slagbaai, Gotomeer et Pekelmeer). L'on notera que seuls le parc marin et Klein Bonaire sont des zones protégées par la loi, le parc de Washington Slagbaai et la réserve de flamants de Pekelmeer ne le sont pas encore. Lac Bay fait partie du parc marin.³⁶

Le parc national marin de Bonaire (*Bonaire National Marine Park – BNMP*) a été créé en 1979, et jouit d'une gestion consistante depuis 1991. Il comprend l'ensemble des eaux qui baignent Bonaire et Klein Bonaire (depuis 2001), depuis la marque haute de la marée montante jusqu'à 60 mètres de profondeur. Un plan de gestion du parc marin est en place.³⁷ Le parc couvre 2 700 ha de récifs coralliens, d'écosystèmes d'herbiers marins et de mangroves, et offre un habitat à un éventail divers d'espèces marines, dont environ 65 espèces d'hexacoraux et plus de 450 espèces de poissons de récif. Il accueille environ 60 000 visiteurs par an, dont 38 000 sont des plongeurs sous-marins.



Les parcs de Bonaire

L'environnement

S'agissant de l'environnement, la loi pour les BES (voir section 4.4, Législation) prescrit qu'un plan pour l'environnement doit être élaboré et mis en œuvre par chacune des trois communes à statut particulier, l'une d'elle étant Bonaire. Bonaire dispose d'un plan pour l'environnement pour 2013 – 2017, et un projet de plan (nouveau) est en cours de préparation pour la période 2014-2018. Ce plan s'articule autour des axes suivants : eaux usées, déchets, eau et sol, entreprises, sécurité extérieure et produits dangereux, plans d'aménagement et EIE.

³⁵ <http://www.government.nl/documents-and-publications/publications/2014/02/03/nature-policy-plan-the-caribbean-netherlands.html>

³⁶ <http://www.bonairegov.an/nl/omgeving/natuur-en-milieu/natuurgebieden>

³⁷ Voir : <http://www.bmp.org/pdfs/BNMP-managementplan-part1.pdf> et partie 2 : <http://www.bmp.org/pdfs/BNMP-managementplan-part2.pdf>

Les eaux usées

En 2013, tous les foyers et les entreprises de la côte entre Hato et Punt Vierkant ont été raccordés au tout-à-l'égout, et les essais de l'usine de traitement des eaux usées devraient être lancés en 2014. Un nouveau texte de loi est en préparation concernant les redevances de l'eau et de l'utilisation de l'eau à des fins d'irrigation.

Les déchets

Un plan de gestion des déchets a été arrêté conjointement par Selibon (société de traitement des déchets) et le gouvernement de l'île (mai 2013) avec le soutien du ministère I&M.³⁸ Ce plan prévoit de mettre en place la collecte sélective des déchets en 5 ans, et que seule une petite partie du total des déchets seront dirigés vers le site d'enfouissement. Les Pays-Bas ont promis d'aider à la mise en œuvre de ce plan. Il se compose de 20 projets visant :

1. l'amélioration de la gestion, et notamment de la communication, de la prévention et de la mise en œuvre (lutte contre la décharge sauvage de déchets) ;
2. collecte sélective des déchets pour le recyclage : verre, métaux, pneus de voitures, plastiques, bois et déchets de jardinage, réfrigérateurs et déchets dangereux, etc. ;
3. amélioration du traitement final.

Les priorités : comment traiter les déchets (bio-)médicaux, les animaux morts et les abats ; un plan relatif aux produits dangereux, tels que l'amiante, les pesticides, les PCB et les feux d'artifice ; un nouveau dépôt de déchets à Rincon ; améliorer la communication et l'éducation quant au tri des verres usagés ; travaux de recherche sur les déchets restants ; et nouvelles règles pour les ports. Ce plan de déchets pluriannuel devrait coûter 13,6 millions €.

L'eau et le sol

Un plan est en préparation, concernant un système de gestion vital et durable de l'eau et du sol.

L'aménagement de l'espace et du territoire

Le plan d'aménagement du territoire adopté en 2010 (ROB) décrit en détail les régions et les activités qui y sont permises ou interdites.³⁹ Il est amené à être révisé / adapté périodiquement. Il présente la vision pour le centre ancien de Bonaire, les permis de construire, les conditions d'obtention de permis pour les grands projets/ouvrages et les EIE.

Le schéma directeur intégré pluriannuel

Outre le schéma directeur pour l'aménagement stratégique de Bonaire 2010-2025⁴⁰, un plan concret d'investissement stratégique a été présenté au gouvernement néerlandais en septembre 2013⁴¹. Ce plan d'aménagement intégré propose une économie dite « économie bleue », qui s'inspire des idées du Belge Gunter Pauli et de sa venue dans l'île en juillet 2013.⁴²

Ce programme pluriannuel comprend un plan d'investissement (MJP) qui repose sur trois grands principes:

- promouvoir l'identité et la cohésion sociales à l'appui d'un plan détaillé pour trois quartiers⁴³ ;
- croissance économique durable et robuste (économie bleue) ;

38 Afvalbeheer- Naar een duurzaam afvalbeheer en uitvoeringsplan Bonaire, the plan was given to us by the Bonairian services.

39 Ruimtelijk Ontwikkelingsplan Bonaire (ROB). Text:

http://www.bonairegov.an/sites/default/files/uploads/Ruimtelijk_Ontwikkelingsplan_Bonaire_vastgesteld.pdf Areas:

<http://www.bonairegov.an/nl/omgeving/ruimtelijke-ontwikkeling/ruimtelijk-ontwikkelingsplan-bonaire-rob>

40 <http://www.banboneirubek.com/sites/default/files/Masterplan%20definitief%20zonder%20voorwoord%2015122009.pdf>

41 Le texte nous en a été transmis pour consultation par le ministère néerlandais I&M.

42 Institut ZERI (Zero Emissions Research Initiative), <http://www.cleantechrepublic.com/2011/01/25/gunter-pauli-fondements-economie-bleue/>

43 Plus ou moins 100 millions € pour 10 ans, y compris pour la réduction de la pauvreté, le logement (11 millions) et les routes (4 ans x 12 millions)

- infrastructures du même niveau de qualité que celui généralement rencontré aux Pays-Bas⁴⁴.

Il allie développement social (une grande partie de la population vit dans la pauvreté), développement de l'économie (du fait que Bonaire dépend du tourisme, elle doit protéger ses ressources naturelles) et protection avancée de l'environnement naturel (à l'appui d'opérations d'aménagement territorial). La partie du plan consacrée à l'économie bleue propose : reboisement, contrôle de l'érosion causée par les chèvres en liberté, stimulation de la croissance des récifs coralliens et orientation vers les énergies renouvelables. Les coûts sont estimés à 15,4 millions € (études : 0,4 million ; chèvres : 10 ans x 1 million ; récifs coralliens : 10 ans x 0,5 million).

Ce plan prévoit que des efforts importants seront nécessaires en termes de communication et de participation de la société civile et du monde de l'entreprise pour réaliser la transformation de l'économie. Un schéma directeur antérieur pour 2010-2015 était peut-être plus ambitieux en matière de protection de la nature.⁴⁵ Aujourd'hui toutefois, avec les retombées de la crise économique de 2008, l'attention tend à se concentrer plutôt sur la protection sociale.

4.4 CADRE LÉGISLATIF ET APPLICATION DE LA LOI

Cinq textes de loi ont été adoptés par le parlement néerlandais pour les îles BES (et donc pour Bonaire) concernant la nature⁴⁶, le bien-être environnemental (eau, déchets, énergie)⁴⁷, l'aménagement du territoire⁴⁸, la gestion des espaces marins⁴⁹ et les pêcheries⁵⁰.

Le premier, la loi de protection et de gestion de la nature des îles BES, comprend de nombreuses mesures de politiques publiques et d'application de la loi pour Bonaire (et Saint-Eustache et Saba), y compris le Protocole SPAW, la Convention CITES, les Conventions de Bonn et sur les tortues de mer, et les conditions énoncées dans la Convention de Ramsar et la Convention sur la diversité biologique y sont rappelées. Il stipule qu'il appartient à chaque île d'arrêter son propre plan de protection et de gestion de la nature tous les 5 ans, contenant une liste d'actions pour la durée de mise en œuvre du plan. Ceci n'a pas encore été fait à Bonaire, qui dispose toutefois de l'ancien règlement de 2008 relatif à la protection et à la gestion de la nature (resté inchangé depuis l'époque des Antilles néerlandaises, avec une liste d'espèces protégés⁵¹) et de deux décisions du conseil : l'une concernant la gestion de la nature (2010) et l'autre concernant le parc sous-marin (2010).

Une partie de la législation environnementale pour les îles BES est entrée en vigueur depuis juillet 2012. Il s'agit du texte sur les eaux usées (2012), du texte sur les déchets (1994), et deux règlements sont en cours de préparation, concernant les redevances des eaux usées et de l'utilisation de l'eau à des fins d'irrigation. L'ancienne loi de 1995 sur la pollution applicable aux entreprises sera abrogée par le nouveau règlement relatif aux industries et aux activités (prévue pour 2015).

L'aménagement du territoire relève du règlement territorial (1994) (et du plan (2010) évoqué précédemment).

Les accords internationaux en vigueur à Bonaire sont :⁵² la Convention de Ramsar – y inclus une initiative régionale –, la Convention CITES, la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin

44 Port et aéroport : 70 millions €

45 <http://www.banboneirubek.com/sites/default/files/Masterplan%20definitief%20zonder%20voorwoord%2015122009.pdf>

46 Wet grondslagen natuurbeheer- en bescherming BES, http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

47 Wet volkshuisvesting, ruimtelijke ordening en milieubeheer BES <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-VRROM-BES.pdf>

48 Wet grondslagen ruimtelijke ontwikkelingsplanning BES, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-grondslagen-ruimtelijke-ontwikkelingsplanning-BES.pdf>

49 Wet marietm beheer BES, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-marietm-beheer-BES.pdf>

50 Visserijwet BES, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Visserijwet-BES.pdf>

51 <http://www.bonairegov.an/nl/omgeving/natuur-en-milieu/beschermde-soorten>

52 <http://www.bonairegov.an/nl/omgeving/natuur-en-milieu/verdragen>

dans la région des Caraïbes (convention de Carthagène), la Convention de Bonn, la Convention sur les tortues de mer, la Convention sur la diversité biologique.

4.5 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Le site Internet de l'île contient un grand nombre d'informations sur ces questions⁵³.

Une campagne d'information a été menée sur les eaux usées à l'intention des particuliers et des entreprises, d'un budget de 150 000 US\$. Également un projet d'information sur l'environnement et la nature pour les écoles primaires : 60 000 US\$.

STINAPA Bonaire, qui s'est vu confier par le gouvernement de l'île la gestion de deux zones protégées à Bonaire – le Parc National Marin de Bonaire (BNMP) et le Parc national de Washington Slagbaai (WSNP)⁵⁴ – produit et dissémine de nombreuses informations. Parmi les autres ONG actives dans ce domaine, nous citerons :

- Sea Turtle Conservation Bonaire
- Echo (perroquets de Bonaire)
- DCNA, qui se consacre à la protection de la nature sur les six îles/ pays des Antilles néerlandaises.⁵⁵

Des nettoyages périodiques des plages et de l'espace marin sont organisés par les ONG et l'industrie de la plongée. Il n'est pas faux de dire que le rôle du secteur privé dans le domaine de l'environnement est modéré.⁵⁶

4.6 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

Le ministère néerlandais des affaires économiques et de la protection de la nature (EZ) dispose d'un budget annuel d'1,1 million € pour les îles BES, dont 0,5 million est utilisé à des fins de recherche, de veille et de contrôle et de rapport. Le ministère néerlandais de l'infrastructure et de l'environnement (I&M) a financé de nombreux projets, y inclus, pour partie, des usines de traitement des eaux usées.

Le gouvernement de Bonaire contribue à hauteur de 4% aux coûts annuels de gestion des zones protégées, 85% étant générés par les droits perçus pour leur utilisation. Ainsi : 25 US\$ pour les plongeurs, 10 US\$ pour les autres usagers (randonneurs aquatiques et apnéistes, baigneurs, etc. – touristes uniquement) et les passagers des navires de croisières paient 2 US\$ par personne au débarquement.

La fondation (Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la nature – DCNA) qui aide à gérer la nature dans les 6 territoires d'outre-mer néerlandais reçoit 250 000 € par an du ministère néerlandais des affaires intérieures. Elle a créé un fonds pour la nature pour le futur, auquel le ministère néerlandais des affaires intérieures donne 750 000 € par an.

⁵³ <http://www.bonairegov.an/>

⁵⁴ STINAPA est l'acronyme de Stichting Nationale Parken, la Fondation des parcs nationaux. <http://www.stinapa.org>

⁵⁵ Dutch Caribbean Nature Alliance www.dcna.nl

⁵⁶ Info DROB.

5 COOPÉRATION

Le ministère EZ a mis en place un budget de 0,5 millions € pour le Programme de veille et de contrôle de la biodiversité. Le projet d'usine de traitement des eaux usées a bénéficié d'un financement de 20 millions € du FED et de 10 millions € du ministère I&M.

6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Bonaire possède les récifs coralliens les plus sains des Caraïbes, et l'UICN indique qu'en dépit des nombreuses menaces, « la gestion réussie du parc national marin de Bonaire (BNMP – protégé depuis 1979) signifie que les récifs coralliens de Bonaire font partie des récifs les plus sains des Caraïbes ».⁵⁷

Ces dernières années, Bonaire s'est lancée dans un projet de collecte et de traitement des eaux usées de grande envergure, avec un double soutien européen (FED) et néerlandais, et a aujourd'hui adopté une politique ambitieuse en matière de déchets qui prévoit que la collecte sélective sera une réalité d'ici à 5 ans.

⁵⁷ <https://portals.iucn.org/library/node/9832> UICN 2011, étude sur les récifs coralliens de Bonaire.

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Protéger les côtes des opérations d'aménagement/développement et des plages artificielles	Réglementer						
	Activités Tous les ouvrages et bâtiments érigés sur la côte de Bonaire devraient faire l'objet d'une réglementation stricte et respecter les consignes et directives en matière de construction. Ces consignes et directives devraient être inscrites dans le droit de l'île afin de pouvoir être appliquées de manière appropriée.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Protéger la nature des espèces invasives	Combattre et éradiquer les espèces invasives qui se déplacent librement	Les chèvres, ânes et cochons ont causé d'importants dégâts dans l'environnement naturel					
	Activités Reboisement autant que de besoin (forêt sèche) Protéger les récifs des éboulements de terre (érosion) et de la sédimentation. Les animaux devraient être mis en enclos ou éradiqués.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Protéger la nature	Améliorer les plans de gestion et les pratiques						
	Activités Tout particulièrement concernant la forêt sèche, les mangroves, les zones humides et les salines. Des plans de gestion, de reboisement et d'application de la loi devraient être mis en œuvre.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Eaux usées	Investissements	Lixiviats provenant des fosses septiques					
	Activités						
	Investir dans des installations adéquates de traitement des eaux usées afin d'améliorer la qualité de l'eau et d'augmenter la résilience de récifs coralliens précieux. Mettre en place un programme de veille et contrôle de la qualité de l'eau, et s'assurer de sa pérennité.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Pêche durable	Réglementer / Contrôler la pêche	Augmentation des populations de demoiselles					
	Activités						
	Réglementer et contrôler la pêche aux espèces de poissons prédateurs (telles que le barracuda) sur les récifs coralliens de Bonaire. Atteindre un niveau viable pour empêcher l'explosion des poissons de proie capables de modifier l'habitat des récifs.						

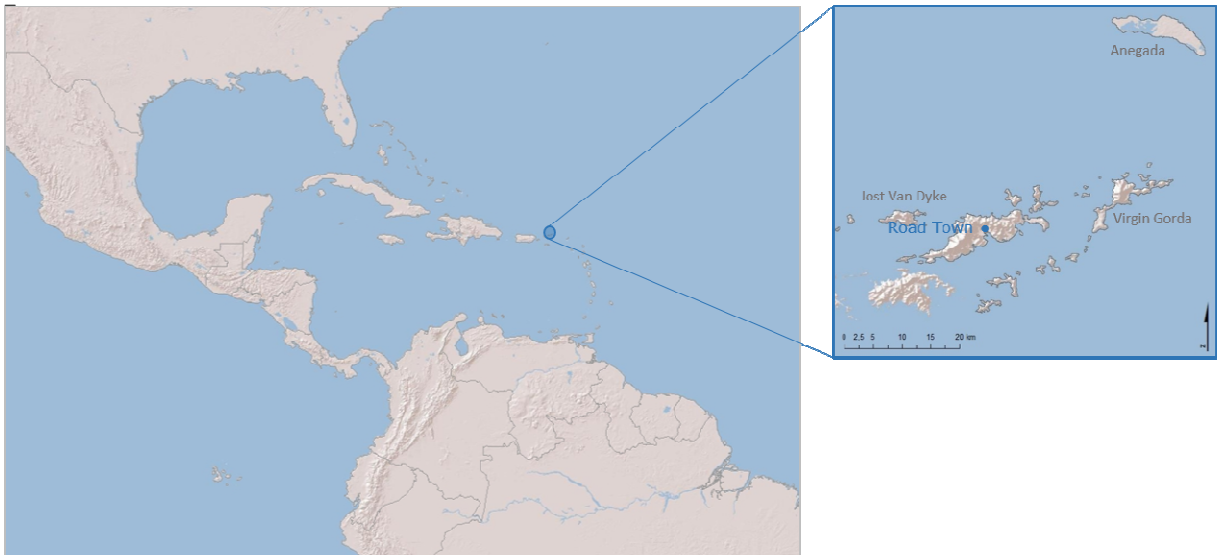
Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) de mise en œuvre	Besoins en € et en RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Protéger les récifs coralliens	Surveiller les populations de <i>Trididemnum</i> et de <i>Lobophora</i>	Micro-organismes qui envahissent les coraux					
	Activités						
	Etudier, surveiller et éliminer au besoin les populations de <i>Trididemnum</i> et de <i>Lobophora</i> .						

ANNEXE D :

LES ILES VIERGES BRITANNIQUES

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

LES ILES VIERGES BRITANNIQUES



Résumé	131
Informations générales	131
Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale.....	132
Etat de l'environnement	134
Gouvernance environnementale	136
Coopération internationale.....	145
Conclusions et recommandations.....	147

En tant qu'attraction touristique, les îles Vierges cherchent à maintenir un équilibre entre la préservation de la beauté et de la richesse de leurs ressources naturelles et le tourisme qui exerce des pressions sur l'environnement et peut le dégrader. Les caractéristiques physiques et les écosystèmes, si attrayants pour les touristes, sont fragiles et souffrent de multiples menaces qui se renforcent mutuellement à cause de l'aménagement du territoire exponentiel, du changement climatique et des risques naturels, en particulier les ouragans. La continuité de la prospérité et du bien-être des îles dépendra, entre autres facteurs, des soins attentifs à leurs écosystèmes vitaux et de leur protection, en particulier les récifs coralliens et les zones humides de mangroves, et de l'adoption de mesures visant à renforcer leur capacité de résilience et d'adaptation au changement climatique et aux phénomènes météorologiques graves.

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom du pays	Iles Vierges britanniques
Région	Caraïbes
Superficie	153 km ²
Zone économique exclusive	80 117 km ²
Population¹	28 280 (2012)
PIB/habitant	29 236 \$ (2012)
Taux d'alphabétisation	97,8%
Taux de chômage	3% (1995)

Les îles Vierges britanniques comprennent plus de 60 îles, îlots et bancs de sable situés au nord-est des Caraïbes à une latitude approximative de 18°N et 64°W. Le territoire fait 153 km² éparpillés sur quelques 3 445 km² de mer. Les îles sont entourées de récifs coralliens. Les eaux autour de l'archipel ont une profondeur moyenne de 10 à 30m sur une extension de plus de 2 000 km², le banc de Porto Rico.

À l'exception d'Anegada qui est une île calcaire, les îles sont d'origine volcanique, et la plupart d'entre elles ont des pentes abruptes et une topographie accidentée et peu de terrain plat. Le point le plus élevé dans les îles Vierges britanniques est le Mont Sage de 521m. Anegada repose sur le bord nord-est de ce banc. Elle est constituée de calcaire, et selon les estimations, a moins d'un million d'années. Les sédiments produits par les mollusques et les coraux ont été balayés dans les bancs de sable et compressés pour former du calcaire, un processus qui a pris des milliers d'années. Les îles formaient autrefois une masse continue avec les îles Vierges américaines et de Porto Rico, et elles ont été isolées assez récemment selon les références géologiques. Le climat est subtropical et humide, avec des températures modérées à cause des alizés du nord-est.

Les îles Vierges britanniques sont soumises aux ouragans et tempêtes tropicales, les plus dévastateurs ayant été Hugo (1989), Luis et Marilyn (1995) et plus récemment Omar (Octobre 2008) et Irène (août 2011). L'île Tortola est à côté d'une faille sismique et subit des secousses fréquentes. On a installé un système de surveillance sismique en 2012. Un tremblement de terre de l'ordre de 4.4 sur l'échelle de Richter a eu lieu en septembre 2013. Par ailleurs, les îles Vierges britanniques ont souffert de tsunamis (deux tsunamis importants en 1867 suite à un tremblement de terre, avec des vagues allant jusqu'à 12 mètres de haut).

Seize de ces îles sont habitées, les quatre plus grandes étant Tortola (56 km²), Anegada (39 km²),

¹ A partir des données officielles (<http://www.dpu.gov.vg/>) n'est pas opérationnel, les données fournies dans le tableau viennent de: http://www.indexmundi.com/british_virgin_islands/demographics_profile.html
<http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=British+Virgin+Islands>

Virgin Gorda (22 km²) et Jost Van Dyke (8 km²). La capitale, Road Town, est située sur l'île de Tortola et comptait environ 10 000 habitants en 2011.

La population a augmenté de 82,2% entre 1990 et 2010. Au cours des vingt dernières années, l'immigration a suscité une augmentation de 80% de la population, tandis que l'augmentation des natifs ne représente que 20%². La population actuelle est d'environ 28 280 habitants et le taux de croissance estimé en 2013 était de 2,4%, l'immigration représentant la moitié de cette croissance. Environ 82% de la population est d'origine afro-antillaise, le reste étant asiatique, indienne, mixte (11,2%), et blanche (6,8%). En 2010, environ 37% de la population venaient de Saint-Kitts et Nevis, de la République dominicaine, de Saint-Vincent et d'autres îles des Caraïbes. Plusieurs milliers de natifs insulaires des îles Vierges britanniques vivent en dehors du territoire, surtout sur les îles Vierges américaines et aux États-Unis.

Les îles Vierges britanniques sont classées pays à revenu intermédiaire (PRI), selon les niveaux de revenu par habitant. L'économie du territoire est basée sur les prétendus «deux piliers» : les services financiers et le tourisme. Les services financiers constituent la part principale du PIB (alors que la part du tourisme se monte à 27% du PIB). Par conséquent, le revenu est inégalement réparti dans la société et son statut de pays à revenu intermédiaire masque les problèmes de développement auxquels est confronté ce territoire. Certains de ces défis proviennent de la vulnérabilité économique, écologique et sociale inhérente à un petit État insulaire en développement (PIED). D'autres défis font partie intégrante des îles Vierges britanniques mais ils ne sont pas les seuls. Il s'agit notamment de la croissance démographique en raison de l'afflux constant de travailleurs étrangers qui répondent aux besoins du marché du travail; la vulnérabilité de certaines catégories de travailleurs étrangers face à l'exploitation et la discrimination dans le territoire; le niveau de criminalité relativement faible mais croissant; les comportements antisociaux chez les jeunes et l'affaiblissement des structures sociales traditionnelles.

L'économie est étroitement liée à celle des îles Vierges américaines situées à l'ouest, qui sont plus grandes et plus peuplées; le dollar américain est la monnaie officielle. L'économie, l'une des plus prospères des Caraïbes, est très dépendante du tourisme. Les îles Vierges britanniques sont évaluées comme l'une des économies les plus dépendantes du tourisme au monde³, avec le secteur Voyage et Tourisme représentant au total 780.8 millions US \$ (76,9% du PIB) en 2013⁴; c'est le 4^{ème} pays sur 184, en termes de contribution au PIB, et qui emploie directement 33% de l'emploi total. En 2008, plus de 934 000 touristes, principalement des États-Unis, ont visité les îles mais ce nombre a toutefois diminué de façon significative. Suite à la crise économique, les îles ont accueilli environ 842 000 touristes en 2010. Les dépenses totales des touristes ont diminué de 447 M \$ en 2008, et ont été de 375 M \$ en 2011. L'affrètement des yachts et la navigation de plaisance, les croisières et le tourisme de plongée sont des attractions particulières.

L'élevage est l'activité agricole la plus importante. En général, les services représentent environ 87,3% du PIB et l'industrie 11,6% (EST. 2012)⁵.

2 BIOGÉOGRAPHIE, ENDÉMISME ET IMPORTANCE POUR LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

Les îles sont riches en différents types d'habitat: les mangroves, les forêts humides et les forêts sèches des Caraïbes sur les pentes supérieures des grandes îles de Tortola et Virgin Gorda, les récifs coralliens, les herbiers marins, les étendues de sable, les fosses marines et monts sous-marins. Ces habitats abritent des centaines d'espèces différentes de poissons (283 espèces de poissons de récif y ont été

2 Santé des îles Vierges dans les Amériques (2012) – Organisation de la Santé panaméricaine

http://www.paho.org/saludenlasamericas/index.php?gid=119&option=com_docman&task=doc_view

3 <http://listdose.com/top-10-countries-that-are-dependent-on-tourism/>

4 Impact économique du Voyage et Tourisme 2014, îles Vierges britanniques, Conseil mondial du tourisme et des voyages,

http://www.wttc.org/site_media/uploads/downloads/british_virgin_islands2014.pdf

5 Panorama des statistiques de la CIA, Exxun, etc

observées), des invertébrés et des algues. On y trouve aussi un certain nombre de mammifères marins tels que les dauphins, les baleines pilotes et les baleines à bosse qui migrent de façon saisonnière dans les îles Vierges britanniques. Les îles sont un site de nourriture important pour les jeunes tortues vertes et imbriquées. Elles hébergent des petites populations nicheuses de tortues luth, imbriquées, caouannes et vertes. Le nombre de naissances de tortues résidentes a augmenté au cours des dernières années. La capture d'animaux, quelle qu'en soit la raison, y compris les prises accessoires restent inférieures à 80 animaux par an.

Les îles Vierges britanniques possèdent environ 45 espèces de plantes endémiques sur le banc de Porto Rico⁶. Cela comprend des espèces endémiques insulaires uniques comme l'*Acacia anegadensis* qui est menacé, le *Metastelma anegadense* (sur Anegada) et la *Calyptanthus kiaerskovii* (sur Virgin Gorda). D'autres espèces figurent sur la « liste rouge », le *Rupicola cordia* et le *Leptocereus quadricostatus* (sur Anegada). La *Senna polyphylla* var. *neglecta* apparue sur Anegada est aussi importante à l'échelle planétaire.

Un quart des 24 reptiles et amphibiens identifiés sont endémiques⁷. Parmi eux se trouvent le boa des arbres (*Epicrate granti*) des îles Vierges britanniques qui est endémique et l'iguane (*Cyclura pinguis*) d'Anegada qui ne vit que sur l'île d'Anegada. D'autres espèces endémiques incluent le lézard carrot rock anole (*Anolis ernestwilliamsii*), le crapaud coqui des îles Vierges britanniques (*Eleutherodactylus schwartzi*), le serpent de terre d'Anegada, le gecko de Virgin Gorda (*Sphaerodactylus parthenopion*) et les serpents vers de Virgin Gorda et Anegada. Il existe d'autres reptiles menacés à l'échelle planétaire sur les îles Vierges britanniques : l'*Anolis roosevelti* (CR) et l'*Epicrate monensis granti* (FR).

En 2012, un total de 48 espèces menacées a été identifié. Dix-huit flamants roses ont été réintroduits sur Anegada en 1992 où une colonie y prospère maintenant, et en 2012, environ 70 flamants sont nés.

La végétation est principalement composée de cactus, de fourrés et de forêts sèches. Elle est constituée de plantes tolérantes au sel - arroche pourprière, raisinier bord de mer et Mancenillier – sur le littoral, on trouve des broussailles comprenant des arbustes épineux, des cactus, et des frangipaniers plus à l'intérieur des terres; à une altitude plus élevée, on a de la forêt sèche y compris le térébinthe et le mampoo ou loblolly et des zones arbustives. La forêt humide se trouve sur les pentes supérieures des grandes îles, par exemple à Sage Mountain et Gorda Peak, qui ont toutes deux été classées parcs nationaux. Ces zones possèdent la meilleure diversité d'espèces d'arbres des îles Vierges britanniques. La plupart de ces arbres sont à feuilles persistantes. Les arbres tels que l'elengi et le cèdre blanc poussent à des hauteurs importantes.

Il y a environ 580 ha de mangroves sur les îles Vierges britanniques (75% sur Anegada). Elles servent



Source: CFD, Gvt des îles Vierges. Vue d'Anegada

d'abris pour les bateaux en cas d'ouragans, par exemple en 1989, plus 200 bateaux ont cherché refuge à Paraquita Bay pendant l'ouragan Hugo. En 1990, le Département de la conservation et de la pêche (CFD) avec l'assistance technique de l'Unité de gestion des ressources naturelles de l'OECO, ont préparé un inventaire et des cartes de tous les principaux systèmes de mangroves des îles Vierges britanniques. Dix-sept sites importants de mangroves ont été identifiés.

La majeure partie du plateau autour des îles Vierges britanniques se compose de sable et de nombreux affleurements rocheux couverts de récifs coralliens. Les îles

6 Sanders S.. 2006. Important bird areas in the United Kingdom Overseas Territories. Priority sites for Conservation. Sandy, UK: RSPB.

7 Petit, J. et Prudent, G. (eds). Climate Change and Biodiversity in the European Union Overseas Entities. Gland, Switzerland and Brussels, Belgium: IUCN. Reprint, Gland, Switzerland and Brussels, Belgium: IUCN, 2010. 192 pp.

Vierges britanniques possèdent 380 km² de récifs coralliens dont la taille varie de petits fragments de quelques mètres carrés à la barrière d'Anegada. Le récif Horseshoe d'Anegada, avec ses 77 km² de corail est la troisième plus grande barrière de corail des Caraïbes. Les conditions générales du récif restent relativement bonnes, mais on y a localisé quelques signes de détérioration.

Les herbiers marins, principalement ceux à tortues et à lamantins, se trouvent également dans presque toutes les îles des îles Vierges britanniques. Certaines des zones les plus denses sont sur la rive nord et au sud-ouest d'Anegada, sur les Fat Hog's Bay et Manchioneel Bay, et sur Cooper Island.

On a établi un système de zones marines et terrestres protégées. Gérées par diverses organisations gouvernementales, les zones protégées au sein de ce système comprennent des sites géologiques uniques, des paysages côtiers, des sites historiques, des populations d'oiseaux de mer, des habitats marins, des zones forestières et des sites de loisirs. Ces zones s'étendent tout au long des 60 îles et îlots des îles Vierges britanniques, représentant une superficie de 153,67 km², et une zone marine totale de 82 759 km². On a recensé environ 51 aires protégées dans le système actuel des aires protégées. Cela inclut 19 parcs nationaux (terrestres), 1 parc marin, 14 zones de pêche protégées, 20 sanctuaires d'oiseaux (dont 5 sont également des parcs nationaux), 1 réserve forestière (le Parc national Sage Mountain), et 6 zones d'eau. Seulement 5 de ces sites bénéficient de plans de gestion. Actuellement, le Fonds des parcs nationaux gère 20 parcs nationaux terrestres (dont 5 sont des sanctuaires d'oiseaux) et 1 parc marin. Le Ministère de la conservation et de la pêche gère 14 zones de pêche protégées et le Département de l'agriculture gère 6 zones humides protégées et 1 zone de foresterie protégée.

3 ETAT DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 VUE D'ENSEMBLE

Un quart de la superficie des îles Vierges britanniques est constitué de forêts. Les îles Vierges britanniques sont particulièrement riches en habitats côtiers: étangs salés, forêts de mangroves, récifs coralliens et herbiers marins. Cependant, ces habitats souffrent de multiples menaces et ont subi d'importantes pertes en raison du développement associé à l'augmentation de la population et à l'expansion du tourisme. Cette dégradation ne semble pas encore avoir été inversée ou interrompue, malgré les mesures prises.

Les îles ont des ressources naturelles en eau douce limitées, à l'exception de quelques ruisseaux et sources saisonnières sur Tortola. Tous les ménages ont accès à l'eau potable qui vient de l'eau de pluie recueillie dans des citernes domestiques. Le Département de l'eau et de l'assainissement au sein du Ministère des communications et des travaux publics fournit l'eau courante qui provient de plusieurs sources d'eau souterraine et d'une usine de dessalement. Tout l'approvisionnement en eau sur Tortola et Jost Van Dyke vient de l'eau dessalée, de même que 95% de l'eau de Virgin Gorda approvisionnée par les services publics. Dans les îles Vierges britanniques, les eaux usées sont évacuées dans les fosses septiques, par les émissaires qui débouchent sur l'océan et les puisards.

En ce qui concerne les déchets, il existe un incinérateur sur Tortola et un second, qui peut brûler 100 tonnes par jour, qui a été installé sur Pockwood Pond en février 2009 pour devenir opérationnel en 2012. Les autres déchets restent dans des décharges sur d'autres îles. Les principales préoccupations en matière de gestion des déchets concernent l'huile de moteur, les piles usagées et les produits chimiques ménagers et commerciaux.

La pollution de la terre et de la mer continue d'être un problème. Les eaux usées non traitées sont déversées dans la mer par les bateaux, les marinas, les hôtels en bord de mer, les entreprises et les résidences. Des puisards défectueux à cause de leur manque de perméabilité, continuent de poser de graves problèmes, en particulier dans les communautés où des grands immeubles ont été construits. Le

nombre croissant de bateaux de croisière représente une menace supplémentaire de contamination de l'eau et crée davantage de besoins en gestion des déchets solides.

Depuis 1989, le Ministère de la conservation et de la pêche avec le soutien de l'UNESCO a analysé le profil des plages. Les données collectées ont montré que les plages ont reculé d'un mètre en moyenne dans tout le territoire et les plages de l'île de Jost Van Dyke ont perdu jusqu'à trois mètres. La vague de chaleur de 2005 qui a affecté toutes les Caraïbes a blanchi presque 90% des récifs de corail des îles Vierges britanniques. On a estimé la perte de ce corail à 40%.⁸

3.2 PRINCIPAUX DÉFIS

En 2005, l'Indice de vulnérabilité environnementale⁹ a indiqué que les îles Vierges britanniques sont extrêmement vulnérables en dépit du manque d'informations sur la question puisque seulement 44% des sujets ont été traités.

Les problèmes les plus urgents identifiés étaient: le pourcentage de terres à moins de 50 m au-dessus du niveau de la mer; la distance au continent le plus proche; le nombre d'espèces connues qui migrent hors de la zone territoriale à tout moment au cours de leur durée de vie (y compris les espèces terrestres et toutes les espèces aquatiques); le nombre d'espèces menacées et vulnérables par tranche de territoire de 1000 km² (définitions de l'UICN); et le nombre de traités sur l'environnement en vigueur dans le pays. Aussi important : la superficie des terres réduite dans un pays fragmenté.

Les principaux défis environnementaux auxquels font face les îles Vierges britanniques ont également été identifiés dans les profils environnementaux 2006-07 et leur gravité est résumée dans le tableau ci-dessous.

Problèmes	Situation en 2006-07	Situation actuelle
Enrayer la dégradation de l'environnement et de l'habitat à cause du développement	Grave	Grave
Changement climatique	Grave	Grave
Espèces menacées	Modéré	Modéré

Les nouveaux problèmes sont:

Problèmes	Situation actuelle
Littoral	Etant donné la topographie de l'île, la majeure partie de la population est concentrée sur le littoral. Ceci veut dire que la plupart des pressions environnementales et des conflits, tels que la dégradation de l'environnement et de l'habitat, dus aux problèmes de développement ou de pollution liés aux eaux usées et aux déchets solides, ont aussi lieu dans les zones côtières.
Dégradation de l'intérieur des terres et des bassins versants	Les bassins versants ont été dégradés par l'enlèvement de la végétation pour faciliter la construction de lieux de villégiature dans les terres, de routes et d'autres infrastructures pour les touristes. L'érosion amplifie souvent l'impact de ces actions, ce qui entraîne un envasement excessif des cours d'eau, des plages et récifs coralliens.
Evacuation des eaux usées	Les installations appropriées pour l'élimination des eaux usées manquent. A Tortola, une nouvelle usine de traitement des eaux usées sera construite.
Espèces invasives	Les îles Vierges britanniques ont une quantité considérable d'espèces invasives dans leur petit territoire, ce qui menace la croissance et la survie des espèces natives. Sur terre, la rainette de Cuba, la mangouste, les chèvres, les rats et les chats errants nuisent de plus en plus à l'environnement. Dans le milieu marin, la rascasse volante nouvellement introduite a entraîné un déclin des populations de poissons affectant l'industrie de la pêche et aussi le système récifal.

Le développement reste une contrainte majeure pour les mangroves de la côte et les habitats des zones humides vulnérables. Les problèmes du littoral sont liés au dragage, à la récupération des mangroves, à l'érosion et sédimentation dues aux activités terrestres, au manque de contrôle et aux pressions de

⁸ Eakin, C.M., et al., Caribbean Corals in Crisis: Record Thermal Stress, Bleaching, and Mortality in 2005, November 15, 2010 DOI: 10.1371/journal.pone.0013969

⁹ http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html

l'aménagement du territoire. L'application de la loi sur l'extraction de sable est limitée. Les gens de la région sont généralement moins nombreux que les visiteurs et les infrastructures ne sont pas conçues pour supporter une hausse du nombre de touristes; la majorité de l'aménagement du territoire a lieu sur le littoral puisque la superficie de l'intérieur des terres est limitée et montagneuse, ce qui rend très chère toute entreprise de développement durable sur ces terres.

Le boom de la construction au cours des 10-20 dernières années, et l'extraction de sable pour la construction sont à l'origine de la dégradation du littoral / des plages. On assiste à un phénomène d'eutrophisation des eaux proches du littoral en raison du développement du littoral causant ruissellements et sédimentation, ce qui perturbe les habitats marins proches du rivage. Au cours des dernières années, le développement côtier à grande échelle a augmenté (par exemple, énormes marinas afin d'accueillir des méga-yachts et hôtels).

A l'intérieur des terres, l'agriculture, l'aménagement du territoire, et l'utilisation de produits agrochimiques ont causé de la déforestation et autres pertes de végétation. Cela a conduit à la dégradation des sols, à l'envasement et altération continue d'importantes ressources des bassins versants. La coutume permet aux chèvres de se déplacer librement sur le territoire, ce qui crée des problèmes de surpâturage et de destruction de l'habitat.

4 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

4.1 CONSTITUTION

Le monarque du Royaume-Uni est le chef d'Etat des îles Vierges britanniques, il est représenté par un gouverneur nommé par Sa Majesté la Reine. Le gouverneur se charge de la défense, des affaires étrangères, de la fonction publique, de la justice et de certaines questions financières. Il y a un Conseil législatif monocaméral avec un mandat de quatre ans et comprenant 13 sièges (1 élu par vote populaire direct par chacune des neuf circonscriptions, 4 élus par un vote de l'ensemble du territoire). La Constitution prévoit un système de gouvernement ministériel dirigé par le gouverneur, qui préside un Cabinet ayant un premier ministre et quatre autres ministres. Le gouverneur nomme généralement premier ministre le chef du parti majoritaire / coalition. En décembre 2001, on a donné la citoyenneté britannique et le droit de résidence aux habitants de ces îles.

Les îles Vierges britanniques bénéficient dans une large mesure de l'autonomie interne. Le Cabinet est chargé de toutes les questions, sauf celles qui incombent au gouverneur telles que les affaires étrangères, la défense et la sécurité intérieure (y compris la police), la fonction publique et l'administration des tribunaux. La loi des îles Vierges britanniques relève du droit commun anglais qui est complété par la législation locale. Les dernières élections nationales ont eu lieu le 7 novembre 2011, avec un total de 13 352 électeurs inscrits.

4.2 CADRE INSTITUTIONNEL

Différents ministères et départements sont responsables de la gestion environnementale sur les îles Vierges britanniques.

Le CFD relève du Ministère des ressources naturelles et du travail (MNR&L), il se charge en général de la protection de l'environnement, de la conservation de la Nature et de la pêche. Le CFD comprend les divisions suivantes: *Planning and Policy* (planification et politique) (responsable de l'entretien de la côte, de la surveillance et la protection des plages); *Coastal Zone Management* (Gestion des zones côtières) (chargé du suivi des questions environnementales, terrestres et marines, et des changements et activités

naturels et artificiels); *Environmental Information Division* (Division de l'information environnementale) qui comprend deux sections – le *Geographic Information Systems* (GIS) (Systèmes d'Information Géographique (SIG)) et *Environmental Education and Public Awareness* (éducation environnementale et sensibilisation du public); et *Fisheries Management* (Gestion de la pêche) (responsable de la collecte de données et de la recherche, des services de vulgarisation des secteurs de la pêche et de la surveillance et du soutien à l'application des lois). Ces divisions ont toute une gamme de fonctions comprenant:

- Programmes préétablis et *ad hoc* d'évaluation et de surveillance de l'environnement ;
- Mesure et contrôle de la qualité de l'eau ;
- Développement de la sensibilisation du public ;
- Conseil sur la politique et la législation environnementale ;
- Entretien d'une base de données comme outil pour les décideurs environnementaux ;
- Développement, en collaboration avec les pêcheurs, de stratégies durables de gestion de la pêche.

Le CFD emploie au total 50 employés à temps plein et dispose d'un budget annuel d'environ 2 millions de dollars (2013).

Le *Département de l'agriculture* fait partie du MNR&L (Ministère des Ressources Naturelles et de l'élevage) qui désigne les zones protégées pour protéger les bassins versants, lutte contre la déforestation et protège les sources d'eau.

Le *National Parks Trust*¹⁰ (Fonds des parcs nationaux, NPT) est une organisation publique à but non lucratif, créée en 1961 par le gouvernement des îles Vierges britanniques pour préserver la beauté naturelle et les caractéristiques historiques du territoire. Le NPT est légalement responsable de la gestion du système d'aires protégées. Il gère actuellement 21 parcs nationaux dont 20 parcs terrestres, le parc marin Rhone et les aires terrestres et marines qui ont été désignées zones protégées. Sa responsabilité comprend la préservation de toute la flore et la faune dans les parcs, l'entretien, l'amélioration des sentiers et des sites de pique-nique, et la recherche scientifique. Chaque parc bénéficiera d'un plan de gestion décrivant comment il doit être mis au point conformément à la loi 2006 sur les parcs nationaux, et actuellement (2014), environ un quart des parcs administrés ont des plans de gestion. Le NPT reçoit une subvention annuelle du gouvernement, et emploie 32 personnes, il gère une superficie totale (terre et mer) de 765 ha (1 889.6 acres). Il exploite également les programmes de conservation de la biodiversité (analyse des plantes, réhabilitation de l'iguane, réintroduction du flamant), de conservation marine (programme d'utilisation des bouées d'amarrage, contrôle du corail, évaluation écologique et éducation à l'environnement), de conservation historique (évaluation des sites historiques et entretien) et de gestion des parcs terrestres (mise à disposition des sentiers, installations pour les visiteurs, interprétation et recherche scientifique).

Le *Solid Waste Department* (Département des déchets solides) relève des compétences du *Ministry of Health & Social Development* (Ministère de la santé et du développement social), et il se charge de collecter et d'éliminer les déchets et de la promotion du recyclage. Au sein du Ministère, le *Environmental Health Department* (Département de la santé environnementale) est responsable de la gestion des questions environnementales qui peuvent avoir un impact négatif sur la santé.

Le *Water and Sewerage Department* (Département de l'eau et de l'assainissement) au sein du *Ministry of Communication and Works* (Ministère de la communication et des travaux publics) a pour mission d'assurer l'approvisionnement continu en eau potable saine et d'évacuer les eaux usées de manière efficace pour l'environnement. Il se charge également de fournir un test sur la qualité de l'eau qui coûte 20 \$.

Il y a un *Department of Disaster Management* (DDM, Département de la gestion des catastrophes) au sein du Bureau du vice-gouverneur qui est responsable et administre le programme de gestion des catastrophes naturelles sur le territoire. Cela comprend la préparation des communautés, les mesures

¹⁰ <http://www.bvnationalparkstrust.org/>

d'atténuation et la coordination des activités d'aide. Le gouvernement des îles Vierges britanniques a créé un Plan national pour les catastrophes en 1997, et en 2009 a adopté une Politique complète de gestion des catastrophes (2009-2013)¹¹. L'équipe d'intervention d'urgence du DDM comprend le personnel médical, la police, les pompiers, les agents de sauvetage, le *Virgin Islands Search and Rescue* (VISAR, équipes de recherche et sauvetage des îles Vierges britanniques) et le Département de la gestion des catastrophes (DDM). On a mis en place des abris communautaires dans les îles Vierges britanniques pour fournir une option de logement sûre aux résidents vivant dans des zones exposées aux catastrophes. Le DDM emploie 12 personnes.

La *Planning Authority* (Autorité responsable de la planification) donne des permis pour tous les aménagements et est responsable de la planification économique et sociale, en fournissant des informations et des analyses aux décideurs afin de guider leur planification. L'unité coordonne également la planification de projet par la préparation et le suivi du Programme d'investissement du secteur public. L'Autorité responsable de la planification examine et discute aussi les demandes d'aménagement du territoire, un comité de 11 personnes provenant des secteurs privé et public examine toutes les demandes principales, et le Comité d'examen technique au sein du Ministère des Ressources naturelles et du travail analyse toutes les demandes de développement marin.

Le *Town & Country Planning Department* (TCPD, Département de la planification de la ville et du pays) se charge de la planification de l'aménagement territorial, le bureau du Premier ministre est responsable de veiller à la bonne utilisation et au bon déroulement du développement territorial par le biais d'une planification et gestion intégrées de l'utilisation des terres et de l'éducation du public. Ceci se fait dans le cadre de la *Physical Planning Act* (Loi sur l'aménagement du territoire) (2004) et des *Land Development Control Guidelines* (Lignes directrices sur le contrôle de l'aménagement du territoire) (1972).

Le tourisme incombe au premier ministre. Le *Tourist Board* (Office du Tourisme) travaille avec le NPT et le CFD pour s'assurer que les activités touristiques à l'intérieur des aires protégées ne nuisent pas à ces zones.

Le *National Climate Change Committee* (CCC, Comité national sur le changement climatique) approuvé par le Cabinet en décembre 2008, est un comité permanent qui surveille et conseille le gouvernement sur les effets du changement climatique, qui développe des politiques et stratégies d'adaptation et soutient les efforts visant à intégrer les politiques et stratégies dans la planification de l'aménagement territorial national. Le CCC se charge aussi du contrôle et de la mise en place de la politique sur le changement climatique. Le Comité est actuellement composé de représentants du CFD, du NPT, du TCPD, du DDM, de l'Unité de planification du développement, du Département des eaux et de l'assainissement, de l'Office du tourisme des îles Vierges britanniques, du Département d'agriculture, de l'Unité de santé environnementale, de BVIEC, MC&W et du Département des travaux publics. Le Comité est présidé par le Secrétariat permanent du Ministère des ressources naturelles et du travail et co-présidé par le Bureau du premier ministre.

4.3 CADRE POLITIQUE

En juillet 2001, les îles Vierges britanniques ont signé avec le Royaume-Uni la Déclaration régionale de Saint-Georges sur les principes de développement durable, qui comprend des objectifs et indicateurs environnementaux. En septembre 2001, le gouvernement britannique et celui des îles Vierges britanniques ont signé la Charte sur l'environnement comprenant un certain nombre de principes directeurs pour agir et qui inclut l'engagement de ce dernier pour assurer notamment: la protection par la loi et la restauration des habitats fondamentaux, des espèces et des éléments du paysage, des structures de gestion et des mécanismes appropriés, y compris une politique sur les aires protégées, et le contrôle et éradication des espèces invasives; l'intégration de la protection de l'environnement dans les

¹¹ <http://bviddm.com/document-center/VI%20CDM%20Policy%20Final.pdf>

processus de planification sociale et économique; la promotion de modes de production et de consommation durables.

Le *National Integrated Development Plan* (NIDP, Plan de développement national intégré) de 1999 – 2003 a été la première tentative officielle de planification nationale de ce territoire. Cette tentative a 10 ans et on ne sait pas si elle sera mise à jour. Depuis 2004, une EIE avec consultation publique approfondie est requise pour les demandes de projets de développement à grande échelle. Il n'y a pas d'occupation des sols, ce qui fait que le gouvernement a peu d'influence sur la distribution ou sur le type de développement qui se fait. La capitale, Road Town, est la ville qui a reçu le plus d'attention en planification territoriale, en profitant du Plan d'aménagement territorial de Road Town de 2005-2020. Le plan prévoit notamment le développement ordonné et durable de la ville, le bien-être social, celui de l'environnement, la préservation de la santé de la communauté et la promotion des mesures d'atténuation¹².

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement des îles Vierges britanniques (OMD): un plan d'action pour localiser et atteindre les OMD¹³ de février 2008 a conclu que le territoire n'avait pas d'agenda OMD spécifique, ni de buts et objectifs explicitement intégrés dans les cadres de planification nationaux ou sectoriels.

Un *National Environmental Action Plan* (NEAP, Plan national d'action environnementale) a été développé en 2004 par le CFD¹⁴. Le plan fournit le cadre dans lequel les ressources naturelles du territoire doivent être gérées. Il identifie le cadre légal et institutionnel et les défis à relever pour une meilleure gestion de l'environnement qui aura un impact sur la biodiversité.

Depuis de nombreuses années, le territoire a entrepris d'établir un réseau de zones de conservation naturelles protégées, en particulier dans le milieu marin. Le *Virgin Islands Protected Areas System Plan* (Plan du système des aires protégées des îles Vierges britanniques) (2007-2017)¹⁵ a été approuvé en janvier 2008. Les îles Vierges britanniques n'ont pas de politique nationale pour la biodiversité.

Le *Biodiversity Action Plan* (Plan d'action pour la biodiversité) d'Anegada (2006)¹⁶ a identifié la fragmentation et la perte de l'habitat et la modification de celui-ci, comme les principales menaces pour lesquelles les actions spécifiques suivantes ont été proposées: protection sur le long terme de l'habitat, en particulier les sites essentiels pour les espèces endémiques; bonne planification de l'usage des terres pour réduire la fragmentation de l'habitat, et contrôle des espèces invasives.

La *Virgin Islands Climate Change Policy* (CCP, politique du changement climatique des îles Vierges britanniques) a été visée par le CCC et approuvée en mai 2013. Elle définit la politique du territoire pour atténuer les impacts du changement climatique et s'y adapter, et vise à guider le travail de tous les secteurs publics, du secteur non gouvernemental et de la société civile, en appuyant la transition vers un développement à faible émission de carbone et résistant au changement climatique. Les bons résultats de la politique se traduisent par l'hébergement de la *Caribbean Challenge Initiative* (Initiative pour le défi des Caraïbes) (phase II) et l'établissement de priorités qui comprennent le développement d'un mécanisme de financement (le Fonds d'affectation spéciale pour le changement climatique), la formation et la gestion d'un vaste réseau d'aires protégées (protection de 33% des habitats essentiels) et la mise en place d'une initiative de navigation de plaisance durable. D'autres facteurs tels que le basculement d'une dépendance à 100% des combustibles fossiles aux énergies renouvelables et la protection des requins et des raies dans le territoire devraient également être pris en compte. La politique a également demandé la révision de plusieurs lois liées au développement et à l'environnement dont la promulgation est prévue d'ici fin 2014. Le CCC supervise la mise en œuvre de la politique. Le Comité a publié son premier rapport fin 2013.

12 <http://www.tcp.gov.vg/prodfiles/Rationale.pdf>

13 http://www.eclac.cl/portofspain/noticias/paginas/6/37516/British_Virgin_Islands_MDG_Plan_of_Action_2008.pdf

14 http://www.bvdef.org/main/%20media/NEAP_Draft.pdf

15 <http://ess-caribbean.com/wp-content/uploads/2011/08/British-Virgin-Islands-Protected-Areas-System-Plan-2007-2017.pdf>

16 <http://www.seaturtle.org/mtrg/projects/anegada/Anegada%20BAP.pdf>

La *Comprehensive Disaster Management (CDM) Policy* (Politique complète de gestion des catastrophes) de 2009-2013¹⁷ vise à assurer la pleine intégration des plans de gestion des catastrophes dans le développement et la gestion du cycle des projets au sein d'une structure gouvernementale efficace et fondée sur le soutien communautaire, dans le but de transformer les îles Vierges britanniques en modèle régional et en centre d'excellence pour la CDM.

Le *National Oil Spill Contingency Plan* (Plan d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures)¹⁸ a été établi en 2006 avec pour objectif d'atténuer la menace aux oiseaux marins, à la vie marine, à la pêche, aux zones écologiquement sensibles, aux plages touristiques, et aux usines de désalinisation touchées par les rejets pétroliers.

4.4 CADRE LÉGAL

Les îles Vierges britanniques sont signataires des accords multilatéraux suivants (AME):

AME	Remarques
<i>Convention on Biological Diversity</i> (CBD, Convention sur la diversité biologique)	Ratification étendue aux îles Vierges britanniques en juin 1994. Une politique pour la biodiversité n'a pas encore été développée. Une telle politique a été élaborée pour Anegada (2003-2006) dans le cadre d'un projet Darwin mais n'a pas été officiellement approuvée.
<i>Ramsar Convention on Wetlands</i> (Convention Ramsar sur les zones humides)	Étendue aux îles Vierges britanniques en 1991, à ce jour un site a été classé Ramsar: Western Salt Ponds sur Anegada. D'autres sites ont été proposés: Eastern Ponds sur Anegada et le Horseshoe Reef, Fat Hogs et Bar Bays.
<i>Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora</i> (CITES, Convention sur le commerce international d'espèces en voie d'extinction provenant de la faune et flore)	Est entrée en vigueur en octobre 1976 et mise en œuvre par le biais de l'ordonnance sur les animaux et plantes en voie de d'extinction (1976).
<i>Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals</i> (CMS, Convention de Bonn sur les espèces migratrices)	La ratification a été étendue aux îles Vierges britanniques en juillet 1985. Une certaine confusion quand il s'agit de savoir si le Royaume-Uni répond à ses obligations conformément à la présente Convention concernant la pêche légale des tortues marines dans les îles Vierges britanniques, Caïmans, Montserrat, Turques-et-Caïques. Ces pêches légales impliquent le commerce des tortues marines qu'elles répondent ou pas aux «besoins de subsistance traditionnelle des utilisateurs" (non défini dans la Convention).
<i>Convention on Dumping of Wastes at Sea (London Convention)</i> (Convention relative à l'immersion des déchets en mer (Convention de Londres))	Entrée en vigueur en décembre 1975.
<i>United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS)</i> et <i>Conservation and Management of Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks</i> (Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et Conservation et gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants)	Respectivement appliquées aux îles Vierges britanniques en juillet 1997 et décembre 2001.
<i>World Heritage Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage</i> (Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel)	Adoptée par l'UNESCO en 1972. Les îles Vierges britanniques ont signé le <i>Caribbean Action Plan in World Heritage</i> (plan d'action pour le patrimoine mondial des Caraïbes) (2004-2014).

Les îles Vierges britanniques ont adopté l'Accord de la FAO visant à favoriser le respect par les navires de

¹⁷ <http://bviddm.com/document-center/VI%20CDM%20Policy%20Final.pdf>

¹⁸ http://www.bviddm.com/document-center/National%20Oil%20Spill%20Plan_working_2006.pdf

pêche en haute mer des mesures de conservation et de gestion, et le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO.

Les îles Vierges britanniques sont signataires de l'accord environnemental régional suivant:

AME	Remarques
<i>Convention for the Protection and Development of the Marine Environment of the Wider Caribbean Region (Cartagena Convention)</i> (Convention pour la protection et la mise en valeur de l'environnement marin de la Grande Région Caraïbe (Convention de Carthagène))	Ratification étendue aux îles Vierges britanniques en octobre 1987, y compris le Protocole sur la coopération dans la lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la Grande Région Caraïbe (Protocole sur les déversements d'hydrocarbures). Les îles Vierges britanniques ont aussi ratifié les Aires spécialement protégées et la vie sauvage (Protocole SPAW), qui est entré en vigueur en 2000, et le Protocole sur la pollution due à des sources terrestres (LBS), entré en vigueur en août 2010.

Les lois les plus pertinentes de protection de l'environnement dans les îles Vierges britanniques sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Instrument juridique	Remarques
<i>Physical Planning Act</i> (2004, Loi sur l'aménagement du territoire) Réglementation en cours d'élaboration ¹⁹	Etablit un système d'évaluation de l'aménagement du territoire, comprenant les limites du développement, la désignation des zones de protection, le contrôle des activités et de l'accès à ces zones, et la demande de EIE pour toutes activités de développement figurant à l'annexe 3 de l'article 26 (il n'y a pas d'exigences ESE). La Loi prévoit la participation du public sur les questions de développement et sa consultation, et dispose de mécanismes d'application de la loi et d'autres pour éviter le non-respect du règlement, mais elle ne fournit pas un système juridique complet. Les domaines qui doivent être améliorés conformément au CFD: mobiliser la communauté et adapter un format aux besoins du public pour qu'il puisse mieux rétro-alimenter l'information concernant la prise de décision. Par ailleurs, il n'existe pas de Politique nationale d'aménagement du territoire en vigueur.
<i>National Parks Act</i> (2007, Loi sur les parcs nationaux) et réglementations (2008)	Elle permet la classification des réserves naturelles, des zones étendues sauvages, des parcs nationaux à partir de critères scientifiques. Elle limite les activités et l'accès aux zones terrestres et marines. Elle prévoit également des accords de conservation volontaire avec les propriétaires fonciers. L'élaboration d'un plan de système d'aires protégées est mandatée par l'article 13. Il abroge: l'ordonnance des parcs nationaux n°29 (1961) telle que modifiée en 1978) qui a créé le National Parks Trust (Fonds des parcs nationaux), et prévoit la création de zones protégées sous forme de parcs nationaux gérés par le Fonds; l'ordonnance n°8 (1979) sur les parcs marins et les aires protégées prévoit la création d'une série de différentes aires protégées y compris une zone de gestion à usages multiples ou parc marin et zone protégée.
<i>Beach Protection Act</i> (1985, Loi sur la protection des plages)	La loi exige un permis d'immersion et d'enlèvement de matériaux du rivage et de suppression des barrières naturelles le long de la mer. Elle n'est pas à jour et ne fournit pas un cadre ou des réglementations pour la politique de gestion de la plage.
<i>Coastal Conservation and Management Act</i> (1991, Loi sur la conservation et gestion du littoral)	
<i>Protection of Trees and Conservation of Soil Ordinance</i> (1954/1965, Ordonnance sur la protection des arbres et la conservation des sols)	Prévoit la déclaration de zones protégées pour la prévention de la déforestation, l'érosion des sols et pour la protection des bassins versants, et interdit l'élevage sur pâturage sans permis ou les travaux de terrassement dans ces zones, y compris les terres privées. L'ordonnance a établi sept zones protégées.
<i>Protected Areas and Wildlife Act</i> (1987, Lois sur les aires protégées et la vie sauvage)	

¹⁹ Environmental Profile of Anegada, 2013, Island Resources Foundation.

<i>Protection of Endangered Animals, Plants, and Articles (Removal and possession) Ordinance</i> (1981, Protection des animaux en voie d'extinction, des plantes, et articles de l'ordonnance (Enlèvement et possession))	Cette loi a été promulguée pour interdire le prélèvement sans permis des coraux répertoriés ; elle ne traite pas de la protection des récifs coralliens <i>in situ</i> .
<i>Wild Birds Protection Ordinance</i> (1959 telle que modifiée en 1980, Ordonnance sur la protection des oiseaux sauvages chapitre 98)	Autorise le gouverneur à déclarer des zones protégées, particulièrement les zones comme les sanctuaires d'oiseaux. Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent également aux oiseaux dans tous les parcs marins ou zones protégées désignés par l'ordonnance n°8 sur les parcs marins et les aires protégées. Elle prévoit la protection, à tout moment et dans toutes les conditions, d'environ 31 espèces d'oiseaux sauvages rares ou menacées, de leurs œufs, nids, et de leurs poussins. Les règlements sur les sanctuaires d'oiseaux de 1959 et 1997 ont désigné 20 refuges d'oiseaux, et protègent complètement toutes les espèces d'oiseaux sauvages.
<i>Fisheries Act</i> (1997, Loi sur la pêche)	Prévoit la création de réserves marines et régleme les activités de pêche dans les îles. Mise en œuvre par le Plan de gestion de la pêche pour les îles Vierges britanniques, la loi de 1998 régleme (avec les règlements énumérés ci-dessous) la pêche des tortues sur les îles Vierges britanniques. La capture des tortues luths et caouannes est interdite. Les nids, les œufs et la nidification de toutes les espèces de tortues sont protégés. Il est seulement permis de capturer des tortues vertes dont la carapace fait plus 61 cm et des tortues imbriquées dont la carapace fait plus de 38,1 cm. La saison de la pêche va de décembre à mars inclus.
<i>Fisheries Regulations</i> (2004, Réglementations sur la pêche)	Disposition pour la protection de l'habitat marin. Par exemple, prévoit des dispositions pour que les personnes reçoivent des amendes après avoir pollué l'environnement marin avec des hydrocarbures.
<i>The Taking of Marine Products Order</i> (1991, Décret sur le prélèvement de produits de la mer)	Interdit la prise de produits de la mer en utilisant un équipement de plongée et aussi la chasse sous-marine sur le Horseshoe Reef.
<i>Public Health Ordinance</i> (1967, Ordonnance sur la santé publique)	Autorise les règlements qui préviennent, réduisent et contrôlent la pollution de l'environnement. Pollution de l'environnement non définie, et règlements prévoyant des normes environnementales non promulgués.
<i>Merchant Shipping (Oil Pollution) Order</i> (1997, Décret sur la navigation commerciale (Pollution des hydrocarbures))	Met l'accent principalement sur la prévention de la pollution et la responsabilité des pollueurs.
<i>Derelict Motor Vehicle Act</i> (2000, Loi sur les épaves de voitures)	Prévoit que les propriétaires d'automobiles payent une redevance pour l'élimination éventuelle de leurs véhicules en fin de cycle.
<i>Litter Abatement Act</i> (2009, Loi relative à la réduction des déchets)	Autorise la nomination de responsables de la gestion des déchets capables d'émettre des avertissements et de donner des amendes aux personnes qui enfreignent la loi. Fournit une autorisation de gestion des catastrophes sur le territoire.

Un comité, comprenant une section transversale des parties prenantes, a terminé en 2010 l'élaboration du projet de loi sur la gestion de l'environnement et la conservation de la biodiversité. Le projet de loi est actuellement en cours d'examen.

Le gouvernement est aussi entrain de réviser:

- Loi sur la protection des plages et introduction d'une politique sur les plages pour mieux gérer les plages du territoire;
- Aménagement du territoire afin de combler bon nombre de lacunes existantes et d'aborder les questions environnementales d'une manière plus intégrée.

En dépit de certaines lois en vigueur comportant un régime de sanctions en cas de non-respect de la loi, l'application intégrale de la législation est entravée par le manque d'installations et de personnel adéquats.

Les autorités maritimes et douanières sont légalement habilitées à faire respecter la Loi sur la pêche de 1997, et elles le font régulièrement.

4.5 SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Le CFD a développé un *Coastal Resource Information System* (CRIS, Système d'information sur les ressources côtières) basé sur le SIG, qui servira d'outil de prise de décision. Le CRIS comprend des données sur l'état des récifs coralliens, les mangroves et les peuplements d'herbiers, la sédimentation, la qualité de l'eau de mer, les profils de plage, la biodiversité (observations des baleines, tortues et oiseaux de mer nicheurs), les déchets solides et liquides, les stocks de poissons et la répartition des pêches, la cartographie des ressources côtières, les déversements d'hydrocarbures et un réseau de surveillance.

Les cartes de l'Indice de sensibilité environnementale (ESI) font partie intégrante du programme d'intervention en cas de phénomènes dangereux et de matières nocives. L'une des principales utilisations de ces cartes est l'évaluation d'un déversement d'hydrocarbures et son impact possible sur l'environnement côtier. En outre, les cartes peuvent aider à identifier les points sensibles à nettoyer du littoral.

La qualité de l'eau est régulièrement contrôlée à un certain nombre d'endroits le long des côtes des îles Vierges britanniques. Les paramètres pris en compte sont: coliformes, oxygène dissous, nitrate, nitrite, nutriments (phosphore) et algues, particules, pH, température. On compare ces résultats selon les normes établies par l'*US EPA, United States Environmental Protection Agency* (Agence de protection de l'environnement des Etats-Unis). Le CFD a mené un certain nombre de projets de surveillance des tortues, dont bon nombre en association avec des organismes internationaux, et qui comprennent la surveillance des sites de nidification, le marquage, le suivi et les données d'observation. Deux fois par an, le CFD surveille les herbiers marins de sept sites autour des îles Vierges britanniques. Sur chaque site, les densités de chaque type d'algue sont enregistrées avec les densités algales et leur santé générale. On a noté une détérioration sur plusieurs sites depuis que la surveillance a commencé, en raison des ruissellements, des eaux usées de dragage, de la remise en état des terres et de la surcharge de nutriments provenant des sources terrestres. Les gardiens de la plage ou de l'unité de maintenance du littoral sont responsables de la collecte des déchets sur 20 plages accessibles des îles Vierges britanniques, ils rendent des comptes sur l'état du littoral, surveillent les conditions des plages, la quantité de déchets ramassés, le nombre d'utilisateurs et les activités illégales. Le CFD et le NPT contrôlent l'état des forêts du territoire.

Le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre des programmes de suivi environnemental afin d'établir les données de base nécessaires pour informer sur les décisions concernant les périodes de fermeture, les projets d'aménagement territorial et le développement de la pêche, et pour développer des activités de surveillance qui limitent la violation de la législation sur la pêche.

Des progrès ont été faits concernant le suivi permanent des populations de tortues de mer grâce à un programme de marquage.

4.6 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Le public considère souvent les zones de mangroves comme des terrains marécageux inutiles avec peu d'utilité publique. Le CFD et le NPT ont entrepris de modifier cette perception grâce à un programme d'éducation publique dans les écoles et pour la communauté. La récupération des mangroves est la principale menace qui pèse sur celles-ci dans les îles Vierges britanniques.

Le Département de la gestion des catastrophes produit tous les 2 ans le compte-rendu des catastrophes, qui est gratuit pour les lecteurs grâce à ses annonceurs et sponsors. On le considère comme la revue des Caraïbes sur les pratiques de gestion des catastrophes. Le dernier numéro publié en décembre 2013 contient 28 articles sur des questions telles que le repositionnement de la résilience aux catastrophes dans l'agenda du développement; le développement d'îles Vierges britanniques plus propres et écologiques; investir dans votre écosystème; le paysage des risques; l'énergie et la conservation de l'eau, et d'autres sujets.

Avant 2012, le cadre juridique des îles Vierges britanniques soutenant le secteur à but non lucratif était quasi inexistant. En vertu de la Loi sur les organisations à but non lucratif de 2012, tous les OBNL opérant sur le territoire doivent être inscrits sous peine de s'exposer à des amendes importantes et/ou à des peines d'emprisonnement. L'inscription exige que les OBNL fournissent une documentation substantielle contenant les états financiers des organismes. Les dirigeants de la communauté à but non lucratif des îles Vierges britanniques ont déclaré que ces exigences étaient trop lourdes pour les OBNL, en particulier les plus petites organisations communautaires, les groupes du service public qui sont généralement gérés par des bénévoles.

Il existe un certain nombre d'ONG environnementales sur les îles Vierges britanniques, y compris la *Jost Van Dyke Preservation Society* (JVDPS, la Société de conservation Jost Van Dyke); le *Virgin Islands Environmental Council* (VIEC, Comité sur l'environnement des îles Vierges britanniques) le *Caribbean Youth Environmental Network Virgin Islands Chapter* (CYEN- *Virgin Islands Chapter*) (Réseau de la jeunesse environnementale caribéenne, CYEN/chapitre îles Vierges britanniques), l'ONG *Green VI* et la *Island Resources Foundation* (Fondation des ressources de l'île) basée aux Etats-Unis.

La *Green Pledge Initiative* (Initiative Promesse Verte) dirigée par le CFD a cherché à encourager l'action communautaire dans le domaine de la gestion de l'environnement. Des groupes publics et privés et des entreprises sont évalués et «notés» par le ministère à partir de promesses faites lors du lancement du programme. Un exemple de réussite de ce programme est l'interdiction presque totale de l'utilisation de sacs en plastique par la chaîne de supermarchés la plus importante et la plus répandue sur le territoire, l'augmentation de la consommation des produits locaux et la diminution des importations afin de réduire l'empreinte carbone, et dans le cas d'un établissement, la mise à jour de son infrastructure pour devenir plus résistant au changement climatique.

Plusieurs campagnes de sensibilisation ont été lancées pour protéger les ressources naturelles des îles Vierges britanniques. Lors d'une campagne récente lancée en 2012 par l'Office du tourisme pour maintenir les îles propres, on a posé trois questions au public: Jetez-vous les déchets à la mer? Les transportez-vous par camion? Est-ce que cela vous concerne vraiment?

Le *Virgin Islands Environmental CD Atlas and Teaching Resource* (Atlas numérique environnemental des îles Vierges britanniques et les ressources pédagogiques)²⁰ constitue un autre exemple de source d'informations factuelles et actualisées sur les environnements des différentes îles, c'est un outil pédagogique qui sensibilise davantage les élèves sur les environnements des îles Vierges britanniques dans chaque salle de classe.

4.7 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

Les prévisions budgétaires du gouvernement pour 2013 ont pour objectif de préserver et protéger constamment l'environnement naturel; à cet effet, le gouvernement propose l'introduction d'une taxe environnementale qui sera utilisée pour mettre en place des programmes visant à compenser l'empreinte carbone des résidents et visiteurs.

Le statut de territoire d'outre-mer du Royaume-Uni (UKOT) du pays (non admissible à un financement international), ainsi que son PIB élevé rend la mobilisation de ressources financières extrêmement difficile. Les quelques options possibles le mettent en concurrence avec d'autres entités (dont beaucoup ont plusieurs options de financement). En général, ces options limitent la vie du projet à des périodes plus courtes, ce qui signifie que les projets de plus grande échelle (et sans doute plus significatifs) ne peuvent pas être mis en place.

Le gouvernement a approuvé le Fonds d'affectation spéciale du changement climatique des îles Vierges britanniques en 2013²¹ pour soutenir financièrement la mise en œuvre de la Politique sur le changement

²⁰ <http://www.ukotcf.org/infoDB/infoSourcesDetail2.cfm?module=projects&refID=169>

²¹ http://issuu.com/bvibeacon/docs/virgin_islands_climate_change_trust

climatique (CCP). Le Fonds sera opérationnel d'ici la fin 2014 bien que la logistique de financement soit encore en cours de perfectionnement. Il est prévu que cela aidera à mobiliser des fonds de donateurs importants (tels que le FEM) pour des groupes communautaires, ce qui n'est pas possible actuellement.

5 COOPÉRATION INTERNATIONALE

En 2014, les îles Vierges britanniques assument la direction de l'Association des pays et territoires d'outre-mer (OCTA).

Les îles Vierges britanniques sont un membre régional de la Banque de développement des Caraïbes et sont membre associé du PNUE, de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECS), où elles participent seulement dans les domaines de la coopération fonctionnelle et non dans les marchés communs ou commissions des affaires étrangères. Les îles Vierges britanniques sont également associées à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), qui a mis au point un *Programme of Action for the Sustainable Development of Small Island Developing States* (SIDS POA, programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (PEID) de la sous-région des Caraïbes en 1994-2003/4, couvrant les îles Vierges britanniques et affilié au *Latin American and Caribbean Planning Institute* (ILPES, Institut d'Amérique latine et des Caraïbes de Planification économique et sociale) et au *Commonwealth Fund for technical cooperation* (CFTC, Fonds du Commonwealth pour la coopération technique). Dans le domaine de la santé, les îles Vierges britanniques sont membre de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et en matière de tourisme, elles appartiennent à la *Caribbean Alliance for Sustainable Tourism* (CAST, l'Alliance caribéenne pour un tourisme durable). Les îles Vierges britanniques sont également membres du Mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes dans les Caraïbes (CCRIF).

Après le déversement de pétrole près de Tortola en mars 2004 affectant plus de 1,6 km de côtes, les îles Vierges britanniques ont signé un protocole d'entente avec les États-Unis en août 2004, pour faire face de manière efficace à un déversement important d'hydrocarbures ou de toute autre substance dangereuse près des îles. L'accord s'applique aux eaux des îles Vierges britanniques et à celles des îles Vierges américaines.

Dans le domaine de la pêche, les îles Vierges britanniques sont membres de la Commission internationale pour la conservation du thon de l'Atlantique (depuis 2001) et du Mécanisme régional pour la pêche dans les Caraïbes (adhésion complète en attente). En mars 2014, les îles Vierges britanniques ont rejoint le Partenariat mondial pour les océans qui vise à résoudre les problèmes les plus connus de surpêche, pollution et perte de l'habitat.

Union européenne

Les îles Vierges britanniques ne sont pas admissibles aux allocations territoriales depuis le 9ème FED en raison de leur PIB par habitant élevé (il dépasse la moyenne communautaire). Cependant, elles peuvent faire partie d'initiatives régionales. L'ordonnateur régional adjoint des îles Vierges britanniques est le pouvoir adjudicateur du Renforcement du développement des petites et moyennes entreprises des PTOM dans le Programme de la région des Caraïbes – qui a reçu un financement du 10ème FED se montant à 15 M €.

Royaume Uni

En Avril 2012, le Gouvernement des îles Vierges britanniques a signé des protocoles pour une Gestion financière efficace avec le gouvernement britannique. Au même moment, ce gouvernement s'est engagé à renforcer sa législation sur la gestion des finances publiques et à revenir à des finances publiques plus

saines à moyen terme. Le Royaume-Uni se félicite de cet engagement qui représente une gestion financière responsable, transparente et prudente.

Les projets environnementaux financés comprennent:

- *Enhancing the Capacity to Combat the Imminent Invasion of Lionfish in the Virgin Islands* (Renforcer les moyens de lutte contre l'invasion imminente de la rascasse volante autour des îles Vierges britanniques): le projet d'éradication de la rascasse volante (*Pterois volitans*) financé par le JNCC a commencé en 2009. Ce projet fournit un cadre pour coordonner les activités entre le gouvernement, les organismes non gouvernementaux, les entreprises locales et les organisations, pour empêcher la rascasse volante d'avoir des effets négatifs sur la pêche des îles Vierges britanniques, sur les écosystèmes marins et sur la sécurité publique ;
- La recherche en biodiversité sur Anegada, la collecte de données sur les oiseaux, les tortues marines et les plantes ;
- Atlas numérique environnemental sur les îles Vierges britanniques: les données environnementales sont en cours de compilation pour que les écoles utilisent le système SIG des îles Vierges britanniques dans le cadre du programme de géographie ;
- *Caribbean Waterbird Census* (CWC, Recensement caribéen des oiseaux d'eau) et un projet lancé par le CANARI et financé par le DEFRA ayant créé un réseau entre les Fonds nationaux des territoires d'outre-mer britanniques des Caraïbes (UKOT) et les organismes environnementaux.

Autres

Sous les auspices de la CDB, la *Caribbean Challenge Initiative* (CCI, Initiative pour le défi des Caraïbes) a fourni un effort pour protéger au moins 20% de l'environnement marin et côtier des Caraïbes en 2020. Les îles Vierges britanniques ont accueilli le Sommet des dirigeants politiques et économiques des Caraïbes pour lancer la deuxième phase. En 2008, le PNUE a publié un compte rendu des progrès accomplis par les réseaux régionaux d'aires marines protégées.

L'OECO travaille avec le CFD sur la cartographie numérique des ressources côtières des îles Vierges britanniques: herbiers marins, mangroves et récifs.

Les îles Vierges britanniques sont riches en différents types d'habitat: mangroves, forêts tropicales sur les pentes supérieures des grandes îles de Tortola et Virgin Gorda, récifs coralliens, herbiers marins, étendues de sable, fosses et monts sous-marins. Des centaines de différentes espèces de poissons, d'invertébrés et de plantes vivent dans ces habitats. On y trouve aussi un certain nombre de mammifères marins tels que les dauphins, les baleines pilotes et les baleines à bosse qui migrent de façon saisonnière dans les îles Vierges britanniques.

Les îles Vierges britanniques ont une des économies les plus dépendantes du tourisme au monde. Comme dans d'autres pays des Caraïbes, le tourisme y a augmenté très rapidement. Les gens de la région sont généralement moins nombreux que les visiteurs et les infrastructures ne sont pas conçues pour supporter une hausse du nombre de touristes; la majorité du développement a lieu sur le littoral puisque la superficie de l'intérieur des terres est limitée et montagneuse, ce qui rend très chère toute entreprise de développement durable sur ces terres.

L'augmentation de l'aménagement du littoral et l'invasion croissante de la rascasse volante ont conduit à un déclin des populations de poissons et à leur transition (ce qui a finalement affecté le système récifal). Cependant, le gouvernement des îles Vierges britanniques a mis en place une série de dispositifs qui mènera à un plus grand équilibre entre l'aménagement du littoral et la conservation des richesses naturelles - ce qui est crucial pour le tourisme et pour la préservation des moyens de subsistance de la population. L'actualisation et le renforcement du cadre législatif et des pratiques d'application de la loi, une meilleure sensibilisation du public et des programmes (tels que la *Green Pledge Initiative* du CFD) pour mieux gérer l'environnement, ont eu un effet positif sur le territoire. La politique sur le changement climatique (PCC) est très prometteuse si on arrive à l'appliquer.

L'application de la PCC fait partie des meilleures pratiques environnementales. Les bons résultats de la politique se traduisent par l'hébergement de la *Caribbean Challenge Initiative* (Initiative pour le défi des Caraïbes) (phase II) et le développement d'un mécanisme de financement (le Fonds d'affectation spéciale pour le changement climatique), l'établissement et la gestion d'un vaste réseau d'aires protégées (qui protège 33% des habitats essentiels) et la mise en place d'une initiative de navigation de plaisance durable. La politique a également demandé la révision de plusieurs lois liées au développement et à l'environnement dont la promulgation est prévue à la fin de 2014. Les îles Vierges britanniques protègent désormais formellement les requins et les raies sur leur territoire. Le processus d'introduction des énergies renouvelables est également en cours.

Une autre bonne pratique est la *Green Pledge Initiative* (Initiative Promesse Verte). Coordonnée par le Département de la conservation et de la pêche du Ministère des ressources naturelles et du travail, l'initiative vise à encourager l'action communautaire en matière de gestion de l'environnement. Des groupes privés et publics et entreprises sont évalués et «notés» par le ministère sur la base de promesses faites lors du lancement du programme. Un exemple de réussite de ce programme serait l'interdiction presque totale de l'utilisation de sacs en plastique par la chaîne de supermarchés la plus importante et la plus répandue sur le territoire.

Actuellement, les îles Vierges britanniques essaient de mobiliser des fonds "de lancement" du Fonds d'affectation spéciale du changement climatique dans le but d'assurer une autosuffisance viable dans les cinq ans à venir.

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité calendrier	et Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	et Risques hypothèses	Sources d'€ possibles
Améliorer la conservation de l'habitat	Renforcer le réseau des aires terrestres et marines protégées.	Les îles Vierges britanniques disposent de plusieurs outils de gestion environnementale élaborés au fil des ans. Il est nécessaire d'intégrer davantage ces outils, de les articuler, et de renforcer leur mise en place.	5 ans	Gouvernement des îles Vierges britanniques, MNR&L		Volonté et compétences politiques pour mobiliser des fonds	UE, Royaume-Uni, secteur privé, banques (affaires et biodiversité)
	Activités Elargir le réseau d'aires protégées dans le cadre du Plan du système des aires protégées pour les îles Vierges britanniques 2007-2017. Sur terre: cartes détaillées pour le territoire grâce au système de modélisation de la végétation et d'analyse des lacunes, et proposition de sites terrestres pour les intégrer dans un réseau d'aires protégées. Inclure un réseau de zones de protection marines. Créer des sanctuaires marins pour les requins et les raies. Renforcer la participation à la <i>Caribbean Challenge Initiative</i> et montrer l'exemple en conservant 33% (la cible de la CCI est d'environ 20%) des zones littorales et de l'environnement marin. Mettre en place un mécanisme de financement durable pour la gestion de ces aires protégées. Poursuivre la recherche et mettre en place une stratégie de lutte contre la rascasse volante. Améliorer l'évaluation des données sur les stocks de poisson; examiner les règlements existants sur la pêche. Approuver et appliquer la Politique de gestion des zones humides des îles Vierges britanniques visant particulièrement les ruisseaux, étangs salés, plages et mangroves. Mettre en place des mesures de contrôle de l'érosion. Actualiser la législation environnementale nécessaire à l'application des données ci-dessus- et surtout, actualiser la loi et le plan sur l'aménagement du territoire.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Promouvoir la croissance verte ¹	Ecologisation du tourisme et intégration des énergies renouvelables	Les îles Vierges britanniques sont l'une des principales économies dépendantes du tourisme au niveau mondial. Commencer par écologiser ce secteur aura une influence sur le développement du territoire. Les îles Vierges britanniques ont lancé la <i>Green Pledge Initiative</i> qui permet d'agir davantage et de montrer l'exemple à la région.	7 ans	Gouvernement des îles Vierges britanniques, secteurs privés, organisations régionales			UE, BM, et les banques de développement régional, secteur privé
	Activités Poursuivre et élargir la <i>Green Pledge Initiative</i> , en s'attaquant à certains secteurs. Promouvoir un tourisme durable - Ecologisation de la navigation de plaisance et des hôtels. Trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en matériaux de construction et / ou appliquer des mesures d'atténuation et de restauration pour éviter l'érosion due à l'excavation sur les collines pour le développement de maisons ou de propriétés. Établir et mettre en œuvre une initiative de développement durable de la navigation de plaisance et du yachting, qui aidera à réduire la pollution marine - contrôle et traitement des rejets des eaux usées en mer dans le réseau proposé de ZPM et sur les sites territoriaux de plongée. Développement de produits du tourisme (artisanat). Évaluer les sources d'énergie renouvelable et établir un bouquet énergétique. Promouvoir les énergies renouvelables – élimination des obstacles légaux, incitations financières (incitations fiscales, levée de certains droits à l'importation, accès au financement), soutien à la création de marchés (études, installation, parties, maintien), formation et renforcement des compétences. Mobiliser des fonds "de lancement" du Fonds d'affectation spéciale du changement climatique dans le but d'assurer une autosuffisance viable dans les cinq ans à venir. La politique sur le changement climatique est très vaste et comprend aussi une approche socio-économique, elle dispose d'une liste d'actions prioritaires à mettre en place et qui ont besoin de fonds pour commencer.						

¹ Selon l'OCDE, la croissance verte veut dire promouvoir la croissance économique tout en réduisant la pollution et les émissions de gaz à effet de serre, minimiser les déchets et l'utilisation inefficace des ressources naturelles et préserver la biodiversité (<http://www.oecd.org/environment/green.htm>)

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Améliorer les services publics	Améliorer la gestion des déchets et des eaux usées	Réduction des sources de pollution, amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées et gestion adaptée des déchets solides grâce à la réduction, la réutilisation et le recyclage, ce qui pourrait améliorer énormément la qualité des eaux côtières des îles Vierges britanniques.	7 ans	Gouvernement des îles Vierges britanniques, secteur privé, organisations régionales		Intérêt du secteur privé. Volonté politique de la région de mettre en place des projets régionaux.	UE, Royaume-Uni, banques de développement régional, secteur privé,
	Activités Réhabilitation et extension des réseaux d'assainissement – A Tortola un prêt de la banque Barclays, avec la garantie du Royaume-Uni permettra d'augmenter la disponibilité de l'eau ainsi que le traitement des eaux usées. D'autres investissements seront nécessaires pour les autres îles. Il est important d'améliorer la gestion, y compris l'accès global aux services et d'assurer un meilleur recouvrement des coûts. Améliorer la gestion des déchets solides - Élaborer un Plan de gestion des déchets pour les îles Vierges britanniques à partir des stratégies « réduire-réutiliser-recycler ». Inclure une stratégie de gestion rigoureuse des déchets dangereux. Étude des flux de déchets qui peuvent être gérés et évalués localement et établissement des accords pour éliminer hors du territoire certains flux de déchets – promotion de la coopération régionale dans ce domaine. Législation et normes à mettre à jour. Créer une taxe sur l'importation des articles qui produisent des déchets - plastique, pneus, batteries, etc. - avec des mesures incitatives pour renvoyer ces produits vers leur lieu d'origine. Cartographie des besoins et priorités dans les différentes îles. Initiatives pédagogiques de compostage qui devraient être considérées comme un élément précurseur du compostage commercial.						

ANNEXE E :

LES ILES CAÏMANS

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

LES ILES CAÏMANS



Résumé	153
Informations générales	153
Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale.....	155
État de l'environnement	157
Gouvernance environnementale	161
Coopération internationale.....	168
Conclusions et recommandations.....	169

On considère que les Îles Caïmans font partie de la zone géographique des Caraïbes de l'Ouest ainsi que des Grandes Antilles. Le territoire est un centre financier offshore majeur et une destination touristique connue au niveau international. L'environnement naturel des Îles Caïmans est soumis à des pressions importantes dues à l'aménagement rapide et mal planifié et à la croissance de la population et des touristes qui l'accompagne. Sa beauté naturelle exceptionnelle ne fait pas que contribuer à la qualité de vie des résidents de l'île mais est également essentielle pour le tourisme. La prospérité et le bien-être des îles sur le long terme dépendent, entre autres, de l'entretien et de la protection de leurs écosystèmes vitaux, en particulier des récifs coralliens et des zones humides de mangroves, ainsi que de l'adoption de mesures pour améliorer leur résistance et leur adaptation aux conséquences du changement climatique et aux phénomènes météorologiques violents.

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom du territoire	Îles Caïmans
Région	Caraïbes
Superficie	262 km ²
Zone économique exclusive	119 137 km ²
Population	55 036 (croissance de 3,1 % par an ¹) avec 56,8 % de Caïmanais. Au 31 mars 2013, il y avait 20 441 travailleurs étrangers non permanents, surtout provenant de la Jamaïque.
PIB / habitant	38 609 € (2012) ²
Taux d'alphabétisation	(Défini ici comme > 15 ans, est allé à l'école) 99,7 % ; 27,8 % vont à l'université.
Taux de chômage	6,2% (2011)
% en dessous du seuil de pauvreté	On estime que 1,9 % de la population est pauvre, 1,8 % supplémentaires se trouvaient en dessous du niveau de vulnérabilité de 4 979 CI\$(estimation de 2006-2007) ³

Les Îles Caïmans sont situées à la frontière entre les plaques tectoniques d'Amérique du Nord et des Caraïbes et sont géologiquement et tectoniquement actives. Elles sont composées de trois îles. Grand Cayman, Cayman Brac et Little Cayman émergent le long d'une crête sous-marine au sud de Cuba et à l'ouest de la Jamaïque. La fosse des Caïmans atteint une profondeur de plus de 6 km et se trouve à 6 km au sud de Grand Cayman. Chaque île est formée par un noyau central de falaise calcaire ancienne datant de l'ère de l'Oligocène / du Miocène et une terrasse calcaire littorale qui l'entoure et qui est formée d'un amalgamé de coraux, de coquilles de mollusques et de formations meubles (marnes) datant du Pléistocène. Les ressources naturelles en eau douce sont limitées à cause de la forte porosité du soubassement.

Le littoral des Îles Caïmans s'étend sur 160 km. Grand Cayman est à environ 121 km au sud-ouest de Little Cayman et à 145 km au sud-ouest de Cayman Brac. Grand Cayman est la plus grande des trois îles, avec une superficie de 197 km² ; elle abrite la plupart de la population (93,8 %). Les étroites plates-formes insulaires de l'île hébergent des communautés de récifs coralliens prolifiques, et Grand Cayman et Little Cayman sont presque entièrement entourées par des récifs coralliens frangeants.

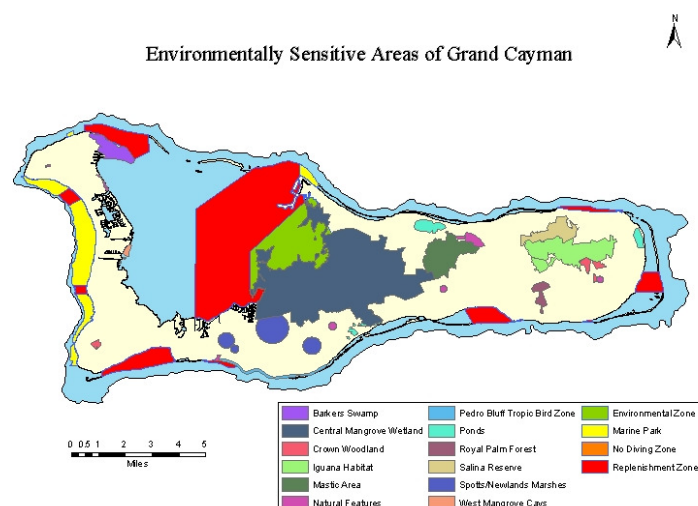
Le terrain est généralement peu élevé, à l'exception d'une énorme falaise calcaire sur Cayman Brac qui s'élève à 43 m au-dessus du niveau de la mer. Le point le plus élevé de Grand Cayman est la «décharge»

1 D'après le dernier recensement en 2011 - http://www.eso.ky/indicators_page.html#1

2 <http://www.caymannewresident.com/cayman-islands-facts-figures>, et1 KYD = 0,883169 EUR

3The Cayman Islands National Assessment of Living Conditions in 2006/2007, Caribbean Development Bank (2008)

municipale qui atteint maintenant une hauteur de 30 m. De nombreuses zones aménagées se trouvent à guère plus de 1 m au-dessus du niveau de la mer.



Grand Cayman a une géomorphologie unique avec un grand marais central qui mesure 50 km² (cf. carte). Le North Sound est un lagon peu profond et semi-fermé de 85 km² bordée d'aménagements côtiers à l'ouest, de mangroves au sud et à l'est et de récifs coralliens frangeants exposés au nord. Environ 60 % du North Sound est recouvert d'étendues d'herbe à tortue bien développées.

Le climat est marin tropical avec des étés chauds et pluvieux et des hivers relativement secs et frais. Le territoire des Îles Caïmans est frôlé ou frappé par un ouragan ou une tempête tropicale environ

tous les 2,2 ans et est frappé directement par un ouragan tous les 9,6 ans⁴. Les événements violents récents sont l'ouragan Ivan en 2004, qui a surtout touché Grand Cayman, et l'ouragan Paloma en 2008, qui a surtout touché Cayman Brac et Little Cayman⁵. Les séismes sont fréquents aux Îles Caïmans⁶, comme par exemple celui de 6,8 sur l'échelle de Richter en 2004 et celui de 5,9 sur l'échelle de Richter en 2010 qui ont donné lieu à des exercices d'urgence.

Les principales caractéristiques biogéographiques des Îles Caïmans sont les mangroves de basses terres, les forêts sèches subtropicales et les récifs coralliens. Les zones boisées les plus importantes se trouvent dans la région de Mastic de Grand Cayman et la forêt du Bluff sur Cayman Brac. Sur l'île de Grand Cayman, la seule zone de mangroves bien préservée est le Central Mangrove Wetland (CMW), qui s'étend sur une superficie de 3 400 ha. Sur l'île de Little Cayman, 40 % des terrains publics sont couverts par des zones humides. Les récifs coralliens frangeants, l'herbier marin et les mangroves fournissent de nombreux services écologiques et économiques aux îles ; ce sont tous des zones d'habitat et de reproduction pour de nombreux types d'organismes marins. Les récifs coralliens et les mangroves protègent les îles des tempêtes et de l'érosion. Les récifs jouent également un rôle dans le volume de sable et l'entretien des plages. L'herbier marin encourage le dépôt de sédiments, protégeant ainsi les récifs et créant une zone d'alevinage pour de nombreuses espèces de poissons. Les zones humides stockent et filtrent les eaux pluviales, apportant ainsi l'eau propre nécessaire à la création et la croissance des habitats de récifs.

La population a augmenté très rapidement au cours des dernières décennies, de 17 000 en 1979 à plus de 55 000 aujourd'hui. Le taux élevé d'immigration nette y a contribué, et la proportion de Caïmanais dans la population totale est aujourd'hui de 57 %.

Les Îles Caïmans bénéficient d'un niveau de vie élevé. Le gouvernement des Îles Caïmans n'a jamais dépendu du gouvernement britannique pour son budget ordinaire, et toutes les aides pour les projets d'immobilisation ont pris fin il y a plus de 18 ans. Après une période de dynamisme économique dans les années 1990, la croissance s'est ralentie, avec une chute récente du PIB en 2009 et en 2010 à cause de la réduction de la consommation interne publique et privée. Cependant, l'économie a commencé à se rétablir depuis 2011, stimulée par la reprise des touristes séjournant sur les îles ainsi que des services financiers et d'assurance.

Les principales sources de recettes publiques sont les droits d'importation, les frais de licence des

4 <http://www.hurricanecity.com>

5 <http://www.hurricanecity.com/city/caymanislands.htm>

6 <http://earthquaketrack.com>

sociétés, des banques et des *trusts*, et les droits de timbre. Il n'y a pas de fiscalité directe ou de droits de succession ou d'accise. Environ 90 % de la nourriture et des biens de consommation de l'île sont importés. Seuls 4 % des terrains sont arables. Même si les importations totales dépassent les exportations d'environ 100:1, le déséquilibre commercial visible est plus que compensé par les revenus du tourisme et des services financiers.

Les îles sont un centre financier offshore dynamique. En 2012, environ 10 800 fonds communs ont été enregistrés aux Îles Caïmans, et environ 768 licences d'assurance et 226 licences de banques et de *trust* ont été accordées. Il y avait environ 93 600 sociétés enregistrées en 2012, 80 % desquelles sont des *exempt companies*.

Les îles sont reconnues au niveau mondial comme étant une destination pour la plongée et la plongée avec tuba. Au cours des dernières années, l'industrie du tourisme a attiré environ 1,5 millions d'arrivées en croisière par an, une baisse comparée aux 1,8 millions en 2005. Le nombre de visiteurs séjournant sur les îles a baissé, passant d'un maximum de 354 000 en 2000 à 260 000 avant l'ouragan Ivan ; en 2012, il était remonté à 321 700. Environ 80 % des visiteurs séjournant sur les îles viennent des États-Unis. Une des plus grandes attractions de Grand Cayman est la plage mondialement connue de Seven Mile, où se trouvent de nombreux hôtels.

2 BIOGÉOGRAPHIE, ENDÉMISME ET IMPORTANCE POUR LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

D'après *Cayman Islands Natural History and Biogeography* (1994), on peut y trouver les espèces et sous-espèces endémiques suivantes : 21 plantes, 16 oiseaux, 21 reptiles, 1 chauve-souris, 1 poisson marin, 2 poissons d'eau douce, 30 escargots terrestres, près de 50 insectes, 1 mille-pattes, 2 scorpions, 2 copépodes, and 1 isopode.

Les Îles Caïmans abritent l'iguane bleu, une espèce rare, et l'orchidée fantôme, une espèce en voie de disparition. Elles ont les dernières grandes étendues de forêts primaires restantes de tous les PTOM et la plus grande zone humide de mangroves contiguës des Caraïbes (la Central Mangrove Wetland).

Il y a 415 taxons végétaux (espèces et variétés) que l'on considère indigènes aux Îles Caïmans. Une liste rouge publiée en 2008 a déterminé que 46 % de la flore indigène est en voie de disparition, surtout à cause de la perte d'habitat. De grands acajous étaient autrefois répandus dans les forêts sèches ; cependant, l'exploitation forestière a fait disparaître tous les grands arbres. Les forêts indigènes sont menacées par le défrichement et les espèces invasives, dont le campêche, les casuarinas, les tamariniers sauvages et le *scaevola*.

Environ 75 % des reptiles que l'on trouve sur Grand Cayman sont indigènes, dont l'iguane bleu endémique (*Cyclura lewisi*), *Typhlops sp.* et *Tropidophis caymanensis*.

On trouve encore des restes de la population de tortues vertes qui était autrefois importante (qui sont à l'origine de l'ancien nom des îles, Las Tortugas) dans les mers environnantes. Les pêcheurs à la tortue traditionnels titulaires d'une licence ont le droit, dans le cadre de la Marine Conservation Law (loi relative à la préservation du milieu marin), d'en attraper six par an pendant la saison, mais uniquement pour la consommation locale. La Cayman Turtle Farm, qui appartient au gouvernement, élève des tortues vertes et vend la viande de tortue sur le marché local.

Les chauves-souris sont le seul mammifère indigène qui a survécu sur les Îles Caïmans. Cependant, les souris, les rats, les chats, les chiens et les agoutis sont des espèces naturalisées / invasives sur les îles.

Il y a 226 espèces d'oiseaux sur les Îles Caïmans, dont 50 espèces sont des oiseaux nicheurs et 170 sont des oiseaux migrateurs (Cayman Compass). Les zones humides de Little Cayman sont une escale importante pour de nombreuses espèces migratrices. Parmi les espèces les plus courantes on trouve le quiscal noir, l'ani à bec lisse, de nombreuses espèces de hérons et d'aigrettes neigeuses, les columbina,

le sucrier à ventre jaune et l'amazone à tête blanche, l'oiseau national des Îles Caïmans. Grand Cayman abrite sept sanctuaires pour les oiseaux protégés, dont les jardins botaniques Queen Elizabeth II, Colliers Pond, la réserve de Salina et la réserve de Mastic. Cayman Brac abrite une réserve de perroquets de plus de 70 ha. Suite au passage de l'ouragan Ivan en 2004, plusieurs oiseaux indigènes ont disparu de l'ouest de Grand Cayman, et la population d'oiseaux a été fortement réduite au niveau de toutes les îles (Cayman Compass).

Le territoire a été témoin de nombreuses disparitions, entre autres, la disparition locale de trois espèces d'oiseaux, deux espèces de mammifères et du crocodile de Cuba (*Crocodylus rhombifer*). De plus, les espèces invasives étrangères installées se développent rapidement, menaçant ainsi la survie des espèces indigènes, surtout dans les zones perturbées. Un rapport du Comité conjoint pour la conservation a enregistré plus de 100 espèces étrangères exotiques de flore et de faune dans les Îles Caïmans (JNCC, 2007).

Les Îles Caïmans ont été touchées par plusieurs blanchissements coralliens à grande échelle en 1987, 1995, 1998, 2005 et 2009. La résistance des récifs coralliens des Îles Caïmans face aux événements extrêmes n'est pas habituelle au niveau des récifs des Caraïbes. Le blanchissement observé en 2005 a atteint plus de 95 % à certains endroits, mais le taux de mortalité ultérieur au niveau des coraux était assez limité (on l'estime à environ 10 % autour de Grand Cayman), tandis que les coraux de Little Cayman se sont presque tous régénérés (Reef check)⁷.

Le Service de l'environnement des Îles Caïmans a mis en place un réseau bien organisé d'aires marines protégées il y a plus de 27 ans. De nombreux récifs sont protégés par des parcs maritimes et des zones de réapprovisionnement associés, où les activités aquatiques sont restreintes. Cependant, les récifs souffrent de la pollution terrestre et des sédiments. Le Service de l'environnement étudie actuellement l'efficacité des parcs maritimes dans les Îles Caïmans, avec le soutien du fonds Darwin. On s'attend à ce que cette étude produise des recommandations pratiques pour l'amélioration et une meilleure gestion de ces zones protégées.

La *National Conservation Law* (loi nationale sur la conservation) n'a été publiée qu'en février 2014 ; elle permet la mise en place d'un système parallèle de zones protégées terrestres nationales. Les zones protégées terrestres se limitent aux refuges pour animaux (désignés dans le cadre de l'Animals Law, loi sur les animaux) et aux terrains appartenant au National Trust. Dans le passé, les refuges pour animaux ont été déclassés pour encourager l'aménagement (par exemple Westerly Ponds, Cayman Brac). Le refuge pour animaux de Saltwater Pond (Cayman Brac) fait actuellement l'objet d'une proposition d'aménagement en tant que marina. Malgré son état « inaliénable », les terrains du National Trust sont actuellement soumis à des corridors routiers classés, dont la transgression de la « Central Mangrove Wetland », de la réserve de Mastic et de la réserve de Salina, qui appartiennent à la National Trust.

Les zones arbustives sont sous-représentées au niveau des zones protégées de l'île. Sur Grand Cayman, environ 253 ha de zones arbustives sont protégées par la réserve de Salina du National Trust, et 77 ha supplémentaires ont été récemment acquis dans le cadre d'un bail symbolique du gouvernement des Îles Caïmans. Les deux zones sont actuellement menacées par une proposition de corridor routier. Les deux zones sont particulièrement importantes pour les reptiles, surtout l'iguane bleu de Grand Cayman qui sert d'espèce symbolique charismatique pour la préservation des zones arbustives.

⁷ Wilkinson, C., Souter, D. (2008). Status of Caribbean coral reefs after bleaching and hurricanes in 2005. Global Coral Reef Monitoring Network, and Reef and Rainforest Research Centre, Townsville, 152 p

3.1 VUE D'ENSEMBLE

Les Îles Caïmans abritent des espèces sauvages incroyables, de l'iguane bleu, une espèce rare, à l'orchidée fantôme, une espèce en voie de disparition. Elles ont les dernières grandes étendues de forêts primaires restantes de tous les PTOM et la plus grande zone humide de mangroves contiguës des Caraïbes (la Central Mangrove Wetland). Cependant, près de 85 % de la réserve centrale des marécages à mangroves n'est pas protégée du tout. À cela s'ajoute le déclassement des zones protégées mentionné dans la partie précédente. Sur Cayman Brac et Little Cayman, il n'y a pas de plans d'aménagement officiels et peu de législation en matière de planification. Cela permet une sous-division continue en petit lots et la commercialisation des zones boisées non aménagées. Le National Conservation Bill (projet de loi sur la conservation nationale) qui a été retardé par le processus politique depuis 2007 a enfin été adopté en décembre 2013. On s'attend à ce que cette loi importante, une fois qu'elle a été complètement mise en œuvre, répare certaines des omissions les plus importantes au niveau de la gouvernance environnementale des Îles Caïmans, dont la reconnaissance officielle du Service de l'environnement des Îles Caïmans en tant qu'entité juridique.

Il y a peu d'eaux douces souterraines aux Îles Caïmans. La mobilisation traditionnelle en eau du territoire consiste de puits et de citernes pour recueillir l'eau des toits. On les trouve encore aujourd'hui, mais l'eau est à présent désalinisée à grande échelle et distribuée par canalisations et livraisons par camions. Depuis 2008, toute l'île de Grand Cayman a accès à un approvisionnement en eau par canalisations. Sur Cayman Brac, le système d'approvisionnement en eau par canalisations dessert environ 100 clients. La livraison en eau aux clients de Brac qui ne se fait pas par canalisation se fait grâce aux camions citernes du Service de l'eau. Il n'y a pas de ressources viables d'eaux douces souterraines sur Little Cayman, et un certain nombre de petites usines de dessalement desservent les lotissements et les propriétés individuelles. Les services centralisés d'eaux usées sont limités à 20 % de la population puisque les services d'égouts publics ne couvrent que la zone de la plage de Seven Mile ainsi que plusieurs quartiers résidentiels de la péninsule de West Bay. 99,5 % de la population a accès à des installations sanitaires adéquates. Les eaux usées domestiques sont recueillies par les égouts et pompées vers le site de traitement des eaux usées de George Town. Les zones qui ne sont pas desservies par le système public d'égouts utilisent des systèmes de traitement sur place (fosses septiques), et les lotissements les plus importants utilisent des dispositifs de traitement aérobie. Sauf quelques exceptions, le rejet d'effluents se fait par puits d'injection. En général, les systèmes de traitement installés sur place ne sont pas conçus pour traiter et réduire les substances nutritives dans les eaux usées. Compte tenu de la porosité du soubassement et des résultats d'études poussées menées dans l'environnement semblable de Florida Keys aux États-Unis, le rejet d'effluents cause le rejet de substances nutritives dans la mer à travers les eaux souterraines.

Les îles produisent 68 000 tonnes de déchets solides par an⁸ ; ce chiffre assez élevé (par habitant) est en partie dû à la taille de l'industrie du tourisme. Les décharges sans revêtement gérées par l'État sur chacune des trois îles sont les seuls sites d'élimination légale ; cependant, les installations de gestion des déchets solides du territoire sont insuffisantes et la décharge de Grand Cayman est pleine. Sur Grand Cayman, les déchets solides sont ramassés au moins trois jours par semaine. Le Service de la santé environnementale travaille avec des entreprises et des groupes civiques sur des programmes de recyclage et a réussi à réduire le flux total de déchets de 21 %. Le coût est un facteur essentiel, puisqu'il faudrait envoyer certains matériaux hors de l'île. Cependant, avec une planification et une vision adaptées, il est possible d'améliorer le rapport coût-efficacité et la rentabilité du système. La participation du secteur privé a augmenté depuis 2010, et certaines sociétés privées continuent à étendre le

⁸ Communication du Ministère de l'environnement.

programme de recyclage sur Grand Cayman. Certains revenus viennent des matériaux à plus forte valeur comme l'aluminium, la ferraille, l'huile de moteur et de cuisson usagée et les batteries. Le programme de recyclage de l'aluminium s'est beaucoup développé, et tous les objets recyclables sont envoyés hors de l'île pour être recyclés. D'autres matériaux pouvant être valorisés / recyclables / réutilisables comme le plastique et le verre sont envoyés hors des îles, ce qui génère des frais. De nouvelles initiatives pour recycler le plastique et le verre ont été introduites à petite échelle en 2011 et en 2013 par le secteur privé.

Les déchets dangereux autres que les huiles usagées contaminées sont stockés dans des décharges dans une zone contrôlée, et l'envoi de ces matériaux hors de l'île est en cours pour réduire le stock. Les déchets biomédicaux et infectieux sont incinérés dans une machine à double compartiment de combustion, mais il n'y a pas de surveillance continue des émissions des cheminées. Grand Cayman accumule une quantité importante de ferraille et de carcasses de véhicules ; environ 16 000 tonnes de ferraille ont été envoyées hors des îles depuis 2011, et on s'attend à ce que la plupart de la ferraille stockée soit envoyée hors de l'île d'ici 2015. La décharge de George Town à une zone avec revêtement qui renferme les cendres toxiques (arsenic) créées par le brûlage des débris causés par l'ouragan.

En ce qui concerne les énergies renouvelables, des initiatives sont en cours, à la fois à grande échelle et à l'échelle des consommateurs / des petits producteurs. La Caribbean Utilities Company, Ltd (CUC), la société qui fournit l'électricité sur Grand Cayman, cherche à accepter jusqu'à 13 MW au total provenant de générateurs d'énergies renouvelables raccordés au réseau sur Grand Cayman. En août 2011, la CUC a publié une demande de manifestation d'intérêt et de propositions préliminaires pour le financement, la construction, la possession et l'exploitation d'installations de production d'énergies renouvelables. Des négociations sont en cours avec deux soumissionnaires retenus pour signer des accords d'achat d'électricité et des accords d'interconnexion. À petite échelle, l'autorité de régulation du secteur de l'électricité (ERA), entrée en vigueur le 30 août 2012, a approuvé les révisions apportées au programme des tarifs d'achats pour les consommateurs de Grand Cayman. Le programme d'énergies renouvelables appartenant aux consommateurs de la CUC (CORE) prévoit des incitations pour que les consommateurs sur Grand Cayman produisent de l'énergie à petite échelle à l'aide de sources renouvelables ou alternatives et qu'ils soient rémunérés à travers des taux stables à long terme.

3.2 DÉFIS PRINCIPAUX

En 2005, l'indice de vulnérabilité environnementale⁹ indiquait que les Îles Caïmans étaient *extrêmement vulnérables*, même avec un manque d'informations important puisque seuls 60 % des sujets étaient traités.

Les questions les plus urgentes identifiées étaient le pourcentage de terres se trouvant à moins de 50 m au-dessus du niveau de la mer ; le nombre d'espèces connues qui migrent en dehors du territoire à un moment donné de leur vie (dont les espèces terrestres et toutes les espèces aquatiques) / zone terrestre ; le nombre d'espèces en danger et vulnérables par 1 000 km² (définitions de l'UICN) ; le nombre d'espèces que l'on sait disparues depuis 1900 par 1 000 km² (définitions de l'UICN) ; et le nombre de traités environnementaux en vigueur dans le pays.

La faible superficie terrestre dans un pays fragmenté avec une certaine densité de population, ce qui augmente la vulnérabilité aux impacts des activités anthropiques et réduit le nombre de refuges pour les animaux sauvages ; l'exposition aux vents violents et la réduction de la précipitation au cours des 5 dernières années comparé à la moyenne sur 30 ans ; et l'élevage intensif (tonnage annuel des produits animaliers élevés de manière intensive, ce qui comprend l'aquaculture, les cochons et les volailles) sont également importants.

Les principaux défis environnementaux auxquels les Îles Caïmans doivent faire face ont également été

⁹ http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html

identifiés dans leurs Profils environnementaux de 2006-07, et le tableau ci-dessous présente une estimation de leur degré de sévérité. Depuis, plusieurs questions ont été traitées avec certains résultats qui ont modifié leur niveau de sévérité.

Problèmes	Situation en 2006-07	Situation actuelle
Pressions sur les habitats et la biodiversité	Grave	Grave
Espèces invasives	Grave	Grave
Gestion des déchets	Modéré	Grave
Changement climatique / augmentation du niveau de la mer	Grave	Les implications locales à long terme du changement climatique restent largement méconnues. Il y a eu une augmentation de la fréquence du blanchissement corallien en raison de l'augmentation de la température de la mer. Des tempêtes violentes ont également eu un impact important sur l'environnement des récifs frangeants et des eaux peu profondes. Leur faible altitude rend ces îles vulnérables à l'augmentation du niveau de la mer.
Catastrophes naturelles et environnementales	Grave	

Un nouveau problème qui émerge est la surpêche (modéré).

Défi 1 - Pressions sur les habitats et la biodiversité des Îles Caïmans - Grave

Les trois habitats marins les plus courants autour des Îles Caïmans, les récifs coralliens, l'herbier marin et les zones humides de mangroves, sont tous sujets à des pressions.

Dégâts subis par les récifs coralliens (pressions)	Gravité	Impacts
Tourisme	●	Parmi les dégâts causés directement par le tourisme, on trouve les bris mécaniques causés par les plongeurs avec tuba ou avec bouteilles ; les ancres marines ; l'échouage d'embarcations ; le matériel de pêche.
Aménagement du littoral et activités	●	Dégâts causés par la baisse de la qualité de l'eau et l'augmentation de la turbidité en raison de la construction et des modifications dans les terres et le long de la côte, le dragage <i>offshore</i> , le défrichage des mangroves littorales et des zones humides et le sable enlevé des plages.
Pollution	●	Les eaux usées traitées injectées dans les eaux souterraines contiennent des substances nutritives qui augmentent la croissance des algues qui nuisent aux coraux ; les aménagements de canaux et d'autres aménagements du littoral mènent à une baisse de la qualité de l'eau à travers des sources de pollution terrestre. Le système de fosses septiques utilisées sur les îles contribue à l'introduction de plus de substances polluantes dans les eaux souterraines autour des îles.
Plusieurs causes	●	Le blanchissement et les maladies peuvent provenir d'une série de causes, de l'augmentation de la température de l'eau aux protections solaires utilisées par les utilisateurs de la mer.
Pressions de la pêche	●	L'augmentation de la pression causée par la pêche supprime des groupes trophiques importants, en particulier les poissons herbivores qui sont fortement touchés par la santé des récifs et la résistance des coraux.

Dégâts causés à l'herbier marin	Gravité	Commentaires
Dégradation des récifs coralliens	○	Les récifs coralliens protègent l'herbier marin qui se trouve sur leur côté faisant face au littoral, ainsi leur dégradation peut avoir un effet négatif sur l'herbier marin.
Activités anthropiques	○	Subies à cause du déplacement physique, des impacts de la construction, de l'alluvionnement et de la turbidité. L'altération de la qualité et du mouvement de l'eau cause une pollution épiphytique provenant de l'augmentation des substances nutritives.
Dégâts causés aux mangroves et aux habitats terrestres	Gravité	Commentaires
Construction et aménagement	●	On continue de défricher et de drainer les mangroves et les zones humides côtières pour la construction et l'aménagement, car la planification et la législation sur la conservation sont insuffisantes. Les habitats terrestres sont également touchés par la perte et la fragmentation à cause de l'expansion des zones résidentielles / commerciales et de l'infrastructure.
Espèces non indigènes	●	Les espèces non indigènes s'installent rapidement et affectent le rétablissement des espèces indigènes dans les zones perturbées, surtout dans les zones côtières.
○Aucun ○ Faible ● Modéré ● Fort		

Les dégâts causés à l'herbier marin et aux mangroves signifient une destruction supplémentaire des frayères et une perte supplémentaire de la protection de la mer.

Le corridor routier reste un corridor classé actif, et le gouvernement a récemment conclu une déclaration commune d'intention pour développer un accord de partenariat public-privé pour financer une tranche de 16 km de Hirst Road à Frank Sound Road (à travers la partie sud de la Central Mangrove Wetland et la Mastic Trail).

Défi 2 - Gestion des déchets solides - Grave

Cf. également partie 3.1.

Plusieurs études indépendantes ont mentionné le besoin d'évaluer les sites et les besoins des décharges actuelles et futures des îles. La décharge de 29 ha à George Town, sur Grand Cayman, est maintenant pleine après avoir été utilisée pendant plus de 30 ans ; c'est le point le plus élevé de Grand Cayman. La décharge a été réorganisée en 2009 et 2010 quand les opérations ont été déplacées de manière plus organisée et plus loin de la zone municipale principale de rejet des déchets solides. Il faut réfléchir sérieusement à toute expansion de la décharge de George Town ou de celle de Brac qui est également presque pleine. Auparavant, un site de 40 ha a été acheté à Cayman Brac pour une installation de gestion des déchets ; cependant, ce site est utilisé par d'autres agences et aucune installation de gestion des déchets n'a été aménagée jusqu'ici. L'EIE pour une nouvelle décharge sanitaire sur Grand Cayman a été lancée en 2013 mais n'est pas encore terminée.

Le Service de la santé environnementale surveille la qualité des eaux souterraines autour de la décharge actuelle de George Town depuis de nombreuses années, en les testant conformément aux normes de l'APE, et tous les résultats ont été dans les limites acceptables.

Le gouvernement des Îles Caïmans a réfléchi à l'idée d'étudier l'option de valorisation énergétique sur Grand Cayman ainsi qu'à la possibilité d'extraire du site de la décharge actuelle de George Town. Par la suite, une demande de propositions a été préparée en 2010, et plusieurs sociétés ont postulé. Le contrat a été attribué à une société américaine réputée et bien établie afin qu'elle mène une évaluation exhaustive et mettent en place un projet de valorisation énergétique ; cependant, cette option n'a pas avancé et le gouvernement a conclu un nouvel accord avec un partenaire privé. Le nouveau site de gestion des déchets choisi se trouvait dans le quartier de Bodden Town, et la décharge actuelle de

George Town aurait été fermée et recouverte. Ces plans ont été annulés par la suite par le nouveau gouvernement, suite aux élections de mai 2013, et la décharge reste à George Town.

Grand Cayman accumule une quantité importante de ferraille et de carcasses de véhicules ; environ 16 000 tonnes de ferraille ont été envoyées hors des îles depuis 2011, et on s'attend à ce que la plupart de la ferraille stockée soit envoyée hors de l'île d'ici 2015. La décharge reçoit également entre 300 et 350 tonnes de carcasses des véhicules chaque année du public. Même si certains des sites identifiés ont été nettoyés, il risque d'y avoir des zones qui n'ont pas encore été identifiées ou de nouveaux sites où des carcasses de véhicules ont été abandonnées récemment. La révision du Traffic Bill (projet de loi sur le trafic) crée un nouvel emploi appelé « agent de déplacement des véhicules » ; cette personne aura une licence dans le cadre des règlements mis en place par le gouvernement pour assister la police lorsque des véhicules ont besoin d'être déplacés. Dans ce cas, les frais de déplacement seraient payés à l'agent de déplacement des véhicules et non au commissaire de police, comme le prévoit actuellement la loi.

Défi 3 - Espèces invasives - Grave

La Base de données mondiale des espèces invasives¹⁰ mentionne 79 espèces invasives dans les Îles Caïmans. Le JNCC a rapporté en 2006 qu'il y avait 110 espèces invasives / naturalisées de flore et de faune connues aux Îles Caïmans¹¹. Depuis que ce rapport a été complété, on a reconnu la cochenille de l'hibiscus sur Grand Cayman. Les espèces invasives qui ont sans doute besoin d'action de gestion en priorité sont *Casuarina equisetifolia*, *Scaevola sericea*, la cochenille de l'hibiscus *Maconellicoccus hirsutus*, la mineuse des pousses de l'acajou, *Hypsipyla grandella* et *Iguana iguana*. Dans le milieu marin, l'invasion des rascasses volantes, qui est devenue un problème régional à l'intérieur des Caraïbes, pose une menace importante et croissante aux ressources maritimes locales.

4 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

Les Îles Caïmans sont citées comme étant un des PTOM avec la gestion la plus faible de l'aménagement et de l'environnement. Cependant, la situation risque de s'améliorer. Lors de son discours de remerciement à l'Assemblée législative en septembre 2013, le nouveau gouverneur a rajouté sa voix aux appels pour une gestion responsable de l'environnement local en exprimant son engagement envers la gestion des ressources naturelles des îles. La *National Conservation Law* (loi nationale sur la conservation), élaborée depuis 2007, a enfin été publiée en février 2014. Cependant, il manque encore les règlements pour sa mise en œuvre.

4.1 CONSTITUTION

Les Îles Caïmans ont été administrées depuis la Jamaïque après 1863. En 1959, les îles sont devenues un territoire à l'intérieur de la Fédération des Indes occidentales, mais quand celle-ci s'est dissoute en 1962, les Îles Caïmans ont choisi de rester une dépendance de la Couronne britannique. La loi s'appuie sur la *common law* anglaise et sur des lois adoptées au niveau local.

Actuellement, le chef d'État est la reine, qui est représentée par un gouverneur qu'elle nomme. L'organe exécutif est le Conseil des ministres. À la suite des élections législatives, le gouverneur nomme le chef du parti majoritaire ou de la coalition comme premier ministre. Le Conseil des ministres est composé de deux membres officiels (le sous-gouverneur et le procureur général, nommés par le gouverneur) et de sept membres élus, appelés ministres ; dont un est nommé premier ministre.

¹⁰ <http://www.issg.org/database/species/search.asp?st=sss&sn=&rn=Cayman%20Islands&ri=19159&hci=-1&ei=-1&lang=EN>

¹¹ Varnham, K, 2006, Non-native species in UK Overseas Territories: a review - JNCC Report 372

Avec la nouvelle constitution (6 novembre 2009), l'Assemblée législative unicamérale est passée de 15 à 18 membres élus et comporte actuellement 21 sièges. Les trois membres nommés par le gouverneur (le secrétaire principal, le procureur général et le secrétaire financier) ne votent pas. Les sept ministres sont élus par les 18 membres élus de l'Assemblée législative.

4.2 CADRE INSTITUTIONNEL

Il y a actuellement sept ministères : i) le Ministère des services financiers, du commerce et de l'environnement (qui comprend la Direction de l'environnement, DE) ; ii) le Ministère de la planification, des terres, de l'agriculture, du logement et de l'infrastructure (qui comprend le Service de l'aménagement territorial, des terres et du cadastre, le Service de l'agriculture et l'Inspection pétrolière) ; iii) le Ministère de la santé, du sport, de la jeunesse et de la culture (qui comprend le Service de la santé environnementale ainsi que l'Unité de contrôle et de recherche sur les moustiques) ; iv) le Ministère des affaires intérieures et communautaires (qui comprend les pompiers) ; v) le Ministère du développement économique et financier ; vi) le Ministère de l'administration des districts, du tourisme et du transport ; et vii) le Ministère de l'éducation, de l'emploi et de la parité.

Près de 80 services, sections et unités sont responsables de la fonction gouvernementale, auxquels s'ajoutent un certain nombre d'autorités et d'organes statutaires mis en place pour des objectifs précis. Par exemple : le service de l'eau, le fonds national pour les Îles Caïmans, le bureau des statistiques et de l'économie des Îles Caïmans, ESO), l'autorité portuaire, le conseil d'administration de l'université...

Le tableau suivant présente les responsabilités et les missions de chaque organisation :

Sujets	Élaboration de politiques	Mise en œuvre de projets	Application de la loi	Surveillance	Statistiques
Environnement	Ministère des services financiers, du commerce et de l'environnement.	Service de l'environnement.	DE Agents de la conservation Police royale des Îles Caïmans.	DE	1. ESO 2. Service de l'environnement.
Eau	Ministère de la planification, des terres, de l'agriculture, du logement et de l'infrastructure.	Service de l'eau - Îles Caïmans	Service de l'eau - Îles Caïmans	Service de l'eau - Îles Caïmans	1. ESO 2. Service de l'eau - Îles Caïmans
Déchets	Ministère de la santé, du sport, de la jeunesse et de la culture.	Le Service de la santé environnementale	Public Health Law (loi sur la santé publique)	Service de la santé environnementale	1. ESO. 2. Service de la santé environnementale
Biodiversité	Ministère des services financiers, du commerce et de l'environnement	DE ; National Trust pour les Îles Caïmans (NT)			
Aménagement territorial	Ministère de la planification, des terres, de l'agriculture, du logement et de l'infrastructure.	Organisme central de planification Organe de contrôle de l'aménagement, Service de la planification	Service de la planification	Service de la planification	1. ESO. 2. Service de la planification.
Protection civile ¹²	Ministère des affaires de l'intérieur et de la communauté.	Gestion des risques pour les Îles Caïmans.	Gestion des risques pour les Îles Caïmans.	Gestion des risques pour les Îles Caïmans.	1. ESO 2. Gestion des risques pour les Îles Caïmans.

¹² Réponse aux catastrophes, aux urgences, coordination des plans d'urgence, responsable de la gestion des systèmes d'alerte précoce

Les actions de surveillance suivantes sont menées :

Sujets	Surveillance
Eau	DE : surveillance de la qualité de l'eau dans le port de George Town et le North Sound en lien avec le Service de l'eau - Îles Caïmans ; SSE : Analyse des échantillons d'eau en laboratoire
Biodiversité	DE : surveillance des mangroves, de l'herbier marin et des systèmes de récifs coralliens (CARICOM) ; surveillance sur le long terme des ressources des récifs coralliens sur les trois îles ; surveillance des coraux et des maladies ; surveillance des tortues marines sur les plages et dans l'eau ainsi que de l'état de la population d'amazones à tête blanche.
Aménagement intégré des zones côtières	DE : surveillance des profils des plages.
Industrie de la pêche	DE : étude des migrations reproductives et de l'écologie spatiale du mérou de Nassau sur Little Cayman, des frayères et de l'état des populations de <i>Lobatus gigas</i> des eaux peu profondes dans et en dehors des aires marines protégées.

Les sous-divisions de la Direction de l'environnement (DE) sont : Recherche et évaluation (11 employés), responsable de la planification et de la mise en œuvre de programmes de recherche et de surveillance de l'environnement et des ressources naturelles, évaluation de l'impact environnemental des activités autour des îles et recommandations d'actions adaptées. Elle est également active au niveau de la sensibilisation et de l'information du public ; Opérations (7 employés), responsable de l'entretien des panneaux, des bouées réglementaires, des amarres des navires de plaisance et des marqueurs des parcs marins ; Application (9 employés) responsable de la conformité avec la Marine Conservation Law (loi relative à la préservation du milieu marin) au niveau des îles. Elle fournit également des informations publiques concernant les règlements des parcs marins et autres ressources naturelles.

Le Service de la santé environnementale (SSE), avec ses 135 employés, est responsable des déchets solides et dangereux, dont le ramassage, le recyclage et de l'élimination des déchets ; de l'assainissement des districts et du contrôle des rongeurs ; de la gestion de l'hygiène et de la sécurité alimentaire ; des services de laboratoire ; de l'ingénierie et du contrôle de l'aménagement ; et des programmes d'éducation du public et de promotion. Le SSE a un bureau à Cayman Brac qui s'occupe des besoins de Cayman Brac et Little Cayman. La plupart des services offerts à Grand Cayman sont également offerts à Cayman Brac et Little Cayman.

Un comité stratégique de gestion des déchets solides, composé de représentants élus et de fonctionnaires, a été mis en place en 2007, et d'autres comités ont été mis en place en 2011 et 2014 pour concevoir une stratégie et une solution d'ensemble sur le long terme pour la gestion des déchets solides, dont la gestion des déchets dangereux, la valorisation énergétique, la réduction, la réutilisation et le recyclage. De plus, ces comités débattent de technologies autres que les méthodes de décharges traditionnelles. À partir d'études et de plans stratégiques antérieurs et actuels, le Service de la santé environnementale a étudié la possibilité d'introduire des technologies de valorisation énergétique aux Îles Caïmans comme solution finale pour réduire l'élimination des déchets dans les décharges de près de 90 %. Cependant, d'autres options ont été soumises pour examen, et le Service travaille actuellement sur un plan stratégique général pour sélectionner les meilleures options pour la gestion des déchets sur les îles à travers le comité de direction formé en 2014.

Le Service de l'eau, qui a 127 employés, est un service public qui fournit de l'eau par canalisation à George Town, Bodden Town, East End et North Side sur Grand Cayman et Cayman Brac, desservant une population totale d'environ 25 000 résidents permanents, soit moins de la moitié de la population. La Cayman Water Company, une société privée, fournit de l'eau par canalisation à la région de la plage de Seven Mile et West Bay.

Le fonds national pour les Îles Caïmans (NT) est un organisme officiel. Il possède environ 800 ha de terrain qui sont protégés à perpétuité pour les habitants des Îles Caïmans dans le cadre de la Trust Law (loi sur le fonds). Parmi les réserves naturelles appartenant au Trust, on trouve la réserve naturelle de

Booby Pond sur Little Cayman, un site Ramsar d'importance internationale qui abrite 20 000 fous à pieds rouges, la réserve de perroquets de Brac, la réserve de Salina et certaines parcelles dans les réserves de Mastic et la Central Mangrove Wetland sur Grand Cayman. Le fonds national maintient également un herbier. Le fonds pilote un programme de reproduction en captivité et de restockage de l'habitat protégé de l'iguane bleu. Le fonds national mène des enquêtes sur la biodiversité à partir d'images satellite et de travail sur le terrain.

4.3 CADRE POLITIQUE

La Charte de l'environnement (cf. partie 3.3), signée par le gouvernement britannique et le gouvernement des Îles Caïmans en septembre 2001, comprend l'engagement du gouvernement des Îles Caïmans de s'assurer que les questions environnementales font partie des processus de planification sociale et économique et de promouvoir les engagements de la Charte. Cela n'a pas encore été rendu officiel par un plan de mise en œuvre.

Depuis de nombreuses années, le territoire a une politique pour mettre en place un réseau de zones naturelles protégées ; cependant, seul un système de parcs marins a été mis en place, laissant ainsi les ressources environnementales terrestres sans protection.

Les principaux documents d'orientation existants sont cités dans le tableau ci-dessous.

Sujet	Remarque
Vision 2008 (1999)	C'est le plan de développement stratégique national actuel pour les Îles Caïmans. Il a été complété en 1999 après une vaste consultation des parties prenantes. Deux stratégies sont prévues pour s'assurer que la conservation de la nature fasse partie des projets d'aménagement. La Stratégie 10 déclare : « nous élaborerons et mettrons en place un plan de gestion de la croissance pour atteindre et maintenir un équilibre entre l'environnement naturel et l'environnement construit ». La Stratégie 11 déclare : « nous protégerons notre environnement naturel, en particulier la Central Mangrove et les autres zones humides, le North Sound et les récifs coralliens, des aménagements futurs. »
<i>National Environment Policy Framework</i> (cadre politique nationale sur l'environnement, 2002)	La politique nationale sur environnement, qui a été validée par le Conseil des ministres, a été élaborée pour répondre aux engagements pris à travers la Charte et les AME auxquels participent les Îles Caïmans. Elle définit cinq objectifs généraux et huit stratégies clés, deux des priorités acceptées étant : la mise en œuvre de la <i>National Conservation Legislation</i> (législation nationale sur la conservation) et la mise en place d'un système national de zones protégées, en commençant par la création du parc national de Barkers. Ces deux actions prioritaires restent encore en suspens ; en fait, la deuxième dépend fortement de la première qui a été publiée il y a quelques mois.
Plan d'aménagement de Grand Cayman (1997)	C'est un document de déclaration d'aménagement qui présente l'aménagement à l'intérieur des zones et comprend des références aux questions environnementales et écologiques. La politique est inscrite dans la législation à travers les lois et les règlements sur l'aménagement et la planification, qui comprennent des dispositions limitées pour la protection des mangroves à l'intérieur de la Mangrove Buffer Zone (zone tampon des mangroves), mais ne contiennent pas de dispositions concernant les EIE. Le projet de plan d'aménagement pour Grand Cayman de 2003 n'a toujours pas été mis en œuvre et ne comporte pas la plupart des recommandations faites par le Comité spécial sur la gestion de l'environnement et du littoral ¹³ , c'est-à-dire un cadre de EIE réaliste, des réunions ouvertes de l'Organisme central de planification, des conditions standard pour l'autorisation dans les zones de végétation primaire. Actuellement, il n'existe pas de plan d'aménagement pour les îles sœurs.
<i>National Tourism Management</i>	L'objectif général est de faire du tourisme un secteur dynamique et durable de l'économie. Pour ce faire, elle met en place neuf objectifs politiques clés, dont trois

¹³ Le Comité spécial sur la gestion de l'environnement et du littoral (Environment and Coastal Zone Management Special Issue Committee) est un sous-comité du Comité d'examen du plan d'aménagement (Development Plan Review Committee) qui a été créé pour administrer l'examen consultatif du plan d'aménagement, qui doit être réexaminé tous les 5 ans d'après la loi.

<i>Policy</i> (Politique nationale de gestion du tourisme, 2002)	se concentrent sur l'environnement : adopter une approche durable au développement du tourisme ; protéger et renforcer les ressources maritimes des îles ; et développer l'écotourisme sur les îles sœurs. Les pratiques de tourisme durable sont encouragées à travers l'appui accordé à une initiative locale proposée, le projet environnemental des Îles Caïmans pour le secteur du tourisme (Cayman Islands Environmental Project for the Tourism Sector, CEPTS). Elle s'inspire du projet d'audits environnementaux pour le tourisme durable financé par l'USAID (<i>Environmental Audits for Sustainable Tourism</i> , EAST) en Jamaïque qui met en place des systèmes de gestion environnementale dans les logements touristiques pouvant mener à une éventuelle certification Green Globe 21. Cependant, bon nombre des mécanismes nécessaires pour atteindre les objectifs politiques n'ont pas été mis en œuvre.
<i>Aggregate Policy</i> (politique sur les agrégats, 2004)	L'objectif de ce document est de réduire la perte des ressources naturelles causée par l'exploitation de carrières, tout en assurant la disponibilité continue de matériaux de construction.

Un projet de politique sur le changement climatique existe depuis 2011, il a été préparé avec l'assistance du DFID. Il cherche à obtenir une économie à faible émission de CO₂ résistante au changement climatique. Les priorités sont : les ressources maritimes et littorales ; les ressources terrestres ; la sécurité énergétique ; les ressources en eau et l'hydrologie ; la sécurité alimentaire ; l'infrastructure essentielle ; le secteur du tourisme ; les services financiers et d'assurance. Malgré trois ans de consultation publique, le gouvernement n'a toujours pas examiné officiellement la politique, qui reste à l'état de projet.

Il y a également un projet de politique nationale sur l'énergie. Il a été récemment étudié et évalué par des consultants externes, pour déterminer ses conséquences économiques

4.4 CADRE LÉGAL

Si les Îles Caïmans veulent faire partie d'un accord multilatéral sur l'environnement (AME), elles doivent envoyer une demande officielle au Royaume-Uni. En général, pour faire partie d'une convention, les Îles Caïmans doivent promulguer des lois et préparer certains processus. Le tableau suivant comprend les AME étendus aux Îles Caïmans.

Convention	Remarques
Diversité biologique	Étendu aux Îles Caïmans en juin 1994. En 2005, le territoire a soumis son troisième rapport national à la CDB (dans le rapport du Royaume-Uni). L'attente de la promulgation de la National Conservation Law (loi nationale sur la conservation) l'empêche d'être entièrement mise en œuvre. Les Îles Caïmans n'ont pas encore élaboré de plan d'action sur la biodiversité, même si c'est le sujet d'un projet en cours pour la Darwin Initiative.
RAMSAR	Un site (Booby Pond & Rookery) a été officiellement approuvé à ce jour, mais des Fiches descriptives Ramsar ont été soumises pour quatre autres sites (Barker's Wetland, Central Mangrove Wetland, Little Sound, étangs et zones marines associées, Little Cayman Crown Wetlands et parcs marins, réserve de Salina).
CITES	Est entré en vigueur en mai 1979 et a été étendu aux Îles Caïmans en février 1986. La Convention est mise en œuvre à travers la loi sur le transport et le commerce des espèces menacées d'extinction (<i>Endangered Species Trade and Transport Law</i>). Il y a eu quelques controverses à propos des faibles quantités de produits à base de tortues ou des tortues vivantes élevées en captivité et exportées par la Cayman Turtle Farm et de s'il s'agit d'une violation de la Convention par les Îles Caïmans ou le pays importateur.
Espèces migratrices	Il y a des interrogations quant à savoir si le Royaume-Uni remplit ses obligations dans le cadre de cette convention en ce qui concerne la prise légale de tortues marines dans les Îles Vierges britanniques, les Îles Caïmans, Montserrat et les Îles Turques et Caïques. Ces prises légales impliquent le commerce des tortues marines qui pourrait être ou non qualifié de réponse aux « besoins de ceux qui utilisent ladite espèce dans le cadre d'une économie traditionnelle de subsistance » (non défini dans la Convention).

Changement climatique	Une demande pour que ces engagements soient étendus aux Îles Caïmans a été faite en septembre 2005.
Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets	Est entré en vigueur en décembre 1975.
Régional	Remarques
Convention pour la protection et la mise en valeur de l'environnement marin de la Grande Région Caraïbe (Convention de Carthage)	Étendu aux Îles Caïmans en février 1986, y compris le Protocole sur les déversements d'hydrocarbures. Le Protocole sur les aires spécialement protégées et la vie sauvage (SPAW) est entré en vigueur en 2000. La ratification du Royaume-Uni attend la promulgation de la National Conservation Law (loi nationale sur la conservation) par les Îles Caïmans.

La législation nationale principale est la suivante :

Thème	Législation existante
National Conservation Legislation (législation nationale sur la conservation, 2013)	Elle sert à (i) mettre en place le Conseil national de conservation et déterminer ses rôles et ses responsabilités ainsi que ceux du Service de l'environnement ; (ii) définir des mécanismes pour la désignation et la gestion des zones protégées ; (iii) déterminer les procédures pour nommer, désigner et conserver les espèces protégées ; (iv) réglementer l'introduction d'espèces de flore et de faune non indigènes ou génétiquement modifiées ; (v) mettre en place des exigences légales pour les études d'impact sur l'environnement ; (vi) mettre en place un fonds pour la conservation ; et (vii) définir des procédures détaillées d'application et de pénalités pour les violations des dispositions de la loi. Maintenant que cela a été approuvé, il faut élaborer des règlements.
Biodiversité	<i>Animals Law</i> (loi sur les animaux) qui protège les oiseaux sauvages, dont les amazones à tête blanche, qui sont traditionnellement gardés comme animaux domestiques ; les règlements sur la conservation marine (protection des tortues) limitent la prise de tortues marines par les pêcheurs locaux ; la législation sur la conservation marine couvre différentes espèces d'importance culturelle : les bulots, les homards, les conques...
Eau et eaux usées	<i>Water Authority Law</i> (loi sur le Service de l'eau) de 2011 (adoptée initialement en 1982) ; <i>Water Authority Regulations</i> (règlements sur le Service de l'eau, révision de 2007 - la version originale est entrée en vigueur en 1985) ; <i>Wastewater Collection and Treatment Law</i> (loi sur la collecte et le traitement des eaux usées) 2011 ; <i>Water Production and Supply Law</i> (loi sur la production et l'approvisionnement en eau) 2011 (adoptée initialement en 1979)
Déchets	La <i>Public Health Law</i> (loi sur la santé publique 2002) et ses règlements (révisés) traitent de la gestion des déchets solides en général. Elle comprend également des exigences concernant les substances dangereuses (produits chimiques) et le bruit.

La National Conservation Legislation (législation nationale sur la conservation) introduit des EIE obligatoires pour les projets importants, mais n'a pas encore été adoptée par l'Assemblée législative. Cependant, malgré l'absence d'un cadre législatif pour les EIE, un rapport environnemental qui se concentre sur les impacts maritimes associés à la proposition de construction d'une installation de bateaux de croisière dans le port de George Town est actuellement en cours.

Il y a un projet de loi sur la gestion des déchets solides (Solid Waste Management Bill), 2012 Ce projet de loi réglementera tous les aspects de l'industrie des déchets, dont la valorisation énergétique et les transporteurs de déchets.

Les Îles Caïmans ont réussi à protéger leur milieu marin, non seulement sur le papier, mais également au niveau de la mise en œuvre et de l'application. Il y a une section active d'application à l'intérieur de la DE qui patrouille les îles quotidiennement, en surveillant les projets littoraux et terrestres ainsi que les

activités de conservation de la pêche. En 1995, la Marine Conservation Law (loi relative à la préservation du milieu marin) a été modifiée pour faire passer les amendes pour les violations maritimes de 6 000 \$ à 600 000 \$.

4.5 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

La DE travaille actuellement à sensibiliser le public sur les questions liées à certaines espèces invasives à travers l'Initiative Darwin. Le fonds national pour les Îles Caïmans promeut actuellement l'appréciation générale des espèces indigènes à travers sa campagne médiatique « Know Your Islands » (« Connaître ses îles »).

La DE met en place une pépinière de plantes indigènes pour offrir des arbres indigènes et des *Scaevola plumieri* locales au public pour encourager l'aménagement paysager local.

La DE soutient actuellement plusieurs initiatives de recherche sur les espèces invasives :

- étudier l'origine / l'hybridation des tortues locales d'eau douce, *Trachemys decussate*, avec les tortues de Floride, *Trachemys scripta* ;
- étudier l'écologie et l'impact d'*Iguana* sur la flore et la faune locales ;
- étudier l'écologie et l'impact de la perruche moine, *Myiopsitta monachus* ; et
- soutenir l'iguane bleu du National Trust.

Une motion d'initiative parlementaire, récemment approuvée par l'Assemblée législative, a engagé le gouvernement à réfléchir à la mise en place d'une prime de cinq dollars par rascasse volante, une initiative qui serait financée par le fonds de protection de l'environnement (EPF). Le Service de l'environnement est très inquiet, car il croit que cette approche n'est pas adaptée pour répondre au problème des rascasses volantes et ne fera qu'appauvrir rapidement l'EPF, sans résultats concrets.

4.6 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

En 1997, un fonds de protection de l'environnement a été créé par la loi dans les Îles Caïmans. Les revenus du fonds viennent d'une taxe sur les touristes à leur départ. Au départ, le fonds devait aider à acquérir des terrains dans des zones sensibles sur le plan environnemental, mais il s'est avéré inefficace à cet égard. Il n'est pas facile d'accéder au fonds, qui est de plus de 43 millions de dollars, pour son objectif original, puisqu'il forme une grande partie de la réserve de liquidité du gouvernement imposée par les lois locales de gestion financière. Le Service de l'environnement encourage le découplage du fonds environnemental des réserves générales.

En décembre 2008, le Conseil des ministres a approuvé une politique d'exemption des droits d'importation pour les équipements servant à la production d'énergie renouvelable / alternative.

Le SE participe à :

Nom et objectif de l'organisation	Autres PTOM membres	Autres non-PTOM membres	Avantages
Communauté des Caraïbes (CARICOM)	Ces PTOM sont des membres associés : Anguilla, les Bermudes, les Îles Vierges britanniques, les Îles Caïmans, les Îles Turques et Caïques	La plupart des anciennes colonies britanniques des Caraïbes ainsi que, plus récemment, le Suriname et Haïti	Créée en 1973 comme zone de libre échange (comprenant Montserrat). Les autres PTOM britanniques l'ont rejointe entre 1991 et 2002. Objectif du Groupe de travail CARICOM sur le changement climatique et le développement : faciliter et coordonner les travaux techniques, fournir des avis sur les orientations des politiques, soutenir les États membres de CARICOM au niveau de la préparation de forums régionaux, hémisphériques ou internationaux importants et de leurs négociations avec des partenaires internationaux du développement.

Les autorités des Îles Caïmans ont déclaré qu'une préoccupation reste la sous-représentation du point de vue des Îles Caïmans / des Territoires dans la position britannique lors de négociations des traités internationaux. C'est dû à l'approche du Royaume-Uni qui a tendance à voter en bloc avec l'Union européenne.

De plus, les Îles Caïmans ne sont pas éligibles pour plusieurs mécanismes de financement internationaux pour l'environnement et le développement durable. Les financements nécessaires ont tendance à se concentrer sur le niveau régional (ou le niveau des PTOM des Caraïbes) et ne sont pas adaptés à un pays en particulier. La géographie relativement isolée des Îles Caïmans présente quelques défis assez uniques qui pourraient bénéficier d'approches adaptées au pays.

Dans le cas de l'UE, les Îles Caïmans ne sont pas éligibles pour des allocations territoriales dans le cadre du 9ème FED et des FED suivants à cause de leur PIB par habitant élevé (qui dépasse la moyenne de la Communauté). Cependant, les Îles Caïmans peuvent avoir accès à d'autres fonds et participer à des initiatives régionales. Les Îles Caïmans ont fait une demande à la commission pour recevoir de l'aide du 9ème FED pour la reconstruction et la réhabilitation de maisons ayant été détruites par l'ouragan Ivan. Dans cet objectif, un projet de 7 M € a été accepté. Ce projet s'est terminé en 2009. Un projet de € 4,5 millions, également financé dans le cadre du 9ème FED, est en cours pour un système d'alerte précoce numérique pour les Îles Caïmans qui comblera une lacune du système radar régional.

Pour tous les sujets ci-dessus, l'accès continu au savoir-faire, à l'assistance technique et aux ressources du Royaume-Uni est essentiel, même si l'Initiative Darwin Plus est vue de manière très positive pour les petits projets. D'après le Service de l'environnement, l'environnement et une faible priorité politique, ce qui veut dire que, soit on ne le prend pas en compte, soit on lui attribue un poids largement inférieur aux autres facteurs dans le processus de prise de décision. Afin d'obtenir un développement plus durable pour les Îles Caïmans, il faut un engagement politique et des actions locales ; la relation de haut niveau avec des organismes externes contribue à cet objectif. Traditionnellement, la coopération technique avec le Royaume-Uni dans le domaine de l'environnement s'est faite au niveau de la gestion et de la planification pour la biodiversité / la conservation. Par exemple, des projets en collaboration entre le SE et des établissements universitaires /de conservation du Royaume-Uni avec des mécanismes de financement associés (par exemple Darwin, OTEP, RBG Kew, JNCC et UKOTCF). Le Service accorde beaucoup de valeur à la mise en place de réunions du Comité de direction des territoires d'outre-mer et dépendances

de la Couronne (facilitées par le JNCC) en tant que mécanisme de coordination pour les questions de biodiversité.

Principaux projets environnementaux récemment mis en œuvre aux Îles Caïmans :

Zone / sujet	Nom	Budget	Source(s) de financement	Type de financement (prêt, subvention, cofinancement)
Biodiversité	Créer des cartes des habitats pour les environnements marins et terrestres à travers une combinaison de techniques de télédétection et d'études biologiques.	€ 250 000	Darwin Project – initiative du Royaume-Uni	Subvention
Biodiversité / pêche	CARICOMP (Caribbean Coastal Marine Productivity Centre)		UNESCO	

6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le territoire des Îles Caïmans est un centre financier offshore majeur et une destination touristique connue au niveau international par sa beauté naturelle spectaculaire. Cela a mené à une croissance rapide de la population et de l'économie, avec une augmentation rapide du tourisme.

Cependant, les décisions d'aménagement et de planification économique sont principalement réactives. L'absence d'une stratégie de planification sur le long terme et le manque de processus d'évaluation officiels de projets (analyse coût-bénéfice, évaluation stratégique environnementale et rapport d'impact sur l'environnement), associés à une faible législation sur la conservation, ont créé des conflits entre les conseils techniques et la prise de décisions politiques. Ajouté à l'absence d'évaluation stratégique des besoins en infrastructure, liés à la croissance rapide de la population et aux volumes importants de touristes en croisière qui visitent Grand Cayman (1,5 millions de visiteurs par an), cela cause des aménagements entrepris de manière *ad hoc* avec une application faible ou partielle du Plan de gestion nationale du tourisme.

Un exemple est le fait qu'il n'existe pas de plan d'aménagement et que la législation en matière de planification est limitée dans les îles sœurs ; un nombre important de grandes étendues de terrains non aménagés sont subdivisées en petites parcelles, commercialisées et vendues par une société d'investissements basée au Royaume-Uni. Tout ceci se fait sans prendre en compte les conséquences environnementales immédiates liées à l'aménagement potentiel du territoire (y compris le défrichement possible de ces sites) ni les besoins futurs en matière d'infrastructure pour soutenir de tels aménagements. Un autre exemple est le fait que cinq sites ont été classés comme des refuges pour animaux par le gouvernement des Îles Caïmans en 2003, mais que cette protection a été supprimée pour deux sites, ce qui crée un précédent inquiétant.

Le recueil, l'analyse et l'emploi de données et de statistiques fiables et pertinentes pour soutenir une planification économique solide sont très limités. Des efforts ont été mis en place pour développer des politiques essentielles comme le changement climatique, l'énergie et les travaux du littoral (fond marin) ; cependant, ces politiques restent à l'état de projet et n'ont ainsi presque aucune influence sur le processus d'aménagement. On rapporte que, lorsqu'il existe des politiques, elles ont tendance à opérer de manière isolée et sont très peu ou pas du tout intégrées au niveau national ou interdisciplinaire.

L'environnement continue d'être une faible priorité politique, ce qui veut dire que, soit on ne le prend pas en compte, soit on lui attribue un poids largement inférieur aux autres facteurs dans le processus de prise de décisions. Cela a conduit au manque d'intégration des préoccupations sur l'environnement et le changement climatique au niveau du développement économique. Le maintien de cette situation touche aux moyens d'existence de la population et finira par affecter le potentiel touristique (jolies plages et beauté naturelle), perturbant ainsi encore plus l'économie. Cependant, un premier signe de changement

est la publication de la *National Conservation Law* (loi nationale sur la conservation) de 2013¹⁴ en tant que Supplément No.1 dans l'*Extraordinary Gazette* No. 9 du 5 février 2014, après au moins 4 ans d'attente et de débats. Pour permettre la mise en œuvre de la loi, il faut adopter des règlements. Le processus d'étude d'impact sur l'environnement, qui doit être réglementé, est particulièrement intéressant. Une grande partie de la protection des espèces dans le cadre de la loi nationale sur la conservation se fera à travers des plans de conservation des espèces à consultation publique (NCL Section 17). Le Service de l'environnement a préparé des plans d'action sur la biodiversité pour plusieurs espèces qui serviront de base à la gestion de ces espèces dans le cadre de la loi nationale sur la conservation.

Les grands projets qui impliquent à la fois des composantes maritimes (juridiction du Conseil des ministres) et terrestres (juridiction de l'Organisme central de planification) ne sont pas étudiés, évalués et déterminés de manière collaborative et exhaustive. Des décisions séparées sont publiées de manière indépendante par les deux organismes. Cela permet à des candidats d'obtenir la permission pour un élément (c'est-à-dire maritime ou terrestre) mais pas l'autre, ce qui a pour résultat une situation intenable à la fois pour le candidat et pour les organes de prise de décisions. Par conséquent, la mauvaise prise de décisions d'un point de vue environnemental augmente fortement puisqu'il est souvent impossible de prendre complètement en compte les liens écologiques entre le milieu terrestre le milieu marin.

14 http://www.gazettes.gov.ky/sites/default/files/extraordinary-gazettes-supplements/Es052014_web.pdf

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques hypothèses et	Possible Sources d'€
Améliorer la planification des ressources physiques et naturelles	Développer et mettre en place un plan national d'aménagement, des plans d'aménagement des bassins hydrographiques et des forêts, des plans de gestion détaillés des zones côtières.	On voit un manque de politiques, de stratégies et de législation pour définir les décisions techniques et politiques, ainsi qu'un manque de direction, de coordination et de suivi technique pour les principaux plans d'aménagement et d'investissement économique ¹ . Les décisions se fondent souvent sur des informations et des analyses de mauvaise qualité, et les coûts et avantages des projets pour l'environnement ne sont pas correctement identifiés et pris en compte.	5 ans	Gouvernement des Îles Caïmans. Différent ministères	Mobilisation nationale	Volonté politique et capacité à mobiliser des efforts, soutien du secteur privé	Gouvernement des Îles Caïmans, secteur privé, Royaume-Uni, UE
	Activités Impliquer et coordonner les différents acteurs (environnement, territoire, pêche, police, défense, ports, tourisme, développement rural, autorités locales). Caractériser les différentes zones du territoire et leurs utilisations possibles. Réaliser une étude des risques économiques et environnementaux potentiels dans les différentes parties du territoire, en prenant en compte les scénarios sur le changement climatique. Participer au développement d'un plan d'aménagement national intégré développé en parallèle avec une évaluation environnementale stratégique nationale et identifier les priorités de développement du pays en prenant en compte le développement économique et la conservation du patrimoine écologique, ainsi que les scénarios possibles et le changement climatique. Promouvoir des ateliers et des débats pour identifier les principaux problèmes et solutions et fixer des objectifs. Mettre en place un programme réaliste de mesures pour obtenir une croissance verte. Mobiliser des fonds pour la mise en œuvre. Déterminer l'état et l'utilisation des bassins versants à travers un processus participatif. Identifier les utilisations, les pressions et les principales questions à ce sujet et mettre en place un programme de mesures pour la conservation d'un bon état écologique et chimique. Ces mesures doivent prendre en compte les différentes utilisations, le besoin de protection et la promotion du développement durable, même s'il faut changer certaines pratiques. La directive-cadre européenne sur l'eau peut servir de guide. Mettre en place des programmes de surveillance. Mener un inventaire des forêts du territoire (comprenant les différents types de forêts), en identifiant les zones à protéger et les zones qui peuvent être utilisées. Mettre en place des réserves forestières. Identifier les zones qui peuvent être utilisées par la population la plus vulnérable et mettre en place des projets communautaires sur le développement durable des forêts. Mettre en place des plans de gestion des forêts, y compris la gestion commerciale des forêts. Mettre en place des programmes de surveillance des forêts. S'engager dans un processus d'aménagement intégré des zones côtières. Ce plan doit prendre en compte les éléments mentionnés ci-dessus, en plus des scénarios sur le changement climatique. Ce plan doit prendre en compte l'importance du tourisme, de la navigation de plaisance et de la voile. Déterminer la législation manquante et mettre en œuvre les plans pour étendre / mettre à jour le cadre légal. Promulguer également des directives et des règlements pour permettre la mise en œuvre et l'application efficace de la loi. Promouvoir la cogestion, l'écotourisme, les énergies renouvelables, dans la mesure du possible. Coordonner au niveau régional toute harmonisation et collaboration possible.						

¹ Par exemple, les aménagements portuaires, ForCayman Investment Alliance, Enterprise City, Health City Cayman.

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Possible Sources d'€
Augmenter le contrôle des espèces invasives et sauvages	En particulier, contrôler <i>Casuarina equisetifolia</i> , <i>Scaevola sericea</i> , les iguanes verts, les rascasses volantes, les rats, et les chiens et chats sauvages.	Les espèces invasives de faune et de flore se multiplient aux Îles Caïmans, malgré les efforts en cours. Les animaux sauvages font également porter une forte pression sur les espèces indigènes.		Coordination : DE Soutien : Agriculture		Disponibilité des financements Environmental Protection Fund (fonds de protection de l'environnement)	Fonds de protection de l'environnement, pénalités en cas de violation de la loi, Royaume-Uni, projets financés par le secteur public
	Activités Évaluer les projets mis en œuvre par le passé pour contrôler des espèces invasives en particulier dans la région des Caraïbes et les raisons de leur succès ou échec. Mener des évaluations de sites pour connaître la situation actuelle. Promouvoir la sensibilisation générale à propos de l'impact écologique des principales espèces invasives et de la nature unique et vulnérable d'une grande partie de la flore et la faune indigène des Îles Caïmans Mettre en place un programme de conservation du littoral en ciblant l'élimination de <i>Casuarina equisetifolia</i> et <i>Scaevola sericea</i> , associé à la restauration de l'habitat à travers la plantation de pousses de plantes et d'arbres indigènes. Augmenter les relations publiques et la sensibilisation efficace au niveau de la coordination des parties prenantes locales en ce qui concerne la préservation de l'iguane terrestre de Little Cayman, <i>Cyclura nubila caymanensis</i> , et l'iguane bleu de Grand Cayman, <i>Cyclura lewisi</i> . Mettre en place une zone protégée pour héberger une population autonome de l'espèce endémique d'iguanes. Élaborer un plan de réponse aux rascasses volantes qui s'inspire des meilleures pratiques qui peuvent exister dans d'autres pays et territoires des Caraïbes et qui répondent aux mêmes problèmes, ou voir même des exemples du Pacifique. Mettre en œuvre des méthodes d'éradication des rats et des chats sur Little Cayman et de contrôle des chats et des chiens sur Grand Cayman. Étendre la capacité du programme de stérilisation et de castration des chiens et des chats. Mener des évaluations / une surveillance sur le long terme.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
	Promulguer et mettre en œuvre la politique sur le changement climatique, la politique sur l'énergie et le plan de gestion des déchets solides	Un projet de politique sur le changement climatique a été publié ³ et a fait l'objet de trois ans de consultations publiques ; cependant il reste à l'état de projet. Un projet de politique nationale sur l'énergie est actuellement en train d'être étudié et évalué, notamment au niveau de ses conséquences économiques. Il n'y a pas d'approche intégrée à la gestion des déchets solides ni de cadre législatif, ce qui a des conséquences importantes sur l'environnement comme le transfert de lixiviats des décharges directement dans le milieu marin. Il y a des initiatives en cours sur l'énergie et les déchets, mais il faut de la coordination et du pilotage pour profiter de ces efforts.	7 ans Commencer deux ans après le début de la mise en œuvre de la première recommandation	Gouvernement des Îles Caïmans, en particulier le Ministère de l'environnement et des affaires intérieures.			UE BM et les banques régionales de développement Secteur privé
Promouvoir la croissance verte ²	Activités						
	<p>Une fois que l'on commence à aborder les questions de gouvernance (cf. première recommandation) :</p> <p>Mettre en œuvre la politique sur le changement climatique et la politique sur l'énergie Étudier l'environnement commercial et étudier les méthodes pour impliquer le secteur privé.</p> <p>Insister sur une importante sensibilisation. Mettre en place des prix et des certifications pour les comportements écologiques.</p> <p>Travailler sur la recherche d'un bon bouquet énergétique renouvelable pour les Îles Caïmans, déterminer le potentiel des énergies renouvelables et l'état du réseau. Poursuivre les réformes juridiques pour augmenter la pénétration des énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique. Articuler les efforts au niveau régional pour déterminer des solutions régionales possibles. Promouvoir l'efficacité énergétique.</p> <p>Concevoir un plan de gestion des déchets en prenant en compte la valorisation possible des déchets. Trouver des solutions pour les flux de déchets qu'on ne peut pas traiter sur le territoire.</p> <p>Organiser des décharges adéquates pour les déchets qu'on ne peut valoriser. Évaluer les différentes possibilités pour résoudre le problème environnemental de la décharge existante (valorisation énergétique, couverture et restauration du couvert végétal).</p> <p>En ce qui concerne la gestion de l'eau et des déchets, développer des instruments économiques (recouvrement des coûts, mesures d'incitation pour le recyclage, taxes sur les objets importés qui deviennent des déchets) et la valorisation des déchets.</p> <p>Organiser le réseautage entre les différentes parties prenantes qui traitent d'un sujet en particulier.</p> <p>Promouvoir les discussions et le partage d'informations ; mettre en place des sites Web dédiés pour le partage de solutions nationales possibles ainsi que le partage du savoir-faire et d'expériences entre les régions.</p> <p>Organiser des formations sur les questions techniques. Organiser des formations sur la mobilisation de fonds (internes et externes), formations et aide pour la rédaction de propositions.</p> <p>Soutenir la mise en œuvre de projets de certification du tourisme durable. Définir des indicateurs, ou des directives, pour le tourisme durable.</p>						

²D'après l'OCDE, la croissance verte signifie la promotion de la croissance économique tout en réduisant la pollution et les émissions de gaz à effet de serre, en minimisant les déchets et l'utilisation inefficace des ressources naturelles et en maintenant la biodiversité (<http://www.oecd.org/environment/green.htm>)

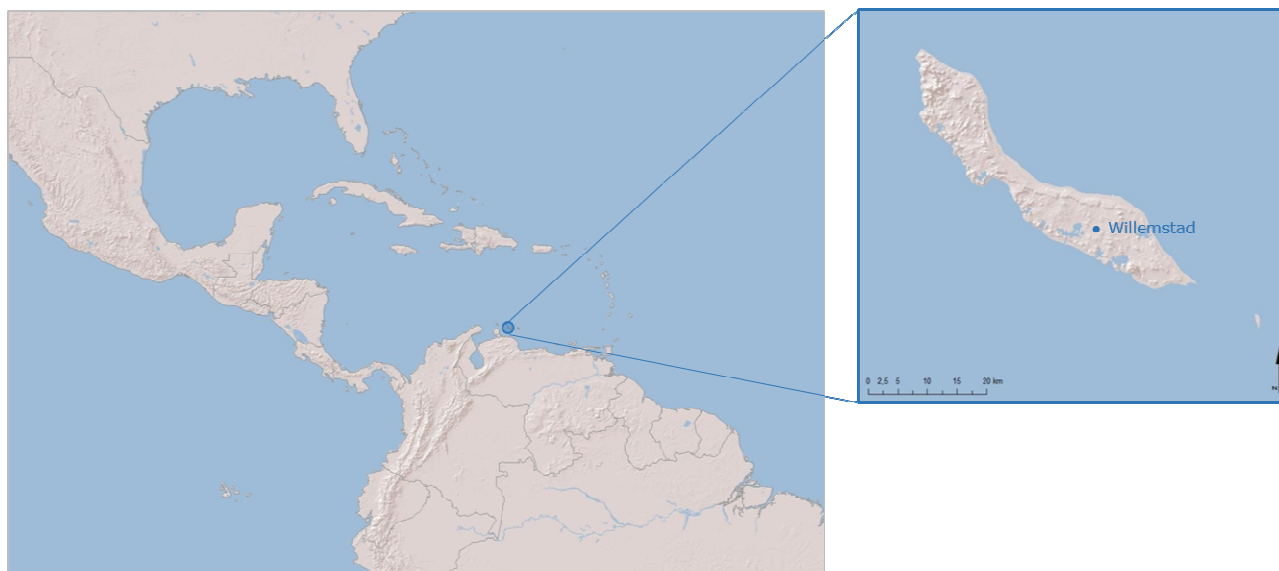
³Le projet de politique sur le changement climatique a été développé dans le cadre du projet « Enhancing the Capacity for Adaptation to Climate Change » (Augmenter la capacité d'adaptation au changement climatique), financé par le DfID du Royaume-Uni.

ANNEXE F :

CURAÇÃO

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

CURAÇAO



Résumé	176
Informations générales.....	176
Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale	178
Etat de l'environnement.....	178
Gouvernance environnementale.....	183
Coopération	188
Conclusions et recommandations	189

RÉSUMÉ

Curaçao, ancien territoire des Antilles néerlandaises, est devenu un état autonome au sein du Royaume des Pays-Bas en octobre 2010, au moment de la dissolution des Antilles néerlandaises.

Aruba, Curaçao et Sint Maarten ont désormais le même statut et sont des pays indépendants dans le Royaume. Les trois autres anciennes Antilles néerlandaises sont devenues des communes néerlandaises à statut particulier (Bonaire, Saint-Eustache, Saba). Des lacunes dans les données disponibles, liées en partie à la dissolution des Antilles néerlandaises et à l'absence de moyens institutionnels, n'ont pas rendu possible un diagnostic complet de Curaçao¹.

Curaçao est un haut lieu de la biodiversité dans l'ensemble de son écorégion². On estime que les récifs de Curaçao rapportent au moins 1,6 million \$ par km et par an grâce au tourisme, à la pêche et à la protection du littoral pendant les orages³. La dégradation des récifs coralliens (à cause du changement climatique et d'un aménagement territorial rapide et mal planifié causé par la croissance de la population et du tourisme) aura donc des conséquences économiques graves.

Il existe de nombreuses études sur le futur du pays y compris sur la raffinerie de pétrole. Le dernier Programme gouvernemental pour 2013-2016 (intitulé Espoir et Confiance - '*Hope and Confidence*') déclare que « l'environnement, la nature, la qualité de notre cadre de vie et la pollution sont des points d'action importants. L'élimination de la pollution et l'identification des zones naturelles sont des questions prioritaires⁴ ».

Le maintien de la prospérité et le bien-être de l'île vont dépendre, entre autres, d'une attention particulière à ses écosystèmes vitaux et de leur protection, en particulier les récifs coralliens et les zones humides des mangroves, et des mesures prises pour renforcer leur résilience et adaptation aux conséquences du changement climatique et des phénomènes climatologiques violents.

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Données et statistiques clés

Nom du pays	Curaçao, capitale: Willemstad
Région	Caribéenne, 55 km des côtes du Venezuela
Superficie	444 km ²
Zone économique exclusive	68 783 km ² Zone de pêche exclusive: 12 mn
Population	150 563 (2011) ⁵
PIB par habitant	24 560 € par habitant (CIA: basé sur les données 2008 augmentant de 3,5% par an)
Taux d'alphabétisation	s.o
Taux de chômage	10,3 % (CIA: 2012) 10,1% (FMI: 2009)
% en dessous du seuil de pauvreté	> 15 % (PNUD: 2012)

1 Rapport du FMI de 2011, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr11342.pdf>

2 CARMABI/ Univ of Amsterdam: The current state of Curaçao's Coral Reefs by dr Mark J. A. Vermeij, A.J. 2012.

[http://www.researchstationcarmabi.org/images/stories/file/Mark%20PDFs/Vermeij%20MJA%20\(2012\)%20Curaçao%20State%20of%20the%20reef%202012%20Carmabi%20\(c\)2012.pdf](http://www.researchstationcarmabi.org/images/stories/file/Mark%20PDFs/Vermeij%20MJA%20(2012)%20Curaçao%20State%20of%20the%20reef%202012%20Carmabi%20(c)2012.pdf)

3 http://www.reefcare.org/index.asp?page=http://www.reefcare.org/page.asp?pag_id=410

4 [http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/resources/A380A9A1AC44287904257C8C00566641/\\$FILE/RESUMEN%20ENG%2020.pdf](http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/resources/A380A9A1AC44287904257C8C00566641/$FILE/RESUMEN%20ENG%2020.pdf)

5 CBS: Centraal Bureau Bureau voor de Statistiek. <http://qracao.com/index.php/ouder/1074-cbs-publiceert-cijfers-volkstelling>

Géographie physique

Curaçao fait partie des îles méridionales des Antilles caribéennes au large des côtes du Venezuela. C'est une île plate composée de vastes dunes de sable, de brousse, d'environ 55 ha de mangrove, des salines (marais salants), de baies ressemblant à des fjords formant des gorges profondes et d'une frange de récifs coralliens (dont la superficie totale est de 7,85 km² et qui se situe entre 20 et 250m de la côte⁶. La majorité du territoire est à moins d'1 mètre au-dessus du niveau de la mer. Une colline centrale (le Mont Christoffel) s'élève à 372m.

Son climat est semi-aride avec peu de précipitations durant 3 ans sur 5 et une année humide tous les 5 ans. La végétation est composée de cactus et d'épineux résistants à la sécheresse⁷. Curaçao est battue par des alizées persistants mais ne souffre pas du passage fréquent des ouragans. Les tremblements de terre sont fréquents dans la région, les derniers ayant eu lieu en janvier et juin 2013. Presque toutes les régions des Caraïbes ont vécu un tsunami à un moment donné de leur histoire, et on a reporté durant les derniers cent ans environ 33 tsunamis dont 17 sont connus et vérifiés.

Géologiquement Curaçao possède quatre types différents de formation rocheuse⁸. D'origine volcanique, elle est aussi constituée de dépôts de pierres sédimentaires à certains endroits, l'île est également formée de terrasses en pierre calcaire. Pendant le quaternaire, la période glaciaire a empêché le développement du récif corallien. Plusieurs baies internes se sont formées suite à la montée du niveau de la mer après la dernière période glaciaire datée d'il y a 16 000 ans⁹.

Démographie, socio-économie

Curaçao a 150 500 habitants. Environ 76% de la population est originaire de Curaçao et 6% viennent des Pays-Bas. 7% sont nés en Colombie et en République dominicaine. 78% parlent à la maison le Papiamentu (une langue locale). La grande majorité est catholique¹⁰.

Le niveau de vie moyen est relativement élevé par rapport à la région mais la croissance est restée faible avec un taux de chômage élevé et un vieillissement de la population chaque fois plus significatif.¹¹ Le secteur des services (y compris la raffinerie de pétrole, les services financiers et le tourisme) représentent 84% du PIB.

Avant que la raffinerie de pétrole ne devienne une importante source de richesse (vers 1920), la production de sel était importante. Le littoral accidenté a permis que se développent des ports naturels exceptionnels qui peuvent aussi accueillir les bateaux de croisière et les gros pétroliers. Shell a établi sa raffinerie en 1915 au moment de la découverte d'un gisement de pétrole dans le lac Maracaibo au Venezuela. Actuellement la compagnie pétrolière nationale du Venezuela, Petróleos de Venezuela (PDVSA), exploite la raffinerie *Isla* qui peut produire jusqu'à 320 000 de barils par jour.

La pauvreté des sols et l'insuffisance des réserves d'eau entravent le développement agricole de l'île. Les terres arables ne représentent que 10% du territoire et Curaçao importe un pourcentage important de sa nourriture.

Comme pour beaucoup de pays des Caraïbes, la finance off-shore est aussi importante¹². Le tourisme joue un rôle significatif avec environ 350 000 touristes sur l'île en 2010, issus principalement des Pays Bas¹³.

6 CARMABI/ Univ of Amsterdam: The current state of Curaçao's Coral Reefs by dr Mark J. A. Vermeij, A.J. 2012.

7 L. Pors and I. A. agelkerken (CARMABI) for Unesco/ CSI paper <http://www.unesco.org/csi/pub/papers/pors.htm>

8 CARMABI, <http://www.carmabi-educatie.org/images/stories/file/de%20geologie%20van%20curacao.pdf>

9 Article de l'Unesco

10 [http://qraao.com/attachments/article/1074/20120731_Publicatie_Eerste_resultaten_Census_2011%20\(1\).pdf](http://qraao.com/attachments/article/1074/20120731_Publicatie_Eerste_resultaten_Census_2011%20(1).pdf)

11 FMI

12 CIA: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/cc.html>

13 FMI 2010 et <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr11342.pdf>

2 BIOGÉOGRAPHIE, ENDÉMISME ET IMPORTANCE POUR LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

Curaçao a des récifs frangeants relativement bien préservés (comparé aux autres pays des Caraïbes) car l'île ne souffre pas tant des ouragans. Le nombre total d'espèces de corail trouvées dans les différents espaces marins de Curaçao atteint 68, ce qui représente plus de 70% des espèces caribéennes¹⁴.

Dans une récente compilation de publications scientifiques sur l'état des récifs caribéens du Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN), on peut lire que certains des récifs de Curaçao, en particulier ceux qui se situent sur la partie est de l'île, sont parmi les mieux préservés de la région des Caraïbes¹⁵. La qualité des récifs de Curaçao va de « dégradé » à « presque vierge » (voir plus loin dans la section état de l'environnement).

La zone des mangroves représente 0,12% de la surface de l'île. Tout comme les herbiers marins les mangroves servent de zones d'alevinage pour beaucoup de poissons de récif de Curaçao ainsi que de zones de nidification pour une grande variété d'oiseaux locaux. Le nombre d'espèces de poisson de Curaçao se monte à 358 ce qui reste, comme pour les espèces de coraux, relativement élevé pour une île de la taille de Curaçao¹⁶.

On recense 245 espèces d'oiseaux dont aucune est endémique¹⁷. Les salines de la côte sud-ouest servent d'habitat pour les flamants antillais et les oiseaux migrateurs de rivage.

Curaçao possède six types différents d'habitat terrestre¹⁸. Ainsi, le versant ouest de la montagne Knip est constitué de roche dure, riche en silice et il est recouvert de forêts de conifères dans lesquelles poussent la plupart des espèces végétales rares. Dans le centre de Curaçao (le sol est un mélange de sable et d'argile), on trouve des forêts à feuilles caduques et la végétation abrite une grande variété de petites herbes considérées comme la zone d'alimentation la plus importante pour la faune de l'île.

3 ETAT DE L'ENVIRONNEMENT

Selon le CARMABI (Centre de recherche et de gestion de la biodiversité des Caraïbes), la fragmentation des zones naturelles est un problème grave, même si 32% de la superficie des îles bénéficie d'un statut de protection¹⁹.



Plusieurs études récentes²⁰ font état de la diminution des récifs de corail de Curaçao et de l'altération de leur santé. On a remarqué une baisse de 20% du corail de l'île durant les 25 dernières années à cause du développement du littoral, de la pollution (eaux usées non traitées, fertilisants et produits chimiques) et de la surpêche. Cependant, comme cela a été dit ci-dessus, dans certaines zones de Curaçao, la densité des coraux est bonne, comparé à d'autres pays des Caraïbes (voir graphique page suivante).

14 CARMABI/ Univ of Amsterdam: The current state of Curaçao's Coral Reefs by dr Mark J. A. Vermeij, A.J. 2012.

15 http://www.icriforum.org/sites/default/files/ICRIGM27-OR-GCRMN_presentation.pdf

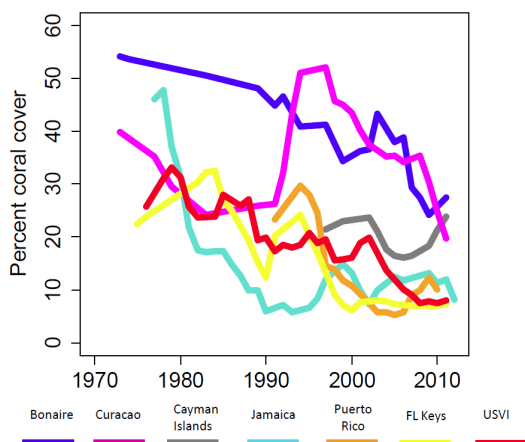
16 CARMABI recherche sur le corail / 2012

17 <http://www.birdlife.org/datazone/country/Curaçao>

18 <http://www.researchstationcarmabi.org/ecosystems/terrestrial-ecosystems>

19 <http://www.carmabi-educatie.org/images/stories/file/infoblad%20natuur%20in%20gevaar%20voor%20internet.pdf>

20 Nacri (Netherlands Antilles Coral Reef Initiative) on nutrients pollution: <http://www.nacri.org/nutmon.html>; Reef Base: <http://www.reefbase.org/main.aspx>, CARMABI 2012: <http://www.dcbd.nl/?q=document/current-state-cua%C3%A7aos-coral-reefs>, ECLAC review 2004: <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/9/13229/lcarg749-10-Chapter07.pdf>, ICRI: <http://icriforum.org/GCRMN>, WRI: <http://www.wri.org/publication/reefs-at-risk-revisited>. GCRMN 2012: http://gcrmn.org/wp-content/uploads/2012/11/Tropical_Americas_Coral_Reef_Resilience_Final_Workshop_ReportC.pdf and http://www.icriforum.org/sites/default/files/ICRIGM27-OR-GCRMN_presentation.pdf



Le tourisme a favorisé la construction de plages artificielles ce qui contribue à la destruction des récifs de coraux.

Les communautés de poissons ont également souffert de la surpêche et Curaçao est désormais un pays intermédiaire dans la région en termes d'abondance de poissons²¹.

Un programme de surveillance récent comprenant l'échantillonnage de l'eau, l'analyse de la couverture de corail par l'observation de transects vidéo, l'analyse de la chlorophylle, celle des isotopes de nitrogène à partir des algues et du comptage des stocks de poissons, a tiré des conclusions préoccupantes. Les sites de la jetée Mega et

de la baie Piscadera sont pollués à un plus haut degré que les seuils de pollution tolérés²².

La raffinerie de pétrole a eu des accidents et est responsable de la pollution de l'air, du sol, des eaux souterraines et de surface. Une étude technique effectuée par un bureau d'ingénieurs hollandais montre qu'il y a trop de SO₂ et de poussière fine suspendue dans l'air autour de la raffinerie Schottegat et que la qualité des eaux de surface est mauvaise²³. Par ailleurs, la pollution du sol et de la terre à la raffinerie, la qualité de l'eau souterraine et des puits d'eau devrait être contrôlée. Une autre étude, datant de 2012, portant sur les options possibles pour la raffinerie, indique que des mesures d'atténuation peuvent déjà être prises pour réduire au minimum la pollution des sédiments aquatiques adjacents, ce qui impliquera des investissements d'environ 50 millions de dollars et des coûts d'exploitation annuels d'environ 1,5 millions de dollars²⁴.

L'eau douce manque²⁵. L'eau douce est obtenue par désalinisation. L'île avait de bonnes nappes phréatiques d'eau potable, mais l'urbanisation a réduit l'infiltration de l'eau. Un ensemble de barrages construit par les Hollandais en 1920 a empêché l'eau de pluie de descendre des collines²⁶. L'eau s'infiltre dans le sol en maintenant des niveaux d'eau souterraine aussi élevés que possible. Des lacs artificiels d'eau douce ont été formés, ce que l'on peut encore voir par exemple à Muizenberg et au Malpais devenus maintenant des zones ornithologiques importantes²⁷.

3.1 MENACES / DÉFIS / VULNÉRABILITÉS

Défi 1 – Changement climatique - Grave

Curaçao est vulnérable à l'élévation du niveau de la mer et aux houles de tempête parce qu'elle se situe à moins d'1 mètre du niveau de la mer et 40% de la main d'œuvre vit sur le littoral. La partie la plus ancienne de la capitale, Willemstad, fait partie du patrimoine mondial. Une moindre élévation du niveau de la mer pendant une tempête augmentera considérablement les risques d'inondation ou même de destruction de tout le centre de la ville. La disparition probable des plages est une menace réelle pour le tourisme.

21 Selon la Fondation CARMABI et l'université d'Amsterdam étude 20102

22 <http://www.luchtmetingenCuraçao.org/pool/5/documents/2007-U-R0801B%20ter%20Meer%20-%20Milieudienst%20Curaçao%20v6.pdf>

23 <http://www.luchtmetingenCuraçao.org/pool/5/documents/2007-U-R0801B%20ter%20Meer%20-%20Milieudienst%20Curaçao%20v6.pdf>

24 <http://www.stichtingsmcc.nl/uploads/EcoRYS2012Sustainable-future-for-Curaçao.pdf>

25 ECLAC: <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/39188/LCARL.250.pdf>

26 <http://www.caribbeanfootprint.com/2012/01/03/rain-brings-life-rain-and-people-on-Curaçao/>

27 http://www.ramsar.org/cda/en/ramsar-news-archives-2013-Curaçao-4/main/ramsar/1-26-45-590%5E26081_4000_0_

Impacts	Gravité	Commentaires
Inondations des terres côtières	●	Curaçao est peu élevé. La perte probable de ses plages est une menace sérieuse pour le tourisme, les industries du bâtiment et pour les populations de tortues y faisant leur nid.
Dégâts aux mangroves	●	De vastes mangroves sur les îles qui sont importantes pour la reproduction des poissons
Submersion, ensablement de l'herbier marin	●	De vastes herbiers marins dans des lagunes peu profondes autour des îles
Récifs de corail menacés (décoloration, diminution du pH)	●	Îles entourées de récifs coralliens, sensibles à l'augmentation de la température de l'eau et à la dissolution du CO ₂ dans l'eau
Conséquences	Gravité	Commentaires
Industries de la pêche stressées	○	La pêche commerciale et sportive est importante pour le tourisme
Tourisme	●	Le tourisme représente 80% du PIB. Le tourisme dans les récifs et celui de la pêche à la ligne sont des attractions importantes
Augmentation des dégâts suite aux catastrophes naturelles	●	Les catastrophes naturelles ont à voir avec le changement climatique
○ Nul ○ Léger ● Modéré ● Élevé		

Un blanchissement des coraux a eu lieu en 2005 et en 2010 à cause d'une hausse anormale de la température de l'eau. La moyenne régionale de stress thermique durant l'événement de 2010 a dépassé toutes celles observées par satellite au cours des 20 années précédentes dans les Caraïbes et celles des 150 années au cours desquelles on a analysé les températures à nouveau, y compris le phénomène de blanchissement de 2005, jusqu'à ce moment sans précédent²⁸.

L'effondrement de plusieurs des plus grandes colonies coralliennes des récifs de Curaçao et les sérieux dégâts aux communautés coralliennes de la partie ouest de l'île provoqués par l'ouragan Lenny en 1999, se sont répétés avec l'ouragan Omar en 2008²⁹.

Défi 2 – Pressions sur les habitats et la biodiversité de Curaçao - Grave

Au début des années 80, les coraux formant des récifs couvraient approximativement 40% du récif. En 2010, ce pourcentage est descendu à 23,2%, ce qui signifie que la superficie de corail a baissé de 42% en seulement trois décennies³⁰.

Pression	Gravité	Impacts
Tourisme	●	Les dégâts aux récifs de corail provenant directement du tourisme incluent les bris mécaniques des plongeurs sous-marins et en apnée; ancres des bateaux; matériel de pêche. Le pompage du sable des herbiers marins pour créer des plages artificielles ³¹ affecte la reproduction des poissons et génère des dépôts de sable supplémentaires sur les différentes plages ³² .
Développement des zones côtières et activités	●	Construction sur les voies navigables intérieures et les salines ³³ ayant des effets négatifs sur les oiseaux, les mangroves, les prairies sous-marines. Les mangroves continuent d'être dépeuplées et drainées pour la

28 CARMABI rapport récifs de corail 2012: <http://www.dcbd.nl/?q=document/current-state-cua%C3%A7aos-coral-reefs>

29 Idem CARMABI récifs de corail 2012

30 Idem CARMABI récifs de corail 2012

31 À l'hôtel Princess Beach, au Sea Aquarium, à het Sonesta Hotel-Marriott

32 sur Banda'bou et développement du littoral à Jan Thiel

33 à Jan Thiel, sur Spaanse Water et la baie de St. Joris

		<p>construction et le développement en raison d'une planification et d'une législation sur la conservation inadéquates³⁴.</p> <p>Les habitats terrestres diminuent aussi et sont fragmentés suite à l'expansion des zones résidentielles/commerciales et des infrastructures.</p> <p>Le développement côtier accru a entraîné une pollution des eaux près de la rive à cause de la libération des eaux usées (non traitées), des fertilisants et des produits chimiques, ce qui a donné à une croissance des algues et à la mort des récifs coralliens.</p> <p>Aussi: le pompage de sable des herbiers marins pour créer des plages artificielles³⁵ et des dépôts de sable supplémentaire sur différentes plages³⁶.</p>
Pollution	●	Eaux usées non traitées ayant provoqué une diminution de l'abondance de coraux de l'île au cours des 25 dernières années ³⁷ . Egalement les eaux usées, la pollution des eaux et plus de déchets en raison d'une augmentation de la population et des touristes (effet sur les mangroves, les récifs, les herbiers marins)
Dégradation des récifs de corail	○	Les récifs coralliens protègent l'herbier marin qui est sur le côté du rivage, de sorte que leur dégradation peut avoir des effets directs sur ce dernier.
Autres causes	●	Les événements de blanchissement du corail et les maladies peuvent venir d'une série de facteurs, allant de la variation de température de l'eau à l'écran solaire sur la peau des baigneurs.
Activités anthropogéniques	●	Les récifs coralliens souffrent de l'élimination physique, de l'envasement et de turbidité.
Industrie	●	Les activités industrielles de la raffinerie <i>Isla</i> et de <i>Aqualectra</i> sont polluantes.
Surpêche	●	Homard, buccin (kiwa) et conque (Karko) sont gravement menacés.
Insecticides	○	Le Malathion utilisé contre la dengue pollue l'eau.
○ Nulle ○ Légère ● Modérée ● Élevée		

Des niveaux excessifs de nutriments comme l'azote et le phosphore dans les eaux peu profondes du littoral encourage la prolifération de phytoplancton dans l'eau, ce qui empêche la lumière d'atteindre les coraux ou peut provoquer une forte croissance d'algues et d'algues marines sur le fond de la mer qui font concurrence aux coraux ou les envahissent. Dans les cas graves (qui ont eu lieu à Curaçao en 2009 et 2011), l'eutrophisation peut conduire à une hypoxie, où la décomposition des algues et d'autres organismes absorbe tout l'oxygène dans l'eau, générant des «zones mortes», la mort des poissons et finalement l'effondrement total de l'écosystème du rivage³⁸.

Tous les récifs non protégés de Curaçao souffrent de la surpêche. La loi 2008 sur la pêche à Curaçao prévoit de constituer des réserves de poissons, mais aucune réserve n'a encore été désignée. Curaçao est actuellement au rang de pays intermédiaire dans les Caraïbes en termes d'abondance de poissons³⁹. La présence de mérous et d'autres grands prédateurs, un indicateur de l'abondance du poisson, est devenue extrêmement rare, mais il n'existe pas de données quantitatives⁴⁰. Les dégâts aux algues marines et aux mangroves signifient la destruction des frayères de poissons et une mer encore moins protégée.

34 Bouchon et al: 'Status of Coral Reef Resources of the Lesser Antilles', Chapter in: Wilkinson, C. (ed.). Status of Coral Reefs of the World: 2008. GCRMN = Global Coral Reef Monitoring Network and Reef and Rainforest Research Center, Townsville, Australia.
http://www.reefbase.org/resource_center/publication/statusreport.aspx?refid=27173

35 À Princess Beach hotel, au Sea Aquarium, à het Sonesta Hotel-Marriott

36 sur Banda'bou et développement du littoral à Jan Thiel)

37 <http://www.nacri.org/greyllit/wiegers2007impactnutrientscoralreef.pdf>

38 CARMABI récifs de corail 2012: <http://www.dcbd.nl/?q=document/current-state-cua%C3%A7aos-coral-reefs>

39 Idem

40 Etude Bouchon

Défi 3 – Espèces invasives - Grave

Les espèces exotiques invasives sont un vrai problème pour Curaçao. Les lois nécessaires doivent être rédigées et on doit renforcer et doter de soutien technique l'organisme chargé de faire appliquer ces lois et de mettre en œuvre les stratégies et autres activités dans ce domaine. On doit inventorier, renforcer les programmes actuels de protection de la Nature et mieux les diffuser auprès des parties prenantes⁴¹.

Les espèces exotiques invasives suivantes représentent une grande menace pour la nature de Curaçao: rascasse volante (*Pterois volitans*), *Rhynchophorus ferrugineus* (charançon rouge du palmier), *Scyphophorus acupunctatus* (charançon de l'agave) et *Azadirachta Indica* (margousier)⁴². Les chèvres en liberté sont aussi un problème⁴³.

Contraintes/ actions	Gravité	Commentaires
Chèvres et vastes pâturages	○	Les chèvres en pâturage libre causent l'érosion des sols et font des dégâts à la végétation locale
Sensibilisation et connaissance du public	○	Entre 2010 et 2013, eurent lieu de nombreuses campagnes de sensibilisation concernant la rascasse volante et le charançon rouge du palmier
Propagation d'espèces spécifiques	○	Rascasse volante
○ Nulle ○ Légère ○ Modérée ● Élevée		

Défi 4 – Pollution de l'eau et de l'air - Grave

Plusieurs études récentes ont été faites sur la pollution de l'air et de l'eau causée par la raffinerie de pétrole située dans la baie de Schottegat, près de la capitale de Curaçao et sur les éventuelles stratégies à mettre en place concernant cette raffinerie⁴⁴.

Les principaux problèmes se résument à de fortes émissions de dioxyde de soufre et de particules et la formation d'un «lac bitumineux» (un héritage du passé quand il n'y avait aucune disposition concernant l'élimination écologiquement viable des résidus de raffinage). Les effets sur la population environnante se manifestent sous forme de gêne respiratoire et d'irritation des yeux, d'un dépôt de substance verte (probablement un composé de vanadium), de nuisances olfactives, de nuisances sonores à cause des torchères etc. Les écoles de la région doivent fermer certains jours à cause de l'odeur.

Selon SMOC⁴⁵, une ONG locale, la suie et les particules toxiques polluent l'air de 20 000 habitants. Un incendie récent (février 2014) a provoqué des niveaux d'émission si élevés que le problème a été abordé au Parlement néerlandais⁴⁶. Il y a également eu des problèmes de rejets pétroliers et de fuites dans la mer provenant des réservoirs de la raffinerie ou venant des activités de nettoyage des citernes. En 2012 eut lieu un rejet pétrolier près du lac salé Jan Kock. Les détergents utilisés pour nettoyer les citernes sont aussi mauvais pour l'environnement⁴⁷.

Curaçao a une longue histoire de pollution de l'air et du sol liée à la raffinerie de l'île. Shell a construit la raffinerie en 1915. En 1952, l'usine employait 22 000 personnes et le raffinage du pétrole représentait 50% du PIB de Curaçao. Shell est partie en 1985 car le raffinage est devenu moins rentable. Il a vendu la

41 Information provenant du Ministère de la Nature et de l'environnement

42 <http://www.cabi.org/isc/?compid=5&dsid=108401&loadmodule=datasheet&page=481&site=144>

43 Brochure CARMABI [http://www.carmabi-](http://www.carmabi-educatie.org/images/stories/file/infoblad%20natuur%20in%20gevaar%20voor%20internet.pdf)

[educatie.org/images/stories/file/infoblad%20natuur%20in%20gevaar%20voor%20internet.pdf](http://www.carmabi-educatie.org/images/stories/file/infoblad%20natuur%20in%20gevaar%20voor%20internet.pdf)

44 CARMABI, Wieggers/ Nacri, TNO, Ecorys, mentionné auparavant

45 Stichting Schoon Milieu op Curaçao <http://www.stichtingsmoc.nl/>

46 <http://www.nieuws360.com/lokaal/brand-oorzaak-uitstoot-zwaveloxide/> and <http://www.stichtingsmoc.nl/2014/03/plasterk-geeft-niet-thuis-2/>

47 <http://www.stichtingsmoc.nl/2012/09/rnw-oplossing-voor-olieramp-gevaarlijker-dan-gedacht/>

raffinerie au gouvernement pour 1\$ à la condition de ne recevoir aucune plainte environnementale à l'avenir, surtout concernant le lac bitumineux sur la propriété de la raffinerie. Le gouvernement a ensuite loué la raffinerie à la compagnie vénézuélienne PDVSA, Petroleros de Venezuela SA.

Auparavant, SMOC a entamé des poursuites judiciaires pour demander au gouvernement de faire respecter les normes environnementales. Le gouvernement a répondu que cela entraînerait la fermeture de la société et des pertes d'emplois. On a estimé à 880 000 000€ l'investissement nécessaire pour pouvoir se conformer aux normes environnementales. En Juin 2009, le tribunal de Curaçao a jugé que PDVSA devrait payer 75 millions NAG (environ 30,4 millions €) pour non-respect des normes de concentration annuelle de dioxyde de soufre, soit 80 µgram/m³⁴⁸. Un service du gouvernement affiche la mesure régulière des deux emplacements⁴⁹.

L'avenir de la raffinerie de pétrole de Curaçao est de plus en plus remis en question en raison de son caractère extrêmement polluant, son manque de capacité de production de carburants pauvres en soufre et parce que le secteur des Statistiques financières internationales (SFI) y est en déclin depuis ces dix dernières années⁵⁰.

4 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

4.1 CONSTITUTION

Curaçao est un pays autonome au sein du Royaume des Pays-Bas depuis le 10 octobre 2010. Le gouvernement néerlandais est responsable de la défense, des affaires étrangères et de la Cour suprême. Curaçao a un parlement élu qui nomme le cabinet constitué de (9) ministres et le premier ministre⁵¹. Un gouverneur général est nommé par le Roi et le représente.

Depuis le 10 Octobre 2010, l'organe directeur de Curaçao est principalement responsable des politiques liées à la Nature et à l'environnement et de leur mise en œuvre.

Les Pays-Bas sont responsables de la gestion de la zone économique exclusive (ZEE) reliant les quatre pays (Pays-Bas, Aruba, Curaçao et Sint Maarten). Afin de coordonner la gestion durable de cette vaste zone maritime, un plan de gestion a été mis en place, dont certaines parties sont déjà appliquées par les Pays-Bas et les trois municipalités caribéennes (Bonaire, Saint-Eustache et Saba). Ces mêmes acteurs s'efforcent maintenant d'avoir Curaçao, Aruba et Sint Maarten parmi eux⁵².

4.2 LES INSTITUTIONS ACTUELLES

Le ministère de la Santé publique, de l'environnement et de la Nature à Curaçao est responsable de l'environnement et de la gestion de la Nature. Le ministre élabore la politique sur l'environnement, propose de nouvelles lois et se charge de leur mise en œuvre. Dans ce ministère, se trouve un département de l'Environnement et de la Nature⁵³, qui met en place et applique des règlements environnementaux aux côtés de la police, et ce sont les principales autorités en charge de l'application des lois. Le corps d'inspection est constitué de 22 employés. Le département chargé des politiques élabore et met en œuvre les politiques environnementales et est constitué de 7 conseillers politiques. Le

48 Verdict du 12 janvier 2010

49 <http://www.luchtmetingenCuraçao.org/>

50 FMI

51 <http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/web/58CD2BA91443930204257847006B22CF?opendocument&language=nederlands>

52 http://www.dcnanature.org/wp-content/uploads/2013/10/EZ_BO_NaturePolicyPlan%20Car.NL_ENG_2.pdf

53 Ce service remplace Vomil et Milieudiens avant 10/10/10

Département Nature se charge de la gestion de la zone côtière et de l'entretien des jardins publics, des parcs et plages publiques. Ce ministère délivre des permis, mesure et gère la qualité de l'air⁵⁴ et des eaux de plaisance (de 2 à 4 membres du personnel).

D'autres ministères ont aussi des départements impliqués dans l'environnement:

- Le service des travaux publics du Ministère des transports et de l'urbanisme exploite l'usine de traitement des eaux usées.
- Un département chargé de la prévention des catastrophes au sein du Ministère des Affaires générales (lié au Premier ministre) coordonne la réponse aux catastrophes rapportées à ce département.
- L'Autorité maritime de Curaçao coordonne la réponse aux rejets d'hydrocarbures.
- Le Ministère de la pêche et de l'élevage (10 membres du personnel) est responsable de la gestion de la pêche durable et de la création des zones interdites à la pêche.
- L'Autorité portuaire de Curaçao, une société privée mais ayant Curaçao comme actionnaire principal, est propriétaire de l'infrastructure et de la plupart des superstructures des ports, tandis que les installations sont louées à des opérateurs privés. L'APC est prestataire de services et elle gère ses biens, ses équipements, elle se charge du marketing et de la modernisation de ses installations. L'APC s'occupe aussi de la redevance portuaire y compris des droits de port, de quai, de pilotage et les tarifs applicables aux bateaux de croisière⁵⁵.

Il existe plusieurs entreprises et associations investies dans l'environnement. L'entreprise d'Etat SELIKOR collecte, transporte et élimine tous les déchets solides, y compris les déchets encombrants des foyers et les épaves de voitures. SELIKOR rend des comptes au ministre de l'environnement. Aqualectra est la société en charge de l'eau et de l'électricité et elle emploie 700 personnes⁵⁶.

Autres institutions pertinentes

- Le Conseil consultatif de l'environnement ⁵⁷ conseille le gouvernement sur les questions environnementales.
- La Fondation CARMABI⁵⁸ pour la recherche et la gestion de la biodiversité caribéenne a été fondée en 1955. Elle gère neuf aires protégées sur l'île et organise des activités et des projets dans ces parcs pour soutenir le développement durable. La Fondation CARMABI poursuit la mise en place d'un programme d'éducation à l'environnement qui cible 1 200 écoliers par an. C'est la plus grande station de recherche sur le terrain du sud des Caraïbes. Chaque année elle fournit des services et un soutien logistique à quelque 70 chercheurs invités et étudiants diplômés.

4.3 POLITIQUES, STRATÉGIES, PLANS, PROGRAMMES

Le gouvernement néerlandais a préparé un plan de politique de protection de la Nature pour les trois communes des Caraïbes néerlandaises à statut particulier (Saba, Bonaire et Saint-Eustache) et espère que les trois autres pays du Royaume (Curaçao, Sint Maarten et Aruba) voudront se joindre à elles. Les objectifs du plan sont⁵⁹:

- Stimuler la coopération avec Aruba, Curaçao et Sint Maarten pour la promotion de la politique de conservation de la Nature, en mettant en œuvre par exemple des accords de coopération;
- Promouvoir la coopération internationale et les accords sur des politiques de gestion commune avec les pays et territoires riverains de la zone économique exclusive;

54 www.luchtmetingenCuraçao.org

55 <http://www.curports.com/>

56 <http://www.aqualectra.com/en/>

57 Milieuraad

58 <http://www.carmabi.org/>

59 http://www.dcnanature.org/wp-content/uploads/2013/10/EZ_BO_NaturePolicyPlan%20Car.NL_ENG_2.pdf

- Intégrer le soutien à la conservation de la Nature dans la politique et les plans d'action de la Garde côtière du Royaume dans les Caraïbes.

Curaçao a annoncé qu'elle fera une analyse des politiques environnementales et de protection de la Nature actuelles, dans le programme du gouvernement de 2013 à 2016⁶⁰. En attendant, les anciennes politiques et les lois de l'époque où Curaçao faisait partie des Antilles néerlandaises restent toujours en vigueur: le Plan de la politique sur la Nature et l'environnement 2004 -2007, le Plan de la politique de gestion des déchets de 1995 et le Projet de plan de la politique de gestion des déchets de 2009. Il est prévu de réviser et actualiser le Plan de la politique sur la nature nationale et l'environnement de 2004-2007.

Le programme gouvernemental de 2013 - 2016 met l'accent sur une éducation de haut niveau, la santé publique, des conditions de vie saines, la sécurité et l'aide sociale. Les objectifs plus stratégiques sont:

- 1. « L'édification de la nation »,
- 2. Une reprise économique durable et des investissements,
- 3. Une amélioration de la qualité de vie,
- 4. Une promotion de la bonne gouvernance,
- 5. Une gestion budgétaire responsable et prudente.

Le programme annonce que «l'élimination de la pollution et l'identification des zones naturelles sont des questions prioritaires».

Un autre document de cette politique s'intitule «Vision 2025», il est basé sur le programme de renforcement de l'édification nationale du PNUD. La Vision a 4 priorités⁶¹:

- Développer une excellente qualité de vie ;
- Développer des conditions de vie élevées ;
- Renforcer la cohésion sociale et ;
- Développer l'adhésion aux processus de gouvernance démocratique.

L'aspect central du programme du PNUD sur le renforcement de l'édification d'une nation repose sur le développement durable et l'éducation.

Il existe aussi un document politique daté d'avril 2013 décrivant une stratégie économique de plus long terme ⁶². Dans ce plan, le ministère du Développement économique intègre les questions environnementales et de protection de la Nature dans une stratégie économique durable.

Energie

Le premier parc éolien exploité commercialement dans la région a été installé à Curaçao avec une ferme éolienne de 3 MW à Tera Kora puis un parc éolien de 9 MW à Playa Kanoa, commandés respectivement en 1993 et en 2000⁶³. En 2012, Curaçao a élargi ses sources d'énergie renouvelables à 10 nouvelles éoliennes à Playa Kanoa et à Tera Kora⁶⁴. Ces nouvelles éoliennes produisent 130 MWh/jour. Les ONG se plaignent qu'aucune étude d'impact environnemental sur Playa Kanoa n'a été faite⁶⁵.

Tera Kora s'est développée en septembre 2013⁶⁶. Aqualectra, en tant que leader caribéen de l'énergie éolienne, continue de s'engager sur le long terme pour de l'énergie propre avec des objectifs basés sur

60 Version intégrale en hollandais, p40

[http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/resources/6F1BDFBC2506F11304257C8C0055E030/\\$FILE/REGEERPROGRAMMA_DEF.pdf](http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/resources/6F1BDFBC2506F11304257C8C0055E030/$FILE/REGEERPROGRAMMA_DEF.pdf) in English:

[http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/resources/A380A9A1AC44287904257C8C00566641/\\$FILE/RESUMEN%20ENG%202020.pdf](http://www.gobiernu.cw/web/site.nsf/resources/A380A9A1AC44287904257C8C00566641/$FILE/RESUMEN%20ENG%202020.pdf)

61 <http://www.undp.org.tt/NA/Signed%20Capacity%20Development%20for%20Nation%20Building%20of%20Curaçao%20project%20document.pdf>

62 Stratégies pour un développement économique durable à long terme à Curaçao:

http://www.stichtingsmoc.nl/uploads/2013.04.10_Curaçao-Report-ook-Isla.pdf

63 http://www.ecpamericas.org/data/files/Initiatives/lccc_caribbean/LCCC_Report_Final_May2012.pdf

64 <http://www.nucapitalsvcs.com/index.php/playa-kanoa-tera-kora-Curaçao>

65 <http://www.versgeperst.com/nieuws/164543/wettelijke-procedures-windmolenpark-genegeerd.html>

66 <http://www.kkCuraçao.com/?p=36015>

l'énergie éolienne allant jusqu'à 30% d'ici 2020 et une capacité de production de 40% d'ici 2030 (elle est maintenant de 10 à 15%)⁶⁷.

Quant à la protection marine, le parc marin de Curaçao englobe 20 km de littoral, d'Oostpunt à Willemstad. Bien que le gouvernement de l'île l'ait mis en place en 1983, il n'est qu'un « parc sur le papier » avec une base juridique limitée. Seule la collecte de coraux et la chasse sous-marine y sont interdites. Le gouvernement a délégué la gestion du parc marin à la Fondation CARMABI qui a demandé la création d'un parc sous-marin dans la zone où se trouve le parc actuellement⁶⁸. Une nouvelle loi sur la protection du milieu marin est en préparation en ce moment, elle officialisera une fois pour toutes un parc marin à Curaçao en se basant sur le parc marin de Bonaire. Depuis 1997, une ONG bénévole, Reef Care Curaçao, effectue un contrôle régulier du récif.

Le ministère de la Santé publique, de l'Environnement et de la Nature a récemment fait une proposition visant à établir des zones interdites à la pêche. D'autres actions politiques ont à voir avec le programme intitulé Homme et Biosphère de l'Unesco, celui des PEID, la Convention de Ramsar, le Programme pour la biodiversité (voir la section de coopération internationale).

L'aménagement du territoire:

Il existe des plans EROC et EOP destinés respectivement à l'aménagement du territoire et au développement de l'île⁶⁹.

Risques naturels

Une étude d'évaluation des risques portant sur les tsunamis à Curaçao a été préparée⁷⁰, et l'Autorité portuaire de Curaçao (APC) a placé un détecteur de tsunami sur la jetée Mega en 2011. Il mesure le niveau d'eau à l'entrée de la baie de Sainte-Anne. Le système est subventionné par la Commission océanographique intergouvernementale (COI). Le Service météorologique est responsable de l'entretien, de la collecte des données et du système de contrôle de 24 heures⁷¹.

Tourisme

Curaçao a actualisé ses stratégies de développement⁷².

4.4 CADRE LÉGAL

La base juridique de toutes les lois en vigueur à Curaçao (et celles liées à l'environnement et à la protection de la Nature) se trouve dans les programmes gouvernementaux (Regeerakkoord), les plans annuels et la *Instellingsbesluit*.

Curaçao participe aux accords multilatéraux sur l'environnement suivants: Ramsar, CITES, la Convention sur les espèces migratrices, le Protocole de Carthage, la Convention sur la diversité biologique, la Convention de Bâle (sur les déchets), la Convention MARPOL, les Conventions sur le thon, la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières.

En outre, les lois suivantes sont en vigueur: l'ordonnance sur la nuisance de 1994⁷³, l'ordonnance sur la protection de la Nature. Un projet d'ordonnance sur la protection de l'environnement est en cours de préparation. L'ordonnance sur les déchets solides et chimiques⁷⁴ n'est pas activement appliquée.

67 Politique des énergies verte (document non disponible)

68 <http://www.carmabi.org/nature-management/Curaçao-marine-park>

69 Eilandsverordening Ruimtelijke Ontwikkelingsplanning Curacao and Eilandelijk Ontwikkelings Plan, not received from the services.

70 Publié par les services météorologiques et Aquallectra: http://www.meteo.an/include/Pub/documents/RA_final.pdf

71 <http://testing.amigoe.com/english/72686-tsunami-detection-station-on-Curaçao-> and http://www.meteo.an/include/Pub/documents/RA_final.pdf

72 Selon le FMI. Document non disponible.

73 www.luchtmetingenCuraçao.org

74 Vaste en Chemische Afvalstoffenverordening

Il existe également des lois sur les pêches gérées par le Ministère de la pêche et de l'élevage responsable de l'application de ces lois, et qui propose et établit des zones de pêche interdites. Il existe un décret préfectoral⁷⁵.

4.5 SUIVI ET APPLICATION DES LOIS

Le Ministère de la Santé publique, de l'Environnement et de la Nature est responsable de l'application de l'ordonnance sur la nuisance, de celle sur la protection de la Nature et de l'exécution des traités internationaux sur l'environnement.

Le département de la politique sur l'agriculture, l'Environnement et la Nature mesure la qualité de l'air autour de Beth Chaim et Kas Chikitu⁷⁶ et celle des eaux de baignade. Le contrôle de la qualité de l'eau autour de Curaçao a commencé en 2008 pour évaluer l'enrichissement en matières nutritives suite à l'aménagement du littoral⁷⁷.

CARMABI (Institut de biologie marine des Caraïbes ou de recherche et de gestion de la biodiversité des Caraïbes)⁷⁸ est un membre de l'Association des laboratoires marins des Caraïbes et a été fondé en 1955. Il joue un rôle actif dans la surveillance et la gestion de plusieurs zones protégées:

- Le parc Christoffel (2300 ha) avec des orchidées sauvages, la palabrua (chouette native rare) le cerf de Curaçao (il en reste seulement 250) ;
- Le parc Boka Shete, connu pour la nidification des tortues ;
- Le parc marin (ou sous-marin) de Curaçao créé en 1983, qui couvre 20 km de récifs de la côte sud, s'étendant de l'extrémité est jusqu'à l'ouest. Certains des récifs les plus développés se trouvent dans ce parc⁷⁹.

La nouvelle station de recherche récemment construite peut désormais accueillir jusqu'à 30 personnes, elle offre des équipements de plongée modernisés (Nitrox) et possède de nouveaux bateaux.

Reef Care a mis en place un système de contrôle des récifs coralliens qui est géré par des bénévoles.⁸⁰

4.6 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Le Ministère de la Santé publique, de l'Environnement et de la Nature a le devoir de développer la recherche environnementale de terrain et la sensibilisation du public. Le Département chargé de l'établissement des politiques travaillera bientôt avec un système d'information géographique (SIG) qui intégrera les données géographiques et statistiques, et ces données seront à la disposition du public et d'autres ministères. Un grand nombre de données est disponible mais pas encore accessible au public.

Le département chargé de l'établissement des politiques prépare aussi des programmes de sensibilisation destinés aux enfants de 8 à 12 ans. Ce département souhaite également développer un programme d'études pour les écoles, comprenant des aspects environnementaux et de protection de la Nature. Il existe aussi des cours sur les nuisances sonores destinés aux inspecteurs de l'environnement. Le Ministère de la santé d'Amsterdam dispense des cours sur la pollution de l'air⁸¹.

Plusieurs ONG font un travail de sensibilisation.

⁷⁵ Politieverordening

⁷⁶ www.luchtmetingenCuraçao.org

⁷⁷ Base du récif étude 2008

⁷⁸ L'institut reçoit actuellement env. 200 scientifiques par an pour faire de la recherche et différentes universités qui assistent aux cours sur l'écologie des récifs coralliens. Est membre de l'Association des laboratoires marins des Caraïbes <http://www.amlc-carib.org/>

⁷⁹ Pors, article UNESCO: <http://www.unesco.org/csi/pub/papers/pors.htm>

⁸⁰ IUCN, 2008, Changement climatique et biodiversité dans l'Ostre-mer européen, Jérôme Petit & Guillaume Prudent. chapter 2.4

⁸¹ GGD.

4.7 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

A Curaçao, les véhicules sont taxés et cette taxe sert à payer le traitement des voitures mises au rebut. Les cotisations (Leges) s'élèvent à 200 € par permis par an (selon la législation applicable aux nuisances).

5 COOPÉRATION

5.1 COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE

Le CARICOM gère un forum comprenant des groupes de travail (CARIFORUM) pour stimuler la coopération régionale et l'intégration de toutes les îles des Caraïbes dans les questions d'aides, de commerce et d'investissement, de gestion des désastres, de politiques de communication/énergie/transport.

Le PNUD soutient l' "Édification de la nation" par le biais d'un programme de renforcement des compétences⁸².

Avec les Pays-Bas

En 2011, à la demande de Curaçao, les Pays-Bas ont ajouté une ancienne zone de plantation de l'ouest de Curaçao à leur liste provisoire de 11 sites à proposer au Comité du patrimoine mondial (CPM) pour que cette ancienne plantation soit intégrée au patrimoine mondial. Tous les sites de la liste provisoire feront l'objet d'une analyse comparative entre 2011 et 2014.

Le gouvernement néerlandais a annulé la majeure partie de la dette des Antilles néerlandaises, mais Curaçao a encore une dette⁸³. Le poids de cette dette est l'une des raisons pour laquelle les Pays-Bas veulent contrôler étroitement la manière dont fonctionne le pays. En Octobre 2013, le ministre néerlandais de l'intérieur et des affaires du Royaume a visité Curaçao pour aborder les questions relatives au budget et à la pollution (de la raffinerie de pétrole)⁸⁴.

5.2 COOPÉRATION AVEC L'UE

Le 9ème FED comprenait l'amélioration des routes, le drainage et système d'égout, des réverbères et l'assainissement des sentiers pédestres dans les Antilles néerlandaises. En ce qui concerne Curaçao, cela a eu lieu dans deux quartiers particuliers (Parerawijk-Cocowijk et Nieuw Nederland). Dans le cadre du 10ème FED, Curaçao a proposé de poursuivre cette stratégie et d'améliorer les infrastructures dans les zones socialement défavorisées: Kortijn, Tera Kora, bloc Sapate H, Fortuna Ariba Phase 2 et Nieuw Nederland⁸⁵. Un montant de 11 250 millions € a été alloué au programme du 10ème FED.

Curaçao est également impliqué dans un certain nombre de programmes régionaux financés par l'UE pour les PTOM néerlandais et britanniques:

- Initiative régionale de réduction des risques R3i ⁸⁶ ;
- Pour la stimulation de stratégies territoriales innovantes ;
- Pour favoriser les PME (10^{ème} FED) ;
- Faire face aux problèmes de VIH/Sida (9ème FED).

⁸²<http://www.undp.org.tt/NA/Signed%20Capacity%20Development%20for%20Nation%20Building%20of%20Curaçao%20project%20document.pdf>

⁸³ Un passif d'1 millions de \$ selon: http://www.bbc.co.uk/caribbean/news/story/2010/10/101008_Curaçao101010.shtml

⁸⁴ <http://www.nieuws360.com/laatste-nieuws/plasterk-levert-verslag-werkbezoek-Curaçao-bonaire-tweede-kamer/>

⁸⁵ DOCUP pour Curaçao: http://ec.europa.eu/europeaid/where/octs_and_greenland/documents/signed-sp-06-2012.pdf

⁸⁶ http://www.bb.undp.org/content/barbados/en/home/operations/projects/crisis_prevention_and_recovery/R3i/

6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Curaçao est en train d'édifier une nouvelle nation depuis le 10 octobre 2010, sa vision et ses objectifs stratégiques de développement social et économique sont à long terme. L'un d'entre eux consiste à augmenter radicalement la production d'énergie durable. Dans les autres domaines qui ont trait à la Nature et à l'environnement, les vieilles politiques et les lois de l'époque des Antilles néerlandaises sont toujours en vigueur mais elles doivent être révisées/mises à jour. La pollution de l'air causée par la raffinerie reste un problème non résolu en dépit des nombreuses études et scénarios de réforme.

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier de mise en œuvre	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Réglementer les composantes environnementales pour l'utilisation durable des ressources et la protection de l'environnement	Élaborer une ordonnance sur la protection de l'environnement						
	Activités						
	Mobiliser l'assistance technique d'experts juridiques et techniques sur le plan local et international. Mettre au point une ordonnance sur la gestion des déchets, de l'eau et des eaux usées, la pollution de l'air, la gestion des substances dangereuses, l'évaluation de l'impact environnemental, les nuisances sonores, et les sources terrestres de pollution.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier de mise en œuvre	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Renforcer le cadre juridique portant sur l'aménagement du territoire	Développer l'aménagement du territoire et sa législation						
	Activités						
	Légiférer et faire appliquer la loi sur l'utilisation des terres et les plans d'aménagement. Légiférer et faire appliquer la loi sur la désignation et la gestion des aires protégées.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier de mise en œuvre	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Renforcer l'application de la législation environnementale							
	Activités						
	Réglementer davantage et mettre en place les lignes directrices sur le processus EIE y compris le suivi post-EIE conformément aux normes modernes de bonne pratique. Introduire des systèmes d'audit environnementaux, de santé et de sécurité, c'est à dire pour les activités les plus polluantes.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier de mise en œuvre	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Soutenir la mise en place totale des AME				Le gouvernement néerlandais			
	Activités Aider les îles à formuler et appliquer leurs propres lois Au moment où les compétences augmentent, accroître les responsabilités au niveau territorial.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier de mise en œuvre	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Améliorer les eaux de baignade notamment pour donner une valeur ajoutée au tourisme							
	Activités Susciter l'adhésion au système de drapeau bleu de l'UE sur les plages Mettre en place une base de données sur la qualité des eaux de baignade						

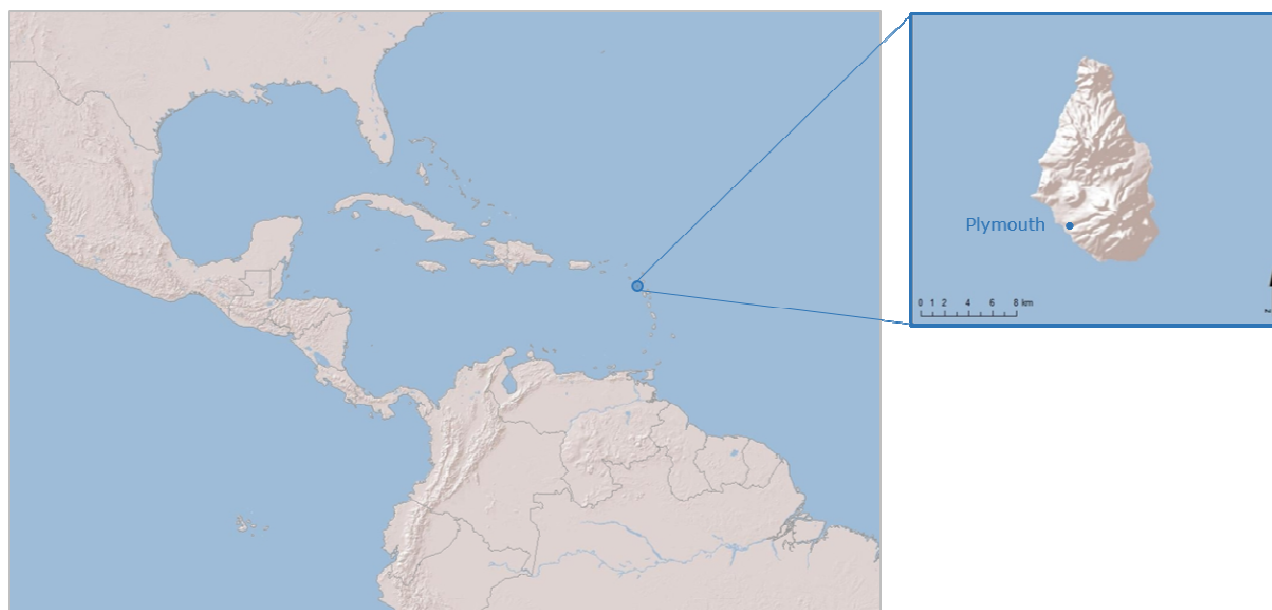
Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier de mise en œuvre	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Renforcer les systèmes de suivi							
	Activités Organiser une étude des pollutions sonores dans différentes zones de Curaçao. Installer des équipements de suivi du bruit dans les zones sélectionnées. Mettre en place un système de suivi de la pollution de l'air. Créer un système d'information géographique (GIS) pour cette information et aussi pour la qualité de l'eau						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier de mise en œuvre	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Améliorer la gestion des déchets et des eaux usées	Développer des outils de gestion et remettre en état les sites pollués						
	Activités Développer des outils de gouvernance (politiques, stratégies, plans d'action) en termes de gestion des eaux usées et des déchets Evaluer la gravité des sites pollués et mettre en place un programme de remise en état Mobiliser des fonds pour agir.						

ANNEXE G : MONTSERRAT

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

MONTserrat



Résumé	194
Informations générales	194
Biodiversité, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale	196
Etat de l'environnement	197
Gouvernance environnementale	200
Coopération internationale.....	209
Conclusions et recommandations.....	210

Montserrat est une île en forme de poire souvent décrite comme l'île d'émeraude des Caraïbes et c'est l'un des territoires d'outre-mer du Royaume-Uni les plus riches en termes de biodiversité. L'île¹ est couverte de forêt tropicale verte et luxuriante traversée de ruisseaux qui descendent vers une côte accidentée entrecoupée de plages exotiques de sable noir et gris argenté. Le tourisme a considérablement diminué à Montserrat à cause des irrptions volcaniques qui ont commencé en 1995. Bien que l'île ait fait d'énormes progrès pour se rétablir de l'activité volcanique passée et intégrer cette activité courante dans son quotidien, le volcan reste un facteur dominant pour l'environnement de Montserrat. Le volcan a causé d'importants dommages à la biodiversité et ses écosystèmes (y compris le premier site Ramsar de l'île, les récifs coralliens, les zones protégées terrestres et certaines espèces de la flore et de la faune); il a intensifié les menaces qui pèsent sur les espèces endémiques et les espèces restreintes significatives pour la conservation mondiale, et a eu un impact négatif majeur sur le tourisme, l'agriculture et la pêche. Le recrutement et la formation du personnel à la gestion de l'environnement a été difficile en raison du manque de ressources financières suffisantes. D'autres défis environnementaux sont liés aux espèces exotiques invasives comme les rats, les cochons sauvages, les chèvres, les moutons et les bovins qui ont un impact sur les espèces endémiques. Il est également nécessaire de créer de nouveaux services et surtout de développer un système de gestion des déchets et de mettre en place des infrastructures efficaces. Un des avantages des éruptions volcaniques est le développement significatif de la plupart des plages dû aux dépôts de sable volcanique, ce qui a servi de barrière face à l'élévation du niveau de la mer.

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom du pays	Montserrat
Région	Caraïbes
Superficie	102,6 km ² , 44 km ² habitables
Zone économique exclusive	7 582 km ²
Population	4 922 (recensement 2011 ²) <i>Une estimation de juillet 2013: 4 959.</i> Avant la première éruption volcanique en 1995, Montserrat avait 10 400 habitants; 62,5% de la population a émigré depuis.
PIB/Habitant	9 271,45 €, est. 2012
Taux d'alphabétisation	96% (toute personne ayant plus de 10 ans, pouvant lire et écrire un texte court et simple)
Taux de chômage	6,5% (recensement 2011)
Pauvreté	36% de la population est pauvre ³ et 20% sont vulnérables.

Montserrat est une île volcanique de 17,7 km de long et 11,3 km de large, située à 43 km au sud-ouest d'Antigua et à 92 km au nord-ouest de la Guadeloupe. L'île est montagneuse, avec trois principales zones de montagne aux altitudes supérieures à 740m, cette île est couverte d'une végétation tropicale dense traversée de ruisseaux et de cascades. Le littoral est accidenté et n'abrite pas contre les diverses conditions météorologiques, bien qu'il existe plusieurs mouillages pour se protéger des alizés.

En juillet 1995, le volcan la Soufrière dans le sud de l'île est entré en activité pour la première fois en 350 ans. En avril 1996, une augmentation de l'activité pyroclastique a provoqué l'évacuation de la capitale Plymouth et de la majeure partie du sud de l'île. L'île a été divisée en deux zones: une zone de sécurité

1 En savoir plus: <http://www.travel2thecaribbean.com/montserratlandvacation.html#sthash.1f9kDZVK.dpuf>

2 <http://www.gov.ms/wp-content/uploads/2011/02/Montserrat@AGlance.pdf>

3 Gouvernement de Montserrat et Banque de développement des Caraïbes, Rapport final, Evaluation de la pauvreté du pays, Volume 2. Matériel supplémentaire, juillet 2012

dans le nord couvrant un tiers de l'île et sur lequel se trouvent toutes les constructions et activités associées, une zone d'exclusion dans le sud couvrant les deux tiers restants de l'île et une zone d'exclusion marine comprenant la capitale Plymouth (qui a été abandonnée en 1997). On a évacué la zone d'exclusion puisque 65% du parc de logements et 90% des bâtiments commerciaux ont été détruits. L'activité volcanique s'est poursuivie depuis, avec la dernière éruption survenant en février 2010.

L'éruption volcanique a gravement affecté l'activité économique de l'île et son accès, en raison de la destruction de l'aéroport en 1997 et de l'accès restreint au port de Plymouth; l'agriculture et le tourisme ont été gravement perturbés avec une baisse de 21% du PIB en 1997. L'éruption a également affecté le contexte social, les familles et les communautés et a affaibli le tissu social de l'île.

Les principales activités commerciales et les bureaux du gouvernement sont maintenant concentrés dans le nord-ouest de Montserrat, dans la zone de Brades, Sweeney, Carr's Bay et Little Bay. Brades est *de facto* la capitale. On a proposé un nouveau port dans la Carr's Bay et un aéroport a été construit à l'intérieur des terres de Gerald.

La majorité de la population⁴ (88,4%) est de descendance africaine; le reste de la population étant métissé 3,7%, d'origine hispanique 3%, blanc 2,7%, indien 1,5% et a d'autres origines 0,7%. En 1995, la population de Montserrat arrivait presque à 10 400 habitants, mais les deux tiers des habitants ont fui l'île en raison de l'activité volcanique. En 2006, la population de Montserrat était de 5 028 hab., et en 2007 elle a chuté à 4 800 habitants. Actuellement Montserrat a une population d'environ 5 000 habitants y compris les migrants (environ 27% de la population) qui viennent principalement des pays anglophones de la CARICOM et de la République dominicaine.

Les années 1990 ont été dramatiques pour l'économie de Montserrat. En 1981, Montserrat n'avait plus besoin du soutien budgétaire du Royaume-Uni, mais l'ouragan Hugo de 1989 a endommagé environ 90% de tous les biens de l'île. On a dû investir environ 16 millions £ d'aide britannique pour reconstruire les infrastructures. En 1995, Montserrat était sur le point de se rétablir après Hugo et présentait un excédent budgétaire. La crise volcanique permanente qui a commencé en 1995, a non seulement augmenté les dépenses du gouvernement pour les secours et la reconstruction, mais a aussi considérablement réduit l'assiette fiscale. L'île a reçu 324 m£ entre 1997-98 et 2011-12. Le DFID (Département du développement international du gouvernement britannique) prévoit d'apporter plus de 34 m £ chaque année de 2012-13 à 2014-15 pour aider Montserrat à être autosuffisante. Même avec ce soutien, il continue d'y avoir une grave pénurie en ressources humaines en plus de la hausse du chômage, de l'augmentation de la vulnérabilité et de la dépendance, et des niveaux plus élevés de pauvreté.

Le secteur de la construction a bénéficié de l'aide extérieure, ainsi, le développement de la zone de sécurité et le nouvel aéroport (devenu opérationnel en juillet 2005) ont été financés conjointement par le DFID et l'Union européenne. L'économie a progressé entre 2006 et 2008, mais a ralenti en 2009 et 2010 en raison de la crise économique mondiale. L'inflation est restée inférieure à 5% de 2006 à 2010. En 2013, les plus grands contributeurs au produit intérieur brut étaient l'administration publique, la défense et la sécurité sociale obligatoire (33,5%).

Montserrat avait une industrie touristique florissante avant 1995, ce qui représentait un tiers du PIB de l'île. L'activité volcanique a décimé cette industrie. En 1993, environ 32 000 touristes ont visité Montserrat et 21 000 y ont séjourné, et on a estimé les dépenses des visiteurs à 54 M €. Cependant, de 1996 à 1998 les arrivées ont chuté jusqu'à 10.000 touristes. En 2007, le nombre de touristes était d'environ 10 000 et est passé à 7 000 en 2011. En 2012, Montserrat a accueilli un total de 9 905 visiteurs. Les revenus du tourisme ont continué de baisser de 5,9 M € en 2000 à 3,3 M € en 2011. Le développement de l'écotourisme est considéré comme un élément important du projet de réaménagement de l'île; cette opportunité offre la possibilité de combiner la conservation de la

4 Recensement 2011 de Montserrat.

biodiversité et la croissance économique. Cela comprend l'observation des oiseaux, la randonnée et différents sports d'eau. En 2012, la contribution du tourisme au PIB était estimée à 2,75%.

L'activité volcanique a aussi énormément affecté la production agricole. Entre 1995 et 1997, toutes les grandes zones de production agricole ont été détruites ou considérées comme dangereuses. La majorité des zones de terres agricoles fertiles, de pâturages et de pêche sont dans la zone d'exclusion à accès restreint ou interdit. Par conséquent, la contribution de l'agriculture et de la pêche au PIB est passée de 5,4% en 1994 à environ 1,6% en 2012, le gouvernement a mis en place un certain nombre de programmes pour atteindre l'autosuffisance dans la production de certains produits agricoles.

Les plateaux peu profonds et les poissons de récif et pélagiques de la côte ont été modérément à fortement exploités et sont peu susceptibles de supporter une plus forte exploitation. La concentration de la population dans la zone de sécurité vers la partie nord de l'île a conduit à une pêche particulièrement intense dans cette zone, et à une baisse des captures. Mais la possibilité d'exploiter davantage la pente profonde et le banc de poissons est envisageable. En 2013, la contribution du secteur de la pêche au PIB était de 0,35%.

L'île dispose d'une importante ressource en sable volcanique située sur la côte du fait des éruptions continues. L'extraction et l'exportation de ce sable a augmenté de façon constante au cours des 15 dernières années. Au départ, on extrayait le sable près du village de Trants, principalement le long de la côte orientale qui est moins peuplée. Une éruption en 2010 a couvert cette région de matériaux pyroclastiques récents en détruisant l'équipement et les routes, ce qui a poussé les entreprises d'extraction de sable à chercher un autre emplacement. L'extraction de sable se fait maintenant dans la vallée de Belham, à l'ouest de l'île. Les matériaux extraits sont destinés aux marchés locaux et régionaux. Une gestion de l'environnement et des protocoles de santé et de sécurité pour l'industrie, sont en cours de développement.

2 BIODIVERSITÉ, ENDÉMISME ET IMPORTANCE POUR LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

On a décrit onze types de végétation distincte sur Montserrat, à savoir: la mangrove, la forêt du littoral, la forêt d'épineux, la forêt de feuillus saisonnière, la forêt à feuillage semi-persistant saisonnière, les fougères arborescentes, la végétation volcanique, la forêt tropicale, les bourgeons de palmier, la forêt tropicale de basse montagne et la forêt nébuleuse tropicale ou forêt primaire.

La quasi-totalité du couvert forestier originel de Montserrat a été abattu par les premiers colons européens pour l'agriculture ou l'exploitation du bois. Plus récemment, Montserrat a perdu environ 45% de sa forêt à cause de l'activité volcanique; cette perte a été accentuée par la présence de bétail errant dont le nombre a augmenté de façon significative après l'émigration d'une proportion importante de la population de l'île. Actuellement, la superficie des forêts est de 5 656 ha répartis de la façon suivante : forêt humide (439 ha), forêt mésique (3 027 ha), forêt du littoral (484 ha), forêt sèche (1 696 ha), et forêt primaire (9,3 ha).

Montserrat partage un riche biotope et un endémisme élevé avec d'autres îles des Petites Antilles. L'inventaire des plantes de Montserrat rapporte 795 espèces indigènes connues dont 78 sont restreintes et représentent donc les espèces de plantes les plus importantes en termes de conservation. On a répertorié trois plantes endémiques sur Montserrat. Deux de ces plantes, le rondelier à feuilles de buis (*Rondeletia buxifolia*) et l'orchidée de Montserrat (*Epidendrum montserratense*) sont très restreintes, la grande majorité d'entre elles ne sont pas protégées. La troisième plante endémique, la *Xylosma serratum*, n'a pas été retrouvée récemment et on soupçonne qu'elle est éteinte. L'emblème national, l'oriole de Montserrat, est gravement menacé; c'est une icône pour l'éducation environnementale et le seul oiseau endémique de l'île trouvé sur Montserrat. Le «poulet de montagne» gravement menacé est une des plus grandes grenouilles terrestres au monde et le plus grand prédateur de Montserrat et de la

Dominique, ses îles d'origine. Plusieurs autres espèces sont limitées à Montserrat et aux îles voisines. Il existe deux espèces de reptiles endémiques de Montserrat: le Galliwasp de Montserrat (*Diploglossus montiserrati*) et l'Anolis de Montserrat (*Anolis lividus*) et quatre sous-espèces endémiques de reptiles : l'Améïve de Montserrat (*Ameiva pluvianotata*), le Gecko nain des îles Sous-le-Vent méridionales (*Sphaerodactylus fantasticus ligniservulus*), la couleuvre de Montserrat (*Alsophis antillensis manselli*) et le serpent-minute de Montserrat (*thyhlops monastus*). Il existe deux sous-espèces de chauves-souris que l'on trouve désormais uniquement à la Guadeloupe et à Montserrat: le Sturnire (*Sturnira thomasi vulcanensis*) et la chauve-souris à raie blanche des Antilles (*Chiroderma improvisum*). Une sous-espèce de chauve-souris supplémentaire, la chauve-souris arboricole (*Ardops nicholli montserratensis*) qui se limite à Montserrat.

Montserrat héberge au moins 132 espèces d'arbres, 146 espèces d'oiseaux (dont 34 espèces nicheuses, 90 migratrices régulières et 11 espèces restreintes), et 13 mammifères. Trois espèces d'amphibiens, 11 reptiles terrestres et 10 espèces de chauves-souris indigènes sont aujourd'hui référencés à Montserrat.

Les habitats marins de Montserrat se composent de petites étendues et de franges de récif corallien avec des poches d'herbiers marins, du sable et des sédiments sur le fonds, qui sont dispersés autour de l'île et souvent le long du rivage. Les ressources marines de Montserrat subissent deux sortes d'impact: les sédiments (cendres volcaniques suspendues dans l'air, cendres et débris des eaux de ruissellement et sédiments benthiques remis en suspension) et les courants côtiers.

Les herbiers marins poussent dans des habitats peu profonds et abrités, ils sont liés aux écosystèmes des récifs de Montserrat et constituent d'importants habitats pour les poissons de mer, la conque et les tortues marines. La présence de tortues dépend de la quantité et qualité des herbiers marins disponibles, puisque ceux-ci constituent leur site d'alimentation principal. La perte des herbiers marins pendant la saison des ouragans de 1995 a eu un impact significatif sur la population de tortues dans le nord de l'île. Le nombre accru d'observations récentes de tortues peut indiquer que les herbiers marins recommencent à croître. Toutes les plages de l'ouest de l'île sont des sites de nidification importants pour les tortues vertes, imbriquées et luth; de lourds dépôts de cendre volcanique ont empêché la nidification des tortues sur certaines plages.

Il y a trois zones terrestres protégées couvrant 11% de la superficie totale des terres et 30% de la zone volcanique de sécurité. Les zones protégées comprennent: la réserve forestière Centre Hills et les forêts protégées; la réserve forestière Silver Hills et le sanctuaire Foxes Bay Bird qui a été décimé par l'activité volcanique. En outre, la plupart des ghâts, ravins et terres escarpées ont reçu *de facto* le statut d'aires protégées.

3 ETAT DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 VUE D'ENSEMBLE

L'activité volcanique en cours, qui a débuté en 1995, a causé des dommages importants à l'environnement de Montserrat. Des nuages entiers de sédiments ont pénétré dans la mer dans plusieurs endroits, faisant des dégâts graves sur les récifs du sud et de l'est de l'île. Les dépôts directs de cendre et les sédiments flottants ont conduit au blanchissement des coraux et à une augmentation de leurs maladies. La plus grande mangrove – le sanctuaire d'oiseaux Foxes Bay Bird – a été détruite par des dépôts de cendre et l'envasement.

On étudie les effets des éruptions sur les plantes et les animaux de l'île quand les circonstances le permettent. Le suivi approfondi des principales espèces de l'avifaune y compris l'oriole de Montserrat,

ainsi que le poulet de montagne et d'autres espèces indicatrices principales est en cours. Le *Galliwasp Species Action Plan* (SAP, Plan d'action pour les espèces Galliwasp)⁵ a été élaboré en 2010. Toutefois, on va revoir le SAP prochainement pour mettre en place des mesures de conservation.

Suite à la réinstallation d'une grande partie de la population dans la partie nord de l'île, des villages de l'île ont élargi leurs frontières, mais ce développement semble avoir été limité aux terres qui étaient autrefois occupées par des agriculteurs, en opposition à l'intrusion dans les zones forestières. Cependant, la Galliwasp endémique se trouve sur les franges d'un quartier résidentiel et est donc susceptible d'être durement touché si des mesures de conservation ne sont pas prises.

Des entreprises privées collectent les ordures sur Montserrat. Avant la crise volcanique, un terrain de 22 ha avait été acquis pour le développement d'un site d'enfouissement sanitaire, mais le site a dû être abandonné parce qu'il était situé dans la zone d'exclusion. Un lieu d'immersion temporaire a été établi à Little Bay dans le nord, mais a été remplacé par un site de 12 ha géré par le gouvernement. Les défis à relever en matière de gestion de ce site sont le manque d'équipement suffisant pour creuser des tranchées au moment voulu, le compactage et l'enfouissement des déchets. Le développement et la mise en œuvre des programmes de santé environnementale comprenant des systèmes de gestion intégrée des déchets, avec des normes et règlements qui permettront de réduire l'impact des déchets sur les écosystèmes, sont identifiés comme prioritaires dans le cadre du Plan de développement durable (2008-2020) - voir section 4.3 ci-dessous. La gestion des déchets solides reste un grave problème environnemental et il est nécessaire pour le développement et l'exécution d'un plan de gestion globale des déchets solides d'y intégrer la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets.

La plupart des ménages reçoivent l'eau courante et éliminent les eaux usées sur place (fosse septique et puisard) et par des installations domestiques et mécaniques de traitement des eaux usées ou par des systèmes communautaires de traitement.

3.2 PRINCIPAUX DÉFIS

En 2005, l'Indice de vulnérabilité environnementale⁶ a indiqué que Montserrat était *très vulnérable* en dépit du manque d'informations sur la question puisque seulement 48% des sujets ont été traités.

Les problèmes les plus urgents identifiés alors étaient: le pourcentage de terres à moins de 50 m au-dessus du niveau de la mer; la distance au continent le plus proche; la vulnérabilité aux tsunamis; le nombre d'espèces connues qui migrent hors de la zone territoriale à tout moment au cours de leur durée de vie (y compris les espèces terrestres et toutes les espèces aquatiques) / zone terrestre; le nombre d'espèces menacées et vulnérables par tranche de zone terrestre de 1000 km² (définitions de l'UICN); et le nombre de traités sur l'environnement en vigueur dans le pays.

Les principaux défis environnementaux auxquels fait face Montserrat ont également été identifiés dans les profils environnementaux de 2006-07 et leur gravité est résumée dans le tableau ci-dessous.

Problèmes	Situation en 2006-07
Exposition à de multiples risques naturels	Grave
Conservation de l'unique environnement naturel de Montserrat	Modéré

Les nouveaux problèmes sont:

Problèmes	Situation actuelle
Biodiversité	Grave
Zone côtière et marine	Grave
Gestion des déchets solides et liquides	Modéré

⁵ http://www.durrell.org/library/Document/Galliwasp_SAP.pdf

⁶ http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html

Espèces étrangères invasives	Modéré
Contraintes liées à la capacité	Modéré

Problèmes	Situation actuelle
Biodiversité	<p>En dépit de leur petite taille, les ressources écologiques et biologiques de Montserrat sont d'importance nationale, régionale et mondiale en termes de conservation, parce qu'elles représentent notamment un ensemble d'îles et d'espèces régionales endémiques de la faune et de la flore ainsi que huit espèces de vertébrés et de plantes menacés au niveau mondial. Ces ressources fournissent aussi des biens et services environnementaux importants pour des conditions de vie et une qualité de vie durables. Les principaux défis pour la biodiversité sont le changement climatique, la perte/fragmentation de l'habitat du fait du développement des pratiques agricoles et de l'aménagement du territoire, les espèces étrangères invasives et la récupération de l'eau.</p>
Zone côtière et marine	<p>Le changement climatique est susceptible d'affecter gravement la zone côtière et marine par l'élévation du niveau de la mer, les eaux plus chaudes et plus acides, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des tempêtes tropicales. Certains des impacts sont l'érosion de la côte, la perte de sa beauté et la destruction des récifs coralliens et herbiers marins.</p> <p>L'ensemble du littoral bénéficie de millions de tonnes de sable volcanique qui ont été déposées le long des rives, faisant effet tampon contre l'élévation du niveau de la mer et des marées de tempête, et créant des espaces de loisirs supplémentaires.</p> <p>Il est nécessaire de créer un plan de gestion intégrée des zones côtières afin d'inclure un inventaire et une cartographie des actifs marins et côtiers et de mettre en place un contrôle de l'environnement côtier et marin.</p>
Déchets solides et liquides	<p>La gestion des déchets solides reste un grave problème environnemental et il est nécessaire pour le développement et l'exécution d'un plan de gestion globale des déchets solides d'y intégrer la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets. Le gouvernement devrait également développer une politique d'approvisionnement qui limite ou interdit l'utilisation de matériaux non biodégradables tels que le polystyrène et les plastiques. Le plan de gestion proposé devrait être actualisé par une étude sur la catégorisation des déchets.</p> <p>Avant le déclenchement des éruptions volcaniques en 1995, les déchets liquides étaient éliminés par des systèmes d'assainissement sur place: fosse septique et puisard à côté des habitations individuelles. Après l'évacuation des deux tiers méridionaux de l'île, on a construit des communautés importantes dans des zones telles que Davy Hill et Lookout. Par conséquent, en plus des fosses septiques et des systèmes de puisard, on a installé des systèmes mécaniques communautaires de traitement des eaux usées : on utilise des usines de traitement des eaux à aération prolongée et des fosses septiques avec champ d'épandage et puisards.</p> <p>Les sols dans le nord de l'île sont beaucoup moins profonds que dans le sud, surtout en raison de la roche mère et de l'érosion accélérée du sol provoquée par de mauvaises pratiques d'utilisation des terres. Ces sols ne sont donc pas aptes à accueillir des augmentations significatives de déchets liquides.</p> <p>Il est nécessaire de prendre des dispositions adéquates pour tenir compte de l'augmentation probable des déchets liquides, ce qui va certainement se produire étant donné l'essor constant de Little Bay Town Centre, et le développement et repeuplement prévus de l'île. L'élaboration d'un plan directeur pour les eaux usées serait un pas dans la bonne direction.</p>
Espèces exotiques invasives	<p>Un grand nombre d'espèces exotiques invasives nuit à l'environnement de Montserrat. Il s'agit notamment des ongulés (porcs, chèvres, moutons et bovins), de la rascasse volante, du chytride (<i>Batrachochytrium dendrobatidis</i>) et d'un certain nombre d'espèces végétales.</p> <p>Les ongulés détruisent les pousses et la biodiversité, accélèrent l'érosion des sols et contribuent à la détérioration générale de la forêt. La rascasse volante mange des petits poissons, des invertébrés et mollusques en grandes quantités, réduisant ainsi les populations indigènes.</p> <p>Le Chytride empêche les amphibiens de respirer par la peau ce qui finit par les tuer. Le Chytride a gravement affecté le poulet de montagne (<i>Leptodactylus fallax</i>), ce qui a généré 80% de pertes dans la population. Des efforts sont en cours pour sauver l'espèce de l'extinction.</p> <p>Les plantes invasives sont l'Allamanda pourpre (<i>Cryptostegia grandiflora</i>), le Filao (<i>Casuarina equisetifolia</i>), le Jamun (<i>Syzygium cumini</i>) et le Mimosa (<i>Mimosa sp.</i>).</p>

	Montserrat devrait élaborer une <i>comprehensive Invasive Species Strategy</i> (ISS, stratégie globale pour les espèces invasives) comprenant des protocoles nationaux de biosécurité. Cela pourrait servir de modèle pour les autres territoires d'outre-mer des Caraïbes britanniques.
Capacité (humaine et financière)	L'insuffisance des ressources humaines et financières sont des obstacles importants à la bonne gestion de l'environnement et, par extension, au développement durable. Un examen complet de l'organisation du Ministère de l'environnement et d'autres organisations impliquées dans la gestion de l'environnement est nécessaire, pour fournir efficacement les organismes gestionnaires de l'environnement en personnel compétent, en financement et en équipement.

Autres problèmes environnementaux

Le changement climatique. La faible densité d'installations peu élevées rend Montserrat moins vulnérable au changement climatique (élévation du niveau de la mer et marées de tempête) que d'autres îles des Caraïbes et du Pacifique. Néanmoins, la poursuite de l'érosion des plages et la fréquence des tempêtes tropicales plus intenses ne favorisera pas la fragile industrie touristique émergente de Montserrat. Les dégâts causés aux récifs coralliens et aux herbiers marins mènera à la perte de l'habitat pour les poissons, les tortues et la conque. Ceci conduira à de plus petites prises de poissons menaçant la pêche et les moyens de subsistance associés au tourisme.

Par ailleurs, quand les vents soufflent fort, la vitesse du vent augmente généralement avec l'altitude. Les zones proches du bord des escarpements vont donc attirer des vitesses plus élevées que la vitesse normale, rendant les constructions de ces zones plus vulnérables aux dangers du vent; c'est une préoccupation pour Montserrat, étant donné sa topographie montagneuse et la fréquence et intensité des tempêtes tropicales à cause du changement climatique.

La probabilité que l'archipel des îles Sous-le-Vent connaisse des périodes de sécheresse plus longues peut avoir un impact sur l'hydrologie des bassins versants, qui sont non seulement importants en termes de services environnementaux mais aussi riches écologiquement.

4 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

4.1 CONSTITUTION

Le monarque du Royaume-Uni est le chef d'Etat des îles Vierges britanniques, il est représenté par un gouverneur. Le gouverneur se charge de la sécurité nationale (y compris la police), des affaires étrangères, de la défense, de la fonction publique, et des services financiers offshore. L'île a un Cabinet et une Assemblée législative monocamérale (11 sièges, 9 élus par vote populaire direct, un Procureur général et un Secrétaire des finances à titre de membres d'office). Le Premier ministre est habituellement la personne qui a le soutien de la majorité des représentants élus à l'Assemblée. Les élections ont lieu tous les cinq ans au suffrage universel. Les dernières élections eurent lieu le 8 septembre 2009.

Le nouvel ordre constitutionnel est entré en vigueur en septembre 2011, en remplaçant la précédente constitution de 1989 (telle que modifiée). Il a été l'objet de négociations entre le gouvernement britannique et le Conseil législatif de Montserrat pendant plusieurs années et fut soumis à une large consultation publique. La loi de Montserrat est basée sur le droit commun anglais qui est complété par la législation locale.

4.2 CADRE INSTITUTIONNEL

Le *Ministry of Agriculture, Lands, Housing and Environment* (MALHE, Ministère de l'agriculture, des terres, du logement et de l'environnement) est responsable du développement de la politique sur la

gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Il est constitué de six sections principales- *Administration* (Administration), *Environmental Management* (Gestion environnementale), *Agriculture* (Agriculture), *Lands and Survey* (Terres et Registre), *Physical Planning* (Aménagement du territoire) et *Housing* (Logement). Un ministre et un secrétaire permanent dirigent ce ministère. Le budget global du ministère est d'environ 7,08 M\$ CE (1,88 millions €), dont un tiers est pour l'environnement. Le ministère dispose d'un effectif total de 87 personnes.

The Department of Environment (DOE, Département de l'environnement) est responsable, entre autres, de la gestion et mise en œuvre de la politique environnementale; de la conservation et la recherche sur la biodiversité; de la gestion des aires protégées (terrestres et marines); des Accords environnementaux multilatéraux (AEM); du changement climatique; de la foresterie durable et de la gestion des bassins versants; de la sensibilisation du public, de la diffusion et de la collecte et gestion des données environnementales.

Le MALHE a établi l'Autorité en charge du développement des terres de Montserrat en 1971 pour promouvoir une utilisation efficace et économique des terres.

The Physical Planning Unit (PPU, Unité de l'aménagement du territoire) se charge du développement ordonné et progressif des terres, de leur acquisition, de leur conservation et de la gestion des constructions et sites historiques, pour restreindre l'exportation d'objets d'art et autres produits identiques. Dans l'exercice de ses fonctions, la PPU est guidée par *the Planning and Development Authority* (PDA, Autorité de planification et de développement) qui est un organisme autonome, multidisciplinaire et plurisectoriel. La PPU est la branche exécutive de la PDA.

The Department of Agriculture (Ministère de l'agriculture) est responsable de la production alimentaire, la protection/gestion des récifs coralliens, des herbiers marins et du soutien à la réglementation portant sur la pêche sportive, les établissements de plongée et les sports nautiques.

The Department of Environmental Health (Département de la santé environnementale), au sein du *Ministry of Education, Health and Community Services* (Ministère de l'éducation, de la santé et des services communautaires), est responsable de la lutte anti vectorielle, du contrôle de la qualité de l'eau, de la promotion des normes de qualité des eaux côtières et de la gestion des déchets solides et liquides.

The Disaster Management Coordinating Agency (Agence de coordination et de gestion des catastrophes) est responsable de la prévention et de la gestion des catastrophes comprenant les déversements de pétrole. Cette Agence rend des comptes au bureau du gouverneur.

Le *Montserrat National Trust* (Fonds national de Montserrat), fondé en 1970, est la principale ONG de conservation. Elle a pour mandat de gérer et de préserver les ressources naturelles et le patrimoine culturel de Montserrat. Elle est également impliquée dans des campagnes d'éducation et de sensibilisation et dans le développement des sentiers. Le *National Trust* travaille avec des partenaires des secteurs public et privé et avec des ONG.

The Montserrat Tourist Board (Office du Tourisme de Montserrat) a été initialement un département du gouvernement de l'île, puis il a été réorganisé pour devenir un organe statutaire en 1993 afin de développer et promouvoir le tourisme y compris la réglementation de la pêche sportive, des établissements de plongée et des sports nautiques.

The Montserrat Volcano Observatory (MVO, Observatoire du Volcan de Montserrat) gère la qualité de l'air et contrôle l'activité du volcan, donnant l'alerte quand c'est nécessaire. Il existe aussi un *Scientific Advisory Committee* (Comité scientifique consultatif) qui conseille sur les risques à long terme.

4.3 CADRE POLITIQUE

En 2001, Montserrat a signé *the St Georges Declaration of Principles for Environmental Sustainability* (Déclaration régionale de Saint-Georges sur les principes de développement durable) dans le cadre de

l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO). L'OECO comprend les objectifs et indicateurs environnementaux. Le 26 septembre 2001, le gouvernement britannique et celui de Montserrat ont signé la Charte sur l'environnement. Elle contient un certain nombre de principes directeurs et un ensemble d'engagements mutuels des deux gouvernements pour intégrer la conservation de l'environnement dans tous les secteurs de la politique, dans la planification et la mise en place des programmes.

The Montserrat Sustainable Development Plan (SDP, Plan du développement durable de Montserrat) de 2008-2020⁷, a cinq objectifs stratégiques. Le *Goal 3 Environmental Management and Disaster Mitigation* (Gestion de l'environnement et atténuation des effets des catastrophes de l'Objectif 3): vise à préserver les ressources naturelles de Montserrat dans un système de développement durable de l'environnement et de stratégies appropriées d'atténuation des catastrophes. *The Medium Term Strategic Objective* (objectif stratégique à moyen terme) (2013-2017) de *Goal 3* est d'intégrer des mesures d'adaptation au changement climatique dans tous les secteurs alors que l'objectif secondaire vise l'augmentation des capacités d'adaptation au changement climatique. L'une des priorités est le renforcement des structures de gouvernance efficaces et efficientes pour la gestion environnementale et l'atténuation des catastrophes, par le biais d'une législation adaptée, et dans le cadre de politiques et de règlements élaborés et appliqués. On prévoit les résultats suivants d'ici 2020: i) utilisation et gestion durables de l'environnement et des ressources naturelles; ii) amélioration à long terme de l'état des ressources environnementales; iii) atténuation efficace des conséquences des catastrophes, intervention et rétablissement aux niveaux national et communautaire; et iv) adaptation au changement climatique.

En 2011, le MALHE a publié *the Montserrat Climate Change Adaptation Policy* (la Politique d'adaptation au changement climatique de Montserrat): "Vers une économie à faibles émissions de carbone et résiliente au changement climatique"⁸. Bien qu'on ait effectué un travail considérable dans le cadre de la politique sur l'adaptation au climat, on pense qu'elle pourrait être encore plus ciblée afin de lui permettre d'aborder les questions les plus pertinentes. Par conséquent, le Département de l'environnement souhaite réviser la politique afin d'y inclure un plan d'action et un budget indicatif; cela lui permettrait de prioriser les futures actions.

On a développé des *Species Action Plans* (Plans d'action par espèce) pour 6 espèces couvrant l'oriole de Montserrat (*ictère oberi*) espèce endémique et gravement menacée, deux espèces de plantes endémiques: le rondelier à feuilles de buis (*Rondeletia buxifolia*) et l'orchidée de Montserrat (*Epidendrum montserratense*), le poulet de montagne (*Leptodactylus fallax*) gravement menacé, le galliwasp (*Diploglossus montisserrati*) et le sturnire (*Sturnira thomasi vulcanensis*).

The Tourism Development Plan (Plan de développement touristique) (2012-2020)⁹ considère *le tourisme comme l'un des principaux moteurs de l'activité économique et de la création de richesse pour le bénéfice de tous les citoyens de Montserrat, grâce au développement durable des ressources touristiques de l'île, tout en protégeant et en améliorant l'environnement naturel et artificiel de l'île et son patrimoine*. L'un des principes directeurs est de *respecter le milieu naturel marin et terrestre et de contribuer à sa préservation et amélioration*, afin d'être en mesure d'offrir un environnement préservé. Le Plan de développement touristique a relevé les principales préoccupations environnementales suivantes:

- Impact des pâturages non contrôlés, bétail errant et sauvage, et destruction de la végétation par le développement et l'agriculture
- Effets des grandes marées et des marées de tempête sur les zones basses, telles que Carr's Bay et Little Bay;
- Impact de la destruction de la végétation de la plage, des ordures et déchets (qui attirent les rats) sur les plages de nidification essentielles à la reproduction des tortues et;
- Impact des activités d'extraction de sable dans la vallée de Belham comprenant la circulation des poids lourds dans les zones résidentielles environnantes et dans l'environnement.

⁷ <http://www.mnialive.com/externaldocs/mni-sustainable-plan.pdf>

⁸ <http://dms.caribbeanclimate.bz/php/gateway/eldis.php?id=4168>

⁹ <http://www.visitmontserrat.com/downloads/Draft%20Final%20Report%2019%20July%202nd%20Edition.pdf>

Les autres principaux documents sur l'environnement et le développement futur de Montserrat sont la *National Environmental Management Strategy* (NEMS, Stratégie nationale de gestion de l'environnement), la Politique forestière, le Protocole de recherche sur la biodiversité, la Politique sur la participation du public et le Plan d'aménagement du territoire (PDP) de 2012-2022 pour le nord de Montserrat.

4.4 CADRE LÉGAL

Montserrat est signataire des AME suivants:

AME	Remarques
<i>Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage</i> (UNESCO WHC, Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel)	Prolongé
<i>Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora</i> (CITES, Convention sur le commerce international des espèces de la faune sauvage et de la flore menacées d'extinction)	Ratifié 02/08/1976
<i>Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and Other Matter</i> (Convention de Londres. Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières)	Ratifié 17/11/1975
<i>Amendments to Articles I and II of the Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and Other Matter</i> (29/12/1972, Amendements aux articles I et II de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières)	Prolongé 09/03/1979
<i>Amendments to Articles XI, XIV (4) (A) and XV(1) (A) of the Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and Other Matter</i> (29/12/1972, Amendements aux articles XI, XIV (4) (A) et XV (1) (A) de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières)	Prolongé 21/03/1980
<i>1996 Protocol to the Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and Other Matter, 1972</i> (Protocole de 1996 de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières, 1972)	Prolongé 15/12/1998
<i>Convention on Wetlands of International Importance especially as Waterfowl Habitats</i> (Ramsar, Convention relative aux zones humides d'importance internationale et particulièrement les habitats de la sauvagine) Les zones désignées pour être Ramsar étaient le sanctuaire Fox's Bay Bird et Piper's Pond dans Carr's Bay. Ces deux sites n'existent plus. En outre, deux sites Ramsar ont été proposés: les ghâts boisés dans les Centre Hills et les fonds peu profonds le long de la côte nord-ouest. On espère voir prochainement ces zones dans les sites Ramsar.	Prolongé 05/01/1976
<i>Protocol to amend the Convention on Wetlands of International Importance of 2/2/1971 especially as Waterfowl Habitats</i> (Protocole amendant la Convention de 02/02/1971 relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine)	Ratifié 19/04/1984
<i>Amendments to Articles VI and VII of the Convention on Wetlands of International Importance of 2/2/1971 especially as Waterfowl Habitats</i> (Amendements aux articles VI et VII de la Convention de 02/02/1971 sur les zones humides d'importance internationale particulièrement les habitats de la sauvagine)	Prolongé 27/06/1990
<i>Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer</i> , (Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone)	Ratifiée 15/05/1987
<i>Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer</i> (Protocole de Montréal. Protocole relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone)	Ratifié 16/12/1988
<i>Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS) or Bonn Convention</i> (CMS, Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage ou Convention de Bonn)	Ratifié 23/07/1985

AME	Remarques
<i>Protocol relating to intervention on high seas in cases of pollution by substances other than oil</i> (Protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures)	Prolongé 1982
<i>UK Overseas Territories Environment Charter</i> (UKOTEC, Charte sur l'environnement des territoires d'Outre-Mer du Royaume Uni)	Prolongé
<i>St. George's Declaration of Principles for Environmental Sustainability in the OECS</i> (Déclaration de principes de Saint-Georges relative à la viabilité environnementale dans la région de l'OECS.)	Prolongé 2001
<i>Protocol on Environmental Protection to the Antarctic Treaty</i> Protocole sur la protection de l'environnement du Traité de l'Antarctique	Prolongé 25/04/1995
<i>Protocol to Amend the International Convention on Civil Liability for Oil Pollution Damage</i> (29/11/1969, Protocole modifiant la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.)	Prolongé 29/09/1994
<i>Protocol to Amend the International Convention on the Establishment of an International Fund for Compensation for Oil Pollution Damage of 18/2/1971</i> (18/02/1971, Protocole modifiant la Convention internationale sur la création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution d'hydrocarbures)	Prolongé 29/09/1994
<i>United Nations Convention to combat desertification in those countries experiencing serious drought and/or desertification, particularly in Africa</i> (Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification dans les pays touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique)	Prolongé 24/12/1996
<i>International Convention on the Regulation of Whaling</i> (Commission baleinière internationale)	

Les principaux éléments de la législation environnementale sont les suivants :

Instrument juridique et organisme responsable	Remarques
<i>Disaster Preparedness and Response Act</i> (1999, Loi sur la préparation au désastre et sur les interventions) Organisme de coordination et de gestion des catastrophes & Bureau du gouverneur	Pour la gestion et le contrôle efficaces des catastrophes et autres phénomènes connexes.
<i>Physical Planning Act</i> (1996, Loi sur l'aménagement du territoire) Unité de l'aménagement du territoire et <i>Montserrat National Trust</i>	Pour le développement ordonné et progressif des terres, l'acquisition, la conservation et la gestion des constructions et des sites historiques et la restriction des exportations d'objets d'art. Elle prévoit que les développements de plus de 50 lots, la remise en état des terres, les aéroports, les ports de plaisance, les ports, les centrales électriques, les installations pétrolières et les opérations générant des émissions ou des substances dangereuses sont obligatoirement soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE).
<i>Forestry, Wildlife and National Parks and Protected Areas Act</i> (1996, Loi sur les forêts, la faune, les parcs nationaux et les aires protégées) Département de l'environnement	Vise la conservation et l'utilisation des forêts, la gestion de la faune, et la mise en place et gestion des parcs nationaux et des aires protégées, elle abroge l'Ordonnance sur la protection des oiseaux sauvages (1987). Prévoit un Conseil de l'environnement pour gérer les forêts, la faune, les parcs nationaux et les aires protégées, dans le cadre d'un plan forestier national, et un fonds pour l'environnement afin de financer les aires protégées et la protection de la faune. Le fonds n'est pas encore constitué. Actuellement, le Ministère de l'environnement gère un système de forêts protégées et de réserves forestières protégées. Cela comprend la gestion des bassins versants. On a identifié un certain nombre de zones potentielles pour la protection marine, mais aucune n'a été désignée.

<i>Montserrat Land Development Authority</i> (1999, MALHE, Autorité en charge de l'aménagement du territoire de Montserrat)	Mise en place d'une autorité responsable de l'aménagement du territoire afin de promouvoir l'utilisation efficace et économique des terres.
<i>Registered Land Act</i> (1988, Loi sur les terres recensées) Dépt des Terres et registres	Fournir un système complet de recensement des terres et d'autres questions ayant trait aux terres ou registre cadastrale.
<i>Crown Title Act</i> (2000, Loi sur les terres de la Couronne) Dépt des terres et registres	Assurer la dévolution à la Couronne du titre de toutes les terres non réclamées.
<i>Piers and wharves Act</i> (1941, Loi sur les jetées et les quais) Bureau du gouverneur	Désigner et délimiter tous les quais, jetées ou embarcadères comme lieux publics de transport.
<i>Revised Port Authority Act</i> (2003, Loi révisée sur l'Administration portuaire) Administration portuaire de Montserrat	Etablir une autorité portuaire capable de fournir et d'administrer un système coordonné et intégré d'installations et de services portuaires.
<i>Beach Protection Act</i> (1980, Loi sur la protection des plages) Ministère de l'Agriculture	Réglementer l'extraction de sable, de pierres, de galets ou de gravier des plages et de l'estran et interdire le dépôt d'organismes salissants sur celles-ci.
<i>Montserrat National Trust Act</i> (1970, Loi sur le Fonds national de Montserrat) <i>Montserrat National Trust/Fonds national de Montserrat</i>	Etablir le <i>Montserrat National Trust</i>
<i>Convention on Migratory Species of Wild Animals Act</i> (1985, Convention sur la loi sur les espèces migratrices provenant de la vie sauvage) Dépt de l'environnement	Assurer la mise en œuvre de la CMS.
<i>Endangered Animals and Plants Act</i> (1982, Loi sur les animaux et plantes en voie d'extinction) Dépt de l'environnement	Loi habilitante de CITES - restreint l'importation, l'exportation et la réexportation de certains animaux, plantes et produits
<i>Turtles Act</i> (1952, Loi sur les tortues) Département de l'agriculture et Services de la police royale de Montserrat	Réglemente la pêche des tortues marines ou fluviales et la prise de leurs œufs - couvre toutes les espèces de tortues marines. Elle prévoit une période de fermeture du 1er juin au 30 septembre et précise la taille minimale de captures à 9 kg.
<i>Plant Protection Act</i> (1941, Loi sur la protection des végétaux) Dépt de l'agriculture	Interdit ou restreint le transport, la culture ou la récolte de toute plante infectée ou de quoi que ce soit susceptible d'infecter une plante avec un parasite ou une maladie.
<i>Fisheries Act</i> (2000, Loi sur la pêche) Dépt de l'agriculture	Visé la promotion, la gestion et la conservation des ressources halieutiques.
<i>Agricultural Act</i> (1958, Loi sur l'agriculture) Dépt de l'agriculture	Gérer et exploiter des terres agricoles de manière à prévenir l'érosion et la détérioration des terres.
<i>Revised Animals (Trespass and Pound Act)</i> Contrôle des animaux (1999, Loi sur l'entrée sans	Dispositions pour la mise en fourrière et l'élimination du bétail et de la volaille errants et illégaux sur le territoire.

autorisation des animaux et sur la fourrière) Dépt De l'agriculture et de l'environnement	
<i>Wrecks Inquiries Act</i> (1966, Loi concernant les épaves) Bureau du gouverneur	Enquêter sur la perte, l'abandon, les dégâts ou l'échouement de navires ou autres pertes sur la côte de Montserrat ou près de celle-ci.
<i>Caribbean Environmental Health Institute</i> (1982, Institut de la santé environnementale des Caraïbes) Ministère de la santé	Fournir des services techniques et consultatifs aux Etats membres dans tous les domaines de la gestion de l'environnement.
<i>Public Health Act</i> (1988, Loi sur la santé publique) Ministère de la santé	Promouvoir et préserver la santé des habitants de Montserrat.
<i>Montserrat Utilities Act</i> (2007, Loi sur les services de Montserrat)	Consolider les activités de l'Administration de l'eau de Montserrat et de Montserrat Electricity Services Ltd.
<i>Water Authority Act</i> (2003) (2003, Loi sur l'administration de l'eau)	Établir une administration de l'eau afin de fournir un approvisionnement en eau potable et d'assurer la conservation des ressources en eau.
<i>Underground Water Act</i> (1967, Loi sur l'eau souterraine) Ministère des communications et des travaux	Assurer la propriété, le contrôle et l'exploitation des eaux souterraines.
<i>Pesticides Control Act</i> (1975, Loi sur le contrôle des pesticides) Ministère de l'agriculture	Contrôler l'importation, la vente, le stockage et l'utilisation des pesticides.
<i>Radioactive Minerals Act</i> (1949, Loi sur les minéraux radioactifs) Bureau du gouverneur	Autorise l'exploration et exploitation minières.
<i>Burial Grounds Act</i> (1944, Loi sur les lieux de sépulture) Ministère de la santé	Fixe les conditions de sépulture des défunts.
<i>Tourist Board Act</i> (1993, Loi sur l'Office du tourisme) Bureau du Premier ministre	Etablir un office du tourisme pour développer l'industrie du tourisme et promouvoir son efficacité.
<i>Caribbean Meteorological Organization</i> (1979, Organisme météorologique des Caraïbes) Aéroport J. A. Osborne	Promouvoir et coordonner les activités régionales dans le domaine de la météorologie et des sciences connexes.

Une *Comprehensive Conservation and Environmental Management Act* (CEMA, loi complète sur la conservation et la gestion de l'environnement) a été rédigée et soumise au Conseil des ministres en 2013 ¹⁰, établissant notamment la coordination des responsabilités en matière de gestion de l'environnement; la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, des ressources naturelles et du patrimoine naturel; la désignation et la gestion des aires protégées; la protection de la santé humaine par la prévention et le contrôle de la pollution; l'incorporation des obligations

¹⁰ Le processus est long étant donné qu'elle passe par trois lectures éventuelles avant d'être adoptée.

internationales à l'égard de l'environnement dans la législation nationale; et la création d'un fonds pour l'environnement qui soutienne le financement à long terme des activités de gestion de l'environnement.

La CEMA a établi *the National Conservation and Environmental Advisory Council* (le Conseil consultatif de l'environnement et de la conservation nationale), chargé de conseiller au moment de l'examen et de la formulation et du développement des politiques, des stratégies, des directives, des normes, objectifs et règlements pour la protection et la gestion de l'environnement. Pour la gestion de l'environnement, elle prévoit l'adoption du *National Environmental Information System* (NEIS, Système national d'information environnementale); *the National Environmental Management Strategy* (NEMS, Stratégie nationale de gestion de l'environnement); et *the Protected Areas Systems Plan* (PAS, Plan des systèmes de zones protégées). Il est probable que la loi soit adoptée en milieu de l'année 2014. Les instruments de la Loi sur les espèces animales et végétales menacées d'extinction (1982) formeront un ensemble de règlements en vertu de la CEMA et donneront effet à CITES. Ces règlements ont été rédigés et examinés et se trouvent actuellement dans le service juridique pour les dernières adaptations.

En décembre 2011, on a fait une EIE pour résoudre les problèmes liés à l'extraction de granulats dans la vallée de Belham. L'EIE a été mis à la disposition du public. On a protégé l'habitat du rivage en plaçant les opérations d'extraction plus à l'intérieur de la vallée, et on a appliqué un système permettant de réglementer l'exploitation du sable de plage. La plage protège d'importants écosystèmes de zones humides qui se trouvent juste au-delà de la berge sablonneuse.

The *Royal Montserrat Police Force* (Police royale de Montserrat) (Division de la Marine) est responsable de l'application des lois et des règlements côtiers et de la surveillance maritime. Elle rend des comptes au bureau du gouverneur.

4.5 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Le Plan du développement durable (PDD) veille à l'éducation du grand public sur la législation environnementale et sur les mesures légales d'atténuation des catastrophes, sur les politiques et les plans, et sur la manière dont ils jouent efficacement leur rôle concernant l'atténuation des catastrophes et la gestion des ressources naturelles. Il recommande également de renforcer la capacité des organisations en leur donnant la responsabilité de sensibiliser le grand public, de mettre en œuvre et d'appliquer la gestion environnementale et la législation sur l'atténuation des conséquences des catastrophes, les politiques et plans.

The *Montserrat Environmental Education Project* (Projet d'éducation environnementale de Montserrat) financé par l'OTEP en 2007, comprend une stratégie d'éducation et de sensibilisation. Une série de programmes de radio ont été conçus pour mettre en évidence différents aspects de l'environnement et du changement climatique. Un certain nombre d'affiches, de brochures et de messages d'intérêt public ont été publiés. On a aussi organisé des visites scolaires, des excursions et des *quiz* dont les prix étaient des articles promotionnels attractifs. On a transmis l'information pertinente sur l'environnement aux médias locaux dont le portail internet du gouvernement, et aux organismes partenaires externes qui ont intégré ces informations soit dans leurs *newsletters* soit dans leurs propres sites Internet.

Les exercices annuels de préparation aux catastrophes ont lieu sous les auspices du bureau du gouverneur et de *Disaster Management Coordination Agency* (DMCA, Agence de coordination de la gestion des catastrophes). Cela a lieu dans le but d'évaluer l'état de préparation des organismes publics et privés de l'île et de revoir les plans de gestion.

Hormis le *Montserrat National Trust*, les autres grandes ONG de coopération sont la *Montserrat Fishermen's Cooperative* (Coopérative de pêcheurs de Montserrat) et la *Montserrat Farmer's Association* (Association des fermiers de Montserrat), qui assument la responsabilité de la gestion de l'environnement au nom de leurs parties prenantes. La *Caribbean Marine Projects* (Projets maritimes des Caraïbes) est impliquée dans des projets de conservation du littoral et de la mer.

Plusieurs ONG basées au Royaume-Uni (par exemple, la *Royal Society for the Protection of Birds* (RSPB, Société Royale pour la protection des oiseaux), *Durrell Wildlife Conservation Trust* (DWCT, Fonds Durrell pour la conservation de la faune sauvage) et *Royal Botanic Gardens Kew* (Jardins botaniques royaux de Kew) ainsi que *International Institute of Tropical Forestry* (Institut international de foresterie tropicale) des Etats-Unis, ont une longue histoire d'engagement dans la conservation de Montserrat, en partenariat avec la Division des forêts du DOE et le *National Trust*.

Le *Darwin Initiative Mountain Chicken Project* (Projet de l'Initiative Darwin pour le poulet de montagne), mis en œuvre par le DOE et *Durrell Wildlife Conservation Trust*, a sensibilisé le public sur le fait que le poulet de montagne (grenouille) de Montserrat soit gravement menacé. On a organisé une série de programmes de radio, des excursions et des présentations dans les écoles et pour le public. On a distribué des affiches dans les écoles et les institutions gouvernementales et on les a affichées dans les lieux publics très fréquentés. Un site Internet et Facebook sont aussi à la disposition du public.

4.6 SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Le Département de la santé environnementale surveille les rejets dans les eaux et contrôle la qualité de l'eau de surface. Sous les auspices du Ministère des communications et des travaux, la division de *Montserrat Utilities Ltd Water* (Compagnie des Eaux de Montserrat), est responsable du contrôle de l'eau. Le DOE contrôle les forêts, les habitats, les espèces exotiques invasives, les poulets de montagne locaux survivants et les aires protégées, et s'engage à mettre en place des activités annuelles de surveillance des oiseaux.

Une évaluation de la biodiversité sur les Centre Hills a été achevée en 2008 par un certain nombre de partenaires internationaux (RSPB, Kew et *Durrell Wildlife Conservation Trust*), en étroite collaboration avec le MALHE et le *Montserrat National Trust* (Fonds national de Montserrat). L'évaluation recommande une surveillance continue des différentes populations fauniques et végétales.

Le MVO surveille continuellement l'activité volcanique de l'île. Il mesure aussi les concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone (CO₂), de sulfure d'hydrogène (H₂S) et la poussière respirable, et communique les résultats au public. La qualité de l'air dans la zone de sécurité située dans le nord de l'île a toujours été dans les limites acceptables.

On a beaucoup contrôlé les plages dans la passé, surtout après les ouragans de la fin des années 80 et 90, qui ont provoqué une érosion importante.

4.7 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

Conformément aux déclarations du budget (2012-2013), les dépenses de gestion de l'environnement pendant 2011/2012 se montaient à 776 700 00 EC\$ (208 000 €) avec une augmentation estimée à 1 011 400 00 EC\$ (271 881 €) en 2013-2014. Les principales stratégies sont les suivantes: conserver et utiliser durablement la biodiversité; renforcer la sensibilisation du public et la diffusion des informations sur l'environnement et les ressources naturelles; et mettre en œuvre, coordonner et soutenir un service de gestion de l'environnement de grande qualité, et des secteurs privé, public et de la société civile efficaces.

La CEMA prévoit la création d'un *Environmental Trust Fund* (Fonds d'affectation spéciale de l'environnement). Cela complèterait régulièrement les subventions gouvernementales aux organismes en charge de la gestion de l'environnement. Le Fonds serait dirigé par un conseil d'administration constitué de membres du gouvernement et d'autres membres et contrôlé chaque année. Le fonds est alimenté par les organismes de financement; les frais d'utilisation; les recettes provenant des taxes et autres charges et les revenus de placement. Les fonds seraient utilisés pour la mise en œuvre des activités de gestion de l'environnement en harmonie avec les priorités environnementales nationales.

Montserrat est le seul territoire d'outre-mer à être un membre à part entière de *Organization of Eastern Caribbean States* (OECS, Organisation des États de la Caraïbe orientale). Elle appartient également à la *Caribbean Community* (CARICOM, Communauté des Caraïbes) mais le Royaume-Uni doit lui accorder les instruments juridiques nécessaires et le cadre administratif adéquat pour devenir membre du marché unique de la CARICOM (CSM). Montserrat est membre de la *Eastern Caribbean Central Bank* (BCCO, Banque centrale des Caraïbes orientales) et de la *Caribbean Development Bank* (BDC, Banque de développement des Caraïbes). Elle est également observatrice du *Caribbean Forum of African, Caribbean and Pacific States* (CARIFORUM, Forum caribéen des États de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique).

Montserrat participe à des programmes régionaux de préparation aux catastrophes et d'atténuation aux conséquences des catastrophes, coopérant à cet effet étroitement avec *Caribbean Disaster Emergency Response Agency* (CDERA, Organisme caribéen d'intervention rapide en cas de catastrophes) responsable de l'atténuation des catastrophes et du secours dans les Caraïbes.

A ce jour, la majorité du financement pour le travail de conservation provient de donateurs internationaux. Notamment les fonds du gouvernement britannique tels que le Programme pour la protection de l'environnement dans les territoires d'outre-mer (OTEP)¹¹ et l'Initiative Darwin¹², ceci se fait par le biais du financement de projets collaboratifs qui s'appuieront sur l'expertise en biodiversité du Royaume Uni.

Dans le cadre de l'OTEP, environ 30 000 \$ ont été dépensés en 2010-2011. Ce montant a été révisé à la hausse pour atteindre les 172 500 \$ durant 2011-2012 et comprend les projets suivants: amélioration de la mise en œuvre de CITES et CEMA (2008-2009); révision du *Species Action Plan* (Plan d'action pour les espèces) (2010-2014); assistance à Montserrat pour sauver le poulet de montagne gravement menacé (2010-2013).

En collaboration avec le Département de l'agriculture (MALHE), le *Montserrat National Trust* et l'Office du tourisme, l'Initiative Darwin a produit une liste de contrôle de la végétation et une cartographie de la végétation de Centre Hills à Montserrat (2006-2009).

L'allocation initiale du 9ème FED se monte à 11 M €, s'ajoutant aux transferts des FED précédents, l'allocation territoriale indicative s'élève à 16,9 M €, et est sous forme de soutien budgétaire axé sur le commerce des services, et en particulier sur le tourisme. Suite à la révision à mi-parcours du 9ème FED, l'allocation initiale est passée à 5,6 M €, destinés à l'extension du programme de soutien budgétaire actuel et au remboursement d'un prêt de la BEI en cours, qui a été accordé pour la reconstruction du port dévasté par les éruptions volcaniques. En janvier 2013, Montserrat a reçu une allocation de 15,66 millions € du 10ème FED pour une période de 5 ans, l'UE a annoncé le versement à Montserrat d'un programme d'aide se montant à 4,5 millions €, en vue de stimuler la reprise économique du pays, en mettant un accent particulier sur la gestion des finances publiques, la réforme du secteur public, et une gestion économique prudente. Le 11ème FED prévoit 18,4 millions € pour Montserrat et le document de programmation est en cours de préparation.

11 Une initiative conjointe du ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du DFID pour soutenir la mise en œuvre des Chartes de l'environnement et de la gestion de l'environnement.

12 Promu par le DEFRA pour aider les pays qui sont riches en biodiversité mais pauvres en ressources financières à atteindre leurs objectifs dans le cadre d'une ou plusieurs des trois grandes Conventions sur la biodiversité - CDB, CITES, et CMS.

Montserrat est une île en forme de poire souvent décrite comme l'émeraude des Caraïbes. Elle se trouve dans l'archipel des Sous-le-Vent à l'est des Caraïbes, et c'est l'un des territoires d'outre-mer du Royaume-Uni les plus riches en termes de biodiversité. L'île¹³ est couverte de forêt tropicale verte et luxuriante, traversée de ruisseaux qui descendent vers une côte accidentée, entrecoupée de plages exotiques de sable noir et gris argenté.

Le tourisme, l'agriculture et la pêche ont considérablement diminué à cause des éruptions volcaniques qui ont commencé en 1995, entraînant une chute de plus de 20% du PIB et une émigration massive d'environ 63% de la population. Bien que l'île ait fait d'énormes progrès pour se rétablir de l'activité volcanique passée et apprendre à vivre avec cette même activité, Montserrat n'est pas autosuffisante et a un taux de pauvreté se montant à 36%.

Le volcan a causé d'importants dommages à la biodiversité et écosystèmes associés (y compris le premier site Ramsar de l'île, les récifs coralliens, les zones protégées terrestres et certaines espèces de la flore et faune); il a intensifié les menaces qui pèsent sur les espèces endémiques et les espèces restreintes significatives pour la conservation mondiale. L'émigration massive a augmenté la quantité de cochons, bétails, moutons et chèvres errants.

D'autres défis environnementaux sont liés au besoin de développer de nouveaux centres de population et des installations comme par exemple un port. Il semblerait que la concentration de la population dans le nord de l'île se soit faite sur les anciennes terres agricoles et non pas en défrichant la forêt. Cependant, la côte est en train de se développer et continuera de le faire. Il est nécessaire de créer de nouveaux services publics et en particulier un système de gestion des déchets et des infrastructures efficaces. L'érosion des plages à cause de l'élévation du niveau de la mer est aussi préoccupante. Cependant, l'accumulation importante des dépôts volcaniques sur les plages va permettre d'atténuer les impacts de l'élévation du niveau de la mer.

Montserrat considère le tourisme *comme l'un des principaux moteurs de l'activité économique et une source de création de richesse pour le bénéfice de tous les citoyens de Montserrat, grâce au développement durable des ressources touristiques de l'île, tout en protégeant et en améliorant l'environnement naturel et artificiel et le patrimoine de l'île*¹⁴. Le cadre politique et juridique qui renforce la relation tourisme/environnement dans laquelle Montserrat est sur le point de s'engager, peut servir d'exemple à d'autres PTOM, en particulier ceux des Caraïbes. La Politique de développement du tourisme (2012-2020) exprime clairement qu'il est important de pouvoir offrir aux touristes un environnement préservé. D'ailleurs, l'un des principaux objectifs du Plan de développement durable de Montserrat de 2008 à 2020 est la gestion adéquate de l'environnement et l'atténuation des conséquences des catastrophes. Une Loi complète sur la conservation et la gestion de l'environnement a été rédigée et soumise au Conseil des ministres en 2013¹⁵, elle institue notamment : la coordination des responsabilités en matière de gestion de l'environnement; la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, des ressources naturelles et du patrimoine naturel; la désignation et la gestion des aires protégées; la protection de la santé humaine par la prévention et le contrôle de la pollution; l'incorporation des obligations internationales à l'égard de l'environnement dans la législation nationale; et la création d'un fonds pour l'environnement qui soutienne le financement à long terme des activités de gestion de l'environnement.

Mettre en pratique les actions mentionnées ci-dessus sera un défi, d'autant plus que l'exode de la population a créé une carence en compétences dans toute la fonction publique, et le recrutement et la formation du personnel à la gestion de l'environnement est difficile (manque de ressources financières).

13 En savoir plus : <http://www.travel2thecaribbean.com/montserratislandvacation.html#sthash.1f9kDZVK.dpuf>

14 <http://www.visitmontserrat.com/downloads/Draft%20Final%20Report%2019%20July%202nd%20Edition.pdf>

15 Il s'agit d'un processus de longue haleine car cette loi pourrait être adoptée en trois lectures.

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Promouvoir la croissance verte ¹ et la croissance bleue ²	Mettre en place un tourisme durable haut de gamme, une pêche durable, et les énergies renouvelables en tant que moteur du développement.	Montserrat est en train de créer une politique et de mettre en place un cadre légal qui officialisent le développement durable.	7 ans	Gouvernement de Montserrat		Volonté politique, financements disponibles, ressources humaines disponibles	UE, Royaume Uni, Banques de développement régional, Secteur privé
	Activités Développement de l'écotourisme (spas et centres de bien-être) en utilisant les ressources volcaniques et géothermiques. Soutenir la mise en œuvre d'un système de certification du tourisme durable. Utilisez les ressources géothermiques et solaires pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles. Mettre en place une stratégie de gestion efficace de l'énergie et des énergies renouvelables, adopter des lois, promouvoir la participation du secteur privé. Mettre en place un marché et faire du renforcement de compétences sur la conservation. En ce qui concerne l'économie bleue, promouvoir l'élaboration de stratégies marines, de stratégies sur la pêche durable, sur les transports et la logistique, et les activités touristiques. Faire des études sur les activités génératrices de revenus dans les zones côtières, dans le but de soutenir aussi les activités en mer. Simplifier la Politique nationale d'adaptation au changement climatique et inclure un plan d'action et un budget indicatif. Mobiliser des fonds pour sa mise en œuvre. Organiser les différentes parties prenantes en réseau quand il s'agit d'aborder une question particulière. Promouvoir le débat et l'échange d'informations; créer des sites Internet dédiés au partage des éventuelles solutions nationales et à celui du savoir-faire et des expériences entre les régions. Promouvoir une articulation régionale. Promouvoir des visites techniques dans d'autres PTOM et pays de la région pour aborder des sujets particuliers. Organiser des formations. Organiser des formations sur la mobilisation de fonds (interne et externe), des formations sur la rédaction de propositions et de l'aide à la rédaction. Analyser le milieu des affaires pour et envisager les manières d'associer le secteur privé.						

1 Selon l'OCDE, la croissance verte veut dire promouvoir la croissance économique tout en réduisant la pollution et les émissions de gaz à effet de serre, minimiser les déchets et l'utilisation inefficace des ressources naturelles et préserver la biodiversité (<http://www.oecd.org/environment/green.htm>)

2 Selon la DG-Mare, la croissance bleue de l'UE est la stratégie à long terme pour soutenir la croissance durable dans l'ensemble des secteurs marins et maritimes. Elle reconnaît que les mers et les océans sont des moteurs de l'économie européenne avec un grand potentiel pour l'innovation et la croissance. C'est la contribution de la Politique maritime intégrée à la réalisation des objectifs de la stratégie 2020 de l'Europe pour une croissance intelligente, durable et inclusive (http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/blue_growth/)

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Accroître le contrôle des espèces invasives et des animaux errants	Contrôler précisément le chytride, les rats, les porcs sauvages, les chèvres, et les rascasses volantes	Les espèces invasives qui ont un effet négatif sur des espèces indigènes: le <i>Batrachochytrium dendrobatidis</i> (chytride) impactant le «poulet de montagne» (grenouille). Animaux errants, porcs, chèvres, etc. détruisent l'habitat de l'Oriole de Montserrat. Rascasse volante invasive- ayant un impact sur les espèces indigènes de poissons.		Ministère de l'agriculture, des terres, du logement et de l'environnement		Disponibilité de fonds, Fonds environnementaux	Fonds environnementaux, Sanctions pour violation du droit, Royaume Uni, Projets sponsorisés par le secteur privé
	Activités Évaluer les projets mis en œuvre dans le passé qui contrôlent les espèces invasives ou sauvages particulières dans la région des Caraïbes, et les raisons de leur succès / échec. Entreprendre des évaluations de site pour connaître la situation actuelle. Promouvoir la sensibilisation générale du public concernant l'impact écologique des espèces essentielles et la nature unique et en voie de disparition d'un grand nombre d'espèces indigènes de la flore et faune des Caïmans. Améliorer l'efficacité des relations publiques et de la sensibilisation auprès des parties prenantes locales en ce qui concerne la préservation des espèces endémiques et restreintes de Montserrat. Élaborer une riposte face à la rascasse volante, inspirée sur d'éventuelles bonnes pratiques existantes dans d'autres pays et territoires des Caraïbes et qui portent sur le même problème, ou même à partir d'exemples du Pacifique. Mettre en place des méthodes de contrôle et d'éradication des rats et des espèces errantes représentant des menaces. Effectuer une surveillance et gestion de long terme.						

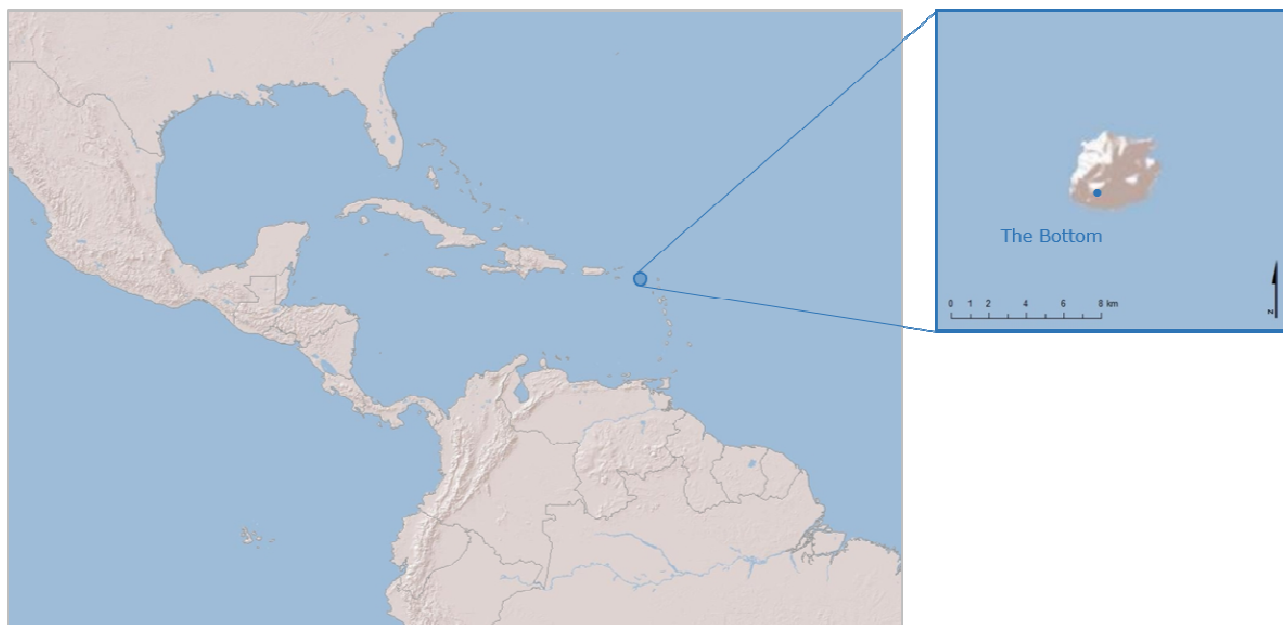
Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Améliorer les services	Améliorer la gestion des déchets et des eaux usées	Réduction des sources terrestres de pollution, amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées et gestion adéquate des déchets solides par le biais de la réduction, de la réutilisation et du recyclage.	7 ans	Gouvernement de Montserrat, secteur privé, organisations régionales		Intérêt du secteur privé. Volonté politique à l'intérieur de la région de mettre en place des projets régionaux.	UE, Royaume Uni, Banques de développement régional, Secteur privé
	Activités Améliorer la gestion des déchets solides - Élaborer un Plan de gestion des déchets pour Montserrat à partir des stratégies réduire-réutiliser-recycler. Inclure une stratégie de gestion rigoureuse des déchets dangereux. Étude des flux de déchets qui peuvent être gérés et évalués localement et établissement d'accords pour éliminer hors du territoire certains flux de déchets – promotion de la coopération régionale dans ce domaine. Législation et normes à mettre à jour. Créer une taxe sur l'importation des articles qui produisent des déchets - plastique, pneus, batteries, etc. - avec des mesures incitatives pour renvoyer ces produits vers leur lieu d'origine. Augmenter la protection d'une décharge centrale et fermer tous dépôts actuels de déchets. Mettre en place un contexte commercial pour que le secteur privé s'investisse dans la gestion des déchets. Initiatives pédagogiques de compostage domestique à considérer comme un élément précurseur du compostage commercial. Rénovation et développement des systèmes d'égouts.						

ANNEXE H :

SABA

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

SABA



Résumé	215
Informations générales	215
Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale.....	216
État de l'environnement / menaces / vulnérabilités.....	217
Gouvernance environnementale	219
Coopération.....	225
Conclusions et recommandations.....	225

RÉSUMÉ

Le 10 octobre 2010, les Antilles néerlandaises se dissolvent et le statut de Saba change: elle devient une entité publique¹ ou une «commune néerlandaise à statut particulier» des Pays-Bas et une des trois îles BES: Bonaire, Saint-Eustache, Saba.

Saba est très petite: 13 km² avec près de 2000 habitants. L'île possède un volcan éteint et le Mont Scenery est le point le plus élevé du Royaume des Pays-Bas (877 m). Les principales activités source de revenus sont le tourisme, l'école de médecine de l'Université de Saba (qui collabore avec les hôpitaux des États-Unis) et la pêche artisanale.

Dès 1997, un inventaire biologique de Saba² est réalisé donnant lieu à la création légale d'un parc marin dans le cadre de l'ordonnance sur l'environnement marin de Saba de 1987³. Une politique sur la Nature fut mise en place en 1998 et mise à jour en 2002, mais elle n'a pas encore été adoptée, ce qui fait qu'actuellement il n'y a pas de politique sur la Nature (ni de plan d'aménagement du territoire)⁴ hormis un règlement temporaire qui interdit de construire au-dessus d'une certaine hauteur. Cependant, il existe une protection de la Nature et une loi sur la gestion de l'environnement pour les trois îles BES⁵.

En raison du manque de personnel, le gouvernement de l'île a délégué la responsabilité de la gestion du parc marin à une ONG, la Fondation *Saba Conservation*. Cette ONG gère également le parc national du banc de Saba, créé en 2010, se charge de patrouiller sur le banc, de surveiller les pêches, et de permettre des recherches plus poussées sur celui-ci.

Le tourisme fait l'objet d'un excellent marketing et joue un rôle économique important pour l'île. Saba offre un bon exemple de la façon dont la relation entre la Nature, les richesses naturelles et le développement du tourisme peuvent se renforcer positivement. Il est essentiel qu'on continue de considérer les richesses naturelles de l'île comme capital économique de l'île afin d'assurer la gestion du développement durable du tourisme et d'autres secteurs économiques.

Étant donné que la pauvreté est aussi présente sur l'île, le défi sera de stimuler le tourisme comme moteur économique tout en préservant le statut de *Reine immaculée* des Caraïbes de l'île.

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Saba est une île qui se trouve au nord des îles Sous le Vent dans les Antilles néerlandaises, située plus ou moins entre Sint Maarten et Saint-Eustache. Saba est un volcan éteint aux pentes accidentées et son point le plus élevé culmine à 877 m.

Nom du pays	Saba
Région	Caribéenne
Superficie	13 km ²
Zones maritimes	Eaux territoriales: 1 611 km ² . ZEE: 8 033 km ²
Population	1 990 (2013)
PIB/habitant	s.o
Taux d'alphabétisation	95,8 % de la population de 14 ans et plus
Taux de chômage	3,9% (CBS, 2013)
% en dessous du seuil de pauvreté	s.o

1 Openbaar Lichaam (OL)

2 Anna Rojer, Fondation Carmabi, novembre 1997

3 <http://www.sabapark.org/> http://www.sabapark.org/marine_park/

4 Le plan conceptuel sur la Nature de 1998, révisé en 2002 pour la période 2002-2007 n'a pas encore été approuvé

5 Wet Grondslagen Natuurbeheer en -bescherming BES, http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

En raison de la topographie, l'agriculture et l'élevage ne sont possibles que sur une petite partie de l'île. La plupart des revenus proviennent du tourisme, de l'école de médecine et d'un centre de concassage de pierres situé dans le sud. Les revenus de la pêche du banc de Saba représentent environ 8% de l'économie. De nombreux chercheurs restent à Saba pour des périodes plus ou moins longues. La plupart des ressources énergétiques, de la nourriture et des produits manufacturés sont importés.

Selon une récente proposition pour un plan de développement intégré, présentée par les autorités de Saba aux ministères néerlandais, un pourcentage élevé de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et les personnes âgées et celles ayant des problèmes d'addiction se trouvent sans aides sociales⁶.

2 BIOGÉOGRAPHIE, ENDÉMISME ET IMPORTANCE POUR LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

L'île possède une topographie très variée du fait de ses origines volcaniques et six zones de végétation différentes dont une forêt humide exceptionnelle et une forêt tropicale humide aux points les plus élevés. La variation des conditions climatiques à différentes altitudes détermine la diversité des plantes et des communautés végétales. Au-dessus de 450 m, les précipitations augmentent progressivement jusqu'à ce qu'elles atteignent leur maximum au sommet du mont Scenery. Au sommet du mont Scenery se trouve la forêt primaire - une forêt humide, unique dans la région avec un certain nombre d'espèces de mousses, hépatiques, broméliacées, orchidées et fougères. Cette forêt recueille beaucoup d'humidité de l'air qui, une fois filtrée dans le sol, descend jusqu'aux parties inférieures de l'île.

Le milieu marin qui entoure l'île est l'habitat de certaines des plus belles zones de récifs coralliens vierges et relativement intacts dans les Caraïbes.

Les oiseaux forment le plus grand groupe de vertébrés suivis des amphibiens et reptiles et des mammifères - les chauves-souris restent la seule espèce endémique parmi les mammifères.

Le lézard *Anolis sabanus* est la seule espèce endémique parmi les vertébrés sur l'île. Le scorpion découvert sur Saba est considéré comme endémique. Sur un total de 26 espèces d'oiseaux d'été, 15 sont des espèces d'origine antillaise dont cinq sont endémiques des Petites Antilles et des îles Vierges, et 4 sous-espèces ne se trouvent que sur les Petites Antilles⁷.

Le Banc de Saba est une grande montagne submergée de 1800 mètres de haut, et son sommet plat se trouve à environ 30 m sous la surface de l'eau.

Le banc de Saba s'étend sur 2200 km², ce qui en fait le troisième atoll le plus grand du monde et le plus grand des Caraïbes⁸. Il possède une des vies marines les plus riches et diverses de la mer des Caraïbes, contenant de grandes zones de récifs coralliens et des communautés d'algues uniques. En 2010, on l'a nommé "Parc national du banc de Saba", l'un des parcs nationaux des Pays-Bas. En 2012, il a été reconnu comme une zone d'importance régionale par le Protocole SPAW (Protocole relatif aux aires et aux espèces spécialement protégées) en vertu du Programme pour les mers régionales des Caraïbes du PNUE, et la CDB l'a reconnu comme une zone marine écologique ou biologique importante (ZIEB). En 2013, l'Organisation maritime internationale (OMI) a formellement ratifié cette région comme zone maritime particulièrement sensible (ZMPS), l'une des treize régions identifiées comme telles au niveau mondial.

⁶ Selon une récente proposition d'un plan de développement intégré par les autorités de Saba : Schéma directeur n° 2908 de 2014, en collaboration avec le ministère néerlandais de l'Infrastructure et de l'Environnement.

⁷ Les paragraphes ci-dessus viennent de: Plan politique sur le concept Nature 2002-2007

⁸ IUCN and Onerc: Climate Change and Biodiversity in the European Union Overseas Entities - Jérôme Petit & Guillaume Prudent, 2008

On ne trouve pas d'indice de vulnérabilité environnementale particulier pour Saba, seulement pour les anciennes Antilles néerlandaises dont Saba faisait partie jusqu'au 10 octobre 2010⁹. L'indice montre que ces îles sont très vulnérables parce qu'elles correspondent aux facteurs comme l'«exposition aux catastrophes naturelles», le « changement climatique » etc.

Défi 1 – Changement climatique - Modéré

Le changement climatique devrait avoir toute une série d'effets indésirables sur de nombreux pays, et ces effets peuvent être particulièrement graves pour les petites îles tropicales. Le tableau ci-dessous applique cette analyse générale au contexte particulier de Saba.

Impact	Gravité	Commentaires
Inondation du littoral	○	Les quatre villages de Saba ne sont pas à faible altitude alors que son aéroport l'est.
Pêche stressée	●	La pêche sur le banc de Saba génère 5% des revenus totaux de l'île.
Récifs de corail menacés (blanchissement, pH en diminution)	●	Les récifs frangeants sont soumis à de nombreuses menaces.
Tourisme	●	Le tourisme représente un % important du PIB. Le tourisme de récif et la pêche sont des attractions importantes.
Orages de plus en plus fréquents et violents	●	Ceci représente une menace réelle pour les îles Sous le Vent, qui subissent déjà fréquemment les ouragans. L'ouragan Hugo (1989) a gravement endommagé la forêt primaire et causé des glissements de terrain. Ouragan/tempête tropicale Earl en 2010.
○ Nul ○ Léger ● Modéré ● Elevé		

Défi 2 – Perte des habitats naturels et de la biodiversité - Sévère

Dégâts aux récifs de corail		
Causes	Gravité	Impacts
Tourisme	●	Dégâts causés directement par le tourisme : bris mécaniques des plongeurs et de ceux en apnée; ancres de bateaux; équipement de pêche Dégâts provenant de l'augmentation de la turbidité de l'eau en raison de la pollution de l'eau.
Construction et aménagement du littoral	○	Débris, sable, ciment, pierres et eaux de ruissellement causés par l'aménagement et l'érosion du littoral, échouent dans la mer et peuvent faire de graves dégâts aux coraux ou causer leur mort en les étouffant et en bloquant leur accès à la lumière du soleil. Ceci est limité aux environs du port.
Pollution	●	La pollution des ravins fait que les ordures ménagères finissent dans la mer.
Activité minière	●	Le concasseur près du port constitue une menace pour le parc marin: les débris et la poussière finissent dans la mer, ce qui fait des dégâts dans les systèmes coralliens et les herbiers marins.
Orages	○	Comme l'île est formée de pentes abruptes, les tempêtes tropicales font que l'eau de pluie descend trop vite des collines en emportant les déchets et en provoquant des glissements de terrain, ce qui pollue les eaux côtières.
Pêche	●	La surpêche menace les récifs coralliens autour de l'île. Surexploitation des mollusques et crustacés des Caraïbes (buccin, <i>Cittarium pica</i>) dans la zone des marées, menace la population locale de crustacés.
Trafic maritime	○	La pollution générée par l'intense trafic maritime et les dégâts causés aux coraux par les ancres qui glissent sur le fond marin pourraient menacer le banc de Saba. Le statut ZMPS protège maintenant le banc du mouillage des bateaux et du trafic maritime.

⁹ http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html

Autres causes	●	Les phénomènes de blanchissement et les maladies peuvent venir de différents facteurs allant de la différence de température de l'eau au protecteur solaire utilisés par les nageurs etc.
○ Nul ○ Léger ● Modéré ● Elevé		

Pressions sur la biodiversité et les habitats naturels		
Pressions	Gravité	Impacts
Chasse	●	La chasse menace deux types d'animaux: le crabe de montagne et l'iguane vert.
Construction	●	La construction de maisons, d'hôtels et de nouveaux sentiers détruit des zones naturelles essentielles et des zones touristiques pittoresques, et détériore la flore et la faune.
Espèces invasives	●	Les prédateurs introduits tels que les chats, les chiens et les rats. Les rats sont particulièrement dangereux pour la population d'oiseaux, et ils peuvent aussi attaquer les serpents ¹⁰ .
	●	Les chèvres sauvages errantes provoquent une dégradation de la végétation, empêchent la régénération des végétaux et provoquent l'érosion des sols.
○ Nul ○ Léger ● Modéré ● Elevé		

Dans l'inventaire biologique effectué pour Saba, on a identifié d'autres menaces:¹¹

1 – Interruption des systèmes de drainage de l'eau en raison de la construction anarchique de maisons et de routes dans les ravins.

2- Les invertébrés introduits causent des maladies chez les espèces indigènes, comme le papillon *Psychonocta spec.* qui s'attaque à plusieurs espèces d'arbres, en particulier au cèdre blanc, un autre papillon a éradiqué presque tous les cactus *Opuntia* (rapport ABC-Advies, 1994) et probablement l'escargot *Zadrysie auricoma*, qui est en train de se propager en dehors des jardins.

La rascasse volante (*Pterois volitans/miles*), introduite à partir du Pacifique et qui s'est étendue sur l'ensemble des Caraïbes au cours des dix dernières années, est également présente autour de Saba et sur le banc de Saba. La densité autour de Saba semble être encore relativement faible, probablement en raison de la présence de gros poissons prédateurs, comme les mérous, qui ne peuvent pas être pêchés autour de l'île, mais seulement sur le banc de Saba. Récemment, la pêche a commencé dans les eaux autour de l'île ce qui provoquera la disparition rapide de tels prédateurs et permettra aux rascasses volantes de se multiplier rapidement. Cela pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'écosystème marin autour de l'île.

Sur le banc de Saba un grand nombre de rascasses volantes se retrouvent dans des pièges à vivaneau rouge posés sur les bords du banc. Un test d'intoxication ciguarétique (PCP), une maladie que l'homme peut avoir en mangeant du poisson de récif naturellement toxique, devrait déterminer si la consommation de la carcasse volante est autorisée, permettant ainsi de contrôler l'espèce.

Selon le projet de politique sur la Nature de 2002, d'autres espèces en voie de disparition sont les suivantes:

- Strombe géant: une population relativement faible de strombes géants est présente sur Saba (la plus grande densité est à l'est de Fort Bay) mais la population a diminué en raison de la perturbation de leur habitat et de la réduction de celui-ci à cause des activités des concasseurs. La population de strombes géants sur le banc de Saba est censée être considérable même si son commerce doit être strictement contrôlé. (plan N)

¹⁰ Voir Debrot et al, 2013, Predation threats to the Red-billed Tropicbird breeding colonies of Saba: focus on cats. DCNA: <http://www.dcnanature.org/invasive-predator-research-on-saba/>

¹¹ Anna Rojer, Fondation Carmabi, Novembre 1997:

<http://www.dcbd.nl/sites/www.dcbd.nl/files/documents/Rojer%201997%20Biological%20Inventory%20Saba.PDF>

- Lézards: bien que l'*Anolis sabanus* soit une espèce endémique très commune sur Saba, elle mérite d'être protégée en tant qu'espèce endémique souvent convoitée pour des raisons commerciales. Certaines données nous indiquent que des commerçants étrangers exportent chaque année un nombre inconnu de spécimens de cette espèce.
- L'iguane vert (*Iguana iguana*) de Saba est désormais considéré comme une sous-espèce endémique, mélanique. Il est potentiellement menacé d'hybridation si on importe des iguanes verts d'autres régions et si on le chasse.
- Ces dernières années, on assiste à un braconnage important du crabe afin de l'exporter. L'augmentation du tourisme, en particulier à Sint Maarten où ce crabe de terre est consommé, menace d'épuiser cette population à Saba. Des données précises sur la capture et la population de crabes sont nécessaires afin d'établir un quota et des règlements à l'exportation.

Défi 3 – Manque d'eau potable et problèmes d'élimination des déchets – Grave ¹²

Saba ne dispose pas de système de distribution d'eau et sa topographie rendrait un tel système coûteux. Les ménages et les hôtels collectent l'eau de pluie dans des citernes privées. Il existe deux usines de dessalement de l'eau pour l'hôpital, la maison de retraite et l'eau peut aussi être vendue au public. Quelques citernes publiques recueillent l'eau qui coule sur les routes pour la donner aux pompiers et pour l'agriculture etc. L'eau manque parfois alors que d'autres fois les fortes pluies tropicales provoquent l'érosion de la terre et une perte d'eau qui ruisselle vers la mer.

Les déchets sont collectés mais on ne les trie pas et on ne les brûle pas dans un incinérateur. Ensuite, il reste 10% des déchets contenant beaucoup de verre qui sont enterrés. Les déchets les plus gros (voitures, pneus, acier, batteries etc.) sont triés et conservés dans des dépôts. A l'ouest du port, beaucoup de matériaux de construction ont été déversés dans la mer.

4 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

4.1 CONSTITUTION

Saba est l'une des trois communes à statut particulier de la dite Caraïbe néerlandaise (d'où l'acronyme BES pour Bonaire, Saint-Eustache et Saba) et les ministères néerlandais en charge de la conservation de la Nature et de l'environnement aident ces îles.

Toutefois, on a transposé et préservé la loi sur la conservation de la Nature, les politiques et obligations datant de la période des Antilles néerlandaises d'avant le 10 octobre 2010. La législation environnementale est nouvelle mais elle avait déjà été développée par le gouvernement des Antilles néerlandaises. Ainsi, la loi sur la conservation de la Nature des îles BES¹³ délègue la responsabilité première de la Nature des îles des Caraïbes néerlandaises à elles-mêmes. Les îles ont l'obligation de développer leurs propres plans d'action sur leur Nature respective, ainsi qu'une législation insulaire sur la Nature qui applique les accords internationaux dont le Royaume fait partie. Cela comprend la gestion des espèces ou zones qui ont été identifiées à l'échelle internationale comme des espèces et zones ayant besoin d'une protection spéciale.

Cependant, il est de la responsabilité du gouvernement néerlandais de veiller à ce que les îles gèrent de façon appropriée leur Nature et qu'elles puissent bénéficier d'aide quand elles sont dans l'incapacité de le faire. Les zones spéciales ou les espèces qui constituent un sujet de préoccupation internationale et sont ainsi classées par le ministre en vertu de la loi sur la conservation de la Nature des îles BES, relèvent de la responsabilité des îles.

¹² Du schéma directeur pour un développement intégré de Saba n° 2908

¹³ Wet Grondslagen Natuurbeheer en -bescherming BES, http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

En dehors du cadre juridique des îles, à savoir dans l'océan et au-delà des eaux territoriales de celles-ci, le ministre est directement responsable de la gestion de la Nature. Le ministre se charge également de la gestion des eaux territoriales selon la Loi sur la gestion maritime¹⁴.

4.2 LES INSTITUTIONS ACTUELLES

Saba est une petite île, mais les responsabilités administratives du gouvernement de l'île sont vastes. Afin de pouvoir exécuter et coordonner l'ensemble des fonctions gouvernementales, le gouvernement a délégué un certain nombre de tâches à des organisations non-gouvernementales.

En ce qui concerne la gestion de la Nature, la Fondation *Saba Conservation* (SCF), une organisation non-gouvernementale de gestion de la Nature, exerce une fonction consultative, de préparation et d'exécution importante en coopération avec le gouvernement de l'île. La SCF est l'organisme responsable de la gestion du parc national marin de Saba et de l'entretien du réseau de sentiers Nature.

La responsabilité de l'amélioration de l'environnement (tels que l'élimination des déchets, la réglementation dans le secteur de la construction etc.) incombe au Bureau de la planification et au Ministère des Travaux publics.¹⁵

4.3 POLITIQUES, STRATÉGIES, PROJETS, PROGRAMMES

Comme on l'a dit précédemment, il n'y a actuellement aucune politique sur la Nature pour Saba (le dernier projet datant de 2002), mais il existe deux parcs marins officiellement reconnus par la loi: le parc marin national de Saba¹⁶ et le parc national Banc de Saba¹⁷. Il existe cependant une politique globale sur la Nature pour les trois îles BES¹⁸.

La politique sur la Nature des Caraïbes néerlandaises de 2013 prévue pour la période 2013-2017 a été préparée conjointement par les îles et le ministère néerlandais en charge de la Nature. Le Parlement néerlandais l'a approuvée.¹⁹ Il prend en compte l'intégration de la conservation de la Nature et son utilisation durable dans tous les secteurs de la politique ainsi qu'une gestion efficace de la Nature des zones et des espèces protégées. Cette politique sur la Nature devrait être utilisée pour mettre en place des priorités pour la conservation de la Nature et pour veiller à la répartition judicieuse des ressources.

L'une des actions mentionnées dans ce plan comprend la demande de Saba aux Pays-Bas d'inscrire l'île entière sur la liste provisoire des sites à proposer au Comité du patrimoine mondial (CPM) pour son inclusion au patrimoine mondial.

Parc marin et Banc de Saba

Le Parc national marin de Saba se trouve tout autour de l'île, on y a mis de façon permanente des bouées de marquage (facilitant la plongée et protégeant les coraux), ce parc fait l'objet d'une réglementation concernant son utilisation et entretien. Un plan de zonage divise le parc en différents usages récréatifs et commerciaux. Les revenus du parc proviennent des droits d'entrée, de la vente des souvenirs et de donations.

14 Wet Maritiem Beheer BES, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-maritiem-beheer-BES.pdf>,

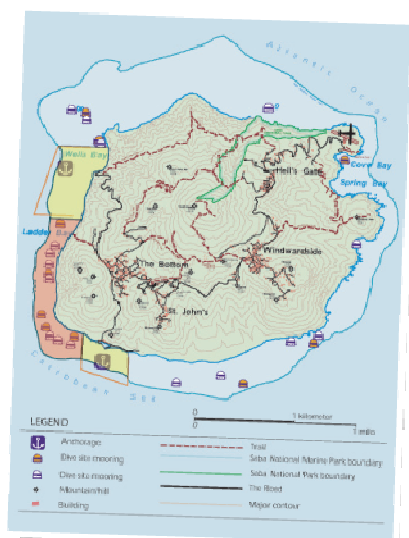
15 Les paragraphes ci-dessus viennent de: Plan conceptuel politique sur la Nature 2002-2007

16 <http://www.sabapark.org/>

17 http://www.sabapark.org/marine_park/

18 <http://www.government.nl/documents-and-publications/publications/2014/02/03/nature-policy-plan-the-caribbean-netherlands.html>
ou : <http://www.dcnanature.org/nature-policy-plan-for-bonaire-saba-and-st-eustatius/>

19 http://www.dcnanature.org/wp-content/uploads/2013/10/EZ_BO_NaturePolicyPlan%20Car.NL_ENG_2.pdf. Voir aussi:
<http://www.dcnanature.org/nature-policy-plan-for-bonaire-saba-and-st-eustatius/>



Le parc national Banc de Saba (créé en 2010) a été reconnu par les Pays-Bas en septembre 2012 pour la protection de sa biodiversité sur le banc, y compris les tortues de mer, les baleines à bosse migratrices, plus de 200 espèces de poissons et des milliers d'oiseaux de mer. Banc de Saba, qui est situé à moins de cinq kilomètres de la côte de l'île de Saba, constitue le plus grand atoll sous-marin en pleine croissance des Caraïbes, et probablement, le troisième le plus grand au monde.

En octobre 2012, l'Organisation maritime internationale (OMI) l'a formellement reconnu comme zone maritime particulièrement sensible (ZMPS) et sa désignation est entrée en vigueur en juin 2013. Cette désignation symbolise la fin d'une longue bataille pour les représentants du gouvernement et les environnementalistes qui essayaient de démontrer que, bien que Banc de Saba ait une des vies marines les plus riches et préservées, ceci ne durera pas longtemps sans une protection spéciale contre les menaces telles

que le trafic maritime intense. Avec l'entrée en vigueur de ce nouveau statut en 2013, Banc de Saba est devenu la 13ème ZMPS au monde. Le statut de ZMPS du Banc de Saba comprend deux mesures de protection associées: une zone d'ancrage et une zone à éviter (ZAE) pour les navires de 300 tonnes en tonnage brut (TB). En 2010, la loi locale avait déjà interdit l'ancrage et désigné le Banc comme parc naturel, parce les ancres détruisent le fond et menacent les récifs coralliens et les autres formes exceptionnelles de vie marine, mais avec le statut de non-ancrage de l'OMI cette prohibition est renforcée à l'échelle internationale. La mesure ZAE était nécessaire parce que les navires passant au-dessus du Banc détruisent souvent les bouées de marquage des homards et les pièges à poissons, causant des dommages écologiques car les pièges perdus appelés «pièges fantômes» continuent d'attraper des poissons, et affectant gravement l'économie des pêcheurs.

La Marine néerlandaise aura bientôt terminé une nouvelle carte bathymétrique plus détaillée des eaux entourant Saba pour que toute l'île soit à nouveau analysée.²⁰

Tourisme

Saba attire les touristes qui viennent pour les richesses naturelles, le paysage et la tranquillité de l'île. L'île offre des opportunités de plongée et de randonnée sans avoir à modifier son caractère fondamental. La stratégie touristique de Saba a été d'éviter le tourisme de masse et de se concentrer plutôt sur un tourisme discret amateur de Nature ou sur l'éco-tourisme. Le tourisme est d'une grande importance économique pour l'île. Un récent Schéma directeur sur le tourisme (2011) formule clairement qu'il est important de développer le tourisme durable comme nouvelle alternative pour le futur économique de l'île.²¹

L'objectif du développement touristique est de viser une utilisation écologiquement responsable des ressources naturelles par le biais d'activités terrestres et aquatiques respectueuses de l'environnement et axées sur la Nature.

Cependant, les autorités de Saba ont proposé un développement intégré de l'île, se concentrant davantage sur le développement d'équipement de plus haut de gamme pour les touristes. Elles considèrent qu'un accroissement de l'activité économique est essentiel pour augmenter le bien-être des habitants de l'île. À cet égard, le schéma propose de construire d'autres hôtels, restaurants, d'améliorer le port et l'aéroport, et d'investir dans les installations d'eau potable et le réseau Internet. Le schéma prévoit également de faire du marketing autour du tourisme et de mieux réhabiliter les sentiers de randonnée.

²⁰ Les paragraphes ci-dessus viennent de: <http://www.dcnanature.org/saba-banks-pssa-status-fully-implemented/>

²¹ Plan stratégique sur le tourisme pour Saba 2011-2014 <http://sabatourism.com/pdf/Tplan2011.pdf>

Espèces invasives

Les autorités de Saba ont mis en place un programme d'éradication des rats depuis plus de 15 ans maintenant, mais les rats restent encore un problème largement répandu et insurmontable. Ce qui veut dire que les rats sont peut-être devenus en partie résistants au rodenticide utilisé et que l'usage d'un autre rodenticide sera l'étape suivante. L'utilisation alternée de différents rodenticides reste la pratique la plus efficace et recommandée à l'échelle internationale pour contrôler les rats. Cela se pratique déjà aux environs de St-Eustache où les problèmes de rats sont beaucoup moins graves que sur Saba, comme en témoignent les données photographiques sur les pièges.²²

Les chèvres errantes sont un problème persistant sur l'île. Elles abîment et broutent excessivement la végétation, en particulier sur les pentes sèches les plus basses, elles causent aussi une forte érosion du sol en le brisant ce qui provoque des chutes de pierres, et en supprimant le couvert végétal, ce qui rend le sol encore plus vulnérable à l'érosion.

Récemment l'Institut des ressources marines et études écosystémiques (IMARES)²³ a produit un rapport pour le ministère de l'EZ (Affaires économiques et Nature) intitulé «Les éléments clés en vue d'une stratégie commune contre les espèces exotiques invasives pour les Caraïbes néerlandaises».

Ce rapport comprend deux recommandations pour l'île ainsi que pour les Caraïbes néerlandaises en général. Pour Saba, le rapport note l'établissement récent et la propagation de cobayes et de lapins à « The Level ». Il recommande d'établir des lois pour empêcher les espèces invasives potentielles d'entrer sur l'île, pour renforcer les capacités de l'île à faire face au problème, et mettre en place un réseau d'experts et de bénévoles qui peuvent être mobilisés en cas de besoin.

Le parc marin national de Saba a adopté un plan d'action contre la rascasse volante pour faire face à cette espèce invasive.²⁴ On demande aux clubs de plongée de signaler leur présence de façon à ce que les gardiens du parc puissent les capturer.

ZEE

Suite à la déclaration du statut de zone économique exclusive (ZEE) en Juin 2010, qui intègre l'ensemble du Banc de Saba, la zone économique exclusive de l'ensemble des Caraïbes néerlandaises a élaboré un plan de gestion. Ce plan de gestion veille à ce que la pêche du Banc de Saba et sa riche biodiversité soient efficacement protégées et gérées de manière durable.

4.4 CADRE LÉGAL, SUIVI ET APPLICATION

Le Parlement néerlandais a adopté cinq lois pour les 3 îles BES (Saba, Saint-Eustache, Bonaire), concernant la Nature, le bien-être de l'environnement (eau, déchets, énergie), l'aménagement du territoire, la gestion du milieu marin et la pêche.²⁵

La loi sur la protection et gestion de la Nature destinée aux îles BES et adoptée en décembre 2011²⁶, prévoit notamment de nombreuses mesures politiques et applications de la loi pour Saba (et les deux autres communes à statut particulier: Bonaire et Statia). Elle mentionne notamment SPAW, CITES, les Conventions de Bonn et sur les tortues de mer et fait référence à la convention RAMSAR et celle sur la

22 Debroet et al, 2013, Predation threats to the Red-billed Tropicbird breeding colonies of Saba: focus on cats. DCNA: <http://www.dcnanature.org/invasive-predator-research-on-saba/>

23 De la Wageningen UR

24 <http://www.sabapark.org/downloads/SCF%20Lionfish%20Response%20Plan%202010.pdf>

25 Wet volkshuisvesting, ruimtelijke ordening en milieubeheer BES <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-VRM-BES.pdf>, Wet maritiem beheer BES, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-maritiem-beheer-BES.pdf>, Wet grondslagen ruimtelijke ontwikkelingsplanning BES, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-grondslagen-ruimtelijke-ontwikkelingsplanning-BES.pdf>, Wet grondslagen natuurbeheer- en bescherming BES, <http://www.dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-grondslagen-natuurbeheer-BES.pdf>, Visserijwet BES, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Visserijwet-BES.pdf>

26 Wet grondslagen natuurbeheer- en bescherming BES, http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

diversité biologique. Elle déclare que les îles doivent élaborer tous les 5 ans un plan d'action politique sur la Nature comprenant une liste d'actions pour la période couverte.

Protection de la Nature et lois sur la gestion de la Nature	
Règlemente	Met en place
Protection de la flore et faune	<ul style="list-style-type: none"> – Annexe 1, 2 et 3 du Protocole SPAW – Annexe I de l'IAC (Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines) – Addendum I et 2 de la Convention de Bonn sur les espèces migratoires
Conservation de la biodiversité	Convention sur la diversité biologique
Gestion et conservation des habitats et écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> – Convention Ramsar sur les zones humides d'importance internationale – Le Protocole SPAW (Protocole sur les aires spécialement protégées et Protocole sur la vie sauvage) de la Convention de Carthagène – Annexe II de l'IAC (Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines)
Commerce des espèces en voie d'extinction	Addendum I et II de la CITES ou Convention de Washington

Accord multilatéral sur l'environnement	Remarques
Convention pour la Protection et le Développement du Milieu marin dans l'ensemble des Caraïbes (Convention de Carthagène)	Instrument juridique du Programme pour l'Environnement des Caraïbes (PEC), du Programme pour les mers régionales des Caraïbes du PNUE. Il comprend le Protocole relatif aux rejets de pétrole, le Protocole SPAW et le Protocole LBS (sources terrestres de pollution marine) ; les Protocoles sur les rejets d'hydrocarbures et SPAW ont été ratifiés et sont mis en œuvre dans la législation des BES. Le Protocole LBS n'a pas encore été ratifié bien qu'il soit mis en place par la loi sur l'Environnement des BES (pour les trois communes à statut particulier y compris Saba). (Wet VROM BES)
Convention sur la diversité biologique (CDB)	Loi habilitante pour BES, mais législation exigée pour sa mise en place complète. Seulement Bonaire l'a fait de façon adéquate.
Convention Ramsar	Aucun site Ramsar sur Saba.
CITES	Dans les lois sur la conservation de la Nature de BES mais pas (encore) totalement mis en place.
Convention sur la conservation des espèces migratoires appartenant à la faune sauvage (Convention de Bonn)	Loi habilitante pour BES, mais législation exigée. Seulement Bonaire l'a fait de façon adéquate.

Suivi

Le mandat de l'ONG, la Fondation *Saba Conservation* (SCF), qui gère le parc marin, est énoncé dans les règlements et les accords de gestion de l'environnement. En plus d'être responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans de gestion, l'organisation a également un pouvoir d'exécution.

4.5 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Pendant tout le mois d'octobre, l'événement annuel «*Sea & Learn* » aura lieu à Saba. Les gens viennent du monde entier sur l'île pour écouter des experts présenter leurs résultats et apprendre sur la Nature. On organise des sorties sur le terrain avec des scientifiques experts dans leur domaine qui font des présentations sur leur sujet. Cela va des orchidées aux oiseaux et araignées et des algues aux coraux et poissons; chaque sujet a été abordé au moins une journée lors de l'événement de 2013. Au cours de l'une des sorties sur le terrain, un expert en arachnides a découvert deux nouvelles espèces d'araignées sur Saba.²⁷

L'Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la Nature (DCNA), est une fondation bien établie qui informe sur la nature et l'environnement dans les six PTOM néerlandais.²⁸

La base de données néerlandaise sur la biodiversité des Caraïbes (DCBD) - un projet du ministère néerlandais des affaires économiques en coopération avec la DCNA aide à sensibiliser le public²⁹.

4.6 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

L'objectif 2013-2017 de la politique sur la Nature des Caraïbes néerlandaises est d'aider les îles BES³⁰ à se donner des priorités pour la conservation de la Nature, en veillant à la répartition des ressources, y compris des 7,5 millions € alloués par le Parlement néerlandais pour la conservation de la Nature dans les trois îles BES pour les quatre années à venir, et des 2 095 360 \$ attribués à Saba.

Le plan déclare que la plupart des fonds disponibles pour la gestion de la Nature dans les Caraïbes néerlandaises vient des droits d'utilisation. Le parc national marin de Saba génère 53% du budget total pour la gestion de la Nature, par le biais de droits d'entrée. Une partie des coûts d'exploitation des aires protégées est couvert par des subventions provenant des instances dirigeantes des îles (Saba 17%). Le gouvernement de La Haye, en partenariat avec les instances dirigeantes des trois îles BES et des acteurs locaux, fera une étude préliminaire et des recommandations afin d'assurer un avenir financier durable pour les parcs nationaux.

L'accès au parc marin national de Saba est gratuit pour tous les résidents, mais les visiteurs doivent payer 3 \$ US par plongée.

En 2007, le gouvernement néerlandais a décidé de donner 1 M € par an (pendant 10 ans) à un fonds d'affectation spéciale pour la DCNA (L'Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la Nature). D'autres organismes de bienfaisance investissent désormais dans ce fonds comme la Loterie Nationale et les programmes de soutien de l'UICN et de WWF. Un tel montage évite de passer par un processus compliqué de sélection de projet et de déboursement dans l'administration. Le Fonds d'affectation spéciale est géré par un conseil indépendant d'experts financiers à l'intérieur de la DCNA. Les organismes de gestion du parc naturel regroupés au sein de la DCNA ont convenu de ne pas utiliser les intérêts générés par le fonds avant au moins 2016, afin de constituer progressivement un capital. L'objectif est de fixer le fonds à un montant assez élevé de sorte qu'il génère suffisamment d'intérêt pour couvrir les frais de gestion minimum des six îles (Saba, Saint-Eustache, Bonaire, Aruba, Curaçao et Sint Maarten).

Selon le rapport 2012 de l'organisme public, les revenus générés sur l'île ont seulement couvert 6% des dépenses.

²⁷ <http://www.dcnanature.org/new-spiders-for-saba/>

²⁸ www.dcnanature.org

²⁹ www.dcbd.nl

³⁰ <http://www.government.nl/documents-and-publications/publications/2014/02/03/nature-policy-plan-the-caribbean-netherlands.html>

5 COOPÉRATION

En tant que membre des Antilles néerlandaises jusqu'en 2010, Saba reçoit des fonds de l'UE. Trois millions € ont été approuvés dans le 10^e FED pour les travaux d'infrastructure liés aux logements sociaux (phase 2 du projet *Under the Hill*).³¹ Dans la phase 1 (2.5 millions €), des routes, des citernes d'eau, des fosses septiques / égouts ont été construits et la zone de captage d'eau de *The Bottom* a été agrandie.

La Fondation *Saba Conservation* (SCF) est membre du réseau des gestionnaires des aires marines protégées des Caraïbes (CaMPAM) du Protocole SPAW et a reçu le soutien de SPAW pour renforcer les compétences au sein des aires marines protégées (ateliers de formation pour les formateurs) et pour participer aux réunions régionales des parcs marins et aux ateliers de lutte contre la rascasse volante invasive. Depuis que le Protocole SPAW a reconnu le parc national Banc de Saba comme zone protégée d'importance régionale (l'une des dix-huit jusqu'à présent y compris le parc national Quill/Boven sur Saint-Eustache et le parc national marin de Bonaire), il peut bénéficier d'une petite subvention du Protocole SPAW créée en 2013 dont le but est de promouvoir et développer la coopération entre ces zones.

La SCF participe à des observations conjointes annuelles des mammifères marins, financées par le projet français Agoa de sanctuaire marin pour les mammifères. Ces observations comprennent aussi le Banc de Saba et font partie de la coopération du Ministère de l'EZ avec le projet Agoa dans le but de préparer une déclaration de sanctuaire néerlandais pour les mammifères marins dans les eaux de la ZEE entourant Saba et Saint-Eustache.

Grâce à la fondation DCNA (L'Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la Nature), Saba reçoit le soutien de programmes de coopération visant à renforcer les compétences. Cela comprend des ateliers de formation conjoints avec les autres îles hollandaises, des échanges de personnel avec Sint Maarten, Saint-Eustache et Bonaire, et un soutien administratif du secrétariat de la DCNA.³²

En tant que membre de la DCNA, la SCF peut aussi recevoir un financement d'urgence de celle-ci, en cas de situation d'urgence grave suite à ouragan par exemple.

6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Saba est petite et on l'appelle la *Reine immaculée*, mais elle dispose de peu de ressources propres non naturelles. Les deux piliers de l'économie sont le tourisme et l'école de médecine. Il n'existe ni une politique sur la Nature ou l'environnement ni un plan d'aménagement du territoire. Cependant, Saba a deux parcs marins et des lois de protection de la Nature basiques comme pour les deux autres « communes à caractère particulier » (Loi VROM-BES), ce qui signifie que les plans d'action de 5 ans doivent être élaborés et les lois sur la Nature actualisées.

³¹ Le 10^e FED pour les Antilles néerlandaises (y compris Saba):

http://ec.europa.eu/europeaid/where/octs_and_greenland/documents/signed-spd-06-2012.pdf

³² www.dcnanature.org

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité calendrier	et	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins € et RH	en	Risques hypothèses	et	Sources d'€ possibles
Protéger la Nature des espèces invasives	Introduire des lois et des mesures de gestion	Phaéton à bec rouge emblématique de Saba menacé par les chats et les rats sauvages. Un grand nombre de rascasses volantes est piégé dans les pièges à vivaneau rouge sur les bords du Banc de Saba.								
	Activités Des lois pour la capture, l'exclusion, la confiscation, la quarantaine et destruction d'espèces potentiellement invasives. Des ressources humaines supplémentaires et davantage de renforcement des compétences. Etablir un réseau d'experts et de bénévoles quand c'est nécessaire. <u>Chats:</u> Débarrasser la décharge du nombre exceptionnellement élevé (<i>Felis catus</i>) de chats sauvages: construire un enclos en béton rapidement pour les ordures non incinérées et qui soit à l'épreuve des animaux nuisibles. Empêcher le public de relâcher des chats stérilisés dans la Nature. Recourir judicieusement à l'euthanasie, surtout dans les zones sensibles (comme les colonies d'oiseaux marins référencées). ¹ <u>Rascasses volantes:</u> Contrôler et éradiquer les rascasses volantes. Analyser les contenus de ciguatoxine dans les rascasses volantes, pour déterminer si la rascasse volante locale pose des risques d'intoxication par la ciguatera.									

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité calendrier	et	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins € et RH	en	Risques hypothèses	et	Sources d'€ possibles
Promouvoir le tourisme durable	Préparer les conditions nécessaires.	Le nouveau plan touristique (2011) veut promouvoir un tourisme axé sur la Nature.								
	Activités Elaborer et mettre en place la planification territoriale de la sauvegarde des sites naturels de grande valeur: l'occupation des sols ou un nouveau développement territorial devrait être limité. Se concentrer sur les formes actuelles d'hébergement touristique à petite échelle pour permettre aux touristes de découvrir la Nature à travers des installations bien gérées de plongée, des sentiers pédestres, des brochures d'information et des panneaux d'information, etc. Elaborer et mettre en place un plan de protection de la Nature. Investir dans un port plus fonctionnel et davantage protégé des tempêtes, et dans l'aéroport, dans des hébergements écologiques, des restaurants, des points de captage d'eau améliorés etc.									

¹ Debrot et al, 2013, Predation threats to the Red-billed Tropicbird breeding colonies of Saba: focus on cats. DCNA: <http://www.dcnanature.org/invasive-predator-research-on-saba/>

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Elaborer ses propres politiques	Appliquer les lignes directrices (obligatoires) des politiques sur la Nature aux îles BES ² .						
	Activités Évaluer le (vieux) projet de loi sur la Nature pour identifier les lacunes dans la mise en œuvre des exigences internationales et pour identifier les mesures nécessaires qui permettent d'atteindre les objectifs de la politique sur la Nature des Caraïbes néerlandaises et du plan sur la Nature de l'île. Réaliser une cartographie de base complète (physique et biologique) du Banc de Saba pour le suivi et l'établissement de rapports. Mettre en place le plan de gestion de la ZEE en donnant priorité au Banc de Saba. Assurer une gestion et protection efficaces du Banc de Saba en tant que zone maritime particulièrement sensible (ZMPS) et du parc national dans la zone économique exclusive.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Protéger les espèces endémiques en voie d'extinction		L'iguane vert (<i>Iguana iguana</i>) endémique est menacé d'extinction par la chasse. Le strombe géant est menacé par les activités du concasseur. Braconnage du crabe pour le tourisme et l'exportation. Lézards ciblés pour leur commercialisation.					
	Activités Protéger l'iguane vert, interdire sa chasse. Contrôler le commerce des conques y compris du strombe géant. Analyser la situation là où se trouve le concasseur. Produire des données précises sur la capture des crabes de terre et leur population afin d'établir un quota d'exportation et une réglementation. Protéger le lézard endémique (<i>Anolis sabanus</i>). Contrôler l'exportation.						

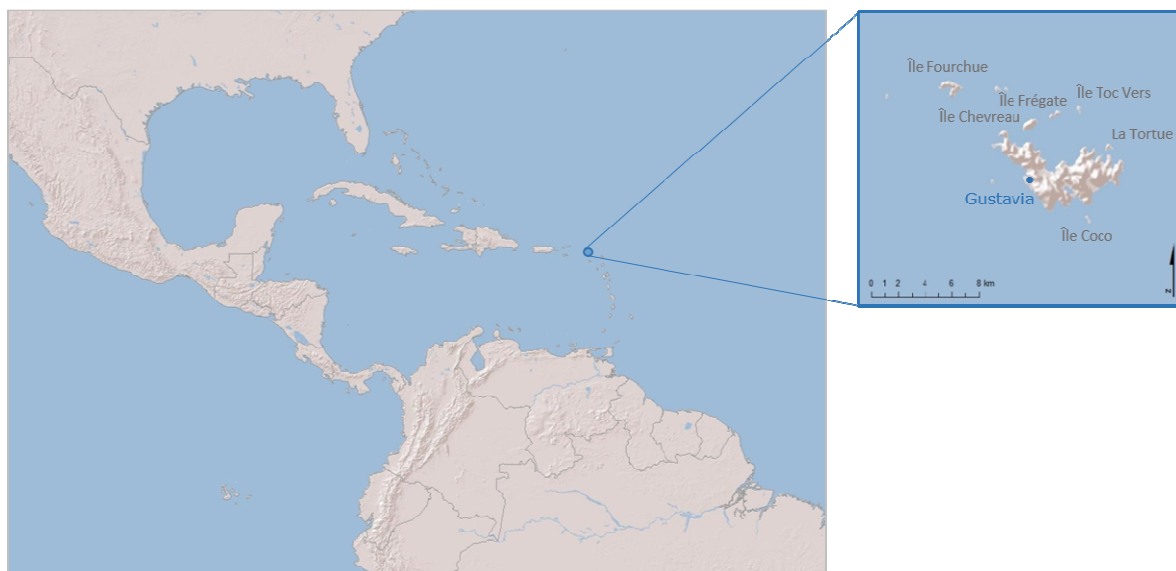
² <http://www.government.nl/documents-and-publications/publications/2014/02/03/nature-policy-plan-the-caribbean-netherlands.html>

ANNEXE I :

SAINT-BARTHELEMY

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

SAINT-BARTHELEMY



Résumé	230
Informations générales	230
Organisation institutionnelle et politique.....	231
Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale.....	232
État de l'environnement	233
Gouvernance environnementale	234
Coopération.....	240
Conclusions et recommandations.....	240

RÉSUMÉ

Saint-Barthélemy est l'un des plus petits PTOM (Pays et Territoires d'Outre-Mer) de l'Union Européenne avec 25 km² et 9 171 habitants. L'île a obtenu le statut de Collectivité d'Outre-mer (COM) en 2007. Elle est ensuite passée du statut européen de RUP (région ultrapériphérique) à celui de PTOM en 2012.

D'une manière générale, Saint-Barthélemy a su mettre en œuvre un modèle de développement créateur de richesse, fondé sur une stratégie de développement du tourisme haut de gamme, depuis les années 60. Sans ressources énergétiques propres, peu d'eau douce et sans production agricole, l'île dépend beaucoup de l'importation. Par sa difficulté d'accès, son niveau de vie est assez élevé.

La collectivité fixe sur son territoire les règles applicables en matière d'environnement par analogie avec les règles nationales. Son code de l'environnement a été adopté en 2009 et est depuis lors régi par un établissement public, l'agence territoriale de l'environnement.

L'île s'est dotée d'une réserve naturelle marine en 1996. Première île des Caraïbes à avoir instauré un tri sélectif des déchets ménagers en 1998, il y a une collecte quotidienne des ordures ménagères¹, un recyclage et une valorisation thermique de la partie incinérée, qui nourrit l'usine de désalinisation pour la production d'eau potable.

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom du territoire	Saint-Barthélemy
Région	Caraïbes
Superficie	21 km ² / 25 km ² (îlets compris)
Revendications maritimes	ZEE : 4000 km ² Mer territoriale : De 8 à 12 milles marins autour de l'île
Population	9.171 (au 1 ^{er} janvier 2014), 436 hab/km ²
PIB/habitant	26.000 € (1999) ²
Taux d'alphabétisation	100 %
Taux de chômage	3,2 % (2012)
% sous le seuil de pauvreté	1 à 3 % maximum.

Saint-Barthélemy est située dans la Mer des Caraïbes, à la charnière des Grandes et des Petites Antilles, à 230 km au nord de la Guadeloupe et à 21 km au sud-est de Saint-Martin. Saint-Barthélemy constitue un archipel de plusieurs îlots dont seulement l'île principale est habitée: île Chevreau, île Coco, île Fourchue, île Frégate, île de la Tortue, île Le Boulanger, Les Grenadins, Pain-de-Sucre, île Pelée, île Petit-Jean, île Toc Vert.

Géographie

Saint-Barthélemy (capitale: Gustavia) a une superficie de 21 km² et de 25 km² îlots compris. C'est une île montagneuse d'origine volcanique dont le point culminant est le Morne Vitet, à 286 m. Les collines sèches accueillent une végétation essentiellement épineuse. Cette image s'est modifiée (et devenue plus verte) avec l'adduction d'eau potable (arrosage et goutte à goutte) et l'importation de terre végétale et d'autres espèces de végétation, notamment en zone urbanisée.

Les côtes sont découpées et creusées d'anses bordées de sable fin.

¹ 6 jours par semaine.

² Insee, en cours d'évaluation.

Le climat de l'île de Saint-Barthélemy est de type tropical maritime. Deux saisons se distinguent : une saison sèche de décembre à mai et une saison pluvieuse de juillet à octobre. L'ensoleillement reste important toute l'année, mais dans la saison pluvieuse des masses nuageuses peuvent se développer et devenir des dépressions tropicales, des tempêtes ou des cyclones.³

Économie et population

Le tourisme (de haute gamme) représente la première activité économique de Saint-Barthélemy. En 2012, 321 000 visiteurs ont visité l'île, en croissance après une chute en 2008-2010. On compte environ 70 000 visiteurs par an.⁴ Les données sur le nombre de visiteurs arrivant sur des bateaux de croisière varient entre 46 000 à 13 000 par an.⁵

Le trafic à la gare maritime ainsi qu'au port de commerce connaît chaque année une croissance. Le statut de port franc et la mise en place d'une fiscalité adaptée aux réalités locales ont permis et favorisé le développement d'une activité commerciale intéressante et économiquement rentable.

L'aéroport Carl Gustav dispose d'une piste de 650 m de long, une des plus courtes au monde. Il occupe une place importante dans l'économie de l'île.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics constitue, avec le tourisme, une activité clef de Saint-Barthélemy. Il a connu quelques difficultés ces dernières années, mais la commande publique a joué un rôle fondamental dans le maintien de ce secteur d'activité pendant les années de crise internationale.

La population est issue de divers groupes ethniques. Au dernier recensement près de 40 nationalités ont été comptabilisées. L'emploi attire une main d'œuvre étrangère importante. L'arrivée de cette main d'œuvre extérieure génère quelques problèmes : hébergement, gestion des déchets, éducation des enfants et circulation routière.

2 ORGANISATION INSTITUTIONNELLE ET POLITIQUE

Saint-Barthélemy est une Collectivité d'Outre-mer (COM) depuis 2007. Ses ressortissants sont des citoyens Français.⁶ Entre 1947 et 2007, Saint-Barthélemy a été rattachée administrativement à la Guadeloupe, en tant que commune de ce département. Le 7 décembre 2003, les électeurs de Saint Barthélemy se sont prononcés massivement en faveur du statut de Collectivité d'Outre-mer.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, Saint-Barthélemy est passée du statut de RUP (Région Ultrapériphérique) à celui de PTOM (Pays et Territoire d'Outre-Mer). Outre l'affranchissement des normes européennes, le statut de PTOM va permettre à la collectivité de bénéficier de la compétence douanière.

Le Président du Conseil Territorial est l'organe exécutif de la Collectivité d'Outre-Mer, à ce titre il la représente auprès des tiers, prépare et exécute les délibérations du Conseil Territorial et du Conseil Exécutif, et préside le Conseil Exécutif.⁷

Le Conseil Territorial a confié la gestion de l'environnement à une agence territoriale de l'environnement (ATE).

3 http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ra_2012_saint-barthelemy.pdf

4 L'offre d'hébergement touristique est constituée d'environ 65% de villas et de 35 % d'hôtels allant du grand luxe (5 étoiles) à la petite hôtellerie.

5 Respectivement sur des petites unités et CIA: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tb.html>

6 <http://www.outre-mer.gouv.fr/?presentation-saint-barthelemy.html>

7 <http://www.octassociation.org/spip.php?article48>

Malgré sa petite taille, Saint-Barthélemy abrite une flore diversifiée. Il y a une réserve marine de 1 200 ha, depuis 1996. Selon BirdLife International, il y a 3 ZICO (zones importantes pour la conservation des oiseaux) couvrant un total de (1 055 ha).⁸

La flore a été modifiée de manière non négligeable depuis 1995 (année du cyclone Luis) par l'importation de végétaux et de terre végétale en relation avec le développement de l'activité touristique (jardins des villas et hôtels de luxe). Cette importation a aussi favorisé l'arrivée d'espèces végétales et animales exotiques et envahissantes pour certaines. L'exemple le plus cité chez les animaux : l'espèce d'iguane *Iguana delicatissima*, classée en danger d'extinction par l'IUCN, s'hybride avec *Iguana iguana*, récemment introduit sur l'île à partir de Saint-Martin.

D'après le récent ouvrage Biodiversité d'Outre-Mer de l'IUCN, et la base de données de l'agence territoriale de Saint-Barthélemy, on recense les espèces terrestres et marines telles que présentées dans les tableaux ci-dessous.⁹

Biodiversité terrestre				
Flore	Invertébrés			
348 plantes recensées, dont 13 endémiques des Petites Antilles + 150 espèces introduites ou à vaste répartition tropicale	Myriapodes	Mollusques	Insectes	Arachnides
	17	13	377	61
Vertébrés				
Amphibiens	Reptiles	Oiseaux	Mammifères	
3 espèces de grenouille introduites	16 espèces de reptiles terrestres. 7 endémiques des Petites Antilles. 7 exotiques, 1 espèce endémique de l'île.	20 espèces nicheuses dont 5 endémiques des Petites Antilles	6 espèces de chiroptères indigènes dont 1 endémique des Petites Antilles ; plusieurs espèces introduites	

Biodiversité marine et côtière					
Flore	Invertébrés				
Phanérogames	Spongiaires	Cnidaires	Echinodermes	Mollusques	Crustacés
6	60	96	24	243	46
Vertébrés					
Poissons	Reptiles	Oiseaux	Mammifères		
400	3 espèces de tortues y pondent	15 espèces nicheuses	23		

⁸ <http://www.birdlife.org/datazone/country/st-barthelemy>

⁹ Biodiversité d'Outre-mer, Comité français de l'IUCN, Editions Roger Le Guen, 2013.

4.1 VUE D'ENSEMBLE

Sans ressources énergétiques propres, peu d'eau douce et sans production agricole, l'île dépend beaucoup de l'importation. Saint-Barthélemy a su prendre des mesures pour la protection de son environnement. Un grand effort a été fait pour une meilleure gestion des déchets et le traitement des ordures (voir 5.2. Politiques). On y pratique le tri sélectif, le recyclage et l'incinération avec production d'énergie, qui est ensuite utilisée dans l'usine de désalinisation pour la production d'eau potable.

Un réseau de traitement et d'assainissement des eaux usées d'une capacité de 3 500 équivalents-habitants a été mis en service en mars 2013. L'usine traite déjà tous les effluents des bâtiments communaux et publics (écoles, collège et hôpital) et les effluents du bourg de Gustavia avec un programme de raccordement qui se met en place progressivement. Les boues devraient être utilisées dans le processus de compostage.

L'île de Saint-Barthélemy est dépendante de l'extérieur pour son énergie électrique qui est presque exclusivement d'origine fossile, à la fois coûteuse et polluante. La production d'électricité atteint son niveau le plus élevé en 2012 avec une production de 99 231 MWh. Une politique de soutien des énergies renouvelables a été mise en place. La production d'énergie procède progressivement au remplacement de tous les groupes par des unités plus petites, moins grandes consommatrices de carburant, plus performantes et bien plus respectueuses des normes environnementales.

4.2 PRINCIPAUX DÉFIS

Défi 1 - Dégradation de la biodiversité - Grave

Les opérations de défrichement ou de déboisement sont désormais contrôlées par la collectivité. L'élevage, et les caprins en particulier, ont été décimés et ne présentent plus de véritable danger pour la végétation et les sols.¹⁰ Les défrichements passés ont néanmoins résulté en l'érosion des sols et une incidence sur la biodiversité.^{11,12}

La pulvérisation d'insecticides pour lutter contre les (seuls) moustiques vecteurs de dengue ou de chikungunya, a des effets pervers considérables sur les autres insectes, premiers agents de la pollinisation. À terme, de telles actions mal contrôlées et mal ciblées risquent de porter un préjudice lourd à l'équilibre écologique de l'île et pourrait bien avoir pour conséquences un appauvrissement de la diversité biologique, une raréfaction de la végétation et une déstabilisation des sols (par accentuation de l'érosion).

L'érosion des sols suite aux événements climatiques (cyclones) des années 1995 à 2000, s'est considérablement ralentie avec le retour de la végétation sauvage fixatrice du sol.

Défi 2 - Dégradation des récifs coralliens - Grave

D'après l'UICN, la fréquentation accrue du lagon et des îlots par les plaisanciers dégrade les récifs coralliens. La propagation de certaines maladies des récifs et des oursins dans l'ensemble de l'arc antillais a eu des effets aussi à Saint-Barthélemy.¹³

L'arrivée dans le milieu marin de sédiments d'origine terrigène, eaux de ruissellement, lors des événements pluvieux exceptionnels, en bordure de côtes et autour des îlets, est aussi néfaste.

¹⁰ Il n'existe pas de forêts à proprement parler, mais certains îlots sont/ étaient boisés.

¹¹ Biodiversité d'Outre-mer, Comité français de l'UICN, éditions Roger Le Guen, 2013

¹² <http://stbarthessentiel.fr/wp-content/uploads/2012/07/StBarthEssentiel-Mission-Report-2009-2012.pdf>

¹³ Biodiversité d'Outre-mer, Comité français de l'UICN, éditions Roger Le Guen, 2013

Les programmes de préservation, de prévention et de contrôle mis en place dans le cadre de la réserve marine et de l'agence territoriale de l'environnement créée en 2013 offrent des résultats plus que prometteurs.

Défi 3 - Surexploitation du milieu marin - Grave

La pratique de la pêche s'est accentuée sur l'ensemble du plateau continental. L'arrivée des pêcheurs des autres îles de la caraïbes (Guadeloupe, Martinique) a contribué à accroître le phénomène de surexploitation. La fixation des règles locales et la fixation d'un cadre réglementaire stabilisé à l'échelle régionale sont devenues des urgences.

Défi 4 - Changement climatique - Grave

L'élévation du niveau de la mer représente, comme partout ailleurs, une menace pour les zones côtières de basse altitude. Les zones les plus menacées sont la zone portuaire et les plages. La hausse de la température de l'eau risque également à terme, de provoquer le blanchissement et la mort des coraux.

Une augmentation de la fréquence des orages et des tempêtes tropicales est prévue pour les Caraïbes.¹⁴ Saint-Barthélemy est déjà, chaque année, soumis à la période cyclonique (avec de très fortes houles) et situé en zone sismique avec un risque réel de tsunami. Des études sont en cours pour assurer notamment la protection de la rade et de la ville de Gustavia. Les autres parties basses de l'île en bordure des côtes sont aussi directement concernées.

Défi 5 - La maîtrise de l'avenir

Le territoire est exigu (21 km²), la population augmente (9 171 habitants, 436 habitants au km²), les besoins et les pressions liées à l'urbanisation augmentent, et avec eux un risque de modifications des équilibres écologiques.

5 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

En tant que Collectivité d'Outre-mer, Saint-Barthélemy est compétente en matière d'environnement (y compris la protection des espaces boisés), ainsi qu'en matière d'énergie, de tourisme, d'urbanisme, et de création et d'organisation des services et établissements publics de la collectivité.¹⁵

L'Etat Français reste compétent en matière de procédure et de droit pénal, de droit commercial et de droit monétaire, bancaire et financier. Un préfet délégué est désigné, représentant l'Etat et le gouvernement au sein des COM des îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

5.1 INSTITUTIONS

Le conseil territorial exerce les compétences qui sont actuellement dévolues à la commune, au département et à la région. Il fixe les règles applicables dans les matières énumérées ci-dessus.

Saint-Barthélemy dispose d'un code de l'environnement depuis 2009. La collectivité, via son Agence territoriale de l'environnement (ATE), fixe les règles et définit sa politique de protection de l'environnement et de développement durable.

¹⁴ Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability, summary for policy makers. http://ipcc-wg2.gov/AR5/images/uploads/IPCC_WG2AR5_SPM_Approved.pdf

¹⁵ En plus : de fiscalité (impôts, droits et taxes), de cadastre, de construction, d'habitat, de logement, de circulation routière et de transports routiers, de desserte maritime d'intérêt territorial, d'immatriculation des navires, de création, aménagement et exploitation des ports maritimes, de voirie, mais à l'exception du régime du travail (qui relève de l'Etat), de voirie, de droit domanial et des biens de la collectivité, d'accès au travail des étrangers.

L'ancienne Direction Régionale de l'Environnement (service de l'état français), aujourd'hui la DEAL¹⁶, en Guadeloupe, n'a plus de compétences propres à Saint-Barthélemy. Une convention a néanmoins été signée entre la DEAL et l'ATE pour le contrôle des installations ICPE. Les sanctions nationales restent applicables en attendant les décrets de ratifications des sanctions proposées par la collectivité à l'État.

Le Préfet a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois et des engagements internationaux de la France, de l'ordre public et du contrôle administratif. Il instruit les déclarations d'utilité publique et d'installations classées. Il peut prendre toute mesure relative au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique. Il dirige l'action des services de la gendarmerie, qui sont chargés du contrôle aux frontières exercés tant à l'aéroport de Saint Jean qu'au port de Gustavia.

La collectivité a restructuré son office du tourisme en créant dès 2008 un comité territorial du tourisme, le CTTSB. Les classements hôteliers relèvent de la compétence locale et se font en relation directe avec la société ATOUT FRANCE par convention.

Le Conseil Territorial a créé un établissement public local à statut particulier, la Chambre Économique Multiprofessionnelle (CEM), qui constitue auprès des pouvoirs publics, l'organe représentatif des intérêts du commerce, de l'industrie, des services, des métiers et des professions libérales.

La Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) exerce encore par convention avec la collectivité des missions dévolues à l'inspection des installations classées ainsi que pour l'instruction et l'approbation des projets d'ouvrage de production et de transports d'énergie électrique, la délivrance de certificats donnant droit au rachat d'électricité et la délivrance des certificats d'économie d'énergie. C'est également la DRIRE qui contrôle les rejets atmosphériques de l'usine de traitement des déchets ménagers.

La collectivité de Saint-Barthélemy gère l'assainissement de l'île via un service public d'assainissement non collectif (SPANC), opérationnel depuis 2005. Elle favorise le plus possible la mise en place de solutions collectives de gestion des eaux usées à différentes échelles, par zone et par quartier.

L'UCDEM (Union Caraïbes de Dessalement d'Eau de Mer), filiale de la SIDEM (Société Internationale d'Eau de Mer) assure depuis 1984, pour le compte de la collectivité, la production d'eau potable destinée à la distribution.

La collecte quotidienne des ordures ménagères, initialement réalisée par la collectivité, a été confiée à des petites entreprises privées familiales. La gestion des déchets et le traitement des ordures sont gérés en délégation de service public (DSP). La déchèterie, le tri sélectif et la valorisation (recyclage) des métaux (fer, aluminium, cuivre, plomb) sont assurés et gérés par un service dédié de la collectivité « Le Service propreté »

5.2 POLITIQUES, STRATÉGIES, PLANS, PROGRAMMES

La collectivité dispose de documents politiques concernant tous les secteurs de son développement y compris les sujets en lien plus ou moins directs avec l'environnement. Un document global actualisé devrait voir le jour dans les prochaines années.

Déchets

Comme explique en haut, après le tri sélectif des déchets ménagers, Saint-Barthélemy brûle ses déchets résiduels (après extraction des matériaux triés et valorisés) dans un four à combustion aux normes européennes dont la chaleur produite est récupérée pour contribuer au processus de dessalement d'eau de mer, une technique moderne unique dans les Antilles. Les rejets atmosphériques sont «propres». Les fumées sont traitées par filtration dans un mélange de charbon actif et de chaux vive. Les résidus

¹⁶ Département de l'environnement, habitation, planification, en Guadeloupe, 300 personnes. <http://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/DEAL-ENG.pdf>

toxiques (pollués) de l'incinération (les REFIONS) sont stockés dans des « big-bags » puis envoyés par conteneurs en Europe pour retraitement dans un centre spécialisé. Les mâchefers sont réutilisés sur place dans le BTP notamment et l'excédent reste en décharge. Plusieurs filières de valorisation sont effectives, voir annexe 1.

Un plan déchets portuaires existe aussi. Il a subi le contrôle de légalité et est rigoureusement appliqué.

Eau

Toutes les maisons de l'île sont dotées d'une citerne (de 10 à 100 mètres cubes en moyenne) qui recueille l'eau de pluie. La collectivité produit son eau potable destinée à la distribution. L'eau est produite dans des usines de dessalement d'eau de mer. L'eau produite est refoulée vers des réservoirs situés en altitude à plusieurs endroits de l'île. Elle y est stockée et est redistribuée dans toute l'île par gravité. Tous les quartiers de l'île sont desservis en eau. L'eau potable produite est régulièrement soumise aux analyses de l'Institut Pasteur.

Énergie

Saint-Barthélemy se tourne de plus en plus vers les énergies renouvelables. Une politique de maîtrise de la consommation d'énergie a été mise en place depuis plusieurs années.

- L'utilisation de panneaux photovoltaïques pour les éclairages extérieurs, le chauffage de l'eau et des piscines se généralise. Parallèlement, la collectivité a réaménagé à Saint-Jean une ancienne citerne d'eau avec des panneaux solaires qui a été raccordée au réseau en avril 2012. Cette installation produit 25 MWh par an. L'éclairage domestique se fait de plus en plus avec des lampes à basse consommation (LBC) et des LED.

- La climatisation des bâtiments est exclusivement réalisée par des systèmes performants sur le plan énergétique (INVERTER).

- EDF installe des nouveaux groupes plus petits, moins gourmands en carburant, plus performants et plus propres. A l'horizon 2020, la production d'électricité via les énergies renouvelables (essentiellement via la production d'énergie photovoltaïque) pourrait atteindre 12 GWh soit 10% du bilan énergétique.

Eaux usées

De manière générale, l'assainissement dans Saint-Barthélemy est individuel. Chaque habitation doit traiter elle-même ses eaux usées. En outre, la majorité des hôtels de l'île est dotée de mini-stations de traitement permettant une réutilisation des eaux usées pour l'arrosage des espaces verts. Des entreprises spécialisées assurent l'entretien des systèmes individuels. Les matières de vidanges et les boues des mini-stations sont retraitées au niveau de la station d'épuration collective de Gustavia. La station d'épuration publique de Petits Galets à Gustavia a été mise en route en mars 2013. Dans le même temps, la collectivité a poursuivi l'installation du réseau dans Gustavia et progressivement les bâtiments peuvent se relier au réseau. Un poste principal de collecte des eaux usées de Gustavia débutée en 2011 s'achève. Celui-ci recevra toutes les eaux d'assainissement avant de les renvoyer vers la station d'épuration publique.

Changement climatique (stratégies d'adaptation et d'atténuation)

La collectivité met à l'étude en 2014 un projet de protection de la rade de Gustavia (le port et la ville) contre les effets de la houle, des marées de tempêtes et l'augmentation éventuelle du niveau de la mer. Sur les plages, des opérations de fixation de la dune (à Gouverneur) ou de reconstruction des plages (à Saint Jean) ont été menées avec succès. Des opérations de reconstruction des barrières de corail par bouturage, dans la baie de Saint Jean ont été lancées et suivent leurs cours normal à titre expérimental. Un plan de prévention des risques naturels est prescrit et devrait être finalisé dans les prochaines années.

Nature / habitats

La collectivité continue à œuvrer pour l'adoption définitive d'une carte et de règles d'urbanisme strictes

avec des zones vertes naturelles à protéger. Les défrichements et les déboisements sont soumis à autorisation préalable. Les caprins ont été définitivement éradiqués des îlets. Sur l'île, leur nombre a diminué considérablement.

Des expériences ponctuelles ont été conduites sur les côtes :

- ré-ensablement des plages après les événements climatiques (fortes houles et cyclone);
- reconstruction et stabilisation des dunes (à Gouverneur);
- expériences de bouturage de coraux en vue de reconstruire une barrière récifale (Saint Jean).

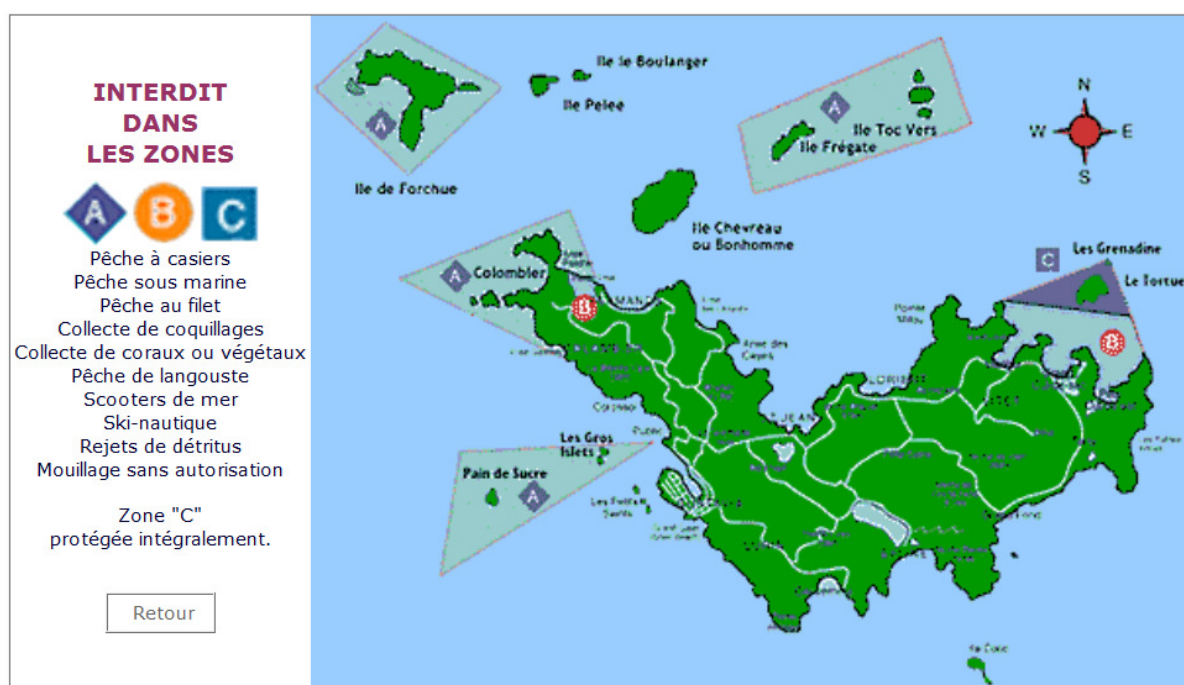
Biodiversité

Les inventaires de faune et flore sont en cours et les listes d'espèces endémiques et/ou menacées et à protéger, déjà en partie arrêtées, le seront de manière exhaustive. Elles sont annexées au code de l'environnement. Les règles seront fixées en conséquence.

Une nouvelle rédaction des règles relatives à la pratique de la pêche est en cours. La collectivité milite pour une réglementation harmonisée sur l'ensemble de zone caraïbe. Seul l'UE pourrait fixer ce cadre stabilisé.

Réserve marine

La réserve marine existe depuis 1996 et a permis d'instituer des zones marines protégées tout autour de l'île. La Réserve marine a son propre plan de gestion et contribue à protéger la biodiversité marine et assurer le maintien des populations par espèce. La pêche, la cueillette et le ramassage d'organismes vivants ou morts, sur le rivage ou dans les fonds marins sont interdits dans toute la réserve. La pêche professionnelle y est strictement réglementée et soumise à autorisation. Deux zones de protection renforcée (Petite Anse et entre Marigot et Petit Cul-de-Sac) où il est strictement interdit de pêcher, de mouiller et de plonger en scaphandre autonome ont été créées afin de préserver des lieux de reproduction et de développement. Voir la carte ci-dessous.¹⁷



¹⁷ http://www.st-barths.com/marine-reserve/marine_map.html

5.3 CADRE LÉGAL ET APPLICATION DES LOIS

Depuis le 15 juillet 2007 et à la demande de la Collectivité, la compétence de l'environnement a été donnée par l'État Français à Saint-Barthélemy. Les dispositions du code national de l'environnement, qui relèvent dorénavant du pouvoir de la collectivité, ont été abrogées en juin 2009 par le conseil territorial qui a ensuite voté pour l'adoption du code de l'environnement local.¹⁸ L'ensemble du code est en application. Les lois de la République française sont applicables de plein droit sur le territoire de la collectivité d'outremer de Saint-Barthélemy à l'exception de celles qui interviennent dans les domaines de compétences transférés à la collectivité. Les sanctions locales ne peuvent être supérieures aux sanctions nationales pour une même infraction. La procédure pénale est de la seule compétence de l'Etat.

Le Code traite des thématiques suivantes :

- Principes généraux : Plan d'aménagement et de développement durable de Saint-Barthélemy ; évaluation environnementale et information des citoyens (conditions pour la réalisation d'études d'impact environnemental) ; institutions concourant à la protection de l'environnement (ADEME, IFREMER, IFRECOR...)
- Espaces naturels
- Prévention des nuisances sonores
- Prévention de la pollution de l'air
- Déchets
- Installations à risque
- Produits chimiques et biocides
- Risques naturels majeurs
- Protection de la faune et de la flore.
- Publicité, enseignes et pré-enseignes
- Énergies renouvelables

Toute occupation du sol est soumise à permis de construire. Le permis est délivré par le conseil exécutif après avis d'une commission spécialisée.

Toutes les conventions et les protocoles internationaux ratifiés par l'État avant 2007 restent applicables à Saint-Barthélemy car ils l'étaient avant le changement de statut et n'ont pas été modifiés. A chaque nouvel engagement de l'État il est précisé s'il est applicable ou non à Saint-Barthélemy.

Sur le plan régional, Saint-Barthélemy a choisi comme les autres îles de participer à certains programmes comme la protection des mammifères marins, des espèces menacées etc.

5.4 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Depuis les années 70, les élèves des écoles et du collège sont sensibilisés aux problèmes de gestion de l'environnement et de protection de leur île. Des associations comme l'APNSB ou SUBPROTECT ont mené des actions et des campagnes considérables. La notion d'éducation à l'environnement et au développement durable est devenue obligatoire. Depuis 1995 et depuis l'adoption du plan municipal de l'environnement, ces associations et la commune (devenue plus tard collectivité) organisent tous les ans des campagnes d'information et d'éducation dans les écoles et au collège et des campagnes de communication et d'information en direction de la population.

L'Agence Territoriale de l'Environnement et d'autres associations présentes sur l'île ont pris le relais et mènent des actions de sensibilisation pour le public et dans les écoles. L'évènement annuel en 2013 portait sur «Une pêche durable dans les îles du nord de la Caraïbe».

¹⁸ Ce code a été approuvé par la délibération n°2009-050 CT du 12 juin 2009 transmise au représentant de l'État le 25 juin 2009, il est devenu exécutoire le 11 juillet 2009. www.comstbarth.fr

Trois ONGs (l'association Saint Barth environnement et développement durable¹⁹, l'association St-Barth Essentiel ²⁰ et l'association pour la protection des oiseaux (APO) sont à l'origine de pétitions, telles que la pétition « *Sauvons les derniers espaces naturels de Saint-Barthélemy* » en 2009-2010. Cette campagne a contribué à sensibiliser la population ainsi que les élus du conseil territorial (seuls compétents pour s'opposer aux projets immobiliers) dans le quartier des Salines.

La collectivité participe aux actions des ONG, à leurs actions en leur accordant des subventions annuelles de fonctionnement, en contribuant aux financements de certaines opérations ponctuelles et en mettant à disposition autant de moyens que possible.

Depuis sa création, la réserve marine a aussi développé son propre programme d'éducation à destination des enfants des écoles et du collège.²¹

Avec l'Université Antilles Guyane, membre associé au Muséum Naturelle d'Histoire Naturelle et autres partenaires associés, un inventaire et programme annuel de recherche et de conservation est réalisé.

5.5 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

En 2012, sur un budget de 13,2 millions € alloués aux investissements d'infrastructures et de réseaux, la collectivité a dédié 8,1 millions € au financement de travaux dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Ainsi la collectivité a poursuivi les travaux d'adduction d'eau potable afin d'augmenter le potentiel de raccordement de la population.

Dans le financement de la construction de la station d'épuration des eaux, le fonds exceptionnel d'investissement (FEI) de l'État est intervenu à hauteur de 500 000 € sur un investissement total de 4,6 millions €. Une digue de protection anticyclonique de la station d'un coût global de 3 500 000 € a également été construite.

La collectivité a mis en place un mécanisme d'aide à l'équipement en chauffe-eau solaire et panneaux photovoltaïques : une enveloppe de 10 000 euros, inscrite au budget de l'île pour l'exercice 2012, a été adoptée et votée par le Conseil Territorial le 30 décembre 2011.

Toutes les taxes applicables à Saint-Barthélemy figurent dans le code des contributions qui peut être consulté en ligne sur le site de la collectivité. Il y a une taxe d'élimination et de traitement des ordures ménagères (105 € pour les particuliers et professionnels) ; des taxes d'élimination des encombrants, des taxes sur la consommation de carburant et une taxe pour l'élimination des déchets portuaires.

¹⁹ <http://saintbarthenvironnement.over-blog.com/>

²⁰ <http://stbarthessentiel.fr/>

²¹ <http://reservenaturellestbarth.com/>

6 COOPÉRATION

6.1 COOPÉRATION AVEC LA FRANCE

La collectivité de Saint-Barthélemy, PTOM, reste une collectivité de la République française où les lois et règlements s'appliquent à l'exception de celles fixées par la collectivité dans les domaines de compétence qui lui ont été transférés. L'île n'est pas indépendante. Elle a juste un statut d'autonomie dans certains secteurs bien définis par la loi.

Les services de l'État et la collectivité continuent à collaborer dans de nombreux domaines. La collectivité adhère aux politiques nationales : protection des récifs coralliens, aires marines protégées, protection des mammifères marins, protection des oiseaux, conservatoire du littoral et conseil des rivages français d'Amérique, collaboration avec l'ADEME (Association nationale de défense de l'environnement et maîtrise de l'Énergie) etc. L'inventaire de la faune et de la flore et mise en place de la liste des espèces menacées et protégées, ont été confiés en partie à des associations de l'île en collaboration avec l'Agence territoriale de l'environnement.

6.2 AUTRE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET ACCORDS MULTILATÉRAUX SUR L'ENVIRONNEMENT (AME)

La collectivité de Saint-Barthélemy respecte tous les engagements signés par la France dans ce domaine comme dans les autres. C'est une obligation légale.

6.3 AUTRES FINANCEMENTS ALLOUÉS PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE POUR DES PROJETS D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL

Lorsque la collectivité était commune de Guadeloupe, elle a pu bénéficier en qualité de RUP, d'aides dans le cadre des POI²² (fonds FEDER par ex.). Depuis le passage en PTOM, Saint-Barthélemy est exclu de l'éligibilité aux aides européennes à l'exception des aides intervenant dans le cadre de projets de coopération régionale.

7 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La collectivité de Saint-Barthélemy s'est développée économiquement en promouvant le tourisme de qualité. Le statut de port franc et la mise en place d'une fiscalité adaptée ont permis et favorisé le développement d'une activité commerciale économiquement rentable.

Des investissements importants ont été réalisés dans le domaine de l'environnement: traitement des eaux usées, gestion des déchets et économie de l'énergie. La réserve maritime a été créée en 1996.

Sans ressources énergétiques propres, peu d'eau douce et sans production agricole, l'île dépend beaucoup d'investissements intelligents. La collectivité souhaite trouver les moyens d'assurer un développement économique et social équilibré et maîtrisé, répondant aux besoins d'une démographie croissante, et garantissant les normes fixées tant par l'UE que par la France, sans porter atteinte aux équilibres écologiques et à l'environnement en général.

²² Programme opérationnel interrégional

Objectif	Action	Situation actuelle	Priorité et calendrier	Entités responsables	€ et besoins en RH	Risques et hypothèses	Possible sources de financement
Gestion des déchets	Entamer les prochaines étapes pour la maîtrise des déchets	Petit territoire et une population en croissance.					
	Activités <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place la filière compostage (les études sont en cours de finalisation). - Pérenniser des destinations finales des déchets triés pour être recyclés (valorisés). - Des normes ISO 14001 pour l'usine d'incinération, pour toutes les filières. - La communication locale (information continue, éducation et amélioration du comportement humain). 						

Objectif	Action	Situation actuelle	Priorité et calendrier	Entités responsables	€ et besoins en RH	Risques et hypothèses	Possible sources de financement
Changement climatique	Protéger l'île sans trop porter atteinte à l'environnement	Le changement climatique, en combinaison avec la géologie de l'île pose des problèmes particuliers		Conseil Territorial EDF			
	Activités <ul style="list-style-type: none"> - Étudier le projet de protection de la rade de Gustavia (le port et la ville) contre les effets de la houle, des marées de tempêtes et l'augmentation éventuelle du niveau de la mer. - Etudier l'effet écologique des opérations de fixation des dunes, de reconstruction des plages et de reconstruction des barrières de corail par bouturage - Continuer à mesurer, évaluer et à modéliser l'impact du changement climatique et la fréquence des événements climatiques extrêmes (sur les côtes). - Finaliser le plan de prévention des risques naturels. - Etudier comment financer la réalisation de tels travaux de protection (investissements lourds). 						

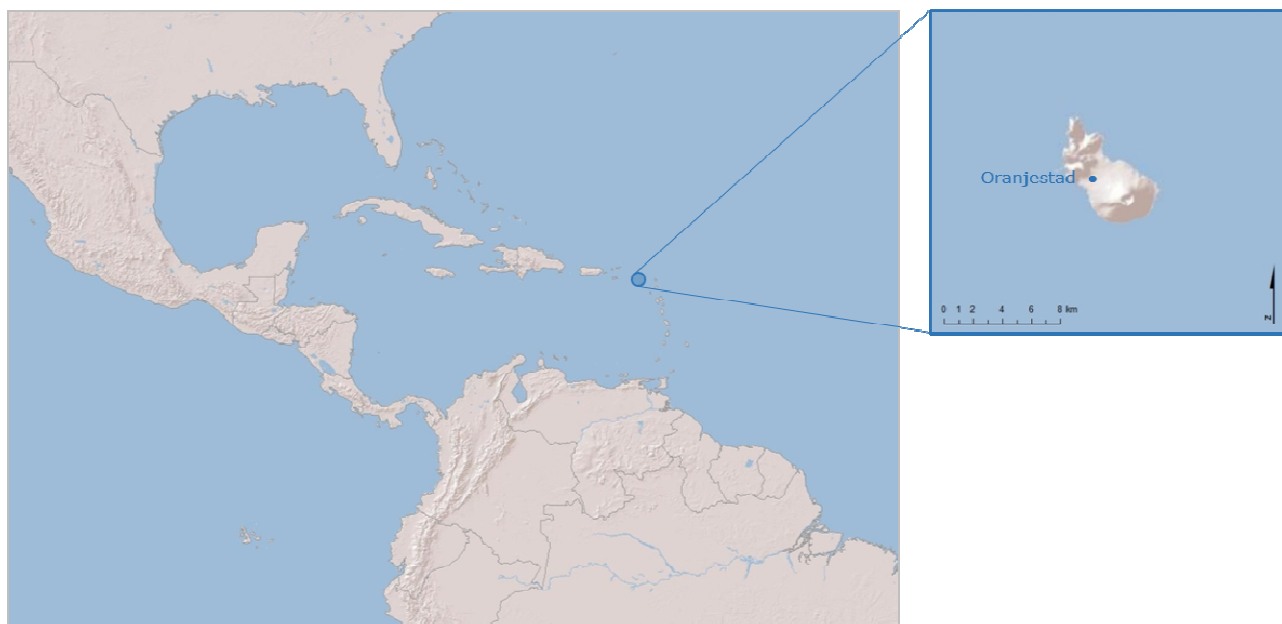
Objectif	Action	Situation actuelle	Priorité et calendrier	Entités responsables	€ et besoins en RH	Risques et hypothèses	Possible sources de financement
Economies d'énergie, promotion des énergies renouvelables	Augmenter l'efficacité énergétique. Promotion des énergies renouvelables.	L'utilisation de panneaux photovoltaïques se généralise sur l'île.		Conseil Territorial EDF			
	Activités <ul style="list-style-type: none"> - Continuer les aides à l'achat de chaudières plus performantes. - Campagnes d'information pour la réduction de la demande d'électricité. - Amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments. 						

ANNEXE J :

SAINT-EUSTACHE

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

SAINT-EUSTACHE



Résumé	244
Informations générales	244
Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale.....	245
Etat de l'environnement / menaces / vulnérabilités.....	247
Gouvernance environnementale	249
Coopération.....	256
Conclusions et recommandations.....	257

RÉSUMÉ

Le 10 octobre 2010, les Antilles néerlandaises se dissolvent et le statut de Saint-Eustache (ou Statia) change: elle devient une entité publique¹ ou une «commune néerlandaise à statut particulier» des Pays-Bas. Trois des anciennes Caraïbes néerlandaises qui sont Bonaire, Saint-Eustache et Saba² ont désormais le même statut.

Saint-Eustache est une petite île située dans la mer des Caraïbes au nord des îles Sous-le-Vent et à 50 km de Sint Maarten. Tout comme Saint Kitts et Nevis, elle se trouve sur un banc sous-marin peu profond, le banc Saint Kitts. Son versant nord est composé d'une série de volcans endormis (Boven, 200-300m) et le versant sud d'un plus jeune volcan endormi (The Quill, 600m).

La relation de Saint-Eustache avec les Pays-Bas est en transition. Beaucoup de ministères néerlandais interviennent sur l'île concernant la rénovation des bâtiments scolaires, les nouveaux travaux d'infrastructure et la réparation des infrastructures existantes. L'île propose un plan directeur pour son développement intégré, dans lequel ont été inclus l'accès à des zones naturelles, l'amélioration de l'aéroport, et du port et la résolution des problèmes de déchets. Beaucoup de travail d'entretien est aussi nécessaire.

Concernant la protection de la Nature, dès 1997 un inventaire biologique a été fait sur Saint-Eustache³ et il existe deux parcs nationaux : le Parc marin national de Saint-Eustache créé en 1996 et le parc national Quill/ Boven de Saint-Eustache classé par SPAW et qui a été créé en 1997. Le Jardin botanique Miriam Schmidt, à côté de ce dernier, a été lancé en 1999. Le gouvernement de l'île a délégué la gestion des trois zones à une ONG : la Fondation des parcs nationaux de Saint-Eustache (STENAPA).⁴

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Saint-Eustache est une petite île des Caraïbes de 21 km² avec 3 900 habitants. Le banc sous-marin qui la relie à St Kitts et Nevis est relativement peu profond (max. 180 m).

Nom du pays	Saint-Eustache
Région	Caraïbes
Superficie	21 km ²
Zones maritimes	Eaux territoriales: 1 174 km ² . ZEE: 1 107 km ²
Population	3 900 (2013 ⁵)
PIB/habitant	s.o. ⁶
Taux d'alphabétisation	s.o.
Taux de chômage	3,2 % (2013 ⁷)
% en-dessous du seuil de pauvreté	s.o.

1 Openbaar Lichaam (OL)

2 Parfois appelées les îles BES

3 Anna Rojer, Biological Inventory of Sint Eustatius, Carmabi Foundation, 1997, <http://www.bio-diversity-nevis.org/Documents/Biodiversity%20of%20Statia.pdf>

4 Fondation des parcs nationaux de Saint-Eustache (Stenapa), <http://www.statiapark.org/>

5 CBS, Bureau des statistiques

6 Selon Woonvisie, une coopérative de logements sociaux, le revenu moyen par foyer était de 900/1000€ par mois (2012-2015) mais une grande partie de la population gagne 4,20 €/heure=600/700 € par mois.

7 CBS

Son architecture historique est de style hollandais, elle est originaire de l'époque où l'île avait une agriculture florissante et était une plaque tournante du commerce antillais, surnommée le *Rocher doré*. On la connaît désormais sous le nom de *Trésor caché des Caraïbes*. Sa capitale est Oranjestad.

D'un point de vue économique, la plupart des gens sont fonctionnaires et travaillent pour le terminal pétrolier Nustar mais le tourisme reste une activité économique importante bien qu'il n'y ait pas de données sur le pourcentage du tourisme dans le PIB. L'île accueille environ 11 000 touristes par an.⁸ Parmi ceux-ci, 80% s'adonnent à des activités liées à l'écosystème marin⁹. En 2009, on a enregistré un total de 6 050 plongées dans le parc marin et de 713 visiteurs ayant payé les droits d'entrée du parc national¹⁰.

Le climat correspond en partie à celui de la savane mais aussi à un climat tropical, humide et soumis au passage des cyclones. Le volcan Quill situé sur la face sud de l'île, empêche les nuages de passer et génère davantage de pluies sur les hauteurs que sur les plaines et collines du nord. Ces différences climatiques conduisent à une grande variété de plantes et de communautés de plantes.

2 BIOGÉOGRAPHIE, ENDÉMISME ET IMPORTANCE POUR LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

Les Northern Hills (y compris le parc national Boven) se composent de cinq collines couvertes de nombreuses couches de dépôts volcaniques et sont de couleur rouge, due à l'oxydation du minerai de fer et de magnésium. L'aridité y a créé une végétation beaucoup plus clairsemée que celle du volcan Quill au sud. En plus des conditions météorologiques, la végétation des Northern Hills a été gravement abîmée dans le passé par l'agriculture et le bétail errant. À l'heure actuelle, l'agriculture est fortement réduite, mais le bétail errant (principalement des chèvres) continue de réduire la végétation et menace les espèces indigènes. Ces espèces sont les suivantes¹¹ :

- L'iguane des Petites Antilles¹², une espèce rare et menacée (différente de l'iguane vert, son cousin d'Amérique centrale). Les iguanes indigènes se trouvent difficilement mais on peut les voir dans certaines parties du parc Boven. Saint-Eustache est une des quelques îles où l'on peut encore trouver cette espèce en voie d'extinction. Une étude récente a montré que la population sur l'île est en déclin et gravement menacée.¹³
- Le lézard de terre endémique¹⁴ est une des animaux les plus courants de Saint-Eustache et on le reconnaît à ses lignes jaunâtres le long de ses flancs et à sa tête rouge. Il vit dans des trous et on peut le voir le long de la piste de Boven.
- Les tortues luths, vertes et imbriquées¹⁵, qui font leur nid sur Zeelandia Beach, leur principale plage de nidification dans les Pays-Bas caribéens.
- 18 espèces d'orchidées se trouvent autour de St-Eustache, souvent dans de grands arbres, au sommet du parc Boven et à l'intérieur et autour des grandes fissures de roches.
- La *Statia Morning Glory*¹⁶ est une plante grimpante endémique trouvée dans toute la zone des Northern Hills.
- Les falaises du versant sud sont une zone de nidification pour le Phatéon à bec rouge.¹⁷
- On peut souvent voir la buse à queue rousse chasser dans les Northern Hills.¹⁸

8 <http://knoema.com/WTODB2014Jan/world-tourism-organization-database-january-2014>

9 Tadzio Bervoets: Parc national de Saint-Eustache- Rapport sur l'évaluation économique des ressources coralliennes, Stenapa, mars 2010

10 Rapport annuel 2009 des parcs nationaux de Saint-Eustache.

11 <http://www.statiapark.org/parks/boven/index.html>

12 *Iguana delicatissima*

13 Debrot, A.O. and Erik Boman. The Lesser Antillean Iguana on St Eustatius: 2012 status update and review of limiting factors. IMARES Report number C166/12.

14 *Ameiva erythrocephala*

15 *Dermochelys coriacea*, *Chelonia mydas*, *Eretmochelys imbricate*

16 *Ipomoea sphenophylla*

17 *Phaethon aethereus*

18 *Buteo jamaicensis*

Le Quill (parc national) contient la seule «forêt humide à climat saisonnier» des îles Caraïbes néerlandaises avec d'autres plantes de montagne rares comme les «arbrisseaux de montagne» et la «forêt primaire». ¹⁹ Vers le sommet du cratère une végétation luxuriante révèle une grande variété de mousses, fougères, arums, broméliacées et des orchidées. Le Quill est le seul habitat de la colombe à croissants, du trembleur brun et du pigeon à cou rouge sur St-Eustache. ²⁰ Récemment une nouvelle espèce de plante inconnue de la science a été trouvée sur l'île. Il s'agit d'une plante grasse de la famille de l'asclépiade ²¹ rencontrée sur les parois internes du cratère de Quill. L'étendue de sa population n'est pas encore connue. ²²

La zone économique exclusive autour de Saba, Saint-Eustache et Sint Maarten, englobe l'ensemble du banc de Saba, qui est le plus grand atoll de corail immergé de l'océan Atlantique et possède l'une des biodiversités marines les plus riches de la mer des Caraïbes. De nouvelles espèces de poissons, de coraux et d'algues qui n'ont jamais été décrits auparavant y sont régulièrement découverts. Le récif profond et l'environnement de haute mer autour des îles restent pour l'instant essentiellement inexplorés, mais ils semblent être riches en espèces par rapport à d'autres zones de haute mer ²³. Les espèces présentes dans les eaux de Statia sont les suivantes:

Tortues marines	Observation confirmée de tortues luths, vertes et imbriquées, et observation non confirmée de la tortue caouanne ²⁴ .
Cétacés - baleines	Visiteurs réguliers à la fois dans les récifs et les eaux entourant Statia: à fanons, pilote, cachalot nain, à bosse, à bec, épaulard, dauphin à tête de melon, cachalots et baleines à bec de Cuvier ²⁵ .
Cétacés - dauphins	Dauphins tacheté pantropical, rayé, à long bec et à museau court ²⁶ .
Raies	Manta et léopard ²⁷ visitent le parc marin en venant des eaux profondes.
Animaux marins d'une valeur commerciale et récréative	Strombe géant, langoustes et deux espèces de requins, requins de récif des Caraïbes et requins nourrices. ²⁸

Coraux feuille-de-laitue	<i>Agaricia sp.</i>
Coraux mous	Gorgones et coraux fouet (<i>Ellisella sp.</i>).
Coraux durs sur les récifs moins profonds	Le corail (<i>Porites astreoides</i>), corail cerveau (<i>Diploria sp.</i>), différentes formes de corail étoile (<i>Montastrea sp.</i>), corail fleur (<i>Eusmilia fastigata</i>), corail meandreux (<i>Meandrina meandrites</i>), corail cierge (<i>Dendrogyra cylindrica</i>) et corail de feu en plaques (<i>Millepora complanata</i>).
Autres espèces de corail	Panaches de mer, gorgones et coraux noirs (<i>Antipathes sp.</i>) à des profondeurs excédant 20 m, surtout sur les pentes abruptes.

Dans les trois parcs, de nombreuses espèces menacées ou gravement menacées sont protégées dans le cadre d'une gestion active, de programmes de recherche et de surveillance incluant quatre espèces de tortues marines, l'iguane des Petites Antilles, la Couresse à ventre rouge, des orchidées, des cactus et la plante grasse endémique *Statia Morning Glory*. ²⁹ St-Eustache enregistre 26 espèces d'oiseaux nicheurs et 28 espèces migratrices supplémentaires. ³⁰

19 Plan d'action Nature 1998-2003 par F.J. van Zadelhoff, 1997.

20 Respectivement: *Geotrygon mystacea*, *Cinlocerthia ruficauda* and *Columba squamosa*.

21 *Gonolobus aloiensis*.

22 A. Krings and F. Axelrod: '*Gonolobus aloiensis* (Apocynaceae, Asclepiadoideae), a New Species from St Eustatius', Systematic Botany, Volume 38, Number 4, 2013.

23 Politique sur la Nature 2013-2017 pour les Caraïbes néerlandaises, Ministère néerlandais des Affaires économiques et de la Nature, avril 2013

24 Respectivement: *Dermochelys Coriacea*, *Chelonia Mydas*, *Eretmochelys Imbricate*, *Caretta caretta*.

25 Respectivement: *Balaenoptera sp.*, *Globicephala macrorhynchus*, *Kogia simus*, *Megaptera novaeangliae*, *Orcinus orca*, *Peponocephala electra*, *Physeter macrocephalus*, *Ziphius cavirostris*.

26 Respectivement: *Stenella attenuate*, *Stenella coeruleoalba*, *Stenella longirostris*, *Tursiops truncatus*.

27 *Manta birostris* et *Aetobatus narinari*.

28 *Strombus gigas*, *Panulirus argus*, *Carcharhinus perezi*, *Ginglymostoma cirratum*.

29 <http://www.statiapark.org/>

30 Programme de surveillance des oiseaux de Stenapa, voir: <http://www.statiapark.org/parks/boven/index.html>

3.1 APERÇU DE L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT DE SAINT-EUSTACHE

Il n'existe pas d'étude récente sur l'état de l'environnement à St-Eustache, mais STENAPA gère un certain nombre de programmes visant à protéger et surveiller les tortues de mer, le strombe géant, la langouste, l'iguane des Petites Antilles, les phaétons à bec rouge³¹, les papillons, les araignées, la *Statia Morning Glory*. Le Quill et le parc national Boven ont été déclarés zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) en 2008. Les résultats de la surveillance des oiseaux ont montré que 20 espèces différentes d'oiseaux ont été observées, ce qui fait un total de 679 spécimens. Sept sur neuf espèces référencées comme espèces essentielles pour Saint-Eustache par *Bird Life International*, ont été observées au cours de l'étude de 2009.³²

Le ministère des Affaires économiques et le gouvernement de l'île ont mandaté IMARES (Institut des ressources marines et des études sur les écosystèmes, Wageningen UR) pour effectuer des recherches sur une série de problèmes, comme les espèces invasives, les habitats marins, la conque, la langouste et les populations de poissons.

Tous les déchets sont actuellement transportés au même endroit et on ne les trie pas. La décharge actuelle se situe juste à côté de Zeelandia Beach, la zone de nidification des tortues. Les déchets, principalement en plastique, finissent sur la plage et dans d'autres zones avoisinantes. Cependant, le Secrétariat d'État néerlandais s'est engagé à participer techniquement et financièrement au projet de gestion des déchets (octobre 2013). Cette assistance technique se traduit par l'envoi d'un expert en gestion des déchets pour les trois îles BES et le financement de l'achat d'un incinérateur et de matériel supplémentaire. L'expert en gestion des déchets est basé à Bonaire depuis novembre 2013 et il visite régulièrement St-Eustache. Dans le but de collaborer avec cet expert, un plan d'action a été élaboré pour Saint-Eustache visant (en partie) la collecte séparée des déchets, des installations pour séparer davantage les déchets, le traitement des déchets et l'installation d'un incinérateur. Il est également prévu de fermer la décharge existante.

3.2 VULNÉRABILITÉS ET DÉFIS PRINCIPAUX

Défi 1 – Changement climatique - Sévère

Le changement climatique devrait avoir toute une série d'effets indésirables sur de nombreux pays, et ces effets peuvent être particulièrement graves pour les petites îles tropicales. Le tableau ci-dessous applique cette analyse générale au contexte particulier de Saint-Eustache.

Impact	Gravité	Commentaires
Inondation du littoral	●	La capitale, Oranjestad, a des zones de basse et haute altitude. L'aéroport et certains containers du terminal pétrolier sont aussi peu élevés.
Pêche stressée	○	La pêche n'a pas un rôle économique important sur le territoire.
Récifs de corail	●	Îles entourées de récifs coralliens sont l'objet de multiples menaces (blanchissement, diminution du pH).
Tourisme	●	Le tourisme est source de nombreux emplois (et revenus ³³). Le tourisme de récif (plongée et plongée avec tuba) et la randonnée sont des attractions importantes.

31 Mesures du succès d'éclosion des phaétons à bec rouge dans cinq sites de Saint-Eustache, Novembre 2012 – Juin 2013.

<http://www.statiapark.org/downloads/>

32 Voir publications sur: <http://www.statiapark.org/downloads/index.html> et le rapport 2009:

<http://www.statiapark.org/downloads/downloads/St%20Eustatus%20National%20Parks%20Annual%20Report%202009.pdf>

33 Données exactes non communiquées.

Tempêtes plus fréquentes et violentes	●	Cela représente une grave menace pour les îles Sous-le-Vent qui subissent déjà fréquemment les ouragans. L'ouragan Omar en 2008. ³⁴
Œufs de tortues "cuits"	●	Depuis 2009, le programme STENAPA de conservation des tortues marines a rendu compte de l'apparition d'infection et de la cuisson (partielle) des œufs en raison des températures trop élevées du sable. ³⁵ En se basant sur l'augmentation prévue des températures, le programme pourra mieux déterminer, à partir de données sur plusieurs années, quelles mesures d'atténuation prendre.
○ Nulle ○ Légère ● Modérée ● Sévère		

Défi 2 – Perte des habitats naturels et de la biodiversité - Sévère

Dégâts faits aux récifs de corail		
Cause	Gravité	Impacts
Tourisme	●	Erosion et nuisance dues à l'aménagement côtier en expansion et aux systèmes d'élimination des déchets inefficaces.
	○	Dégâts aux récifs résultant directement du tourisme sont notamment la rupture mécanique par les plongeurs et les plongeurs au tuba; pour accueillir les plongeurs, le parc marin dispose de 30 sites de plongée balisés destinés aux bateaux supérieurs à 50 pieds et cinq sites destinés aux bateaux allant jusqu'à 100 pieds. ³⁶
Construction et aménagement du littoral	●	Débris, sable, ciment, pierres et eaux de ruissellement causées par l'aménagement du littoral et l'érosion, échouent dans la mer et peuvent faire de graves dégâts aux coraux ou causer leur mort en les étouffant et en bloquant leur accès à la lumière du soleil. Ce ruissellement s'accroît avec les techniques de défrichement qui éliminent les plantes qui maintiennent le sol en place.
Pêche	○	La surpêche menace les récifs coralliens, bien que la pression de la pêche sur St-Eustache soit faible.
Herbiers marins	○	Les récifs coralliens protègent les herbiers marins sur les pentes du rivage, de sorte que leur dégradation peut affecter l'herbier marin. Les herbiers marins protègent à leur tour les récifs coralliens de l'asphyxie.
Autres causes	●	Les coraux peuvent blanchir avec l'augmentation de la température et des maladies peuvent survenir suite à une série de facteurs.
○ Nulle ○ Légère ● Modérée ● Sévère		

Pressions sur la biodiversité et les habitats naturels		
Pression	Gravité	Impacts
Pollution	○	L'absence d'une élimination adéquate (c'est en cours d'élaboration) des déchets provoque la pollution du sol, de la côte et de la mer. Le terminal pétrolier a provoqué plusieurs fuites dans le sol et dans le milieu marin.
Terminal pétrolier Nustar	●	Le mouillage des navires dans le parc marin endommage les récifs coralliens. Pollution par les navires y compris par les eaux de ballast. Une extension du terminal à un autre endroit n'a pas été autorisée récemment.
Tempêtes	○	St-Eustache a été maintes fois frappée par des ouragans dans le passé. Les arbres dans les cratères pourraient tomber lors d'un ouragan ou d'une tempête tropicale.
Trafic maritime	○	En 2002, le pétrolier Paulina a vidangé ses eaux de ballast contenant de l'huile, ce qui a pollué la longueur de l'île, le parc marin, le port et le littoral. 12 ans plus tard, la Fondation des parcs nationaux de Saint-Eustache (STENAPA) n'a toujours reçu de dédommagement pour

34 <http://www.youtube.com/watch?v=jqBibbZrHsQ>

35 <http://www.statiapark.org/downloads/downloads/2012%20Sea%20Turtle%20Conservation%20Program.pdf>

36 <http://www.statiatourism.com/ecotourism.html>

		nettoyer cette pollution; des sources d'informations disent que la situation va finir au tribunal ³⁷ . Ancrage défectueux provoque des bris mécaniques du récif de corail et les navires circulant en dehors des voies de navigation causent des dommages aux équipements de pêche et aux amarrages.
Chasse et commerce	○	Danger de la chasse principalement pour l'iguane des Petites Antilles. Certaines espèces de plantes, par exemple les orchidées et les fougères peuvent être des objets commerciaux potentiels. ³⁸
Bâtiment et industrie	●	Les zones naturelles précieuses sont sacrifiées à cause du développement industriel ou touristique. En tant qu'aire de nidification, <i>Tumble Down Dick Bay</i> (terminal pétrolier), a été perdue pour les oiseaux marins de la région qui sont menacés et vulnérables. Le problème va au-delà de la zone immédiate concernée car il a eu un impact visuel sur le paysage.
Espèces invasives	●	La liane corail (<i>Antigonon leptopus</i>) a envahi de vastes zones naturelles, étouffant toute autre végétation ³⁹ . La rascasse volante est apparue en 2011 et est désormais implantée, bien qu'encore en nombre relativement faible. L'escargot géant africain ainsi qu'une nouvelle espèce invasive d'herbe marine (<i>Halophila stipulacea</i>) sont apparus en 2013.
Bétail errant	●	En particulier les chèvres, les moutons, les bovins, les porcs et les poulets causent dégradent beaucoup la végétation, ce qui provoque l'érosion. Cette dernière est un problème grave parce que le sol de la Kultuurvlakte est extrêmement sensible à l'érosion. Les ânes sont maintenant dans des enclos.
Espèces (prédatrices) introduites	○	Les chats et les rats constituent une menace pour l'herpétofaune et l'avifaune (colonies d'oiseaux de mer et Phaétons à bec rouge). L'introduction accidentelle de la mangouste, du singe et de l'iguane vert d'autres îles est aussi un danger.
○ Nulle ○ Légère ● Modérée ● Sévère		

4 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

4.1 CONSTITUTION

St-Eustache est l'une des trois communes à caractère particulier des Caraïbes néerlandaises (ou BES). Les Pays-Bas ont fixé une série de nouvelles lois (les lois BES) pour les 3 communes des Caraïbes (Saint-Eustache, Saba, Bonaire), relatives à la protection de la Nature, l'environnement, l'aménagement du territoire, la gestion du milieu marin et la pêche.⁴⁰ Elles seront appliquées par étape, ceci faisant que les "vieilles" lois d'avant le 10 octobre 2010 (Antilles néerlandaises) soient encore en vigueur.

Ainsi la loi BES sur la conservation de la nature⁴¹ délègue la responsabilité première de la Nature sur les îles des Caraïbes néerlandaises aux îles mêmes. La nature est une ressource locale insulaire et devrait être gérée par l'île qui bénéficie directement de cette ressource. Cela comprend la gestion des espèces ou des zones qui ont été identifiées à l'échelle internationale comme ayant besoin d'une protection spéciale.

Cependant, il est de la responsabilité du gouvernement néerlandais de veiller à ce que les îles gèrent de façon appropriée leur nature et qu'elles puissent bénéficier d'aide quand elles sont dans l'incapacité de le faire. Les zones spéciales ou les espèces qui constituent un sujet de préoccupation internationale et sont

³⁷ <http://www.ecology.com/2012/01/02/oil-terminal-risks-st-eustatius/>

³⁸ Inventaire biologique par Rojer. <http://www.statiapark.org/downloads/downloads/RoerKNAP96-33BioInv-statia%5Beng%5D.PDF>

³⁹ <http://www.statiapark.org/downloads/downloads/Corallita%20pilot%20project-results%20recommendations-jan07.pdf>

⁴⁰ On peut trouver ces lois BES ici: <http://www.dcnanature.org/resources/policy-law-enforcement/>

⁴¹ Wet Grondslagen Natuurbeheer en -bescherming BES, http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

ainsi référencées par le ministre, en vertu de la loi sur la conservation de la Nature des îles BES, relèvent de la responsabilité des îles.

En dehors du cadre juridique des îles, à savoir dans l'océan et au-delà des eaux territoriales, le ministre est directement responsable de la gestion de la Nature. Le ministre se charge également de la gestion des eaux territoriales selon la Loi sur la gestion maritime.⁴²

4.2 LES INSTITUTIONS ACTUELLES

Institutions et responsabilités⁴³					
Direction E&I (Economie et Infrastructure)= Dir. E&I Unité d'application et de contrôle (Inspectie & Uitvoering) = unité I&C Département de la Planification territorial et des Travaux publics = DROB STENAPA= Fondation des parcs nationaux de Saint-Eustache					
Thèmes	Elaboration des politiques	Mise en place des projets	Application des lois	Suivi	Statistiques
Environnement	Gvt de l'île: Dir. E&I et Royaume	Gvt de l'île Dir. E&I, unité I&C STENAPA	Police, Gvt de l'île: Dir. E&I, unité I&C STENAPA	Gvt de l'île: Dir. E&I, unité I&C STENAPA IMARES	Gvt de l'île: Dir. E&I, unité I&C STENAPA IMARES
Eau potable et eaux usées	Gvt de l'île: Dir. E&I et Royaume	Installations de Saint-Eustache entreprise STUCO			
Déchets	Gvt de l'île: Dir. E&I	Gvt de l'île Dir. E&I Unités DROB & Direction de la Gestion	Police		
Biodiversité	Gvt de l'île: Dir. E&I et Royaume	Gvt de l'île: Dir. E&I, unité I&C STENAPA	Police, Gvt de l'île: Dir. E&I unité I&C STENAPA	Gvt de l'île: Dir. E&I unité I&C STENAPA IMARES	Gvt de l'île: Dir. E&I unité I&C STENAPA IMARES
Planification territoriale	Gvt de l'île: Dir. E&I	Gvt de l'île: Dir. E&I, unité de gestion	Police		
Protection civile (voir bas de page)⁴⁴	Royaume & Gvt de l'île	Gvt de l'île (et STENAPA)	Police et Gvt de l'île (et STENAPA)	Gvt de l'île, STENAPA et IMARES	
Gestion intégrée de la zone côtière	Gvt de l'île: Dir. E&I et Royaume	Gvt de l'île et STENAPA	Police, Gvt de l'île: Dir. E&I unité I&C STENAPA	Gvt de l'île, STENAPA et IMARES	
Pêche	Gvt de l'île: dir. E&I	Gvt de l'île: Dir. E&I, unité I&C et STENAPA	Police, Gvt de l'île, Dir. E&I, unité I&C et STENAPA	Gvt de l'île, STENAPA et IMARES	Dir. E&I, unité I&C
Agriculture et élevage	Gvt de l'île: Dir. E&I	Gvt de l'île: Dir. E&I unité I&C	Police et Gvt de l'île	Gvt de l'île: Dir. E&I unité I&C	
Energie renouvelable et efficacité énergétique	Gvt de l'île: Dir. E&I	Gvt de l'île: Dir. E&I			

⁴² Wet Maritiem Beheer BES, <http://dcnature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-maritiem-beheer-BES.pdf>,

⁴³ <http://www.statiagovernment.com/directory.html>

⁴⁴ Réponse aux catastrophes, urgences, coordination de la planification d'urgence, responsable de la gestion des systèmes d'alerte rapide.

Industrie	Gvt de l'île (dir. E&I)	NOTE: Très peu d'industries sur l'île			
Tourisme	Fondation du développement touristique de Saint-Eustache	Fondation du développement touristique de Saint-Eustache		Fondation du développement touristique de Saint-Eustache	Fondation du développement touristique de Saint-Eustache
Secteur privé			Police		

La conservation de la Nature dans les îles a été déléguée à la STENAPA (parc nationaux de Saint-Eustache), une organisation non gouvernementale de conservation de la nature. Son mandat est étroitement lié aux règlements et accords de gestion. En plus d'être responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans de gestion, cette organisation a également un pouvoir d'exécution.⁴⁵ En 2013, la STENAPA avait huit employés qualifiés et expérimentés travaillant depuis plus de 35 ans avec la Fondation.⁴⁶ Le parc marin dispose d'un gérant et d'un garde et recrute des bénévoles en cas de besoin.⁴⁷ Le personnel du parc marin travaille en étroite collaboration avec deux centres de plongée locaux pour s'assurer que les pratiques de plongée aient un impact minimum sur le récif.

Bird Life International a formé les membres du personnel de la STENAPA à l'identification et au contrôle des oiseaux, dans le cadre d'un programme de surveillance des populations d'oiseaux financés en 2008 par les ONG DCNA⁴⁸ et Vogelbescherming (protection des oiseaux) Pays-Bas.

En ce qui concerne le plan de gestion des ressources naturelles de la zone économique exclusive des Caraïbes néerlandaises, qui exclut le parc marin de Statia, les tâches sont réparties de la façon suivante: la mise en œuvre sera dirigée par un comité dédié à la biodiversité marine et à la pêche, le comité de la ZEE. Le gouvernement national se chargera de:

- Coordonner la mise en œuvre du plan de gestion des ressources naturelles de la zone économique exclusive dans la ZEE pour les Caraïbes néerlandaises;
- Garantir une gestion active de la zone économique exclusive pour les Caraïbes néerlandaises en développant une approche stratégique commune convenue;
- Garantir la participation constante des parties intéressées dans le développement ;
- Mettre en place un plan de gestion;
- Élaborer un plan de recherche et de surveillance intégré, en collaboration avec les partenaires du comité de la ZEE, fondé sur des engagements nationaux et internationaux, les différentes compétences des signataires et autres parties, et sur la possibilité d'utiliser les capacités locales.

Un autre intervenant responsable de la Nature ou de l'environnement est l'entreprise de services publics GEBE⁴⁹ qui se chargeait, jusqu'au 1er janvier 2014, de la production et la distribution d'électricité à Sint Maarten, Saba et Saint-Eustache, de la distribution d'eau à Sint Maarten et Saint-Eustache et aussi de la gestion des eaux usées. Mais Sint Maarten est désormais la propriétaire de GEBE depuis décembre 2013. Les nouvelles entreprises de services publics sur Saba et Saint-Eustache sont: Statia Utility Company (STUCO) et Saba Electrical Company (SEC). Un délai de six mois est maintenant en vigueur, permettant à Sint Maarten de fournir des services techniques à Saba et Statia. Toutes les opérations et les employés seront transférés le 1er janvier 2014.⁵⁰

45 Politique sur la Nature 2013- 2017 des BES

46 www.statiapark.org

47 Hoetjes et al, 2002, chapter 17 (Status of Coral Reefs in the Eastern Caribbean: The OECS, Trinidad and Tobago, Barbados, and the Netherlands Antilles in Wilkinson (ed.): Status of coral reefs of the world: 2002. GCRMN Report.

48 <http://www.dcnanature.org/> Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la Nature

49 Gemeenschappelijk Elektriciteitsbedrijf Bovenwindse Eilanden

50 <http://www.dutchcaribbeanlegalportal.com/news/business-financial/3685-gebe-fully-owned-by-st-maarten-lake-lauds-all-who-made-it-possible>

4.3 POLITIQUES, STRATÉGIES, PLANS, PROGRAMMES

Il n'y a pas encore de politique sur la nature pour Statia, comme l'a exigé la politique sur la Nature plus générale de 2014-2017 du Ministère néerlandais pour les trois îles BES.⁵¹ Il existe cependant une planification territoriale.

Mais comme cela a été dit précédemment, il y a deux parcs nationaux, le parc national Quill / Boven, le



Les trois parcs: deux terrestres (en vert) et un marin

parc national marin de St-Eustache qui sont gérés par la STENAPA. Le parc national de Quill / Boven a également été reconnu par les aires spécialement protégées du protocole (SPA) comme zone protégée d'importance régionale. Les parties ont seulement récemment mis en place les critères et procédure de cette reconnaissance.

Le plan de gestion du parc marin Statia a été publié en 2007 et celui du parc national Quill / Boven et du Jardin botanique finalisé en 2009. STENAPA a distribué des CD sur le plan de gestion pour les acteurs insulaires impliqués dans le développement et la mise en œuvre de ce plan, y compris le Conseil de l'île, l'Office de Tourisme et le Bureau des affaires juridiques. Les plans de

gestion ont été présentés au public via les médias, la presse et la *newsletter* de STENAPA, et ils sont disponibles sur leur site internet.⁵²

Suite à la proclamation de Quill et Boven comme zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) en 2008⁵³, les deux ONG ont financé la mise en place d'un cadre de suivi des populations d'oiseaux (voir ci-dessus).

En 2010, un plan de gestion de la ZEE a été élaboré en consultation avec les 6 PTOM des Pays-Bas: le Plan de gestion des ressources naturelles de la ZEE des Caraïbes néerlandaises⁵⁴. Un protocole d'accord pour l'application du Plan de gestion a été établi, qui n'inclut pas seulement ces eaux mais aussi les eaux territoriales en dehors des frontières des parcs marins autour des îles.⁵⁵

En 2013 un plan directeur sur l'infrastructure de Saint-Eustache a été élaboré.⁵⁶ Selon ce plan, les principaux objectifs des autorités de St-Eustache sont: l'amélioration de nombreuses infrastructures importantes: l'aéroport (5-8 M €), la prison (6 M €), les maisons et les routes (5-8 M € y compris la route du Jardin botanique voir même ses chemins de terre: 8-11 M €), la prévention contre les tempêtes (en enterrant tous les câbles (11-14 M €)).

Comme déjà indiqué, depuis octobre 2013 de nouvelles initiatives politiques ambitieuses ont lieu dans le domaine de la gestion des déchets, qui se traduisent par de l'assistance technique néerlandaise avec un expert supplémentaire et des fonds pour les nouvelles installations.

Pour l'énergie, une étude de faisabilité a été réalisée pour placer des éoliennes près de Corre Corre Bay. En raison de la situation isolée des éoliennes et des risques de dégâts que cela peut engendrer en cas d'orage ou de tempête, on pense que ce projet n'est pas rentable. Le gouvernement s'intéresse maintenant à l'énergie solaire.

51 <http://www.government.nl/documents-and-publications/publications/2014/02/03/nature-policy-plan-the-caribbean-netherlands.html>

52 Rapport annuel 2009 de STENAPA :

<http://www.statiapark.org/downloads/downloads/St%20Eustatius%20National%20Parks%20Annual%20Report%202009.pdf>

53 Rapport 2009 de STENAPA

54 IMARES, 2010.

55 Toutes les parties ont signé ce plan sauf Aruba et Sint Maarten..

56 Ontwikkelplan Openbaar Lichaam Sint Eustatius, document provided by authorities in The Hague.

En outre, en ce qui concerne les animaux errants, les ânes sont déjà dans des enclos et il y a un projet de mettre les vaches errantes dans des pâtures clôturées ou de les abattre.

Actions de STENAPA

On nettoie régulièrement les plages sur Zeelandia Beach et d'autres plages. Dans le parc marin il y a deux réserves gérées activement où la pêche ou le mouillage est interdit dans le but de conserver la biodiversité marine, de protéger les communautés de poissons et de promouvoir le tourisme durable. STENAPA prend aussi en charge l'entretien des appareils d'amarrage (plongée, tuba et emplacement des yachts), les patrouilles et la recherche.

4.4 CADRE LÉGAL, SUIVI ET APPLICATION

Le Parlement néerlandais a adopté cinq lois pour les 3 îles BES dont Saint-Eustache, concernant la nature, le bien-être de l'environnement (eau, déchets, énergie), l'aménagement du territoire, la gestion du milieu marin et la pêche.⁵⁷

La loi sur la protection et gestion de la Nature destinée aux îles BES et adoptée en décembre 2011⁵⁸, prévoit notamment de nombreuses mesures politiques et applications de la loi pour Saint-Eustache (et Bonaire et Saba). Elle mentionne notamment SPAW, CITES, les Conventions de Bonn et sur les tortues de mer et fait référence à la RAMSAR et à celle sur la diversité biologique. Elle déclare que les îles doivent élaborer tous les 5 ans un plan d'action politique sur la Nature comprenant une liste d'actions pour la période couverte.

L'ordonnance de île pour la protection de la faune et de la flore (1997) et celle pour l'environnement marin (1996) sont toujours en vigueur. Toutefois, ces ordonnances n'appliquent pas toujours les exigences internationales sur les tortues de mer ou les annexes de la Convention de Bonn ou du Protocole SPAW. Le ministère néerlandais peut aider l'île à revoir et mettre à jour ces ordonnances conformément aux exigences internationales. On a récemment envoyé une proposition à ce sujet au Conseil exécutif.

Réglemente	Etat de l'application
Protection de la flore et faune	<ul style="list-style-type: none"> - Avenant I et II du Traité sur les tortues marines (la Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines). - Avenant I de la Convention de Bonn sur les espèces migratoires. - Le décret en vigueur sur l'île n'inclut pas les tortues marines, l'exposé des motifs les mentionne.
Conservation de la biodiversité	Convention de la biodiversité biologique: application insuffisante.
Gestion et conservation des habitats et des écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> - Convention Ramsar sur les zones humides d'importance internationale (Saint-Eustache ne possède pas de zones humides significatives). - Avenants I et II du Protocole SPAW (Protocole sur les aires spécialement protégées et la vie sauvage) de la Convention de Carthage. - Pas appliqué.
Commerce des espèces en voie d'extinction	Avenant I de CITES ou de la Convention de Washington Pas appliqué, mais les douanes renforcent les demandes de permis de CITES

Accord multilatéral sur l'environnement	Remarques
Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes (Convention de Carthage)	Convention, ainsi que les protocoles sur les rejets pétroliers et SPAW dans les lois des BES

⁵⁷ Wet volkshuisvesting, ruimtelijke ordening en milieubeheer BES <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-VRROM-BES.pdf>, Wet maritiem beheer BES, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-maritiem-beheer-BES.pdf>, Wet grondslagen ruimtelijke ontwikkelingsplanning BES, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-grondslagen-ruimtelijke-ontwikkelingsplanning-BES.pdf>, Wet grondslagen natuurbeheer- en bescherming BES, <http://www.dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Wet-grondslagen-natuurbeheer-BES.pdf>, Visserijwet BES, <http://dcnanature.org/wp-content/uploads/2012/09/Visserijwet-BES.pdf>

⁵⁸ Wet grondslagen natuurbeheer- en bescherming BES, http://wetten.overheid.nl/BWBR0028434/geldigheidsdatum_13-12-2011

Convention sur la diversité biologique (CDB)	Loi habilitante pour les BES mais loi exigée pour son application totale. Pas encore fait
CITES	Mentionnée dans les lois de BES. Appliquée par la loi nationale mais pas encore au niveau insulaire. Douanes renforcent exigences de permis de CITES
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Convention de Bonn)	Loi habilitante pour les BES mais des lois sur l'île sont nécessaires. Mais pas encore fait

Surveillance

La surveillance des pétroliers a augmenté en 2009 avec un certain nombre de rapports d'infraction traité. Depuis 2010, dans le cadre du Ministère de l'I & M, l'inspection de la navigation applique strictement la loi maritime pour les BES y compris les exigences environnementales. Des patrouilles sont actuellement dans les réserves marines.⁵⁹

4.5 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Les activités de STENAPA mentionnées dans leur dernier rapport (2009) sont les suivantes:

L'achèvement en interne de trois guides sur les parcs nationaux a permis de divulguer davantage d'information au public: guide de plongée sur le Parc national marin Statia (200 pages), guide du randonneur sur le parc national Quill / Boven (40 pages) et Guide sur le Jardin botanique Miriam C Schmidt (40 pages).

Des *newsletters* trimestrielles et des communiqués de presse sont produits pour tous les événements et visites significatives et des forums publics d'information trimestriels ont lieu.

Les activités de sensibilisation comprennent des présentations, des randonnées guidées, des visites, des sentiers Nature, des conférences et d'autres activités :

- réunion publique et présentation d'informations sur la rascasse volante ;
- présentation des résultats de la recherche sur les oiseaux de mer;
- présentation aux parlementaires visiteurs;
- randonnées guidées pour le public en général, les touristes, les agences de voyages et la presse;
- visites du jardin botanique (de jour, durant la pleine lune et visites scolaires)
- visite pour les représentants du Ministère;
- réunions, conseil et analyse de rapport sur différents thèmes pour les consultants venant des Pays-Bas;
- un atelier pour les pêcheurs a eu lieu en 2009 concernant l'utilisation de pièges écologiques, d'équipements démontables et l'usage de GPS. On a fait une présentation sur la protection du requin
- quatre types de clubs parascolaires sont organisés durant l'année scolaire: le Snorkel Club, l'Advanced Snorkel Club, le Junior Rangers 1 et le Junior Rangers 2.

Par ailleurs, un nouvel événement a eu lieu en octobre 2012: «People and the Parks».⁶⁰ Le personnel de chaque département a présenté des exposés informatifs sur leurs domaines de travail respectifs au public qui a pu poser des questions à la fin de chaque session. La STENAPA travaille sur un projet visant à produire un ensemble de programmes de télévision afin que le message puisse être divulgué au grand public.

Le personnel de la STENAPA a pris part à la Conférence sur la durabilité à Statia en 2012 et 2013.

⁵⁹ Rapport Stenapa 2009

⁶⁰ <http://www.statiapark.org/downloads/downloads/newsletter/newsletter-dec2012.pdf>

Le rôle de la société civile	
Organisations non gouvernementales (ONG) liées aux activités environnementales	STENAPA- www.statiapark.org est la seule organisation sur l'île mandatée pour gérer les aires protégées de Saint-Eustache. DCNA (Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la Nature) www.dcnanature.org , est un réseau régional d'aires protégées établi pour aider et assister la gestion du parc et des organismes de conservation sur les îles d'Aruba, Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Eustache et Sint Maarten afin de mieux protéger leur milieu naturel exceptionnel. SEAD (<i>St Eustatius Awareness and Development</i>) a protesté contre l'extension du terminal pétrolier sur "The Farm", une zone agricole abandonnée. WWF Pays-Bas donne des fonds pour la conservation de la Nature sur les îles.
Rôle du secteur privé concernant l'environnement	Il existe deux clubs de plongée sur l'île. Ils font un travail de sensibilisation sur le milieu marin.

La base de données sur la biodiversité des Caraïbes néerlandaises (DCBD) est une base de données financée par les Ministères hollandais, qui contribue au travail de sensibilisation. www.dcbd.nl

4.6 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

L'objectif 2013-2017 de la politique sur la nature des BES est d'aider ces îles, dont Saint-Eustache, à se donner des priorités pour la conservation de la nature, en veillant à la répartition des ressources, y compris des 7,5 millions € alloués par le Parlement néerlandais pour la conservation de la Nature dans les trois îles BES pour les quatre années à venir. On a attribué à Saint-Eustache 2 488 240 US\$ (environ 1,8 million €).

Parmi les quatre projets proposés par Saint-Eustache, trois ont été approuvés:

- Sur les animaux errants (lié à l'élevage durable)
- Amélioration de la gestion de la Nature
- Mesures contre l'érosion

Le quatrième plan portant sur la restauration des plages, doit être révisé ou remplacé.

La politique sur la Nature des BES indique que la plupart des fonds disponibles pour la gestion de la nature dans les Caraïbes néerlandaises proviennent des frais d'utilisation. Les parcs nationaux de Saint-Eustache génèrent seulement 14% du budget total pour la gestion de la Nature, par le biais de droits d'entrée.⁶¹ Les plongeurs du parc marin doivent acheter une licence de plongée qui permet de financer l'entretien et la maintenance des installations du parc. Les forfaits à l'année valent 30 \$ US et ceux de plongée simple 6 \$ US.⁶² Une partie des coûts d'exploitation des aires protégées est couverte par des subventions provenant des instances dirigeantes des îles (Saint-Eustache 48%, Saba 17%). Le gouvernement de La Haye, en partenariat avec les instances dirigeantes des trois îles BES et des acteurs locaux, fera une étude préliminaire et des recommandations afin d'assurer un avenir financier durable pour les parcs nationaux.

En 2007, le gouvernement néerlandais a décidé de donner 1 M € par an (pendant 10 ans) à un fonds d'affectation spéciale pour la DCNA (L'Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la Nature). D'autres organismes de bienfaisance investissent désormais dans ce fonds comme la Loterie Nationale. Un tel arrangement évite de passer par un processus compliqué de sélection de projet et de déboursement dans l'administration. Le Fonds d'affectation spéciale est géré par un conseil indépendant d'experts et débourse seulement les intérêts générés par le fonds.

Le récent Plan directeur des autorités de St-Eustache demande des investissements pour les routes (voir ci-dessus le cadre des politiques), l'aéroport et pour améliorer la sécurité du port, étendre le brise-lames

⁶¹ Sur Saba cela représente 53% à cause du plus grand nombre de visiteurs.

⁶² <http://www.statiatourism.com/ecotourism.html>

(10 M €), on estime à 20-25 M € les investissements nécessaires pour séparer le port de commerce de celui de plaisance et construire un nouveau port commercial (à plus long terme).

Les subventions de l'UE disponibles prévues dans le 10ème FED pour la mise à niveau du terminal de conteneurs s'élève à 2 M € (contrat de financement signé).

Energie

On prévoyait de faire une recherche sur la possibilité d'utiliser l'énergie géothermique de l'île. La société qui s'était engagée à le faire, devait prendre des dispositions pour le financement, ce qui n'a malheureusement pas été le cas. L'île se tourne vers l'énergie solaire en ce moment. Les Pays-Bas ont également financé des recherches sur le meilleur emplacement pour 2 ou 3 éoliennes et une étude de faisabilité a été réalisée sur la Corre Corre Bay.

5 COOPÉRATION

La STENAPA a mis au point une action régionale interactive sur les problèmes de nature:

Le 'Plan d'action rascasse volante' de la STENAPA a dressé une liste des espèces invasives dans les Caraïbes néerlandaises et le personnel de STENAPA a participé à un atelier sur la gestion des espèces invasives en Guadeloupe (Rapport 2009).

La STENAPA a participé à un atelier pour préparer un plan pour les espèces invasives sur les Antilles françaises. Des contacts ont été établis avec d'autres groupes travaillant sur la Corallita.

Le programme Tortue: Le programme de surveillance de plage a été lancé en 2002 en collaboration avec le Réseau étendu pour la conservation des tortues marines aux Caraïbes (WIDECAST). Cependant, en 2003, des patrouilles régulières de nuit ont été effectuées suite à l'introduction du programme *Working Abroad Programme* qui invite des groupes de bénévoles internationaux à participer aux projets dans les parcs nationaux et marins. En 2004, le programme a été élargi en y incluant des patrouilles du matin sur les pistes des îles de nidification sur Zeelandia Beach, avec un véhicule pour cela et un coordonnateur de projet à temps partiel pendant la saison de nidification.⁶³

La STENAPA est membre du réseau des gestionnaires des aires marines protégées des Caraïbes (CaMPAM) du Protocole SPAW et a reçu le soutien de SPAW pour renforcer les compétences au sein des aires marines protégées (ateliers de formation pour les formateurs) et pour participer aux réunions régionales des parcs marins et aux ateliers de lutte contre la rascasse volante invasive. Depuis que le Protocole SPAW a reconnu le parc marin national de Saint-Eustache comme zone protégée d'importance régionale (l'une des dix-huit jusqu'à présent y compris le parc national Banc de Saba et le parc national marin de Bonaire), il peut bénéficier d'une petite subvention du Protocole SPAW créée en 2013 dont le but est de promouvoir et développer la coopération entre ces zones.

La STENAPA participe à des observations conjointes annuelles sur des mammifères marins, financées par le projet français Agoa de sanctuaire marin pour les mammifères. Ces observations comprennent aussi le Banc de Saba et font partie de la coopération du Ministère de l'EZ avec le projet Agoa dans le but de préparer une déclaration de sanctuaire néerlandais pour les mammifères marins dans les eaux de la ZEE entourant Saba et Saint-Eustache.

Par le biais de la DCNA, la STENAPA reçoit un soutien dans des programmes de coopération visant le renforcement des compétences. Ceci inclut des ateliers de formation conjoints avec d'autres îles néerlandaises et un échange de personnel avec Sint Maarten, Saba et Bonaire.

En tant que membre de la DCNA, la STENAPA peut aussi recevoir un financement d'urgence de celle-ci, en cas de situation d'urgence grave suite à ouragan par exemple.

⁶³ <http://www.statiapark.org/downloads/downloads/2012%20Sea%20Turtle%20Conservation%20Program.pdf>

6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Hormis la création du parc national Boven / Quill et du parc marin, la législation sur la protection des espèces en vigueur depuis 1997, la recherche et surveillance effectuées par l'ONG STENAPA, nous constatons qu'il existe une politique sur la nature de 2013-2017 pour les 3 BES, mais une politique sur la nature n'a pas été développée pour St-Eustache. Le plan d'aménagement du territoire peut cependant aider à protéger les espèces et habitats importants.

Les principales priorités identifiées sur le territoire sont les suivantes:

Problèmes	Situation actuelle	Réponses
Pressions sur les habitats et la biodiversité de Statia	Bétail errant, activités minières illégales sur Zeelandia Beach	Mettre en place le projet "Animaux errants pour un élevage durable".
Espèces invasives	Rascasse volante, liane grimpante, escargot géant africain, <i>Halophila stipulacea</i> , etc.	Surveillance et éradication de la rascasse volante.
Changement climatique/augmentation du niveau de la mer		Prospection faite des sites à éoliennes, une plus grande utilisation de l'énergie solaire envisagée
Gestion des déchets	Pas de séparation des déchets, tout est jeté dans la décharge.	Nouvelle politique de gestion des déchets ambitieuse et infrastructures sont préparées avec l'aide hollandaise.

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Aider à faire la transition vers un nouveau régime constitutionnel	Soutenir en faisant une nouvelle politique sur la Nature et des lois selon le Plan Nature des Caraïbes néerlandaises et les lois BES.	La "vieille" politique sur la Nature et les lois encore en vigueur.					
	Activités Apporter un soutien à l'administration de l'île et à la gestion du Parc Nature pour évaluer sa politique sur la Nature et législation. Idem pour identifier les lacunes dans la mise en œuvre du nouveau Plan Nature des Caraïbes néerlandaises et la nouvelle loi sur la Nature des BES (et les exigences internationales). Idem pour identifier les mesures nécessaires à la réalisation d'un nouveau plan des BES et des lois sur les BES. Envisager la possibilité de transformer Saint-Eustache en réserve « <i>Man and Biosphere</i> » de l'UNESCO (exemple de St Kitts?). Faire sa propre politique sur la Nature et lois environnementales.						

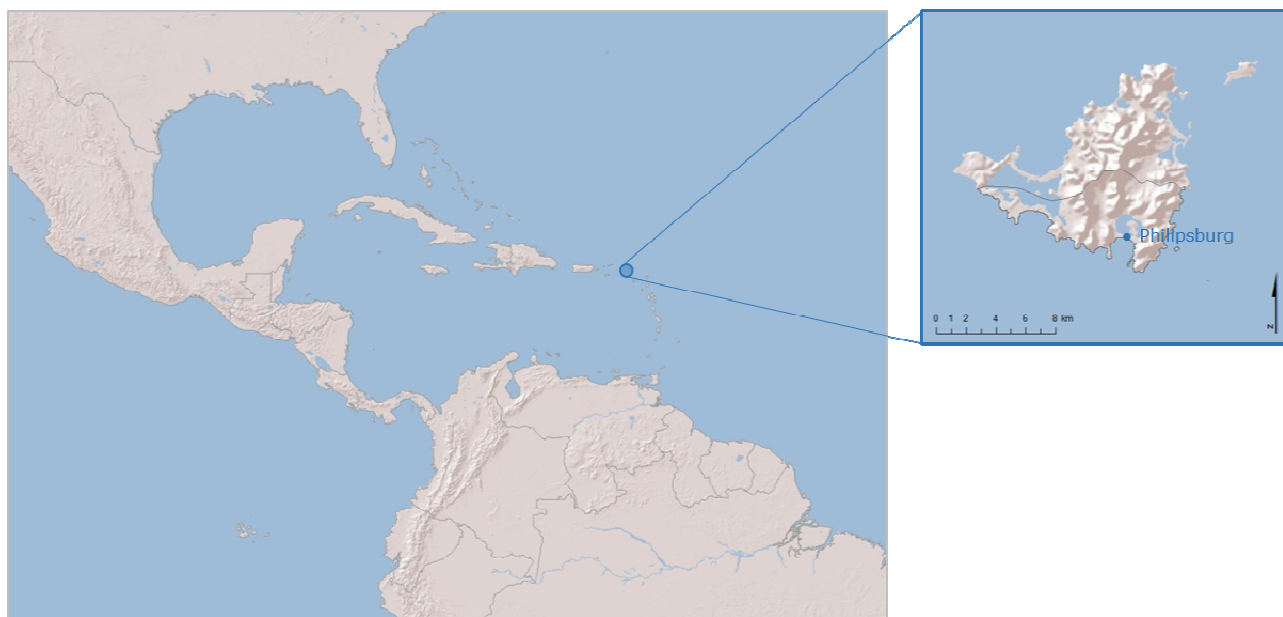
Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Lutter contre les espèces invasives	Soutenir le suivi/politique/législation/application	Rascasse volante apparue en 2011 et établie. Plantes invasives dominantes sur de vastes étendues de l'île.					
	Activités Continuer de surveiller la rascasse volante et de l'éradiquer là où c'est possible. Analyse du contenu de ciguatoxines dans la rascasse volante et des risques d'intoxication par la ciguatera. Surveillance (et éradication) d'autres espèces invasives comme l'escargot géant africain et l'herbe marine invasive (<i>Halophila de stipulacea</i>). Sur la terre: la vigne Corail (Corallita) est particulièrement répandue. Margousier, épineux et plantes grasses sont également très invasifs. Soutenir des moyens supplémentaires et la mise en place d'un réseau d'experts et de volontaires à mobiliser si nécessaire. Législation nécessaire pour fournir un permis de mise en quarantaine, exclusion, confiscation, la quarantaine et éradication des espèces potentiellement invasives.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Introduire le système « pollueur-payeur »	Développer la connaissance et usage (dans les politiques) de la valeur économique de la Nature.	Une étude récente sur la valeur de la Nature de St-Eustache fournit des recommandations sur la façon d'intégrer les résultats dans d'autres politiques.					
	Activités Inclure les impacts économiques dans le montant des amendes infligées pour dégâts aux récifs provenant d'activités telles que le mouillage dans les réserves, les rejets de pétrole, etc. Imposer l'utilisation stricte de zones de mouillage, Évaluer les effets distributifs (les « gagnants » et « perdants ») des projets d'aménagement du littoral proposés, Intégrer l'évaluation économique dans les EIE, Imposer les règlements en matière d'usage du sol et d'aménagement du territoire (en particulier sur les zones côtières où il y a de nouveaux développements), Comparer les revenus de l'industrie du tourisme croissant avec d'éventuelles pertes économiques à long terme provenant de l'impact environnemental, Investir dans la recherche scientifique. Dernièrement, l'Institut des sciences des Caraïbes néerlandaises a été installé à St-Eustache, Accroître la participation du public dans la Direction de la gestion du parc marin (STENAPA).						

ANNEXE K : SINT MAARTEN

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

SINT MAARTEN



Résumé	262
Informations générales	262
Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale.....	263
Etat de l'environnement / menaces / vulnérabilités.....	264
Gouvernance Environnementale	266
Coopération.....	272
Conclusions et recommandations.....	273

Ancienne île des Antilles néerlandaises, Sint Maarten est devenue un Etat autonome après la dissolution de ces îles le 10 octobre 2010. Aruba, Curaçao et Sint Maarten ont désormais le même statut autonome alors que les trois autres anciennes îles des Antilles néerlandaises sont des communes néerlandaises à caractère particulier (Bonaire, Saint-Eustache, Saba). Sint Maarten gère de façon autonome ses affaires intérieures et le gouvernement néerlandais est responsable de la défense, des affaires étrangères et de certaines activités de surveillance maritime.

Sint Maarten dépend beaucoup du tourisme et accorde une grande importance à la conservation et protection de l'environnement naturel car c'est un facteur essentiel de bien-être socio-économique. Le pays envisage sérieusement les options d'énergies renouvelables et la gestion améliorée des déchets (en collaboration avec la partie française).

En termes économiques, Sint Maarten (et Curaçao) font face à des défis importants: faible croissance, chômage élevé, vieillissement de la population et un déficit du compte courant qui a atteint des niveaux inquiétants. De grosses lacunes dans les données compliquent considérablement le diagnostic.¹

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Se trouvant dans le nord de la mer des Caraïbes, c'est une des îles septentrionales des îles Sous-Le-Vent, qui se situe à presque 1000 km au nord des trois autres îles méridionales, Aruba, Bonaire et Curaçao. Sint Maarten partage la même île avec la France. Ensemble, ces deux entités forment la plus petite masse terrestre au monde partagée entre un Etat autonome du royaume des Pays-Bas (Sint Maarten) et une collectivité d'outre-mer de France (Saint-Martin).²

Sint Maarten élit son parlement, le chef du parti vainqueur des élections devient généralement premier ministre et chef du gouvernement. Un gouverneur général est nommé par le Roi néerlandais et le représente. Le Conseil des ministres comprend un représentant des Pays-Bas (ministre plénipotentiaire). Le Parlement de l'île a des pouvoirs législatifs.

Nom du pays	Sint Maarten
Région	Caraïbes
Superficie	34 km ² (comprenant la partie française: 87 km ²)
Zones maritimes	Zone de pêche exclusive: 12 Nm, ZEE : 12 860 km ²
Population	39 000 (EST 2013, CIA); densité 1 147 hab./km ²
PIB/habitant	15 259 €
Taux d'alphabétisation	95,8 % de la population de 14 ans et plus
Taux de chômage	12% (EST 2010 FMI)
% en dessous du seuil de pauvreté	30 % de la population active masculine (45% pour les femmes en activité) gagnent moins de 2000 ANG/mois alors que les salaires minimum oscillent entre 1482,59 et 1799,11 ANG par mois

Sint Maarten est vallonnée avec plus de 30 baies et une partie de son territoire couverte de salines et de lagunes. Son point culminant est le Mont Flagstaff (386 m), un volcan éteint. Son climat est tropical mais modéré puisque l'île est balayée par des alizés du nord-est et subit des ouragans de juillet à novembre. La moyenne des précipitations est de 1 500 mm/an.

1 Rapport pays No. 11 du FMI /342, Dec 2011, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr11342.pdf>

2 CIA: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sk.html>

Physiquement, l'extrémité Ouest est un atoll de terres basses entourant une lagune, tandis que l'extrémité Est est composée d'une frange de collines coniques. L'île possède des plages de sable blanc et de nombreuses baies. Une lagune et trois lacs d'eau saumâtre hébergent les quatre espèces de mangrove.³

Démographie, Socio-économie

Une densité de population de plus de 1 147 hab./km² qui est élevée par rapport aux autres PTOM. Seulement 20% de la population est originaire de l'île. La plupart des immigrants viennent d'Haïti et de la République dominicaine. Le vieillissement de la population est un problème. L'anglais est la langue principale, le néerlandais est la langue officielle.

Le pays a un revenu moyen élevé par rapport à de nombreuses autres îles des Caraïbes. Les secteurs les plus importants sont le tourisme (y compris les activités liées au tourisme) qui représente 80% du PIB. En 2013, l'île a reçu plus de 2 millions de croisiéristes et près de 500 mille touristes y séjournant⁴. La capacité hôtelière de Sint Maarten a connu une forte expansion depuis les années 1970, mais le développement de nouvelles stations balnéaires a ralenti. Elle dispose également d'un terminal pétrolier à Coles Bay.

N'ayant pas d'agriculture importante et une pêche locale limitée, elle importe la plupart de ses aliments. Les ressources énergétiques et les produits manufacturés sont également importés.⁵

2 BIOGÉOGRAPHIE, ENDÉMISME ET IMPORTANCE POUR LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

On ne trouve pas de parc naturel terrestre, mais les collines de Sint-Maarten offre un spectacle d'hibiscus, sauges oranges, flamboyants, acajous et de cactus. Sur le littoral, on peut voir des palmiers, des raisiniers bord-de-mer et des aloès. Les oiseaux tropicaux (y compris l'emblème national, le Pélican brun) et les lézards y abondent. Sint Maarten est constituée de récifs isolés⁶, de barrières de corail⁷ et de mangroves.

Le parc marin Man of War Shoal a été créé en 2010. Il se situe sur la rive sud de l'île et abrite des poissons de récif variés, des tortues de mer, des homards et le rare trombe géant. C'est également un site de repos pour de nombreux mammifères marins. Il constitue l'habitat marin écologique et économique le plus précieux de l'île. Il offre un refuge pour les baleines, les requins, les tortues de mer et des centaines d'espèces de poissons. Il est non seulement formé d'une série d'habitats composés de récifs coralliens, d'herbiers marins et d'eau libre, mais aussi du récif Prosélyte⁸.

Le parc marin Man of War Shoal est un site de repos et migratoire ou de reproduction pour 3 espèces de la liste rouge de l'UICN, 10 espèces de l'Annexe I et 89 espèces de l'Annexe II de CITES. C'est une zone avec une population de mammifères marins en relativement bonne santé avec des baleines migratrices et des dauphins, de nombreuses espèces de requins, des tortues de mer et beaucoup d'espèces de poissons.

On a créé le parc marin Man of War Shoal conformément au Protocole SPAW sur les aires spécialement protégées de la vie sauvage, et au décret fédéral sur la gestion maritime.

3 DCNA, Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la Nature, <http://www.dcnanature.org/ecosystems-tag-archive/?ecosystems=St.%20Maarten>

4 Idem CIA

5 Idem CIA

6 Récif isolé: récif isolé souvent circulaire généralement dans un lagon ou une baie.

7 Barrière de corail: récifs séparés de la terre par une lagune ou de l'eau libre.

8 Où se trouve l'épave du Prosélyte, une frégate hollandaise.

Les récifs coralliens font face à différentes menaces se manifestant sous forme d'ouragans, du blanchissement dû à l'augmentation de la température de l'eau, de la pollution (eaux usées et eaux d'infiltration provenant des fosses septiques), du tourisme (plongée, piétinement des algues, bris par des ancres) et des déversements de pétrole.⁹ Les mangroves, lieu de frai essentiel pour les poissons de récifs de corail, ont également été réduites à proximité des zones d'habitation en expansion.

Le pâturage extensif et l'agriculture dans le passé ont érodé de vastes zones de terres.¹⁰

Défi 1 – Changement climatique et catastrophes naturelles - Grave

Le changement climatique devrait avoir toute une série d'effets indésirables sur de nombreux pays, et ces effets peuvent être particulièrement graves pour les petites îles tropicales. L'augmentation de la température de l'eau contribue au blanchissement des récifs coralliens et le CO₂ dans l'air se dissout dans l'eau et la rend plus acide, ce qui est aussi mauvais pour les récifs coralliens. Les terres peu élevées sont vulnérables à l'élévation du niveau de la mer et le changement climatique signifie des tempêtes plus fréquentes et plus violentes.

Sint Maarten est particulièrement vulnérable à la menace du réchauffement climatique étant donné sa dépendance à l'industrie touristique et la faible altitude d'une partie de son territoire. L'île est bordée de récifs coralliens qui sont un élément essentiel dans ce fragile écosystème. Les récifs sont très importants puisqu'ils représentent une attraction touristique et donc des moyens de subsistance pour l'île, mais aussi un lieu de frai pour les poissons et une zone tampon naturelle qui protège les îles des dégâts que fait la mer lors des tempêtes. Le changement climatique constitue également une menace pour les plages, ce qui est une préoccupation majeure car l'économie de l'île dépend du tourisme.

L'Initiative pour les récifs coralliens des Antilles néerlandaises (NACRI) a rapporté une perte importante des récifs coralliens de Sint Maarten, suite à une hausse de température de l'eau à 30°C en 2005.¹¹

Le tableau ci-dessous applique cette analyse générale au contexte particulier de pays comme Sint Maarten:

Impact	Gravité	Commentaires
Inondation du littoral	●	Sint Maarten a des zones peu élevées (par exemple Philipsburg et Simpson Bay) et est vulnérable à la hausse du niveau de la mer. La perte potentielle des plages est aussi une menace grave (pour le tourisme).
Récifs coralliens menacés (blanchissement, pH)	●	Un blanchissement important a eu lieu en 2005 à cause de la hausse de température de l'eau.
Salinisation des eaux souterraines	○	À Sint-Maarten les eaux souterraines ne sont plus utilisées comme eau potable, en partie à cause de la pollution mais aussi parce qu'elles sont utilisées par les blanchisseries locales.
Tourisme	●	Le tourisme représente 80% du PIB. Plongée et pêche sont des activités importantes.
Herbiers marins	○	Une grande partie des herbiers marins qui étaient présents il y a 20 ans, ont disparu en raison de la pollution, des ouragans et du développement. Les herbiers marins sont des aires de reproduction pour la vie marine et servent de «points d'ancrage pour le sable». ¹²

⁹ <http://www.reefbase.org/>

¹⁰ IUCN / ONERC: Changement climatique et biodiversité dans l'outre-mer européen, Jérôme Petit & Guillaume Prudent, 2008.

¹¹ Rapport sur les observations faites sur le blanchissement du corail dans le parc marin de Saint-Eustache, celui de Saba et Sint Maarten par Nicole Esteban & David Kooistra (Ocean Care Sint Maarten): <http://www.nacri.org/BleachingreportSSSislandsNov05.pdf>

¹² Global and local sea grasses threatened, Andy Caballero, Nature Foundation Sint Maarten, 2000.

Tempêtes plus fréquentes et plus violentes	<input checked="" type="radio"/>	Ceci représente une menace pour les îles Sous-Le-Vent qui subissent déjà fréquemment les ouragans.
<input type="radio"/> Nulle <input type="radio"/> Légère <input checked="" type="radio"/> Modérée <input type="radio"/> Sévère		

Défi 2- Perte des habitats naturels et de la biodiversité - Grave

Les récifs de corail de Sint Maarten ne sont pas seulement menacés¹³ par le changement climatique. Ils sont également exposés à de multiples autres menaces comme les dommages physiques (cassure, asphyxie, espèces invasives) et la pollution (les récifs coralliens sont intolérants à la pollution, notamment celle des eaux usées et des nutriments, et à la turbidité). Un développement touristique non contrôlé a rapidement détruit les mangroves¹⁴ et il en est de même pour les herbiers marins¹⁵. Si ces herbiers disparaissent, le sable va commencer à se déplacer et éventuellement disparaître, ou selon un scénario encore plus grave, il va bouger dans des zones où le sable étouffe toute vie marine. Sans herbiers, un ouragan violent peut déplacer le sable exposé vers d'autres endroits, recouvrir une plage avec trop de sable ou la laisser nue.

Un développement continu, les activités du BTP, la destruction des habitats et la dégradation de l'environnement à cause de l'augmentation de la population dans les zones à faible revenu, et le tourisme de masse constituent les principales menaces de destruction du corail. En particulier le tourisme qui demande des terrains à bâtir pour les hôtels et autres installations entraînant une hausse de la production des eaux usées et des déchets solides, une augmentation des nuisances et dégâts physiques, le tout exerçant de nombreuses pressions. Comme cela a été dit, en 2013, il y a eu près de 2 millions de croisiéristes et près de 500 000 touristes séjournant sur l'île. Des infrastructures et une main-d'œuvre qualifiée sont nécessaires. La raison principale pour laquelle les touristes viennent à Sint Maarten est le climat, la mer, les plages, le patrimoine caribéen et la culture.

Des études menées par la Fondation Nature de Sint Maarten ont montré que la biodiversité dans les zones marines, surtout dans la couverture des récifs coralliens, est dense et les biens économiques et services, que fournit l'écosystème, génèrent plus de 50 millions de dollars par an.¹⁶

Divers problèmes

- Manque de drainage, et traitement des eaux usées dans de nombreux endroits qui pollue les eaux souterraines et la mer,
- Mauvaise gestion des déchets; décharges atteignant leur capacité maximale, ce qui augmente les risques de contamination des eaux souterraines,
- Certaines réglementations environnementales nationales et insulaires appropriées existent, mais leur application est limitée par les institutions;
- Saba, Saint-Eustache et Sint Maarten sont situées dans la zone de passage des ouragans. Presque chaque année, au moins un ouragan tropical se produit dans un rayon de 100 milles et en moyenne une fois tous les 4-5 ans les îles subissent les effets d'un ouragan.

Défi 3 – Dépendance énergétique - Grave

Sint Maarten dépend complètement des produits pétroliers. Le seul producteur d'énergie et distributeur est l'entreprise nationale N.V GEBE. Elle utilise le diesel et le fioul lourd.¹⁷ Des études sont en cours afin

<http://www.thescubashop.net/OldWebsite/seagrass.htm>

¹³ http://www.naturefoundationsxm.org/education/coral_reefs/threats_to_coral_reefs.htm

¹⁴ Bouchon et al, Status of Coral Reef Resources of the Lesser Antilles: The French West Indies, The Netherlands Antilles, Anguilla, Antigua, Grenada, Trinidad and Tobago, In: Wilkinson, C. (ed.). Status of Coral Reefs of the World: 2008. Global Coral Reef Monitoring Network and Reef and Rainforest Research Center, Townsville, Australia. p265-280

¹⁵ Global and local sea grasses threatened, Andy Caballero, Nature Foundation Sint Maarten, 2000.

¹⁶ <http://www.dcnanature.org/man-of-war-shoal-national-marine-park/>

¹⁷ Etude de l'UE sur l'énergie des PTMO.

de réduire la part de fioul lourd dans la production d'énergie en convertissant certaines centrales électriques au GNL (gaz naturel liquéfié) ou au GPL ou en installant des moteurs à double combustible. Il est prévu qu'un producteur indépendant d'électricité construise une UIOM de 9,32 MW qui sera en service début 2016. On a aussi fait des études (sur Saba) qui explorent l'option géothermique. Le projet géothermique de Saba pourrait relier l'île à Sint-Maarten via un câble sous-marin de 60 km.

Le Ministère du Logement, de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de l'infrastructure (VROMI) a mis en place un comité de l'énergie durant l'été 2013 et ce comité (composé de représentants du Ministère, de TEZVT, et de N.V GEBE) a rédigé une politique énergétique (verte) et un cadre réglementaire pour permettre (entre autres) de connecter des sources d'énergie renouvelables au réseau, ce qui doit être approuvé par le Conseil des ministres.

Cependant, dans la Convention de concession énergétique passée entre N.V GEBE et le gouvernement¹⁸, existe une clause limitant la capacité de production d'autres (nouvelles) entreprises ou des résidentes (à un maximum de 500 kVa / 450 kW). Un producteur indépendant d'électricité ne peut pas vendre de l'électricité au service public et n'est pas non plus autorisée à distribuer de l'électricité à ses propres clients. Le comité de l'énergie travaille actuellement sur la modification de cette clause.¹⁹

4 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

4.1 CONSTITUTION

Depuis l'indépendance de Sint Maarten au sein du royaume des Pays-Bas le 10 octobre 2010, l'organe directeur de l'île se charge principalement des politiques sur la Nature et l'environnement et de leur mise en œuvre. De nombreux organismes non gouvernementaux participent activement à la gestion de la nature à Sint-Maarten.

Le gouvernement néerlandais a préparé une politique sur la Nature pour les trois communes «à caractère particulier» des Caraïbes néerlandaises (Saba, Bonaire et Saint-Eustache)²⁰ et espère que les trois autres pays du royaume (Curaçao, Sint Maarten et Aruba) voudront se joindre aux efforts communs. Ainsi, les Pays-Bas sont responsables de la gestion de la zone économique exclusive (ZEE) reliant les quatre pays du royaume (à savoir les Pays-Bas et trois autres pays caribéens). Afin de coordonner la gestion durable de cette vaste zone maritime, un plan de gestion a été mis en place, dont certaines parties ont déjà été mises en œuvre par les Pays-Bas et les Caraïbes néerlandaises. Les parties s'efforcent maintenant d'avoir Aruba, Curaçao et Sint Maarten parmi elles.

Le Royaume des Pays-Bas est partie signataire de divers accords multilatéraux sur l'environnement. Le Ministre néerlandais des Affaires étrangères y représente le royaume et les ratifie. Chaque pays ou territoire dans le royaume peut décider de façon indépendante de rejoindre de tels accords et de les mettre en œuvre. Sint Maarten gère de manière autonome ses affaires intérieures et les questions d'environnement.

4.2 LES INSTITUTIONS ACTUELLES

Le Ministère du logement, de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de l'infrastructure (VROMI) dispose de 5 services exécutifs et d'une direction politique: ²¹

¹⁸ Electriciteits Concessie

¹⁹ Le ministère peut faire une exemption pour 500 kVa sur demande.

²⁰ http://www.dcnanature.org/wp-content/uploads/2013/10/EZ_BO_NaturePolicyPlan%20Car.NL_ENG_2.pdf

²¹ <http://www.sintmaartengov.org/government/VROMI/Pages/About.aspx>

- Nouveaux projets: garantir des projets de haute qualité en matière de construction des bâtiments, du service public et du génie civil.
- Gestion de l'infrastructure: responsable de l'équipement et de la gestion proactive des espaces publics afin de garantir une bonne qualité de l'environnement au public de Sint Maarten.
- Politique: responsable de tous les aspects de la politique et de l'administration en ce qui concerne les terres et les biens immobiliers dans le sens le plus large du terme. Le ministère se charge de cela en fournissant des services internes et externes aux usagers d'une manière directe, claire et précise.
- Permis: s'efforce de traiter la demande de permis et de les délivrer au public d'une façon professionnelle, efficace et amicale dans le cadre du domaine de compétences du VROMI.
- Inspection: responsable de l'inspection et du contrôle du territoire, de la construction, des propriétés (publiques), de l'environnement et de la sécurité au travail pour préserver des conditions de vie et un cadre de travail écologiques, structurés et sûrs pour le public.

Direction politique. Ses tâches comprennent le conseil politique dans tous les secteurs du ministère, y compris l'environnement et la Nature, l'aménagement du territoire et les infrastructures au sens large du terme (en matière de déchets, drainage et services publics). Le dernier rapport annuel (sur 2011) montre l'organisation efficace du ministère, mais aussi le nombre de lacunes importantes à combler.²²

Le ministère et le parlement se réunissent régulièrement à Townhall pour discuter des plans d'occupation des sols (pour le Grand Philipsburg).²³

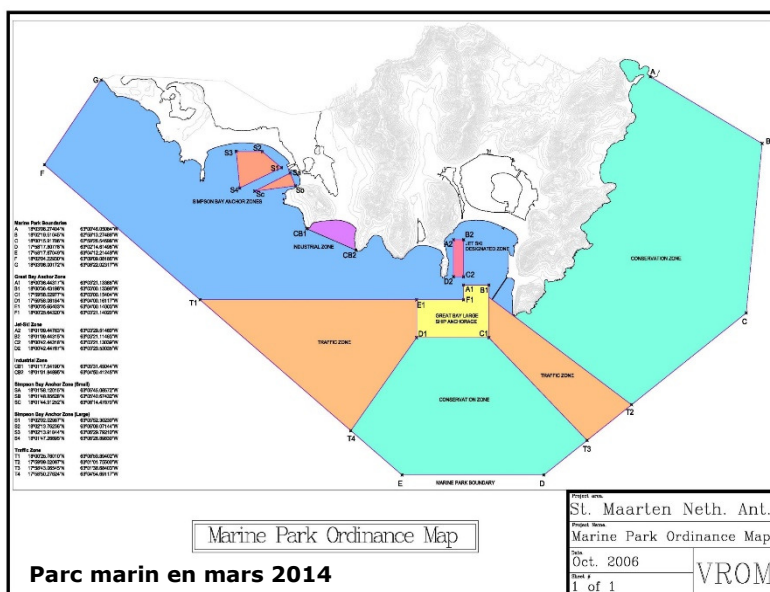
Le Ministère du tourisme, des affaires économiques, des transports et télécommunications joue un rôle fondamental dans la divulgation de l'information, et contribue au développement de l'économie par le biais de la diversification des industries qui sont complémentaires à l'économie basée sur le tourisme. Le ministère du Tourisme a pour tâches le marketing, la formation, la gestion des données et l'information pour une commercialisation plus durable et ciblée, et un meilleur développement de la politique du tourisme.

Le Service météorologique est responsable des informations sur les ouragans. Cependant, il est de la responsabilité des gouvernements des îles locales d'être constamment prêts et réactifs face aux catastrophes. Cela se fait par le Département de la gestion des catastrophes.

ONG

Plusieurs ONG à Sint Maarten effectuent des tâches qui sont normalement de la responsabilité du gouvernement.

La Fondation Nature de Sint Maarten a créé le parc marin the Man of War Shoal en 2010, elle le surveille et en est le gestionnaire officiel. La Fondation a été créée en 1997 avec pour objectif d'améliorer l'environnement local par le biais d'une gestion efficace, de l'éducation, de la sensibilisation et de la protection des ressources naturelles de l'île.²⁴ Elle bénéficie d'une subvention annuelle du



²² <http://www.sintmaartengov.org/Policy%20and%20Reports/Jaarrapport%20VROMI%202011.pdf>

²³ <http://www.sxmparliament.org/documents/parliament-annual-reports.html?task=document.viewdoc&id=63>

²⁴ <http://www.naturefoundationsxm.org/>

gouvernement de Sint Maarten (une redevance mensuelle pour couvrir le budget de fonctionnement). Le VROMI dispose d'un accord de gestion ayant nommé la Fondation Nature, Autorité gestionnaire et scientifique de l'île.

La Fondation Nature reçoit aussi des aides d'agences internationales et des subventions et donations d'entreprises locales.

La Fondation Emilio Wilson Estate (EWEF) a pour objectif principal de créer une zone protégée officielle autour de l'ancienne plantation qui est riche culturellement et biologiquement. L'achat de la propriété par le gouvernement, pour en faire un parc naturel, est en cours. Le budget actuel de 2013, approuvé par le Parlement en avril, est de seulement 30 millions ANG (+/-12,2 millions €) alloués en placement de capitaux. Ce montant aurait couvert uniquement l'achat d'Emilio Wilson Estate, déclara le Premier ministre.²⁵ L'EWEF est financée par des subventions et des donations d'entreprises locales.

EPIC (Protection de l'environnement dans les Caraïbes) est une organisation basée à la fois à Sint Maarten et aux États-Unis dont le but est de protéger l'environnement des Caraïbes à travers la recherche et l'action communautaire. L'organisation doit prendre un certain nombre d'initiatives pour accomplir sa mission, telles que la construction de cabanes d'observation des oiseaux, la surveillance des oiseaux et la recherche, la restauration des habitats et des programmes éducatifs pour les communautés locales.

4.3 POLITIQUES, STRATÉGIES, PLANS, PROGRAMMES

Le projet 2012-2014 du VROMI,²⁶ vise à "améliorer son organisation et sa performance pour gagner le respect de la communauté et répondre aux attentes des citoyens par des actions cohérentes et persévérantes". Le projet est mis en œuvre avec un plan d'action.²⁷ Les objectifs de la politique comprennent:

- Promouvoir une organisation fonctionnelle à la hauteur des attentes des citoyens;
- Promouvoir une gestion efficace et durable de l'aménagement du territoire et de l'environnement;
- Permettre la réalisation de logements abordables et promouvoir la propriété;
- Améliorer la mobilité par l'extension du réseau routier;
- Atteindre des solutions à long terme et durables pour la gestion des déchets solides, des eaux usées et du drainage de surface; et
- Poursuivre l'amélioration de l'environnement des conditions de vie dans les quartiers.

On rédige actuellement une politique sur la Nature et une autre sur l'environnement qui seront achevés et mis en œuvre en 2014. La politique porte sur l'environnement naturel de l'île, et celle sur l'environnement englobe les problèmes liés à l'environnement tels que les déchets, l'énergie, la pollution du sol, de l'air et de l'eau. Il existe une politique sur l'énergie indépendante, un plan de gestion sur le changement climatique pour les zones côtières et un autre sur le blanchissement des coraux.

Un projet de document «Structure Vision» est en préparation avec un chapitre sur le développement durable, l'eau, la Nature, l'environnement et l'énergie. Et une «politique Hillside» qui concerne la conservation des régions du plan de zonage. Cela consiste en des mesures pour protéger la Nature et l'environnement.²⁸

A partir de l'ordonnance nationale sur l'aménagement du territoire, le gouvernement de Sint Maarten a entrepris de préparer des plans de développement comprenant des règlements de zonage (plans de zonage).²⁹

25 <http://www.dcnanature.org/emilio-wilson-estate-purchase-pending/>

26 <http://www.sintmaartengov.org/Policy%20and%20Reports/VROMI%20Ministry%20Plan%202012%20-%202014.pdf>

27 <http://www.sintmaartengov.org/government/VROMI/Pages/VROMI-Ministry-Plan-2011%E2%80%8F.aspx>

28 Info. du VROMI.

29 <http://www.sintmaartengov.org/government/VROMI/Pages/Zoning-Development-Plans.aspx>

Sint Maarten a l'intention d'inclure une étude d'impact environnemental (EIE) dans l'évaluation des projets.³⁰ Actuellement, il n'existe pas de loi qui oblige les promoteurs à intégrer les EIE des projets. Toutefois, l'intention est de formuler une loi englobant exigences, critères, etc.

Un accord de coopération (2013-2017) existe entre Sint Maarten et la ville d'Amsterdam, entre autres, sur des plans de gestion, les déchets, l'énergie, etc.³¹

4.4 CADRE LÉGAL, SUIVI ET APPLICATION

L'article 22 de la Constitution³² stipule que "Le gouvernement doit se soucier constamment de maintenir le pays habitable, de protéger et améliorer l'environnement naturel et le bien-être des animaux".

Avant le 10 octobre 2010, quand Sint-Maarten faisait partie des Antilles néerlandaises, les deux ordonnances suivantes étaient valides (et le sont encore):³³

- ordonnance de 1998 sur la conservation de la Nature nationale (P.B 1998, art. 49 sur la façon dont la protection doit être organisée).³⁴
- Une ordonnance sur l'application de l'ordonnance ci-dessus (basée sur l'article 15), adoptée en 2003.³⁵ Cette seconde ordonnance, l'ordonnance sur la conservation de la Nature de Sint Maarten de 2013 (AB 2013, GT n° 809),³⁶ réglemente ce qui suit:

Adopte, réglemente	Applique
Protection de la faune et de la flore	Protection de la flore et de la faune: la protection de la flore et de la faune de l'île est régie par l'ordonnance sur la conservation de la Nature de Sint Maarten (AB 2013, GT no. 809). Avenants I et II du Traité sur les tortues de mer (Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines). Avenant I de la Convention de Bonn sur les espèces migratrices.
Conservation de la biodiversité	Convention sur la diversité biologique.
Gestion et conservation des habitats et des écosystèmes	Convention Ramsar sur les zones humides d'importance internationale. Récemment, le Conseil des Ministres a approuvé un avis pour désigner Mullet Pond comme la première zone humide protégée de Sint Maarten. Suite à l'approbation de la Convention Ramsar, Mullet Pond, qui fait partie de la lagune de Simpson Bay, sera protégée en tant que zone humide internationale. Avenants I et II du Protocole SPAW (Protocole sur les zones spécialement protégées et la vie sauvage) de la Convention de Carthage.
Commerce d'espèces en voie d'extinction	Avenant I de CITES ou Convention de Washington
Législation sur les déchets	En 2013, l'ordonnance sur les déchets de Sint Maarten a été appliquée (AB 2013, GT no. 137). Cette ordonnance réglemente les déchets au niveau de la collecte et élimination des déchets ménagers, des déchets volumineux, liquides, commerciaux, des épaves de voitures et autres formes de déchets.
Parcs Nature	La Fondation Nature gère le parc marin de Sint Maarten, la seule zone classée parc Nature du parc marin Man of War Shoal de l'île. Il n'existe actuellement aucun parc Nature terrestre classé. L'intention est d'en établir un autre et de combiner les deux parcs Nature pour en faire un système de parcs nationaux.

30 Etude EIA de l' EU

31 http://www.google.nl/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&frm=1&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0CCwQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.amsterdam.nl%2Fpublish%2Fpages%2F568695%2Fsamenwerkingsovereenkomst_2013_sxm.pdf&ei=sL0cU_7RCovnygOWwoH4Cw&usq=AFQjCNFGMnFP3QF9iVePOEIGfBEHsPFpDA

32 Grondwet

33 Texts: <http://www.naturefoundationsxm.org/downloads/index.htm>

34 http://www.naturefoundationsxm.org/downloads/legislation_treaties/National_Nature_Conservation_Ordinance-Ao2001-41.pdf

35 Deux ans après l'entrée en vigueur de cette ordonnance nationale (lors de sa dernière session), le Conseil de l'île établit des règlements pour que les territoires insulaires exécutent les obligations stipulées dans la présente ordonnance.

36 Eilandsverordening natuurbeschermer en -bescherming

http://www.naturefoundationsxm.org/downloads/legislation_treaties/D5_SXM_Nature_Conservation_Ordinance-AB2003-35.pdf

NOUVEAU - protection des requins	En octobre 2011, le gouvernement de Sint-Maarten a franchi une étape importante pour la conservation des requins dans les eaux des Caraïbes néerlandaises, en interdisant la pêche ciblée des requins dans les eaux territoriales autour de Sint Maarten. ³⁷
NOUVEAU - Amiante	Convention de Bâle sur les mouvements transfrontaliers des déchets dangereux et leur élimination. Convention de Rotterdam sur le commerce international (et échange d'informations) de substances dangereuses. Il existe actuellement un décret ministériel indiquant qu'il est interdit de faire du commerce d'amiante et de marchandises contenant de l'amiante sur l'île (AB. 2007, n ° 73.).
Autres	Il existe aussi une ordonnance sur les arbres protégeant les arbres monumentaux (avec une liste), et entre autres, une réglementation pour l'élimination des arbres. Aussi une ordonnance relative aux nuisances: AB 2013, GT n°139. Et une loi « Besluit » sur les nuisances, AB 2013 n ° 140 (décision).

Il n'y a pas de nouvelle législation pour la protection de la Nature, les nouvelles politiques sur la Nature et l'environnement sont en cours. Il existe cependant une ordonnance nationale sur la planification du développement territorial de 2013.³⁸

Accord multilatéral sur l'environnement	Remarques
Convention pour la protection et le développement du milieu marin de la région Caraïbe (Convention de Carthagène)	La Convention tout comme les Protocoles sur les rejets pétroliers et SPAW seront appliqués dans la loi nationale. Mais cela n'a pas encore été appliqué dans les lois de Sint Maarten. L'intention est d'incorporer tous les traités dont fait partie Sint Maarten dans ses lois.
Convention sur la diversité biologique (CDB)	Loi habilitante est incluse dans l'Ordonnance sur la conservation de la Nature nationale, mais des lois sur l'île sont exigées pour une application complète; n'a pas encore été fait.
Convention Ramsar	Un avis a été récemment approuvé par le Conseil des Ministres de classer Mullet Pond comme site RAMSAR.
CITES	Exigences appliquées par le biais de l'Ordonnance sur la conservation de la Nature nationale en se référant directement aux textes pertinents de la convention.
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune (CMS)	Loi habilitante est incluse dans l'Ordonnance sur la conservation de la Nature nationale, mais des lois sur l'île sont exigées pour une application complète ; n'a pas encore été fait.

Suivi

La Fondation Nature effectue différentes activités de surveillance pour la protection de la Nature. Les clubs de plongée de l'île l'aident. Elle utilise son propre protocole de surveillance basé sur le *Reefcheck* et les protocoles de surveillance des coraux. La Fondation Nature contrôle également la qualité de l'eau, les mammifères marins, les espèces invasives (p.ex. rascasse volante), les herbiers et mangroves.

La Fondation a lancé un projet de recherche sur le requin, en marquant régulièrement des individus séparés, afin de voir si la législation de 2011 interdisant de tuer des requins est efficace. Commencer à sensibiliser la population locale est partie intégrante de ce projet.

Surveiller va de pair avec créer / avoir / maintenir une base de données. L'Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la Nature (DCNA) met en place une base de données sur la biodiversité des Caraïbes néerlandaises (DCBD). Cela a commencé en 2013. La DCNA sera responsable de la gestion du contenu.³⁹

³⁷ <http://www.dcnanature.org/shark-research-st-maarten/>

³⁸ Dutch 'Landsverordening Landsverordeningruimtelijkeontwikkelingsplanning', AB 2013, GT no. 144

³⁹ <http://www.dcnanature.org/tool-for-conservationists/>

Application

La législation environnementale existante n'est pas toujours appliquée. Un problème principal de l'application de la législation environnementale est le manque de personnel qualifié. Il existe actuellement un inspecteur de l'environnement dont la tâche principale est de s'occuper du déversement des eaux usées sur les propriétés privées et les voies publiques. Ce problème peut être résolu quand une île dispose d'un plan de vaste réseau d'égouts en place.⁴⁰

4.5 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Des informations détaillées sur les questions environnementales, la politique et la législation sont disponibles sur le site Internet du gouvernement.⁴¹ On peut trouver toutes les lois, y compris les lois environnementales et les politiques sous les onglets des Ministères respectifs. Les politiques environnementales se trouvent sous l'onglet du VROMI.

En outre, la Fondation Nature à Sint-Maarten fournit de nombreuses informations environnementales. L'alliance des organisations environnementalistes, DCNA (Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la Nature) dispose d'un site avec beaucoup d'informations sur la flore, la faune, les parcs Nature et initiatives prises dans la Nature concernant les requins et les rascasses volantes.⁴²

La Fondation Nature lance à nouveau un large programme de sensibilisation sur les requins pour l'île. On n'a toujours pas conscience de l'importance des requins et des raies pour l'écosystème marin et l'économie de Sint-Maarten, et on croit encore que les requins sont intrinsèquement dangereux pour les humains. Le travail de sensibilisation se traduira, entre autres, par des spots du service public dans les médias locaux, des présentations et la venue de conférenciers.⁴³

La Fondation Nature gère aussi le club de plongée et le programme des jeunes gardes forestiers et organise des cours sur l'environnement dans les écoles.

4.6 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

Le VROMI disposait d'un budget de 33,87 millions ANG pour les frais d'exploitation en 2013.⁴⁴ En outre, le VROMI disposait de 14 millions ANG pour les dépenses en capital. Dans le rapport du VROMI sur 2011, un montant d'environ 48 millions ANG avait été mentionné pour les investissements dans les infrastructures ainsi que pour la modernisation de l'organisation de ce ministère. Ce montant a été divisé en environ 12 millions ANG venant du Fonds européen de développement (FED) qui cible l'amélioration urbaine dans la *Middle Region*, et le reste de l'ordre de 36 millions ANG venant du budget de la Coopération au développement néerlandaise.

D'autres fonds proviennent des frais d'entrée pour faire de la plongée dans le parc marin (4 \$ US/jour ou 20\$ US/an) et de divers permis.

Les Pays-Bas ont exprimé de sérieuses préoccupations (au travers du Parlement et du Plasterk, le Ministère néerlandais de l'intérieur et des relations du royaume) du fait que le budget 2013 affichait un déficit qui n'était pas autorisé dans les accords du 10 octobre 2010.⁴⁵

En 2007, un Fonds d'affectation spéciale a été créé pour financer les projets sur la Nature dans les 6 PTOM néerlandais. Le financement provenait de l'UICN, du gouvernement néerlandais, de WWF, de la

40 Info. du VROMI.

41 www.sintmaartengov.org

42 <http://www.dcnanature.org/islands/st-maarten/>

43 <http://www.dcnanature.org/shark-research-st-maarten/>

44 Politique 2013 – 2014 du VROMI, 10 millions ANG correspondent approximativement à 4.06 millions €

<http://www.sintmaartengov.org/Policy%20and%20Reports/VROMI%20Ministry%20Plan%202012%20-%202014.pdf>

45 <http://caribischnetwerk.ntr.nl/2013/08/30/plasterk-financien-sint-maarten-moeten-snel-op-orde/>

loterie nationale néerlandaise. La DCNA (Alliance des Caraïbes néerlandaises pour la Nature) est impliquée dans cette initiative (comme organisation de coordination qui gère le renforcement des compétences et le financement des parcs naturels dans les 6 PTOM néerlandais), mais le Fonds d'affectation spéciale est géré par un conseil d'administration indépendant.

5 COOPÉRATION

Sint Maarten, en tant que pays indépendant dans le royaume des Pays-Bas, gère ses affaires intérieures et l'environnement de manière autonome. Elle a, et souhaite avoir de bonnes relations (également en matière d'environnement) à plusieurs niveaux: avec les Pays-Bas, dans les Caraïbes, au niveau des Nations Unies (PEID petits États insulaires en développement et programme d'évaluation de la pauvreté du PNUD), et avec l'Union européenne (10ème FED).

La décision du Conseil relative à l'association des PTOM avec l'Union européenne, qui régit les relations entre les pays et territoires d'Outre-mer de l'UE et les PTOM, soutient des projets de coopération et de développement. Dans le cadre du 10ème FED, les Antilles néerlandaises (y compris Sint Maarten) ont reçu une aide pour la croissance économique et le redressement social: des mesures incitatives pour les petites entreprises, l'éducation, la santé, la lutte contre la criminalité et la construction de nouvelles infrastructures dans les zones défavorisées. Ces infrastructures étaient destinées aux zones socialement défavorisées et comprenaient l'amélioration de l'approvisionnement en eau, le drainage, les routes, l'électricité et la promotion de technologies innovantes dans la construction des logements. Certaines de ces mesures devaient avoir un effet positif sur l'environnement, mais le financement de l'UE n'avait pas pour but de réduire les menaces environnementales en tant que telles.

Energie

Avant 2007, les services publics de St-Barthélemy, Sint-Maarten et Anguilla ont travaillé ensemble pour une interconnexion des îles dans le cadre du programme européen INTERREG III-B. Ce projet d'interconnexion, initialement prévu pour fin 2007, ne s'est pas concrétisé. Les autorités de St Barthélemy sont maintenant fermement opposées à toute interconnexion à d'autres îles.

Le chef du gouvernement d'Anguilla a souligné lors du Forum PTOM 2010 que les propositions de l'île de construire un réseau sous-marin de distribution d'électricité à / de Sint Maarten avaient été rejetées par le gouvernement britannique dans les années 1990, en dépit de la possibilité d'importer de l'électricité produite de manière plus efficace (au lieu de compter sur des générateurs alimentés au diesel). La programmation de la CE et d'autres documents ne s'expriment pas sur le sujet.

Stratégie de réduction des risques

Une stratégie régionale de réduction des risques (également connu sous le nom de R3I = Initiative régionale de réduction des risques) est en cours d'élaboration avec l'aide européenne par le biais de la délégation régionale de l'UE à la Barbade - et elle est mise en œuvre par l'intermédiaire d'un accord de contribution entre le PNUD Barbade et l'OECD (l'Organisation des États des Caraïbes orientales).

La R3I a obtenu des résultats significatifs au niveau de la coordination des bureaux de gestion des catastrophes britanniques et des PTOM néerlandais, étant donné que le PNUD a organisé plusieurs réunions communes pour élaborer des activités précises conjointes dans le cadre de la R3I. Le premier résultat concret que cette initiative a obtenu, est une étude *benchmark* de l'exercice d'évaluation de la vulnérabilité en place dans tous les PTOM britanniques et néerlandais des Caraïbes sous un format commun (le B-Tool = Outil d'analyse comparative). Cette étude, faite en mai et juin 2010, a permis d'identifier des lacunes particulières dans la gestion des catastrophes que le projet doit combler. La Commission européenne a réservé 4 932 millions € pour la R3I, pour une période de trois ans (2009-2011).

Elaborer une politique sur l'environnement est une activité complexe, chronophage et contraignante. En pratique, cela signifie que la politique dans de nombreux pays plus petits comme Sint Maarten n'est pas souvent appliquée. Les politiques environnementales requièrent une approche intégrée, une planification territoriale et une bonne vision du rendement écologique de l'île. C'est notamment un défi pour un nouveau pays comme Sint Maarten. L'île a dû mettre en place de nouveaux services administratifs, recruter du personnel expert, élaborer de nouvelles politiques et faire des lois tout en étant, d'une certaine façon, sous le contrôle des Pays-Bas. En 2015, le nouvel accord constitutionnel (10 octobre, 2010) sera réexaminé.

Cependant, Sint Maarten a fait des progrès. Actuellement, une politique sur la Nature et une autre sur l'environnement sont en cours d'élaboration et seront achevées et appliquées en 2014. La politique sur la Nature porte sur l'environnement naturel de l'île et celle sur l'environnement englobe les problèmes liés à l'environnement tels que les déchets, les sols, la pollution de l'air et de l'eau. Une politique énergétique est aussi en préparation. La coopération avec Saint Martin, la partie française de l'île, pour certains de ces domaines politiques et projets est importante du point de vue rendement et efficacité.

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Economie d'énergie et davantage d'énergie renouvelable	Construire des installations d'incinération avec valorisation énergétique	Un projet a commencé. Un producteur d'énergie indépendant a été choisi.					
	Activités						
	Elaborer permis de construire et interdictions de construire. Préparer plans de construction pour construire l'installation. La construction débutera au début de l'été 2014. L'installation sera en fonctionnement début 2016.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Economie d'énergie et davantage d'énergie renouvelable	Subventionner des projets pilotes utilisant l'énergie solaire et éolienne	Toute l'énergie de l'île est produite avec du diesel et du fuel lourd importés.					
	Activités						
	Élaborer un programme et faire un appel à des projets pilotes utilisant des sources d'énergie durables comme le soleil et le vent. Commencer à placer des panneaux solaires (panneaux solaires photovoltaïques) sur les toits des bâtiments gouvernementaux. Subventionner des initiatives privées prometteuses.						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Réduire l'empreinte écologique	Campagne de sensibilisation	Le revenu, la population et le développement du tourisme perturbent la Nature de façon irréversible à certains endroits.					
	Activités						
	Produire des brochures, des publications, des vidéos, des programmes de radio et des spots publicitaires télévisés pour la population locale et les touristes. Installer une ligne téléphonique de l'environnement pour tout savoir sur la Nature et l'environnement. Mettre en place des campagnes, organiser des concours scolaires etc. Interdire les sacs en plastique. Promouvoir une île plus propre, plus sûre, une économie de l'eau et électricité et la réduction des flux de déchets.						

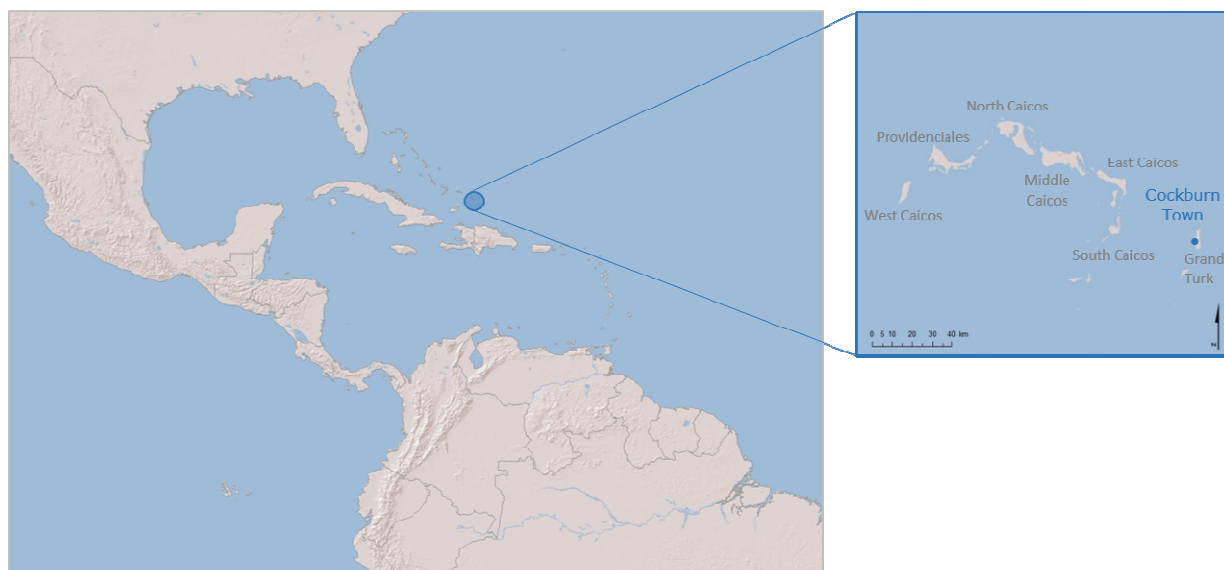
Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Actualiser la législation environnementale	Action légale	La majorité de la législation environnementale est inadaptée.					
	Activités						
	Rédiger des lois là où elles manquent: dans les domaines de la pollution sonore, des sols, de la qualité de l'air, des énergies renouvelables, des déchets solides et liquides. Commencer à appliquer ces lois.						

ANNEXE L :

ILES TURQUES-ET-CAIQUES

PROFIL ENVIRONNEMENTAL

ILES TURQUES-ET-CAÏQUES



Résumé	278
Informations générales	278
Biogéographie, endémisme et importance pour la biodiversité mondiale.....	281
Etat de l'environnement	282
Gouvernance environnementale	285
Coopération internationale.....	292
Conclusions et recommandations.....	293

Comme beaucoup d'autres îles des Antilles, les îles Turques-et-Caïques dépendent énormément du tourisme, et misent sur un tourisme de très haute qualité. Le développement, en particulier celui du tourisme, est très rapide ce qui génère aussi des opportunités de travail. Les immigrants affluent continuellement et la population résidente augmente de 5% chaque année, ce qui a un impact sur l'environnement et les services publics. On a mis en place des mécanismes pour veiller à ce que ce développement soit durable, comme la création d'un système complet des aires protégées, la mise en place d'une législation environnementale sur les questions importantes et des lignes directrices pour une Evaluation de l'impact environnemental, mais il n'existe pas de Plan national d'aménagement du territoire. En outre, l'agitation politique récente associée à la dissolution de la Constitution et le ralentissement économique ont entraîné une pénurie des ressources pour gérer l'environnement (perte du *Conservation Fund* (Fond pour la conservation) et réduction de 50% du personnel du *Department of environmental and marine affairs* (Ministère des affaires environnementales et marines). Les principaux défis environnementaux ont à voir avec les problèmes des zones côtières, de l'eau et des déchets, de la gestion forestière et de la pêche.

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom du pays	Iles Turques-et-Caïques
Région	Caraïbes
Superficie	500 km ²
Zone économique exclusive¹	154 068 km ²
Population²	31 458 (recensement 2012)
PIB/Habitant³	23 100 \$ (EST. 2012)
Taux d'alphabétisation	98%
Taux de chômage ⁴	17% (12% locaux et 27% immigrants)

Les îles Turques-et-Caïques (TCI) sont composées de deux archipels caribéens au sud-est des Bahamas et au nord d'Haïti. Chaque archipel repose sur un banc peu profond mais un océan profond les sépare. Le Banc Caicos est le plus grand des deux, couvrant près de 8 000 km². La profondeur de l'eau va de quelques centimètres le long des côtes de l'intérieur des îles Caïques à 20-30 m au bord de la fosse. Les TCI sont un chapelet de plus de 40 îles, îlots et bancs de sable dont huit sont habitées. Elles se trouvent à faible altitude, et sont composées de formations calcaires plates recouvertes de vastes salines et de mangroves. Plus de la moitié de la superficie des terres est couverte de zones humides. Plus de la moitié de la superficie est soit en dessous du niveau de la mer soit juste au-dessus, et plus de 70% des installations humaines sont situées sur les terres basses du littoral. Sur East Caicos, Flamingo Hill est le point le plus élevé, culminant à 46m.

Les zones de récifs sont nombreuses, totalisant près de 1 200 km². Les quatre îles les plus grandes (Providenciales, North Caicos, Middle Caicos et East Caicos) possèdent des récifs frangeants en mer, le long de la partie nord de leur côte. Les trois plus grandes îles de la partie orientale du chapelet, ont des

1 <http://www.seaaroundus.org/eez/796.aspx>

2 <http://www.eneews.tc/sites/default/files/files/Document1a2.pdf>

3 Evaluation pays de la pauvreté sur les îles Turques-et-Caïques, communiqué de presse de 2012, http://www.gov.tc/pressoffice/sites/default/files/TCI%20CPA_DFR%20Press%20briefing%20v1.pdf

4 Idem

réécifs frangeants le long de leurs côtes orientales et également le long de la côte occidentale de West Caicos, Great Turk et Providenciales. On trouve fréquemment des récifs dans les étendues d'eau peu profonde autour de toutes les îles et des bancs de sable.

Les îles ont un climat marin tropical tempéré à cause des alizés mais ensoleillé et relativement sec. La saison des ouragans va de juin à novembre, mais les îles subissent souvent des «ondes tropicales» accompagnées de vents forts et d'averses. Les TCI disposent de ressources limitées en eau douce: les habitants installent des citernes afin de recueillir l'eau de pluie destinée à la consommation. Des unités d'osmose inverse fournissent également une quantité importante d'eau sur Providenciales et Great Turk.

La population, estimée actuellement à environ 31 458 habitants, augmente de 5% par an en raison principalement de la forte immigration des pays voisins comme Haïti (35% de la population⁵), la Jamaïque et l'Asie du sud-est, pour répondre à la demande de main d'œuvre dans la construction et le tourisme. Les insulaires des TCI représentent 42,5% de la population totale: il y a beaucoup d'immigrés (57% des non-ressortissants ont un permis de travail) d'autres îles des Caraïbes et de l'Amérique du Nord ainsi qu'un certain nombre de sans-papiers (14%). La plupart des gens sont d'origine africaine, le reste de la population étant métisse, asiatique ou européenne.

La plupart⁶ de la population des TCI se trouve à Providenciales et un nombre important d'habitants vivent également sur Great Turk, South Caicos et North Caicos tandis que de plus petites communautés habitent à Middle Caicos et Salt Cay. Providenciales est désormais le centre commercial du pays mais la majorité du gouvernement est basée à Great Turk. On remarque que la population de Providenciales a augmenté de 82,5% depuis le recensement de 2001, et certaines îles plus petites ont connu une forte augmentation de la population, par exemple, la population de Parrot Cay a plus que doublé⁷. On estime qu'environ 22% de la population ou 16% des foyers vivent en dessous du seuil de pauvreté⁸. Les taux de pauvreté dans les petites îles sont plus élevés, mais la majorité des personnes pauvres vivent à Providenciales. En tant que petit pays, les TCI n'ont pas les moyens de patrouiller sur leurs frontières maritimes ce qui fait que les sans-papiers continuent d'arriver pour travailler dans la construction. Les zones forestières vierges sont défrichées pour construire des bidonvilles et produire du charbon de bois, et la pêche INN existe toujours malgré les autorités chargées de la surveillance mais qui ont une capacité limitée. Les impacts environnementaux et sociaux sont considérables.

Les précipitations sont limitées, et les sols calcaires pauvres, ce qui limite les possibilités de développement de l'agriculture qui est davantage une agriculture de subsistance. La plupart des aliments pour la consommation domestique sont importés. Néanmoins, avec l'assistance technique du Programme de développement des Nations Unies, le gouvernement est en train de promouvoir le développement de l'agriculture dans les îles Caicos les moins développées (Middle Caicos et North Caicos) et on a mis en place une « ferme pilote » et développé des services de vulgarisation agricole sur North Caicos pour promouvoir l'agriculture commerciale.

L'économie des TCI repose sur le tourisme (45%), les services financiers (23%), l'immobilier et l'exportation de fruits de mer sont également importants. La plupart des biens d'équipement sont importés. Les investisseurs étrangers, principalement du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis, jouent un rôle important dans la vie économique de l'archipel.

Le tourisme est le moteur économique des TCI. Les TCI ont accueilli un total de 1 069 497 visiteurs⁹ en 2013 principalement des USA, du Canada et d'autres pays des Caraïbes, ce qui signifie une augmentation de 10,4% par rapport à l'année précédente. Les arrivées en provenance de l'Europe ont diminué de 4%

5 Evaluation pays de la pauvreté des îles Turques-et-Caïques, communiqué de presse 2012

6 75% selon l'évaluation pays de la pauvreté des îles Turques-et-Caïques, communiqué de presse 2012

7 Les résultats préliminaires du recensement 2012 de la population et du logement du gouvernement des TCI

8 Le seuil de pauvreté /d'indigence grave est basé sur le coût minimum du panier alimentaire (CMPA) nécessaire au régime alimentaire sain d'un homme adulte. Le seuil général de pauvreté comprend également une allocation pour les dépenses non alimentaires essentielles (Evaluation pays de la pauvreté des îles Turques-et-Caïques, communiqué de presse 2012).

9 Statistiques 2012 sur le tourisme des îles Turques-et-Caïques

<http://www.turksandcaicostourism.com/content/root/File/Turks%20and%20Caicos%20Islands%20Tourism%20Statistics%202013.pdf>

en 2013 pour ne représenter que 6 671 touristes. Le développement incontrôlé du tourisme a contribué à la perte des habitats côtiers vierges à cause de l'aménagement du territoire, de l'augmentation de la pression sur les ressources marines comme les récifs coralliens, du nombre de visiteurs, ce qui a augmenté le déversement des eaux usées dans les eaux du littoral affectant la qualité de ces eaux. Cela pourrait détruire l'industrie du tourisme.

Après le tourisme, la finance offshore est la deuxième source de revenus externes des TCI, et représente une source importante de revenus pour le gouvernement. Une grande variété de services financiers sont disponibles dans les îles Turques-et-Caïques tels que la création d'entreprises, l'assurance offshore, la banque, les *Trusts*, les sociétés en commandite et les sociétés à durée limitée. La *Financial Services Commission* (Commission des services financiers)¹⁰ réglemente, développe et promeut ces services financiers sur les principaux marchés mondiaux. Récemment, un certain nombre d'enquêtes internationales ont remis en cause le secteur financier, ce qui a poussé les autorités à renforcer la réglementation financière. Sept banques sont autorisées à travailler sur les TCI.

La pêche est à la fois économiquement et socialement importante pour les TCI. La pêche constitue la seule industrie d'exportation des produits de base des TCI, dont la plupart vont aux États-Unis. La pêche commerciale a lieu principalement sur le Banc Caicos. L'industrie de la pêche des TCI se compose d'environ 200 navires et de 500 pêcheurs¹¹, il y a 5 usines de transformation du poisson basées à Providenciales et South Caicos. La langouste et le strombe sont les principales captures. La pêche totale¹² de langoustes a diminué, passant d'une hausse récente de plus de 984 000 £ en 2006 à 444 000 £ en 2011. Les captures annuelles de strombes géants ont également diminué au cours des dernières années avec une prise totale en 2011 d'un peu plus de 943 000£ contre un quota de 1,6 million de livres. D'autres espèces de poissons comme le mérou, le vivaneau et les grands pélagiques sont capturés, mais en plus petites quantités, pour la consommation locale ou par les pêcheurs sportifs. Selon le *Department of Environment and Marine Affairs* (Ministère de l'environnement et des affaires maritimes), la surpêche et la dégradation de l'habitat en raison des mauvaises pratiques de pêche et de la saison des cyclones de 2008, ont provoqué des baisses importantes des stocks de strombes géants et de langoustes. On remarque aussi une baisse de certaines populations de poissons, comme le vivaneau soie et le poisson-grondeur. On se préoccupe aussi du braconnage dans les récifs. Le gouvernement fait la promotion de l'aquaculture dans le cadre de sa stratégie de diversification, mais à ce jour l'aquaculture reste limitée, à l'exception de la ferme de strombes en expansion sur Providenciales.

De 2007 à 2009, l'économie a souffert des conséquences de l'ouragan Ike, de la crise économique mondiale, et d'une très mauvaise gestion. Tous ces facteurs ont conduit à une baisse importante des recettes touristiques (environ 28%) et par conséquent, de la construction et des autres services connexes, ce qui a diminué les recettes publiques et la mise de fonds. Le PIB aux prix du marché a chuté de 18,49% en 2009 suivi d'une nouvelle baisse de 2,33% en 2010. En 2012, l'économie a commencé à se redresser.

En 2008, l'ouragan Ike et la tempête tropicale Hanna ont frappé, en l'espace de trois jours, les TCI. Ike, ouragan de catégorie 4, est passé juste au sud avec des vents de 217 km/h, qui ont surtout touché les îles Grand Turk, Salt Cay et South Caicos. Ceci a entraîné de graves inondations, l'érosion des plages, l'accumulation de débris, et la destruction de la végétation. Heureusement, aucun décès n'a été signalé comme conséquence directe de ces cyclones. Mais les services publics tels que l'électricité et l'eau ont été perturbés pendant l'ouragan et durant une période prolongée après son passage. 95% des bâtiments ont été abîmés sur Grand Turk, Salt Cay et South Caicos; plus de 700 personnes ont perdu leur maison, et 80% des maisons de Grand Turk ont subi des dégâts. On a estimé les coûts de remise en état ainsi que les pertes économiques à environ 214 millions de dollars.

10 Commission des services financiers établie par l'ordonnance de la Commission des services financiers de 2001, modifiée par l'Ordonnance 2007 de la Commission des services financiers, <http://www.tcifsc.tc>

11 Stratégie de développement 2013-2017 des îles Turques-et-

Caïques(http://www.tcinewsnow.com/documents/development_strategy2013-2017.pdf)

12 Idem

En 2009, une évidente mauvaise gestion des finances publiques, des pratiques de corruption et le niveau insoutenable du service de la dette ont été mis à jour suite à la suspension de certaines parties de la Constitution. En 2011, en réponse à la situation financière du gouvernement des îles Turques-et-Caïques, le DFID s'est porté garant pendant cinq ans auprès d'organismes de prêt commerciaux, pour permettre au gouvernement des TCI d'avoir accès à un prêt maximum de 260 millions de dollars au cours de la période de garantie. Un directeur financier a été nommé pour faire face de façon urgente au déficit structurel du gouvernement des TCI. Une fois l'excédent budgétaire atteint, le territoire sera en mesure de commencer à rembourser sa dette et devrait, une fois achevée la période de cinq ans, si ce n'est avant, être en mesure d'obtenir de nouveaux prêts bancaires réduits sans la garantie du gouvernement britannique. Le 12 juin 2012, le gouvernement britannique a annoncé que les TCI avaient fait de sérieux progrès dans les huit étapes et en pratiquant de solides contrôles financiers, et il a fixé la date des élections au 9 novembre. Un nouveau gouvernement a été élu, mais les TCI restent sous une pression extrême pour éliminer leur dette et équilibrer leur budget. Par conséquent, les besoins en infrastructures basiques pour la conservation (et pour de nombreux autres besoins) ne sont pas satisfaits en raison du manque de fonds.

2 BIOGÉOGRAPHIE, ENDÉMISME ET IMPORTANCE POUR LA BIODIVERSITÉ MONDIALE

La TCI forment un complexe de récifs coralliens naturels, d'estrans, de mangroves et salines qui servent de refuge à la faune, et sont essentiels pour les industries de la pêche et du tourisme. La complexité des zones humides d'East Caicos, Middle Caicos et North Caicos sont sans doute le meilleur exemple de ce type dans les Caraïbes. Des peuplements de mangroves poussent le long de la marge intérieure des îles qui bordent le Banc Caicos. Les TCI possèdent certains des récifs coralliens les moins affectés de la région des Caraïbes.

De vastes zones du Banc Caicos sont couvertes de sable nu, d'algues coralligènes charnues et d'herbiers marins. Ces habitats sont d'une importance cruciale pour le strombe et la langouste qui en font leurs zones de reproduction, mais en dépit de la taille des zones en question (en milliers de km²) et de leur éloignement des centres de population, elles sont menacées par le développement marin.

Les îles abritent au moins 20 plantes endémiques, des reptiles et insectes. Les îles Turques ont un sol sablonneux, non productif qui supporte une végétation clairsemée de carex et cactus, tandis que les îles Caicos sont plus fertiles et abritent un sous-bois de broussailles et de cactus sous la canopée d'arbres peu élevés. Cette forêt tropicale sèche broussailleuse est l'un des types de forêt tropicale les plus menacés, principalement par la fabrication illégale du charbon de bois. Ce type de forêt couvre environ 90% de la superficie totale des terres. Les forêts de pins sont particulièrement remarquables sur North Caicos, Middle Caicos et Pine Cay. La forêt de pins est également infectée de cochenilles du pin.

Trois espèces de gecko, le boa de l'île Turk, le boa nain d'Ambergris Cay, le lézard à queue recourbée *Leiocephalus Psammodromus* et l'iguane de roche des Turques-et-Caïques (CR) sont endémiques des TCI. Les animaux domestiques (chats, chiens, bétail) chassent les iguanes et on ne les trouve généralement pas là où ces animaux sont ou ont été. Le banc de sable Big Ambergris est le plus grand refuge de l'île pour les iguanes endémiques, abritant plus de 50% de la population totale référencée.

Environ 204 espèces d'oiseaux ont été répertoriées sur les TCI, dont 58 reproductrices et 110 autres régulièrement présentes mais qui sont des espèces qui ne se reproduisent pas. Les petits bancs de sable des deux Bancs Caicos et Turks, ainsi que certaines falaises et monticules des îles principales, sont des sites importants de reproduction pour un grand nombre d'oiseaux marins. Certaines espèces font partie des plus grandes colonies répertoriées des Caraïbes. On trouve sur les îles deux espèces menacées d'oiseaux de zones humides: la paruline de Kirtland (VU) non reproductrice et le canard siffleur reproducteur (VU). Mais les forêts sèches abritent aussi d'importantes populations reproductrices

d'oiseaux locaux typiques, dont certaines très répandues et d'autres endémiques des îles (y compris parfois des Bahamas, de Cuba ou d'Hispaniola).

Les tortues marines y sont fréquentes, elles nichent dans de nombreux bancs de sable. On considère la tortue imbriquée, caouanne et la tortue verte comme moyennement abondante, mais elles sont en déclin. La *Disaster Emergency Management Agency* (DEMA, Agence d'intervention rapide en cas de catastrophes) a réalisé une étude visant à identifier les plages de ponte des tortues de mer et leurs zones d'alimentation sur les TCI. Ce projet a connu beaucoup de succès, avec le marquage d'une tortue nommée "Suzie". Pour la première fois, on a découvert que les tortues des TCI nagent souvent aussi loin vers le sud que la Martinique et font tout un périple de retour aux TCI, puisque la tortue marquée s'est arrêtée dans sept îles lors de son retour.¹³

De novembre à mars les baleines à bosse (VU) migrantes se déplacent au travers du profond passage de l'île Turks, quand elles retournent vers leurs aires de reproduction dans le sud. Les cachalots (VU), le rorqual boréal (EN) et les lamantins peuvent parfois venir aussi dans les eaux des TCI.

Les TCI disposent d'un réseau de 11 parcs nationaux et de 15 réserves naturelles. Le complexe de zones humides des East Caicos, Middle Caicos et North Caicos est considéré comme le meilleur exemple de ce type dans les Caraïbes et c'est un site Ramsar. La décision de désigner officiellement une zone protégée relève de la responsabilité du Conseil des ministres, qui est conseillé par le *National Conservation Committee* (Comité national de la conservation). Les aires protégées officielles existent depuis le début des années 1990. Depuis 1998, le gouvernement des TCI, avec le soutien du DFID, développe et met en œuvre des plans de gestion pour les trois parcs nationaux marins des îles Turques-et-Caïques, dans les mers adjacentes à Providenciales et à West Caicos. En mai 2006, le Conseil exécutif a approuvé le plan de gestion du parc national Columbus Landfall et d'autres zones protégées dans Grand Turk et autour de l'île, ce plan a été préparé et mis en œuvre par la DEMA. À son tour, le Fonds national des TCI s'est focalisé sur les zones terrestres et humides, en développant au milieu des années 1990, une gestion efficace de Little Water Cay ainsi que de plusieurs sites historiques. On a mis en place conjointement le plan de gestion pour le grand site Ramsar sur North Caicos, Middle et East Caicos et leurs environs¹⁴, avec la communauté locale, *the UK Overseas Territories Conservation Forum* (Association pour la conservation des territoires d'outre-mer britanniques) et d'autres organismes membres de cette association, et avec le soutien de l'initiative Darwin du Royaume-Uni et de l'OTEP, *the Overseas Territories Environment Programme* (Programme pour l'environnement des territoires d'outre-mer).

3 ETAT DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 VUE D'ENSEMBLE

L'importance du tourisme et la très basse altitude de la terre signifie que le changement climatique constitue une menace grave pour les TCI.

Le développement rapide des îles pour en faire un centre touristique, conduit à une perte des caractéristiques des îles comme les plantes couvre-sol, les peuplements de mangroves et herbiers marins qui conservent leur intégrité physique et servent d'habitats à la faune diverse et typique.

La plupart du développement a eu lieu sur le littoral, qui est vulnérable aux inondations. Mais l'aménagement du territoire se fait, dans une large mesure, sur Providenciales. La perte de l'habitat dans le reste des îles Caïques est restée minime jusqu'à présent. Les zones humides naturelles s'étendaient autrefois jusqu'à Providenciales et South Caicos. Sur Providenciales, quelques-unes des zones humides

¹³ http://www.fieldstudies.net/news/After-644000-km-Suzie-Comes-Home_1642

¹⁴ Disponible sur: www.ukotcf.org

ont subi une dégradation grave de l'environnement, bien que les zones de valeur restent dans la zone protégée et dans le système des parcs nationaux. La plupart des récifs sont encore en bonne santé, mais montrent des signes de détérioration dus à des causes naturelles et anthropiques. En général, le déclin de la santé des récifs peut venir de la densité des nutriments naturellement élevée, et à un degré moindre, de la plongée et du développement côtier.

Les projets de développement à grande échelle sur les îles inhabitées représentent une autre menace pour l'environnement naturel, car ces îles sont maintenant des habitats de choix pour les espèces endémiques comme l'iguane de roche, et les derniers sites de reproduction pour les tortues. On a établi des directives environnementales¹⁵ à partir des EIE complètes réalisées pour ces développements. En outre, le DEMA a élaboré des normes environnementales nationales pour le développement.

Les précipitations sur les Îles Turques-et-Caïques ne répondent pas aux besoins du territoire. Par conséquent, une part importante de l'eau potable destinée à la distribution/consommation sur les îles les plus peuplées de Grand Turk et Providenciales est produite par dessalement par osmose inverse et distribuée par camion-citerne. Par ailleurs, plus des deux tiers des ménages récoltent l'eau de pluie dans des bassins privés et la stockent dans des citernes privées. Une gestion efficace de l'eau douce sera un défi de plus en plus important au fur et à mesure du développement des îles. Grand Turk, Providenciales et South Caicos disposent de systèmes d'adduction d'eau. L'approvisionnement public fournit une eau chlorée et régulièrement contrôlée pour vérifier la contamination chimique et bactérienne.

En ce qui concerne les installations sanitaires, la plupart des ménages utilisent des fosses septiques et des puisards, mais ces foyers ont assez peu de latrines. Cependant, les grands complexes hôteliers et les toutes récentes constructions sur le littoral disposent de centrales d'épuration mécaniques. Il existe 75 centrales au service de l'industrie hôtelière, qui sont principalement sur Providenciales.

La gestion des déchets solides reste un défi majeur sur tout le territoire et des plans sont en cours pour résoudre le problème, en commençant par Grand Turk et Providenciales. Les déchets sont jetés dans des décharges. On a accompli des progrès quant à la mise à niveau et à l'amélioration des sites d'enfouissement de Providenciales et Grand Turk; cependant, aucune de ces installations n'est imperméable ce qui menace gravement de contamination toxique la terre et les eaux côtières. Le gouvernement a décidé d'impliquer le secteur privé dans la collecte et l'élimination des déchets de façon à améliorer la performance et l'efficacité de la gestion des déchets.

La surpêche exacerbée par des pratiques destructrices et les deux phénomènes météorologiques violents de 2008, ont détruit de vastes ressources de pêche en mer. On surexploite peu les poissons de récifs, même si le braconnage reste un sujet de préoccupation. Au cours des dernières années, les prises de strombes géants (*Strombus gigas*) et de langoustes (*Panulirus argus*) ont diminué de façon significative. Ces diminutions sont probablement le résultat de la dégradation et de la perte de l'habitat, et de la surpêche. Malgré l'application des règlements chaque fois plus nombreux, les pêcheurs continuent de se livrer à des pratiques néfastes, telles que la pêche au filet du bonefish et l'utilisation d'eau de Javel pour capturer la langouste. Les TCI font actuellement une recherche sur le strombe pour réévaluer les stocks de strombe et mieux les gérer. On fait aussi une étude de faisabilité pour le développement de l'exploitation commerciale des stocks pélagiques. Sur le Banc Mouchoir, on ne délivre pas de permis de pêche jusqu'à ce que l'évaluation des stocks soit achevée. On a interdit récemment la pêche du perroquet de mer. D'autres amendements à the *Fisheries Protection Ordinance* (Ordonnance sur la protection des pêches) sont en cours d'élaboration pour accentuer la protection des requins, des raies, du crabe épineux, du bonefish et du mérou rayé.

¹⁵ Par exemple, dans Ambergris Cay, qui est une zone écologiquement sensible, les véhicules automobiles et les animaux errants sont interdits pour assurer la protection de l'iguane de roche.

3.2 PRINCIPAUX DÉFIS

En 2005, l'Indice de vulnérabilité environnementale¹⁶ a indiqué que les îles Turques-et-Caïques étaient *vulnérables*, en dépit du manque d'informations sur la question puisque seulement 52% des sujets ont été traités.

Les problèmes les plus urgents que l'on a identifiés étaient le pourcentage de terres à moins de 50 m au-dessus du niveau de la mer; la distance au continent le plus proche; le nombre d'espèces connues qui migrent hors de la zone territoriale à tout moment au cours de leur durée de vie (y compris les espèces terrestres et toutes les espèces aquatiques)/zone terrestre; le nombre d'espèces menacées et vulnérables par tranche de 1000 km² de zone terrestre (définitions de l'UICN); Les îles Turques-et-Caïques ont également une grande longueur de frontière par rapport à la surface du pays et sont un peu isolées.

Les principaux défis environnementaux auxquels font face les TCI ont également été identifiés dans les profils environnementaux de 2006-07 et leur gravité est résumée dans le tableau ci-dessous.

Problèmes	Situation en 2006-07	Situation actuelle
Changement climatique	Grave	Grave – territoire à faible altitude protégé par les mangroves et les récifs coralliens qui sont menacés par les activités anthropiques. Territoire vulnérable aux phénomènes météorologiques violents.
Dégradation de l'habitat à cause du développement	Grave	Grave – Le manque de plan d'aménagement du territoire a conduit à un développement non planifié et peu rigoureux dans tout le pays. Ceci a affecté une partie essentielle du patrimoine écologique et culturel. L'EIE n'est pas toujours appliquée correctement (par exemple, le développement de l'aéroport et de la chaussée des North and Middle Caicos).
La quantité et la qualité de l'eau, les eaux usées et les déchets solides sont considérés comme des contraintes importantes.		

Les nouveaux problèmes sont:

Problèmes	Situation actuelle
Déclin des stocks de pêche en raison de la surpêche et de la dégradation de l'habitat	De mauvaises pratiques de pêche et la saison des cyclones de 2008 ont donné lieu à une diminution de 50% des stocks de strombes et langoustes. On a noté des baisses dans les stocks de poissons récifaux et de certaines populations de poissons comme le vivaneau soie et le poisson-grondeur. La DEMA n'a pas la capacité légale pour patrouiller sur les côtes, pour les protéger et réglementer la pêche.
Déforestation (problème lié à la pauvreté)	La déforestation se poursuit, en particulier par les sans-papiers qui construisent des bidonvilles et pour la production de charbon de bois. La DEMA et d'autres organismes chargés d'appliquer la loi n'ont pas la capacité de le faire. Ce problème a beaucoup augmenté en raison de l'insuffisance du contrôle des frontières (probablement en raison de l'extrême pauvreté vécue en Haïti).
Eau et déchets	La DEMA manque de financement et de main d'œuvre pour appliquer des plans de gestion des bassins versants appropriés. Les décharges de Providenciales et Grand Turk ne sont pas imperméabilisées, ce qui constitue une menace de pollution pour les eaux souterraines et côtières.
Manque de ressources du <i>Department of Environment and Marine affairs</i> (Ministère de l'environnement et des affaires marines)	De sévères mesures d'austérité sont mises en œuvre sur les TCI en raison de l'agitation politique associée à la dissolution de la Constitution et du ralentissement économique. Le personnel de la DEMA a été réduit de 50%. Le <i>Conservation Fund</i> (Fonds de conservation) évitant à la DEMA de financer des activités de recherche et de surveillance requises, n'existe plus. L'infrastructure est également dégradée. La plupart des navires ont besoin d'importantes réparations, à South Caicos et Grand Turk les véhicules sont limités.

16 http://www.vulnerabilityindex.net/EVI_Country_Profiles.html

4 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

4.1 CONSTITUTION

Les îles Turques-et-Caïques sont un PTOM britannique jouissant d'une grande part d'autonomie interne et doté d'un régime gouvernemental ministériel. La version 2011 de la Constitution est entrée en vigueur le 15 octobre 2012. Elle prévoit un gouvernement élu et composé d'un cabinet ministériel et une Chambre de l'Assemblée élue au suffrage universel. Le gouverneur est nommé par la Reine et a la responsabilité de la défense, des affaires étrangères, du secteur financier extraterritorial, et de la sécurité interne y compris les forces de police. La Chambre de l'Assemblée des TCI est constituée de 19 sièges dont 15 élus au suffrage universel. Il y a aussi quatre autres membres, nommés par les chefs des deux partis qui composent la Chambre, dont deux sont désignés par le gouverneur.

Ces îles sont dotées d'un régime ministériel comprenant le Premier ministre, chef politique et chef du gouvernement et six ministres en charge des affaires du gouvernement dont les Ministères de l'environnement, de l'intérieur et de l'agriculture.

Le système juridique est fondé sur le droit anglais et gallois, avec quelques lois adoptées de la Jamaïque et des Bahamas, et des ordonnances adoptées localement.

4.2 CADRE INSTITUTIONNEL

The *Ministry of Environment and Home Affairs* (MEHA, Ministère de l'environnement et de l'intérieur) comprend notamment the *Planning Department* (Ministère de la planification), the *Department of Agriculture* (DOA, Ministère de l'agriculture) et the *Department of Environment and Maritime Affairs* (DEMA, Département de l'environnement et des affaires maritimes). Le Ministère de la planification emploie 14 personnes et dispose d'un budget annuel se montant à 599 215 \$, il supervise la planification territoriale et se charge de tout l'aménagement du territoire. Le DOA emploie au total 13 personnes et se charge du suivi de l'agriculture et de la réglementation agricole, de l'aquaculture, de la santé animale, *animal and plant health* (APHIS, service d'inspection de la santé animale et végétale) et de la biosécurité.

Le DEM A (former *Department of Environment and Coastal Resources – DECR*) (ancien Ministère de l'environnement et des ressources côtières) a la responsabilité de la gestion durable, de la préservation et amélioration de la pêche, des ressources marines et côtières, des zones protégées et en général de la qualité de l'environnement. Le DEM A emploie au total 25 personnes et dispose d'un budget annuel de 1 213 055 \$, et il est composé de trois divisions: the *Protected Areas Division* (Division des aires protégées) supervise la gestion des parcs nationaux, des réserves naturelles, des sanctuaires et des zones historiques; the *Fisheries Division* (Division de la pêche) responsable de la gestion et de la conservation des populations de poissons et de leurs habitats; the *Maritime Affairs Division* (Division des affaires maritimes) a pour mandat de protéger et d'améliorer la pêche par le biais d'une gestion efficace des stocks de poissons afin de promouvoir la prospérité économique. La Division de la pêche surveille les prises de langoustes et de strombes et met en place des systèmes de quotas efficaces à la fois pour la consommation locale et pour l'exportation. L'objectif de ses activités est le maintien d'une pêche rentable et durable. Les trois Divisions travaillent en étroite collaboration et sont également impliquées dans la recherche et l'évaluation, la planification, la sensibilisation du public, la politique et le développement, et l'application de la législation. Le DEM A évalue et surveille les activités d'aménagement du territoire pour contrôler les éventuels impacts sur l'environnement, et divulgue de l'information au public. Il est également responsable d'entretenir la marine, de délimiter les parcs terrestres, de mettre en place les balises et bouées réglementaires et les nombreux mouillages permanents pour les bateaux de plaisance qui mouillent autour des îles.

Le *Department of Environmental Health* (Département de la santé environnementale), au sein du *Ministry of Health* (Ministère de la santé), est responsable, entre autres, de l'approvisionnement de l'eau et de la collecte et élimination des déchets solides. Les agents responsables de la santé environnementale sont basés sur toutes les îles. Le *Public Environmental Laboratory* (Laboratoire public de l'environnement), principal laboratoire au sein du *National Public Health Laboratory System* (Système national de laboratoires de la santé publique), surveille la qualité de l'environnement.

The Department of Disaster Management and Emergencies (DDME, Département de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence) a été créé en 2001 en tant que service du bureau du secrétaire en chef relevant du *Ministry of Government Support Services* (Ministère des services de soutien gouvernementaux). Le DDME est en charge de la coordination et du suivi de la gestion des catastrophes et promeut une approche uniforme de la gestion des catastrophes. Les TCI disposent maintenant d'une équipe spéciale pour les interventions d'urgence sur Turques-et-Caïques. La police royale des TCI est le bras opérationnel de la protection civile tout comme les pompiers et sauveteurs des îles.

The National Health Emergency Management Unit (NHEMU, Unité nationale de gestion des urgences sanitaires), créée en 2009, est responsable de la coordination des activités visant à préparer, surveiller, atténuer et faire face aux catastrophes et aux menaces pour la santé publique.

The Climate Change Committee (Comité du changement climatique) a été nommé par le Conseil consultatif en avril 2010, qui est composé des chefs des départements de l'environnement, de la planification, de la gestion des catastrophes, de l'éducation et de l'économie.

The Environment Charter Working Group (Groupe de travail de la Charte sur l'environnement) se compose des agences gouvernementales concernées, y compris le directeur du Ministère de la planification, le Ministère de la planification économique et des statistiques, de la santé environnementale, le DEMA, des représentants du cabinet du Procureur général et du bureau du gouverneur, le *National Trust* (Fonds national) et le musée. Tous ces acteurs sont investis de la responsabilité de surveiller et conseiller l'application de la stratégie de mise en œuvre de la Charte sur l'environnement.

The Tourist Board (Office du tourisme), au sein du *Ministry of Tourism and Culture* (Ministère du tourisme et de la culture), se charge de l'application et du suivi des projets mis en œuvre par le Ministère. L'*Investment Union* est un "guichet unique" chargé de la diffusion de l'information et de l'assistance aux investisseurs potentiels, il dépend directement du *Ministry of Finance* (Ministère des finances).

*Le Turks and Caicos National Trust*¹⁷ (Fonds national des îles Turques-et-Caïques), est une organisation non lucrative indépendante et officielle, en charge de préserver l'environnement et le patrimoine historique et culturel des îles; elle a été fondée en 1992 par une loi habilitante du gouvernement des TCI. Elle est gérée par un conseil élu qui comprend des représentants de toutes les îles habitées. Le Fonds travaille en partenariat avec le gouvernement, les entreprises locales, les organisations nationales et internationales de conservation, les écoles et la communauté. Le Fonds est financé par les cotisations des membres, des subventions gouvernementales, le mécénat privé, des subventions aux projets et les fonds auto-générés par des projets et initiatives. Le Fonds gère certaines des aires protégées. Il met en place une série d'activités y compris pédagogiques et de sensibilisation du public.

4.3 CADRE POLITIQUE

Dans le cadre des Chartes sur l'environnement qui comprennent des énoncés de principes et des engagements pris par le Royaume-Uni et les PTOM, les TCI avec le soutien des OTCF du Royaume Uni, ont élaboré une stratégie détaillée pour la mise en œuvre d'actions de la Charte sur l'environnement en 2003. Cet exercice devrait servir d'exemple à d'autres territoires d'outre-mer du Royaume-Uni. *The*

¹⁷ <http://www.tcinationaltrust.com/>

Environment Charter Working Group (Groupe de travail de la Charte sur l'environnement) a été chargé de veiller à ce que les objectifs, tels qu'ils sont énoncés dans la stratégie, soient atteints. Cependant, cela ne s'est pas encore concrétisé.

En outre, une *National Socio-economic Development Strategy* (NSDS, Stratégie de développement socioéconomique national) sur 10 ans (2008-2017), définit le cadre dans lequel le développement national et sectoriel durable aura lieu. Les actions à entreprendre dans la NSDS sont identifiées dans *the National Socio-economic Action Plan* (Plan d'action socio-économique national)¹⁸. Celles-ci ont été mises à jour par la Stratégie de développement des TCI (2013-2017), qui met l'accent sur la poursuite des réformes et établit une stratégie économique à moyen terme sur laquelle se fonde l'élaboration des budgets. Le gouvernement déclare son adhésion stricte à *the Environmental Conservation and Protection* (Conservation et protection de l'environnement) en mettant en place des mesures qui maintiennent au moins la valeur écologique des ressources physiques et des services que les îles fournissent, et préservent nos ressources culturelles et notre patrimoine, selon une philosophie basée sur le respect universel de l'environnement et sur sa subsistance pour les générations futures.

Globalement les TCI n'ont pas de politique globale qui mette en harmonie décisions et environnement.

Le gouvernement a produit une politique pour la gestion et le développement de la pêche. La politique de la pêche a été adoptée en 2006.

Dans le cadre des efforts continus des TCI pour renforcer les capacités institutionnelles du secteur public et privé dans le but de s'adapter au changement climatique, le MEHA et l'administration locale, en collaboration avec *the Caribbean Community Climate Change Centre* (CCCCC, Centre de la communauté des Caraïbes sur les changements climatiques) et le DFID, sont en train d'élaborer une *National Climate Change Adaptation Strategy* (Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique), un *Action Plan* (Plan d'action) et une *Climate Change Public Education and Outreach Strategy* (Stratégie d'éducation publique au changement climatique et de sensibilisation). *The Climate Change Green Paper* (Livre Vert sur le Changement Climatique)¹⁹ lancé par le CCCCC était destiné à servir de plate-forme consultative pour les parties prenantes des secteurs public et privé et de la société civile.

The Plan for Biodiversity Management and Sustainable Development around the Turks and Caicos Ramsar Site (Plan de gestion de la biodiversité et du développement durable du site Ramsar sur les Turques-et-Caïques)²⁰ d'octobre 2002, vise à fournir un moyen pratique de conserver la richesse de la biodiversité et l'intégrité culturelle des TCI, en permettant aux populations locales de protéger la zone par son exploitation durable, ce qui pourrait impliquer des activités basées sur l'éco-tourisme, et des activités pédagogiques pour les visiteurs et la génération suivante de citoyens. Ce plan n'est pas actualisé et une mise à jour est nécessaire.

Actuellement, il n'y a ni stratégie touristique ni stratégie de gestion des catastrophes. Les dernières existantes étaient le *Revised Tourism Strategic Plan* (Plan stratégique touristique révisé) de 2006 à 2010 et le *Disaster Management Plan* (Plan de gestion des catastrophes) de 2006 à 2010.

18 Cadre du développement socio-économique national (2008-2017) – Plan de mise en oeuvre:

http://www.depstc.org/ndp/ndp_downloads/NDP_draft_reports/NSEDF%20Implementation%20Plan1.pdf

19 Livre vert sur le changement climatique (février 2011):

http://www.caribbeanelections.com/eDocs/strategy/tc_strategy/tc_Climate_Change_Green_Paper.pdf

20 Plan de gestion de la biodiversité et du développement durable dans les îles Turques-et-Caïques du site Ramsar:

http://www.ukotcf.org/pubs/tci_ramsar.htm

4.4 CADRE LÉGAL

Les TCI sont signataires des AME suivants:

AME	Remarques
<i>Convention for the Protection and Development of the Marine Environment of the Wider Caribbean Region (Cartagena Convention)</i> Convention pour la protection et le développement de l'environnement marin de la grande région Caraïbe (Convention de Carthagène)	Étendue aux TCI en février 1986 y compris le <i>Oil Spills Protocol</i> (Protocole sur les déversements d'hydrocarbures). Le FCO du Royaume-Uni a fourni des conseils juridiques sur l'extension du <i>Specially Protected Areas for Wildlife (SPAW) Protocol</i> (Protocole SPAW relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées) aux TCI. Une nouvelle législation sera nécessaire pour le mettre en place.
<i>Ramsar Convention on Wetlands</i> Convention Ramsar sur les zones humides	Étendue aux TCI en 1976. Il existe actuellement un site Ramsar: les zones humides des îles North Caicos, Middle Caicos, et East Caicos. Le <i>National Trust</i> (Fonds national) a commencé à mettre en place un plan de gestion pour ce site. Au total, 7 sites ont été proposés mais pas encore acceptés.
<i>Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES)</i> Convention sur le commerce international des espèces en voie d'extinction de la faune et flore	Pas encore étendue aux TCI. Mais le gouvernement des TCI essaie d'y rentrer et un comité scientifique est tenu informé pour examiner les propositions de recherche, le projet de loi sur la conservation, et conseiller le gouvernement sur CITES. Le FCO du Royaume-Uni a fourni des conseils juridiques sur le sujet.
<i>Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS)</i> Convention de Bonn sur les espèces migratoires	Étendue aux TCI en juillet 1985. Une certaine confusion quand il s'agit de savoir si le Royaume-Uni répond à ses obligations conformément à la présente Convention concernant la pêche légale des tortues marines dans les îles Vierges britanniques, Caïmans, Montserrat, Turques-et-Caïques. Ces pêches légales impliquent le commerce des tortues marines qu'elles répondent ou pas aux «besoins de subsistance traditionnelle des utilisateurs» (non défini dans la Convention).
<i>Convention on Dumping of Wastes at Sea (London Convention)</i> Convention relative à l'immersion des déchets en mer (Convention de Londres)	Entrée en vigueur en décembre 1975.
<i>Convention for the Prevention of Pollution From Ships (Marpol 73/78)</i> Convention pour la prévention de la pollution des bateaux (Marpol 73/78)	
<i>World Heritage Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage</i> Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel	Adoptée par l'UNESCO en 1972. Les îles ont un grand nombre d'espèces endémiques, entre autres, d'importance internationale, qui dépendent en partie des conditions créées par le plus ancien développement de salines des Caraïbes.
<i>Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization (ABS)</i> Le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation	Les TCI ont ratifié un accord complémentaire à la Convention sur la diversité biologique. Il fournit un cadre juridique transparent pour la mise en œuvre effective de l'un des trois objectifs de la CDB: le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

Le Royaume-Uni a ratifié la Convention sur la diversité biologique et les TCI envisagent leur intégration dans cette convention.

La législation la plus pertinente pour la protection de l'environnement des TCI est indiquée ci-dessous:

Instruments juridiques	Remarques
<i>Marine Pollution Ordinance, (2010, Ordonnance sur la pollution marine)</i>	Définit les règles pour la prévention de la pollution par les hydrocarbures, par les cargaisons liquides en vrac nocives, par les substances nocives emballées, par les eaux usées, les ordures et pendant les opérations de transbordement.
<i>Physical Planning Ordinance, (rév. 2009 Ordonnance sur l'aménagement du territoire)</i>	Met en place les règles et procédures de l'EIE et la <i>Strategic Environment Assessment</i> (Evaluation stratégique de l'environnement).
<i>National Parks and Protected Areas Ordinance, (rév. 1998, Ordonnance sur les parcs nationaux et les aires protégées)</i> Des modifications sont en cours d'élaboration.	Établit des règlements pour quatre catégories différentes d'aires protégées: parc national (conservation des écosystèmes et de la biologie en mettant l'accent sur les loisirs); réserve naturelle (conservation des écosystèmes et de la biologie avec les loisirs comme objectif secondaire); sanctuaire (protection de l'écologie naturelle, animale ou végétale, et prévention des perturbations humaines); et zone d'intérêt historique. À ce jour, les 34 aires protégées suivantes ont été désignées (5 terrestres et 28 marines): 11 parcs nationaux; 11 réserves nationales; 4 sanctuaires; et 7 qui représentent 42% de la superficie totale des terres et une grande partie des eaux côtières et récifs. Mais les dispositions de l'ordonnance permettant au gouverneur de mettre en place des règlements particuliers pour les zones, prévoir leur gestion, nommer des gardes etc. n'ont généralement pas encore été appliquées en partie à cause du manque de ressources.
<i>Coast Protection Ordinance, (rév. 1998, Ordonnance sur la protection de la côte)</i>	Protège la zone côtière. On peut seulement extraire les minéraux de la côte avec un permis. Aucun dépôt d'objets ou de déchets n'est autorisé sur la côte.
<i>Fisheries Protection Ordinance, (rév.1998, Ordonnance sur la protection de la pêche)</i>	Base juridique de la gestion des ressources de la pêche. Fournit les permis de pêche, détermine la taille minimale des poissons pêchés, impose la saison de la pêche; restrictions des engins de pêche et prévention de la pêche INN. Peut faire des lois pour protéger des espèces marines particulières. Cette loi prévoit une protection juridique des tortues de mer. Elle spécifie la taille minimale de capture; les œufs des tortues et les tortues sont totalement protégés sur les plages.
<i>Fisheries Limits Ordinance, (rév. 1998, Ordonnance sur les limites de la pêche)</i>	Prévoit les limites de la pêche (par une proclamation du gouverneur), et détermine les pouvoirs des gardes-pêche dans ces limites.
<i>Public and Environmental Health Ordinance (rév. 1998, Ordonnance sur la santé publique et de l'environnement,)</i>	Définit les règles pour un contrôle et une prévention intégrés de la pollution (air, eau, déchets, bruit, et substances dangereuses).
<i>National Trust Ordinance, (rév.1998, Ordonnance sur le Fonds national)</i>	Réglemente le but et les procédures du <i>National Trust</i> (Fonds national). Il a donné au Fonds les pouvoirs de conserver les terres et de les placer en fidéicomis de la nation, et aussi de préparer des règlements pour leur protection. C'est un autre moyen de protéger les zones.
<i>Plant Protection Ordinance, (rév. 1998, Ordonnance sur la protection des végétaux)</i>	Tente de prévenir l'introduction de maladies par des plantes importées.
<i>Wild Birds Protection Ordinance (rév. 1998, Ordonnance sur la protection des oiseaux sauvages)</i>	Elle protège toutes les espèces d'oiseaux sauvages de la chasse, de la capture, collecte des œufs, à l'exception de la Sarcelle à ailes bleues, oiseau migrateur.
<i>Water and Sewerage Ordinance, (1994, Ordonnance sur l'eau et les égouts)</i>	Définit les règles pour le prélèvement de l'eau, son approvisionnement et les services d'assainissement.

Les trois grands projets de loi suivants pour la protection de l'environnement ont été élaborés mais leur approbation est en attente:

- The *Wildlife and Biodiversity Conservation Bill* (Projet de loi sur la conservation de la faune et de la biodiversité) qui ratifierait la Convention sur la diversité biologique, le Protocole de Nagoya et la Convention de Bonn;
- The *Endangered Species Bill* (Projet de loi sur les espèces menacées d'extinction) qui permettra d'élargir la Convention CITES aux TCI; et
- The *Protected Areas Act* (Loi sur les aires protégées).

Des modifications sont en cours pour la *National Parks and Protected Areas Ordinance* (Ordonnance sur les parcs nationaux et les aires protégées) et pour *Fisheries Protection Ordinance* (Ordonnance sur la protection de la pêche), les deux ayant été révisées en 1998; la dernière ordonnance protégera les requins, raies, crabes épineux, bonefish et le mérou rayé.

En outre, il est prioritaire de modifier la *Plant Protection Ordinance* (Ordonnance sur la protection des végétaux) concernant les espèces végétales invasives - à la fois celles déjà présentes et celles qui pourraient être importées. On a aussi proposé de mettre en place un projet important qui accroît la sécurité environnementale portuaire afin de contrôler les espèces invasives et pour d'autres raisons ayant trait à la santé environnementale. Ce projet comprendrait le contrôle de l'entrée des ports, l'introduction d'une nouvelle législation, l'installation de quarantaines pour les plantes et animaux et une formation technique pour les douaniers et autres fonctionnaires.

Le cadre juridique pour le contrôle du développement est incomplet. Une EIE est requise uniquement pour les grands projets de développement. Dans le passé, ce processus n'a pas empêché des projets d'aménagement du territoire indésirables, en raison d'un manque de surveillance suffisante. De plus, le gouvernement des TCI (TCIG) n'a pas souvent appliqué ses propres exigences en matière d'EIE et n'a pas imposé d'EIE pour le développement de l'aéroport international de Providenciales ou pour la chaussée de North Caicos/Middle Caicos.

Il n'existe pas de plan national d'aménagement du territoire en vigueur, et le lien entre une autre loi et l'ordonnance en faveur du développement n'apparaît pas clairement. L'extension illégale et sans contrôle du développement actuel, reste un défi à relever. Une prise de décision irresponsable dans ce domaine a créé des problèmes. La *Encouragement of Development Ordinance* 1998 (Ordonnance de 1998 en faveur du développement) ne fait aucune référence à des préoccupations environnementales ou de conservation, et semble donner la plus grande discrétion au gouverneur pour émettre des ordonnances sur le développement.

Les agents de conservation appliquent la *National Parks Ordinance* (ordonnance sur les parcs nationaux) (10 pour les Divisions des pêches et des aires protégées). Bien que la police maritime soit aussi chargée d'appliquer la loi, les activités de cette dernière sont plus orientées vers le trafic de stupéfiants et le contrôle des sans-papiers. On sait que le manque de formation des agents de conservation est un problème.

Des mesures importantes ont été prises pour renforcer les compétences du secteur public afin d'appliquer davantage la législation sur les parcs nationaux et la pêche, et l'application de la loi s'est considérablement améliorée depuis 2000, avec davantage de poursuites judiciaires. Le DEMA dispose de 5 navires de patrouille, qui contribuent à faire appliquer les devoirs de chacun, mais ces navires ont besoin de réparations importantes.

Le DEMA et les responsables de l'exécution de la loi sont basés dans les cinq usines de transformation (sites de débarquement) pour contrôler la capture des pêcheurs pendant qu'ils déchargent leurs produits pour les vendre. La langouste et le strombe sont pesés et mesurés pour voir s'ils correspondent à la taille légale et la prise quotidienne est enregistrée.

Le système judiciaire met à la disposition des agents responsables de l'exécution de la loi une infrastructure pour poursuivre en justice en cas de violation du droit de la pêche, de pollution marine, de

dommages aux récifs coralliens, aux herbiers marins et autres ressources naturelles. La plupart des terres ne sont pas protégées, sauf si elles sont situées dans une zone protégée.

4.5 SUIVI

Le DEMA dispose de plusieurs programmes de surveillance sur place, y compris la surveillance des plages et des pêches. On a établi environ 24 sites de surveillance des récifs, on surveille les plages dans 6 sites le long de la côte ouest de Grand Turk et dans 13 sites sur la côte nord de Providenciales, et 4 sites de surveillance ont été établis dans South Caicos. Les plages sont analysées chaque trimestre pour obtenir des informations sur leur largeur et leur pente. Actuellement, le DEMA ne peut pas surveiller les récifs coralliens en raison du manque de financement.

Le *Department of Environmental Health* (Ministère de la Santé de l'environnement) effectue le suivi de l'approvisionnement en eau et de la collecte et élimination des déchets solides.

Avec les îles Turques-et-Caïques, le *National Trust* (Fonds national) a également continué de participer à la recherche sur l'iguane de roche menée par le zoo de San Diego.

4.6 SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

En collaboration avec le Ministère de la planification, celui de la santé environnementale, de l'autonomisation des communautés, de l'éducation, de la culture et le *National Trust* (Fonds national), et conformément à la *National Socio-economic Development Strategy* (NSDS, Stratégie de développement socio-économique national), le DEMA va aussi établir dans le cadre du *National Environmental Education and Outreach sub-programme* (Sous-programme national d'éducation environnementale et de sensibilisation): un programme public d'éducation environnementale; un comité directeur d'éducation/sensibilisation à l'environnement; un programme écologique pour les écoles; un programme d'action conjointe pour les communautés. Depuis 2011, le DEMA est dans un processus de recrutement d'un nouveau responsable de l'éducation - pourtant, le Ministère a été en mesure de maintenir les activités de sensibilisation et d'éducation comprenant : la publication des brochures et la mise en place de campagnes de sensibilisation du public, l'utilisation des médias publics, l'organisation de réunions à l'hôtel de ville et autres méthodes; des programmes d'éducation environnementale dans les écoles; la recherche sur le patrimoine archéologique, les stocks de pêche, la santé des récifs coralliens et d'autres zones en partenariat avec les universités et les ONG, dans le but d'augmenter l'information de base.

Le *Joint Nature Conservation Committee* (JNCC, Comité mixte sur la conservation de la nature du gouvernement)²¹, le *Caribbean Regional Fisheries Mechanism* (Mécanisme régional de gestion des pêches des Caraïbes)²² et d'autres organismes offrent des cours sur l'environnement aux fonctionnaires et autres employés.

Le Cabinet a approuvé *The Community Conservation Partner Programme* (CCPP, Programme de partenariat de la conservation communautaire) qui est en cours d'application. LE CCPP fournira une certification aux acteurs du secteur privé qui s'engagent dans la gestion régulière, le suivi et dans d'autres activités de conservation.

*La Turks and Caicos Reef Fund*²³ une organisation à but non lucratif, a fait la promotion de l'installation d'amarrages auprès des opérateurs de plongée pour empêcher les ancres de faire des dégâts.

Le DEMA a pris une série d'initiatives de sensibilisation visant à encourager le grand public à signaler la présence de rascasses volantes²⁴, et à promouvoir la consommation humaine de ce poisson.

²¹ <http://jncc.defra.gov.uk/>

²² <http://www.crfm.net/>

²³ <http://www.tcreef.org/>

²⁴ Depuis 2007, les eaux territoriales des TCI ont été rapidement envahies par la rascasse volante. Cette espèce se trouve souvent dans

4.7 FINANCEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

Le TCIG a créé le *Conservation Fund* (Fonds pour la conservation)²⁵ financé par un impôt de 1% sur les revenus des hôtels et restaurants. On l'a utilisé surtout pour financer les activités de la *Protected Areas Division* (Division des aires protégées) du Ministère, le fonctionnement du *National Environment Centre* (Centre national de l'environnement) et des *Community Conservation Projects* (Projets de conservation communautaires). Le gouvernement intérimaire du Royaume-Uni a dissous le *Conservation Fund* (Fonds pour la conservation) en 2012 et aucun nouveau fonds n'a été alloué. Les fonds à l'époque (environ 9 M\$) ont été absorbés par le *General Territorial Fund* (Fonds territorial général). La DEMA n'a actuellement pas la capacité de financer les activités de recherche et de suivi requises.

5 COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les TCI sont membres associés de l'Association des États des Caraïbes (AEC), de la Communauté et du marché commun des Caraïbes (CARICOM) et de la Banque de développement des Caraïbes (BDC).

Les TCI ont reçu un soutien financier en 2003, mais ont subi des crises financières aiguës à court terme depuis le ralentissement économique mondial. Le Royaume-Uni a déjà entamé une relation financière de cinq ans avec les TCI en se portant garant pour des prêts commerciaux.

Tous les fonds sur l'environnement du Royaume-Uni sont accordés dans le cadre d'appel d'offres de l'Initiative Darwin et de l'*Overseas Territories Environment Programme* (OTEP, programme pour l'environnement des territoires d'outre-mer). Les TCI ont des projets importants et fructueux. Les deux programmes sont devenus Darwin+, qui est de portée plus large et donc plus compétitif, et un peu plus difficile à gérer pour les petits territoires. En outre, le JNCC dispose de petits fonds qui ont été mis à profit de manière très efficace.

La DEMA et le *National Trust* ont travaillé avec the *UK Overseas Territories Conservation Forum* (UKOTCF, Association pour la conservation des territoires d'outre-mer britanniques), pour protéger les zones humides d'importance internationale dans toutes les îles.

L'Union européenne a alloué 14 635 000€ au budget du TCIG dans le cadre du 9ème FED, pour les projets d'infrastructures de transport. Plus de 8 M € ont été utilisés à cette fin tandis que 2 autres millions € sont destinés à soutenir techniquement les programmes économiques et législatifs du gouvernement des TCI en cours de réforme. L'allocation du 10ème FED s'élève à 11,85 millions € pour le développement du secteur privé. Dans le cadre du 11ème FED, 18 000 000€ seront alloués, ce qui est en cours de programmation, un processus qui comprendra la participation des organisations non-gouvernementales.

Le *National Trust* s'est engagé dans un projet régional de renforcement des compétences pour la gestion de trois aires protégées par le 9ème Fonds européen de développement (FED)²⁶- La *Managing Protected Areas to Support Sustainable Economies* (MPASSE, Gestion des aires protégées pour soutenir des économies durables).

l'océan Pacifique. Par des moyens inconnus, cette espèce est arrivée dans l'océan Atlantique et s'est reproduit rapidement. En 5 ans, l'espèce s'est étendue de la Floride à presque toutes les îles des Caraïbes. Des études ont montré que cette espèce n'a pas de prédateurs connus dans la région de l'Atlantique.

25 Fonds pour la conservation: www.onecaribbean.org/content/files/Wesleystc10.pdf

26 http://eeas.europa.eu/delegations/jamaica/projects/list_of_projects/20229_en.htm

Les îles Turques-et-Caïques hébergent de vastes récifs et des mangroves comportant l'un des plus grands sites Ramsar des Caraïbes. Le développement, en particulier de l'industrie du tourisme, se déroule très rapidement, générant aussi des opportunités de travail. Les immigrants affluent continuellement ce qui fait que la population résidente augmente de 5% chaque année. La déforestation pour la construction et pour le charbon ainsi que le braconnage sur les récifs sont associés à cet afflux. L'absence d'un plan national d'aménagement du territoire conduit à un développement non planifié et aléatoire dans tout le pays. Il existe des mécanismes en place pour veiller à ce que ce développement se fasse de façon durable, tels que le système global des aires protégées, la législation environnementale sur les questions essentielles et les lignes directrices pour l'évaluation de l'impact environnemental, mais la façon dont on utilise ces outils reste arbitraire.

La capacité de planification et de gestion des ressources forestières et aquifères est limitée. Malgré les progrès réalisés en matière de gestion des déchets solides, les deux décharges principales ne sont pas imperméabilisées ce qui entraîne des risques de contamination. En outre, il n'existe aucune politique de valorisation ou de recyclage des déchets. De mauvaises pratiques de pêche et la saison des cyclones de 2008 ont donné lieu à une baisse de 50% des stocks de strombes et de langoustes (principaux produits d'exportation et recherchés par le tourisme). On remarque des baisses dans les stocks de poissons récifaux et de certaines populations de poissons, telles que le vivaneau soie et le poisson-grondeur. On prend des mesures pour améliorer les contrôles.

En général, l'application des lois est limitée. Par ailleurs, l'agitation politique récente associée à la dissolution de la Constitution et le ralentissement économique ont entraîné une pénurie des ressources pour gérer l'environnement (perte du *Conservation Fund* (Fonds pour la Conservation) et réduction de 50% du personnel du Ministère des affaires environnementales et marines).

Une des meilleures pratiques des TCI qui sert d'exemple aux autres PTOM, est le fait que le directeur du DEMA siège au Comité de planification et oriente les décisions pour le développement. Le DEMA exige et prévoit de travailler en étroite collaboration avec les autres acteurs sur tous les grands projets de développement, ce qui garantit que les préoccupations environnementales soient toujours prises en compte lors de la planification.

Un autre bon exemple concerne la pêche. Le DEMA gère plusieurs décennies de statistiques de débarquement du strombe et de la langouste des Caraïbes. Par ailleurs, la législation suit l'évolution de ces ressources ce qui permet d'appliquer la loi quand c'est nécessaire.

Les TCI ont mis en place une collection de plus de 110 espèces de plantes indigènes dans deux pépinières. Les plantes sont destinées aux écoles, aux parcs, et aux cérémonies et on les utilise pour sensibiliser le public. Le projet *Seed Collection* (Collecte de semences) avec les *Royal Botanic Gardens* (Jardins botaniques royaux) et *Kew's Millennium Seed Bank* (Banque de semences du Millénaire de Kew) ont protégé plus de 200 espèces de plantes indigènes dans la Banque de semences. Tout cela est remarquable et deviendra très important étant donné les perspectives du changement climatique.

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
	Élaborer et mettre en œuvre un Plan national d'aménagement du territoire, des plans pour les bassins hydrographiques et des plans forestiers.	Structurer des documents, établir des lignes directrices et proposer des plans pour l'utilisation durable des terres et des ressources naturelles sont des actions manquantes. Ceci est en train de détruire les habitats, les espèces et les moyens de subsistance, et à plus long terme cela détruira le patrimoine touristique recherché. Le Ministère de l'environnement et de l'intérieur (MEHA) comprend le Département de la planification, la DEMA et le DOA, créant la possibilité d'un travail commun sur l'amélioration de la planification des ressources matérielles et naturelles du territoire.	5 ans	Gouvernement des Turques-et-Caïques, MEHA		Volonté politique et capacité de mobiliser les forces, malgré le besoin urgent de payer la dette	UE, Royaume Uni
Améliorer la planification des ressources matérielles et naturelles	Activités						
	<p>Impliquer et coordonner les différents acteurs (environnement, terre, pêche, police, défense, ports, tourisme, développement rural, autorités locales).</p> <p>Caractériser les différentes zones du territoire et leurs utilisations possibles.</p> <p>Développer une étude sur les potentiels économiques et les risques pour l'environnement dans les différentes zones du territoire en incluant les scénarios de changement climatique.</p> <p>S'engager sur l'élaboration d'un plan de développement territorial national intégré, co-développé avec une Evaluation stratégique nationale de l'environnement et identifier les priorités de développement du pays en prenant en considération le développement économique et la conservation des ressources écologiques, et en tenant compte des scénarios prospectifs et du changement climatique.</p> <p>Diriger des ateliers pour parler des options environnementales.</p> <p>Caractériser les bassins versants et mobiliser les utilisateurs et les parties prenantes. Promouvoir des ateliers et des discussions pour identifier les problèmes et les solutions principales et objectifs fixés. Mettre en place un programme réaliste de mesures visant à parvenir à un bon état écologique, identifier clairement les possibilités d'utilisation et de protection. Mobiliser des fonds pour la mise en œuvre. Faire un inventaire forestier, identifier des zones de protection et les zones qui peuvent être utilisées. Créer des réserves forestières. Identifier les domaines qui peuvent être utilisés par les populations les plus vulnérables, et mettre en place des projets communautaires sur l'utilisation durable de la forêt. Établir des plans de gestion forestière, y compris la gestion des forêts commerciales. Mettre en place des programmes de surveillance des forêts.</p> <p>Abordez la question du charbon de bois - évaluer les meilleures pratiques et les leçons apprises dans d'autres endroits au niveau régional et mondial, là où on a incité les populations à utiliser des alternatives au charbon de bois pour la cuisson.</p> <p>Évaluer la législation manquante pour mettre en œuvre les plans et développer/actualiser le cadre juridique.</p> <p>Promouvoir, dans la mesure du possible, la cogestion, l'éco-tourisme, les énergies renouvelables.</p> <p>Coordonner au niveau régional toute harmonisation et collaboration possible.</p>						

Objectif	Action	Situation de référence	Priorité et calendrier	Entité(s) chargée(s) de la mise en œuvre	Besoins en € et RH	Risques et hypothèses	Sources d'€ possibles
Promouvoir la croissance verte ¹ et la croissance bleue ²	Modifier la voie du développement, en réduisant les inefficacités et en saisissant les opportunités	Les deux concepts sont relativement nouveaux et ils sont liés entre eux. La croissance verte est plus large, et dans le cas des TCI, mesurer et utiliser durablement la richesse des océans est une priorité.	7 ans	Gouvernement des TCI et particulièrement le Ministère de l'environnement et de l'intérieur.			UE, BM, et banques de développement régional, secteur privé
	Activités Mettre en place une première série de questions à traiter: la gouvernance (améliorer la planification territoriale, EIE et EES, les normes pour les eaux usées et les déchets, l'application, l'intégration de l'environnement, la croissance verte et la gestion intégrée des ressources ³ dans les politiques et stratégies); les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique; l'eau et la gestion des déchets dans les instruments économiques (recouvrement des coûts, incitations au recyclage, taxes sur les articles importés qui sont devenus des déchets) et évaluation des déchets. Mettre l'accent aussi bien sur l'agro-écologie, augmenter le niveau d'indépendance alimentaire et évaluation internationale des produits "de niche" certifiés. Concernant l'économie bleue, promouvoir l'élaboration de stratégies marines, de la pêche durable, des transports et de la logistique, des activités touristiques. Développer des études sur les activités génératrices de revenus dans les zones côtières, en vue de soutenir aussi les activités en mer. Organiser le réseautage des différentes parties prenantes sur un thème particulier. Promouvoir le débat et l'échange d'informations; établir des sites dédiés au partage de solutions nationales possibles, et au partage du savoir-faire et des expériences entre les régions. Promouvoir une articulation régionale. Organiser des visites techniques dans d'autres PTOM et pays de la région sur des sujets spécifiques. Organiser des formations. Organiser une formation sur la mobilisation des fonds (internes et externes), des formations sur la rédaction de propositions et faire du conseil sur cette rédaction. Étudier le monde des affaires et voir les moyens d'associer le secteur privé. Soutenir la mise en œuvre des systèmes de certification du tourisme durable. Définir les indicateurs ou les lignes directrices pour un tourisme durable.						

1 Selon l'OCDE, la croissance verte veut dire promouvoir la croissance économique tout en réduisant la pollution et les émissions de gaz à effet de serre, minimiser les déchets et l'utilisation inefficace des ressources naturelles et préserver la biodiversité (<http://www.oecd.org/environment/green.htm>)

2 Selon l'UE, la croissance bleue de DG-Mare, est la stratégie à long terme pour soutenir la croissance durable dans l'ensemble des secteurs marins et maritimes. Elle reconnaît que les mers et les océans sont des moteurs de l'économie européenne avec un grand potentiel pour l'innovation et la croissance. C'est la contribution de la Politique maritime intégrée à la réalisation des objectifs de la stratégie 2020 de l'Europe pour une croissance intelligente, durable et inclusive (http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/blue_growth/)

3 Exemple: Gestion intégrée des zones côtières, la gestion intégrée de l'eau

Annexe – Projets financés

Domaine/ Thème	Intitulé	Budget	Source(s) de financement	Type de financement (prêt, subvention, cofinancement)
Pêche	<i>Conch Visual Survey</i> (Relevé visuel de la conque)	50 000\$	Interne	Interne
Pêche	<i>Spiny Lobster Artificial Habitat</i> (Habitat artificiel de la langouste des Caraïbes)	62 000\$	FCO	Subvention
Pêche	<i>Nassau Grouper Study</i> (Etude du mérou rayé)		JNCC	Subvention
Biodiversité	<i>Caicos Pine Recovery Project</i> (Projet de réhabilitation du pin de Caicos)	215 634£	Darwin Plus	Subvention
Biodiversité	<i>Habitat Mapping Project</i> (Projet de cartographie de l'habitat)		JNCC	Subvention
Biodiversité	<i>Wetlands Project</i> (Projet des zones humides)		Darwin	Subvention
Biodiversité	<i>Millennium Seed Collection</i> (Collecte de semences du Millénaire)		Darwin Plus	Subvention

Le projet de réhabilitation du pin de Caicos a été prolongé de deux ans grâce à une subvention de l'Initiative Darwin en vigueur jusqu'en avril 2016¹ - Ce projet consiste en une étude de plusieurs années pour identifier l'insecte sur les pins et trouver des tactiques pour faire face au problème. Cet insecte infecte l'arbre national, le Pin de Caicos. Le DEMA développe le projet en collaboration avec le *National Trust*, le Jardin botanique royal - KEW Royaume-Uni, le Ministère de la santé environnementale et celui de l'Agriculture.

1 http://fl.biology.usgs.gov/pineland/2008conf/Hamilton-Scale_insect-pine_recovery_project.pdf